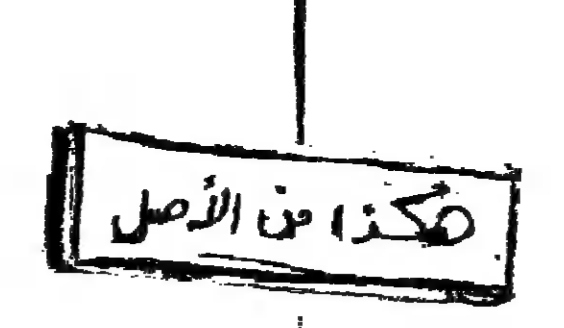




TRENTE-QUATRIÈME ANNÉE — N° 9962 32 PAGES — MERCREDI 9 FÉVRIER 1977

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 120 m.; Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 12 fr.; Canada, $ 0,65; Danemark, 3 kr.; Espagne, 28 pes.; Grande-Bretagne, 20 p.; Grèce, 20 dr.; Iran, 45 rls; Italie, 350 L; Liban, 125 p.; Luxembourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 14 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 12

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 650572
Tél. : 246-72-23

L'amiral Turner est nommé directeur de la C.I.A.

LIRE PAGE 4

La bataille commerciale se durcit entre les Neuf et le Japon

La tentation du protectionnisme

Ce n'est pas encore la guerre commerciale ; mais de nombreux pays industriels se livrent, depuis déjà plusieurs mois, à de sérieuses escarmouches, se reprochant mutuellement d'user de méthodes déloyales pour la conquête des marchés. Devant la persistance d'un chômage élevé, chacun s'efforce, pour faire tourner ses usines, d'accroître ses ventes à l'étranger, tout en limitant ses achats.

Ce n'est pas encore le protectionnisme ; mais des mesures sont prises ici ou là pour se protéger des produits étrangers qui mettent à mal des industries nationales. Ainsi, dans le duel qui oppose le Japon et la Communauté européenne, la Commission de Bruxelles vient, face à l'« offensive » nippone, de monter une nouvelle parade : une taxe exceptionnelle de 20 % a été instaurée pour trois mois sur les importations de roulements à billes japonais.

Cette mesure constitue un avertissement sérieux. Elle est intervenue — ce qui n'est évidemment pas fortuit — à la veille de la reprise à Paris des négociations entre Tokyo et la C.E.E. sur la construction navale. Au cours d'une réunion qualifiée de la « dernière chance », qui se tient au siège de l'O.C.D.E., les Européens vont à nouveau demander aux Japonais de réduire leur capacité de production à 50 % du marché mondial. Plus de 90 % des commandes de navires des pays de l'O.C.D.E. ont été, en effet, enlevées récemment par le Japon.

La décision de Bruxelles a d'ores et déjà provoqué le mécontentement des responsables japonais du ministère des affaires étrangères et de celui du commerce et de l'industrie. Tokyo regrette qu'un tel pas ait été franchi sans que les Neuf aient eu pleinement recours à des consultations gouvernementales. Les professionnels nippons évoquent, quant à eux, des motivations politiques.

En cette année qui doit voir la reprise des négociations commerciales multilatérales à Genève, la tension monte dangereusement dans le monde occidental. Insidieusement, la tentation du protectionnisme gagne les industriels et les gouvernements.

En France, le président du patronat, M. Ceyrac, vient de dénoncer les « excès de la concurrence sauvage ». M. Ceyrac ne s'en est pas tenu au cas du Japon. Il a reproché aux uns de laisser « volontairement ou involontairement » leur monnaie se déprécier, aux autres de bénéficier d'un niveau de salaires très bas, à d'autres, enfin, comme les pays de l'Est, d'exporter à des prix inférieurs à leurs coûts de revient. Le paradoxe n'est-il pas, dans ce dernier cas, que les produits concurrents puissent venir, directement ou indirectement, des usines livrées par les industriels occidentaux ? Cet effet de boomerang se fait d'ailleurs aussi sentir dans les pays en développement.

Face à cette concurrence, les divers gouvernements mettent en avant leurs problèmes de l'emploi, et demandent aux consommateurs, de façon plus ou moins feutrée, d'acheter *les* produits nationaux. Le président de la République française vient de lancer en Bretagne un appel à *cet effet*. Au Royaume-Uni, le premier ministre, M. Callaghan, a demandé, lui aussi, aux armateurs de réserver leurs commandes de nouveaux navires aux chantiers britanniques.

Une telle attitude risque, de proche en proche, d'entraîner plus de dommages que d'avantages. Fascinés depuis des années par la nécessité d'exporter, les responsables prennent aujourd'hui conscience du choc en retour des importations. Il serait certes naïf de ne pas se prémunir contre les abus ; mais il serait dangereux de procéder à des ripostes au coup par coup. Les pays de l'O.C.D.E. ne se sont-ils pas engagés solennellement, il y a trois ans, à ne pas recourir à des mesures entravant la liberté des échanges internationaux ?

Tokyo fait appel contre la taxe européenne sur les roulements à billes nippons

L'intensification de la bataille commerciale entre les grands pays industrialisés connaît cette semaine des rebondissements multiples. A Bruxelles, les neuf ministres des affaires étrangères de la C.E.E. examinent, ce mardi 8 février — outre l'état des relations entre la Communauté et le Portugal, — la définition d'un nouvelle politique commune de la pêche et l'attitude à adopter à l'égard des pratiques commerciales japonaises. L'examen de ces différents dossiers épineux, puisqu'ils posent la question de savoir jusqu'où ira la C.E.E. dans la voie du protectionnisme, devait être interrompu en fin de matinée pour la signature d'un protocole d'assistance financière à Israël. M. de Guiringaud devait rencontrer M. Allon, ministre israélien des affaires étrangères.

On apprenait mardi à Tokyo que le gouvernement japonais allait faire appel devant la Cour internationale de justice de la décision prise lundi par la Commission de Bruxelles d'appliquer une taxe antidumping de 20 % sur les importations de roulements à billes japonais, jugées par les Neuf contraires aux règles internationales sur le commerce.

Simultanément, le cas japonais — concernant la construction navale cette fois — est examiné mardi et mercredi par l'O.C.D.E. Il s'agit de savoir si les chantiers navals nippons, qui ont enlevé jusqu'à 90 % des commandes de navires des pays de l'O.C.D.E. ces derniers temps, accepteront de limiter leur part à 50 % du total.

La décision prise lundi 7 février par la Commission européenne de taxer les importations de roulements à billes japonais a été annoncée la veille du jour où se réunissent à Bruxelles les ministres des affaires étrangères des Neuf. Le fait est révélateur du souci qu'a la commission de renforcer ses mises en garde au Japon. Cette taxe antidumping de 20 % s'ajoutera au droit de douane normal de 9 %.

Cette décision est l'aboutissement de l'enquête effectuée par les services bruxellois depuis novembre, à la suite d'une plainte des industriels communautaires. La Commission est arrivée à la conclusion qu'il y avait effectivement dumping de la part des exportateurs japonais. Les importations de roulements à billes japonais dans la C.E.E. ont beaucoup progressé au cours des dernières années, passant de 5 500 tonnes en 1968 à 15 600 tonnes en 1974 et à 19 000 tonnes en 1975. Cette tendance s'est poursuivie en 1976.

Il en est résulté une réduction de l'ordre de 10 % de la production communautaire entre 1974 et 1976. Pourtant la part des importations japonaises, qui était déjà de 16,1 % en 1972, n'a pas dépassé 16,8 % en 1976. La décision de la commission est valable pour trois mois : ce sera ensuite au conseil des ministres des Neuf de décider quelles mesures définitives doivent être prises. En ce qui concerne deux firmes exportatrices japonaises, la taxe antidumping est limitée à 10 % : les services de la Commission ont, en effet, constaté que le dumping pratiqué par ces deux firmes était moins accentué dans le cas des autres entreprises de ce pays.

Avertissement

On affirmait, mardi 8 février, à Tokyo que le Japon allait faire appel de la décision européenne devant la Cour européenne de justice de la Haye. L'association japonaise des constructeurs de roulements avait annoncé la veille qu'après consultation du gouvernement elle allait porter l'affaire devant le tribunal.

C'est sur cette toile de fond que les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. devaient entendre le mardi 8 février un rapport de la Commission sur les différentes discussions en cours avec le Japon. Lors du Conseil européen de la fin novembre à La Haye, les chefs de gouvernement, constatant « *la détérioration rapide de la situation des échanges entre la Communauté et le Japon* », avaient mis l'accent sur la nécessité de consentir d'urgence « *des efforts particuliers (...) afin de remédier à cette situation* ».

Le conseil européen avait précisé qu'il escomptait « *que des progrès notables auraient été accomplis avant sa prochaine réunion* ».

(Lire la suite page 30.)

La gauche s'achemine vers un accord à Paris

Les délégués des fédérations parisiennes du P.C.F., du P.S. et du Mouvement des radicaux de gauche devaient se retrouver pour une nouvelle séance de négociations ce mardi après-midi 8 février. Compte tenu du fait que les socialistes ont renoncé à revendiquer la conduite des éventuelles listes d'union dans les onzième et dix-huitième arrondissements, un accord était envisagé. Restaient toutefois à régler des problèmes de répartition entre les diverses composantes de la gauche.

M. Henri Fiszbin, député de Paris, chef de file des candidats communistes au Conseil de Paris, a déclaré, lundi 7 février, que le dernier obstacle à un accord de la gauche dans la capitale tenait à l'exigence du P.S. de remplacer MM. Maurice Berlemont et Louis Baillot, conseillers communistes de Paris, par MM. George Sarre et Claude Estier, socialistes, à la tête des listes d'union dans les 11e et 18e arrondissements. « *Les récentes déclarations de Sarre et Estier* (N.D.L.R. : *le Monde* daté 6-7, et 8 février), a-t-il ajouté, *permettent d'espérer que cet obstacle pourra être levé. Nous irons à la réunion avec la ferme résolution de tout faire pour aboutir très rapidement.* »

M. Georges Sarre n'a pas du tout apprécié les critiques qui lui ont été adressées du côté socialiste. Il affirme qu'il a mené les négociations en accord avec la direction de sa formation et qu'il a renoncé à mener les listes dans le 11e arrondissement « *sur mandat de la fédération socialiste de Paris* ». En fait les tensions perceptibles au sein du P.S. résultent en grande partie des luttes que les membres du CERES et les partisans de la direction se sont livrées dans les sections pour tenter d'obtenir le plus grand nombre possible de candidats.

Les socialistes retrouvent cependant leur unanimité pour souligner qu'en définitive le P.S. n'a pas à se plaindre de la négociation sur les têtes de liste. Alors qu'en 1971 toutes les listes étaient conduites par le P.C.F., les socialistes seront en principe, cette année, meneurs de jeu dans neuf secteurs, le P.C.F. dans sept, les deux dernières têtes de liste étant à partager entre radicaux de gauche, P.S.U., gaullistes d'opposition et autres personnalités. Sur l'ensemble des 109 candidats, la répartition politique serait la suivante : 43 P.C.F., 39 P.S., 16 M.R.G., 11 divers (P.S.U., gaullistes...).

En réalité, la négociation concrète ne se déroule pas ainsi. Les secteurs de Paris ont été divisés en trois catégories : les cinq secteurs où la gauche est sortante (11e, 13e, 18e, 19e et 20e), les cinq qu'elle peut espérer emporter (1er-4e, 2e-3e, 10e, 12e et 14e), et les autres. A ce niveau, si le P.C.F. conserve la direction des listes dans les secteurs où la gauche est sortante, le P.S. obtient trois têtes de liste dans les secteurs « gagnables ». Il devrait conduire la liste dans le 14e arrondissement où le suffrage universel l'a placé en tête, mais il a, en outre, obtenu le 2e-3e et le 10e — ou le 12e — arrondissement.

Si les cinq secteurs « jouables » basculaient à gauche, les partis signataires du programme commun seraient majoritaires dans la capitale.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 5.)

Une politique pour le littoral

Le chef de l'État souhaite une participation de l'E.D.F.

M. Giscard d'Estaing a été accueilli, mardi 8 février, à Vannes par M. Marcellin, maire de la ville, ancien ministre de l'intérieur. Il a assisté à une séance du conseil d'administration du Conservatoire du littoral, présidé par M. Robert Poujade. Cet organisme, chargé d'acquérir et d'ouvrir au public des portions encore sauvages du littoral, a déjà acquis un millier d'hectares, mais son budget est pratiquement épuisé.

Le chef de l'État a déclaré :

« Dès cette année, conformément aux souhaits exprimés par le Parlement, 10 millions de francs supplémentaires seront alloués au Conservatoire. J'ai de plus demandé au gouvernement qu'à partir de 1978 les dotations lui permettent d'atteindre son rythme de croisière et de remplir l'objectif fixé de 10 000 hectares acquis d'ici à 1981. »

Faisant allusion aux centrales nucléaires construites par E.D.F. M. Giscard d'Estaing a précisé : *« Au cours de 1977, de nouvelles orientations peuvent être amorcées à l'occasion de l'installation des centrales nucléaires sur le littoral par exemple. Les équipements nécessaires vont consommer des espaces encore libres. Il serait équitable qu'à cette occasion d'autres espaces libres soient mis à la disposition du public. La construction d'une centrale pourrait être accompagnée par exemple d'un programme de sauvegarde des sites naturels les plus sensibles et les plus prestigieux de la région concernée. Ce programme bénéficierait d'un concours financier du maître d'ouvrage de la centrale. J'ai demandé au gouvernement d'étudier des propositions dans ce sens. »*

(Lire page 7 l'article de MARC AMBROISE-RENDU.)

La saison du pavot dans le Triangle d'or

La lutte contre l'usage des stupéfiants sera l'une des priorités du gouvernement américain : c'est ce qu'a indiqué M. Carter dans une déclaration communiquée à la commission de l'ONU sur les stupéfiants, qui s'est réunie lundi 7 février à Genève, par le docteur Peter Bourne, conseiller spécial du président des États-Unis pour les questions de drogue.

La commission doit examiner pendant trois semaines les rapports internationaux établis sur le problème des stupéfiants et discuter de l'application de la convention de 1971, sur les substances psychotropiques, qui est entrée en vigueur en août dernier. Il ressort des rapports que « l'héroïnomanie augmente, l'abus du cannabis se répand, la cocaïnomanie s'accentue, surtout en Europe et en Amérique, l'abus des psychotropes progresse et la polytoxicomanie prend de l'ampleur (...). Le trait marquant du trafic illicite en Europe a été la forte augmentation des saisies d'héroïne d'origine asiatique. La drogue était destinée aux Pays-Bas, d'où elle devait être acheminée vers le reste de l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord ».

D'autre part, une opération menée par la Thaïlande et la Birmanie, et à laquelle participeraient plus de cinq mille hommes, a été lancée dans le Triangle d'or pour saisir et détruire la récolte d'opium évaluée à 600 tonnes.

Notre envoyé spécial Patrice de Beer s'est rendu dans ce haut lieu de la production mondiale de drogue.

I. — La filière de la « mort lente »

De notre envoyé spécial
PATRICE DE BEER

Chieng-Mai. — En janvier et février, chaque année, arrive la saison du pavot, cette belle et mystérieuse fleur qui produit l'opium, dont on tire la morphine et l'héroïne. Dans le Triangle d'or, qui s'étend sur le nord de la Thaïlande, le nord-est de la Birmanie et le nord-ouest du Laos, et qui commence, disent sans ambages les experts d'ici, à une heure à peine de voiture de Chieng-Mai — comme tout au long de la *filière* de la « mort lente », qui va des champs de pavot aux revendeurs des grandes villes occidentales et asiatiques, — c'est le branle-bas de combat. Tous ceux qui vivent du trafic de la drogue se préparent pour la campagne qui commence : tribus des montagnes, Méos mais aussi Yaos, Lisus et Lahus, convoyeurs de caravanes vers la frontière thaïlandaise, seigneurs de la guerre, armées locales, résidus des anciennes armées des nationalistes chinois du Kouomintang, chimistes, trafiquants chinois, thaïlandais et internationaux, passeurs, acheteurs et revendeurs, qui fournissent des millions d'intoxiqués. Le Triangle d'or, principal fournisseur du marché *illégal*, avec le Mexique, rapporte chaque année des dizaines de milliards de francs lourds.

Dans le village méo de Chang-Khien — à *proximité* d'une station expérimentale de substitution de cultures destinée à encourager les tribus montagnardes à planter plutôt des *fruits* ou des *légumes*, station financée par les Nations unies, sous le patronage du roi de Thaïlande, dont une des résidences est toute proche, — les hommes et les femmes en âge de travailler sont tous absents : ils sont allés cultiver le pavot dans la montagne, à quelques heures de marche. De la station, on peut apercevoir, à flanc de montagne, plusieurs champs de pavots en fleurs. Une vieille femme, assise sur le pas de sa porte, fume placidement sa pipe d'opium en surveillant des enfants débraillés. Nous sommes à trois quarts d'heure, en Land-Rover, de Chieng-Maï, la capitale du nord de la Thaïlande.

(Lire la suite page 11.)

AU JOUR LE JOUR

Rien n'est simple

Un des charmes du président de la République, c'est sa fraîcheur. Quand il affirme que « la politique française est en train de devenir l'une des plus impolies du monde », parce que la gauche bretonne a boudé les rendez-vous officiels d'un voyage officiel, il prouve qu'il a gardé des illusions.

Pourtant, c'est peut-être par pure courtoisie que les élus de la gauche ont préféré décliner l'invitation, sachant que s'ils rencontraient M. Giscard d'Estaing ce ne serait pas pour lui dire des amabilités.

BERNARD CHAPUIS.

DE BEAUBOURG A NANTERRE

Le livre et son avenir

A Beaubourg, c'est une exposition. Elle s'intitule « Faire un livre » et sera, jusqu'au 28 mars, la première manifestation de la salle d'actualité de la bibliothèque publique d'information au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou. A Nanterre c'était, le 5 février, organisée par l'association Travail et culture, la Maison de la culture de Nanterre et le Centre de diffusion du livre et de la presse, une rencontre avec soixante écrivains proposée à tout un public qui ne l'a pas boudée en dépit de la concurrence d'un certain France-Galles.

A Beaubourg, il s'agit seulement de regarder, peut-être de découvrir, comment se fait un livre en 1977. *Comment il est écrit, à la main ou à la machine*, comment il sera ou non retenu par un éditeur, comment ensuite celui-ci le fera imprimer puis s'efforcera de le faire vendre, c'est-à-dire d'abord de le faire connaître, service de presse et critique aidant... Et puis, enfin, comment il sera lu, acheté dans une librairie qui peut-être, aujourd'hui, aussi bien la F.N.A.C. que « la Hune », le tabac-journaux que le supermarché, ou bien demandé dans une bibliothèque nationale, municipale ou d'entreprise, butiné dans le métro ou savouré le dimanche au fond d'un fauteuil.

En peu d'espace, tout n'est peut-être pas dit, mais tout est bien situé et devrait donner à réfléchir.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(Lire la suite page 28.)

EUROPE

Union soviétique

Les États-Unis expriment leur « inquiétude » sur le sort de M. Guinzbourg

« Les Etats-Unis ont exprimé leur « inquiétude » à l'Union soviétique au sujet du sort réservé à M. Alexandre Guinzbourg, a déclaré, lundi 7 février, à Washington, le porte-parole du département d'Etat.

» Nous avons fait savoir au gouvernement soviétique, a-t-il précisé, que le harcèlement de tout individu cherchant à défendre le respect des droits de l'homme, où que ce soit, est une source de grande anxiété pour le peuple américain. »

Le porte-parole a ajouté que le sort réservé à M. Guinzbourg était « particulièrement dur » et que sa déclaration avait été approuvée par M. Cyrus Vance.

D'autre part, M. Jody Powell, chargé de la presse à la Maison Blanche, a déclaré lundi soir que le président Carter n'écartait pas, « a priori », la possibilité d'une rencontre avec M. Vladimir Boukovski si ce dernier en manifestait l'intention. « Jusqu'à présent, aucune demande dans ce sens n'est parvenue à la Maison Blanche », a dit le porte-parole, en ajoutant que, si cela était, le président Carter « lui accorderait toute la considération nécessaire ».

DES ARRESTATIONS EN UKRAINE

De notre correspondant

Moscou. — L'offensive des organes de sécurité contre les milieux contestataires se poursuit. C'est ainsi qu'on a annoncé lundi *soir* 7 février, à *Moscou*, l'arrestation d'un écrivain ukrainien, M. Mikola Roudenko, responsable du comité formé à Kiev pour la surveillance des accords d'Helsinki. Selon des sources dissidentes, M. Roudenko aurait été arrêté samedi dernier à son domicile dans la capitale ukrainienne. Ces mêmes sources affirment qu'un autre membre du « Groupe de Kiev », M. Oleg Tikhy, un universitaire, a « *très probablement* » été arrêté lui aussi. Les organes de sécurité avaient commencé à s'intéresser au « Groupe de Kiev » à la fin de l'année dernière. Des perquisitions avaient notamment été faites au domicile de MM. Roudenko et Tikhy, le 25 décembre. A ce moment-là, M. Tikhy avait affirmé qu'une vieille arme trouvée à son domicile pourrait servir de prétexte à des poursuites judiciaires.

Toujours des mêmes sources, on apprend que plusieurs perquisitions auraient été faites depuis l'arrestation, jeudi dernier, de M. Alexandre Guinzbourg, le responsable du Fonds d'aide aux familles de prisonniers politiques. Ces perquisitions auraient eu lieu notamment à Kiev, à Taroussa en Ukraine, et à Moscou, au domicile du physicien Youri Mnioukh.

D'autre part, les autorités recherchent *toujours M. Orlov, le principal* responsable du Comité de Moscou pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki. M. Orlov, un physicien dont l'appartement a fait l'objet le mois dernier d'une perquisition, a quitté son domicile le 3 février. Lundi, sa femme a été convoquée par les autorités qui lui ont demandé où se trouvait son mari ; elle a affirmé qu'elle n'en savait rien. M. Orlov était très lié à M. Alexandre Guinzbourg, en faveur duquel deux cent quarante-huit citoyens soviétiques viennent de signer une pétition (1). Les signataires de ce texte réclament la libération de M. Guinzbourg et s'inquiètent de l'effet que pourrait avoir sa détention sur sa santé, déjà mauvaise. Samedi soir, M. André Sakharov s'était lui aussi élevé contre l'arrestation de M. Guinzbourg dans une déclaration remise aux correspondants étrangers.

Alors que de nombreux opposants *dénoncent les « actions répressives des autorités, qui cherchent à paralyser les activités des groupes de surveillance de l'application des accords d'Helsinki »*, actions dans lesquelles ils voient « *la préparation fiévreuse des autorités soviétiques à la conférence de Belgrade* », trois d'entre eux ont annoncé lundi à Moscou qu'ils assumeraient dorénavant la responsabilité de la gestion du Fonds d'aide aux contestataires, qui était administré jusqu'à son arrestation par M. Guinzbourg. Il s'agit de Mmes Tatiana Khodorovitch et Malva Landa, et de l'astronome Kronid Loubarski récemment libéré de la prison de Vladimir, où il avait purgé une peine de cinq ans pour diffusion de propagande antisoviétique.

JACQUES AMALRIC.

(1) « *Peu avant son arrestation*, lit-on, *M. Guinzbourg venait de quitter l'hôpital avec un certificat médical précisant qu'il souffrait d'une pneumonie avec infection tuberculeuse, avait de la température en permanence et devait être soigné dans un dispensaire contre la tuberculose.* »

● *M. Georges-Emmanuel Clancier, président* du Pen Club *français*, le comité du Pen et les Editions du Pen ont offert une réception lundi 7 *février* à Paris en l'honneur de M. Vladimir Boukovski.

Tchécoslovaquie

Les marxistes qui ont signé la Charte 77 veulent un approfondissement du système socialiste

DÉCLARE M. JIRI HAJEK

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Dans une interview *diffusée* le lundi 7 *février* par la télévision autrichienne, M. Jiri Hajek, l'un des porte-parole de la Charte 77 et ancien ministre des affaires étrangères tchécoslovaque, a défini de la façon suivante la signification politique de ce manifeste en faveur des droits civiques : les signataires, a-t-il déclaré, du moins ceux qui se réclament du marxisme, voient dans le plein respect de la convention des droits de l'homme, « *d'une part, un approfondissement du système socialiste tchécoslovaque dans le sens de la démocratie, de l'humanisme, et en même temps d'une plus grande efficacité, et, d'autre part, une contribution au progrès de la détente en Europe* ». Il a noté que le document final de la conférence de Berlin des P.C. européens avait appelé à la ratification et au plein respect de cette convention.

« *Par notre initiative de citoyens*, a dit M. Hajek, *nous qui, malgré notre exclusion du parti, nous considérons toujours comme communistes, comme une partie du mouvement communiste international, pensons aider à la réalisation de cet appel.* »

Interrogé sur les raisons pour lesquelles M. Dubcek, l'ancien dirigeant du printemps de Prague de 1968, aurait refusé de signer *la Charte 77, M. Hajek* a répondu : « *Je ne sais s'il a refusé. Je ne sais pas si quelqu'un a fait une démarche près de lui ou a pu l'approcher. D'après ce que je sais, aucun de mes amis n'est allé le voir pour lui présenter la Charte.* » Or, il y a une dizaine de jours, le *Volksstimme*, journal du P.C. autrichien (pro-moscovite), avait affirmé que M. Dubcek, qui ne réside pas à Prague, mais près de Bratislava, en Slovaquie, n'aurait pas approuvé l'initiative des auteurs de la Charte 77, la trouvant trop spectaculaire. Ce qui est certain, c'est que la Charte n'a pas eu jusqu'à présent le même écho en Slovaquie qu'en Bohême et en Moravie : la proportion entre Slovaques et Tchèques, parmi les signataires, serait environ d'un *à quatre, alors qu'elle* est d'un à deux dans le pays.

M. Hajek a affirmé aussi que les autorités essayaient de tirer un trait sur la violente campagne de presse déclenchée en janvier contre les défenseurs des droits civiques. La comparution de deux porte-parole de la Charte 77, M. Patocka et lui-même, le 31 janvier devant le procureur général, représenterait même, selon M. Hajek, « *une sorte de reconnaissance* » de leur mouvement. « *Le procureur*, a-t-il souligné, *ne s'est référé à aucun article du code pour nous mettre en garde, ce qui est tout de même inhabituel.* »

La plus grande modération des organes de presse officiels depuis le milieu de la semaine dernière semble en effet montrer que les éléments les plus durs au sein de la direction du parti n'ont pu imposer totalement leurs vues. L'un de ceux-ci, M. Vasil Bilak, membre du présidium et secrétaire du comité central a démenti, lundi 7 février, devant une assemblée de fonctionnaires du parti, que des divergences aient existé entre les principaux dirigeants sur l'attitude à adopter à l'égard des signataires de la Charte 77.

On apprend que l'ambassade des Etats-Unis à Prague a protesté contre la saisie par la police des notes d'un journaliste américain venu pour quelques jours de Berlin-Ouest dans la capitale tchécoslovaque.

Enfin, le chef d'orchestre Léonard Bernstein, qui est un collaborateur actif d'Amnesty International, a annulé sa participation au Festival musical de *printemps de Prague*. — M. L.

● *Le parti communiste d'Espagne* considère comme « *arbitraires et antidémocratiques* » les mesures prises par le gouvernement tchécoslovaque contre les signataires de la Charte 77, écrit *Mundo Obrero*. Selon l'organe du P.C.E., « *ce n'est pas une démocratie, mais son antithèse. Dans une démocratie socialiste, le droit d'opinion, de critique et même de dissidence doit être garanti* ». — *(Reuter)*

Espagne

La reprise des relations diplomatiques avec l'U.R.S.S. serait imminente

On affirme de bonne source à Madrid, le 8 *février*, que la reprise des relations diplomatiques avec la Hongrie et l'U.R.S.S. est très proche.

D'autre part, le général Gutierrez Mellado, premier vice-président du gouvernement, a confirmé avoir reçu une lettre personnelle du général Villaescusa, président du Conseil suprême de justice militaire, enlevé le 24 janvier par un commando. « Maintenant, a dit le général, nous sommes optimistes et espérons que tout se terminera bien rapidement. » Dans un communiqué, le GRAPO prétend, de son côté, avoir pris toutes les dispositions pour que la police ne puisse découvrir M. de Oriol, enlevé le 11 décembre. Un attentat à l'explosif contre le théâtre Villarcel, de Barcelone, commis dimanche, a été revendiqué par l'Alliance apostolique anticommuniste espagnole.

De notre correspondant

Madrid. — Le gouvernement espagnol poursuit son offensive diplomatique en direction des pays de l'Europe orientale. Il vient de rétablir les relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs avec la Pologne, comme il l'avait fait, quelques jours plus tôt, avec la Roumanie, la Yougoslavie et la Bulgarie. Il ne reste plus, désormais, qu'à normaliser les relations avec l'Union soviétique, l'Albanie, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Dans le cas de la République démocratique allemande, qui fut le premier pays de l'Europe de l'Est à avoir un ambassadeur à Madrid, l'initiative de la normalisation appartient au gouvernement est-allemand : celui-ci avait, en effet, unilatéralement décidé de retirer son ambassadeur en signe de protestation contre l'exécution de cinq militants du FRAP et de l'ETA en septembre 1975.

Les premiers pas de cette « *ostpolitik* » espagnole avaient été franchis par M. Fernando Maria Castiella, récemment décédé. *Le* ministre des affaires étrangères espagnol avait établi des relations consulaires avec la Roumanie en 1967. Il avait dû, pour ce faire, surmonter l'anticommunisme viscéral du général Franco.

De son côté, le P.C.E. s'efforçait d'obtenir que les pays gouvernés par des partis frères n'aient pas de relations diplomatiques avec les « fascistes » espagnols. Mais, un an après la mort du *caudillo*, M. Carrillo, secrétaire général du P.C.E., a, lors d'une conférence de presse réunie clandestinement à Madrid le 10 décembre, annoncé que son parti avait levé tout veto à ce sujet. — J.-A. N.

● *Une délégation des commissions ouvrières*, syndicat encore illégal de tendance communiste, *a été reçue, le lundi 7 février* à Madrid, par M. de La Mata, ministre des relations syndicales. L'entretien a duré cinq heures et est considéré comme « *très positif* » par les commissions ouvrières. — *(A.F.P.)*

Roumanie

APRÈS LA VISITE DE M. HONECKER

Bucarest et Berlin-Est ont peine à trouver un dénominateur commun

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Un communiqué a été publié *le lundi 7 février* à Bucarest à l'issue du séjour en Roumanie (du 4 au 6) de M. Honecker, le *numéro* un est-allemand. Par sa brièveté, ce texte tranche sur celui que le secrétaire général du P.C. est-allemand (SED) avait signé avec le maréchal Tito le 13 janvier dernier à la fin de son voyage de quatre jours en Yougoslavie. Cette différence de longueur et de contenu pourrait s'expliquer en partie par le fait que le déplacement de M. Honecker à Belgrade était une « *visite officielle d'amitié* », tandis que celui qui l'a mené à Bucarest a été qualifié de simple « *visite d'amitié* ».

La question qui se pose est évidemment de savoir pourquoi M. Honecker *n'a* pas été invité officiellement en Roumanie. Les relations entre Berlin-Est et Bucarest sont passées depuis dix ans par *différentes* phases, et il *n'est* pas toujours facile de les démêler. La décision de *la Roumanie* en janvier 1967 d'établir des relations diplomatiques avec l'Allemagne fédérale avait provoqué une vive réaction de la R.D.A. Il y a une semaine, la presse de Bucarest a célébré le dixième anniversaire de cet événement, qui constitue, selon elle, une « *expression éloquente des positions de principe de la Roumanie* » et « *une contribution remarquable à la cause du développement des rapports inter-européens* ».

En avril 1969, M. Ceausescu, le chef du parti roumain, trouvait en M. Ulbricht un allié contre les projets d'intégration économique des Soviétiques. Les relations entre les deux pays s'amélioraient jusqu'à la signature, le 12 mai 1972, à Bucarest, par MM. Ceausescu et Honecker, qui avait succédé à M. Ulbricht en 1971, du traité d'amitié entre les deux pays. Depuis cette date, M. Honecker ne s'était plus rendu dans la capitale roumaine, sauf pour des rencontres de tous les dirigeants de l'Europe de l'Est. M. Ceausescu, quant à lui, n'a encore jamais rendu visite à la R.D.A., alors qu'il a été reçu à Bonn en juin 1973 par le chancelier Willy Brandt.

Les entretiens roumano-est-allemands de ces jours derniers s'expliquent d'abord par le désir de M. Honecker, qui est encore peu connu à l'étranger, de se manifester sur la scène internationale maintenant qu'il a accédé à la présidence du Conseil d'Etat de la R.D.A. De son côté, M. Ceausescu s'efforce visiblement depuis l'été dernier d'améliorer ses relations avec ses alliés du pacte de Varsovie. Ses rencontres ces derniers mois avec MM. Brejnev, Gierek, Jivkov et les chefs des gouvernements polonais et hongrois en témoignent.

La concision et le ton modérément chaleureux du communiqué publié lundi laissent toutefois penser que Bucarest et Berlin-Est ont encore du mal à trouver un commun dénominateur. Aucun problème international d'actualité n'y est mentionné. Il est possible que ces conversations non officielles aient revêtu un aspect informel servant à sonder les intentions réciproques sur quelques questions délicates telles *que la politique d'émigration qu'entend suivre la* Roumanie vis-à-vis de la minorité allemande — M. Honecker s'est rendu en « *pays souabe* » à Timisoara — ou encore l'intégration économique du bloc de l'Est et les rapports de ce dernier avec la Communauté européenne. La R.D.A. aurait en ce moment quelques inquiétudes à ce sujet : elle redouterait que ses relations commerciales « *spéciales* » avec la République fédérale ne pâtissent d'un rapprochement entre le COMECON et la Communauté.

MANUEL LUCBERT.

Grande-Bretagne

L'ancien conseiller de presse de sir Harold Wilson publie des Mémoires embarrassants

De notre correspondant

Londres. — Une tempête vient d'éclater dans la « cuisine » de Sir Harold Wilson. L'ancien premier *ministre s'était toujours vu reprocher d'avoir accordé plus d'importance* à son « *kitchen cabinet* » (ses conseillers personnels) qu'au conseil des ministres. Aujourd'hui, les deux principaux membres de cette camarilla se lancent des accusations graves.

La cause immédiate de cette querelle est la « liste des honneurs » qui a été rédigée par l'ancien premier ministre lorsqu'il a quitté Downing Street au printemps dernier.

Sir Harold Wilson fut contraint, à l'époque, de démentir les rumeurs selon lesquelles sa secrétaire politique, Mme Marcia Williams, devenue lady Falkender, aurait exercé une influence décisive sur la composition de cette liste. Aujourd'hui, une *nouvelle version de l'affaire* est donnée par M. Joe Haines, qui fut le conseiller de presse du premier ministre et fit partie pendant sept ans du « *kitchen cabinet* ». M. Haines publie actuellement des extraits de ses Mémoires en « bonnes *feuilles* » *dans le Daily Mirror*. Il y affirme que la « liste des honneurs » de l'an dernier a été rédigée par lady Falkender. M. Haines estime cependant que l'emprise de la secrétaire sur le premier ministre était uniquement due à ses talents politiques exceptionnels et aussi à sa prétention.

Lady Falkender, actuellement malade, a vigoureusement réagi. Elle accuse M. Haines d'avoir inventé cette histoire de toutes pièces. Elle lui reproche de trahir un ancien premier ministre qui était en droit de compter sur la loyauté de ses collaborateurs les plus proches. Sir Harold a, une *nouvelle fois*, démenti *les accusations*.

JEAN WETZ.

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ÉTUDIE UNE PLAINTE DE DUBLIN CONTRE LONDRES

Pour la première fois en dix-huit ans d'existence, la Cour européenne des droits de l'homme étudie cette semaine à Strasbourg un différend opposant deux pays. La plupart des litiges opposent des particuliers à un Etat.

La République d'Irlande a invité le tribunal à condamner les méthodes employées par la Grande-Bretagne pour interroger des détenus en Irlande du Nord, méthodes que Dublin assimile à la torture. Le tribunal avait été saisi de cette question à la fin de l'an dernier, la Commission *européenne des droits de l'homme* ayant estimé, après quatre ans d'enquête, que les forces britanniques en Ulster s'étaient rendues coupables de violations de la Convention européenne, qui interdit la torture et les mauvais traitements. Londres n'avait pas contesté ces conclusions, mais avait déploré que Dublin porte l'affaire devant le tribunal de Strasbourg. On estime en Grande-Bretagne que cette action est de nature à nuire aux efforts conjoints britanniques et irlandais pour supprimer le *terrorisme* en Irlande. — *(Reuter.)*

Italie

L'écrivain Leonardo Sciascia quitte la municipalité de Palerme

De notre correspondant

Rome. — Leonardo Sciascia n'aura pas fait de la politique très longtemps. Elu en juin 1975 conseiller municipal de Palerme sur une liste communiste, l'écrivain sicilien vient de donner sa démission. Motif officiel : un manque de temps qui l'empêcherait de mener de front ses deux activités. En fait, l'auteur de *Todo Modo* est surtout déçu par la politique, telle du moins qu'on l'exerce dans la capitale de la Mafia. Il s'en explique ce mardi 8 février dans une interview que publie le *Corriere della Sera*.

Sciascia est un homme ponctuel, presque un maniaque de l'horloge. Or les réunions du conseil municipal commencent toujours avec deux heures de *retard*, *par* la lecture interminable du procès-verbal de la séance précédente, immanquablement suivie du sermon sans queue ni tête d'un avocat de droite, qui s'obstine à traiter de questions hors sujet. L'une des rares fois où *l'écrivain est intervenu, c'était pour* demander de limiter le temps de parole à cinq minutes. On ne l'a évidemment pas écouté.

« *Notre démocratie*, affirme-t-il, *est plus formelle que réelle. Pourquoi rester au conseil municipal ? C'est une pure perte de temps et, en plus, dégradant... Je suis souvent contraint d'écouter le discours d'un imbécile.* »

Cette démission ne cache-t-elle pas, comme certains *le* disent, un désaccord avec le P.C.I. ? Sciascia le dément, en rappelant qu'il n'a jamais caché ses critiques envers le deuxième parti italien. « *Evidemment, à mesure que le P.C.I. semble s'approcher du pouvoir, moi je m'en éloigne... L'illusion d'être proches du pouvoir peut être dangereuse pour certains communistes, spécialement en Sicile.* »

Quelles leçons tire-t-il de cette brève expérience politique ? « *Il est préférable*, répond Sciascia, *que pour écrire ses livres l'écrivain reste physiquement loin des lieux où se célèbre la démocratie formelle. Les partis ne devraient arracher « l'intellectuel » aux papiers imprimés que lorsqu'ils savent vraiment quoi en faire, comment l'utiliser.* »

ROBERT SOLÉ.

DIPLOMATIE

M. DE GUIRINGAUD RENCONTRE M. ALLON

On confirme, de source autorisée, à Paris, qu'après le déjeuner traditionnel que doit donner, ce mardi 8 février, à Bruxelles, le président en exercice du Conseil de la C.E.E., M. Crosland, secrétaire au Foreign Office, *à l'issue de la signature* de l'accord d'association d'Israël avec la Communauté économique européenne, *M. de Guiringaud*, ministre des affaires étrangères, s'entretiendra avec son collègue israélien, M. Ygal Allon. Cet entretien a été précédé, lundi, d'un échange de vues d'une heure entre le chef de la diplomatie française et M. Gazit, l'ambassadeur d'Israël en France.

M. Gazit a exprimé à M. de Guiringaud le souci de son gouvernement de voir clarifier l'accord d'extradition franco-israélien, après la libération de M. Abou Daoud.

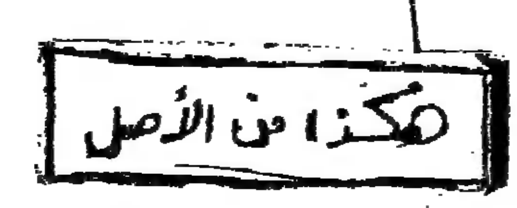
Il se pourrait, en outre, selon l'agence télégraphique juive, que M. Gazit soit reçu dans les prochains jours par M. Giscard d'Estaing, ainsi que par MM. Barre et Guichard.

On s'attendait qu'à Bruxelles MM. de Guiringaud et Allon examinent les moyens susceptibles de normaliser les rapports entre les deux pays, et qu'ils évoquent la visite prévue en Israël, le 26 février, du ministre français des affaires étrangères.

UN COMMUNISTE ITALIEN SERA RAPPORTEUR POLITIQUE DE L'ASSEMBLÉE DE L'U.E.O.

Pour la première fois, lundi 7 février, un parlementaire communiste a été élu à un des postes les plus en vue de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (qui réunit la Grande-Bretagne et les six pays fondateurs du Marché commun. M. Sergio Segre, responsable des relations internationales au sein du parti communiste italien assumera les fonctions de rapporteur de la commission politique de l'Assemblée de l'U.E.O. sur le thème de l'application de l'acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe pour la session de juin prochain de l'Assemblée.

[Cette élection est d'autant plus significative qu'elle s'est faite, croit-on savoir, à l'unanimité et sur la proposition du président sortant de la commission politique, M. Siegler Schmidt, un socialiste allemand. Il est vrai que pour rédiger un rapport sur l'application de l'acte final d'Helsinki, les membres de cette commission ont peut-être mis quelque malice à choisir l'un de leurs collègues communistes, au moment où l'U.R.S.S. et d'autres pays de l'Europe de l'Est sont sur la sellette à ce sujet.]



HONECKER

...t ont peine... leur commun...

le-Bretagne

...presse de sir Harold Wi... ...noires embarrassants

LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME ÉTUDIE UNE PLAINTE DE DUBLIN CONTRE LONDRES

Italie

Leonardo Sciascia... ...nicipalité de Paler...

Dix ans de « socialisme humain » en Tanzanie

II. — Un second souffle

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE POMONTI

Dix ans après la « déclaration d'Arusha », qui, le *5 février 1967*, en a jeté les bases, le « socialisme humain » en Tanzanie enregistre un bilan nuancé. A l'actif, on relève le sérieux de l'expérience, le dévouement et le désintéressement du président Nyerere, la remarquable réussite des campagnes d'alphabétisation des adultes. Toutefois la création des « Ujamaas », villages qui devaient être les unités de base du socialisme agraire, a suscité des désillusions. Multipliés trop vite, souvent sans préparation et avec des méthodes autoritaires, ces villages souffrent de l'absence de cadres qualifiés (« le Monde » du 8 février).

Dar-Es-Salaam. — La *Weekly Review* de Nairobi observait récemment qu'« *il doit être affolant, pour les dirigeants socialistes de Tanzanie, de savoir que beaucoup de leurs collègues approuvent les slogans de leur pays tout en préférant les produits de luxe du Kenya où ils se rendent fréquemment faire des emplettes et où un bon nombre d'entre eux ont des comptes en banque et des intérêts.* » En novembre 1976, pendant une visite officielle au Nigéria, le président Nyerere s'en est pris aux Africains qui « *identifient leurs intérêts personnels à l'actuelle situation néo-coloniale* ». « *Tout pays africain qui décide de rattraper le modèle de consommation des Etats-Unis et de l'Europe occidentale est condamné à l'échec* », concluait-il.

En Afrique noire, les régimes de l'ère post-coloniale ont tendance à vieillir mal et vite. La Tanzanie constituerait-elle une exception ? En 1964, au lendemain de la révolte anti-arabe de sa population africaine, le petit Etat de Zanzibar (quatre cent mille habitants sur deux îles, Pemba et Zanzibar) avait accepté de se fédérer avec le Tanganyika continental (près de quinze millions d'habitants) pour former, sous la houlette de M. Julius Nyerere, la République unie de Tanzanie. Mais Zanzibar, enrichi par la girofle, avait conservé son autonomie politique et financière.

Treize années ou presque se sont écoulées. Le 5 février 1977, la fusion politique proposée quatre mois plus tôt par M. Nyerere se fait enfin avec la proclamation d'un seul parti, le Chama Cha Mapinduzi (C.C.M.) ou Rassemblement de la révolution, né du sabordement de l'Afro-Shirazi Party (Zanzibar) et de la TANU (Tanganyika). Tout en renforçant les liens entre les deux partenaires, cette nouvelle étape ne marque pas la fin de l'autonomie de Zanzibar. En revanche, elle fournit au président Nyerere, « *chairman* » du C.C.M., l'occasion de relancer une expérience de développement qui menaçait de se diluer dans le verbalisme révolutionnaire.

Temps d'arrêt pour les Ujamaas

Les effets les plus néfastes de la sécheresse de 1973-1974 se sont pratiquement effacés et la production agricole a repris, surtout l'an dernier. Nul pendant deux ans, le taux de croissance économique est évalué à 3,5 % pour 1976 (pour un accroissement démographique de 2,8 %). Mais l'espoir, assez généralement partagé, que ce redressement de la production agricole entraînera les autres secteurs est contesté dans un rapport confidentiel rédigé par des économistes tanzaniens. « *D'abord, les effets de l'inflation mondiale ne seront pas complètement effacés par l'élimination d'importations supplémentaires de produits alimentaires ; ensuite, l'accroissement du prix du pétrole est probablement irréversible dans les prévisions actuelles* », écrivaient-ils fin 1976.

Dressant un bilan de la « *voie tanzanienne vers le socialisme* », le même document ajoute : « *On doit admettre que, à son stade actuel de développement, la Tanzanie n'a pas les ressources financières ou administratives pour socialiser l'économie entière (...). Les coopératives ou les entreprises para-étatiques devraient être en compétition avec les producteurs privés quand ces derniers procurent des biens ou des services chers ou de qualité inférieure* ». Il n'y a pas de raison, ajoute le rapport, de décourager les petites affaires *(petty capitalism)*, avant de conclure : « *Si l'on évite de faire un choix maintenant, il n'y aura plus de choix à faire dans le futur, sauf peut-être celui d'abandonner des projets entamés.* »

Dans une enquête dont la rédaction doit se terminer en mars prochain, la Banque mondiale va définir les trois maux dont souffre l'économie tanzanienne : la faiblesse de la productivité, le manque d'incitations à la production et les difficultés de gestion. De son côté, la Commission *économique européenne* — devenue, en 1976, deuxième donateur après la Banque mondiale — insiste auprès des Tanzaniens sur la priorité de la production dans la phase actuelle de réorganisation.

« *A la fin de 1975, les Tanzaniens ont pris peur et se sont attelés à la tâche* », nous assure un expert étranger. Le lancement d'un troisième plan quinquennal, dont le coût dépassait d'un tiers les possibilités de financement, a été reporté de plus d'un an, jusqu'en mars 1977. Un véritable budget de développement a été adopté pour l'exercice en cours. L'« *ujamaïsation* » des campagnes marque un certain temps d'arrêt depuis l'été dernier, après avoir subi des phases successives d'accélération et de décentralisation. « *Les Ujamaas n'existent plus que sur le papier* », estime un diplomate occidental que l'expérience laisse sceptique. « *Les déplacements autoritaires de population sont beaucoup moins nombreux* », ajoute-t-il.

Un parti rénové

Dans plusieurs provinces, de jeunes *et dynamiques directeurs* du développement régional ont pris la relève. Le profit individuel a été réintroduit dans la gamme des incitations à la production agricole. Le caractère semi-commercial des entreprises para-étatiques s'est renforcé. « *Le climat politique a changé* », nous dit l'un des derniers planteurs européens de la région d'Arusha. « *Les mesures correctives commencent déjà à payer* », pense, de son côté, le directeur d'un programme d'aide internationale. « *Plus tôt nous nous débarrasserons d'un faux optimisme, et plus tôt nous produirons efficacement et distribuerons économiquement, et mieux cela vaudra* », a déclaré, en octobre dernier, le ministre des finances et du plan, M. Amir Jamal.

Prévues entre mars et août 1977, les élections des cadres du C.C.M. devraient renouveler la structure de l'ancienne TANU et contribuer ainsi à assainir la gestion du pays. La *constitution* du C.C.M. sera la loi suprême, un peu selon le modèle chinois. Assuré d'être élu à sa présidence par une conférence nationale qui doit se réunir en septembre prochain, M. Nyerere devrait alors disposer d'un instrument plus maniable afin de relancer une expérience qui donne des signes d'essoufflement depuis trois ans au moins.

Les options fondamentales du président tanzanien ne semblent pas en cause. « *Nyerere est lucide, mais il ne renonce pas à l'ambition d'organiser une société cohérente* », dit de lui un diplomate européen. Le chef de l'Etat n'est pas loin de penser, ajoute-t-il, que « *le mal est de n'être pas encore parvenu à organiser une société purement socialiste* », et il s'y applique avec une « *douce obstination* ».

En décembre dernier encore, lors d'une visite à Zanzibar, il a d'ailleurs rappelé qu'il n'était pas question d'une pause. Dodoma, située au cœur d'une région déshéritée et à 400 kilomètres de la côte, *doit toujours* être promue capitale en 1985, en dépit des réserves de la Banque Mondiale et du peu d'enthousiasme de l'*establishment* de Dar-Es-Salaam. Dès cette année, le C.C.M. y installera son quartier général ; les missions diplomatiques viennent d'être invitées à choisir l'emplacement de leurs futures chancelleries.

L'ascension de M. Jumbe

La fusion politique entre Zanzibar et le Tanganyika semble consacrer l'ascension de M. Aboud Jumbe, l'ancien chef de l'A.S.P. promu vice-président du C.C.M. Jusqu'à l'assassinat, en 1972, de Cheikh Karumé, l'ancien potentat du Zanzibar, un renforcement des liens entre les deux Etats semblait inconcevable. Elément modérateur, M. Jumbe a su se faire accepter par l'équipe dirigeante du Dar-Es-Salaam où sa *cote semble plus élevée* que celle du premier ministre, M. Rashidi Kawawa, influent surtout en milieu syndical et parmi les musulmans du Tanganyika (15 % de la population). M. Nyerere caresse depuis longtemps le rêve de se décharger, sur un homme de confiance, des lourdes fonctions de *chef de l'Etat pour se consacrer* davantage à la présidence du parti. M. Jumbe semble le mieux placé pour devenir ce « numéro un bis » recherché par l'homme d'Etat tanzanien.

En tout cas, le tandem ainsi constitué est jugé, par de nombreux observateurs, comme le meilleur rempart contre une aventure gauchiste qui aurait de fortes chances — l'expérience l'a montré ailleurs en Afrique — de déboucher sur une dictature militaire. « *Vous avez là la direction la plus modérée et la plus réaliste que peut espérer la Tanzanie dans les circonstances actuelles* », nous dit un diplomate occidental. Le redressement de l'économie a été confié à deux hommes de talent, MM. Amir Jamal, ministre des finances et du plan, et John Malecela, passé des affaires étrangères à l'agriculture. Avec l'appui de M. Jumbe, M. Nyerere *compte remettre de* l'ordre dans les affaires politiques. Les élections au sein du C.C.M. seront l'occasion d'une vaste campagne qui s'amorcera, dès le départ, au niveau des villages avec l'ambition de mobiliser des masses qui, jusqu'ici, n'ont guère manifesté leur goût pour les affaires publiques.

Après deux années consacrées en grande partie à la direction de la lutte pour la libération de *l'Afrique australe*, M. Nyerere va tenter, une fois de plus, d'imprimer une impulsion à un pays déshérité, ce besoin de relance périodique répondant assez bien au rythme de la vie africaine. Adversaire de la facilité, le « maître d'école » pense que le combat pour l'implantation du socialisme en Tanzanie est indissociable de celui pour la libération de l'ensemble du continent.

La *sécheresse et* la crise pétrolière — qui ont failli provoquer une famine voilà trois ans — auraient peut-être pu « déstabiliser » le régime ou, en tout cas, le contraindre à modifier radicalement ses options. Une aide internationale généreuse, en majeure partie occidentale, a permis de *faire la soudure. L'équipe* dirigeante de Dar-Es-Salaam a su en tirer les leçons. Si l'Ujamaa ne fait plus figure de modèle de développement agraire en Afrique noire, la stabilisation du régime est devenue un élément important de l'équilibre politique du continent. La réorganisation de 1977 est considérée, par certains observateurs, comme une « dernière chance ». Ce jugement semble excessif. « *Nyerere*, nous dit quelqu'un *qui* le connaît bien, *mise sur le long terme.* » « *Si vous voulez voir des réalisations fracassantes et sans lendemains, ce n'est pas ici que vous les trouverez. Les Tanzaniens ont commis des erreurs mais ils acceptent de les corriger. Petit à petit, l'oiseau fait son nid.* »

FIN

LE « MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES » DE L'O.U.A.

Dar-Es-Salaam. — Porte-parole des cinq Etats africains de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie et Zambie), le président Nyerere a été, en 1976, le principal interlocuteur africain de M. Kissinger. Il a joué un rôle prépondérant dans la cohésion du « club des Cinq ». Sans son aval, l'initiative de l'ancien secrétaire d'Etat américain pour tenter de régler le conflit rhodésien se serait heurtée, dès le départ, à une fin de non-recevoir.

La Comité de libération de l'O.U.A., qui canalise l'aide aux mouvements de libération d'Afrique australe, est installé à Dar-Es-Salaam. Le Frelimo y avait son quartier général avant *l'indépendance du Mozambique.* La Tanzanie abrite encore, début 1977, des camps d'entraînement de la ZIPA, l'armée de libération du Zimbabwe (Rhodésie). Des instructeurs cubains ont été détachés auprès de ces camps et une cinquantaine de médecins venus de La Havane *travaillent dans la région* d'Arusha.

Deux mois avant la fermeture de la frontière entre le Mozambique et la Rhodésie (le 3 mars 1976), des conseillers militaires soviétiques ont été détachés en Tanzanie. La plupart d'entre eux sont repartis depuis, mais ils ont aménagé des dépôts (Arusha, Tanga et Dar-Es-Salaam) et équipé une base de radars et de missiles qui surplombe le yatch-club en bordure de Dar-Es-Salaam. Les rumeurs d'un refroidissement des relations entre la Tanzanie et la Chine populaire semblent démenties par l'accueil réservé à M. Aboud Jumbe, premier vice-président tanzanien, lors d'une visite officielle en Chine en décembre dernier.

Ferme sur les principes mais habile négociateur, M. Nyerere lutte inlassablement pour tenter d'opposer un front africain uni aux régimes racistes d'Afrique australe. A la fin de 1975, il a été l'un des premiers à reconnaître le régime du M.P.L.A. en Angola, non parce qu'il approuvait la présence d'un fort contingent de troupes cubaines aux côtés des troupes de M. Neto mais parce qu'il jugeait impérieux de sanctionner l'intervention d'un corps expéditionnaire sud-africain dans le conflit.

Le président Nyerere, en se rendant en novembre dernier au Nigéria, a consacré officiellement la réconciliation de deux Etats que la révolte du Biafra avait divisés : la Tanzanie avait été, à l'époque, l'un des rares pays d'Afrique noire à reconnaître l'Etat sécessionniste. Depuis, les diplomaties des deux pays se sont rapprochées considérablement. On parle déjà d'un axe Lagos - Dar-Es-Salaam, d'autant plus influent qu'il allierait le géant de l'Afrique noire à un Etat qui y jouit d'une forte audience.

M. Nyerere a toujours appuyé la lutte armée en Afrique australe. Il n'a pas non plus hésité à traiter un jour le maréchal Idi Amin de « *fasciste noir* », parce qu'il juge que le président ougandais fait un tort considérable à son continent. Du fait de son prestige, le président tanzanien a accédé au statut officieux de « ministre des affaires étrangères » de l'O.U.A.

J.-C. P.

Bénin

L'affaire du ‹ raid › contre Cotonou embarrasse les États africains

De notre correspondant

Nations unies (New-York). — Au cours de la réunion du Conseil de sécurité du 7 février qui examinait la *plainte du Bénin à propos de « l'agression impérialiste »* du 16 janvier à Cotonou *(le Monde* du 18 janvier), le représentant béninois a retracé les circonstances du raid effectué par « *un avion pirate rempli de mercenaires, en majorité blancs* ». Il a énuméré les armes et les munitions utilisées, selon lui, par les agresseurs et décrit la « *résistance des forces armées populaires qui l'obligèrent à prendre la fuite* ».

Toutefois, il n'a pas nommé le ou les pays qui seraient à l'origine de cette « agression » et a tenu à préciser que « *le peuple béninois est attaché au développement et au renforcement de ses relations avec la France* ». Les représentants de *Madagascar, de Maurice et du Rwanda* ont pris la parole sans que leurs interventions aient apporté d'éléments nouveaux à un dossier, dont *le moins qu'on puisse dire est qu'il* manque de clarté.

En privé, les diplomates africains paraissent très embarrassés par cette affaire. Même ceux d'entre eux qui se montrent les plus vigilants envers l'« impérialisme » avaient tenté de dissuader le Bénin de saisir le Conseil.

Les débats devaient se poursuivre ce mardi, mais les membres du Conseil de sécurité, d'ores et déjà, se sont mis d'accord pour voter à *l'unanimité un projet de résolution* prévoyant l'envoi par l'Organisation internationale d'une mission d'enquête chargée d'élucider sur place cette *mystérieuse agression. C'est,* d'ailleurs, tout ce que le Bénin espérait obtenir. — L. W.

[Fournissant une précision que ne comportait pas la version officielle du raid, le représentant du Bénin à l'ONU a, en outre, assuré, selon U.P.I., que l'avion des « agresseurs » s'était écrasé au sol peu après son décollage. De « nombreux corps » auraient été retrouvés dans l'épave.]

● *Dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies,* le Ghana a annoncé lundi 7 février qu'il renonçait, pour des raisons d'économie, à accueillir à Accra, en 1978, la conférence internationale pour combattre le racisme et la discrimination raciale. Toutefois, cette décision est attribuée, dans les milieux informés des Nations unies, à un souhait de plusieurs pays arabes d'éviter d'indisposer Washington en ranimant la querelle de l'assimilation du sionisme au racisme à la veille d'une reprise de la conférence de Genève sur le Proche-Orient. — *(Corresp.)*

Algérie

Les auteurs du pillage de la synagogue de Bab-El-Oued ont été arrêtés

De notre correspondant

Alger. — La police a arrêté deux *jeunes Algérois accusés d'avoir* pillé la synagogue Shalom-Lebar de Bab-El-Oued, la seule d'Alger où soient encore célébrés des offices. Selon *Mᵉ Roger Saïd, président* du consistoire, le principal mobile des jeunes gens était le vol : ils ont dérobé divers objets mais ont aussi commis des actes de profanation, déchirant trois thoras et piétinant des livres de prières.

Mᵉ Saïd nous a précisé que les autorités algériennes suivaient de près cette affaire. Le parquet a ordonné un complément d'enquête pour déterminer si des adultes ont inspiré les jeunes gens et si la profanation des objets du culte a été préméditée. En outre, la présidence de la République et le ministère des affaires religieuses ont pris contact avec le président du consistoire.

L'incident a provoqué de l'émotion chez les juifs d'Algérie — un millier de personnes. A la fin de décembre, deux immeubles de Bab-El-Oued appartenant *à la communauté,* et dont l'un sert d'asile de vieillards, avaient été mis sous scellés. Alertées, les autorités de la willaya avaient expliqué *qu'il s'agissait d'un malentendu.* Les choses étant rentrées dans l'ordre, elles ont exprimé le vœu d'acquérir un des bâtiments pour y installer des services administratifs.

Des incidents dans la communauté chrétienne

L'alerte avait été d'autant plus vive qu'il y avait eu un précédent, l'automne dernier, dans la communauté chrétienne. La Maison des sœurs libanaises, à la Colonne-Voirol, avait été réquisitionnée par des services de police, alors qu'il s'agissait d'un bien appartenant à l'Eglise d'Algérie. *Les démarches* du cardinal Duval pour récupérer ce bâtiment n'ont apparemment pas abouti. En revanche, *l'archevêque a empêché la confiscation de la bibliothèque* diocésaine, rue des Glycines, tenue par les Pères blancs. Les scellés apposés sur les locaux *(le Monde* du 13 juillet 1976) ont finalement été levés le 14 septembre, mais plusieurs livres ont été saisis, ainsi que la collection du « fichier périodiques » qui publiait depuis trente ans des poèmes, des chants, des contes et des légendes populaires inédits, en kabyle ou en arabe, avec leur traduction. Le commissaire *dépêché sur place* aurait déclaré qu'il avait pour mission « *de saisir et de détruire* » cette publication. En outre, la *Revue de la presse mensuelle,* reproduisant les meilleurs articles sur le Maghreb et le Proche-Orient, qui est éditée par les Pères blancs, a été suspendue par les autorités. *Les religieux* ont gardé le silence, mais l'affaire a tout de même fini par s'ébruiter.

Ces incidents, et quelques autres, sont-ils le résultat de « malentendus » ou d'initiatives prises par certains services à l'insu des plus hauts responsables de l'Etat ? Ces derniers ont affirmé à maintes reprises leur esprit de tolérance et leur volonté de traiter les trois cultes, *musulman,* juif et chrétien, sur un pied d'égalité. Les autorités ont réagi avec fermeté lorsque se sont manifestés des groupuscules de type intégristes faisant penser aux Frères musulmans d'Egypte. Ces activistes s'en sont pris, entre autres, à des Algériens qui avaient fêté la Saint-Sylvestre. A *la suite de plusieurs* incidents, la police a procédé à plus de cent cinquante interpellations. Une quarantaine de personnes, dont *un professeur d'université,* ont été maintenues en détention préventive.

PAUL BALTA.

● *M. Jacob Kaplan,* grand rabbin de France, et M. Alain de *Rothschild, président du* Consistoire central, ont envoyé un télégramme à Mᵉ Roger Saïd, dans lequel ils se déclarent « *indignés par l'odieux saccage dont vient de faire l'objet la synagogue Shalom Lebar d'Alger* ». Ils ont également écrit au ministre français des affaires étrangères, M. de Guiringaud, une lettre dont la teneur n'a pas été rendue publique.

Mozambique

CONSACRANT LA PRÉÉMINENCE DU PRÉSIDENT MACHEL

Le congrès du FRELIMO a reconduit toute l'équipe dirigeante

Maputo (A.F.P., Reuter). — Le troisième congrès du FRELIMO (Front de libération du Mozambique), parti unique, s'est achevé lundi 7 février à Maputo par un discours du président Machel. Celui-ci a invité les responsables du FRELIMO à doter leur parti « *d'une discipline de fer et d'une organisation susceptible d'en faire le parti d'avant-garde d'un Etat voué au marxisme-léninisme* », confirmant ainsi la *transformation du Front* en une formation marxiste de type classique *(le Monde* daté 6-7 février).

Outre cette restructuration du FRELIMO le congrès a défini les principes de la politique économique du régime. Soutenant des thèses nettement moins tranchées qu'en matière politique, les dirigeants mozambicains accordent la priorité au rétablissement avant 1980, du niveau économique atteint à la veille de l'indépendance.

Le congrès a consacré avec solennité la *prééminence* de M. Machel, président du parti et chef de l'Etat. Sa personnalité a constamment été mise en avant. Le nouveau comité central désigné par le congrès, comprend soixante-dix membres.

Les principaux dirigeants conservent leurs fonctions, notamment les ministres de l'économie, Marcelino Dos Santos, qui perd cependant son poste de vice-président, supprimé, des affaires étrangères, M. Joaquim Chissano, de la défense, M. Alberto Chimande, de l'intérieur, M. Armando Guebuza, et de l'information, M. Jorge Rebelo.

Territoire des Afars et des Issas

● *M. Abdallah Kamil,* président du Conseil de gouvernement du T.F.A.I., a reproché lundi 7 février, à Djibouti, au gouvernement éthiopien ses « interventions » et ses « *incitations à la violence* ». Le futur Etat indépendant de Djibouti n'acceptera pas d'être « *un protectorat éthiopien* », a-t-il ajouté. — *(A.F.P., Reuter.)*

PROCHE-ORIENT

LA TOURNÉE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ONU

M. Allon estime que M. Waldheim n'a aucun rôle à jouer dans les négociations de paix

A quarante-huit heures de la visite que M. Kurt Waldheim doit faire en Israël, le ministre des affaires étrangères, M. Allon, a déclaré, lundi 7 février, que le secrétaire général des Nations unies n'avait aucun rôle à jouer dans les négociations de paix au Proche-Orient.

S'adressant aux journalistes à l'aéroport de Tel-Aviv, peu avant son départ pour Bruxelles, où il devait rencontrer M. de Guiringaud, M. Allon a affirmé que l'adoption par l'Assemblée générale de l'ONU de recommandations *« qui sont en contradiction directe avec les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité »* prive automatiquement l'organisation mondiale de toute fonction de médiation. Il a ajouté : *« Le secrétaire d'Etat américain Cyrus Vance est coprésident de la conférence de Genève, et Israël estime que les Etats-Unis sont les seuls médiateurs dans le conflit du Proche-Orient. »*

Selon la déclaration, la semaine dernière, d'un haut responsable du ministère des affaires étrangères de Jérusalem, Israël estime que le retour à la diplomatie des *« petits pas »* sous l'égide des Etats-Unis serait plus fructueux qu'une éventuelle reprise de la *conférence de Genève.*

On indique toutefois à Jérusalem que M. Waldheim sera reçu avec les plus grands égards et que le rejet par Israël de la résolution des Nations unies mandatant le secrétaire général pour une mission dans les pays du Proche-Orient n'affectera pas le déroulement de sa visite. Sur le fond, cependant, les autorités laissent entendre qu'elles partagent le scepticisme de M. Ygal Allon au sujet de cette mission.

● *A Beyrouth,* l'agence palestinienne d'information Wafa a anoncé lundi que le Conseil national (Parlement) palestinien tiendra sa treizième session le 12 mars au siège de la Ligue arabe au Caire. Le Conseil national devait initialement se réunir à la fin de février. Selon Wafa, *ce report est dû notamment* au fait que le secrétariat général de la Ligue est actuellement occupé à préparer les « sommets » arabo-africain et arabe, auxquels doit participer M. Arafat. — *(Reuter, A.F.P.)*

Egypte

Le parti de gauche juge « anticonstitutionnelles » les mesures de sécurité décidées par le président Sadate

Le Caire (A.F.P.). — Le parti du rassemblement national progressiste unioniste (gauche) a qualifié d'*« anticonstitutionnelle »* la décision du président Sadate de promulguer des mesures de sécurité à la suite des émeutes des 18 et 19 janvier, et d'organiser un référendum à leur propos.

Dans un communiqué publié, lundi 7 février, le parti de gauche précise que le droit d'intervention du chef de l'Etat, selon la *Constitution,* ne peut être invoqué qu'en cas de *« danger grave et immédiat ».* Or, selon ce communiqué, les décisions du président Sadate ont été adoptées le 3 février, date à laquelle l'ordre avait été rétabli, et au moment où aucun *« danger immédiat »* n'était en vue.

Le communiqué rejette les accusations portées contre le rassemblement progressiste d'être à l'origine des événements de janvier, *et* souligne que le parti *« n'a appelé à aucune grève et n'a organisé aucune manifestation ».* Il ajoute toutefois qu'il soutient *« toute manifestation pacifique ».*

En revanche, M. Moustapha Kamel Mourad, président du parti libéral, a invité, à l'issue d'une réunion du secrétariat de ce parti de droite, la population égyptienne à soutenir les décisions présidentielles.

Quatorze journalistes auraient été arrêtés

Selon l'hebdomadaire *Akhbar El Yom,* quatorze journalistes ont été arrêtés à la suite des émeutes de janvier. Le procureur général, M. Ibrahim El Kallyoubi, a annoncé pour sa part que quarante-trois personnes arrêtées à Mansourah, dans le delta, seront traduites en justice. Trente-trois d'entre elles sont passibles de peines pouvant aller jusqu'aux travaux forcés à perpétuité.

On apprend d'autre part, que les autorités judiciaires ont demandé la levée de l'immunité parlementaire d'un député d'Alexandrie, M. Abou El Ezz Hariri, accusé d'avoir pris la tête des manifestations ouvrières contre *la hausse des prix. M. Hariri,* un dirigeant syndicaliste connu pour ses convictions communistes, avait été élu député en octobre dernier au deuxième tour dans la circonscription populaire de Karmouz. Il avait largement devancé le candidat du centre soutenu par le premier ministre, M. Mamdouh Salem, lequel avait été lui-même élu dans cette même circonscription au premier tour. — *(A.F.P., U.P.I.)*

Israël

LES ÉTATS-UNIS SE SONT OPPOSÉS A LA VENTE DE CHASSEURS KFIR A L'ÉQUATEUR

Le porte-parole du département d'Etat a confirmé, lundi 7 février, que les Etats-Unis se sont opposés à la vente par Israël de chasseurs-bombardiers Kfir à l'Equateur. Israël se proposait de vendre vingt-quatre appareils Kfir à Quito, mais devait obtenir l'accord de Washington, car ces avions sont équipés de turboréacteurs J-79, fabriqués par la compagnie américaine General Electric. Le porte-parole a attribué la décision de son gouvernement à son souci d'éviter la vente aux pays d'Amérique latine d'armes trop modernes.

Peu avant l'annonce de cette décision, le ministre de la défense israélien, M. Péres, avait déclaré, lundi soir, à Jérusalem, que *« plus les Américains tardaient à donner le droit à Israël d'effectuer une transaction vitale pour son industrie aéronautique, plus les chances de la France de vendre à l'Equateur des Mirage F 1 augmentaient. Je ne suis pas prêt à me résigner et à accepter la position américaine »,* avait précisé M. Péres.

Le journal israélien *Haaretz* a écrit lundi que la décision de Washington pourrait avoir des conséquences *« très graves, dépassant le préjudice causé à l'industrie aéronautique israélienne ».* Selon *Haaretz,* une controverse se serait élevée à ce sujet à l'intérieur du cabinet israélien entre le ministre israélien de la défense, d'une part, et le premier ministre, M. Rabin, et le ministre des affaires étrangères, M. Allon, d'autre part. Le journal affirme que les Etats-Unis sont disposés à accroître de 280 millions de dollars leur aide à Israël pour compenser son manque à gagner. — *(A.F.P.)*

[L'Equateur a déjà acheté à Israël dix avions de transport de troupes et de parachutage à Arava. A la France, ce pays a acheté quatorze hélicoptères (des Alouette, des Lawa et des Puma), ainsi que douze avions Jaguar d'attaque au sol produits en coopération avec la Grande-Bretagne.]

AMÉRIQUES

Etats-Unis

NOMMÉ DIRECTEUR DE LA C.I.A.

L'amiral Stansfield Turner passe pour un novateur

Washington. — M. Carter a choisi l'amiral Stansfield Turner, actuellement commandant en chef des forces de l'OTAN en Europe méridionale, pour diriger la C.I.A. La commission sénatoriale chargée des services spéciaux aura prochainement à se prononcer sur le choix présidentiel ; les premières réactions au Capitole sont favorables. L'adjoint de l'amiral Turner n'a pas encore été désigné ; ce sera nécessairement un civil, en vertu de la loi qui interdit de confier simultanément à des militaires les postes de directeur et de directeur adjoint de la C.I.A.

La centrale de renseignements américaine a déjà eu trois amiraux et un général à sa tête : le vice-amiral Souers en 1946 en fut le premier directeur ; le vice-amiral Hillenkoetter lui succéda de 1947 à 1950. Ultérieurement le général Bedell-Smith et le vice-amiral Raborn ont occupé ce poste.

M. Jimmy Carter avait annoncé

De notre correspondant

le 23 décembre 1976 à Plains (Georgie) qu'il choisirait M. Theodore Chaikin Sorensen, ancien conseiller spécial du président Kennedy, pour diriger la C.I.A. (*le Monde* du 24 décembre). Malmené par la commission sénatoriale chargée de confirmer sa nomination (on lui reprochait en particulier d'avoir été objecteur de conscience), M. Sorensen préférait renoncer le 17 janvier.

Le goût des innovations

Apparemment instruit par cet échec, M. Carter a choisi un militaire susceptible de rassurer par son passé irréprochable les éléments conservateurs, mais que sa personnalité rend très acceptable aux libéraux du Sénat. L'amiral Turner, qui n'a jamais appartenu à la C.I.A., a la réputation d'être très *favorable* aux innovations et aux réformes. Ce *« militaire à la conscience sociale développée »,* selon la formule d'un adjoint de M. Carter, est aussi un universitaire, puisque, après s'être distingué à l'académie navale d'Annapolis, il fut envoyé à Oxford d'où il sortit avec un diplôme de spécialiste des affaires étrangères. Enseigne de vaisseau en 1946, il est nommé amiral en 1975, après avoir assuré des commandements à bord de destroyers pendant la guerre du Vietnam, puis à la tête d'une flottille surveillant les mouvements de l'escadre soviétique en Méditerranée.

Son goût des innovations, il le manifeste au collège militaire naval de Newport, qu'il dirige de 1972 à 1974 et où il rompt avec les conventions, bouleverse les programmes et stimule la discussion entre officiers, même sur des sujets tabous comme la guerre du Vietnam. Ses élèves sont encouragés à abandonner l'uniforme dans les salles de classe où ils étudient des sujets académiques, comme par exemple la guerre du Péloponnèse, et peuvent entendre des personnalités controversées de la gauche démocrate critiquer l'intervention américaine au Vietnam.

Il participe lui-même à des colloques ou écrit des articles pour des revues. Dans la livraison de *Foreign Affairs* de janvier, l'amiral Turner, tout en insistant sur la nécessité vitale pour les Etats-Unis de faire un effort important pour garder le contrôle des mers, a ainsi pris position contre les appréciations exagérément pessimistes *sur l'état* des forces navales américaines, qui, à son avis, peuvent amener d'autres pays à sous-estimer dangereusement la puissance navale des Etats-Unis.

HENRI PIERRE.

[Né à Chicago, le 1er décembre 1923, *l'amiral* Stansfield Turner a été, en 1946, à l'académie navale d'Annapolis, le condisciple de M. Jimmy Carter. Diplômé du collège de Rhodes de l'université d'Oxford en 1950, il est nommé, en 1946, *enseigne de vaisseau et sert d'abord sur* des destroyers, puis sur des frégates lance-missiles. Il combat au Vietnam et devient adjoint au chef des opérations navales du Pentagone, de 1971 à 1972. Il est, de 1972 à 1974, président du collège militaire naval de Newport (Rhodes-Island). Il commande, en 1974-1975, la IIe Flotte américaine et devient, en 1975, commandant en chef des forces alliées de l'OTAN en Europe méridionale, dont le quartier général est à Naples. Il est nommé amiral la même année.]

M. GRAHAM CLAYTOR EST NOMMÉ SECRÉTAIRE A LA MARINE

M. Carter a désigné M. Graham Claytor, président de la société des chemins de fer Southern Railways, comme secrétaire à la marine.

[Né à Roanoke (Virginie) le 14 mars 1912, M. Claytor a fait des études de droit à l'université de Virginie, puis à Harvard. Admis au barreau de New-York *en 1937,* puis à celui du district de Columbia (où se trouve la capitale fédérale, Washington) en 1938, il appartient à plusieurs cabinets d'avocats et siège aux conseils d'administration de nombreuses sociétés. Pendant la seconde guerre mondiale, il est officier de marine et participe à la lutte contre les sous-marins allemands.

M. Claytor avait été nommé vice-président en 1963 et président en 1967 de la Southern Railways, une des grandes compagnies ferroviaires américaines.]

Brésil

● *PRECISION.* — Parmi les signataires de la lettre adressée au général Geisel, président de la République du Brésil, par une quarantaine de personnalités françaises pour attirer son attention sur le sort de certains détenus, figurait le nom de l'abbé Toulat (*le Monde* du 5 février). *On nous prie de préciser qu'il* s'agit de l'abbé Pierre Toulat, secrétaire de la commission Justice et Paix.

A travers le monde

Chine

● M. TENG KEN, l'un des frères de Teng Hsiao-ping, est réapparu pour la première fois en public cette semaine. C'est en qualité de vice-président du comité révolutionnaire de la ville de Wuhan (Chine centrale), poste qu'il occupait avant sa destitution, qu'il a assisté lundi 7 *février* à un meeting, annonce mardi la presse de Pékin. M. Teng Ken avait disparu de la scène politique en même temps que son frère, en avril *1976.* — *(A.F.P.)*

Ethiopie

● UN PORTE-PAROLE DU MINISTERE DE L'INFORMATION a déclaré lundi 7 février à Addis-Abeba que *« le président Nemetry du Soudan veut détruire l'unité de l'Ethiopie, en collaboration avec l'impérialisme international et les autres dirigeants réactionnaires de la mer Rouge »,* et rend impossible une *« solution pacifique en Erythrée »* en raison du soutien qu'il apporte à la rébellion. — *(A.F.P.)*

Iran

● LE GENERAL FAZAYEL TADDAYON, commandant en chef de l'armée de l'air iranienne, a trouvé la mort lundi *7 février dans un accident* d'hélicoptère. L'appareil dans lequel il se trouvait s'est écrasé dans la chaîne Albroz, qui ceinture Téhéran. Son prédécesseur, le général Mohamed Khatemi, avait péri dans un accident de planeur en septembre 1975. — *(U.P.I., A.P.)*

Maroc

● ONZE MILITANTS DE LA JEUNESSE ITTIHADIA, organisation de l'Union socialiste des Forces populaires (U.S.F.P.), dont un professeur de lycée et trois jeunes filles, ont été condamnés le lundi *7 février* par le tribunal de première instance de Casablanca à des peines allant de quatre mois à deux mois de prison ferme. Arrêtés en décembre dernier, ils étaient poursuivis pour *« impression et diffusion de tracts portant atteinte à l'ordre public », « coups et blessures »* et *« atteintes à la propriété d'autrui ».*

D'autre part, la chambre criminelle de la cour d'appel de Marrakech devait examiner ce mardi 8 février le cas de dix-sept militants ou membres de l'U.S.F.P. inculpés dans la tentative de renversement du régime monarchique connue sous le nom de *« complot du 3 mars »* [1973]. Diverses *juridictions ont déjà jugé* des personnes poursuivies dans la même affaire, mais ces dix-sept inculpés, qui sont en liberté provisoire, n'avaient pas encore comparu devant un tribunal. — *(Corresp.)*

● LES MILITANTS ET SYMPATHISANTS MARXISTES-LENINISTES jugés par la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca ont mis fin à la grève de la faim qu'ils observaient depuis le 17 janvier (*le Monde* des 19 et 20 janvier) pour protester contre les irrégularités qui, selon eux et leurs avocats, entachent leur procès. — *(A.F.P., U.P.I.)*

● L'ASSOCIATION DES MAROCAINS EN FRANCE dénonce, dans un communiqué publié le lundi 7 février, *« la récente mascarade judiciaire et les lourdes peines requises à l'encontre des cent soixante-dix-militants progressistes jugés à Casablanca ».* Elle demande *« la libération immédiate de tous les détenus politiques au Maroc »,* et annonce qu'elle organise le 11 février, à 20 heures, un meeting de solidarité de la Mutualité, à Paris.

★ 20, rue Serpente, Paris-6e.

Pakistan

● TROIS SECRETAIRES D'ETAT DU GOUVERNEMENT FEDERAL chargés de la santé et du plan familial, de la recherche scientifique et technologique, et de l'alimentation, ont démissionné, selon l'A.F.P., en janvier, parce qu'ils n'avaient pas été pressentis pour être candidats du parti gouvernemental aux prochaines élections. Ces démissions surviennent quelques semaines après le limogeage de M. Khan Abdoul Qayyum Khan, ministre de l'intérieur, et dirigeant de l'une des factions de la Ligue musulmane.

Paraguay

● *LES CENT VINGT DELEGUES* élus dimanche 6 février doivent se réunir le 2 mars en Assemblée constitutionnelle pour réviser l'article 173 de la Constitution qui interdit au président Stroessner de solliciter un troisième mandat consécutif. Quatre-vingt-cinq pour cent des électeurs auraient voté dimanche pour des personnalités membres du parti Colorado, gouvernemental, favorable à un maintien au pouvoir du général, maître du pays depuis un quart de siècle. — *(A.P.)*

République populaire du Congo

● UN COMMERÇANT PARISIEN et exportateur de produits alimentaires, M. Michel Baudot, trente-huit ans, a été arrêté le 20 janvier à Brazzaville sur *« dénonciation anonyme ».* Il est détenu depuis cette date par les autorités congolaises, qui l'accusent de *« trafic d'armes »* et ont ouvert une enquête.

ASIE

Inde

DEUX DIRIGEANTS DU PARTI SOCIALISTE ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

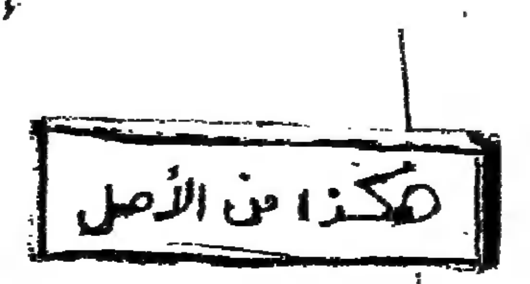
New-Delhi *(A.F.P., A.P.).* — Deux dirigeants du parti socialiste indien, MM. Raj Narain et Madhu Limaye, arrêtés après la proclamation de l'état d'urgence, en juin 1975, ont été remis en liberté lundi 7 février.

M. Narain avait été candidat aux élections législatives de 1971, contre le premier ministre, dans la circonscription de Rae-Bareili, dans l'Uttar-Pradesh. Largement battu, il avait intenté une action en justice qui avait conduit, le 12 juin 1975, à l'invalidation pour *« irrégularités »* de l'élection de Mme Gandhi. Ce jugement de la cour d'Allahabad avait été cassé par la Cour suprême de l'Union, en novembre 1975, mais il avait été auparavant l'un des facteurs qui avait incité le chef du gouvernement à proclamer, le 26 juin, l'état d'urgence.

Presque tous les dirigeants de l'opposition incarcérés depuis lors ont été libérés, mais de nombreux cadres et militants sont encore *emprisonnés.*

D'autre part, des négociations sont en cours entre le parti gouvernemental, le Congrès et le P.C. indien pro-soviétique, en vue de la conclusion d'alliances locales pour les prochaines élections, a déclaré lundi M. Mohit Sen, membre du comité central du P.C.I. Un accord a déjà été conclu au Bengale - Occidental, mais toute entente au niveau national est exclue, en raison des *divergences entre les deux mouvements. « Les forces réactionnaires restent trop fortes au sein du Congrès »,* a dit M. Sen.
nnldD,Sm5





هكذا من الأصل

POLITIQUE

La préparation des élections municipales

M. Chirac propose un plan quinquennal pour les transports parisiens

M. Jacques Chirac, tenant lundi 7 février, dans le douzième arrondissement, la deuxième conférence de presse de sa campagne électorale parisienne, a implicitement repoussé l'offre de M. Fizbin (P.C.) d'organiser un débat entre les principaux candidats. M. Chirac craint qu'une telle rencontre ne soit qu'un « dialogue de sourds », et il préfère les contacts avec les représentants de toutes les tendances de la population. C'est à cette fin qu'il va installer dans chaque quartier de la capitale une permanence où les électeurs pourront poser des questions et faire part de leurs suggestions aux candidats soutenus par le R.P.R. Il veut de la sorte créer des ombudsmans de quartier.

M. Chirac va adresser prochainement à l'ensemble des électeurs parisiens une lettre dans laquelle il justifie sa candidature et expose les grandes lignes de son programme. Voulant, pour le moment, se consacrer à sa campagne électorale, l'ancien premier ministre s'est refusé à évoquer les problèmes politiques nationaux. En revanche, il a longuement traité de la circulation à Paris et de l'organisation des transports.

M. Chirac a souligné *« la priorité à donner aux transports en commun dans la capitale grâce à un plan de cinq ans qui éliminerait les anomalies présentes et serait à la fois ambitieux et raisonnable »*.

Il cite comme réalisations à effectuer :

— *Le R.E.R. Nord-Sud, grâce à la voie souterraine Châtelet-Gare-du-Nord, avec l'inter-connection R.A.T.P.-S.N.C.F. ;*

— *La liaison S.N.C.F. de la rive gauche, entre Invalides et Orsay, avec l'aménagement de la gare Saint-Michel reliée à l'axe Nord-Sud ;*

— *Le prolongement d'au moins cinq lignes de métro classiques tel que les projets techniques en ont été établis par le Syndicat des transports.*

Pour les transports en surface, il mentionne :

— *L'extension des couloirs réservés, dans une limite raisonnable, en particulier dans les communes de banlieue ;*

— *La mise en service de véhicules plus adaptés aux difficultés du trafic (petits autobus à plate-forme) ;*

— *L'accélération des cadences de passage sur les lignes les plus fréquentées ;*

— *Une meilleure desserte des quartiers périphériques ;*

— *Le maintien du service du soir du dimanche et des jours de fête ;*

— *L'amélioration correspondance bus-métro ;*

— *L'application réelle de la priorité légale donnée par le code de la route aux autobus quittant leurs arrêts.*

A propos des taxis il estime souhaitable une détaxation du carburant et la suppression du corps de police chargé spécialement de les contrôler.

Pour la circulation automobile M. Chirac estime qu'il est urgent de réaliser *« la voie nouvelle Vanves-Montparnasse, le doublement des ponts de Bercy et d'Austerlitz et l'aménagement des quais du quinzième arrondissement »*.

Se refusant à faire un procès à l'automobile, le candidat estime qu'il faut *« supprimer les interdictions de stationner là où elles ne sont pas strictement indispensables ou respectables, car elles aboutissent souvent à une ségrégation par l'argent »*.

Parkings et garages

Il ajoute :

« Les parkings et les garages sont insuffisants en nombre et trop chers, et cette situation risque de continuer à s'aggraver car il est de plus en plus difficile pour la Ville de trouver, pour une durée limitée à trente ans, des concessionnaires qui acceptent de construire et gérer les parkings dans les quartiers périphériques.

» Il me paraît donc indispensable de modifier la politique actuelle : la Ville de Paris devra maintenant construire des garages publics dont elle louera en priorité aux riverains les emplacements au mois ou à l'année.

» Ainsi sera créé un véritable service public municipal de garage.

» Un emprunt spécialement affecté devra être contracté pour cela par la Ville.

» D'autre part, dans tous les parcs publics de stationnement souterrain, la sécurité devra être assurée. Celle des personnes, par un gardiennage obligatoire et suffisant ; celle des véhicules par la responsabilité du gestionnaire.

» Enfin, pour les deux roues, un réseau cyclable particulier peut être établi : au bois de Vincennes et au bois de Boulogne, mais aussi sur le quai du front de Seine, sur la rive gauche entre Austerlitz et Saint-Michel, vers les gares et vers les centres scolaires. »

STRASBOURG : sa poussée permettra à la gauche de prendre date sinon de l'emporter sur M. Pflimlin

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — *« La gauche va sans doute enregistrer sa plus forte poussée depuis l'avant-guerre. » « La position électorale de la municipalité sortante demeure très solide. »* Ces deux appréciations, qui résument les conditions dans lesquelles s'engage le combat municipal à Strasbourg, pourraient — devraient — avoir respectivement pour auteurs MM. Etienne Trocmé, P.S., qui conduira la liste l'union de la gauche, et Robert Bailliard, R.P.R., premier adjoint de M. Pierre Pflimlin et chef de file des gaullistes à la mairie. C'est pourtant l'inverse qui est vrai...

Ce n'est que l'un des paradoxes qui caractérisent une joute électorale où l'on aura vu les communistes figurer sur une liste conduite par un éminent professeur de théologie, les militants du P.S.U. jugés par la gauche plus « unitaires » — et surtout plus nombreux — que ceux du M.R.G., les animateurs locaux de l'autonomisme de droite déployer autant d'efforts pour faire provisoirement oublier leurs engagements antérieurs que naguère pour les proclamer, et le premier des dauphins possibles de M. Pflimlin, M. André Bord, hésiter jusqu'au dernier moment à se présenter aux côtés de l'ancien président du conseil.

La décision tardive de M. Bord était en définitive la seule inconnue politique qui devait peser sur la composition de la liste de la majorité, la publication de cette liste ayant d'ailleurs été retardée par le vote du budget de la ville puis de la communauté urbaine. M. Pflimlin accorde en effet une grande importance à ces deux scrutins, avant lesquels il pouvait estimer inopportun de faire connaître le nom des « exclus ». Ceux-ci ne devraient d'ailleurs pas être très nombreux : l'effectif du conseil municipal a été porté de trente-sept à quarante-sept membres, pour tenir compte de l'acroissement démographique de la ville, et il doit ainsi être possible de faire place à quelques nouveaux venus sans chasser trop d'anciens colistiers du maire. Celui-ci envisagerait surtout de rajeunir une équipe dont nombre d'éléments sont en place depuis fort longtemps.

Le conseil municipal élu en 1971 comprenait seize centristes, principalement du C.D.P., un nombre égal de gaullistes (alors U.D.R.), deux républicains indépendants et trois personnalités diverses. L'équipe proposée aux suffrages par M. Pflimlin le mois prochain comprendra sans doute dix-huit R.P.R., dix-huit centristes (essentiellement des membres du C.D.S.), quatre ou cinq républicains indépendants, deux radicaux et quatre ou cinq personnalités dites « apolitiques », dont M. Germain Müller, adjoint sortant. M. Pflimlin aura ainsi achevé un processus d'ouverture de la *majorité municipale* qu'il avait entamé dès son accession au fauteuil de maire, en *1959*.

Du côté de la gauche, où ne pouvait guère exister l'arbitrage « au sommet » qui a limité la durée des négociations au sein de la majorité, les discussions sur la composition de la liste municipale *ont été* assez longues. Cette liste devrait comprendre trente socialistes, une quinzaine de communistes, un ou deux membres du P.S.U. et, *« si tout va bien »*, un représentant du Mouvement des radicaux de gauche.

M. Etienne Trocmé, président de l'université des sciences humaines de Strasbourg, professeur de théologie protestante, avait déjà conduit la liste de gauche en 1971, alors qu'il était membre de la *Convention des institutions républicaines*. Cette liste avait recueilli 11 580 voix contre 35 943 à celle de M. Pflimlin, réélu dès le premier tour, et 11 088 à une liste réformatrice d'opposition. M. Trocmé espère bien obtenir un résultat considérablement meilleur, surtout si l'abstention recule (traditionnellement élevée dans la « capitale » alsacienne, elle avait dépassé 48 % des inscrits en 1971).

D'une manière *générale*, les partis signataires du programme commun fondent leurs espérances sur trois considérations. La première est qu'en Alsace comme ailleurs le progrès de la gauche — a été très sensible ces dernières années. Il s'est notamment manifesté par l'élection d'un conseiller général socialiste dans le Bas-Rhin, M. Brunschweiler, et la désignation d'un autre représentant de ce parti, M. Müller, pour siéger au conseil régional. Présence symbolique, certes, mais qui vient mettre un terme à une longue absence : l'image d'une cité vouée de tous temps à une modération politique de bon aloi est sans doute conforme aux clichés qui illustrent généralement les discours sur la sagesse « bourgeoise » de l'Alsace, mais elle n'est pas exacte. De 1929 à 1935, Strasbourg a eu un maire communiste (puis dissident du P.C.), Charles Hueber. Il reste que le contexte politique régional est encore difficile pour les formations signataires du programme commun : leurs militants comme leurs adversaires s'accordent à penser qu'à Strasbourg 40 % des suffrages constitueraient déjà pour elles un succès important.

La seconde raison pour laquelle la gauche se prend à espérer tient à l'usure et à la désaffection dont elle estime que la gestion et la personne de M. Pflimlin sont l'objet dans l'opinion publique. *« Peu de villes*, affirme M. Jung, P.S.U., *sont dirigées d'une façon aussi autocratique. Un seul homme, en haut, décide de tout. Même ses conseillers municipaux apprennent ses décisions par les journaux. »* Enfin, la gauche compte développer une argumentation particulièrement appuyée contre un certain nombre d'opérations d'urbanisme auxquelles la municipalité sortante a prêté son concours actif. Le P.C. et le P.S. reprochent en particulier à l'équipe de M. Pflimlin d'avoir fait preuve à l'égard des appétits des promoteurs immobiliers d'un laxisme total, ou d'avoir longuement hésité à prendre certaines décisions, cependant que des spéculateurs fonciers mettaient ces hésitations à profit. De nombreuses opérations de rénovation du centre-ville, accuse la gauche, ont abouti à reléguer dans des banlieues dépourvues de moyens de transport des milliers de Strasbourgeois modestes.

Le premier maire catholique

A ces arguments politiques s'ajoute — discrètement — une considération d'ordre confessionnel, même si ses représentants assurent s'interdire d'en tirer argument. M. Pflimlin est le premier maire catholique que Strasbourg ait eu à sa tête depuis la Réforme. Certes, le temps n'est plus où M. Pflimlin, tout ministre qu'il fût, devait livrer de subtils combats pour faire s'entrebâiller les portes de la haute société protestante strasbourgeoise ; mais la « H.S.P. » a conservé trop d'influence, dans une ville qui ne comptait guère que cinq ou six familles catholiques à la révocation de l'Edit de Nantes, pour que le maire sortant tienne la religion de son principal adversaire pour un danger négligeable.

Aux arguments développés par la *gauche*, la *majorité compte* opposer une sérénité sans faiblesse. L'usure de son pouvoir ? *« Les électeurs préféreront des hommes qui savent ce que gérer veut dire à quarante-sept novices, même conduits par un éminent universitaire »*, assure M. Robert Bailliard, avant d'ajouter : *« Strasbourg compte deux cent soixante mille habitants, et sa communauté urbaine, que préside son maire, quelque quatre cent mille. Gouverner un tel ensemble ne s'invente pas. »* Au-delà de cet argument, traditionnellement opposé par les occupants des grandes mairies à leurs adversaires, toutes étiquettes confondues, la municipalité sortante se prévaut d' *« un travail considérable accompli au service exclusif de la population »*, et l'un de ses membres relève avec ironie que *« si l'on reproche en général au pouvoir, national ou local, son immobilisme, on reproche plutôt au maire de Strasbourg et à ses amis d'en avoir trop fait »*. Les opérations de rénovation ? *« Nous avons voulu préserver le caractère historique de notre ville, sans pour autant nous figer dans la préservation perpétuelle du passé. Nous avons trouvé un moyen terme. »* Evoquant la voisine lorraine, M. Bailliard ajoute : *« Ici, point de spécialisation excessive, donc point de crise. C'est une ville d'industries, qui tient à ce pluriel. Avec un endettement plutôt inférieur à la moyenne, la commune de Strasbourg a su mener à bien, dans le domaine de l'habitat, de l'équipement, de l'industrialisation, des opérations concluantes pour son avenir. »*

Face à ces deux grands blocs, également résolus, également unis, que peuvent les animateurs des « listes municipales alsaciennes », qui, pour l'instant, concentrent leurs efforts sur Strasbourg ? « Tout », répond M. Ferdinand Moschenross, le bouillant animateur du mouvement Elsass-Lothringen (Alsace-Lorraine), qui figure sur cette L.M.A. dont le sigle est présent partout sous les espèces de papillons autocollants. *« Tout, car nous représentons pour les Strasbourgeois le moyen de manifester leur désaffection vis-à-vis des combats politiciens. Nous sommes des centristes, comme notre tête de liste, M. Stricker ; des autonomistes raisonnables, comme M. Hans Zorn et moi-même ; des personnalités sans parti ; d'autres, proches du socialisme mais non du communisme. Nous voulons gérer Strasbourg, c'est tout. »*

M. Stricker de surenchérir : *« Grâce à nous, les Strasbourgeois vont pouvoir refuser l'alternative entre l'aventure d'une coalition socialo-communiste et la dictature d'un conseil municipal usé par trente ans de pouvoir. »* Les animateurs strasbourgeois de la « liste municipale alsacienne » espèrent bien faire école et vont s'y employer. Le résultat que leur tentative pourra obtenir constituera l'une des (petites) curiosités du scrutin, au même titre que celui auquel aboutiront, si elles voient finalement le jour, une liste écologiste et une autre d'extrême gauche.

La première pourrait développer en faveur de la défense du « cadre de vie » et de l'environnement un certain nombre d'arguments qui commencent à faire leur chemin en Alsace, en particulier depuis les manifestations antinucléaires qui ont eu lieu des deux côtés du Rhin. Elle pourrait aussi, comme il en est de plus en plus question, s'agréger à la liste de M. Stricker. Quant à une éventuelle liste d'extrême gauche, elle regrouperait principalement des militants de la Ligue communiste révolutionnaire, de Lutte ouvrière et de l'Organisation communiste des travailleurs.

Qu'un second tour ait lieu ou non, le scrutin permettra du moins aux deux principaux blocs de se compter et de prendre date : les dossiers municipaux seront à peine refermés que s'ouvriront ceux des élections législatives.

BERNARD BRIGOULEIX.

La gauche s'achemine vers un accord

(Suite de la première page.)

Bien que M. Poniatowski ait affirmé après la candidature de M. Chirac qu'il n'existe pas de *« danger de gauche »* à Paris, M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères, candidat dans le 16e arrondissement sur la liste de M. d'Ornano, a fait diffuser lundi une note selon laquelle *« les récents sondages confirment la poussée de la coalition socialo-communiste dans la capitale »*. Ce texte demande que l'unité de la majorité se refasse dans les neuf secteurs où *« le danger d'une victoire des listes du programme commun peut apparaître comme une probabilité dangereuse »*. Une victoire dans ces neuf secteurs permettrait à la gauche d'emporter 57 sièges et de s'assurer ainsi une majorité au Conseil de Paris.

Les 57 sièges que M. Taittinger juge être à portée de la gauche sont, outre ceux qu'elle détient déjà, ceux des 2e, 3e, 10e, 12e et 14e arrondissements. A l'heure actuelle, en cas de succès des listes d'union de la gauche, ces sièges se répartiraient de la manière suivante : 27 P.C.F., 19 P.S., 7 M.R.G., 4 personnalités. Ni les communistes ni l'union de la gauche socialiste et démocrate (qui regroupe le P.S. et les radicaux de gauche) ne seraient donc assurés d'une majorité pour enlever le poste de maire, d'autant que le candidat socialiste ne peut être absolument sûr d'obtenir tous les *suffrages des radicaux* de gauche. Un contentieux subsiste entre le M.R.G. et le CERES. Les radicaux de gauche tiennent en effet à présenter M. Luchaire, membre de leur bureau national, dans le 13e arrondissement, sur le contingent U.G.S.D. Or, toutes les candidatures socialistes dans ce secteur ont été attribuées au CERES.

En définitive, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche dans les neuf secteurs, tout se jouerait au niveau du choix du maire sur le vote des quatre personnalités qui doivent en principe venir du P.S.U. et des gaullistes d'opposition. Compte tenu de l'enjeu d'un tel choix, il paraissait peu probable que la gauche puisse aller, mardi, au-delà d'un accord sur la répartition des sièges et des têtes de liste entre les diverses familles politiques impliquées dans les négociations. D'autres réunions seront sans doute nécessaires pour préciser l'éventuel accord de principe, notamment au sujet du choix de ces personnalités.

THIERRY PFISTER.

Le premier ministre à Lyon le 10 février

« PÉRIMÈTRE INTERDIT » AUX MANIFESTATIONS SYNDICALES

La préfecture du Rhône a pris un arrêté délimitant un « périmètre interdit » pour la manifestation des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et FEN, prévue jeudi matin 10 février, devant l'hôtel de la communauté urbaine de Lyon, que le premier ministre, M. Raymond Barre, doit inaugurer à 10 h. 15.

A la suite de cette décision, les trois syndicats ont fait savoir *« qu'ils prendront toutes dispositions pour que l'expression des salariés du Rhône se fasse très largement, le plus près possible du point prévu et des oreilles chatouilleuses du premier ministre »*.

● *Le mariage de M. Georges Marchais.* — Le service de presse du parti communiste a confirmé mardi matin 8 février que M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., épousera prochainement sa compagne Liliane. La date de la cérémonie n'est pas précisée. Les bans ont été publiés à la mairie de Champigny, où le couple est domicilié.

● *Le bureau du conseil régional de la Martinique* a été reconduit lundi 8 février. M. Camille Petit, député R.P.R., demeure président et MM. Léon Valère (Union démocratique martiniquaise) et Jean Bailly, vice-présidents. Le parti progressiste martiniquais (que dirige M. Aimé Césaire, autonomiste) a refusé d'avoir des représentants au sein du bureau.

LES DIX OBJECTIFS DU P.C.F. A PARIS

M. Henri Fiszbin, député de Paris, chef de file des candidats communistes, a présenté, lundi 7 février, les dix objectifs que son parti propose aux Parisiens :

1) *Ouvrir tous les dossiers de la ville. Informer tous les Parisiens.*

2) *Arracher Paris aux banques. Recenser, mettre au grand jour toutes les ressources de la ville et les réserver au service exclusif des Parisiens.*

3) *Prendre des mesures prioritaires contre la misère.*

4) *Assurer une gestion humaine, attentive à aider la population, lui offrir toutes les possibilités d'aide et de recours dans les démarches administratives.*

5) *Défendre Paris contre les empiètements du pouvoir central.*

6) *S'attaquer à la ségrégation sociale, à la désindustrialisation et à la dépopulation.*

7) *Mettre au point un plan d'équipement pour répondre aux besoins de toutes les catégories de la population.*

8) *Humaniser le métro. Un véritable plan de circulation des autobus et des voitures.*

9) *Protéger la population contre les nuisances. Réaliser les cinquante espaces verts possibles immédiatement.*

10) *Assurer la participation effective de tous les Parisiens à la gestion de la ville par l'intermédiaire des commissions d'arrondissement.*

...I.A.

... un novateur

HENRI PIERRE.

Brésil

ASIE

Inde

DEUX DIRIGEANTS DU PARTI SOCIALISTE ONT ÉTÉ LIBÉRÉS

« Je suis venu, j'ai vu, je vous ai entendus »

De notre envoyé spécial

Quimper. — La première journée du voyage de M. Giscard d'Estaing en Bretagne aura été dominée, comme devait le souligner lui-même le chef de l'Etat, par la difficulté persistante des relations entre le pouvoir et l'opposition de gauche.

A Dinan, lundi matin, comme à Roscoff en début d'après-midi et à Quimper en fin d'après-midi, *socialistes* et *communistes* avaient préféré en effet les manifestations de rue aux conversations de salon, à l'exception du maire de Quimper, M. Jean Lemeunier (P.S.), présent au dîner. M. Charles Josselin, député socialiste, avait sollicité en sa qualité de président du conseil des Côtes-du-Nord une entrevue en tête à tête avec le président de la République. Celle-ci lui avait été refusée. M. Giscard d'Estaing convoquait alors les journalistes pour leur dire :

« *La politique française est en train de devenir l'une des plus impolies du monde. Je ne crois pas que cela soit conforme ni à la tradition ni à la réputation de notre pays. Je souhaite que la France s'en tienne aux usages démocratiques et républicains qui doivent être les siens.* » Comme on lui demandait s'il était prêt à *faire des gestes* pour décrisper la vie politique française, le président de la République a répondu qu'il avait déjà fait « *des gestes nombreux* ». Il a souligné : « *La politesse veut que lorsque le chef de l'Etat se rend dans un département ou une région, les élus, qui sont les représentants de toute la population, participent effectivement à ces réunions.* »

A Roscoff, également, la gauche était présente pour faire connaître par ses banderoles et ses slogans son hostilité à la politique du chef de l'Etat. M. Giscard d'Estaing, acclamé par ses sympathisants, se rendait successivement au port en eau profonde et à la mairie. Dans son allocution, il soulignait une nouvelle fois la « *vocation maritime* » de la France et promettait le financement par l'Etat d'une jetée supplémentaire à Roscoff. « *Je suis venu, j'ai vu, je vous ai entendus* », concluait-il.

A Quimper enfin, plusieurs milliers de manifestants défilaient dans la ville à l'appel des syndicats quand M. Giscard y est arrivé. Cependant les manifestants ne tentaient à aucun moment de franchir l'Odet pour s'approcher de la préfecture, solidement gardée par les forces de l'ordre. C'est à la préfecture, en effet, que M. Giscard d'Estaing — qui n'avait pas prévu à son programme une visite à la mairie — recevait les membres du comité économique et social de Bretagne, auxquels il offrait un dîner.

Au cours de cette réception, le chef de l'Etat revenait sur les problèmes de la mer. « *Je souhaite*, disait-il, *que s'attache à ma présidence l'idée d'une expansion maritime de la France. (...) La décennie 1975-1985 doit être celle de la vocation maritime de la France.* » M. Giscard d'Estaing exposait également sa vision de la culture, qu'il devait développer mardi soir à Ploermel. « *L'unité de la France*, affirmait-il, *est une évidence. Il ne serait pas raisonnable de disperser nos forces. En revanche, il n'y a aucune raison de couper nos racines culturelles. La culture française est un faisceau de cultures qu'il convient de protéger.* » Le président de la République prononçait ensuite un discours consacré au « *redressement économique* » de la France.



(Dessin de KONE.)

Pendant ce temps, en face de la préfecture, de l'autre côté du fleuve, un petit groupe de manifestants dont plusieurs se réclamaient du mouvement breton d'extrême gauche Stourm Breizh (Combat breton) et dont d'autres se disaient simplement anarchistes, lançaient des coktails Molotov, des pavés et des projectiles divers, *notamment* une hampe de drapeau, en direction des forces de l'ordre. Certains mettaient le feu à un drapeau français. La police ripostait par des grenades lacrymogènes avant de dégager la place au terme d'une charge qui se déroulait sans incidents.

A Saint-Guénolé, en revanche, en pays bigouden, à la pointe sud du Finistère, le chef de l'Etat avait reçu en milieu d'après-midi un accueil plus conforme à ses vœux. « *Voilà une rencontre organisée comme je les aime*, avait-il noté. *Ce que je cherche, c'est le contact le plus direct et le plus chaleureux avec les Françaises et les Français.* »

Ce contact, M. Giscard d'Estaing l'avait à coup sûr trouvé dans la bousculade effrénée que provoquait sa visite aux marins de ce petit port de pêche. Pendant plus d'une heure, le président de la République s'est abandonné au plaisir non dissimulé d'un « bain de foule qu'aucune manifestation hostile n'est venue troubler. Accueilli par les bombardes et les cornemuses des « Sonneurs de la grève » (Sonerien an Aod), revêtus d'un costume de marin, le chef de l'Etat a serré de nombreuses mains avant de monter à bord d'un chalutier, le *Sant-Yann*. Il s'est longuement entretenu avec l'équipage de ce bâtiment spécialisé dans la pêche en mer du Nord. Il a ensuite visité la criée dans une cohue redoublée.

En réponse au discours de bienvenue du maire, M. Giscard d'Estaing a notamment affirmé qu'il défendrait, face aux partenaires européens de la France, les droits traditionnels des pêcheurs français en mer du Nord, en particulier près des côtes sud de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. « *J'ai demandé aux ministres des transports et des affaires étrangères*, a-t-il dit, *de se montrer intransigeants dans la défense des droits français de la pêche. Les marins n'ont pas d'inquiétude à se faire. Leurs droits traditionnels de pêche seront reconnus et protégés.* » Le chef de l'Etat a ensuite promis l'aide du gouvernement pour la modernisation de la flotte de pêche et pour l'équipement des ports. « *Nous devons peu à peu apprendre à tourner nos regards vers l'extérieur*, a-t-il conclu. *La France a la vocation d'être la grande puissance maritime de l'Europe continentale.* »

M. Giscard d'Estaing confirmait ainsi, au terme de cette première journée, que les problèmes de la mer étaient bien, sur le plan économique, le thème principal de son voyage en Bretagne.

Sur le plan politique il en livrait la signification essentielle en expliquant à Quimper, à l'issue du dîner : « *La France est une équipe dans la compétition internationale. Quand il y a des matches, vous vous jetez sur votre télévision et vous souhaitez que l'équipe soit homogène et unie. Pourquoi ce qui est vrai pour les sports ne le serait pas pour la politique nationale ?* »

THOMAS FERENCZI.

● *Un entrepreneur de Rennes*, M. André Guérin, cinquante ans, s'est suicidé, lundi 7 février, dans sa voiture, garée à Ploermel (Morbihan), près du chapiteau où M. Giscard d'Estaing devait prononcer, ce mardi, le dernier discours de son voyage en Bretagne. M. Guérin a été retrouvé par un passant, une carabine de 22 long rifle à canon scié entre les jambes.

Acculé au dépôt de bilan de son entreprise de travaux publics en 1973, après la perte d'un important marché d'Etat, dans des conditions complexes, l'entrepreneur avait licencié ses deux cents employés, avant de remonter une petite entreprise d'installation de magasins et bureaux.

Politesse bien ordonnée...

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait été reçu fort courtoisement par M. Gaston Defferre à Marseille, le 27 février 1975, puis par M. Pierre Mauroy à Lille, le 1er décembre 1976, n'a pas eu le même bonheur en Bretagne, où la gauche boycotte systématiquement le voyage présidentiel.

M. Charles Josselin, député socialiste, président du conseil général des Côtes-du-Nord, s'en est expliqué, mais il n'en reste pas moins que le chef de l'Etat a eu parfaitement raison de stigmatiser une attitude incorrecte. La bipolarisation qui empoisonne, et de plus en plus, notre vie politique ne favorise certes pas les progrès de la civilité, mais il n'empêche que le président de la République a droit, par principe, à la considération de tous.

M. Valéry Giscard d'Estaing a eu raison de le rappeler, et il a été fort bien inspiré de ne pas s'en prendre directement à ceux qui lui avaient manqué et de se borner à constater en termes très généraux que « *la politique française est en train de devenir l'une des plus impolies du monde* ».

L'impolitesse est, en effet, générale et n'a point d'étiquette *politique*. Combien d'agressions verbales de MM. Poniatowski et Chirac n'ont-elles fait l'objet d'aucun rappel à l'ordre de l'Elysée ? M. Mitterrand était assurément fort impoli lorsque, le 27 juin 1975, il traitait M. Poniatowski de « Galliffet », mais il ne faisait que répondre à un ministre d'Etat qui l'avait aimablement p r é s e n t é, la veille, comme le « Gamelin de la politique, spécialiste de la défaite ».

Politesse bien ordonnée...

R. B.

La société SOPROMER dépose son bilan

De notre correspondant

Lorient. — Au moment où M. Giscard d'Estaing assurait, lundi 7 février, à Dinan que l'Etat continuerait à favoriser le développement de la Bretagne « *par des mesures particulières* », le conseil d'administration de la SOPROMER (Société bretonne de transformation des produits de la mer), annonçait dans un communiqué laconique sa décision de déposer son bilan. « *La société SOPROMER, outil de régulation des pêches en Bretagne-Sud se voit contrainte au dépôt de bilan, les promesses des pouvoirs publics ayant été assorties de clauses irréalistes.* »

Il y a déjà plusieurs mois que l'on parle en Bretagne des difficultés de cette société créée par les professions concernées (armateurs, marayeurs et transformateurs) pour servir d'outil de régulation à la production des pêches bretonnes, et qui possède en Bretagne quatre unités de transformation : à Lorient (poissons salés, frais et surgelés), à Concarneau (conserves), à Trégune (plats cuisinés) et à Douarnenez (poissons fumés). Il y a quelques semaines le P.-D. G de la société avait obtenu du tribunal de commerce de Rennes la suspension provisoire des poursuites, et cela malgré des pertes évaluées globalement à 20 millions de francs.

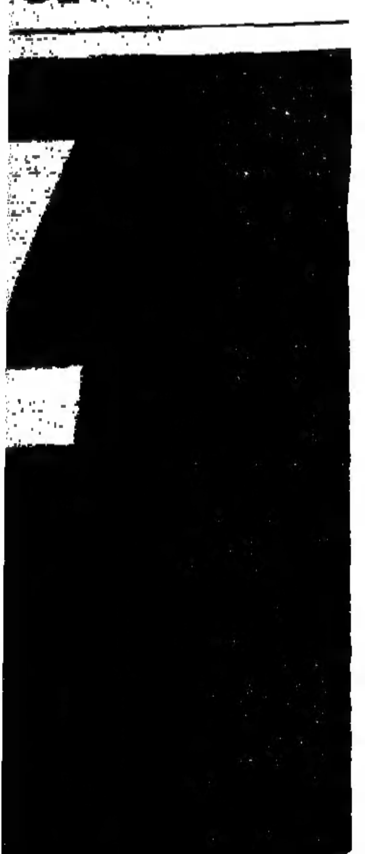
« *Promis depuis trois mois par les pouvoirs publics, mais toujours attendus, 4 millions de francs auraient permis de tenir jusqu'à fin février* », explique le directeur de la société. « *Mais il fallait faire vite, la confiance des fournisseurs de poissons l'exigeait, mais surtout celle de nos acheteurs. Nous étions en pleine période de discussion pour la passation de nouveaux marchés et pour la reconduction des anciens. Faute de cette « assurance », cela n'a pas été possible, malgré la restructuration en cours de la société.* »

Après deux à trois mois de négociations, ce sont quatre cents personnes qui se trouvent depuis lundi soir au chômage. Et cela à un moment où des chalutiers lorientais commencent à débarquer du lieu noir dans les ports allemands

JEAN-YVES MANA'CH.

هكذا من الأصل

Le voyag[e] de M. Giscard d'Estaing en Bretagne



Le Conservatoire du littoral : les caisses sont vides

En présidant le quatrième conseil d'administration du tout jeune Conservatoire du littoral, le président de la République a évidemment voulu marquer l'importance qu'il attache à cet établissement public créé par la loi du 10 juillet 1975 et qui fonctionne effectivement depuis dix mois à peine. Sa mission est claire : il doit acquérir, sur les rivages marins et lacustres, des terrains encore vierges pour les soustraire à toute construction, les conserver à l'état de nature et les ouvrir au public. Le Conservatoire est le dernier rempart élevé contre l'aménagement intensif et la privatisation accélérée du littoral français.

Le bilan de ses dix premiers mois de travail est encourageant : quatre propriétés, couvrant plus d'un millier d'hectares, ont été acquises pour une somme totale de 12 millions de francs.

— Les dunes de Camiers (Pas-de-Calais), dont les 195 hectares payés 3 millions seront fixés, reboisés et aménagés par l'Office national des forêts.

— Le Roc de Chère (Haute-Savoie), dont les 32 hectares acquis pour 350 000 francs bordent et surplombent le lac d'Annecy. Promenade et belvédère seront gérés par un syndicat de communes.

— Le domaine camarguais de La Palissade (Bouches-du-Rhône) étend ses 710 hectares (prix : 8 millions) sur la rive droite du Rhône, en face de Port-Saint-Louis. Géré conjointement par les villes d'Arles, de Port-Saint-Louis et par le parc régional de Camargue, il pourrait devenir un parc de vision ornithologique.

— Les marais de Brouage (Charente-Maritime), dont les 80 hectares achetés 600 000 francs deviendront sans doute une réserve pour les oiseaux d'eau.

Une demi-douzaine d'autres opérations de moindre importance portant au total sur 500 hectares seront menées à bien au cours de l'année. Ce ne sont pas les occasions qui manquent. Le conseil d'administration du Conservatoire et la toute petite équipe installée à Rochefort (une quinzaine d'agents) s'appuient sur les suggestions des cinq « conseils de rivage » créés par la loi (Corse, Méditerranée, Atlantique, Manche, lacs). Ces conseils, qui groupent des élus locaux, connaissent mieux que quiconque les zones à préserver et les occasions d'achat. La première liste qu'ils ont établie (propriété à acquérir en priorité) comprend cinquante lieux-dits couvrant 7 000 hectares et dont la valeur est estimée à 150 millions de francs.

Ce chiffre même témoigne à la fois de l'urgence des besoins et de la pauvreté des moyens mis en œuvre. Les crédits de paiement affectés au Conservatoire se montent à 6 millions pour 1976 et 11 millions pour 1977. Ajoutées aux frais d'installation, les quatre premières acquisitions ont épuisé ces crédits. Pour le reste de l'année, le Conservatoire va vivre sur un crédit exceptionnel de 10 millions prélevé sur le Fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT).

Certes, le plan d'action prioritaire (PAP) retenu par le VIIe Plan prévoyait que 200 millions seraient dépensés par l'Etat d'ici à 1980 pour créer des coupures vertes sur le littoral. Soit un rythme annuel de dépenses de 40 millions. On est très loin du compte, et le plan a déjà sur ce chapitre un retard de 73 millions : l'équivalent de plusieurs milliers d'hectares de rivage.

Le recours à l'expropriation

Le Conservatoire procède donc comme tous les impécunieux : il fait feu de tout bois. La loi lui donne la possibilité d'exproprier. Il va user de cette procédure « désagréable » pour les 95 hectares du lido de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales), dont les propriétaires sont jugés trop gourmands. Le Conservatoire compte aussi sur les dons et legs.

Le Conservatoire s'appuie aussi sur la fondation Espace pour demain, qui vient de se constituer sur l'initiative du journaliste Louis Bériot. La Fondation compte ouvrir des souscriptions auprès du public pour acheter tel ou tel site menacé. Puis elle fera don de ces propriétés au Conservatoire. Les Français accepteront-ils de jouer les mécènes, alors que l'Etat montre l'exemple de la pingrerie ?

Il y a pourtant urgence. Dans trois à cinq ans, selon tous les spécialistes, il ne restera plus 1 mètre carré libre sur nos rivages. Ce ne sont ni les plans d'occupation des sols (sur les neuf cent vingt-huit communes littorales seules une quarantaine en sont actuellement dotées), ni les schémas d'aménagement (aucun n'est définitivement adopté) qui sauveront le littoral. Seuls des achats massifs et immédiats peuvent le faire. M. Robert Poujade demandera 60 millions l'an prochain pour son Conservatoire. C'est alors qu'on jugera la volonté réelle du pouvoir d'appliquer sa propre politique.

MARC AMBROISE-RENDU.

LES PÊCHEURS DE NOIRMOUTIER ET DE L'ILE D'YEU DÉPOSENT LEUR ROLE

(De notre correspondant.)

La Roche-sur-Yon. — Pour protester contre le chalutage pélagique (c'est-à-dire à grande profondeur), les marins-pêcheurs de Noirmoutier et de l'île d'Yeu ont déposé, lundi matin 7 février, devant leur inspection maritime, les rôles d'équipage. Cette décision avait pour but de protester contre les nuisances occasionnées aux caseyeurs (bateaux qui posent des casiers) par les chalutiers. La destruction du poisson et celle des engins de pêche par ces chalutiers sont à l'origine de cette protestation.

Alors qu'en 1975, avec des chalutiers classiques, 65 tonnes de daurades avaient été mises à terre, en 1976, ce sont 650 tonnes qui ont été débarquées des cales des chalutiers pélagiques. Si les marins-pêcheurs ont décidé de mettre « sac à terre », c'est pour exiger que « soit interdite la pratique du chalutage pélagique dans une bande côtière de 3 milles ainsi que le chalutage de nuit au large, sur les plateaux rocheux où depuis des décennies travaillent en permanence des pêcheurs du littoral ».

M. JOSSELIN (P.S.) : les élus socialistes ont refusé de tomber dans le piège.

M. Charles Josselin, député socialiste, président du conseil général des Côtes-du-Nord, a répondu, lundi 7 février, au président de la République qui, à Dinan, avait parlé d'« impolitesse » en évoquant le boycottage de la visite présidentielle par la gauche. Il a indiqué :

« Les élus socialistes bretons étaient prêts à rencontrer le chef de l'Etat dès lors qu'un dialogue sérieux leur était proposé. Ils ont estimé qu'une rencontre d'une demi-heure, le verre à la main, suivie d'un banquet de cent couverts, auquel étaient curieusement invités certains maires ou conseillers généraux et pas les autres, n'offrait pas les garanties de sérieux suffisantes. (...) L'organisation de la réception par les comités d'accueil, composés exclusivement des amis du président, devait donner nécessairement un caractère partisan à son voyage. Il est surprenant, dans ces conditions, que Valéry Giscard d'Estaing ait qualifié d'impolitesse une absence amplement justifiée. L'attitude des élus socialistes, le refus de se prêter à un simple rôle de figuration, bref, de tomber dans le piège, a certes une signification politique. On ne peut, en aucun cas, l'interpréter comme un affront à la fonction présidentielle, encore moins comme un manquement à la démocratie. Le mépris trop fréquent des droits de l'opposition constitue une impolitesse autrement plus grave. »

A Quimper

« Dans l'emploi de nos ressources, priorité doit être donnée à nos approvisionnements et à nos investissements »

Au cours du dîner offert aux membres du Comité économique et social, lundi soir 7 février à Quimper, M. Giscard d'Estaing a évoqué *« ce qui, à l'heure actuelle, constitue la préoccupation principale des Français : notre redressement économique »*. Il a déclaré notamment : *« Il y a maintenant un peu plus de quatre mois que la politique de redressement économique a été mise en place par le gouvernement. Comme toujours, cette politique a d'abord été accueillie par le scepticisme des uns et par l'hostilité des autres. Mais, ces premières réactions passées, la sagesse a repris le dessus. En dépit des manœuvres de ceux qui souhaitaient l'échec de la politique mise en place, c'est-à-dire l'affaiblissement de notre pays, les Français ont rapidement compris la nécessité d'une action déterminée de redressement économique et ont — explicitement ou implicitement — adhéré à l'action entreprise par le gouvernement.*

» Ils ont, en particulier, compris que c'était non pas l'affaire du gouvernement mais leur propre affaire, et que l'enjeu était d'une rare importance. Quel est, en effet, cet enjeu ? C'est la poursuite de notre progrès économique et social. (...)

» Au plan extérieur, ce qui est en cause, c'est la place de notre pays dans le monde. Il s'agit de savoir si la France parviendra à prendre place dans le groupe des pays qui ont la volonté et la capacité de surmonter les difficultés nées de la crise mondiale, et qui ont retrouvé rapidement les conditions de leur développement. Ou si, au contraire, incapable de s'adapter aux conditions nées du bouleversement de 1973-1974, notre pays s'enlise dans les difficultés et cesse de progresser, c'est-à-dire recule. (...)

» Mais, il s'agit également de notre indépendance, car nous ne pouvons supporter durablement le déficit extérieur que nous connaissons actuellement sans voir notre liberté d'action se réduire, et cela, nous ne saurions l'accepter. »

M. Giscard d'Estaing a souligné la nécessité d'un *« double effort »*. D'une part, *« un effort de modération de la croissance des rémunérations, afin de ne pas alourdir nos coûts de production et de préserver notre compétitivité »*. *« C'est la raison,* a souligné le chef de l'Etat, *pour laquelle les Français doivent accepter, durant l'année 1977, la stabilisation de leur pouvoir d'achat. Cet effort est nécessaire. L'opinion le comprend et le sait.*

» Parallèlement, a encore affirmé M. Giscard d'Estaing, *il appartient aux entreprises de relever le défi qui leur est lancé. Elles doivent, en premier lieu, s'adapter aux nouvelles conditions de fonctionnement de l'économie qui leur sont imposées : enchérissement massif de certains facteurs de production, modification du partage international du travail. C'est l'imagination, la recherche de l'innovation, le dynamisme et le feu de la concurrence, en un mot l'esprit d'entreprise, qui permettra à notre appareil productif de s'adapter à ces nouvelles conditions (...). Ce dynamisme de nos entreprises doit se manifester tout particulièrement sur les marchés étrangers, pour faire face à une concurrence accrue.*

» Effort des particuliers, effort des entreprises, a conclu le président de la République, *les rôles sont ainsi clairement fixés. Dans une circonstance comme celle-ci, il est particulièrement important que les Français comprennent de quelle façon et dans quelle mesure leurs conditions d'existence sont liées au bon fonctionnement de nos entreprises. Il est normal, et c'est ainsi que s'est accompli l'immense progrès social dont notre génération a été le témoin, que les travailleurs demandent et obtiennent des entreprises qui les emploient la juste part des progrès que leur travail permet d'accomplir chaque année. Dans une économie décentralisée comme la nôtre, le surplus annuel de la production économique fait l'objet d'un partage négocié entre les différents agents économiques, au premier rang desquels les travailleurs.*

A Dinan

« Une région qui n'est plus isolée du reste de la France »

Au terme du déjeuner, qui réunissaient lundi 7 février les membres du conseil régional de Bretagne, à Dinan, M. Giscard d'Estaing a tout d'abord rendu hommage à « l'ardeur de la Bretagne tout entière », une ardeur qui, a-t-il dit, « vous a permis de bâtir une communauté solide et solidaire dans un univers menacé par la futilité et la division », une ardeur « qui est un modèle pour la France ».

Le chef de l'Etat a ajouté : *« La Bretagne, malgré les tempêtes, a poursuivi un développement économique remarquable. Je suis venu vous dire que l'Etat est décidé à favoriser ce développement par des mesures particulières, mais aussi avec votre concours, par la politique nationale d'aménagement du territoire. »*

Après avoir souligné que, « pour la première fois depuis soixante ans, ceux qui reviennent en Bretagne sont désormais plus nombreux que ceux qui en partent » et que « l'exode massif des jeunes en direction, notamment, de la région parisienne est stoppé », il a indiqué : « Dans l'Ouest, de 1968 à 1974, le nombre des emplois industriels créés a augmenté de 25 %, alors qu'il progressait de 7 % dans le reste du pays. C'est une grande réussite qui s'apprécie non seulement dans les chiffres mais aussi sur le terrain (...). Cette industrialisation n'a pas entraîné un déclin de l'agriculture bretonne, au contraire la Bretagne est devenue une grande région agricole, elle est la première région de France, toutes productions agricoles confondues. Elle est, en particulier, la première pour la production animale ; en valeur, le revenu d'exploitation par actif est désormais supérieur à la moyenne nationale (...). Malgré ces performances, votre région, vous me l'avez dit, est inquiète, elle est inquiète du taux de chômage, elle est inquiète pour la santé économique de certaines branches d'activité (...). Mais l'avenir de la Bretagne ne doit pas être assombri par les difficultés du présent. L'espoir et la volonté d'entreprendre ne doivent pas céder à l'inquiétude et au découragement. »

M. Giscard d'Estaing a ensuite rappelé les principales actions entreprises à l'initiative du gouvernement. *« La priorité reconnue à l'Ouest,* a-t-il dit, *ne s'exprime pas seulement en paroles, elle se traduit en actes. »* Il a évoqué les travaux d'édification du terminal méthanier de Montoir-de-Bretagne, les travaux du gazoduc destiné à l'alimentation en gaz naturel de la Bretagne, les travaux de la grande forme de réparation navale de Brest, la modernisation de plusieurs ports bretons et la prochaine construction de l'autoroute Le Mans-Rennes à propos de laquelle il a indiqué que la concession de réalisation sera signée d'ici au 1er mai 1977.

Le chef de l'Etat a également mis l'accent sur la politique d'amélioration et de sauvegarde de l'environnement : *« Un Institut de géoarchitecture,* a-t-il annoncé, *sera créé prochainement à Brest. »* Il a noté : *« La vocation de la Bretagne dans le secteur des télécommunications peut être affirmée aujourd'hui plus que jamais ; je confirme qu'il n'y aura pas en 1977 de diminution de l'emploi dans les télécommunications en Bretagne. »* M. Giscard d'Estaing a énuméré cinq décisions récentes : l'ouverture à Brest, en octobre prochain, de l'école nationale supérieure des télécommunications de Bretagne ; le démarrage des travaux d'installation à Rennes de l'Institut national des cadres techniques des télécommunications ; la construction de locaux définitifs à Rennes-Cesson du centre commun d'études de la télévision et des télécommunications ; l'installation à Rennes d'un établissement de la société des services Transpac récemment créée pour faire accéder les petites et moyennes entreprises aux progrès de l'informatique ; enfin, l'ouverture à Rennes et à Brest de deux centres du service national des téléconférences.

Dans la seconde partie de son allocution, M. Giscard d'Estaing a défini la nouvelle orientation de la politique d'aménagement du territoire, dont les principes ont été établis lors du conseil central de planification du 25 octobre 1976. Cette politique, a-t-il dit, *« bénéficiera naturellement à la Bretagne »*. Elle visera quatre objectifs :

Premièrement, *« dans le domaine industriel, la réduction de la croissance nationale des emplois doit être compensée dans les zones prioritaires au regard de l'aménagement du territoire (...) ;* [ensuite] *dans le domaine des activités tertiaires, il est nécessaire que la province ne soit pas vouée aux tâches d'exécution. Il est nécessaire qu'elle participe à l'élaboration des décisions. Des services centraux de l'administration, des sièges sociaux d'établissements publics et de sociétés nationales peuvent sans inconvénients graves s'installer hors de la capitale (...) ; le troisième objectif est d'établir un meilleur équilibre entre la ville et le monde rural (...) ; enfin, et c'est un objectif que je considère comme essentiel pour accroître l'efficacité de notre politique, l'aménagement du territoire ne sera plus simplement le résultat de l'action d'un service spécialisé, aussi dynamique soit-il. Il sera l'expression d'une politique voulue par le gouvernement et appliquée par tous les responsables ministériels. »*

Dans sa conclusion, M. Giscard d'Estaing a souligné : *« L'Etat a la volonté de mener une politique efficace d'aménagement du territoire. Il ne pourra le faire seul. La participation active de ceux qui sont directement concernés, c'est-à-dire des habitants des régions eux-mêmes, est indispensable. En Bretagne, vous avez fait des efforts considérables pour prendre en main vous-mêmes votre destin. L'action de votre établissement public régional est exemplaire à cet égard. »*

Le chef de l'Etat a ajouté : *« La Bretagne n'est plus isolée du reste de la France. Elle a maintenant tous les atouts pour regarder sans crainte vers la mer, pour être l'un des points forts de la façade maritime française (...). Parce qu'elle a su avec ténacité se lancer dans le développement économique, parce qu'elle saura tirer parti de la mer, la Bretagne est l'une des grandes chances de la France. »*

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

A PROPOS DE...

UN CONFLIT A LILLE

Quel statut pour les agences d'urbanisme ?

M. Christian Wabl, directeur des services publics de la communauté urbaine de Lille, assurera désormais la direction de l'agence d'urbanisme de la métropole Nord. Il succède à M. Pierre Mazzolini, ingénieur en chef des ponts et chaussées, dont le contrat avait été dénoncé par M. Arthur Notebart, président de la communauté. (« Le Monde » des 14 et 15 décembre 1976.)

Devant le conseil de la communauté, réuni le 4 février, M. Notebart a déclaré : « L'agence d'urbanisme était un service hybride, sans statut juridique précis. Au départ, l'Etat et la communauté y étaient parties prenantes moitié-moitié, puis l'Etat n'a pas respecté ses engagements. Actuellement, la communauté la finance à 80 % et assure le traitement de trente-huit personnes sur cinquante. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé, en mai 1976, au directeur de l'équipement de mettre fin au statut de l'agence d'urbanisme. »

M. Notebart a précisé : « Cela ne signifie pas que l'agence n'ait plus son utilité. Au contraire, nous souhaitons développer son rôle, mais en tant que service entièrement communautaire, avec un personnel bénéficiant du statut de la communauté et non plus sous contrat mis à la disposition de cette communauté. » *Le concours du ministère de l'équipement est souhaité encore, mais à la condition que les missions soient décidées par la seule communauté urbaine.*

Les agences d'urbanisme d'agglomération ont été créées en application de la loi d'orientation foncière de 1965. Les vingt-quatre agences existantes emploient sept cent cinquante personnes et coûtent environ 75 millions de francs par an, dont 25 millions de francs sont fournis par l'Etat. Leur activité concerne environ onze millions d'habitants.

D'abord occupées à établir les documents d'urbanisme pour les agglomérations importantes qu'elles couvrent, elles sont souvent au centre des conflits qui naissent entre les élus locaux et l'administration. Leur statut — il s'agit le plus souvent d'associations de la loi de 1901 — leur a donné une indépendance très relative. L'affaire de Lille, dans laquelle les élus reprennent les choses en main, est significative de cette situation conflictuelle.

Haute-Normandie

Les représentants de l'Eure réintègrent l'assemblée régionale

De notre correspondant

Rouen. — Pour la quatrième année consécutive, M. André Bettencourt (rép. ind.) a été élu président du conseil régional de Haute-Normandie qui siégeait les 7 et 8 février avec, pour la première fois, la participation des représentants de l'Eure. Sur 38 votants, M. Bettencourt a obtenu 28 voix contre 8 au candidat de la gauche, M. Olivier Goubert (P.C.).

Jusqu'à présent, les élus de l'Eure qui craignaient que leur tête-à-tête avec la Seine-Maritime ne soit par trop déséquilibré en leur défaveur avaient refusé de siéger au conseil régional, à l'exception du seul représentant de l'opposition, le député de Bernay, M. Claude Michel (P.S.). S'ils ont accepté cette année de prendre place dans cette assemblée, c'est sur la promesse ferme que les deux régions de Haute et de Basse-Normandie seraient réunies d'ici trois ans, et surtout que dans cette attente une commission paritaire (qui n'aurait qu'un rôle de proposition), composée de cinq élus de chacun des deux départements désignés par leurs représentants respectifs au sein du conseil régional, puisse examiner les problèmes graves qui viendraient à surgir.

M. Bettencourt a fait adopter par la majorité du conseil une modification en ce sens du règlement intérieur, modification que pour leur part les groupes communiste et socialiste contestent. Ils estiment que cette commission affaiblit l'autorité du conseil régional et qu'en outre elle est contraire à la loi portant création des régions.

Auparavant, communistes et socialistes avaient refusé de prendre part aux élections des membres du bureau pour protester contre le refus de la majorité de répartir les postes en proportion des forces en présence. Principal artisan de la fronde du département de l'Eure, M. Gustave Héon, président du conseil général (Gauche dém.), a été élu au poste de premier vice-président.

Le budget primitif de la région Haute-Normandie, tel qu'il a été proposé et adopté, s'élève, en dépenses, à un peu plus de 57 millions. Il est en augmentation de 26 % par rapport au budget de 1976. Cette progression est surtout due à un doublement des emprunts.

JACQUES GRALL.

Midi-Pyrénées

● *M. Alain Savary*, député socialiste de la Haute-Garonne, a été réélu lundi 7 février par 51 voix sur 83 suffrages président du conseil régional de Midi-Pyrénées. M. Alain Savary était candidat unique. Il y a eu 8 bulletins blancs ou nuls. — *(Corresp.)*

POLITIQUE

L'INAUGURATION DE BEAUBOURG

M. Fanton s'étonne de l'« ostracisme » manifesté à l'égard des élus R.P.R.

M. André Fanton, député R.P.R. de Paris, constate, dans une question écrite adressée le 5 février au premier ministre, qu'une invitation à l'inauguration du Centre Beaubourg a été déposée à son intention au Palais-Bourbon, *« quelques heures seulement avant cette cérémonie »* et qu'*« il lui a été naturellement impossible d'y répondre »*.

Il lui demande de lui faire savoir : « 1) *Quelles sont les autorités qui ont réussi à sélectionner les cinq ou six mille invités à l'inauguration et qui ont « oublié » la majorité des élus de la capitale ;* 2) *si les usages en vigueur jusqu'alors à l'occasion des visites du président de la République, usages selon lesquels les parlementaires élus du département sont invités, restent toujours en vigueur. Dans l'affirmative, il lui demande de lui indiquer les raisons qui ont pu justifier l'ostracisme manifesté à l'égard de certains élus de la capitale, ostracisme encore plus surprenant lorsqu'il concerne des parlementaires qui, par leur vote, ont soutenu et permis la réalisation du Centre Beaubourg. Comme il lui paraît difficilement imaginable que les perspectives des prochaines élections municipales à Paris soient l'explication de la discrimination visant les parlementaires appartenant au groupe le plus important de la majorité, comme il lui paraît tout aussi impensable que seul le hasard soit la cause de cet oubli, il lui demande de lui faire connaître les mesures qu'il compte prendre pour rappeler à toutes les autorités les usages et les convenances qu'exige le respect dû aux élus du suffrage universel.* »

CARNAVAL ET POLITIQUE

La police niçoise intervient, depuis le 6 février, pour interdire la vente, à l'occasion du Carnaval, de masques à l'effigie du président de la République. Cette interdiction vise, précise-t-on de source officielle, tous les masques à l'effigie d'une quelconque personnalité politique. Elle résulte d'un arrêté du 21 janvier dernier qui reprend des dispositions coutumières avant le Carnaval. « Arrêté dû à l'initiative du préfet », affirme *M. Jacques Médecin*, maire de Nice, secrétaire d'Etat au tourisme. « Arrêté du maire », proclame-t-on du côté de la préfecture.

« La lettre de la Nation », M. Giscard d'Estaing et la psychanalyse

Commentant les propos tenus par M. Giscard d'Estaing au cours de l'émission télévisée « les Dossiers de l'écran », mardi 1er février, M. Pierre Charpy, directeur de la Lettre de la Nation, *organe officiel du R.P.R., estimait dans le numéro du 3 février :*

« C'est à la psychanalyse qu'il faut recourir pour trouver ou essayer de trouver une réponse à la question rituelle : « Que fera le président de la République si la coalition du programme commun l'emporte aux élections législatives ? »

L'hebdomadaire le Point *écrivait dans son numéro du 7 février :*

« Le président de la République a été ulcéré de voir *la Lettre de la Nation* (R.P.R.) invoquer la *« psychanalyse »* pour expliquer certain propos de sa dernière émission télévisée. V.G.E. y voit le signe d'une campagne injurieuse développée contre lui au sein du R.P.R. »

M. Charpy, dans la Lettre de la Nation *du mardi 8 février se défend de* « s'associer à une campagne injurieuse contre lui », *assure qu'il s'est référé à la définition de* « psychanalyse » *donnée par le* Petit Larousse *illustré et estime que, lorsque le président de la République* « parle d'une possible victoire du programme commun aux prochaines élections législatives, il faut bien une véritable « investigation psychologique » pour déceler ses « sentiment obscurs ou refoulés ».

M. Charpy conclut : « Il est inutile de chercher de notre côté les imputations calomnieuses, les ragots méchants et *autres saloperies variées.* Cela ne correspood pas à notre conception de la politique. Nous avons peut-être tort, puisque nous pourrions dire beaucoup de choses qui auraient au moins le mérite d'être vraies. Mais, quand on s'est fait une certaine idée de la France, il n'y a pas de raison d'en changer. »

Rappelons que M. Jean Daniel, dans un éditorial du Nouvel Observateur *du 31 janvier, avait évoqué* « cette insistante et incroyable rumeur selon laquelle le président de la République se ferait... psychanalyser ».

Dans la presse hebdomadaire

ATTENTES

Pour Françoise et Pierre Claustre, une longue attente a pris fin. La libération de l'archéologue et de son mari ne met pas pour autant un point final à « l'affaire » : trop de questions restent encore sans réponse.

Toutefois, certains commentateurs tirent les leçons des négociations. Ainsi Josette Alia, dans *LE NOUVEL OBSERVATEUR*, affirme que *« le grand gagnant, en cette affaire, est surtout la Libye »*. Quant aux Toubous, ils *« ont été, en fait,* écrit-elle, *plus qu'oubliés : sacrifiés »*.

Denise Gault souligne, de son côté, dans *LA VIE*, hebdomadaire chrétien d'actualité, que M. et Mme Claustre ont dit ne pas vouloir « oublier » le peuple toubou, *« les femmes et les enfants de cette tribu nomade, victimes d'une guerre sans merci entre les guerriers rebelles et les forces armées du gouvernement tchadien »*.

Cette guerre « continue », rappelle Pierre Doubiet, dans *L'EXPRESS*, et il ajoute : *« Le matériel français sert toujours aux forces de N'Djamena. »*

Cela fait écrire à Louis Guilbert, dans *LUTTE OUVRIERE*, trotskiste, que l'épilogue heureux pour les époux Claustre ne peut faire oublier *« que le sort du peuple tchadien est toujours soumis au bon vouloir de l'impérialisme français »*.

Henri Smolarski suppose dans *TRIBUNE JUIVE HEBDO* que le Tchad, en acceptant de *« fermer un œil sur les entreprises triangulaires entre la France, les guérilleros du Tibesti et la Libye, a su formuler à Paris un certain nombre d'exigences »*. Mais, note-t-il, *« qu'importent (...) les manigances secrètes ou non des Etats (...) si vraiment leurs aboutissements sont la liberté pour une poignée d'hommes et de femmes menacés d'être broyés dans d'horribles engrenages »*.

Pour Catherine Guigon, *« l'affaire Claustre est pleine de points d'interrogation »*. Après les avoir énumérés, elle conclut dans *LE POINT* : *« Il serait temps que l'Elysée — qui l'a entre les mains depuis si longtemps — se décide enfin à ouvrir le dossier. »*

Camille-Marie Galic constate, dans *RIVAROL* que *« l'histoire se termine donc le mieux du monde pour la malheureuse Françoise Claustre, (...) pour son mari, pour le raïs libyen et pour M. Giscard lui-même, qui voit avec soulagement les Français et leurs informateurs détourner pour un moment leur attention de la mairie de Paris »*

« Pour un moment »... mais un moment seulement car la bataille de Paris continue de mobiliser l'attention de la plupart des observateurs.

A travers cette compétition, ce sont les rapports entre MM. Giscard d'Estaing et Chirac qui sont étudiés. Pour Pierre Calmette, dans *L'HUMANITE DIMANCHE*, *« Que M. Chirac propose une tactique différente de celle de M. Giscard d'Estaing est possible. C'est,* ajoute-t-il, *une conséquence de l'échec devant le mouvement populaire. Pas une contradiction fondamentale. »*

L'ETINCELLE, hebdomadaire communiste révolutionnaire, conteste cette appréciation du P.C. et écrit : *« Là où le marxisme, c'est précisément « l'analyse concrète d'une situation concrète » et la lucidité sans complaisance, le révisionnisme, une fois de plus, érige la myopie en analyse, et l'aveuglement en système ! »*

Christian Guerche, qui s'exprime dans *TRIBUNE SOCIALISTE*, hebdomadaire du P.S.U., tire, de son côté, la réflexion suivante : *« Tout se passe comme si la gauche n'avait qu'un souci : celui de rassurer. Laissant ainsi la dynamique de Chirac se développer. »*

Sur ce même thème, Georges Montaron relève, dans *HEBDO-T.C.-TEMOIGNAGE CHRETIEN* : *« Le duel Giscard-Chirac ne doit pas conforter la gauche dans une attitude d'expectative. Bien au contraire, il devrait l'inviter à resserrer ses rangs et à mener des actions communes pour préparer des victoires qui ne seront acquises qu'au soir des élections. »*

Sous le titre « Raymond Barre saisi par la politique », Bernard Harteman, écrit dans *LA VIE FRANÇAISE — L'OPINION* : *« Raymond Barre ne fait pas de politique, c'est bien connu. Pourtant, la réussite de son plan de redressement, autant que l'assainissement profond de l'économie qu'il entend conduire au moins jusqu'aux élections législatives, reposent bel et bien sur un pari politique mais inattendu (qui) repose sur une mobilisation économique de tous les instants. »*

André Lesueur, dans *VALEURS ACTUELLES*, estime que le premier ministre *« n'a pas la fibre d'un professionnel de la politique »*. Il poursuit : *« En politique, la compétence ne suffit pas. S'il ne jugeait pas les hommes trop exclusivement sur les dossiers économiques qu'ils manipulent, M. Barre aurait compris qu'à partir d'une situation favorable une forte volonté peut créer sa propre légitimité. M. Chirac, qui a cette volonté, a su utiliser la situation »* ... contre toute attente. — A. Ch.

CORRESPONDANCE

Marcel Servin et le P.C.F.

Après la publication dans le Monde *du 28 janvier d'un article intitulé « le P.C.F. hésite à réexaminer son propre passé » dans lequel nous évoquions l'élimination, en 1961, de MM. Marcel Servin et Laurent Casanova des instances dirigeantes du P.C.F., en parlant à ce propos de « dernier grand procès stalinien au sein du mouvement communiste français », M. Arthur Buchmann, secrétaire de la fédération de la Moselle du P.C.F., nous écrit :*

En 1961, Marcel Servin a été *chargé par la direction du parti* de venir apporter son aide à la fédération communiste de la Moselle, ce qu'il fit avec beaucoup de compétence et d'esprit de parti, jusqu'à sa mort en automne 1968.

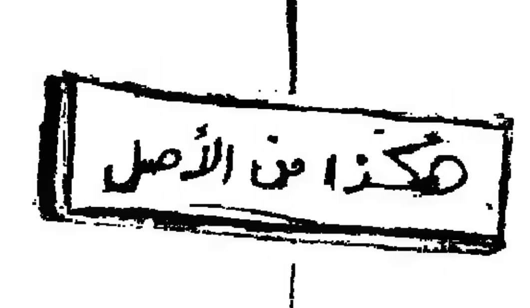
Marcel Servin a toujours été considéré comme un communiste à part entière ; sur la base de son travail accompli, il a été rapidement élu au secrétariat fédéral.

Il a fait parti de la délégation que les communistes de Moselle ont élu pour les représenter aux 17e et 18e congrès du parti.

Aux élections cantonales de 1967, Marcel Servin a été le porte-drapeau du parti dans le canton de Woippy.

Et, aujourd'hui, nombreux sont les communistes qui ont donné le nom de Marcel Servin à leur cellule, à Metz, à Thionville, à Moyeuvre-Grande, à Hayange, etc., perpétuant ainsi le souvenir d'un communiste qui, par son exemple, a mis au-dessus de tout le parti et son unité, cela malgré les problèmes qui ont surgi dans sa vie militante.

هكذا من الأصل


هكذا من الأصل

L'ÉVÉNEMENT

La justice ailleurs

Plusieurs affaires judiciaires récentes — l'enquête sur les micros du « Canard enchaîné », sur l'assassinat de M. Jean de Broglie, l'arrestation puis l'expulsion précipitée de M. Abou Daoud, ont suscité des commentaires mettant en cause l'indépendance des magistrats français vis-à-vis du pouvoir politique. Mais l'institution judiciaire française est-elle la seule dans le monde à apparaître, dans certaines affaires délicates — notamment celles qui ont un caractère politique, — comme faisant l'objet de pressions gouvernementales ? Une enquête réalisée par plusieurs de nos correspondants montre que, dans de grands pays, les rapports entre l'institution judiciaire et le monde politique sont souvent empreints d'ambiguïté.

Etats-Unis

L'influence de la politique

Washington. — « Un juge est un membre du barreau qui connaissait un sénateur ou un gouverneur... » *Cette formule familière résume bien la situation des magistrats américains. En effet, le choix des juges, qu'il s'agisse des instances locales (justice de paix, tribunaux de comté ou tribunaux d'Etat) ou des instances fédérales (juges de district, juges d'appel), et plus encore des neuf membres de la Cour suprême, est essentiellement et étroitement lié à la politique. Ainsi, les juges de paix et de comté sont élus pour un mandat renouvelable de quatre à six ans, qu'ils sollicitent soit sous l'étiquette d'un des deux grands partis, soit comme indépendants. A l'échelon supérieur, celui des tribunaux de première instance et des cours d'appel des Etats, les juges sont nommés pour une période déterminée par l'exécutif, c'est-à-dire par le gouverneur de l'Etat. Mais les nominations doivent être confirmées soit par le corps législatif de cet Etat, soit par un conseil spécial.*

A dire vrai, deux seulement des cinquante Etats de l'Union ont un système identique de sélection des juges. Ainsi, dans une quinzaine d'Etats du Middle-West et de l'Ouest, les candidats aux fonctions de juge se présentent sans étiquette politique. Mais neuf autres Etats ont adopté la formule dite Merit Selection *(sélection par le mérite), en vertu de laquelle le gouverneur fait son choix parmi les noms soumis par une commission, et la candidature est ensuite proposée aux électeurs sur un bulletin séparé.*

*Dans le système fédéral, les juges sont nommés par le président, mais le Sénat doit confirmer les nominations. Là encore, la politique est déterminante, étant donnée l'influence qu'exercent le ou les sénateurs (deux par Etat) des Etats où un poste devient vacant. En effet, dans la pratique, les sénateurs recommandent leur candidat au président, ou bien ils négocient le choix présidentiel, ou encore ils s'y opposent au sein de la commission judiciaire qui, officiellement, recommande la nomination. Le ministère de la justice n'intervient que techniquement pour vérifier les titres et qualifications des candidats, aidé dans cette tâche par une commission de l'*American Bar Association, *représentant les divers barreaux.*

Ainsi, la nomination des juges dans les Etats comme dans le système fédéral est-elle déterminée plus par des considérations politiques que par la compétence, l'intégrité ou le souci d'indépendance des candidats. Il en est de même des promotions (à une juridiction supérieure ou à un district plus important), puisqu'elles dépendent également du gouverneur de l'Etat intéressé ou du président, qui, normalement, favorisent leurs amis politiques. La seule garantie formelle d'indépendance est donnée aux juges fédéraux, auxquels une disposition de la Constitution assure pratiquement d'être nommés à vie. En outre, ils ne peuvent être destitués qu'au terme de la longue et difficile procédure d' « impeachment », *applicable au président et aux hauts fonctionnaires du gouvernement. Pour les juges d'Etat, le gouverneur n'a pas l'obligation de garder un juge nommé par son prédécesseur ; dans la pratique, cependant, la plupart des juges sont maintenus en fonctions, à expiration de leur terme, par le nouveau gouverneur.*

Au cours de ces dernières années, un mouvement important s'est manifesté dans les milieux professionnels et au Congrès pour diminuer l'influence de la politique dans le processus des nominations. M. Carter lui-même a fait campagne pour généraliser la formule de sélection par le mérite. Mais les sénateurs ne renonceront pas si facilement à cet instrument de pression politique. Ainsi, un projet de réforme limiterait aux juges d'appel (une centaine), excluant les juges fédéraux des tribunaux ordinaires (plus de quatre cents), la formule d'une commission de sélection préalable à la nomination. Plusieurs Etats, cependant, ont déjà mis en place des commissions, mais les réformateurs voudraient qu'elles ne soient pas composées exclusivement de membres du barreau mais comprennent des personnalités indépendantes et surtout des représentants des minorités. Ce sont, en effet, les minorités qui souffrent le plus de la « politisation » du système judiciaire, et notamment la plus importante, celle des Noirs, qui se plaignent de n'être pas traités équitablement par les juges blancs dans le Sud.

A dire vrai, les critiques du système judiciaire actuel contestent beaucoup moins l'indépendance des magistrats que leur compétence. Comme le notait le New York Times, « le système a produit des juges d'une qualité exceptionnelle, en même temps que des hommes absolument incapables d'assumer leur fonctions... ». *De fait, aucune disposition constitutionnelle ou réglementaire n'impose aux candidats une qualification juridique.*

Le problème de l'indépendance des juges ne mobilise cependant guère l'opinion, qui l'accepte dans la mesure où elle reste fidèle à la conception d'une démocratie idéale dans laquelle le peuple soit directement, soit par ses représentants élus, doit jouer un rôle majeur dans le choix des juges. « La prédominance de la politique est un fait qu'il faut accepter, *écrivait un juriste, M. Schwartz.* Les tribunaux ont toujours été entraînés dans les querelles politiques, sociales et économiques, et les juges se sont trouvés amenés à les trancher. Personne ne voudrait changer cette sorte de puissance en une institution sacrée, en un sacerdoce (...). *La cour est un instrument politique...* » *Enfin, il est certain qu'à la faveur de l'affaire du Watergate le judiciaire a repris, en tenant tête victorieusement à un exécutif abusif, une partie du prestige qu'il avait perdu.*

HENRI PIERRE.

République fédérale d'Allemagne

Peu de débats

Bonn. — L'article 27 de la Loi fondamentale (Constitution de la *République fédérale*) déclare : *« Les juges sont indépendants et ne sont soumis qu'à la loi. »* Le paragraphe suivant précise qu'ils ne peuvent être licenciés, suspendus, mutés ou mis à la retraite contre leur volonté. Cette indépendance est donc, d'une part, « objective » : les juges ne doivent prendre leur décision qu'en fonction des lois et non de directives *reçues de leurs supérieurs. Elle est,* d'autre part, « personnelle » : les juges ne peuvent être sanctionnés ou défavorisés à cause des décisions qu'ils ont prises.

Cette double indépendance trouve son expression concrète dans la façon dont les juges sont nommés et promus. Il convient de distinguer entre les juges fédéraux, qui sont environ quatre *cents sur quatorze mille*, et les juges des Länder (régions). Les juges fédéraux sont nommés par le ministre de tutelle (justice ou travail) après avoir été élus par une commission spécialisée. Celle-ci est composée des onze ministres régionaux compétents et de onze membres du Bundestag élus par leurs pairs. Le ministre fédéral n'est pas lié par la décision de la commission, mais il ne peut nommer un candidat qui n'a pas été élu. S'il se refuse à nommer un candidat élu par la commission, *il doit demander une autre* élection. Ce cas s'est produit une seule fois dans l'histoire — courte, il est vrai — de la République fédérale.

Des tribunaux d'exception interdits par la loi fondamentale

Le ministère fédéral de la justice est compétent pour la cour fédérale de justice, le tribunal fédéral des finances et le tribunal administratif fédéral. Le ministère fédéral du travail est compétent pour le tribunal social fédéral et le tribunal fédéral du travail.

En matière de justice, la compétence générale revient cependant aux Länder. *Ainsi le ministère fédéral de la justice ne* dispose-t-il d'aucun service décentralisé. Sa fonction se limite pratiquement à la préparation des textes de loi.

Pour la nomination des juges régionaux, la procédure varie d'un Land à l'autre. Certains Länder ont aussi des commissions électorales (à Berlin-Ouest, Brême, en Hesse ou au Schleswig-Holstein). Ni leur composition ni leurs compétences ne sont fixées par la Constitution. Certaines comportent même des représentants des avocats. Dans les autres Länder, les nominations de juges sont de la compétence exclusive des ministres de la justice ou des gouvernements régionaux. Dans tous les cas, *les présidiums des tribunaux* concernés sont appelés à donner un avis sur les candidats.

Cette procédure et les garanties qui s'y attachent ne sont valables que pour les juges à vie qui ont achevé leurs trois ans de stage.

Les tribunaux d'exception sont, d'autre part, interdits par la Loi fondamentale, qui précise que *« nul ne peut être soustrait à son juge légal »*. Toutefois, en cas de *« crime politique grave, comme la haute trahison, les cours d'appel sont compétentes pour juger en première instance »*. Le procureur fédéral a demandé qu'il en soit de même pour le procès Baader-Meinhof, à cause de sa *« signification particulière »*.

Le président de la deuxième chambre de la cour d'appel de Stuttgart, devant laquelle se déroule ce procès, le juge Prinzing, qui vient d'être récusé (*le Monde* daté 22-23-24 janvier), a, en outre, été nommé dans des conditions vivement critiquées. Par un jeu de promotion, il avait été pratiquement choisi par l'autorité politique pour diriger un procès jugé à la fois délicat et exemplaire.

Dans l'ensemble, cependant, l'indépendance des juges n'a jamais fait l'objet de grands débats en République fédérale. Les discussions ont plutôt porté sur l'attitude des plus anciens d'entre eux à l'époque hitlérienne et sur leur capacité à résister non à d'éventuelles interventions du pouvoir politique, mais aux pressions diffuses de l'opinion.

DANIEL VERNET.

Grande-Bretagne

Une « justice des citoyens »

Londres. — La Grande-Bretagne est sans doute l'un des rares pays où le grand public — quelques extrémistes mis à part — ne se plaint jamais que les juges soient « aux ordres » du gouvernement ou d'une autre autorité. Les critiques iraient plutôt dans un sens opposé. Les juges, ayant le privilège de pouvoir dire tout ce qu'ils veulent dans l'exercice de leurs fonctions, se permettent parfois des commentaires déplacés ou insultants à l'égard de témoins, d'accusés ou même d'acquittés...

Est-ce à dire que la justice anglaise soit à l'abri de tout scandale ? Certainement pas. Le Royaume-Uni connaît des erreurs judiciaires qui ne sont parfois rectifiées qu'après bien des années. Là encore d'ailleurs, les critiques les plus fréquentes visent plutôt une indulgence excessive qu'une sévérité trop grande. Sur ce point, il est vrai, le mécontentement reste limité surtout à la police qui se plaint du trop grand nombre d'acquittements. Il s'agit donc là d'une autre démonstration d'indépendance des tribunaux : à tous les niveaux plus de 50 % des accusés plaidant « non coupable » sont acquittés.

Cet esprit d'indépendance se manifeste également au sein du système judiciaire lui-même. Les membres de la cour d'appel, notamment, n'hésitent pas, lorsque l'occasion se présente, à critiquer en termes polis mais sévères la partialité dont un autre juge aura fait preuve en résumant les débats d'un procès pour le bénéfice du jury.

Depuis quelques années, l'attitude des juges britanniques paraît subir une évolution qui les met plus souvent en conflit avec le gouvernement. Ces derniers temps les ministres n'ont pas été très heureux dans leurs aventures judiciaires. La compagnie aéronautique Laker s'étant vu refuser une licence gouvernementale, *lorsqu'elle a proposé d'établir un* « train aérien » à bon marché entre Londres et New-York, qui concurrencerait sérieusement les British Airways, les tribunaux n'ont pas craint de déclarer que l'action du ministre excédait ses pouvoirs.

Presque en même temps le ministre de l'éducation a été contraint de faire machine arrière lorsqu'il a voulu imposer à un conseil régional, près de Manchester, une réorganisation du système *scolaire conforme* au vœu du parti travailliste mais qui n'avait pas encore été sanctionné par la loi.

Le syndicat des postiers avait ordonné un boycottage des lettres et autres communications avec l'Afrique du Sud. Il violait très clairement la loi qui interdit de bloquer ou de retarder *« un service des postes de Sa Majesté »*. Le gouvernement, n'ayant aucune envie d'entrer en conflit avec un syndicat ouvrier, refusa d'intervenir. Un simple citoyen, appartenant à une association qui mène campagne pour la défense des libertés, s'adressa aux tribunaux afin que ceux-ci enjoignent au syndicat de suspendre son action.

La tradition voulait qu'une telle procédure judiciaire ne pût être engagée qu'avec l'accord de l'attorney général (l'équivalent du ministre de la justice). Celui-ci, préféra ne rien entreprendre pour assurer le respect de la loi, bien qu'il s'agit là d'une de ses tâches essentielles. Aussi fut-il sommé de s'expliquer devant la cour d'appel. *Par un jugement complexe et* controversé, celle-ci lui fit savoir que son pouvoir ne serait pas absolu et qu'il ne saurait empêcher un citoyen de s'adresser aux tribunaux même lorsque le seul but de ce dernier est de défendre les biens publics plutôt que ses intérêts propres.

Nommés par la « couronne »

S'agissant du système judiciaire, une de ses caractéristiques essentielles est que l'on a affaire à une *« justice des citoyens »*. Plus de 90 % des affaires criminelles sont traitées par des *« cours de magistrats »* composées de citoyens bénévoles et siégeant sans jury. C'est là un autre aspect de l'amateurisme tant prisé par les Anglais. Les magistrats britanniques sont, à certains égards, comparables aux juges de paix. Il s'agit toujours de personnes jouissant d'un certain respect ou prestige dans leur communauté locale. C'est seulement après qu'ils ont été nommés à leur poste — non rémunéré — qu'on leur octroie un minimum d'instruction touchant les règles et la procédure des tribunaux. Chaque cour de magistrats est assistée, il est vrai, par un ou plusieurs conseillers professionnels, qui assurent la bonne marche des affaires.

Quant aux juges proprement dits, ils sont comme les magistrats eux-mêmes nommés par la « couronne », c'est-à-dire par le gouvernement. Aussi est-il assez remarquable que ces nominations *n'aient jamais été influencées* de façon visible par des calculs politiques. Quelles que soient les controverses partisanes en Grande-Bretagne, les gouvernements successifs se laissent guider dans ce domaine par des critères de compétence judiciaire, c'est-à-dire, en fait, par l'opinion qui prévaut parmi les juges et les avocats.

Une fois nommés, les juges sont pratiquement inamovibles. Ils ne peuvent être congédiés que si la Chambre des communes et celle des lords adressent en commun un appel à la souveraine. Le dernier exemple d'une telle démarche *remonte à 1830.*

JEAN WETZ.

Union soviétique

Des élections sous le contrôle du parti

Moscou. — Le principe de l'indépendance de la magistrature est *affirmé dans tous les textes officiels soviétiques*, à commencer par la Constitution dit « de Staline », *promulguée en 1936* et toujours en vigueur. Elle proclame, apparemment sans aucune ambiguïté, dans son article 112 : « *Les juges sont indépendants et ne sont soumis qu'à la loi.* » La formule se retrouve à l'article de la loi sur les fondements du système judiciaire soviétique, dans les codes de procédure criminelle et civile.

Officiellement, l'indépendance des juges est assurée par leur statut assez particulier. Au lieu d'être nommés, ils sont élus pour cinq ans. Les juges des tribunaux « populaires » (qui traitent environ 95 % des affaires) sont élus au suffrage universel direct et secret. Ceux de la Cour suprême de l'U.R.S.S. sont élus par *le Soviet suprême : ceux des cours* suprêmes des quinze Républiques, par les Soviets de ces républiques, *et ceux des tribunaux de territoires* et de régions par les assemblées correspondantes.

Voilà pour les principes. Force est de constater que la réalité est différente en raison, notamment, de la conception soviétique du processus électoral. Seules les « organisations sociales » ont le droit de proposer des candidats (ou plus exactement un candidat). Le parti communiste, bien sûr, est tout-puissant dans cette procédure et le candidat est toujours élu. Selon M. Ossetrov, l'un des vice-ministres de la justice, « *la majorité des juges sont membres du parti communiste* », alors que les membres du parti ne représentent que 7 % environ de la population. Les dernières élections de juges populaires ont eu lieu en avril 1976 ; un peu plus de 9 000 postes ont été pourvus dont deux tiers environ par des femmes. Il suffit, en principe, d'avoir plus de vingt-cinq ans et de n'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pour être juge populaire.

En fait, comme nous l'explique M. Ossetrov, « *la préférence est donnée aux personnes ayant une formation juridique : 94 % des juges élus en 1976 ont fait leur droit, et la moitié d'entre eux ont, en outre, travaillé quinze ans ou plus dans les organes de la justice* ». C'est reconnaître l'existence d'une sorte de liste d'aptitude contrôlée par le ministère de la justice.

Ce ministère, qui a été créé en 1970, se donne d'ailleurs entre autres tâches celle de prendre des *sanctions disciplinaires à l'encontre* des juges fautifs. Les juges qui sont donc en général membres du parti ont, en outre, travaillé très souvent comme procureurs. A ce titre, ils savent parfaitement ce qu'on attend d'eux : à quelques exceptions près, le procureur reste, en effet, le principal personnage du tribunal dont les affirmations ne sont pratiquement jamais mises en doute.

Le rôle réel du juge soviétique dans les affaires de droit commun (son rôle est encore plus réduit dans les affaires politiques) n'est donc pas tant de se prononcer sur la culpabilité de l'accusé que de définir la peine en fonction des dernières directives des dirigeants retransmises *par l'intermédiaire et la Cour* suprême. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que l'acquittement soit pratiquement inconnu en U.R.S.S.

Primauté du procureur

A notre connaissance, jamais un accusé politique (dont l'affaire en général est instruite par le K.G.B. et non par le ministère de l'intérieur) n'a été reconnu innocent. Dans ce genre de procès, *la peine est semble-t-il* directement dictée au juge par les instances supérieures. On comprendra dans ces conditions que la fonction de juge ne bénéficie pas d'un très grand prestige.

Il est considéré comme un simple relais susceptible, dans le meilleur des cas non politiques, de moduler *la peine en tenant compte du contexte* de l'affaire. Ce n'est que très exceptionnellement qu'un juge acceptera de voir mettre en cause l'instruction d'une affaire. Cela reviendrait, en effet, pour lui à se heurter au procureur, symbole dans le prétoire, de l'infaillibilité du système soviétique (1).

L'avocat, lui aussi, souffre, dans l'exercice de son métier, de cette primauté du procureur. Il ne se hasardera pratiquement jamais à *contester la matérialité des faits* présentés par l'accusation, mais se contentera le plus souvent de plaider *les circonstances atténuantes et de* réclamer l'indulgence pour son client repentant. Parfois, il contestera la *régularité* de l'instruction. *Mais sa* marge de manœuvre est très réduite, car il peut être accusé de chercher « *à violer la loi ou la moralité* », s'il prend trop à cœur les intérêts de son client. Il risque alors d'être exclu du barreau de sa ville, qui est organisé « *sous les conseils et le contrôle du ministère de la justice* ».

S'il a fait montre de trop de conviction dans la défense d'un client, un avocat peut aussi être interdit de procès politiques ; il suffit pour cela de le retirer de la liste des avocats considérés par le K.G.B. comme ne présentant aucun risque pour la *sécurité. Comme les procès politiques* sont instruits par le K.G.B., l'avocat rayé de cette liste ne pourra pas *prendre connaissance du dossier* considéré comme secret.

L'avocat est relativement mal payé, *selon un barème fixé à l'avance.* Le client verse des honoraires à la caisse du collectif, qui en retient environ 30 % pour payer les avocats commis d'office. Ce qui explique que les avocats reçoivent très souvent de la main à la main un supplément d'honoraires, soit en espèces, soit en nature. Un accusé ne peut pas prendre d'avocat avant son inculpation. L'instruction peut durer jusqu'à neuf mois.

JACQUES AMALRIC.

(1) Le juge est assisté de deux assesseurs élus pour deux ans. En cas de divergences d'opinion entre le juge et les assesseurs, le procès est renvoyé. Ces cas sont extrêmement rares et, en fait, le juge qui bénéficie seul d'une formation juridique n'a aucun mal à rallier ses assesseurs à son point de vue.

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

La saison du pavot dans le Triangle d'or

(Suite de la première page.)

A quelques dizaines de kilomètres de là à vol d'oiseau, près de Mae-Chan, à [redacted] frontière birmano-thaï, une bataille vient d'opposer une unité militaire birmane à l'armée privée d'un condottiere de la drogue, le Sino-Shan (1) Chan Shi-fu. Depuis l'arrestation, en 1973, de Lo Hsing-han, condamné à mort à Rangoun en novembre, Chan est le principal seigneur de la guerre de la région. Il partage le trafic avec une dizaine d'armées rebelles birmanes, *et surtout avec les trois armées* des généraux du Kouomintang, qui se sont reconvertis de l'anticommunisme dans le commerce, plus lucratif, de la drogue et du jade.

Chan Shi-fu a eu une vie mouvementée. Agé d'environ quarante-cinq ans, il connut l'apogée [redacted] quand, *allié avec un des chefs de l'armée* royale laotienne, le général Ouane Rattikoune (2), il tenta de briser le monopole exercé par le Kouomintang, et en particulier par le général *Li* Wen-huan. Vivant toujours ouvertement à Chieng-Mai, le général Li, qui dissimule son trafic sous le commerce du jade importé illégalement et en contrebande de Birmanie, est considéré ici comme « *le plus gros trafiquant de la région* ». « *Depuis une vingtaine d'*[redacted] *il transporte, raffine et vend de l'opium, de la morphine et de l'héroïne* », nous dit un expert des affaires de drogue de Chieng-Mai. Pourtant, il y coule une vie paisible et il n'a jamais été inquiété.

Ayant échoué au cours de cette « guerre de l'opium », après une sanglante bataille, et l'intervention de l'aviation laotienne, Chan retomba dans l'oubli dans lequel survivent de nombreux chefs de bande du Triangle d'or. Il fut capturé par les Birmans, qu'il avait alternativement servis et trahis. Pour obtenir sa libération, ses partisans kidnappèrent en 1973 un médecin soviétique. Relâché en 1975, il a repris ses activités, plus fort que jamais, et, *cette fois, semble-t-il*, en tant qu'allié ou partenaire du Kouomintang. Les quelques milliers de soldats de Chan Shi-fu, alias Khun Sa, sont armés de fusils *automatiques américains M-16*, de lance-grenades, d'armes sans recul, de mortiers. Il n'est pas étonnant qu'il réapparaisse ainsi, alors que les fleurs de pavot fleurissent et qu'arrive le moment où elles sécréteront le précieux opium.

Cultivée depuis des dizaines d'années dans la région, la fleur de pavot ne pousse bien qu'en altitude, ce qui explique que les montagnards se soient spécialisés.

Le pavot est semé à l'automne. Quand les pétales tombent, fin janvier ou début *février*, le bulbe est incisé — verticalement — dans le Triangle d'or — à l'aide d'un couteau à triple lame. Un liquide blanchâtre sourd de la blessure. Gratté au couteau, il prend une couleur brun foncé et une odeur écœurante qui ressemble à celle du terreau. La pâte ainsi obtenue est traitée pour tirer l'opium raffiné. Bouilli et réduit en poudre, il peut être consommé tel quel, soit fumé, soit mangé, soit utilisé pour ses importantes propriétés médicinales par les montagnards : analgésique, remède contre la dysenterie... Une importante partie des 700 à 800 tonnes produites dans la région est donc *consommée localement*. On estime que la production du Triangle peut être répartie ainsi : 400 à 450 tonnes pour la Birmanie, 200 à 250 pour la Thaïlande (bien que d'autres *sources citent* le chiffre de 50 à 100 tonnes), le reste pour le Laos.

De l'opium, on extrait assez facilement la morphine-base *dans des laboratoires clandestins*. Autrefois situés surtout à la frontière birmano-thaï, ils se sont récemment rapprochés des zones de production à la suite des campagnes [redacted] de lutte anti-narcotique [redacted] depuis 1973-1973, [redacted] l'aide [redacted] américains [redacted] la D.E.A. [redacted] administration). Dix kilos d'opium donnent un kilo de morphine. Une transformation chimique, un peu plus [redacted] avec [redacted] l'anhydride acétique, donne, à proportion égale, de l'héroïne. Il en [redacted] deux [redacted] la numéro trois, ou [redacted] teneur très faible — environ 3 %, — [redacted] Europe [redacted] en Asie, [redacted] que l'on fume ; et la numéro quatre, blanche, pure [redacted] plus [redacted] 90 [redacted] qui s'injecte, [redacted] préfèrent les [redacted] Etats-Unis. [redacted] souvent édulcorée avec du sucre, du lait en poudre ou du talc, dans une proportion qui dépasse 90 %, ce qui accroît d'autant les béné[redacted] des revendeurs. C'est ainsi que [redacted] kilos d'opium, achetés [redacted] producteur 25 000 à [redacted] thaïlandais (un franc vaut environ [redacted] bahts), sont revendus [redacted] le marché jusqu'à un demi-million de dollars [redacted] kilo d'héroïne diluée. Le prix [redacted] été multiplié plus de trente fois. En tenant compte des frais de transport, de transformation, des indispen[redacted] pots-de-vin, le bénéfice [redacted] fabuleux. Il explique les moyens mis en œuvre par les trafiquants, la quasi-impossibilité d'attraper les « gros bonnets » en raison des protections [redacted] ils disposent. [redacted] comprend aussi que la lutte contre la drogue soit devenue une véritable *guerre, opposant parfois* [redacted] centaines, [redacted] milliers, d'hommes puissamment armés.

Des « armées secrètes »

Quelles sont ces armées qui se disputent [redacted] contrôle [redacted] l'opium et des raffineries entre les champs [redacted] birman et la frontière [redacted] D'abord, [redacted] deux groupes issus de la 93e division [redacted] du Kouomintang, la 3e CIF (Chinese Irregular Force) du général Li Wen-huan, basée à Tam-Ngop, au nord de la province de Chieng-Mai, et la 5e CIF du général Tuan Hsi-wen, basée à Mae-Salong, province de Chieng-Rai. Ce sont des repaires *inexpugnables où ils sont installés* depuis le début des années 60, et plus que « tolérés » par les militaires et policiers thaïlandais. Leurs activités anticommunistes, un temps soutenues par la C.I.A. américaine, contre la Chine ou les guérillas du secteur, semblent avoir cessé. La première unité indépendante du général Ma Ching-kuo combinerait trafic et renseignements au Yunnan voisin, en Chine, affirment certaines sources ici. Les effectifs de ces trois armées avoisineraient sept à dix mille hommes.

Parmi les armées de minorités birmanes contrôlant [redacted] protégeant le trafic, on trouve : la [redacted] United Army, la Shan States Revolutionnary Army, la Shan States Independant Army, la Shan United Revolutionnary Army, la Kachin Independant Army... Il y a aussi tous ces trafiquants individuels comme Chan Shi-fu. Pour reprendre les termes du général Tuan, qui pourraient être ceux de tout autre « général » local : « *Nécessité fait loi. C'est pourquoi nous faisons commerce d'opium. Pour combattre le mal communiste, il faut une armée ; une armée doit avoir des* [redacted] *il* [redacted] *de l'argent ; et dans ces montagnes, la seule valeur marchande, c'est l'opium !* » La logique est sans faille. Il n'est pas étonnant qu'un expert nous ait dit à Bangkok : « *Qui contrôle le trafic d'opium contrôle l'insurrection en Birmanie.* »

Si cet opium rapporte tant d'argent aux « *armées secrètes* » (voir le livre de Catherine Lamour), les producteurs, eux, vivent dans la misère. Une famille touche en moyenne une dizaine de milliers de bahts par an, soit un maximum de 2 500 francs. Certains montagnards sont forcés de cultiver le pavot pour payer leurs dettes aux marchands chinois ou thaïs. Pour d'autres, on a eu recours au « travail forcé ». Pour d'autres encore, la pesanteur de la tradition est la plus forte. Dans [redacted] seule Thaïlande, sept cents villages cultivent l'opium.

Dans un village de montagnards karens, au sud de Chieng-Mai, la moitié des familles, une centaine, cultivent l'opium ; elles y sont forcées par le commerçant local, qui les tient sous sa coupe. Point d'opium, point de crédit. Le village, autosuffisant en riz, il y a dix ans, doit en importer, au prix fort, de la plaine située à plusieurs heures de marche. Beaucoup de paysans se droguent, perdent leurs terres et s'embauchent pour 10 bahts par jour. Le prix qu'ils touchent pour leur opium leur suffit à peine pour survivre. « *Les gens qui cultivent l'opium ne sont pas riches* », nous confirme le général Pao Sarasin, l'actif chef des services thaïlandais de lutte anti-drogue.

Plus au nord, à Papae, le chef d'un petit village méo, Vang Pao, continue de cultiver pour sa consommation personnelle. Il ne fume pas l'opium, il le mange. « *C'est meilleur et moins cher ; de plus je n'ai pas besoin de m'allonger pour fumer, je travaille. Vous voyez comme je me porte bien à soixante-cinq ans. C'est bon pour la santé !* » nous dit-il, souriant, en sortant de sa veste un petit flacon rempli d'une poudre brunâtre, inodore. Et la *marijuana*, qui pousse en buissons sauvages à côté ? Vang Pao ne l'aime pas. D'ailleurs, les femmes méos utilisent la fibre de cette plante pour tisser leurs jupes de cérémonie, qui sont ensuite brodées de fils multicolores. Et la police, [redacted] ? [redacted] fait-elle contre les cultivateurs, de cette drogue interdite, si près de la route ? « *Les policiers*, répond-il, *viennent parfois. Pour fumer.* »

PATRICE DE BEER.

Prochain article :

UNE RÉPRESSION DIFFICILE

(1) Les Shans sont les habitants des Etats qui portent le même nom, au nord-est de la Birmanie, et qui sont, depuis une vingtaine d'années, en dissidence.

(2) Voir les livres d'Alfred W. McCoy, *The Politics of Heroin in South-East Asia* et de Catherine Lamour et Michel Lamberti, *les Grandes Manœuvres de l'opium*, Ed. du Seuil.

CINQUIÈME INCULPATION A CAEN

L'enquête ouverte après la mort de deux jeunes drogués à Caen (*le Monde* daté 6-7 février) a conduit M. Georges Moitié, juge d'instruction, à inculper une cinquième personne pour infraction à la législation sur les stupéfiants, recel de cadavre et non-assistance à personne en danger. L'identité de ce nouvel inculpé, âgé d'une vingtaine d'années et étranger à la région, n'a pas été dévoilée.

● *Après la découverte d'un nouveau trafic de haschisch* dans un lycée de Befort (*le Monde* du 8 février), le tribunal de cette ville a examiné une précédente affaire pour laquelle dix-neuf jeunes gens étaient inculpés d'usage de stupéfiants. Agés de dix-sept à vingt-quatre ans, ils avaient, occasionnellement en 1974, fumé du haschisch au cours de *soirées* entre amis, certains d'entre eux allant parfois s'approvisionner à Amsterdam. Le tribunal rendra son jugement le 22 avril.

FAITS DIVERS

Après une nuit passée au commissariat

UN HOMME MEURT A L'HOPITAL DE CHAMBÉRY

Un homme âgé de quarante-huit ans est mort ce lundi 7 février peu après 7 [redacted] au [redacted] hospitalier de Chambéry, où il [redacted] *admis après avoir passé la nuit dans* les locaux du commissariat de la ville. La victime, M. Jean-Paul Taconnet, aurait succombé [redacted] une crise cardiaque. [redacted] autopsie a [redacted] ordonnée.

M. Taconet avait été interpellé par la sûreté urbaine de Chambéry (Savoie), dimanche 6 février à 17 h, alors qu'il provoquait du tapage dans un débit de boissons. Le *matin déjà, la police avait dû* intervenir dans un bureau du P.M.U. où M. Taconet causait du désordre.

Transporté au centre hospitalier de Chambéry, M. Taconet se révéla être en état d'ivresse manifeste. Toutefois, l'interne de service qui constata les faits estima qu'ils ne justifiaient pas une admission. M. Taconet fut donc conduit au commissariat où il passa la nuit.

Selon le ministère de l'intérieur, [redacted] gardiens le découvrirent vers [redacted] heures du matin, allongé et blême. Le malade fut aussitôt transporté à nouveau vers l'hôpital [redacted] l'on devait *constater* son décès peu [redacted] son arrivée. On souligne au ministère [redacted] l'intérieur que [redacted] autorités judiciaires ont été tenues informées dès l'origine de cette affaire.

NOUVELLE AGRESSION CONTRE UN CONVOYEUR DE FONDS, GARE DU NORD

Un convoyeur de fonds a été tué par trois malfaiteurs, lundi 7 février, vers 23 heures, à Paris, en gare du Nord, alors qu'il accompagnait le caissier principal de la gare, porteur d'une mallette contenant la recette de la journée, soit 127 000 F et des chèques.

Selon le témoignage du caissier et de plusieurs personnes qui se trouvaient à proximité, les trois malfaiteurs, trois jeunes Nord-Africains, ont abattu, de sang-froid, le convoyeur, avant d'obliger l'employé de la S.N.C.F., non armé, à leur remettre la mallette. Puis, ils ont pris la fuite à pied.

Ce nouvel assassinat d'un convoyeur de fonds a été commis le jour même où plusieurs centaines de travailleurs de cette profession, en grève lundi 7 février, ont manifesté dans le quartier de l'Opéra, pour protester contre la multiplication des agressions dont ils sont victimes et réclamer de meilleures conditions de travail et de sécurité. Cette manifestation et cette grève, appuyées par l'ensemble des organisations syndicales (C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T.C.) faisaient suite notamment à l'assassinat, vendredi 4 février à Pantin, de deux employés de l'Agence centrale de services abattus, eux aussi de sang-froid par deux malfaiteurs (*le Monde* daté 6-7 février).

JUSTICE

L'AFFAIRE DU HOLD-UP DU « FIGARO » DEVANT LA COUR D'ASSISES DE PARIS

Des accusés au grand cœur

« Je suis comme je suis, mais je ne suis pas un salaud. » Cette répartie pourrait paraître *banale dans la bouche d'un accusé qui encourt* la peine [redacted] mort. Mais Lucien Hincourt est tout entier dans cette affirmation. Il le dit comme [redacted] lui vient, crûment, [redacted] de l'effet, parce qu'il a besoin de le dire, et ce n'est pas faute d'argument. Il le prouvera. Lucien Hincourt est dans le box comme dans la vie : tout d'une pièce.

Il a marqué de sa personnalité la première journée du procès du hold-up du « Figaro » qui vient [redacted] s'ouvrir devant la cour d'assises de Paris. Le personnage retient l'attention : quand Lucien Hincourt s'exprime bien [redacted] choses paraissent plus claires.

Au siège du journal *le Figaro*, le 28 décembre 1972, Lucien Hincourt et Marcel Guibert s'emparent de 280 000 F *lors* de la paye des *gratifications de fin d'année*. [redacted] semaines, ils étaient suivis par les policiers de la brigade anti-[redacted] (1). Au cours de leur fuite, [redacted] milieu de l'avenue des Champs-Elysées, une fusillade [redacted] subitement, après un incident imprévu. Hincourt est blessé. Un policier est grièvement atteint, et un passant, M. [redacted] Maure, soixante-treize ans, est tué d'une balle perdue, tirée par un autre policier. Guibert est arrêté quelques instants plus tard, ainsi que Jean-Claude P[redacted] qui l'attend dans une voiture, a[redacted]nue Hoche.

Au cours de la soirée, Guy Paris, qui, comme [redacted] frère, a aidé [redacted] malfaiteurs avant le hold-up, sera à son tour arrêté à son domicile, à Sarcelles, où, par méprise, les policiers ouvrent le feu et blessent grièvement un voisin. Des causes de ces fusillades et de cette « bavure », il sera longuement débattu au cours de la deuxième journée du procès, ce mardi 8 février, car ces « accidents » ont donné un gran[redacted] à cette affaire, [redacted] plus que [redacted] hold-up lui-même.

Lucien Hincourt, quarante-trois ans, [redacted] déjà été condamné deux fois, [redacted] une cour d'assises, pour *vols qualifiés : la première* fois à sept ans de réclusion criminelle, la seconde à dix ans. Son passé, il le raconte [redacted] une rude sobriété. Il avait sept ans quand son père est tué dans un accident de la route. « *Il n'y avait pas d'assurances*, dit-il, *ma mère n'a pas touché un sou. Il y* [redacted] *pourtant un coupable...* » Il passe son enfance dans des orphelinats : « *A neuf ans, pendant la guerre, il fallait voler pour bouffer. J'ai ramassé des éclats de mine en allant chiper des pommes de terre.* » Il conclut : « *Sur les quatre gosses qu'il y avait à la maison, aucun n'a réussi dans la vie, et moi je suis en prison.* » Il s'est d'ailleurs marié en prison.

Quand le président, M. Charles Petit, demande à Hincourt pourquoi on a retrouvé chez lui des « tableaux abstraits », l'accusé coupe court à l'étonnement qu'il devine en répondant simplement : « *Parce que j'aime ce qui est beau* », tout en reconnaissant avoir acheté ces toiles avec de l'argent volé. Lorsqu'on reproche à Hincourt de s'être muni d'un pistolet-mitrailleur, il trouve la question également superflue et répond en haussant les épaules : « *Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ? Un P.-M. impressionne davantage qu'un pistolet. Tout simplement. C'est l'effet psychologique.* » Puis il précise : « *D'ailleurs, excusez-moi du terme, mais notre opération était propre. Nous étions calmes. Si nous avions été belliqueux, les conséquences de cette affaire auraient été plus dramatiques encore.* » Il rejette la responsabilité des bavures sur le comportement [redacted] police. Ses complices diront que « *c'est un type sûr* », qui n'est pas du genre [redacted] au hasard, comme tant de [redacted] malfrats aujourd'hui.

« C'est un gosse. »

Hincourt n'aime pas les « coups fourrés ». Il est [redacted], veut prendre ses respon[redacted] et sait faire preuve de générosité, ce qui lui vaut les éloges de ses amis. C'est un personnage d'un autre âge. Malgré sa discrétion, « Lulu le Balafré » aurait sa place dans les romans où les « mauvais garçons » avaient un « grand cœur » et respectaient [redacted] Pour lui, comme pour Guibert, les frères Paris et André Beaujard (secrétaire de rédaction au *Figaro*, qui a fourni des indications pour le hold-up) ne « méritent » pas d'être inculpés de complicité. « *Nous n'avions pas* [redacted] Hincourt, [redacted] *n'avions prévu que deux parts dans le partage.* »

Il [redacted] veut d'avoir entraîné inutilement Jean-Claude Paris, vingt-six ans, dans cette histoire : « *C'est un* [redacted] *ne pouvais pas compter vraiment sur lui... Il n'est pas capable de voler une voiture.* » Jean-Claude [redacted] *embarrassé par tant de sollicitude* pour le défendre et dit toute son « admiration » pour Hincourt. Et quand ce dernier chuchote [redacted] mots [redacted] l'oreille [redacted] son « protégé », le président lui fait sèchement remarquer que les accusés ne doivent pas parler [redacted] eux. [redacted] Hincourt réplique de son ton rude : « [redacted] *Monsieur le président, je le réconforte. Ce gosse est dans une position fausse à mon égard. Il ne peut pas s'expliquer sur un rôle qu'il n'a pas.* »

Hincourt a plaidé non coupable durant toute l'instruction et déroute manifestement le président en reconnaissant les faits à l'[redacted]dience. Il s'en explique : *Si j'ai* [redacted] *je n'admets pas l'inculpation de tentative d'ho*[redacted] *La fusillade : on en reparlera.* [redacted] *me battrai là-dessus.* »

Marcel Guibert, trente-trois ans, est de la même trempe que son camarade. Si on lui fait remarquer qu'il a tiré le premier en sortant de l'immeuble du *Figaro*, il répond qu'il s'agissait d'un « coup de [redacted] », comme le montre le dossier, et il ajoute avec assurance : « *Oui,* [redacted] *mais* c'est *nous qui avons fait le moins de dégâts.* »

Les deux principaux accusés ont tenté avec obstination de disculper leurs [redacted] (2), [redacted]dis que ceux-ci, en revanche, [redacted] au risque de se contredire, [redacted] voulu prendre leur part de res[redacted]bilité en affirmant que Hincourt et Guibert [redacted] « *de vrais amis* », qu'ils l'avaient [redacted]vent « *prouvé* » auparavant [redacted] qu'ils leur gardaient toute leur « *confiance* ». Cet assaut de géné[redacted] et [redacted] n'était [redacted] l'aspect le moins *surprenant* de cette affaire.

FRANCIS CORNU.

(1) [redacted] recherches et [redacted]tervention (B.R.I.).

(2) Inculpés [redacted] qualifié, Jean-Claude Paris, Guy Paris et André Beauj[redacted] ont été remis en liberté après quelques mois de détention.

Faits et jugements

[redacted] naufrage de la « Vénus-des-Iles-II » : trois inculpations.

Trois personnes ont été inculpées, lundi 7 février, d'homicides involontaires et de blessures involontaires par M. Pouget, juge d'instruction à Toulon, au cours de l'enquête sur le naufrage de la *Vénus-des-Iles-II*, le 23 juillet 1975, lors duquel quatorze personnes avaient trouvé la mort ([redacted] *Monde* du 25 juillet 1975). Il s'agit de MM. Dominique Sorrentino, capitaine de la *Vénus-des-Iles-II*, Joseph Sancey et Dominique Mori, responsables de la société ayant affrété la vedette.

Il avait été établi, à l'époque, que le bâtiment, qui était autorisé à transporter 300 personnes au maximum, avait embarqué 365 touristes.

L'affaire de Broglie : perquisition chez le médecin de la prison de Fresnes.

M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris, s'est rendu, [redacted] 7 février, au cabinet [redacted] docteur [redacted] Azerad, cardiologue qui exerce aussi à la *prison de Fresnes*. Le magistrat [redacted] vérifier certaines [redacted] que M. Guy Simoné a faites au cours des interrogatoires subis la semaine dernière dans le cadre de l'information concernant le meurtre de M. Jean de Broglie.

Pour établir que M. Pierre de [redacted] l'informait des habitudes [redacted] déplacements du parlemen[redacted] afin [redacted] *préparer l'assassinat* de ce drenier, M. Simon[redacted] aurait mentionné, en effet, que l'homme d'affaires lui avait annoncé à deux reprises, [redacted] novembre puis en décembre, des [redacted] pris par l'homme [redacted] chez cette femme médecin. Il [redacted] agi de visites motivées [redacted] les exigences des compagnies d'assurances auprès [redacted] l'ancien ministre *voulait contracter des assu*[redacted] vie [redacted] garantir ses emprunts bancaires.

Cette perquisition semble avoir [redacted] peut-être pas [redacted] pour [redacted] qui [redacted] la confirmation [redacted] l'exactitude des rendez-vous *mentionnés* par M. Simoné.

MM. AUBOUIN ET DOLL SONT NOMMÉS CONSEILLERS A LA COUR DE CASSATION

Par [redacted] publiés au [redacted] *officiel* du 8 février, MM. Jean-Michel Aubouin, premier vice-président au tribunal de grande instance de Paris, et Paul Doll, président de chambre à la cour d'appel de Paris, sont nommés conseillers à la Cour de cassation.

MM. Paul Gendre et Léon Leduc, conseillers à la cour d'appel de Paris, sont nommés présidents de chambre à ladite cour.

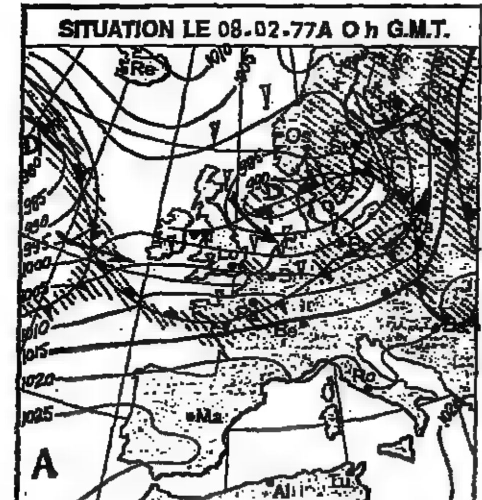
M. Jean Poupard, vice-prési[redacted] *au tribunal de grande instance* de Paris, est nommé conseiller à la cour d'appel de Paris.

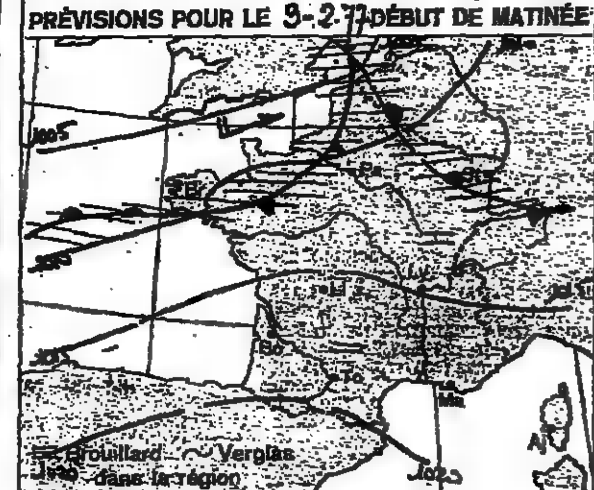
M. Michel Thuillier, premier substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance de Bobigny, est nommé substitut du procureur général près la cour d'appel de Paris.

● *Nomination de magistrats.* — Par décret paru au *Journal officiel* du 2 février, sont nommés : conseiller à la cour d'appel de Nîmes, Mme Aline Chouviat ; conseiller à la cour d'appel de Saint-Denis-de-la-Réunion, M. Jean Roubaud ; conseiller à la cour d'appel de Metz, M. Guy Dubourdieu ; conseiller à la cour d'appel de Douai, M. André Crozet ; conseiller à la cour d'appel de Montpellier, M. Elie Loqués (*le Monde* du 4 février).

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable [redacted] temps en [redacted] entre [redacted] mardi [redacted] février [redacted] et le mercredi [redacted] février [redacted].

Une vaste [redacted] l'Atlantique nord ; [redacted] perturbations qui circulent au sud de [redacted]tte zone aff[redacted]t la moitié nord [redacted].

Mercredi, le temps sera, en géné[redacted] très nuageux sur la moitié nord [redacted] avec des [redacted] sur [redacted] quart [redacted] pays. Sur la moitié sud, le temps sera [redacted] beau, surtout sur le Midi [redacted]ranéen ; il [redacted] brumeux [redacted] du Massif Central à l'Est et au Nord-Est.

Les températures resteront douces pour la saison en toutes régions et [redacted] vents seront encore assez forts [redacted].

Mardi 8 février, à 7 [redacted], [redacted] pression atmosphérique réduite [redacted] niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1 009,4 millibars, soit 755,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 7 février ; le second, le minimum de la nuit du 7 au 8) : Ajaccio, 16 et 4 degrés ; Biarritz, 17 et 7 ; Bordeaux, 15 et 7 ; Brest, 1 1et 9 ; Caen, 12 et 9 ; Cherbourg, 10 et 8 ; Clermont-Ferrand, 15 [redacted] 9 ; Dijon, [redacted] et 9 ; Grenoble, 16 et 4 ; Lille, 11 et 8 ; Lyon, 15 et 7 ; Marseille, 18 et 3 ; Nancy, 12 et 9 ; Nantes, 13 [redacted] 10 ; Nice, 14 et 6 ; [redacted]-Le [redacted], 13 et 10 ; Pau, 18 [redacted] 3 ; Perpignan, 17 et 5 ; Rennes, 12 et 10 ; Strasbourg, 14 et 9 ; Tours, 12 et 10 ; Toulouse, 18 et 2 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : [redacted], 9 et 7 ; Athènes, 17 et 7 ; Berlin, 8 et 5 ; Bonn, 10 et 6 ; Bruxelles, 9 et 8 ; Iles Canaries, 21 et 17 ; Copenhague, 6 et 4 ; Genève, 13 et 10 ; Lisbonne, 17 (max.) ; Londres, 11 et 5 ; Madrid, 15 et 4 ; Moscou, —11 et —16 ; New-York, —2 et —12 ; Palma-de-Majorque, 16 et 4 ; Rome, 18 et 11 ; Stockholm, 1 et 0 ; Téhéran, 8 et 2.

Journal officiel

Sont publiés [redacted] *Journal officiel* des 7 et [redacted] février 1977 :

UN ARRÊTÉ

● Désignant les organismes admis à recevoir les versements de la participation des employeurs à l'effort [redacted] construction ainsi que le minimum de sommes à recueillir pour le maintien [redacted] gnation.

UNE DÉCISION

● [redacted] au [redacted] d'aérodromes.

Transports

● *Une* [redacted] *ligne* [redacted] *a été mise* [redacted] *service* [redacted] *Saint-Quentin-en-*[redacted] de cinq lignes est exploité sous le contrôle de la R.A.T.P. depuis [redacted] mois [redacted] nouvelle ligne — la ligne 418 — *fonctionne de Guyancourt* (allée de Versailles) à Montigny-le-Bretonneux (gare de Saint-Quentin au centre commercial) [redacted] lundi [redacted].

MOTS CROISÉS

PROBLEME [redacted]

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I							■		
II							■		
III							■		
IV			■						
V				■					■
VI								■	
VII		■				■			
VIII	■				■				
IX								■	
X	■				■		■		■
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Adoré par celui qui le brûle ; Est long à remonter entièrement. — II. Abritent des sociétés à responsabilité [redacted] ; Participe. — III. Se tiennent par la queue ; Symbole. — IV. Pronom ; Changent de couleur dans un bain prolongé. — V. Plus riche en or qu'en [redacted] ; Prénom. — VI. Roi ; Roula. — VII. Simples ; Flattait l'oreille [redacted] l'orgueilleux [redacted]. — VIII. [redacted]'origine calcaire ; Moins [redacted]. — IX. N'ont donc [redacted] la parole. — X. Temps chaud (pour le gibier). — XI. [redacted] d'enfant.

VERTICALEMENT

1. Peut se manger quand il est liquide. — 2. Mis à part ; Serpente en France. — 3. Gradé de haut rang ; On lui doit le salut. — 4. Permet de s'assurer d'une présence lointaine ; Sans souillures. — 5. Pas niables. — 6. Elément de soutien ; Pronom. — 7. Ne restais pas sans voix. — 8. En Suisse ; Emis en Provence ; Est général et anonyme. — 9. L'objet d'un commerce saisonnier ; Etait dans les toiles.

Solution du problème n° 1 680

Horizontalement

I. Elève ; Sem. — II. Miséreuse. — III. Amères ; Os. — IV. Ie ; Tisons. — V. Runes. — VI. Test ; As. — VII. Ecce. — VIII. Oseur ; Ire. — IX. Moutardes. — X. Mire ; Et. — XI. Etésiens.

Verticalement

1. Email ; Somme. — 2. Lime ; Soit ! — 3. ESE ; Ré ; Eure. — 4. Vertus ; Utes. — 5. Ereintera. — 6. Esse ; Rue. — 7. Su ; Os ; Cid. — 8. Eson ; Aérées. — 9. Messes ; Est.

GUY BROUTY.

Visites, conférences

[redacted] 9 FEVRIER

[redacted] ET PROMENADES. — [redacted] nationale des monuments historiques :

15 h., 58, rue de Richelieu, Mme Chapuis : « Exposition George Sand à la Bibliothèque nationale ».

15 h., 87, rue Vieille-du-Temple, Mme Legreg[redacted] : « [redacted] Parisien chez lui, de 1814 [redacted] 1914 ».

15 h., façade, portail gauche, Mme Vermeersh : « Notre-Dame de Paris ».

15 h. [redacted] gauche, côté parc, Mme Hulot : « Le château de Maisons-Laffitte ».

16 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Pennec : « Châteaux, manoirs d'Anjou et du val de Loire »

15 h. 30, 62, rue Saint-Antoine, Mme Oswald : « Napoléon et Paris ».

14 h. 15, 1 bis, place des Vosges : « La place Royale ».

15 h., métro Mabillon : « Le village Saint-Germain-des-Prés » (A travers Paris).

15 h., cour Carrée, porche rue de Rivoli, M. de La Roche : « La cour Carrée du Louvre ».

13 h. 45, 58, rue de Richelieu : « Exposition hommage à George Sand » (Paris et son histoire).

15 h., 16, rue Cadet : « Les loges du Grand-Orient de France » (Tourisme culturel).

[redacted] — [redacted] h., [redacted] : « Thaïlande » (projections) (A la découverte du monde).

19 h. 45, Musée des arts décoratifs, [redacted] rue [redacted] Rivoli, Côme [redacted] Heirt : « Sculpture et réflexions sur la sculpture ».

13 h., 16 h. et 20 h., 13, rue de la Tour-des-Dames : « Méditations [redacted] spirituelle » [redacted] libre).

17 h., 21, rue Notre-Dame-des-[redacted] : « La peinture de [redacted] ».

20 h. [redacted] la [redacted] Latour-Maubourg, [redacted] : « [redacted] et [redacted] de psychanalyse. [redacted] amoureux ».

18 h., Sorbonne, [redacted] M. Bernard P. Gregory : « La respon[redacted] scientifique dans [redacted] de la physique nucléaire ».

[redacted] h., Chez [redacted] Nicolas, [redacted] : « La [redacted] et [redacted] conséquences [redacted] la [redacted] sécu[redacted] pour la [redacted] en [redacted] (AFFDU).

20 h. 30, 17, rue [redacted] la Victoire, M. [redacted] Rozenkier : « [redacted] de la [redacted] » [redacted] Alichmar).

[redacted] h., [redacted] rue [redacted] Seine, [redacted] Bernard présente « L'amour [redacted] fermés » [redacted] Raymond-Duneau).

21 h., centre Aquarius, [redacted] rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, M. [redacted] : « La [redacted] » (séminaire d'ésotérisme).

VENTE A VERSAILLES

PALAIS [redacted]
LE [redacted] 13 [redacted] 1977 À 14 [redacted]
[redacted] TABLEAUX [redacted] 17e [redacted]
[redacted] 17e, 18e ET CHARLES [redacted]
[redacted] D'ORIENT ET [redacted]
[redacted] commissaires-priseurs,
tél. 950-69-82
Experts : MM. HEIM GAIRAC, LEFUEL et PRAQUIN, BECHIRIAN.
Expos. : vendredi [redacted] et [redacted] 12 [redacted] de 10 h. à 18 heures.

CONFERENCES DE L'OASIS
[redacted] bd Saint-Germain, Paris (6e) (Métro Saint-Germain-des-Prés)
[redacted] 9 FEVRIER 1977 À 20 h. 45

LES HORLOGES BIOLOGIQUES

[redacted] l'organisme aux aliments [redacted] par le professeur Raymond LAUTIE. Docteur ès sciences
— [redacted] 20 h. 45 [redacted] présentation du film du Docteur F. LEBOYER « SHANTALA » (Un art traditionnel : le massage des enfants). Débat
— Cette soirée est organisée par M. H.-Ch. GEFFROY, Directeur Fondateur des maisons de « LA VIE [redacted] » (Entrée libre et grat.)

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la fête natio[redacted] M. McArthur, [redacted] de [redacted] a [redacted] réception lundi 7 février.

Naissances

— Claire-Alexia [redacted] dans notre [redacted] janvier 1977, à Nice.
[redacted]-Marie Marenco,
15, rue Miollis, 06000 Nice.

— Ghislaine et Thierry Brault sont heureux d'annoncer la naissance de
Pauline,
le 4 février.
25, rue Tournefort, 75005 Paris.

— M. Philippe Pelletier, Mme, née Françoise Poitrat, et Marie ont la joie d'annoncer la naissance de
Claire,
le 25 janvier.
159, rue Blomet, 75015 Paris.

Décès

— On nous prie de faire part du décès en son domicile, à Paris, 22, avenue Foch, survenu à l'âge de quatre-vingt-treize ans, de
Mlle Edmée ARON,
chevalier de la Légion d'honneur,
co-gérant pendant plus de cinquante années de l'ancienne Société Weill et Cie, filatures et tissages.
L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, le 3 février 1977, dans l'intimité familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès de
M. Jean BACHÉLERIE,
le 30 janvier 1977, muni des sacrements de l'Eglise.
Les obsèques ont eu lieu le 2 février, en la basilique Saint-Seurin de Bordeaux.
De la part de :
Mme Fernand Bachélerie, sa mère,
M. et Mme Francis Bachélerie et leurs fils,
M. et Mme Jean-Paul Dutreil et leurs enfants,
Mme François Gaillard,
Mlle Annie Gaillard,
Mme Hector Gaillard,
Parents et alliés.
Résidence le Moine,
59, rue du Maréchal-Galliéni,
33150 Cenon.
9 ter, avenue d'Albigny,
74000 Annecy.
59, rue Mestre,
33000 Bordeaux-Caudéran.

— On nous prie d'annoncer le décès survenu le 6 février 1977, de
M. Avram BERCOVICI-PLOPUL,
ancien avocat.
De la part de
M. Valentin Bercovici-Plopul, son fils,
Mme Yolanda Marks, sa fille,
Mme Simone Bercovici-Plopul, sa belle-fille,
M. Richard Marks, son gendre,
Robert et Howard Marks, ses petits-fils,
Mme A. Tomiteanu, sa belle-sœur,
M. et Mme Marcel Beiner, ses beau-frère et belle-sœur,
M. et Mme Calman Bercovici, ses frère et belle-sœur.
L'inhumation aura lieu mercredi 9 février.
On se réunira, à 16 [redacted] à [redacted] porte principale du [redacted] du Montparnasse.
Ni fleurs ni couronnes.

— Caen.
M. et Mme [redacted] Chiltz, ses parents,
M. et Mme Pierre Huet et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Louis Chiltz et leurs enfants,
M. et Mme [redacted] Rouxel et leurs [redacted]
M. et Mme Daniel [redacted] leur fils,
Ses frère, sœurs, beaux-frères, belle-sœur, neveux et [redacted]
La famille [redacted],
ont la douleur de faire part du décès accidentel de
M. Pierre CHILTZ,
ingénieur SUP. ELEC.,
survenu à Riom, dans sa trente-[redacted]ème année.
La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 10 février 1977, à 10 h. 30, en [redacted]se Saint-Gilles de Caen.
Réunion à l'église.
Il n'y aura pas de condoléances.
Un registre à signatures sera ouvert.
11, rue Robert-Genestal.
4, rue du Pont-Créon,
14000 Caen.

— Le Seigneur a rappelé à lui [redacted] Pierre-Louis DEPARDON, [redacted] Gobet, professeur [redacted] retraite, [redacted] le [redacted] février 1977, à l'âge [redacted] quatre-vingts [redacted]
[redacted] du
Colonel [redacted] Depardon et leurs enfants,
[redacted] Jacques Depardon [redacted] leurs enfan[redacted]
[redacted] Depardon,
M. et Mme Antoine Rollet,
Mlle J[redacted] Depardon,
[redacted] tous [redacted] qui [redacted] pendant [redacted] longue [redacted]
[redacted] obsèques seront célébrées [redacted] mercredi 9 février, à 10 heures, en l'église Saint-Vi[redacted]-de-Paul.
L'absoute sera [redacted] h. [redacted] l'église d'Ouroux, [redacted] le [redacted]

— [redacted] nous prie [redacted]
Mme veuve DURANDE,
née Hélène Rougerie,
survenu le 4 février, à l'hôpital Saint-Roch de Nice.
L'inhumation [redacted] 7 [redacted]vrier 1977, [redacted] inti mité, [redacted] Chailly, en Côte-d'Or.

— M. et Mme Bernard Herpin et [redacted] fille [redacted]
[redacted] Alain Herpin [redacted] son fils [redacted] enfants,
[redacted] sœur,
[redacted] Anthony [redacted] de [redacted] Eguia, [redacted]
Les familles Modet de Casa Eguia, Vidalin et de Cuadra de Guadamina, [redacted] Kingsland,
Toute [redacted]
Ses amis, [redacted]
[redacted] part [redacted]
[redacted] guerre [redacted]
[redacted] de [redacted] Résistance,
[redacted] 7 [redacted] quatre-vingt-deuxième [redacted] clini[redacted] Mont-Valérien, 2, rue du Bel-Air, 92-[redacted]
La cérémonie religi[redacted] aura [redacted] 1 jeudi [redacted] 1977, [redacted] 11 heures, en l'église [redacted] de Neuilly, 60, rue Perronet, 92-Neuilly-sur-Seine, et sera suivie de l'inhumation au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, à 11 h. 45.
Cet avis tient lieu de faire-part.
42, rue de [redacted] Fuye, [redacted]

— [redacted] Keim,
Le docteur et [redacted] David et leurs enfants,
M. J. [redacted] et ses enfants,
ont la tristesse de faire part [redacted] leur [redacted] grand-mère,
[redacted] André KEIM,
[redacted] 29 janvier.

— M. et Mme Jacques Lafont,
Guillaume-Emmanuel [redacted] Caroline,
[redacted] Lafont,
M. et [redacted] Labarraque,
Bertrand Casalis,
[redacted] Mme [redacted] Lafont et [redacted] fils,
M. et Mme [redacted] Casalis, leurs [redacted] petits-enfants,
M. [redacted] Jean-Claude Labarra[redacted] et leurs enfants,
Mme Henri Prim,
M. et Mme Claude Goguel et leurs enfants,
[redacted] Madeleine Cottin,
Les familles Labarraque et Aubert de la Rüe,
[redacted] douleur [redacted] part du [redacted] de
Christophe-Jean [redacted],
[redacted] fils, frère, petit-fils, cousin [redacted] parent, rappelé [redacted] Dieu, [redacted] de quatorze ans, le dimanche 6 février 1977, après une longue [redacted] maladie.
« [redacted] qui croit [redacted] même s'il meurt, vivra. »
(Jean I, v. 25.)
Le service religieux sera célébré en l'église réformée de l'Annonciation, 19, [redacted] Cortambert, Paris (16e), le mercredi 9 février, [redacted] 13 h. 45, avec la participation du [redacted] Atger et du Père Debains.
L'inhumation [redacted] tière [redacted] Passy dans le [redacted] de famille.
Ni [redacted] ni couronnes.
En souvenir [redacted] Christophe, [redacted] vos dons [redacted] la Société des amis [redacted] l'Institut [redacted] les [redacted] mies et [redacted] du [redacted] hôpital Saint-Louis, 2, place du Docteur-Fournier, Paris (10e). C.C.P. Paris n° 18 472 38.

— [redacted] Jacques Rateau [redacted] sa famille
ont [redacted] du [redacted] à Dieu [redacted]
M. Jacques [redacted]
ingénieur A.M. [redacted] E.S.E.,
officier d'académie,
chevalier [redacted] l'ordre national [redacted]
[redacted] 6 *février 1977.*
La cérémonie religieuse [redacted] célé[redacted] en l'église Saint-Jacques [redacted] Montrouge, place [redacted] mairie, [redacted] jeudi 10 février, à [redacted] h. 15.
2, place [redacted] Gare-de-Ceinture,
78210 Saint-Cyr-l'Ecole.

— [redacted] Boutsady Sananikone a [redacted] douleur de [redacted] part du [redacted] de son époux,
M. Oudong SANANIKONE,
haut [redacted] du [redacted] des affaires étrangères du gouvernement royal du [redacted]
Les cérémonies d'incinération [redacted] lieu [redacted] cimetière du Père-Lachaise, [redacted] Paris-20e, [redacted] jeudi 10 février, [redacted] 13 heures.

— M. et [redacted] Guy [redacted] leur fils Thierry,
M. et Mme Philippe [redacted]
M. [redacted] Jacques Vidal et [redacted] fils [redacted] et L[redacted]
[redacted] familles Hébrard, Sauvalle, *Courtier, Dupuis, Lecocq,* [redacted] Catelain, Charpentier, Ferme, [redacted] Boudier, [redacted] Paquette, [redacted],
ont la douleur [redacted] part du rappel à Dieu du
capitaine [redacted] *corvette (C.R.)*
Raymond [redacted]
[redacted] Légion d'honneur,
croix de guerre,
pieusement décédé dans sa [redacted]vingt-onzième [redacted] le 6 février, [redacted]
La cérémonie religieuse [redacted] le mercredi [redacted] février, à [redacted] l'église [redacted] d'Auteuil, [redacted] l'on [redacted]
[redacted] lieu au [redacted] cérém[redacted]
99, [redacted] Richard-Wagner, [redacted] Toulouse.
[redacted] Léopold-II, [redacted] Paris.
[redacted] lieu [redacted] faire-part.

— [redacted] Raymond Zivy,
[redacted] Jacques Danon, Philippe et [redacted]
[redacted] Jean-Pierre Le Gall [redacted] Claire,
ont la [redacted] faire part [redacted] de
M. Raymond ZIVY,
[redacted] 2 [redacted] 1977.
[redacted] obsèques [redacted] eu lieu dans la plus [redacted] intimité.
La [redacted] voir.

Remerciements

— M. et Mme Albert Hadjez,
Raphaël, Lucette, André et Ni[redacted] Hadjez,
très touchés des nombreuses marques [redacted] sympathie témoignées [redacted] leur regrett[redacted]
Daniel HADJEZ,
[redacted] des Palmes académiques,
directeur honoraire de l'A.I.U.,
adressent [redacted] toutes [redacted] personnes qui se [redacted]
[redacted] rue Rouget-de-l'Isle, 93-Pantin.

Anniversaires

— Villeneuve-lès-Avignon.
En [redacted] *rappel* [redacted]
[redacted] Pierre MASQUIN,
[redacted] clinique Belle-Rive, sa [redacted] qui sont restés fidèles à son souvenir et l'ont aimé d'assister ou de s'unir d'intention à la messe célébrée par le R.P. Franchet, S.J., en la chapelle Saint-Pierre de Belle-Rive, à *Villeneuve-lès-Avi*[redacted], *le jeudi* 10 février 1977, à 11 h. 30.

Messes anniversaires

— [redacted] Nazaréennes [redacted] Père [redacted] Fou[redacted] qu'une messe réunissant [redacted] une même intention leur fondatrice, [redacted] Vimont, et [redacted] conseiller spirituel, [redacted] d'Armagnac sera cé[redacted] à Bordeaux, [redacted] Martial, le [redacted] 12 février, à 18 h. 30.

— A la mémoire de
Mme Marie-Thérèse GÉRARD,
[redacted] Lorey,
appelée à [redacted] le 10 février 1974, [redacted] messe sera célébrée à Paris, [redacted] la chapelle des Pères rédemptoristes, 170, boulevard du Montparnasse, le 10 février prochain, [redacted] 18 h. 45.

Soutenances [redacted] thèses

DOCTORAT [redacted]

— [redacted]rcredi 9 février, à 13 h. [redacted] université de Paris-Sorbonne, salle Louis-Liard, Mme Saida Ra[redacted] : « La littérature fémi[redacted] dans l'Egypte moderne jusqu'à [redacted] fin de [redacted] deuxième gu[redacted] ».

Pour [redacted] une [redacted] de SCHWEPPES [redacted] Lemon (au citron)
Ayez le beau [redacted] : *retournez-la.*

A L'HOTEL DROUOT

A [redacted] RIVE GAUCHE
[redacted] d'Orsay - 7, quai [redacted]

Mercredi

[redacted]

S. 1. - Miniat. et boîtes 18e et 19e. Orfèvrerie [redacted] Bijoux.
S. 2. - Estampes anc. 18e au 19e. [redacted] 16. - [redacted] Panth. [redacted] Visons [redacted] et pastels.

EXPOSITIONS

S. 12. - [redacted] anc. et mod. [redacted] 18e. [redacted] 18e au 19e.

Le Monde
[redacted]
5, [redacted]
[redacted] PARIS - [redacted]
C.C.P. 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	[redacted]	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	96 F	175 F	[redacted]	330 F
TOUS [redacted] PAR VOIE NORMALE	[redacted]	[redacted]	[redacted]	[redacted]
[redacted] I. — BELGIQUE - LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE	125 F	230 F	[redacted]	[redacted]
[redacted] — TUNISIE	153 F	[redacted]	[redacted]	[redacted]

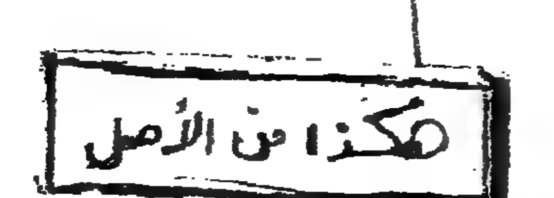
Par [redacted] aérienne
Tarif [redacted] *demande.*

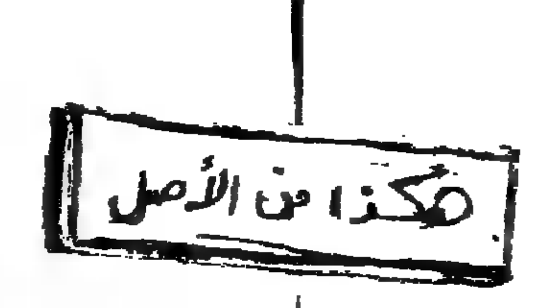
Les [redacted] qui paient [redacted] chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d[redacted] nitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : *nos abonnés sont invités à formuler leur* [redacted] une semaine au moins [redacted] départ.

Joindre [redacted] bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger [redacted] noms propres en [redacted] d'imprimerie.




هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Le journal de l'A 2

Depuis quelques jours, [redacted] sont [redacted] venus nous [redacted] adieux, tous les journalistes [redacted] ils passaient [redacted] tête, [redacted] journaux, [redacted] magazines, [redacted] calmes, [redacted] dignes, [redacted] Cavada, Guy Tho-[redacted] un [redacted] s'appelait-il donc, non, [redacted] d'Armor, [redacted] là lundi. [redacted] qu'ils [redacted] ou [redacted] qu'ils taisaient, donnait l'impression [redacted] révolution [redacted] pe-[redacted] parlaient d'équipe dispersée, d'espoirs, [redacted] progrès [redacted] stoppés pour [redacted] qu'il [redacted] appartenait [redacted] révéler.

[redacted] appris [redacted] El-kabbach, [redacted] pour [redacted] libéral, [redacted] on [redacted] un [redacted] surpris par [redacted] rapidité, [redacted] change-[redacted] Non [redacted] puissent [redacted] l'objet d'une réforme, [redacted] s'en faut, [redacted] télévision, c'est [redacted] proche [redacted] nos [redacted] qui s'invitent [redacted] façon [redacted] dîner [redacted] soirs.

Derrière [redacted] sourires [redacted] vitrine, [redacted] sortie « de [redacted] de rédaction, simple décor, croit-on, [redacted] imagine une [redacted] couloirs, [redacted] dont [redacted] réforme n'a [redacted] dissipé [redacted] Rappelez-[redacted] le Mal français, Alain Peyrefitte, nouveau [redacted] l'information, découvrant en [redacted] son [redacted] une [redacted] de [redacted] à [redacted] ment [redacted] directeurs [redacted] la R.T.F. [redacted] du pouvoir sur l'information s'exerçait ouvertement à l'époque, [redacted] plus discrète [redacted] présent.

Elle l'était en [redacted] Depuis quelque temps, [redacted] curieu-[redacted] l'approche des municipales sur l'ensemble des [redacted] chaînes où se bousculent, [redacted] plus en plus [redacted] les [redacted] la majorité [redacted] gouvernement, [redacted] par [redacted] président.

[redacted] élection, [redacted] nomination, [redacted] n'en [redacted] davantage pour [redacted] rendre [redacted] à [redacted] manœuvres, [redacted] pres-[redacted] dire [redacted] guettait [redacted] journal d'A[redacted] présenté [redacted] jeune, dont on n'a [redacted] le [redacted] on [redacted] pourtant l'impression [redacted] Au sommaire, [redacted] comme par le passé [redacted] : « V.G.E. » [redacted] Bretagne, l'appel [redacted] drogue, [redacted] économique [redacted] l'Europe [redacted] Japon, [redacted] kovski, un [redacted] d'Houat.

[redacted] spécial, [redacted] changement [redacted] par-ci par-là quelques images, quelques précisions [redacted] À [redacted] l'héroïne, [redacted] d'or [redacted] Laos, [redacted] la [redacted] qui fournit 50 % [redacted] production [redacted] ; si [redacted] Quimper, c'est parce qu'elles [redacted] 20 heures. [redacted] verrait [redacted] 23 [redacted] chose, [redacted] espérer [redacted] d'indépendance [redacted] dignité [redacted] responsables. [redacted] pour apaiser [redacted] craintes, [redacted] ! [redacted] par l'expérience.

CLAUDE SARRAUTE

M. MARCHAIS ET L'« AFFAIRE PATRICK DUVAL »

● M. Patrick Duval, le jeune journaliste dont le contrat n'a pas été renouvelé à FR 3 - Alsace, et qui s'est plaint à cette occasion d'avoir été « *interdit d'antenne* » en raison de son appartenance au parti communiste français (*le Monde* du 25 janvier), [redacted] reçu, lundi 7 février, au siège du comité central par M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F. et par M. Georges Gosnat, député du Val-de-Marne : « *Le parti communiste français s'élève avec indignation contre cette mesure qui viole la Constitution, porte atteinte à des libertés essentielles et bafoue les traditions démocratiques de notre peuple. Il assure Patrick Duval de toute sa solidarité et appelle tous les démocrates à réagir* », a déclaré, notamment, le secrétaire général du parti [redacted] français, avant de préciser qu'il exigerait [redacted] « *réintégration définitive* » du journa-[redacted] par la [redacted]

M. PERETTI PROTESTE CONTRE « LA LORGNETTE »

● [redacted] (R.P.R.) [redacted] Neuilly-sur-[redacted] proteste contre « [redacted] *véritable* [redacted] *de confiance* » qu'aurait commis à [redacted] Jacques Martin : [redacted] producteur [redacted] « Bon dimanche » d'Antenne [redacted] M. Peretti, fait [redacted] « *une interview tronquée et falsifiée* ».

Le maire de Neuilly affirme avoir répondu [redacted] questions [redacted] journalistes qui, se [redacted] 2, disaient préparer [redacted] « *[redacted] d'information ci-[redacted] destinées [redacted] enfants* », tout en précisant [redacted] élus avaient accepté [redacted] prêter [redacted] à [redacted] [redacted] le [redacted] février, [redacted] heures. [redacted] effective de cette interview au [redacted] « [redacted] lorgnette », [redacted] ce procédé « [redacted] *plus inqualifiable, dit-il,* [redacted] *à [redacted] mois des élections municipales* [redacted] *je* [redacted] *candidat* ».

MARDI 8 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 [redacted] 20 h. 30, Programme ininterrompu (à [redacted] h. 45, Restez donc [redacted] nous) ;
20 h. 30, Variétés : Show Machine ; 21 h. 3[redacted] Magazine sur la mode : De fil en aiguille, réal. Cl. Fayard ; 22 h. 15, Concert : Quintette « la Truite », de Schubert, [redacted] P. Zukerman, Z. Mehta, J. Dupré, I. [redacted] et [redacted] Barenboim ; 23 h., Journal.

CHAINE II : A 2

[redacted] h. 5 [redacted] 20 h. 30, Programme [redacted] rompu (à 15 h. [redacted] Aujourd'hui magazine).
20 h. 30, Les dossiers de l'écran... Film (R.) : « Sissi impératrice », d'E. Marischka (1956), avec R. Schneider, K. Bohm, G. Knuth, M. Schneider, V. Degischer.

[redacted] impératrice d'Autriche par son mariage [redacted] amour avec son cousin François-Joseph, Elisabeth, dite « Sissi », cherche à jouer un rôle diplomatique et entre en [redacted] avec sa [redacted] belle-mère [redacted] sentimental, histoires de famille sirupeuses et folklore [redacted] et bavarois.

A 22 h., Débat : Le règne de l'empereur François-Joseph et d'Elisabeth de Bavière.

Avec la participation de MM. J.-Ch. Allmayer-Beck, directeur [redacted] Musée [redacted] l'armée à Vienne ; André Castelot, historien ; A. Sneftarek, F. Kreissler, B. [redacted] J. Bérenger, professeurs.

23 h. 30, Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. [redacted] Westerns, films policiers, aventures : « Junior Bonner », de S. Peckinpah (1972), [redacted] Queen, R. Preston, I. Lupino, B. Leigh, B. Johnson.

Un [redacted] revient [redacted] ville natale, [redacted] Arizona, [redacted] disputer un rodéo sur un taureau fameux. Il retrouve [redacted] famille.

22 h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., Dialogues : [redacted] problèmes de l'enseignement supérieur, avec R. Rémond [redacted] L. Mexandeau ; 21 h. 15, Musiques de notre temps ; 22 h. 30, Entretiens avec... B. Gysing.

FRANCE-MUSIQUE

[redacted] h. 30, [redacted] Mozart par le Nouvel Orchestre philharmonique [redacted] Radio-France, direction E. Krivine, avec D. Merlet, pianiste : ouverture de « l'Enlèvement au Sérail » ; « Concerto pour piano n° 16 » ; « Symphonie n° 36 » ; 22 h. 30, La guimbarde ; 23 h., Le jour où l'on n'entendit plus [redacted] hoenberg, Debussy, Bartok).

MERCREDI 9 FÉVRIER

CHAINE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu (à 13 h. 35, Les visiteurs du mercredi).
[redacted] h. 30, Téléfilm : « l'Ancre de miséricorde », [redacted] P. Mac Orlan, adapt. F. Lacassin, réal. B. d'Abrigeon, [redacted] P. Sellier, P. Le Person, J. Denis.

22 h., Emission médicale : Le droit à la folie, par E. Lalou, I. Barrère [redacted] P. Desgraupes.

Une expérience thérapeutique tentée au château [redacted], en Sologne, [redacted] Oury [redacted] clinique) et [redacted] (psychanalyste).

[redacted] h. [redacted] Journal.

CHAINE II : A 2

De 13 h. 35 [redacted] 20 h., Programme ininterrompu (à 15 h. 50, Un sur cinq).
20 h. 30, Série : Switch ; 21 h. [redacted] : Les municipales.

Présentat. J.-P. [redacted] et A. [redacted]

23 h., Juke-box (Carlos Santana) ; [redacted] h. [redacted] Journal.

CHAINE III : FR 3

20 h. [redacted] Un film, un auteur : « [redacted] à l'italienne », [redacted] V. de Sica (1964), [redacted] S. Loren, M. Mastroianni, A. Puglisi, T. Scarano, M. Tolo.

[redacted] « [redacted] de [redacted] », [redacted] maîtresse depuis [redacted] quitter, [redacted] pour se [redacted] épouser [redacted] lui et devenir femme — [redacted] mère — respectable. Adaptation, [redacted] le [redacted] l'émotion, [redacted] Filippo, [redacted] Filoumé.

[redacted] h. 5, Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h., La musique et les hommes : Liszt [redacted] Hugo, par A. Laster ; 22 h. 30, Entretiens avec... B. Gysin ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, [redacted]

FRANCE-MUSIQUE

20 h. [redacted], En [redacted] l'Orchestre National de France et les Chœurs de Radio-France, direction G. [redacted] : « [redacted] » (Machaut) ; [redacted] « Holidays » (Ives), 23 h., La guimbarde.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI [redacted] FÉVRIER

— *La C.G.C.* s'exprime [redacted] tribune [redacted] 19 h. 40

— *MM. R. Rémond* [redacted] *L. Mexan-*[redacted] *dialoguent sur l'enseignement supérieur*, sur France-Culture, [redacted] 20 [redacted]

MERCREDI 9 FÉVRIER

— *M. François Mitterrand*, pre-[redacted] *secrétaire* [redacted] *parti socialiste*, [redacted] l'invité [redacted] Lefèvre, [redacted] France-Inter, [redacted] 13 heures.

— [redacted] *Pierre Mauroy* (P.S.) [redacted] *Segard* (major. présid.) débattent, sur Europe 1, à 19 h. [redacted]

■ Deux [redacted] aux élections municipales seront diffusés les 9 et 16 février sur Antenne 2 à la pl[redacted] du magazi[redacted] « [redacted] à dire ». Les noms [redacted] participants n'ont [redacted] encore [redacted] rendus publics.

RELIGION

LA VRAIE QUESTION

Le christianisme va-t-il mourir ?

par ANDRÉ MANDOUZE (*)

Après [redacted] de l'été autour [redacted] problèmes touchant plus à la sacristie qu'à la foi, il [redacted] temps que fût posée la vraie question, celle qui [redacted] croyants mais concerne [redacted] hommes quelque peu attentifs [redacted] la destinée [redacted] personne [redacted] du monde : « *Le christianisme va-t-il mourir ?* » (1).

Encore fallait-il que la question fût posée avec autant [redacted] force que [redacted] raison, [redacted] de science [redacted] conviction, autant de rigueur que de ferveur. Or, toutes ces qualités essen-[redacted] réunies [redacted] que, sous ce [redacted] interrogatif, vient d'écrire [redacted]

Spécialiste [redacted] la [redacted] la Réforme (ou plutôt des deux réformes — la protestante [redacted] la catholique — qu'il ne sépare jamais), praticien [redacted] histoire [redacted] *plus spécialement* [redacted] par les [redacted] religieuse, [redacted] à [redacted] répu-[redacted] scientifique bien établie s'est paradoxalement révélé [redacted] grand public [redacted] 1975 par [redacted] leçon inaugurale au Collège de France (2). Si ce texte est reproduit *in extenso* en [redacted] *du* [redacted] *dont il s'agit ici*, c'est qu'il introduit en fait au propos [redacted] l'ouvrage — le principe méthodologique [redacted] Delumeau étant qu'on n'a [redacted] le droit de parler [redacted] « [redacted] » (actuelle) [redacted] qu'on n'a pas [redacted] degrés de « [redacted] » (passée).

L'évaluation qu'il en donne pour [redacted] part n'est, on [redacted] nullement apologétique. Éminemment critique, dans tous les sens du terme, elle [redacted] appel [redacted] ressources [redacted] l'historiographie [redacted]

Tout au long de la première partie [redacted] livre [redacted] deux premiers chapitres), [redacted] trouve ainsi établi, [redacted] apparent [redacted] forcée, le bilan d'un [redacted] d'autant plus épouvantable qu'il n'a jamais [redacted] jusqu'à notre époque [redacted] tendre [redacted] la [redacted] postuler « *l'Église comme pouvoir* ». [redacted] ce christianisme qui « *s'est voulu unani-*[redacted] *et obligatoire* », les [redacted] présentés sont, hélas ! indiscu-[redacted] : massacres d'« infidèles » par [redacted] Croisés, [redacted] de religion, Inquisition [redacted] avec justification d'orthodoxie, traite des Noirs avec justification [redacted] fortune des [redacted] « princes [redacted] l'Église » et privilèges [redacted] de [redacted] clérical avant la Révolution...

En [redacted] de compte — c'est bien le cas de le dire — un constat sans appel : « *[redacted] déchristianisation actuelle* [redacted] *dans une large mesure la note à payer de cette formidable* [redacted] *qui a duré un millénaire et demi.* »

[redacted] alors [redacted] l'analyse [redacted] Delumeau se [redacted] plutôt fait [redacted] soi à [redacted] faveur d'un troi-[redacted] chapitre qu'on aurait tort [redacted] prendre pour [redacted] transition alors qu'il est [redacted] manifestation [redacted] plus [redacted] l'originalité [redacted] la démarche.

[redacted] la possibilité de « deux lec-[redacted] différentes » de l'histoire chré-[redacted] l'« ambiguïté » [redacted] celle-ci apparaissait déjà en la première partie de l'œuvre, [redacted] la mesure où, face au « totalitarisme » [redacted] qui « ont enseigné la peur », [redacted] pris soin [redacted] relever, au fil [redacted] siècles, *les protestations d'un* [redacted] Brescia, d'un Erasme, d'un [redacted] Castellion, d'un [redacted] Postel, *d'un Las* [redacted] *Mieux, au-delà* [redacted] protestations isolées, l'auteur appréciait positivement les réalisations *collectives* [redacted] *l'ordre* [redacted] *bienfaisance,* [redacted] *l'enseignement,* [redacted] la culture, [redacted] l'art, [redacted] entendu, [redacted] témoignages [redacted]

Ainsi repérée [redacted] passé, l'ad-[redacted] *d'un* [redacted] *libérateur* [redacted] poursuit à [redacted] faveur [redacted] chapitres IV [redacted] V [redacted] livre, qui en constituent [redacted] partie. *Les* « [redacted] l'avenir » s'y [redacted] « [redacted] un christianisme [redacted] minoritaire [redacted] populaire » et [redacted] un œcuménisme non point [redacted] *pour* régler [redacted] théologiques [redacted] la justification [redacted] péché originel, mais *fait* [redacted] multiplication des intercommunions [redacted] la proclamation de « [redacted] réunification [redacted] », le [redacted] « [redacted] *arrière-pensée* [redacted] *victoire posthume d'une* [redacted] *l'autre* ».

Un livre fait pour déranger

Pour cela, un [redacted] conditions nécessaires, [redacted] autres : *un credo « simplifié » sans* [redacted] *pour* [redacted] synonyme [redacted] ni d'Église [redacted] théologie ; une *Église romaine membre du Conseil* œcuménique [redacted] Églises [redacted] présidée [redacted] un pape dont [redacted] désignation refléterait [redacted] chose [redacted] l'avis d'un conseil restreint [redacted] dont le [redacted] dat limité serait moins inhumain pour lui et moins dangereux [redacted] tous ; une liturgie laissant coexister [redacted] messe [redacted] Pie V [redacted] repas eucharistique éventuellement accompagné [redacted] guitares ; une organisation [redacted] qui serait « *l'émanation* [redacted] *communautés* [redacted] *et régulièrement renouvelable* »...

Étant du sérail universitaire, je tiens [redacted] pour rien [redacted] polies ou les protestations indignées de [redacted] par [redacted] cri intempestif. La vraie fronde risque d'être ailleurs : [redacted] époque, où réactionnaires de fait et révolutionnaires d'intention se retrouvent volontiers [redacted] terrain du terrorisme verbal, [redacted] toute chance [redacted] faire écharper [redacted] deux [redacted]

Prenons pour [redacted] une phrase [redacted] caractéristique d'une hauteur et d'une largeur [redacted] étrangères à toute complaisance partisane : « *[redacted] éviterait... beaucoup* [redacted] *crises dans* [redacted] *confession catholique* [redacted] *on recueillait l'opinion* [redacted] *paroissiens* [redacted] *bazarder* [redacted] *et* [redacted] *premières communions,* [redacted] *maintenir* [redacted] *confession auriculaire et* [redacted] *prêtres, avant d'interdire la pilule, le divorce et* [redacted] *d'avortement.* » Tour [redacted] tour qualifié de « chrétien festif » par [redacted] « suppôt [redacted] Satan » par [redacted] autres, J. [redacted] voir simultanément reprocher d'être un pseudo-chrétien affreusement démocrate et d'être un pseudo-révolutionnaire affreusement clérical. [redacted] silence par [redacted] *uns, jugée exorbitante par d'autres,* [redacted] phrase pourtant décisive [redacted] lui sera [redacted] pardonnée : « [redacted] *n'y* [redacted] *christianisme* [redacted] *prière.* »

Qu'importe ! Le livre [redacted] pour déranger et il dérangera. [redacted] dire qu'il [redacted] faire [redacted] catéchisme ? Rien ne [redacted] plus opposé [redacted] l'intention [redacted] auteur. [redacted] qu'il faut [redacted] souhaiter, c'est que, [redacted] passé [redacted] premier choc [redacted] la question posée, [redacted] qui « [redacted] tiennent » [redacted] que d'« apostropher » [redacted] qu'ils s'organisent effectivement pour [redacted] le christianisme ne [redacted] pas.

Ce qui pour moi [redacted] certain, c'est *qu'il* [redacted] *avait longtemps* [redacted] *n'avait* point paru un livre d'une [redacted] importance [redacted] témoignant d'une [redacted] foi. Car [redacted] « optimisme » serait ici dérisoire. Il s'agit [redacted] autre chose [redacted] quoi je [redacted] sens prolon-[redacted] d'accord.

La [redacted] chose qui pourrait peut-[redacted] distinguer [redacted] la différence de [redacted] spécialités comme historiens de l'Église. Je me garderai [redacted] du ridicule [redacted] tenir pour vains deux mille ans [redacted] christianisme. Mais je suis persuadé que *le « si le grain* [redacted] *meurt... » peut* et même [redacted] s'appliquer à chaque forme passagère [redacted] l'Église, [redacted] justement parce qu'elle a [redacted] promesses [redacted] la vie éternelle.

Je ne reculerai donc [redacted] devant [redacted] comble d'impertinence qui [redacted] aussi la mesure de [redacted] folle espérance : « *L'Évangile pourra-t-il enfin* [redacted] *? Le* [redacted] *peut-il encore naître ?* »

(1) *Le christianisme va-t-il mourir ?* par Jean Delumeau, [redacted] 216 p., 38 F.

(2) *Le* [redacted] 23-24 [redacted] 1975.

(*) *Professeur à l'université* [redacted] *Paris-Sorbonne.*

DÉFENSE

AU COLLOQUE DE LA FONDATION POUR LES ÉTUDES DE DÉFENSE NATIONALE

La sauvegarde d'une certaine identité européenne

« Le moins [redacted] *l'on puisse dire* [redacted] *l'Europe* [redacted] *joue* [redacted] *un rôle capital. Le fond* [redacted] *choses, c'est que l'Europe est divisée en deux zones qui ne changeront* [redacted] *Ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne l'accepteraient, chacun* [redacted] *la sienne, et* [redacted] *l'un ni l'autre ne veulent d'un conflit* [redacted] sujet. » Telle [redacted] été l'opinion émise [redacted] Couve [redacted] Murville, ancien premier ministre, [redacted] colloque organisé [redacted] fin de la [redacted] dernière à Paris [redacted] la [redacted] de [redacted] nationale, sur le thème [redacted] la sécurité [redacted] l'Europe.

Pendant deux journées et [redacted] travail, [redacted] participants [redacted] colloque international ont tenté d'a[redacted] les effets du système bipolaire issu [redacted] la [redacted] froide sur l'avenir de l'Europe, ainsi [redacted] les relations [redacted] de solidarité prévisibles dans une Europe des contradictions. Une Europe, à [redacted] de laquelle [redacted] orateurs ont souligné les différences « *entre* [redacted] *l'Atlantique nord et l'autre méditerranéenne* ».

Dénonçant « *la* [redacted] *hégémonique* [redacted] *grandes puis-*[redacted] » et la perspective d'une « *Europe de moins en moins européenne* », parce qu'elle [redacted] « *mutilée* [redacted] *circonscrite sur le plan culturel, économique et politique* », M. [redacted] Dabezies, directeur de l'U.E.R. des sciences politiques à Paris-Sorbonne, a [redacted] tamment fait observer : « *Les exigences de la défense bloquent toute velléité d'Europe purement européenne. Le cercle* [redacted] *fermé : pour qu'il y ait une Europe indépendante, il faudrait une défense commune, mais celle-ci implique que l'union politique soit préalablement réalisée. Or, sans défense, il ne peut y avoir d'Europe politique pleinement libre... Au mieux, on nous convie à faire un pari : acceptez de vous fondre dans l'Europe telle qu'elle se présente, peut-être* [redacted] *jour réussira-t-elle à se forger, avec sa propre défense, sa propre identité.* »

M. Dabezies conclut : « *Hélas ! nos partenaires* [redacted] *cessent, en même temps,* [redacted] *souligner qu'on ne saurait envisager une Europe détachée de l'Amérique. Nous sommes avertis : c'est à prendre* [redacted] *à laisser !* »

L'orateur répliquait, [redacted] toute évidence, [redacted] une précédente intervention [redacted] Sommer, rédacteur [redacted] l'hebdomadaire ouest-allemand [redacted] *Zeit*, pour qui [redacted] européen, à commencer [redacted] la Grande-Bretagne [redacted] la France, ne peut avoir une [redacted] nucléaire crédible. Rappelant la nécessité d'une défense intégrée [redacted] cadre [redacted] l'OTAN, [redacted] que [redacted] sécurité européenne [redacted] être portée [redacted] plus [redacted] possible [redacted] frontière orientale [redacted] l'Allemagne fédérale avec [redacted] présence multinationale [redacted] troupes [redacted] missiles nucléaires tactiques Pluton. [redacted] journaliste ouest-allemand [redacted] demandé si la France, [redacted] préconisant [redacted] tir [redacted] ces batteries depuis [redacted] territoire national, ne considérait [redacted] l'Allemagne fédérale [redacted] son « *glacis* ».

D'autres intervenants au colloque [redacted] Paris ont préféré insister [redacted] le déséquilibre qui apparaît [redacted] l'alliance atlantique [redacted] du pacte [redacted] Varsovie, [redacted] profit de ces dernières forces.

[redacted] Chalfont, [redacted] britannique aux [redacted] étrangères, [redacted] dénoncé « *les desseins expansionnistes* [redacted] *voire impérialistes,* [redacted] *soviétique, qui* [redacted] *20 %, selon les experts,* [redacted] *sa production nationale* [redacted] *défense* ». [redacted] l'on [redacted] croit [redacted] Chalfont, l'Union soviétique [redacted] *acquis* [redacted] *certaine supériorité stratégique, qui* [redacted] *procure* [redacted] *avantages psychologiques* [redacted] *matériels,* [redacted] *elle a réalisé* [redacted] *important pro-*[redacted] *protection* [redacted] *qui peut* [redacted] *donner* [redacted] *capacité* [redacted] *première agression* ». L'Occident, a-t-il indiqué, conduit [redacted] négociations avec l'U.R.S.S. [redacted] *position* [redacted] *faiblesse* ».

« *Il est étrange*, [redacted] fait observer l'ancien ministre du Royaume-Uni, *de voir les États occidentaux livrer* [redacted] *céréales* [redacted] *technologie avancée* [redacted] *l'U.R.S.S. à* [redacted] *conditions financières favorables,* [redacted] *que l'Union soviétique utilise* [redacted] *échanges* [redacted] *détourner* [redacted] *part grandissante* [redacted] *produit national brut au profit* [redacted] *secteur militaire.* »

[redacted] son côté, M. [redacted] Charles Iklé, [redacted] *directeur* [redacted] l'agence américaine pour le contrôle [redacted] armements et du désarmement, a posé la question [redacted] savoir pourquoi l'Union soviétique développe [redacted] forces, [redacted] période [redacted] Europe centrale [redacted] orientale, alors que [redacted] forces sont demeurées stables ou [redacted] légère régression durant les années [redacted] guerre froide. L'expert américain a remarqué [redacted] Soviétiques étaient plus capables aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt [redacted] d'exercer une pression militaire au Proche-Orient et [redacted] méditerranéen.

La plupart des participants ont [redacted] que [redacted] nations occidentales avaient [redacted] *commun* » à défendre, en dépit [redacted] contradictions, à savoir leur « [redacted] *veraineté* » [redacted] politique intérieure [redacted] bien qu'extérieure.

[redacted] l'École de sciences politiques Panteios, à Athènes, [redacted] Georges [redacted] a notamment écrit [redacted] rapport : « *La volonté commune* [redacted] *défense sup-*[redacted] *état d'esprit fondé sur* [redacted] *contribution positive* [redacted] *la structuration,* [redacted] *de l'identité européenne, qui n'est autre que celle des institutions démocratiques,* [redacted] *la primauté du droit, des droits de l'hom*[redacted] *et des libertés fondamentales* ».



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

AU LARGE DU GABON

LA STATION SOUS-MARINE DE GRONDIN OUVRE LA VOIE A L'EXPLOITATION DU PÉTROLE DES MERS PROFONDES

Dans le champ de Grondin [redacted] large du Gabon), [redacted] 50 [redacted] fondeur, l'eau [redacted] encore suffisamment claire pour que, même [redacted] projecteur, l'on puisse voir par les *petits hublots de la cloche de plongée* : des centaines de sardines changent brusquement de direction [redacted] un ensemble parfait, de gros *mérous* [redacted] majestueux capitaines [redacted] calmement et, quand [redacted] mouvement giratoire de [redacted] *favorable*, [redacted] aperçoit [redacted] contrebas une partie d'un grands châssis métallique peint en gris clair, posé [redacted] le fond sablonneux, [redacted] un bout d'une superstructure jaune orangé approximativement cylindrique mais [redacted] de multiples longerons et conduites, [redacted] d'un lourd chapeau [redacted]

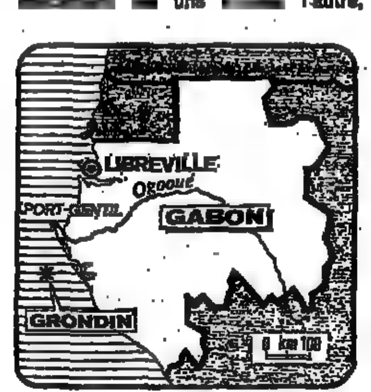
***Une cloche de plongée** n'est pas l'observatoire idéal : à trois, on y est très tassé ; les hublots sont petits et peu nombreux ; et surtout la [redacted] n'est pas libre d'aller [redacted] meilleur point de vue, pas plus qu'elle [redacted] peut [redacted] maintenir à un angle [redacted] Pourtant, l'objet à voir [redacted] quasiment unique dans la technique [redacted] : il s'agit de l'une des [redacted] puits sous-marines qui [redacted] monde.*

Conçue par le** [redacted] **Elf-Erap (maintenant Elf-Aquitaine), installée à partir de la fin d'avril 1976 par Elf-Gabon [redacted] le champ « offshore » de Grondin, [redacted] puits [redacted] été mise en production le 17 décembre 1976. D'ici peu sera entrepris le f[redacted] d'un deuxième, ensuite d'un troisième puits qui seront dotés, eux aussi, d'une tête sous-marine. Vers le début de 1978, la station sous-marine expérimentale [redacted] Grondin [redacted] être complètement équipée, ouvrant ainsi la voie à l'exploitation du pétrole des mers profondes.

DEPUIS 1968, [redacted] marins [redacted] milliers [redacted] bassins [redacted] nir des hydrocarbures. [redacted] dépit [redacted] progrès [redacted] l'exploitation des gisements [redacted] pétrole ou de [redacted], les techniques actuelles ne permettent pas d'ex[redacted] hydrocarbures par plus [redacted] 180 [redacted] d'eau, [redacted] l'on [redacted] d'exploration [redacted] mers profondes d'un millier [redacted]

Pour forer au-delà [redacted] 100 mètres, [redacted] affranchi du fond. L'outil *de forage est posé sur un engin* flottant (plate-forme ou navire) [redacted] animé [redacted] verticaux (pilonnement) dus [redacted] La [redacted] du [redacted] le *riser*, un gros [redacted] d'acier [redacted] cinquantaine [redacted] de diamètre *qui*, au bas, [redacted] plaque de base posée [redacted] le fond et, en haut, est [redacted] à l'engin [redacted] d'un joint étanche [redacted]

Le problème de l'exploitation d'un [redacted] est [redacted] : *la sécurité des puits doit être impé*[redacted] assurée en permanence pendant quinze, vingt [redacted] vingt-cinq ans, alors qu'un [redacted] d'exploitation se fait [redacted] ou trois mois [redacted] peut être, très rapidement, interrompu [redacted] cas [redacted] ou [redacted] mauvais [redacted] En l'état [redacted] techniques, les [redacted] des puits [redacted]ploitation *offshore* [redacted] installées [redacted] engin [redacted] en [redacted] ou en [redacted] pieds ou *la base* sont [redacted] une [redacted] l'autre,



[redacted] sur le fond de la mer, et *le* [redacted] *supérieur (supportant* [redacted] installations) émerge de la mer [redacted] une hauteur [redacted] pour [redacted] portée [redacted] plus [redacted] Il [redacted] plates-formes [redacted] peut grandir indé*finiment. Déjà pour la mer* [redacted] *Nord*, [redacted] difficile [redacted] on a dû [redacted] : [redacted] plates-formes [redacted] tonnes [redacted] plates-formes [redacted] de 300 000 [redacted] 600 000 tonnes). Pourtant, la *profondeur* [redacted] l'eau [redacted] 170 mètres ! [redacted] limite [redacted] production [redacted] sur [redacted] fond [redacted] donc [redacted] situer [redacted] *de profondeur d'eau*, 300 mètres peut-être. D'ailleurs, Shell [redacted] pour [redacted] golfe du Mexique (mer [redacted] une plate-forme métallique [redacted] *production qui sera* posée dans 300 [redacted]

[redacted] veut [redacted] un avenir pas trop éloigné, d'exploi[redacted] hydrocarbures [redacted] des mers plus profondes, il faut, [redacted] maintenant, concevoir et essayer [redacted] *puits entièrement sous-*[redacted] et parfaitement [redacted] lesquelles on puisse intervenir p[redacted] depuis la [redacted] ou par [redacted] sous-marins, puis q[redacted] humaine semble devo[ir] atteindre sa limite vers 500 mètre[s] *ou 600 mètres. On peut*, [redacted] concevoir des systèmes permettan[t] pour [redacted] profondeurs, [redacted] inte[r]ventions humaines en atmosphè[re] normale. Il faudra [redacted] ce cas ins[taller] à demeure, ou [redacted] descendr[e] temporairement, [redacted] cloche qu[i] s'adaptera de façon [redacted] puits [redacted] laquelle [redacted] hommes [redacted] amenés soit par [redacted] marin, soit par [redacted] sans jamais avoir à [redacted] la pression *régnant au* [redacted] *de la mer* (1). [redacted] s'il [redacted] possible d'envisager [redacted] profondeur [redacted] interventions *humaines exceptionnelles*, il [redacted] difficile [redacted] vouloir [redacted] utiliser en routine. Eviter au [redacted] l'intervention [redacted] de l'homme [redacted] le fond [redacted] *direc-*[redacted] qui [redacted] expérimen[redacted] a [redacted] installée [redacted] plate-forme [redacted] où [redacted] les têtes [redacted] puits classiques [redacted] production du gisement [redacted] Grondin.

[redacted] première [redacted] de poser sur [redacted] fond une plaque [redacted], un grand [redacted] poutrelles [redacted]*lindriques* [redacted] acier, [redacted] tres [redacted] long, 10 [redacted] 2 [redacted] haut, [redacted] dans l'air [redacted] plaque [redacted] prévus l'emplacement [redacted] puits [redacted] celui [redacted] hydraulique renfermant [redacted] *individuelles* [redacted] *chacun* [redacted] *puits*. [redacted] le [redacted] d'un [redacted] les *méthodes* classiques [redacted] *offshore*, on a posé un premier module, [redacted] « bloc de sécurité », peu automatisé, [redacted] fiable. [redacted] a [redacted] effectués automatiquement, [redacted] certaines connexions [redacted] *plongeurs*. [redacted] prochaines [redacted] puits [redacted] mis [redacted] automatiquement.

Sur le bloc de sécurité a été mis un [redacted] élément entièrement automatisé, comprenant [redacted] vannes, [redacted] télécommandes, [redacted] *indicateurs* [redacted] pollution par hydrocarbures, [redacted] coiffé [redacted] bouclier supérieur étanche. Les [redacted] *reçoivent* [redacted] *qui lui* [redacted] *don*[redacted] depuis la [redacted] par l'intermédiaire [redacted] hydraulique [redacted], elle [redacted] sur [redacted] plaque [redacted] L'appareillage de [redacted] (conçu [redacted] Matra) [redacted] celui qui équipe [redacted] puits (dû [redacted] *Deep Oil Technology*) [redacted] dans [redacted] pression atmosphérique [redacted] qui [redacted]vent [redacted] changés depuis [redacted]

La verticale et l'horizontale

[redacted] sous-marines télé[redacted] trop [redacted] *problèmes tant qu'elles sont faites* selon un [redacted] en effet, [redacted] techniques de rendez-vous qui [redacted] couramment utilisées. [redacted] ou l'outil-robot sont [redacted] *fond* [redacted] au [redacted] du [redacted] par [redacted] lignes-guides [redacted] *entre* [redacted] l'emplacement [redacted] doivent arriver. En [redacted] beaucoup plus diffi[redacted] font [redacted] un [redacted] horizontal. Or [redacted] les connexions des conduites [redacted] qui [redacted] *puits* [redacted] rent le long de la plaque de base, ces dernières et celle qui « collecte » [redacted] plate-forme [redacted] *surface*, [redacted] qui [redacted] hydraulique de la surface [redacted] la centrale sous-marine) se font [redacted] un [redacted] horizontal.

Déjà [redacted] a mis au point deux [redacted] pour ces [redacted] horizon[redacted] premier [redacted] *collecte*, y découpe un chanfrein, [redacted] enlève la rouille par brossage — [redacted] tout en [redacted] quarante-cinq minutes. [redacted] apporte le connecteur, le met en [redacted], entre la conduite de collecte et le tuyau solidaire de la plaque de base, en *déploie la partie télescopique* et y visse trois écrous.

Plusieurs autres robots sont en cours d'étude. *L'un* [redacted] sur la tête [redacted] puits et un bras articulé lui permettra d'intervenir [redacted] nécessaire sous le [redacted] *Un* [redacted], qui sera construit par les Ateliers et [redacted] viendra [redacted] sur [redacted] couronnant *les grands côtés de* la plaque de [redacted] son bras télé[redacted] pourra intervenir sur chaque tête de puits.

Plus tard, l'on fera [redacted] une [redacted] de [redacted] en [redacted] atmosphérique normale qui viendrait se [redacted] une [redacted] de [redacted] sur le chapeau [redacted] centrale hydraulique.

A Grondin, le dégazage [redacted] l'acheminement [redacted] du pétrole produit par le [redacted] ne posent pas de problèmes. Le champ est [redacted] *depuis* [redacted] situées [redacted] formes fixes [redacted] son pétrole [redacted] mil[redacted] de tonnes [redacted] *miné* [redacted] *Port-Gentil par* [redacted] *pipe-line* sous-marin. [redacted] dans l'avenir, [redacted] l'on veut arriver à exploiter un champ *offshore* uniquement avec des puits sous-marins, il faudra tout de même quelques installations de surface : [redacted] de dégazage, une *torchère et un poste de* [redacted] Jusqu'à la profondeur [redacted] 1 000 mètres d'eau, il [redacted] d'an[redacted] le fond [redacted] engins flottants. [redacted] de 1 000 [redacted] des lignes d'ancrage [redacted] en [redacted] sera impossible : avec une [redacted] longueur, [redacted] pourraient pas supporter [redacted] chose que [redacted] propre poids. Il faudra très probablement [redacted] *des lignes en matériau synthétique* qui [redacted] sont pas encore inventées, [redacted] sur lesquelles [redacted] travaille déjà, [redacted] à *positionnement dynamique* [redacted] ne [redacted] comment ils pourront [redacted] aucune défaillance pendant une vingtaine d'années.

[redacted] Grondin, [redacted] est pas encore là : la profondeur [redacted] l'eau [redacted] que [redacted] Tel qu'il [redacted] l'ensemble du projet coûtera 225 millions [redacted] francs, dont 90 à [redacted] charge [redacted] (le prix qu'auraient [redacted] *té à installer trois* [redacted] producti[redacted] classiques).

YVONNE REBEYROL.

(1) La pression augm[redacted] sous l'eau [redacted] 1 atmosphère (1 kilogramme par centimètre [redacted] les 10 mètres. A 100 mètres, la pression est donc de 11 atmosphères (10 + la pression atmosphérique normale) : à 1 000 mètres, elle est de 101 atmosphères (100 + 1), etc.

Les espérances de l'offshore

SUPERFICIE	BASSINS SEDIMENTAIRES EPAIS DE PLUS DE 1 000 M.		
	Sur les continents	*Dans les mers* profondes de moins de 200 m	*Dans les mers* profondes de plus de 200 m
Totale	65 000 000 km2	15 000 000 km2	90 000 000 km2
Favorable	25 000 000 km2	5 000 000 km2	45 000 000 km2
Très favorable ..	5 000 000 km2	1 000 000 km2	4 000 000 km2

	RESERVES PROUVEES OU POSSIBLES		
	Sur les continents	Dans les mers profondes de moins de 200 m	Dans les mers profondes de plus de 200 m
Prouvées	[redacted] milliards t [redacted] milliards t [redacted] été consommées)	27 milliards t (1 million de t ont [redacted] consommées)	0
Possibles	—	[redacted] milliards t	60 à 150 milliards t (selon les estimations)

LES ESSAIS EN COURS

PLUSIEURS [redacted] de [redacted] de puits sous-marines [redacted] actuellement en cours [redacted] ou [redacted]. *Mais on* [redacted] peu [redacted] de ces têtes de puits et leur [redacted] d'avancement.

[redacted] *première* [redacted] à [redacted] lancée [redacted] dans [redacted] domaine est très probablement [redacted] dont le modèle [redacted] conçu systématiquement pour [redacted] humaines [redacted] dans des [redacted]

[redacted] un [redacted] de plusieurs [redacted] de [redacted] le [redacted] du Mexique par une soixantaine de mè[redacted] d'eau, [redacted] parvenu [redacted] la phase d'exploita[redacted]

Hamilton [redacted] aurait depuis [redacted] trois [redacted] puits [redacted] en fonctionnement sur [redacted] champ Argyll de la mer du Nord. *Le pétrole* ainsi produit est [redacted] sur une plate-forme flottant en [redacted] par un « riser ». Mais il [redacted] *la* [redacted] lorsque le support de [redacted] pilonne [redacted] La [redacted] automatique se fait alors convenablement, mais la reconnexion nécessiterait encore l'intervention de plongeurs.

[redacted] projets de [redacted] on ne sait *pratiquement rien*. Peut-être [redacted] groupe a-t-il une [redacted] de puits sous-marine [redacted] (mer du Nord), peut-être envisage-t-il d'en [redacted] une au large [redacted] l'Espagne...

GRACE AU NOUVEL ANNEAU DE COLLISIONS

Les chercheurs d'Orsay découvrent une particule fondamentale

Un groupe de physiciens d'Orsay vient d'annoncer la découverte d'une nouvelle particule élémentaire. L'événement a son importance : [redacted] première fois qu'une particule est [redacted] France — [redacted] le CERN, qui [redacted] sur [redacted] frontière franco-suisse, [redacted] a [redacted] découverte vient [redacted] effort de longue haleine qui s'est traduit il y a quelques mois par la mise en service d'un « anneau de collisions » de conception originale. Appelé D.C.I., cet appareil n'est pas de ces machines d'extrême pointe qui atteignent des énergies auparavant inaccessibles et explorent des domaines vierges.

De [redacted] trop chères pour [redacted] pays — et c'est pourquoi les pays européens collaborent au sein du CERN. L'anneau de collisions d'Orsay travaille dans une zone d'énergie [redacted] étudiée. On pouvait attendre [redacted] lui qu'il confirme des expériences, qu'il précise les propriétés déjà connues, mais sans doute pas qu'il découvre des particules qui auraient pu être trouvées ailleurs. Il est donc fort satisfaisant qu'après six mois de fonctionnement il ait permis une telle découverte, d'autant qu'il s'agit d'une particule dont l'existence était soupçonnée pour des raisons théoriques, mais qui avait jusqu'ici échappé aux recherches.

C'EST un nom étrange : D.C.I. Le lecteur supposera qu'il s'agit d'un sigle, et il aura raison ; mais il ne sera guère plus avancé en apprenant qu'il [redacted] d'un « *Dispositif de collisions dans l'igloo* ». Le nom [redacted] un [redacted] l'D.C.I. aurait dû s'appeler Coppelia, ce qui sonne mieux, mais le ministère des finances ne fut pas d'accord.

Au début des années 60 entre en service à Orsay un accélérateur linéaire d'électrons qui donne à ces particules une énergie de 1 GeV (1 milliard d'électrons-volts), énergie qui sera ensuite portée à 1,3, puis à 2,3 GeV. Les électrons viennent frapper des cibles et, dans leurs collisions avec les noyaux d'atomes, une partie de l'énergie apportée par l'électron sert à créer de nouvelles particules. Mais une partie seulement ; le reste ne sert qu'à mettre en mouvement le noyau-cible. Et plus on augmente l'énergie, plus *diminue la proportion utile*. Une solution a été proposée quelques années plus tôt. Au lieu d'envoyer un faisceau de particules sur une cible, on envoie deux faisceaux à la rencontre l'un de l'autre. On montre alors que toute l'énergie est disponible pour la création de particules.

ADA, ACO et Coppelia

Comment procéder : fabriquer deux accélérateurs qui « tireraient » en sens inverse ? C'est à la fois très coûteux et insuffisant. Les faisceaux de particules qu'on sait accélérer ne sont pas très intenses. La probabilité que deux particules se rencontrent serait beaucoup trop faible pour que des expériences soient possibles.

Mais on peut faire grossir ces faisceaux en les stockant dans un anneau, où les particules tourneront comme dans un manège. L'accélérateur envoie une pre[redacted] bouffée [redacted] particules. Quand elle [redacted] un tour, l'accélérateur envoie une seconde bouffée, et il en fait de même après chaque [redacted] par bouffée, on crée ainsi dans l'anneau un faisceau dix mille ou cent mille fois plus intense que celui issu de [redacted]

Cette phase terminée, rien n'empêche d'utiliser le même [redacted] créer de la même manière le second faisceau, qui tournera en sens inverse. On sait en effet faire tourner deux faisceaux de particules dans le même anneau, à condition que leur charge électrique soit opposée. Si le premier faisceau est formé d'électrons de charge négative, l'autre devra être un faisceau de positons, [redacted] les antiparticules correspondant aux électrons. A toute particule élémentaire correspond en effet une antiparticule de charge opposée. Mais il se trouve qu'un accélérateur d'électrons peut aussi bien accélérer des positons.

Un physicien d'Orsay s'est intéressé dès 1961 aux anneaux de collisions : [redacted] d'un petit groupe, et en collaboration avec une équipe italienne, M. Pierre Marin construisit d'abord un tout petit anneau, ADA, inutilisable pour la physique, mais qui lui permit de se familiariser avec la technologie. Puis fut entreprise la construction de l'anneau de collisions d'Orsay (ACO), mis en service en 1967. Deux faisceaux d'électrons et de positons, ayant chacun une énergie [redacted] 0,5 GeV, y tournaient en sens inverse. L'appareil était réglé pour que les deux faisceaux se croisent dans certaines zones, au voisinage desquelles se trouvaient les détecteurs chargés de compter et d'identifier les particules produites dans les collisions.

ACO a permis de bonnes recherches sur la structure des particules qu'il pouvait produire. Mais un vaste domaine lui était inaccessible en raison de l'énergie trop faible des faisceaux. Le groupe qui avait construit ACO mit à l'étude le projet Coppelia d'un double anneau où tourneraient au total quatre faisceaux ayant chacun une énergie de 3 GeV.

Pourquoi deux anneaux et quatre faisceaux ? [redacted] électrons et les positons s'attirent. Au moment où un positon croise le faisceau d'électrons, même sans en percuter aucun, il subit une force qui tend à lui faire quitter la trajectoire qu'il doit suivre pour continuer à tourner dans l'anneau. Cette force croît avec l'intensité des faisceaux, qui doit donc être limitée pour que la [redacted] ne soit pas [redacted] gênante.

Un vice rédhibitoire

En utilisant deux anneaux qui ont des zones communes où se font [redacted]tres, on peut échapper à cet effet. De la droite [redacted] un [redacted] par [redacted] réunion des électrons, qui tournent dans l'anneau [redacted] haut, [redacted] des positons, qui tournent dans celui du bas. Ce faisceau est globalement neutre. Il n'exerce pas d'effet sur le faisceau venu de la gauche, qui réunit les positons de l'anneau du haut et les électrons de l'anneau du bas. On échappe ainsi à la force limitatrice et les calculs montrent qu'on peut alors utiliser des faisceaux plus intenses.

Coppelia avait beaucoup d'arguments pour séduire, mais aussi un vice rédhibitoire étant donnée la minceur des budgets de recherche. Il fallait un nouveau bâtiment pour l'abriter, et de gros investissements pour obtenir l'énergie nécessaire. Le couperet tomba !

Contraints de réduire leurs ambitions, les physiciens choisirent d'utiliser une salle de forme ronde, d'un diamètre de 36 mètres, où se faisaient des expériences utilisant l'accélérateur linéaire. Son [redacted] hémisphérique l'avait fait nommer l'« igloo ». On rogna Coppelia, en diminuant son diamètre, pour qu'il tienne dans la salle ; cela imposa de limiter à 1,8 GeV l'énergie des faisceaux. Il devint un simple « dispositif de collisions dans l'igloo », dont la construction fut entreprise en 1971. L'igloo devenait indisponible pour des expériences — mais l'état des finances obligea les responsables à arrêter toute utilisation de l'accélérateur pour des expériences de physique. Il ne servit plus qu'à injecter des particules dans ACO. Celui-ci n'était plus guère utilisable pour faire *de la physique des particules*, mais une autre utilisation avait été trouvée. En tournant, les électrons émettent de la lumière, et celle-ci a des propriétés intéressantes pour de nombreuses études de physique atomique et moléculaire (*le Monde* du 10 septembre 1975).

MAURICE ARVONNY.

(Lire la suite page 16.)

Point de vue

L'Université et [redacted] recherche meurent, [redacted] qui la faute ?

par JEAN-MARIE CONIA (*)

L'UNIVERSITE française [redacted] malade, [redacted] malade. Beau-[redacted] d'hommes universitaires ou journalistes, [redacted] de la [redacted] état, [redacted] penchent [redacted] tour [redacted] rôle [redacted] en tant qu'enseignant et chercheur scientifique que [redacted] signataire [redacted] lignes se livre [redacted] un [redacted] quelque [redacted] sacrilège, celui de la façon dont s'opère le choix [redacted] hommes, en particulier [redacted] scientifiques, qui enseignent [redacted] « cherchent » [redacted] Il apparaît, en [redacted] que [redacted] pressions [redacted] nationales [redacted] locales, qui [redacted] ce choix, qu'elles soient d'origine [redacted] syndicale ou politique, [redacted] font presque invariablement [redacted] seul profit [redacted] moins compétents ; [redacted] là l'une [redacted] majeures [redacted] la décrépitude [redacted] de [redacted] seule, en tout [redacted], qui [redacted] ci-après.

Il [redacted] faut [redacted] organismes, l'un [redacted] l'autre [redacted] de membres [redacted] nommés, qui interviennent [redacted] hommes chargés [redacted] l'enseignement et [redacted] la recherche [redacted] de l'Uni-[redacted] :

■ Le [redacted] universités (C.C.U.), chargé, [redacted] propositions [redacted] nomination [redacted] de la carrière [redacted] enseignants : [redacted] professeurs sans chaire [redacted] professeurs, [redacted] inscriptions sur [redacted] d'aptitude, [redacted] au choix, [redacted] professeurs [redacted] universités, [redacted]

● Le [redacted] national [redacted] la re-[redacted] scientifique, qui, [redacted] du [redacted] de la [redacted] scientifique (C.N.R.S.), [redacted] chargé, lui, [redacted] la [redacted] correspondante [redacted] chargés, [redacted]

Organisme [redacted] et... loin [redacted] toujours suivi par [redacted] d'Etat [redacted] universités, le C.C.U. a, en fait, pour [redacted] l'inscription sur [redacted] listes d'aptitude [redacted] fonctions [redacted] conférences [redacted] « [redacted] », [redacted] candidats, [redacted] moins docteurs [redacted] (d'Etat) ; [redacted] inscrits auront ainsi [redacted] grandes [redacted] ces, mais pas la certitude, d'obtenir un tel [redacted] les années suivantes.

[redacted] rôle capital, car [redacted] inscription [redacted] acquise [redacted] pour toutes [redacted] est [redacted] seul vrai [redacted] que [redacted] franchir [redacted] un rôle délicat, car il est difficile de « mesurer » [redacted] la valeur d'un candidat que celle de sa [redacted] l'une [redacted] pouvant varier considérablement avec [redacted] laboratoire d'origine : [redacted] de points [redacted] repère [redacted] mention « très honorable » accordée [redacted] n'apporte ici aucun [redacted] n'arrange rien, ni d'ailleurs l'obscurité provoquées [redacted] rapports invariablement élogieux que presque [redacted] rédigent [redacted] la candidature [redacted] leurs [redacted]

A cause [redacted] de l'information et [redacted] du peu [redacted] pré-[redacted] yeux de [redacted] membres du C.C.U. [redacted] inscriptions qui n'impliquent [redacted] des nominations, [redacted] terme, [redacted] dépendent [redacted] tiellement de l'objectivité et [redacted] la rigueur [redacted] quelques [redacted] les « [redacted] » [redacted] [redacted] l'inscription « [redacted] telle » sur [redacted] d'aptitude à tel [redacted] tel enseignement [redacted] personnes qui manifestement [redacted] dignes, [redacted] sauront, pour [redacted] un [redacted]

A noter [redacted] « [redacted] » [redacted] le [redacted] d'inscription sur les [redacted] d'aptitude [redacted] candidats pourtant particulièrement compétents. L'origine [redacted] le plus [redacted] politique; on doit [redacted] que [redacted] scientifique. Par contre, il n'y a [redacted] chacune de [redacted] inscriptions, [redacted] la présence [redacted] des maîtres-assistants, [redacted] la [redacted] juges et parties, dans [redacted] du C.C.U. [redacted] parfois [redacted] à l'inscription sur [redacted] « listes [redacted] » [redacted] homologues [redacted] C.N.R.S., [redacted] chargés [redacted] recherche, dans [redacted] qu'eux, [redacted] non représentés [redacted] comité.

Avancement à l'ancienneté ?

Le C.N.R.S., quant à lui, [redacted] échappé [redacted] la [redacted] d'orientation. [redacted] pour la plupart conservé leur sérieux ; [redacted] chargées [redacted] la [redacted] des [redacted] chercheurs, [redacted] équipes dignes [redacted] « [redacted] » [redacted] lui, c'est-à-dire [redacted] moyens.

[redacted] par trop négative [redacted] ces [redacted] représentants [redacted] syndicats [redacted] gauche, [redacted] une méfiance [redacted] ment, [redacted] insuffi-[redacted] du pouvoir. Mais leur attitude rigide, leur volonté [redacted] tout sacrifier à la [redacted] d'emploi, [redacted] systématique [redacted] « gérer la pénurie », [redacted] conduisent à rejeter en bloc nombre [redacted] pourtant judicieuses de la [redacted] C.N.R.S. (1). [redacted] se traduit, [redacted] par [redacted] immobilisme [redacted] même un [redacted] mépris [redacted] qui [redacted] aux dépens [redacted] française.

Cependant, [redacted] l'ensemble, l'objec-[redacted] commissions [redacted] C.N.R.S., [redacted] concernant [redacted] recherche, est évidente et la direction suit la plupart de [redacted] propositions.

[redacted] l'on revient maintenant [redacted] l'Université [redacted] l'application de la [redacted] d'orientation, il [redacted] clair, [redacted] mise [redacted] place dans [redacted] « [redacted] velles » [redacted] de [redacted] l'on ne s'attacherait guère [redacted] la pro-[redacted] plus compétents. Quelques exemples typiques [redacted] non [redacted] montrent que [redacted] démarrage [redacted] qu'en [redacted] la situation [redacted] aggravée.

Ainsi, dès son installation, le [redacted] Caen, s'adjoint [redacted] personnalités [redacted] participer au choix [redacted] professeurs non pas [redacted] physiciens [redacted] professeurs Kastler, prix Nobel, [redacted] Giacomo, proposés [redacted] scientifiques, [redacted] deux notabilités paysannes...

Et [redacted] beaucoup [redacted] le comportement surprenant de [redacted] catégories [redacted] gnants, [redacted] maîtres-assistants, dont [redacted] majo-[redacted] réclame sans [redacted] le seul [redacted] l'ancienneté, refusant en fait l'aptitude à [redacted] recherche comme [redacted] de cet [redacted]

Et presque partout on [redacted] à l'alliance de syndicats d'enseignants, de syndicats de gauche notamment, [redacted] mandarins ; [redacted] point commun est invariablement la hantise [redacted] la nouveauté, [redacted] maintien des privilèges, bref [redacted] plus obtus ; [redacted] universités deviennent [redacted] champ [redacted] de tournois peu glorieux et [redacted] la propriété [redacted] clans [redacted] La conséquence première est alors la pratique [redacted] nominations sur place, très prisée [redacted] que de proche en proche profitable [redacted] plusieurs, [redacted] candidat local promu [redacted] catégorie supérieure libérant un [redacted] pour la catégorie inférieure, [redacted] ment [redacted] parce [redacted] il presque toujours des [redacted] scientifiques [redacted] candidats. [redacted] s'agit [redacted] nomination [redacted] maîtres [redacted] ou [redacted] professeurs, le [redacted] d'Etat aux universités, au nom [redacted] l'autonomie [redacted] dernières bien sûr, entérine [redacted] conseil ; [redacted] s'il s'agit de la nomina-[redacted] ou [redacted] tants, [redacted] de l'université, [redacted] nom [redacted] la démocratie, bien sûr, qui [redacted] le [redacted] commis-[redacted] spécialistes.

C'est [redacted] Lille-III (l'an dernier, [redacted] sion [redacted] qui [redacted] fait [redacted] bruit) et Lille-I [redacted] distinguées [redacted] do-[redacted] : Lille-III [redacted] le recrutement d'un [redacted] dont [redacted] succès [redacted] la conséquence [redacted] compétition lamentable ; Lille-I [redacted] multipliant [redacted] pour [redacted] finalement la nomination, comme [redacted] de [redacted] également, d'un [redacted] : [redacted] candidature [redacted] repoussée par [redacted] C.C.U. depuis [redacted] et demi, et, à [redacted] d'une prestation publi-[redacted] présence [redacted] de quatre personnalités étrangères [redacted] elle [redacted] été [redacted] aux Lillois, [redacted] particulier par ces quatre per-[redacted]

Penser à l'avenir

[redacted] pratiques [redacted] engagent [redacted] des universités pour une trentaine d'années ; et [redacted] pour plus longtemps. Quel [redacted] alors [redacted] niveau [redacted] qui auront utilisé [redacted] telles méthodes [redacted] recruter [redacted] qui auront entériné ces choix [redacted] outre l'intérêt de certains [redacted] gnants locaux, celui tout aussi respectable des étudiants présents et futurs ?

[redacted] nominations sont d'autant plus [redacted] que nombreux [redacted] les [redacted] de valeur [redacted] pendant la riche décennie 1960-1970 [redacted] d'impatience [redacted] portes [redacted] Et beaucoup d'autres choix [redacted] sont connus, dans [redacted] les [redacted] les niveaux, comme [redacted] assistants [redacted] qui ne sont [redacted] l'apanage [redacted] syndicat de [redacted] droite. Parfois, [redacted] la poussée de la médiocrité, la [redacted] s'organise. [redacted] ainsi [redacted] cas [redacted] d'Orsay, [redacted] la [redacted] lité [redacted] enseignement [redacted] sa [redacted] Orsay [redacted] première [redacted] probablement la [redacted] université qui [redacted] « [redacted] de [redacted] dans [redacted] où [redacted] leur [redacted] à [redacted] qu'ils [redacted] pendant [redacted] même, pendant [redacted] mois, [redacted] récemment, pour s'opposer [redacted] d'un [redacted] trop [redacted] niveau [redacted] vigoureusement [redacted] groupes [redacted] gauche, [redacted] l'art d'utiliser [redacted] « [redacted] » [redacted] système signalées plus [redacted]

[redacted] espoir [redacted] perdu de pouvoir remonter [redacted] courant, [redacted] revigorer [redacted] d'aucuns, [redacted] comme [redacted] gauche, ne [redacted] voir [redacted] la pous-[redacted] ? Faut-il [redacted] d'explo-[redacted] pure aux [redacted], qui, elles, [redacted] gardé [redacted] de [redacted] toujours la grande majorité des jeunes [redacted] valeur ? Faut-il leur abandonner ce rôle, [redacted] que, [redacted] à part [redacted] normale supérieure, il fut [redacted] peu [redacted] leur jusqu'ici, [redacted] que, paradoxalement, vu [redacted] qu'ils rencontrent ici et là, leurs [redacted] pratiquement exclus de [redacted] carrière [redacted] taire ? [redacted] ce soin à la seule [redacted], qui, [redacted] vrant la sélection, fait [redacted] coup du [redacted] études médicales [redacted] et [redacted] une [redacted] qui, d'une part, ne peut que réjouir les malades [redacted] potentiels que [redacted] sommes [redacted] part, donne à [redacted] recherche [redacted] française [redacted] le [redacted] départ ?

Malgré le pessimisme [redacted] la plupart des considérations ci-dessus, il [redacted] que la réponse est non [redacted] ces questions. [redacted] imaginer que [redacted] soixante ou quatre-vingts [redacted] françaises [redacted] seront [redacted] rang, donnant [redacted] enseignements [redacted] même qualité [redacted] délivrant des diplômes [redacted] même valeur, etc., c'est tout simplement rêver [redacted] jeu la [redacted] générale. Il est bien connu par exemple que pratiquement [redacted] la [redacted] Unis [redacted] trentaine [redacted] leurs [redacted] cents [redacted] ou ins-[redacted] technologie. Inévitablement, en France comme ailleurs, [redacted] nant [redacted] enseignements [redacted] la répartition [redacted] moyens [redacted] importants, [redacted] s'imposent ou s'imposeront toujours, tant [redacted] niveau [redacted] universités qu'à [redacted] hom-[redacted] d'une même université.

En revanche, quelques mesures gé-[redacted] du pouvoir permettraient [redacted] la pente, [redacted] : re-[redacted] question, par exemple [redacted] inscriptions sur [redacted] « [redacted] restreintes » ; [redacted] les [redacted] étrangères, [redacted] partout, [redacted] loi, [redacted] nomination sur place, ou [redacted] première [redacted] ils ont [redacted] thèse ; imposer [redacted] candidats le stage préalable, dit « post-doctoral », [redacted] un [redacted] étranger [redacted] haut niveau ; enfin [redacted] l'exemple [redacted] l'objectivité [redacted] du courage, [redacted] neutraliser [redacted] pressions administratives, politiques ou syndicales.

Mais, [redacted] le [redacted] actuel, [redacted] suggestions, qui [redacted] sont [redacted] d'ailleurs, risquent fort de rester des vœux pieux. Peut-[redacted] l'autonomie [redacted] qu'il s'agisse du [redacted] leurs professeurs ou [redacted] la [redacted] étudiants, pour découvrir [redacted] problèmes. Alors, dans l'immédiat, se compteraient-elles [redacted] des deux mains — ou [redacted] d'une seule, — les meilleures [redacted] françaises [redacted] pourraient-elles décider [redacted] communes [redacted] sauvegarde ?

(*) Professeur [redacted] chimie [redacted] l'université de Paris-Sud à Orsay ; président [redacted] la commission de synthèse [redacted] du [redacted]

(1) [redacted] pénurie [redacted] leur répartition optimale, [redacted] C.N.R.S. a [redacted] prendre des mesures telles que l'« affichage », qui est la désignation préalable par la direction, [redacted] publicité [redacted] saire, des laboratoires — la plupart [redacted] par les [redacted] — [redacted] grandes [redacted] de [redacted] dans [redacted] d'un poste [redacted] chercheur, l'objectif [redacted] diriger les candidats de valeur vers ces laboratoires. Il favorise également la mobilité des sujets de recherche des laboratoires par un système d'aides limi[redacted] tant que [redacted] sans faire apparaî[redacted] problèmes [redacted] la [redacted] tech-[redacted] l'ensemble de ces [redacted] que crises dans un [redacted] ou [redacted] sont bloquées, qui est rejeté par les syndicats.

(2) Le [redacted] 3 [redacted] 27 [redacted] 1975. Il vient d'être [redacted] (le [redacted] du 3 février 1977) qu'à [redacted] suite de vives protestations [redacted] monde universitaire et de [redacted] énergique [redacted] S.N.E.-Sup, l'élection [redacted] de Lille-III a [redacted]

Un classement de publications spécialisées

LE *Science Citation Index*, l'index des citations scientifiques, est un instrument précieux pour estimer la qualité [redacted] journaux. Il permet [redacted] faire des statistiques sur [redacted] manière dont ces journaux sont appréciés par [redacted] communauté scientifique en prenant comme critère [redacted] de fois [redacted] un article [redacted] en référence.

Eugène Garfield, de l'Institute for Scientific Information [redacted] Philadelphie, vient [redacted] paraître, [redacted] *Nature*, une très [redacted] analyse sur ce sujet. Il montre que le problème [redacted] beaucoup plus complexe qu'on ne pourrait le penser *a priori*. [redacted] publie [redacted] plusieurs classements [redacted]

Le premier, [redacted] plus simple, s'appuie sur le nombre total d'ar-[redacted] ces journaux [redacted] en 1974. [redacted] dix pre-[redacted] sont, [redacted] l'ordre, le *Jour-[redacted] of [redacted] Chemical Society*, [redacted] *Physical* [redacted] *Journal of Biological Chemistry*, [redacted] of [redacted] *Chemical Society*, le *Journal of Chemical Physics*, [redacted] *Biophy-[redacted] Acta*, *Science*, [redacted] *P.N.A.S.* et [redacted]

[redacted] journaux peuvent [redacted] classés en fonction [redacted] citations [redacted] (articles de [redacted] en 1974). [redacted] premiers [redacted] ce [redacted] les mêmes, [redacted] parfois changé. [redacted] *Physical Re-[redacted]* prend [redacted] première place, suivie [redacted] *Nature*, [redacted] *Journal of* [redacted] *American Chemical Society* et [redacted] *P.N.A.S.*

[redacted] classements par nombre de citations [redacted] mesure de l'influence [redacted] journaux. [redacted] ne permettent [redacted] savoir quel est l'impact d'un [redacted] écrit dans un [redacted] ces journaux, ce qui intéresse au premier chef [redacted] auteurs. [redacted] publient en [redacted] beaucoup plus d'articles que d'au-[redacted]. Le [redacted] est [redacted] inégal.

Les titulaires des dix premières places d'un dernier classement, qui utilise comme [redacted] de citations [redacted] article, ne sont [redacted]. Le sont, [redacted] ordre, [redacted] of *Experimental Medecine*, les *P.N.A.S.*, le [redacted] *England Journal of Medicine*, [redacted] *of Molecular Biology*, [redacted] *Journal of Clinical Investigation*, *Circulation*, le *Journal of* [redacted] *Biology*, *Lancet*, le *Journal of Biological Chemistry* [redacted] *Science*.

En fait, [redacted] ces [redacted] pèchent de [redacted] manière. Ils ne tiennent [redacted] la discipline. Or [redacted] tions [redacted] beaucoup. L'étude [redacted] comporte trois [redacted] classements, [redacted] là, [redacted] botanique, en astronomie/astrophysique [redacted] mathématiques. Ce qui permet pour la première fois [redacted] journal français d'apparaître [redacted] les [redacted] premiers : [redacted] *Annales* [redacted] *géophysique* [redacted] astronomie/astrophysique. [redacted] que pour [redacted] : [redacted] beaucoup [redacted] bien placés [redacted]

En toute logique

TIR AU BUT

PROBLEME N° 85

Un joueur [redacted] avec le [redacted] adverses, en [redacted] ligne de touche. Sur [redacted] ligne, quel [redacted] meilleur point pour shooter ? (c'est-à-dire : quel [redacted] point [redacted] sont vus [redacted] le plus grand angle ?). [redacted] que [redacted] terrain [redacted] long, 70 [redacted] de [redacted] 7,32 [redacted] buts [redacted] chaque camp.

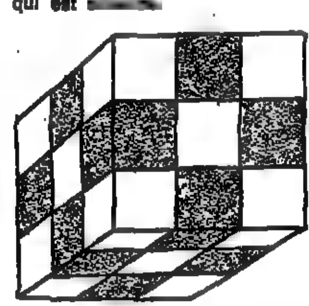
(Solution [redacted] prochain « Monde des [redacted] et [redacted] techniques ».)

[redacted]
DU PROBLEME [redacted]

27 briques de [redacted] 2 × 1 × 0,5 ne peuvent s'assembler en un [redacted] de [redacted] 3 × 3 × 3.

Faisons, en [redacted] apparaître [redacted] comme [redacted] 27 petits cubes 1 × 1 × 1, [redacted] alternativement en [redacted] noire [redacted] blanche. [redacted] couleur [redacted] par [redacted]

Si les briques [redacted] pour former [redacted] cube, aucune [redacted] en [redacted] Chaque brique [redacted] parallèle [redacted] que [redacted] noir, qu'elle [redacted] ou qu'elle [redacted] trois cubes [redacted] plus. [redacted] total, [redacted] 27 briques [redacted] 13,5 [redacted] et 13,5 [redacted] noirs, ce qui est [redacted]



PIERRE BERLOQUIN.

Une particule fondamentale

(Suite de [redacted] page 15.)

[redacted] D.C.I. [redacted] En juin 1976, un [redacted] était opérationnel [redacted] les expériences [redacted] — [redacted] plutôt l'expé-[redacted] : [redacted] toujours [redacted] budgétaires, [redacted] n'a [redacted] mettre en place qu'un détecteur, qui [redacted] auparavant [redacted] ACO. Un [redacted] détec-[redacted] adaptés [redacted] D.C.I. [redacted] prévu. Mais il n'a pu être [redacted] qu'après la [redacted] sera [redacted] prêt avant deux ans.

Le [redacted] actuel permet de compter [redacted] particules produites dans une collision [redacted] électrons [redacted] positons, [redacted] d'en identifier [redacted] Un [redacted] les événements suivant le type [redacted] particules.

Cinq « pi » pour un « omega »

La [redacted] particule a [redacted] trou-[redacted] la [redacted] des événements [redacted] quatre pions (ou [redacted] pi), électriquement chargés, [redacted] à [redacted] ou deux photons. [redacted] une résonance, c'est-à-dire une particule dont [redacted] durée [redacted] vie [redacted] brève qu'on [redacted] peut séparer, [redacted] en théorie, le laps [redacted] temps pendant lequel elle [redacted] forme [redacted] celui pendant lequel elle se désintègre : [redacted] deux phénomènes sont [redacted] dus [redacted] forces. Les relations d'incertitude [redacted] Heisenberg impliquent qu'une particule [redacted] vie si brève n'ait pas une masse définie ; [redacted] effectivement [redacted] de la [redacted], ou plutôt [redacted] l'énergie de masse, qui se répar-[redacted] une [redacted] largeur 0,15 GeV, centrée [redacted] 1,78 GeV. Dans la [redacted] précitée, [redacted] nettement plus d'évé-[redacted] cette [redacted] d'énergie que [redacted] les [redacted] Cela indique l'existence [redacted] particule.

Quelles autres propriétés a-t-elle ? Par construction, elle [redacted] neutre, puisque [redacted] d'un électron [redacted] d'un positon. Elle [redacted] à un [redacted] pair de pions chargés : si l'on en [redacted] trois, [redacted] qu'un quatrième n'a [redacted] détecté. Mais la présence [redacted] photons suggère fortement qu'il y a aussi un pion neutre. La particule se désintégrerait [redacted] en cinq pions, un neutre, deux chargés positivement [redacted] deux chargés négativement.

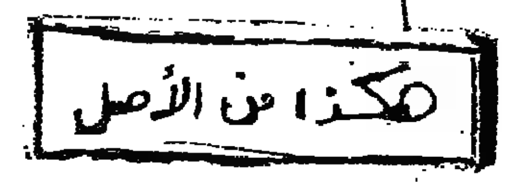
Le prix Nobel [redacted] physique [redacted] attribué à deux [redacted] qui découvrirent, il y [redacted] deux ans, une particule d'un type nouveau, généralement appelée « [redacted] psi ». Et, très vite, [redacted] un [redacted] « psi », [redacted] par [redacted] masse plus [redacted] puis [redacted] famille de particu-[redacted] apparentées aux psi, [redacted] de propriétés [redacted]

Bien [redacted] d'une espèce nouvelle, [redacted] psi [redacted] analogies [redacted] particules [redacted] depuis longtemps : [redacted] rho, [redacted] phi. Il [redacted] donc probable que [redacted] mésons ont [redacted] « récurren-[redacted] » [redacted] plus [redacted] Vu la façon dont [redacted] désintègre, la particule d'Orsay [redacted] presque [redacted] tainement un « [redacted] prime » [redacted] différant du [redacted] par [redacted] masse.

L'important [redacted] qu'elle existe. Coppelia [redacted] un [redacted] assuré. Pour D.C.I., c'était moins sûr étant donnée l'énergie plus faible ; il [redacted] dans [redacted] monde quatre [redacted] collisions d'énergie égale [redacted] plus [redacted] (1). [redacted] D.C.I. a permis une [redacted] importante, alors qu'il [redacted] incomplet — le [redacted] opérationnel [redacted] quelques mois, ce qui limite l'intensité qui peut circuler — et qu'il ne dispose [redacted] d'un [redacted] d'« occasion » [redacted] terminé, D.C.I. devrait, ne fût-ce qu'en étudiant le [redacted] prime, apporter [redacted] résultats physiques.

MAURICE ARVONNY.

(1) Ce sont Doris, à Hambourg [redacted] fédérale), où l'énergie [redacted] 4,5 GeV ; Spear [redacted] (Etats-Unis), où elle atteint 4,2 GeV. Adone, [redacted] Frascati (Italie), avec une énergie de 1,6 [redacted]. Enfin Zepp - 4, à Novosibirsk (U.R.S.S.), [redacted] un [redacted] de colli-[redacted] proton-antiproton actuellement [redacted] pour [redacted] des électrons [redacted] des positons de 5 à 6 GeV.



ACTUALITÉ MÉDICALE

LE PREMIER CONGRÈS DE L'ASSISTANCE MÉDICALE D'URGENCE

La difficile naissance d'un véritable service public

Un Français sur cinq risque, au cours de son existence, d'être concerné par la médecine des urgences et des détresses ; 50 % des accidentés de la route, 60 [redacted] des malades atteints d'infarctus du myocarde, meurent dans la première heure qui suit leur accident ; sur les deux millions d'insuffisances respiratoires soignées chaque année, [redacted]-cinq mille s'aggravent faute d'avoir [redacted] prises en charge assez rapidement.

« Les [redacted] accomplis [redacted] médecine [redacted] depuis quinze [redacted] considérables », [redacted] le professeur Lareng, président du Syndicat national [redacted] l'aide médicale d'urgence, qui tenait son premier congrès, les [redacted] 6 février, [redacted] Clermont-Ferrand. [redacted] trois cents congressistes réunis à cette [redacted] ont souligné combien [redacted] hôpitaux, par la création de structures nouvelles, avaient, dans une certaine [redacted] pris en charge la médicalisation des premiers soins et [redacted] de coordonner les divers secteurs d'urgence [redacted]

[redacted] initiatives provoquent cependant [redacted] inquiétudes parmi [redacted] médecins libéraux ou [redacted] organismes traditionnellement concernés [redacted] problèmes [redacted] l'urgence. [redacted] projet [redacted] loi actuellement en préparation devrait, en clarifiant [redacted] objectifs de [redacted] médecine nouvelle.

L'ASSISTANCE *médicale* d'urgence est l'aide [redacted] toute personne [redacted] dans un lieu public, sur son lieu de travail, à [redacted] : un certain nombre de médecins hospitaliers, particulièrement parmi [redacted] anesthésistes réanimateurs, [redacted] eu l'ambition de « *faire* [redacted] *murs* » et d'assu[redacted] la médicalisation [redacted] premiers [redacted] Un [redacted], en [redacted] institua l'obligation pour [redacted] hospitaliers [redacted] moyens [redacted] secours [redacted] : il [redacted] aujourd'hui [redacted] cinquante [redacted] d'urgence [redacted] réanimation [redacted] qui [redacted] sont pas sans [redacted] problèmes.

Les responsabilités juridiques de ces équipes nouvelles restent [redacted] définir. Une adaptation [redacted] des matériels aux [redacted] ports médicalisés est nécessaire. [redacted] présence au congrès d'ingénieurs biophysiciens en témoigne. Enfin, dans les centres hospitaliers non universitaires, ce sont souvent des stagiaires internés qui jouent un rôle prépondérant dans la médecine de premier recours : [redacted] donneraient rarement [redacted]

Mais l'action des SMUR rattachés [redacted] des structures hospitalières ne s'oppose pas nécessairement [redacted] celle d'autres organismes. [redacted] lors [redacted] la route, [redacted] le [redacted] du sapeur-pompier ou du gendarme est d'extraire le blessé, celui du médecin sera d'opérer une transfusion. Dans nombre de cas, néanmoins, il est apparu nécessaire de créer des structures de coordination des divers services de l'urgence : ainsi prirent naissance, de façon pragmatique, des services d'aide médicale d'urgence (SAMU) à l'origine à Toulouse et Dijon, aujourd'hui dans quarante-cinq hôpitaux ; seize ont été créés lors de la seule année 1976.

Ce congrès a néanmoins démontré avec force que les SAMU n'avaient pas dégagé de doctrine commune sur leur fonctionnement. Leurs relations avec les malades sont fort différentes selon les régions. Ainsi, dans des villes comme Nancy ou Corbeil, les médecins de l'hôpital [redacted] opposés au principe même [redacted] toute communication [redacted]phonique [redacted] du public. A Paris, la sélection entre blessés graves [redacted] blessés légers sur la voie publique est [redacted] fait [redacted] brigadier [redacted] police-secours.

[redacted] responsables [redacted] SAMU craignent [redacted] d'appels [redacted] divulguent leur numéro [redacted] phone. Enfin, dans des villes comme Rouen ou Grenoble, les coordonnées du SAMU sont connues de l'ensemble de la population, paraissent quotidiennement dans la presse locale ; c'est au médecin régulateur de ce service, assisté d'un médecin praticien, à qui revient le soin d'envoyer au patient, ou une ambulance ou un médecin de garde. Certains souhaiteraient même que, comme en U.R.S.S., il y ait un numéro d'appel unique des SAMU pour toute la France.

D'autre part, s'il [redacted] été reconnu que « *médecins praticiens* [redacted] *SAMU ont des* [redacted] *complémentaires et doivent collaborer* », force a été de constater qu'il y avait chez certains médecins de ville le sentiment d'être rejetés par les SAMU du domaine de l'urgence. Face à d'autres organismes, l'attitude des SAMU est plus fluctuante. Certains souhaitent renforcer les moyens des SMUR placés plus ou moins directement sous leur contrôle, mais ils reconnaissent l'utilité du concours des deux mille neuf cents centres de secours des sapeurs-pompiers sur l'ensemble du territoire ou de celui de l'armée qui, [redacted] cours de l'été 1976, [redacted] mis [redacted] la disposition des *services d'urgence* [redacted] soixante-cinq médecins du contingent.

Pour ce qui concerne l'hospitalisation privée, tous les SAMU acceptent le principe de transporter en clinique privée les patients qui en font la demande, mais « *il n'existe nulle part une organisation permettant* [redacted] *collaboration entre le SAMU* [redacted] *établissements privés* », [redacted] pu affirmer le docteur Giroud, secrétaire général du SAMU.

NICOLAS BEAU.

POINT DE VUE

Une planification de l'urgence

par [redacted] professeur
LOUIS LARENG (*)

L'URGENCE [redacted] tiellement par [redacted] qui [redacted] et qui appelle [redacted] un tel moment, il ne s'agit [redacted] polémiquer ; seule l'efficacité prime.

C'est pourquoi [redacted] imposée d'évidence, [redacted] années. [redacted] l'hôpital [redacted] aller [redacted] la détresse et assurer [redacted] « du pied [redacted] l'arbre [redacted] lit spécialisé » ; [redacted] principe [redacted] la mise [redacted] place des services [redacted] d'urgence — SAMU, — qui [redacted]tionnent maintenant dans la plupart des [redacted] de [redacted]. [redacted] *la création* [redacted] SAMU ne solutionne pas tout. En effet, la mise en place [redacted] organismes impose [redacted] l'évidence : la [redacted] d'une [redacted] coordination [redacted] l'ensemble [redacted] entreprises appelées [redacted] afin [redacted] ne [redacted] gênent pas ou, au pire, ne voient pas leurs effets s'annuler.

Il [redacted] donc étudier sans retard [redacted] conditions dans lesquelles la [redacted] d'urgence pourra atteindre le [redacted]

La participation des [redacted] l'organisation et [redacted] la [redacted] des secours d'urgence devient de plus en plus [redacted] de [redacted] gravité et [redacted] la fréquence *croissante des situations de* [redacted]*tresse*. Malheureusement, [redacted] sique selon laquelle la victime [redacted] être [redacted] dans les meilleurs délais [redacted] en pratique à des évacuations rapides, [redacted] aussi à une précipitation [redacted] dangereuse.

Le « premier [redacted] » [redacted] praticiens.

Or le médecin-praticien a prouvé [redacted] disponibilité et sa compétence [redacted] l'accomplissement du premier [redacted] d'ailleurs celui qui [redacted] il n'apparaît [redacted] possible de le dissocier de l'urgence. L'omnipraticien ne [redacted] jamais [redacted] à cet impératif, [redacted] pourtant [redacted] conditions d'exercice [redacted] médecine omnipraticienne [redacted] chaque jour plus difficiles; [redacted] le rapport Fougère, « [redacted] conditions [redacted] nature [redacted] compromettent [redacted] ». Aujourd'hui, l'omnipraticien, [redacted] par [redacted] doutes, [redacted] par [redacted] dans un proche avenir [redacted] à ne [redacted] que des grippes, [redacted] et signer [redacted] travail.

[redacted] part, la permanence [redacted] doit [redacted]

L'urgence [redacted] peut [redacted]. L'ur[redacted] potentielle [redacted] davantage. [redacted] l'a dit [redacted] : « Il est [redacted] instant [redacted] des sujets qui, comme des navires, [redacted] en perdition... »

En un tel domaine, [redacted] hasard n'a [redacted]. Il [redacted] « prévoir pour pouvoir ».

Enfin, il n'y a pas plusieurs médecines face [redacted] la détresse. [redacted] soit [redacted] ou libérale, la médecine [redacted] un [redacted] public, [redacted] la disposition [redacted] celui qui [redacted] tout son espoir en [redacted]

C'est pourquoi la [redacted] de planification dans le secteur de santé [redacted] un [redacted] contrôle d'un processus de développement qui obéit [redacted] une seule logique [redacted] des [redacted] C'est [redacted] une [redacted] ceux qui [redacted] nés par l'urgence s'impose.

L'urgence [redacted] la pierre angulaire [redacted] indispensable [redacted] conceptions classiques. Elle a déjà [redacted] hospitalières traditionnelles ; elle a aussi [redacted] intervenir des [redacted] étrangers à la santé, comme [redacted] gendarmerie nationale, les militaires, la police [redacted] sapeurs-pompiers. [redacted] rappeler que [redacted] SAMU n'auraient jamais pu [redacted] mis [redacted] place sans l'[redacted] de [redacted] organismes d[redacted] compétents, qui [redacted] innombrables aux [redacted] de [redacted] et aux asphyxiés, [redacted] la coordination indispensable du préfet ?

[redacted] il faut [redacted] loin. La [redacted] impose l'unicité, qui [redacted] l'uniformité.

La meilleure solution [redacted] de regrouper [redacted] d'urgence [redacted] un [redacted] d'appel unique. A [redacted] actuelle, cela ne semble [redacted] possible. [redacted] rôle pourrait, par contre, [redacted] rempli par [redacted] SAMU. [redacted] : le SAMU ne prétend [redacted] se [redacted] aux [redacted] organisations, qu'elles soient privées [redacted] publiques. Au contraire, je pense [redacted] le [redacted] subit [redacted] moment une [redacted] son rôle initial. Le SAMU [redacted] une ambulance classique chargée [redacted] parturientes, [redacted] consiste [redacted] organiser [redacted] l'urgence.

[redacted] pourquoi je préconise [redacted] niveau du SAMU l'appel [redacted] un médecin coordonnateur, sorte de « [redacted] Urgence », qui orientera la détresse soit vers le méd[redacted] praticien de garde, soit vers l'organisme qualifié ; s'il s'agit d'un [redacted] de [redacted] route, il sera en mesure d'envoyer, dans les minutes qui suivront l'appel, une ambulance [redacted] du matériel nécessaire. Il n'est pas [redacted] mettre en [redacted] peu que l'on [redacted] aboutir ; [redacted] la volonté ne [redacted] pas : [redacted] moyens financiers sont indispensables ; une loi s'impose.

Il faut que [redacted] pouvoirs publics comprennent [redacted] le progrès [redacted] représente [redacted] si l'homme ne peut en [redacted]. Il s'agit ici d'un [redacted] pour [redacted] toujours [redacted] en question : [redacted] la vie [redacted] la mort.

Il ne [redacted] pas laisser passer cette ch[redacted]

(*) [redacted] Syndicat [redacted] de l'[redacted] médicale urgente.

CORRESPONDANCE

Avorter à Créteil

Une mise au point du professeur Gautray

Sous le titre « Les vraies causes des retards » [redacted] *avons publié dans le* Monde *daté 19-20 janvier 1977 le témoignage de Mme Annick Moutailler, qui s'était sentie « méprisée », « humiliée », à l'hôpital de Créteil où elle était venue demander une interruption volontaire de grossesse, et qui n'avait pu avorter que tardivement dans une clinique privée.*

Le professeur Gautray, responsable du service de gynécologie et d'obstétrique du centre hospitalo-universitaire de Créteil, qui, conformément à la loi, pratique des interruptions de gros[redacted] *prie* [redacted] *apporter* [redacted] *précisions suivantes sur* [redacted] *marche* [redacted] :

[redacted] le moindre contrôle, [redacted] publiez un [redacted] qui serait [redacted]*érée des hôpitaux* [redacted] *mettre la femme* [redacted] *l'impossibilité d'avorter,* [redacted] *faisant reculer* [redacted] *plus* [redacted] *et* [redacted] *quant* [redacted] *fausses informations* ».

Bien plus, [redacted] commentaire laisse [redacted] que [redacted] serait en quelque [redacted] la preuve [redacted] « *l'inconscience* [redacted] *responsables* [redacted] *la* [redacted] *publique* » et [redacted] leur hostilité à la loi [redacted] l'avortement.

Je ne pourrais, sans violer [redacted] secret médical, [redacted] à une [redacted] même si elle [redacted] pu, grâce [redacted] publier des contre-vérités. Par contre, il ne [redacted] pas interdit de rappeler que, dans un article que j'envoyais au *Monde* [redacted] novembre 1973, [redacted] me prononçais déjà, [redacted] matière d'avortement, pour [redacted] législation qui réponde [redacted], pour que soit « décriminalisé » l'avortement.

Ainsi, avant même que [redacted] nouveaux aient été suivis de [redacted] d'application, le service universitaire d'obstétrique [redacted] gynécologie [redacted] Créteil a [redacted] doté, à mon initiative de [redacted] permettre les interruptions de grossesse, en accord [redacted] le directeur de l'action sanitaire et sociale du Val-de-Marne.

Mais [redacted] pouvions, hélas ! agir [redacted] d'un [redacted] dont [redacted] capacité [redacted] que [redacted] cinquante-six lits, avec un équipement [redacted] vétuste, qui nous [redacted] problèmes [redacted] plan [redacted] la sécurité, et qui [redacted] qu'une salle d'opération à peine [redacted]

[redacted]dant, [redacted] voulu agir en [redacted] aux patientes [redacted] obligatoires [redacted] le maximum [redacted] garanties sur [redacted] plan *médical*, [redacted] plan psychologique.

C'est le motif pour lequel [redacted] rendez-vous [redacted] proposés : consultation gynécologique, [redacted] avec une [redacted] sociale et un psychologue. Les rendez-vous [redacted] consultation [redacted] en surcharge de ceux qui étaient [redacted] inscrits depuis parfois plusieurs [redacted] Deux de [redacted] rendez-vous [redacted] portés sur [redacted] chaque consultant, y compris du [redacted] (qui [redacted] consultations publiques [redacted] total, cinq [redacted] huit de [redacted] demandes donnent lieu à [redacted] rendez-vous chaque jour (cinq jours par semaine). [redacted] informations recueillies au cours [redacted] ces [redacted] entretiens [redacted] confrontées [redacted] d'une [redacted] tenue chaque matin, qui [redacted] près d'une heure, [redacted] apprécier les conditions [redacted] patientes, pour retenir [redacted] plus graves (ou les plus désespérées) dans la limite [redacted] capacités d'hospitalisation [redacted] d'activité [redacted]. Le délai [redacted] entre la première visite médicale [redacted] la réponse, [redacted] nous [redacted] donner [redacted] rapi[redacted] que possible, [redacted] quatre jours, ce qui [redacted] plus court que les prescriptions légales. En [redacted] de refus, [redacted] liste [redacted] cliniques que [redacted] connaissons est indiquée [redacted] patientes, qui reçoivent évidemment [redacted] document [redacted] qu'elles [redacted] accompli [redacted] formali[redacted] prévues par [redacted]

Enfin, [redacted] interruptions de grossesse [redacted] déroulent dans [redacted] maximum et les moins [redacted]. Le coût en [redacted] de 600 francs, la durée de séjour hospitalier [redacted] heures, l'intervention [redacted] pratiquée par aspiration, sous anesthésie [redacted]érale, après qu'un examen ait [redacted] effectué par un médecin anesthésiste réanimateur. Un rendez-vous est systématiquement proposé [redacted] ces patientes dans les [redacted] semaines de l'intervention. [redacted] décembre [redacted] sept [redacted] tiquées dans ces conditions rigoureuses.

J'ai la conviction profonde qu'en [redacted] d'avortement il ne saurait être question d'imposer [redacted] quiconque une conduite contraire à [redacted] convictions intimes. [redacted] suis contre [redacted] intolérances pour l'application raisonnable [redacted] la loi.

Est-il juste, dans ces conditions, [redacted] lancer [redacted] nous [redacted] sations [redacted] sectarisme et de mensonge ?

[Que la [redacted] de [redacted] correspondante l'ait conduite à une interprétation abusive et péjorative des faits qu'elle avait vécus, et que [redacted] contrôler, est une chose, et il est normal [redacted] Gautray en conçoive une [redacted] *d'autant* [redacted] que [redacted] a accompli un effort considérable pour s'ouvrir à l'applicatio[redacted] la loi sur l'avortement.

Mais il paraît difficil[redacted] nier que [redacted] matérielles dont il dispose sont insuffisantes pour per[redacted] une interruption [redacted] précoce de la grossesse, comme [redacted] spécialistes, et il [redacted] pas inutile que de simples patients, que les « [redacted] de la médecine [redacted] puissent dénoncer avec vigueur (au risque d'en mal interpréter [redacted] une situation nuisible à la santé publique et [redacted] le professeur Gautray ne manque [redacted] de déplorer lui-même. — Dr E. L.]

ÉDUCATION

Dans l'enseignement technique

Des collégiens qui s'organisent

C'est dans une atmosphère studieuse qu'une centaine de collégiens et de collégiennes ont participé, dimanche 6 février, à la Bourse du travail de Montreuil (Seine-Saint-Denis), au premier forum national organisé [redacted] la coordination permanente [redacted] collèges d'enseignement technique (C.P.-C.E.T.).

[redacted] par leur [redacted] et leurs conditions [redacted] travail de la classe ouvrière, [redacted] élèves des C.E.T. sont traditionnellement peu politisés. Aucun appui n'a donc fait défaut à [redacted] « coordination permanente » lorsqu'elle [redacted] entrepris de remédier à cette situation. Ni celui des syndicats, en particulier [redacted] la C.G.T., qui [redacted] participé activement [redacted] sa créa[redacted] et conti[redacted] lui apporter son concours financier. Ni celui des organisations politiques de jeunes qui, tel le Mouvement de la jeunesse socialiste, samedi 5, appellent régu[redacted] leurs adhérents et sympathisants [redacted] rejoindre ses rangs.

En même temps, l'action de la C.P.-C.E.T. correspond [redacted] de ces organisations de renforcer leur influence dans l'enseignement technique : la Ligue communiste révolutionnaire au nom du « tournant ouvrier » décidé en 1974, les jeunes communistes en liaison avec [redacted] campagne du P.C.F. en [redacted] (*Le* [redacted] du 14 [redacted] 1976), [redacted] par référence [redacted] « *front de* [redacted] », base théorique de leur action.

Tout cela, joint aux réelles difficultés qu'éprouvent les collégiens pour mener [redacted] études [redacted] trouver [redacted] débouchés, explique la rapide progression [redacted] effectifs de la C.P.-C.E.T. qui, vingt-six mois après sa création, revendique cinq mille [redacted] cent cinquante adhérents. Bi[redacted] que faible en valeur relative — il y a sept cent mille collégiens en France — [redacted] situe [redacted] devant Ceux [redacted] technique, organisation concurrente animée [redacted] ouvrière.

Autant pour ménager ses divers soutiens que par souci de situer son action sur un plan [redacted] syndical, la [redacted] fait preuve d'un grand œcuménisme. En témoigne l'appel [redacted] dimanche par son « responsable national » [redacted] M. Patrick Mender : « *Tu* [redacted]*, tu es adhérent d'une organisation poli*[redacted]*cune tendance philosophique, tu sais que,* [redacted] *machine sans* [redacted]*ité* [redacted] *fait pas la* [redacted] *pour* [redacted] *doigt, alors tu as* [redacted] *parmi nous.* »

[redacted] qu'[redacted] avance en terrain vierge, la C.P.-C.E.T. veut éviter de se donner des objectifs politiques trop ambitieux. Elle mise surtout pour accroître son influence sur le « ras-le-bol » diffus des collégiens et sur la prise [redacted] compte [redacted] leurs difficultés quotidiennes.

Le contenu des « cahiers de re[redacted] » qu'elle [redacted] circuler dans les C.E.T. donne un ap[redacted] de cette démarche. D'une écriture maladroite, des collégiens du sud [redacted] France [redacted] plaignent que la préparation de leur diplôme [redacted] peintre se résume au badigeonnage, [redacted] fois recommencé, de [redacted] de [redacted] D'autres réclament l'installation d'un vestiaire, protestent contre la mauvaise insonorisation des locaux, le manque de chauffage, la piètre qualité des repas ou l'exiguïté d'un atelier.

Les témoignages entendus [redacted] prouvent qu'il en faut parfois moins pour déclencher une grève de collégiens, alors que [redacted] sont surtout les grandes « causes » — la ré[redacted] Haby ou celle du deuxième cycle universitaire — qui mobilisent lycéens et étudiants.

N'était-il [redacted] paradoxal d'appeler [redacted] collégiens [redacted] », « *pouvant* [redacted] *des* [redacted] », alors que venait d'être [redacted] le caractère [redacted] local [redacted] revendications susceptibles de les mobiliser ?

Cette semaine d'action, [redacted] cours de laquelle seront adressées des pétitions [redacted] ministère [redacted] l'éducation, aura pourtant lieu — du 7 au 12 mars. Autant semble-t-il pour [redacted] une [redacted] revendications mettant [redacted] sur [redacted] sécurité [redacted] et la participation des élèves à la vie des établissements, que pour donner à la C.P.-C.E.T. une image « nationale » qui, en raison d'un manque de [redacted] lui fait actuellement défaut.

BERTRAND LE GENDRE.

* C.P.-C.E.T. [redacted] esplanade Benoît-Frachon, [redacted] treuil, [redacted] 858-91-82.

CONTRE LES PROJETS SOCIALISTES

Deux mille parents se sont réunis à Paris pour la défense de l'école libre

Plus** [redacted] **deux mille personnes ont participé, lundi 7 février, à la salle** [redacted] **Mutualité de Paris,** [redacted] **« réunion d'information sur l'école catholique** [redacted] **avenir », organisée** [redacted] **la Fédération** [redacted] **de parents** [redacted] **l'enseignement libre (APEL)** [redacted] **Paris. Les partisans de l'école catholique ont une nouvelle fois rejeté les propositions socialistes de nationalisation et répondu** [redacted] **M. François Mitterrand,** [redacted] **l'UNAPEL** [redacted] **principal orchestrateur de la nouvelle « guerre scolaire » (le Monde du 15 janvier).

Personne ne s'y est trompé. Ni ce public, venu nombreux, composé en majeure partie de responsables locaux des APEL, ni les responsables nationaux : cette réunion d'information sur l'« *avenir* » de l'enseignement [redacted]*lique était, en fait, l'occasion pour* l'UNAPEL [redacted] réplique à la menace socialiste de nationalisation [redacted] de réaffirmer, dans une ambiance souvent proche de celle d'un meeting, un [redacted] à une éducation différente.

M. Patrick Lefeubvre, président académique, dénonça le « *laxisme intellectuel* » de ceux qui sou[redacted] voir [redacted]enseignement libre disparaître, « *au nom de la liberté de pensée* ». « [redacted] *portes* [redacted] *l'école catholique,* déclara-t-il, *doivent* [redacted] *des classes modestes (...), mais il faut* [redacted]*tenir la form*[redacted] *des* [redacted] *ont reçu de* [redacted] *dons différents pour assurer leur mission sur la terre.* » M. Henri Lefebvre, président national, [redacted] M. Louis Mexandeau, responsable de l'avant-projet *éducatif socialiste,* [redacted] « *capable* [redacted] *faire des boulettes* », et que [redacted] organ[redacted] *sectaires* » comme la Fé[redacted] de l'éducation nationale (FEN) et le Syndicat national des insti[redacted] (SNI) étaient en mesure de « *rappeler M. François Mitterrand à l'ordre* ».

Estimant que l'existence [redacted] l'école libre allait dans le sens [redacted] développement de la vie [redacted]tive, Mme Nicole Fontaine, secrétaire [redacted] adjoint [redacted] l'enseignement catholique, [redacted] critiqué l'éventualité d'un retour à une [redacted] de monopole pour le service public. M. Patrick [redacted]vre avait [redacted]vant déclaré que cette situation présen[redacted] « *les* [redacted] *le journal unique, le syndicat unique, le parti unique* ».

Autre risque [redacted] dans le projet soci[redacted] : l'abandon, en cas de nationalisation, de l'enseignement religieux. Pour les parents [redacted] l'école libre, [redacted] établissement [redacted] « [redacted] *lieux d'éducation et de foi* ». « *Mettre la religion hors de la vie serait contraire* [redacted] *l'Évangile* », a déclaré Mme Fontaine.

Au cours de la soirée, se sont ainsi succédé les arguments pour le [redacted] *quo*, donnant parfois [redacted] l'UNAPEL l'image d'une [redacted] repliée sur une position défensive. M. Patrick Lefeubvre a rappelé les positions favorables de l'épiscopat français, les recommandations de la déclaration conciliaire de 1965, *Gravis*[redacted]*m Educationis*, celles de la [redacted]ration internationale des droits de l'homme, et « *les services rendus par l'enseignement libre* ».

Le parti socialiste n'a cependant pas été le seul destinataire des re[redacted] l'UNAPEL. M. Henri Lefebvre [redacted] critiqué [redacted] « *rêves* » des enseignants C.F.D.T. de l'école libre, et les souhaits [redacted] certains [redacted] de voir [redacted] catholique réintégrer le service public. « *Les militants catholiques ne pourront pas révolutionner l'éducation quand ils connaîtront le* [redacted] *du fonction*[redacted] », a déclaré M. Lefebvre.

PHILIPPE BOGGIO.

■ *M.* [redacted] *Lang,* [redacted] Festival mondial du [redacted] de Nancy il y a quinze ans, a été élu le 4 février — à l'unanimité moins deux voix, — [redacted]teur de l'U.E.R. [redacted] juridiques [redacted] économiques [redacted] Nancy-II, en remplacement de M. Paul Jaquet.

Agé de trente-sept ans, M. Jack Lang est agrégé de droit public. Il a mené de pair une carrière universitaire et théâtrale. Il [redacted] titulaire [redacted] la [redacted] de droit international depuis juin 1976. [redacted] Chaillot (T.N.P.) de mars [redacted] à juillet 1974, M. Jack Lang demeure président du conseil d'administration du Festival mondial du Théâtre de Nancy. *(Corresp.)*

■ *M.* [redacted] *l'éducation* [redacted] *de l'instruction* [redacted] fait une visite officielle en France du 8 au 12 février, sur l'invitation [redacted] M. René Haby. Les entretiens des deux ministres porteront sur [redacted] l'enseignement et sur les échanges [redacted] *la* [redacted] Pologne dans le domaine de l'éducation. Des visites d'établissements sont prévues dans [redacted] région parisienne et à Nancy.

■ *La* [redacted] *prévue* [redacted] 9 février prochain pour recevoir le don qu'Aragon fait au C.N.R.S. de ses collections et manuscrits [redacted] que du [redacted] littéraire d'Elsa Triolet a été [redacted] une [redacted] ultérieure, par [redacted] d'un empêchement de M. Robert Chabbal, directeur général du C.N.R.S. On s'étonne que cette date n'ait pas encore été fixée.

ARTS ET SPECTACLES

Musique

Ferrari et Parmegiani à la Semaine du G.R.M.

Au Groupe [redacted] musicale, on n'entend [redacted] chefs-d'œuvre mais on [redacted] s'ennuie [redacted] prétend vous assener la vérité pure et dure ; les compositeurs proposent, s'expliquent, selon des formules variées ; d'où l'atmosphère détendue du Théâtre Récamier pour cette semaine « Musique, Image, Expérience », qui réunit un public jeune et assez nombreux, en lui [redacted] jour [redacted] programme non-stop de [redacted] à 23 h. 30. La « radiothèque » de Jack Vidal, qui explore l'histoire [redacted] la musique [redacted] un concert, soit [redacted] grande [redacted] expérimentale.

• •

[redacted] de [redacted] de [redacted] franc-tireur [redacted] talent fertile [redacted] original, qui n'est jamais où on l'attend. Avec Cellule 75 *pour piano, percussions et bande, il faisait, [redacted] a deux ans, une entrée en force [redacted] musique répé[redacted]. [redacted] pétard paraît [redacted] peu mouillé aujourd'hui, après le déferlement [redacted] et [redacted] à l'automne bien que la présence de l'électro-acoustique comme maître de chapelle y mette un sel et un grain sonore particuliers, tandis que Gérard Frémy [redacted] Jean-Pierre Drouet, auxquels le compositeur laisse de grandes [redacted] rythmique, font une [redacted].*

[redacted] plus original apparaît le « film » purement [redacted] agraire, rapporté par Ferrari [redacted] séjour [redacted] Algérie, dans [redacted] Presque rien *n° 1. [redacted] symphonie de bruits [redacted] d'animaux, [redacted] sique [redacted] arabes [redacted] français sur [redacted] partage des terres, a une prégnance étonnante ; les images sonores sont plus denses que des images visuelles et donnent une impression de densité de vie où l'on mord à belles dents. [redacted] parlées [redacted] en vocalises, [redacted] saoulants qui répondent aux bruits [redacted] ou [redacted] marteaux, l'omniprésence [redacted] brûlantes, les voix des enfants au [redacted] les [redacted] sur [redacted] réforme agraire, [redacted] composé avec un [redacted] et une force auxquels le public [redacted] pas [redacted] prêté attention. [redacted] pourtant un des plus riches exemples de véri[redacted] « [redacted] concrète ».*

• •

Lundi, [redacted] Parmegiani présentait [redacted] première [redacted] ces expérimentales confiées aux « patrons » du G.R.M. ; séances d'atelier, d'initiation, d'esthétique, en même temps que concerts. Dialoguant avec deux jeunes stagiaires (Philippe Mion et Jean-Christophe Thomas), plus comme [redacted] père [redacted] un [redacted] compositeur [redacted] la [redacted] blonde analysait avec simplicité quelques-uns de ses schémas familiers tels qu'ils apparaissent dans sa musique : concepts plastiques (variations autour d'une ligne), formels (macro-microscopique ; écoulement rupture ; proche-loin) ou principe de développement (les métamorphoses). Et ces descriptions précises et réflexives, judicieusement illustrées, constituaient une initiative ou au moins un excellent apprentissage de l'écoute de la musique électro-acoustique.

A travers ces exemples, ainsi que de plus longs extraits de De natura sonorum *et d'une composition nouvelle,* Dedans-Dehors, *on appréhendait mieux [redacted] somme de recherches, [redacted] progression expérimentale régulière qui sous[redacted] œuvre imposante, massive, nourrie [redacted] puissance [redacted] dramatique peu commune.*

Parmegiani présentait aussi le « cymatoscope », un procédé de J.-P. Charrière qui permet de produire les images animées par une action directe de la musique sur des plaques magnétiques vibrantes. Quelles [redacted] images, [redacted] côté des [redacted] bacilles, permettent [redacted] une production d'effets [redacted] synchronisés avec [redacted] les paramètres musicaux. Recherche intéressante, mais ce jeu a-t-il beaucoup d'avenir ?

JACQUES LONCHAMPT.

[redacted] mardi : Ivo Malec ; mercredi : Guy [redacted] ; jeudi : François Bayle (Théâtre Récamier, [redacted] h. 30).

Musées

Chefs-d'œuvre autour de « la Danse » de Matisse

La [redacted] de [redacted] des [redacted] où [redacted] depuis [redacted] quarantaine d'années ! Et, [redacted] une ronde de [redacted] d'œuvre, [redacted] en [redacted] collectionneurs, [redacted] une [redacted] au [redacted] de la Ville de Paris. Elle [redacted] inaugurée [redacted] le [redacted] Beaubourg.

Il a fallu plusieurs [redacted] d'aménagement pour transfor[redacted] du [redacted] qui [redacted] en une [redacted] sous l'espace [redacted] la [redacted] Electricité, [redacted] Dufy. [redacted] plus [redacted] la Danse ou [redacted] Nymphes, [redacted] également une vaste [redacted] de peinture, [redacted] la Fon[redacted] Merion (Pennsylvanie).

[redacted] de ce [redacted] sée, construit [redacted] un mécène [redacted] sa collection, [redacted] Matisse [redacted] un triple [redacted] 15 [redacted] de long et [redacted] de [redacted] le peindre, [redacted] un [redacted] dé[redacted] Nice, [redacted] à Tahiti, [redacted] il [redacted] provision [redacted] cent [redacted] de [redacted] le rythme d'une danse, il [redacted] coulée, [redacted] à une longue [redacted] bambou, [redacted] grandes nymphes [redacted] Quelques traits linéaires et [redacted] : [redacted] bleu, [redacted] le noir, [redacted] avec [redacted] grand [redacted] avec la [redacted] d'un papier découpé.

[redacted] les plus [redacted] » [redacted] moins [redacted] pour « atteindre la [redacted] » qu'il [redacted] vingt ans [redacted], [redacted] 1910, [redacted] du [redacted]. A la [redacted], [redacted] convenaient [redacted] au [redacted] peindre une [redacted] version, [redacted] la Ville [redacted] acheta la première... pour [redacted] Palais.

La blancheur d'un grand oiseau

D'un côté et [redacted] l'autre du chef-d'œuvre [redacted] Matisse, une grande peinture [redacted] Braque [redacted] où [redacted] fraîcheur d'un grand [redacted] et de [redacted] grand oiseau, [redacted] d'un [redacted] qui [redacted] une [redacted] chef-d'œuvre, au pied duquel [redacted] une sculpture de Laurens, a [redacted] au [redacted] par un collectionneur [redacted] plusieurs [redacted] principalement [redacted]. En [redacted] Braque [redacted] proche [redacted] Picasso, [redacted] 1909. [redacted] au public [redacted] et Composition [redacted] (1913), [redacted] Villon, presque tachiste, « touchiste » [redacted] Léger (1924) parmi [redacted].

Voici [redacted] le Bœuf [redacted] Chagall, fantastique [redacted] 1947 : [redacted] peint [redacted] avec [redacted] rues [redacted] battue, [redacted] plumage bleu. L'ange [redacted] les [redacted] en croix, [redacted] et [redacted] coutelas [redacted]. Et [redacted] qui [redacted] sourire...

Parmi [redacted] musée qui accompagnent ces « prêts à long terme », [redacted] bleu [redacted] 1913, [redacted] Gleizes, l'Equipe [redacted] Cardiff [redacted] Delaunay avec [redacted] avion biplan [redacted] grande roue ; un Léger [redacted]. [redacted] ont [redacted] pour [redacted] Ville [redacted] en [redacted] l'Exposition universelle [redacted] sont.

JACQUES MICHEL.

En bref

Cinéma

■ **« UNE FEMME, UN JOUR », de *Léonard Keigel.* — U.G.C. Opéra, Danton, Biarritz, Liberté.**

Un tango chanté par Carlos [redacted] de [redacted] l'amour malheureux de Nicky *(Mélane Brévan),* marchande d'antiquités aux Puces, pour [redacted] (Caroline Cellier), jeune bourgeoise séparée d'un mari né[redacted] qui [redacted] surtout [redacted] qu'on s'occupe d'elle [redacted] de [redacted] petit garçon.

[redacted] tango, on [redacted] comme la [redacted] nostalgique des cœurs incompris. [redacted] appuyé [redacted] sur un [redacted] femme, Simone [redacted] pour aborder, sentimentalement, [redacted] thème de [redacted] féminine. Rien d'équivoque [redacted] spectateurs. C'est la [redacted] qui marque [redacted] rapports [redacted] Nicky, Caroline et l'enfant.

Mais l'originalité [redacted] ce film — [redacted] rapport aux préoccupations habi[redacted] français — [redacted] qu'il met en question, [redacted] *l'anecdote [redacted] l'emprise [redacted], morale et psychologique* [redacted] ne parvient [redacted] figures du père et du mari, dispensateurs [redacted] d'argent [redacted] Nicky. [redacted] sans honte, se [redacted] arrêt [redacted] loi masculine. [redacted] Keigel renvoie le monde [redacted] hommes [redacted] *n'ont* [redacted] rôles qui [redacted] favorisent) [redacted] se penche [redacted] une attention [redacted] la [redacted] féminine. On [redacted] qu'il l'éprouve comme [redacted] blessure personnelle lorsqu'il [redacted] le visage [redacted] le comportement [redacted] actrices, pour [redacted] proches [redacted].

JACQUES SICLIER.

Danse

■ **LES BALLETS DE LA CITE, à la Cartoucherie [redacted] Vincennes. — 20 h. 45. Jusqu'au 28 février.**

A Quevilly, [redacted] la proche [redacted] Rouen, [redacted] elle [redacted] implan[redacted] plus [redacted] rine Atlani accomplit avec [redacted] troupe [redacted] la [redacted] un [redacted] d'animation auprès [redacted] et [redacted] adultes. Et puis, [redacted] temps [redacted], elle produit un spectacle de danse qu'elle [redacted] présenter [redacted] la [redacted] de Vincennes.

Alefa, sa dernière [redacted] *de jeu sur* [redacted] *lumineux* [redacted] Vigier, [redacted] immense lessive de [redacted] blancs frémissant dans l'air d'une [redacted]. Le roman d'Andrée Chédid, *la Cité fertile,* y est [redacted] à plat, récité par [redacted] bons [redacted] diens-danseurs : Dominique Boivin, le conteur, et Véronique [redacted], l'image gracile et [redacted] la fois d'Alefa, [redacted] sans âge, qui vit, se [redacted] et meurt [redacted] milieu [redacted] et [redacted] l'agitation de la rue.

[redacted] rôle peut tenir la [redacted] un [redacted] les comédiens [redacted] et ne jouent pas ? [redacted] l'imaginer [redacted] l'ombre *portée* d'un [redacted] *simple* [redacted] beau, [redacted] d'émotion et rythmé [redacted] la musique [redacted] d'Anne-Marie Fijal. Malheu[redacted], la chorégraphie de Cathe[redacted] Atlani [redacted] totalement dépourvue d'invention. Les [redacted] *épars* — toujours [redacted] mêmes — qu'elle interprète [redacted] danseurs ne répondent à [redacted] *rieure. Très vite, ils engendrent* [redacted] le [redacted] un ennui fondamental qui va, croissant, jusqu'à un sentiment [redacted] claustrophobie.

MARCELLE MICHEL.

■ **Paris-Ecologie** [redacted] *« Etonnante [redacted] » [redacted] 12 février,* [redacted] l'Hippodrome [redacted] Paris, [redacted]tin. [redacted] 14 heures à 3 [redacted] du matin, [redacted] Mason, [redacted] nombreux groupes [redacted] se [redacted] *sous [redacted] chapiteau.*

Disques

■ **ART TATUM : « The *Tatum* [redacted] *masterpiece* ». Avec Lionel Hampton (Pablo 23.35.725), Harry Edison (Pablo 23.10.731), Bennie [redacted] (Pa[redacted] 23.10.732), [redacted] Eldridge (Pablo 23.10.734), Ben Webster (Pablo 23.10.737) (Distribution Polydor).**

[redacted] Tatum, non plus solitaire, non plus abandonné, [redacted] *frein* [redacted] inclination pour *l'exposé* [redacted] ballades, [redacted] égrenée entre [redacted] phrases, l'arabesque [redacted] *l'arpège* [redacted]. [redacted] Tatum, tenu de façon heureuse [redacted] donnant la réplique [redacted] de [redacted] vol. Tatum, [redacted] collègue, a, le premier [redacted] le jazz, [redacted] la main [redacted] *(alors que la* [redacted] accompagnait), joué [redacted] répondant au [redacted] l'autre, [redacted] lui donnant [redacted] parure. [redacted] *(qui* revint [redacted] John Lewis [redacted] le M.J.Q.) et [redacted] Tatum de varier [redacted] thème, [redacted] chaque séquence ou [redacted] de bons exégètes les consi[redacted] *importants. Ils n'ont* [redacted]

CLAUDE FLEOUTER.

Expositions

■ **GERARD SINGER. — Galerie Jeanne Bucher, 53, rue [redacted] Seine. Jusqu'à [redacted] février.**

Le polystyrène, c'est léger, maniable, spongieux, alvéolaire. [redacted] peut [redacted] le brûler, l'égrener, le [redacted] du chou-fleur. [redacted] Singer le sait parfaitement. Il en a une [redacted] *pratique,* puisque [redacted] du polystyrène qu'il [redacted] les [redacted] *négatifs* [redacted] *sculptures* [redacted] époxy. Singer, qui [redacted] sculpteur après avoir [redacted] pein[redacted] — jusqu'en [redacted] — a pas mal [redacted] planes, comme il flirtait [redacted] le relief quand il était peintre. Et [redacted] beaucoup de sculpteurs, il [redacted].

Alors, quoi [redacted] à ce qu'il nous serve *aujourd'hui* [redacted] dessins-reliefs, [redacted] polystyrène et [redacted] papier ? Rien, sinon que [redacted] mariage [redacted] heureux, parfaitement [redacted] et personnel. [redacted] du Singer décontracté, qui se fait plaisir, qui [redacted] notes [redacted] quelque vieil [redacted] quelque part [redacted] haute montagne.

[redacted] sculpteur, [redacted] Vitry, Evry ou ailleurs, installait sa nature dans l'architecture, mettait rochers, canyons *et cheminées de fée à la portée* du piéton ; dessinateur, il vous décrit la faille, les [redacted] l'éboulement, l'érosion de la pierre tendre, [redacted] glacier, à hauteur d'œil, [redacted] cela dans un [redacted] souvent à [redacted] plus [redacted] que [redacted] × [redacted]. Quel [redacted] pourtant, [redacted] le [redacted] des nuages [redacted] *cœur des éponges,* [redacted] de [redacted] et du corail. Le polystyrène [redacted] vapeur, granit, [redacted] végétal ; relief vrai, il émerge blanc de [redacted] plage blanche, repris [redacted] d'encre, en [redacted] alvéoles.

GENEVIEVE BREERETTE.

Petites nouvelles

■ [redacted] du cinéma [redacted] décernées par l'Académie du [redacted] *ont été attribuées aux cinéastes* Werner Herzog et [redacted] aux interprètes Patrick [redacted], Patrick [redacted] et Jeanne Goupil.

■ Nathalie [redacted] pensionnaire de la [redacted]. Son contrat prend effet le 1er [redacted].

■ Après « Zizanie Bretelle », Evelyne [redacted] et Josiane Lévêque [redacted] soir, à 21 h. 45, aux [redacted] leur nouveau spectacle, « Au niveau du chou ».

■ Le pianiste [redacted] Iturbi vient de recevoir la [redacted] de commandeur de [redacted] *Légion d'honneur,* [redacted] étranger, pour [redacted] rendus à [redacted] musique française. *Pur produit* [redacted] française, il [redacted] remporté le premier prix d'excellence [redacted] *Paris. Notons, par ailleurs,* qu'Hélène [redacted], promue officier de la Légion d'honneur (« le Monde » du 2 janvier), n'est [redacted] que la pianiste [redacted] Descaves.

Edité [redacted] la [redacted] le Monde.
[redacted] :
[redacted] Fauvet, [redacted] la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

1976

Commission paritaire des journaux et publications n° 57437.



هكذا من الأصل

SPECTACLES

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits [redacted] moins [redacted] treize [redacted] (**) aux moins de dix-huit [redacted]

La cinémathèque

Chaillot : 15 h., Quelle joie de vivre, de T. Garnett ; 18 h. 30, les Choses de la vie, de C. Sautet ; 20 h. 30, la Paloma, de D. Schmid ; 22 h. 30 : les Couleurs d'iris, de N. Panayotopoul..

Les exclusivités

L'AFFICHE ROUGE (Fr.) : Quintette, 5e [redacted]

AFFREUX, [redacted] ET MECHANTS (It.), v.o : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Templiers, 3e (272-94-56).

L'AGE DE CRISTAL (A.), v.f. : U.G.C.-Opéra 2e (261-50-32).

L'AIGLE S'EST ENVOLE (A.), v.o. : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f : Rex, [redacted] ; [redacted] C - Gobelins, [redacted] (331-06-19) ; Miramar, 14e [redacted] 41-02) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; [redacted] 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (288-99-75).

ALICE OU LA DERNIERE FUGUE (Fr.) : U.G.C.-Odéon, [redacted] (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Bilboquet, 6e (222-87-23) ; Ciné-monde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Bien[redacted] Montparnasse, 15e (544-[redacted]

L'APPRENTI SALAUD... POUR RIRE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; [redacted] (387-50-70).

BAROCCO (Fr.) (*) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Grand-Pa[redacted] (531-44-58) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

BARRY LYNDON (Ang.), v.o : Hautefeuille, [redacted] (633-79-38) ; Colisée, [redacted] (359-29-46) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; v.f. : Impérial, [redacted] (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, [redacted] (522-37-41) ; Gaumont-[redacted] 20e [redacted]7-02-74).

LE BERCEAU DE CRISTAL (Fr.) : Le [redacted] (278-47-86).

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It.), v.o. : [redacted] Marivaux, [redacted] Quin[redacted] 5e (033-35-40) ; [redacted] 6e (633-79-38) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; [redacted] Lincoln, [redacted] (359-36-14) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81)

LE CHASSEUR DE CHEZ MAXIM'S (Fr.) : Paris, 8e (359-53-99) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Cambronne, 15e (734-42-96) ; Montréal-Club, 19e (607-16-21).

COCORICO, MONSIEUR POULET (Fr.) : Studio Saint-Séverin, [redacted] (033-50-91) ; [redacted], 9e (770-47-55) ; Olympic, [redacted] (542-67-42)

LE [redacted] DE [redacted] (All., v.o.) : La Clef, [redacted] (337-90-90) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

[redacted] CUERVOS (Esp., v.o.) : [redacted] 6e [redacted]-79-38).

[redacted]OU OUZALA (Sov., v.o.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47) ; Arlequin, 6e [redacted] ; Paramount [redacted] (359-49-34) ; Paramount [redacted] 13e (326-99-34) ; v.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

[redacted] DESERT DES TARTARES (Fr.) : Hautefeuille, [redacted] Gau[redacted] Rive Gauche, [redacted] ; [redacted] 8e [redacted] 04-67) ; Gaumont [redacted] (073-56-03) ; Nation, [redacted] (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (331-51-16) ; Cambronne, [redacted] (734-42-[redacted]

EDVARD MUNCH, LA DANSE DE LA VIE (A., v.o.) : [redacted] 6e (633-43-71).

L'EMPIRE DES [redacted] (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-[redacted] (326-48-18) ; v.f. : Balzac, 8e (359-52-70).

ERIC TABARLY ET LES [redacted] (Fr.) : [redacted] (225-47-19).

L'ESPRIT DE LA [redacted] (Esp., v.o.) : [redacted] (033-42-72) ; [redacted] 6e [redacted] ; [redacted] 8e (359-36-14) ; 14 [redacted] 11e (357-90-81).

[redacted] A FACE ([redacted], v.o.) : Studio [redacted] (033-72-71).

LE GANG (Fr.) : [redacted] 5e (033-07-76) ; [redacted] Saint-Ger[redacted] (222-72-80) ; [redacted] ; [redacted] Champs-Elysées 8e (720-76-23) ; [redacted] Linder, 9e [redacted] ; [redacted] Pathé [redacted] (326-65-13) ; [redacted] Sud, 14e (331-51-16) ; [redacted] 13e (580-18-03) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; [redacted] (797-02-74) ; [redacted] (742-60-33).

LE GRAPHIQUE [redacted] BOSCOP (Fr.) : [redacted] 5e (033-42-34).

[redacted] GRAND ESCOGRIFFE (Fr.) : [redacted] 8e [redacted] ; [redacted] 13e [redacted]

L'HEROINE DU [redacted] (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90)

[redacted] QUI AURA VINGT-CINQ ANS [redacted] (Suis.) : Quintette, 5e [redacted] Bastille, 11e (357-90-81) ; [redacted] 14e (542-67-42).

[redacted] JOUET (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Marignan, 8e (359-92-82).

LE JUGE FAYARD, DIT LE SHERIFF (Fr.), Rex, 2e (236-83-93), Bretagne, 6e (222-57-97), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Normandie, 8e (359-41-18), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Paramount-Orléans, 14e (540-45-91), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Moulin-[redacted], 18e (606-34-25), [redacted]-20-64).

KING KONG (A., v.f.) : Balzac, 8e [redacted]0), Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17).

LACHE-MOI LES BASKETS (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83), Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f : Maxéville, 9e (770-72-86), Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Diderot, 12e (343-19-29), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), [redacted] 15e [redacted] Clichy-[redacted] (522-37-41).

MAMAN [redacted] VA AU CIEL (All., v.o.) : [redacted] Git-le-Cœur, 6e [redacted]26-80-25), 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

[redacted] MARCHE TRIOMPHALE (**) [redacted] v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), Monte-Carlo, 8e (225-09-83) — v.f : Omnia, 2e (233-39-36) Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Saint-[redacted]-Pasquier, 8e (387-35-43), [redacted] (343-04-67), Fauvette, 13e (331-56-86), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

1900 (**) (It., v.o.) (1re partie) : U.[redacted]C.-Opéra, 2e (261-50-32)

1900 [redacted] (It., v.o.) (2e partie) : [redacted] — v.f. : Templiers [redacted]56)

NOUS NOUS SOMMES TANT [redacted] (It., [redacted] : Cinoche [redacted] (633-10-82).

LA PETITE FILLE AU BOUT DU CHEMIN (P.-Can., v. angl.) : Dragon, 6e (548-54-74), St-Michel, 5e (326-79-17), Concorde, 8e (359-92-84), Mayfair, 16e (525-27-06) — v.f : Montparnasse-83, 6e (544-14-27), Lumière, [redacted] (770-84-64), Les Nations, 12e (343-04-67), [redacted] 15e [redacted] Pathé, 18e, [redacted]7-41).

[redacted] PREMIERE FOIS (*) (Fr.) : Gaumont-Théâtre, 2e (231-33-16), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43), Biarritz, 8e (723-69-23)

LE PRETE-NOM (A., v.o.) Saint-Germain Village, [redacted] (633-87-59, Panthéon, 5e ([redacted] France-Elysées, 8e (723-71-11), Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; v.f. : Bosquet, 7e (551-44-11), Gaumont-Madeleine, [redacted] (073-56-03), Gaumont-Convention 15e (828-42-27)

SAID SUR [redacted] (A., [redacted] U.G.C. [redacted] ([redacted]) ; v.f. : Rex, 2e [redacted]-93), Balzac, 8e (359-52-70), U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32), Liberté, 12e (343-01-59), U.G.C. Gobelins, 13e (331-06-19), [redacted] 14e (326-41-02), Secrétan, 19e ([redacted] 71-33)

LES RESCAPES DU FUTUR (A., v.o.) Studio J.-Cocteau, 5e (033-47-62), Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra 9e (073-34-37), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e [redacted] 24-24)

LA ROSE ET LA FLECHE (Ang., v.o.) : Paramount-Champs-Elysées, 8e (359-49-34) ; [redacted] Mich, 5e (033-48-29), Paramount Opéra, 9e (073-34-37) Convention-St-Charles, 15e (577-09-70), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24)

SALO [redacted] v.o.) (**) : Studio [redacted] la Contrescarpe, [redacted] (325-78-37)

SANTHALA, [redacted] (Fr.) : [redacted] 6e (326-48-18) à 12 h. et 13 h.

SARTRE PAR LUI-MEME (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86)

SUNDAY [redacted] AWAY (Aust., v.o.) : Studio [redacted] 5e [redacted] 25-97).

SURVIVRE (Mex., v.f.) (*) : Ermitage [redacted] (261-[redacted]

THE MARATHON MAN (A., v.o.) (**) : Quartier Latin, 5e (326-84-[redacted]) Concorde, 8e (359-92-84) ; v.f : [redacted] (742-72-52), Maxéville, 9e [redacted]72-86), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), [redacted] 18e (522-37-41).

TODO MODO (It., v.o.) : Vendôme, 2e (073-97-52), Studio [redacted] Ursulines, 5e (033-39-19), Biarritz, [redacted] (723-69-23).

UNE FEMME A SA FENETRE (Fr.) : Elysées Point-Show, 8e (225-67-29).

UNE FILLE COUSUE [redacted] BLANC (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Odéon, 6e (325-71-08), Publicis-Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Mercury, 8e (225-75-90), Paramount Bastille, 12e (343-79-17), Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) [redacted] 14e (540-45-91), Paramount-Montparnasse, 14e [redacted] 22-17), Convention-Saint-Charles, 15e (577-09-70), Passy, 16e (288-62-34), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétan, 19e (206-71-33)

Les films nouveaux

[redacted]U EST L'ISSUE ?, film [redacted] tien de Saïd Marzouk, [redacted] Jean-Renoir, [redacted] (874-40-75) [redacted] débat [redacted] 22 [redacted]

[redacted] REVOLTES DE L'AN 2000, (**) film espagnol de N.I. Serrador, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (326-08-18), U.G.C.-Marbeuf, [redacted] (225-47-19) ; v.f. : Rio-Opéra, 2e (742-82-54), Lord-Byron, 8e (225-03-31), Liberté, 12e (343-01-59), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Mistral, 14e (539-52-43), [redacted] 15e (577-09-70), Murat, [redacted] (288-99-75), Secrétan, 19e [redacted] 71-33)...

THE SONG REMAINS THE SAME, film [redacted] P. Clif[redacted] Led Zeppelin, v.o. : U.G.C.-Danton, 6e (326-08-18), Caméo, 9e (770-20-89).

LA FOLLE ESCAPADE, film américain de N. Tokar, v.o en soirée : Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f : Rex, 2e (236-[redacted] 8e en mat U.G.C.-Gobelins, 13e (331-06-19), Bienvenue-[redacted]nasse, 15e (544-25-02), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12).

L'OMBRE DES ANGES, film suisse de Daniel Schmid (v. all.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

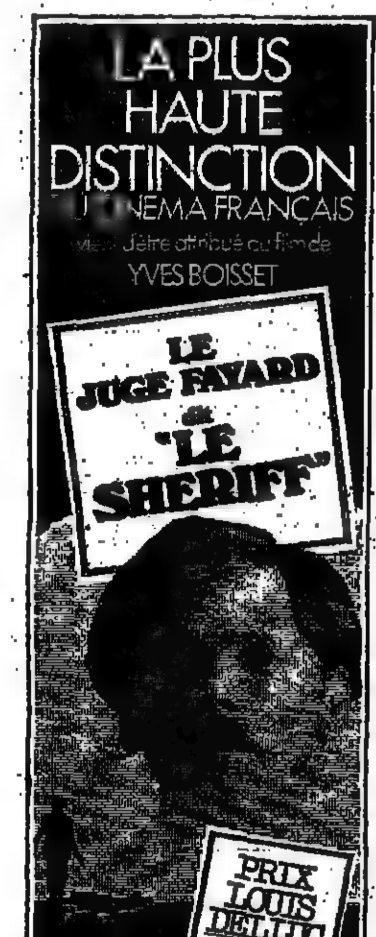
UNE FEMME, UN JOUR, [redacted] de L. Keigel (*) : [redacted]on, 6e (326-08-18), Biarritz, 8e (723-69-23), U.G.C.-Opéra, [redacted] (261-[redacted] Liberté, 12e (343-01-59).

SŒURS DE SANG, [redacted] américain de [redacted] Palma (**) [redacted] : U.G.C.-Danton, 6e [redacted] 08-18), Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32), Mistral, 14e (539-52-43) Maxéville, 9e (770-72-86).

A CHACUN SON ENFER (**), film français d'A. Cayatte : A.B.C., (236-55-54), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Marignan, 8e (359-92-82), George-V, 8e (225-41-46), Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-83, 6e (544-14-27), [redacted] (331-56-86), Gaumont-Convention, 15e [redacted] 42-27), Victor-Hugo, 16e (727-49-75), [redacted] 20e (797-02-74), [redacted] (522-47-94).

LA REVANCHE D'UN HOMME [redacted] CHEVAL, film [redacted] cain d'Irwin Kershner, v.o. Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12), Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f : Rotonde, 6e (633-08-22) Helder, 9e (770-11-24), Liberté, [redacted] (343-01-59), Paramount-Galaxie, [redacted] Mistral, [redacted] tion-Saint-[redacted] 15e (577-[redacted] Murat, 16e [redacted]5), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41)

U.G.C. NORMANDIE - REX BRETAGNE - U.G.C. GOBELINS MAGIC CONVENTION PARAMOUNT OPÉRA - MOULIN-ROUGE - PARAMOUNT ORLÉANS PARAMOUNT MAILLOT - U.G.C. ODÉON et dans les meilleures salles de la périphérie



UGC ERMITAGE (version VF) - REX VF - UGC GOBELINS VF
BIENVENUE-MONTPARNASSE VF - CLUNY ECOLES VF
en VF : VERSAILLES Cyrano - PANTIN Carrefour - ... GERMAIN C2L - NOGENT Artel
VILLENEUVE ST GEORGES Artel - ARGENTEUIL ... - SARCELLES Les Flanades



MERCREDI

UGC BIARRITZ VO - UGC MARBEUF VF - UGC OPERA VF
BRETAGNE VF - CONVENTION ST CHARLES VF
STUDIO DES URSULINES VO - UGC ODEON VO



VERSAILLES Cyrano - NOGENT Artel - ENGHIEN Français

MERCREDI

UGC BIARRITZ - VENDOME - UGC ODÉON
(version anglaise, sous-titré français)
PUBLICIS MATIGNON - UGC OPÉRA - MONTPARNASSE-BIENVENUE
(version française)





Disques

ART TATUM : « The Tatum group masterpiece ». Avec Lionel Hampton (Pablo 23.35.725), Harry Edison (Pablo 23.10.731), Bennie Carter (Pablo 23.10.732), Roy Eldridge (Pablo 23.10.734), Ben Webster (Pablo 23.10.737) (Distribution Polydor).

C'est Tatum, non plus solitaire, ... plus abandonné, sans frein à ... douce inclination pour l'exposé ... étiré [redacted] ballades, avec, égrenés ... entre les phrases, l'arabesque ou ... arpège ornementaux. C'est Tatum ... [redacted] façon heureuse par son ... rôle, donnant [redacted] réplique [redacted] des ... comparses de haut vol. Tatum, le ... collègue, [redacted] premier dans le jazz, ... la [redacted] (alors que [redacted] gauche ... accompagnait), joué des mélodies ... répondant au solo [redacted] l'autre, et lui ... donnant une parure. Cette manière ... (qui revint nettement avec John ... Lewis dans le M.J.Q.) et le souci ... Tatum de varier les harmonies ... du thème, à chaque séquence ou ... presque, de bons exégètes les considèrent comme très importants. Ils ... n'ont certainement pas tort.

CLAUDE FLEOUTER.

Expositions

GERARD SINGER. — [redacted] Bucher, 53, rue de Seine. Jusqu'à fin février.

Le polystyrène, c'est léger ...

3e MOIS
QUINTETTE
14-JUILLET BASTILLE
OLYMPIC ENTREPOT



LE CALENDRIER DES CONCERTS

SPECTACLES

théâtres

Les [redacted] subventionnées

Comédie-Française, 20 h. 30 : [redacted] Verre d'eau.
TEP, 20 h. 30 : l'Otage.
Petit TEP, 20 h. 30 : PAR. 34-41.

Les salles municipales

Châtelet, [redacted] h. 30 : [redacted]
Nouveau Carré, Papin, I, [redacted] : les Sonnets de Shakespeare. — II, 20 h. : Emma Santos ; 21 h. : la Dame de la mer.
Théâtre de la Ville, 18 h. 30 : Carolyn Carlson ; 20 h. 30 : les Brigands.

Les théâtres de Paris

Antoine, 20 h. [redacted] : [redacted] Parents [redacted]ribles.
Arts-Hébertot, 20 h. 45 : l'Ecole [redacted] cocot[redacted]
Atelier, 21 h. : le Bain [redacted] vapeur.
[redacted] 20 h. 30 : Equus.
[redacted] 21 [redacted] : la [redacted] Violaine.
Bouffes-du-Nord, 20 h. 30 : la Nuit de l'iguane.
Cartoucherie de Vincennes, Théâtre [redacted] l'Aquarium, 20 h. 30 : La jeune lune tient la vieille lune [redacted] nuit dans ses bras.
Théâtre de la Tempête, 20 h. 30 : [redacted] (ballet).
Centre culturel du Marais, 20 h. : Surfac[redacted]
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Chers zoiseaux.
Daunou, 21 h. : le Portrait [redacted] Gray.
Edouard-VII, 18 h. : Beethoven ou l'Amour de la liberté ; 21 h. : Amphitryon 38.
[redacted] Cardin, 21 h. : Freaks [redacted]
[redacted], 21 h. : Grandeur [redacted] de Marcel Barju.
Gymnase-Marie-Bell, [redacted] h. : [redacted] aspirine pour deux.
Huchette, 20 h. 45 : la [redacted] chauve ; la Leçon.
La Bruyère, [redacted] : [redacted] 100 briques [redacted] plus rien maintenant.
Madeleine, [redacted] h. 30 : [redacted]
Mathurins, 20 [redacted] 45 : [redacted]
Michel, 21 h. [redacted] : Joyeux anniversaire.

Mardi 8 février

Michodière, [redacted] h. 45 : Acapulco, Madame.
Moderne, 21 h. : Qui [redacted]
Montparnasse, [redacted] h. 30 : [redacted] heure, l'année prochaine.
Mouffetard, 20 h. 30 : [redacted]
Nouveautés, 21 h. : Nina.
Œuvre, [redacted] h. 45 : le Scénario.
Palace, [redacted] h. : Just a quick [redacted] dream.
Palais-Royal, 20 h. 30 : la [redacted] aux folles.
Plaisance, 20 h. 45 : la Reine [redacted] la nuit.
Poche-Montparnasse, 20 [redacted] 45 : [redacted] et la Sage-[redacted]
Saint-Georges, 20 h. 30 : [redacted] et le Boucher.
[redacted] Champs-Elysées, 20 h. [redacted] : [redacted] du jeudi.
Théâtre [redacted] Cité [redacted], la Resserre, 21 h. : Deux. — Grand Théâtre, 21 h. : Fantasio. — La Galerie, 21 h. : la Paix.
Théâtre [redacted] Deux-Portes, [redacted] h. 30 : Yvonne, princesse [redacted] Bourgogne.
[redacted], 20 h. 30 : la [redacted]tale.
[redacted] Manitout, [redacted] : [redacted] magie.
Théâtre du Marais, 20 h. 45 : [redacted] d'Orsay, grande salle, 20 h. 30 : le [redacted] — [redacted] salle, [redacted] h. [redacted] : Oh ! les [redacted] jours.
[redacted] Paris, 21 h. : Jésus II.
Théâtre de [redacted] Péniche, 20 h. 30 : Jean-Paul [redacted]
[redacted] Présent, [redacted] 30 : le Pavé de l'ours ; le Tombeau d'Achille.
Tristan-Bernard, 20 h. 30 : [redacted] et Cléopâtre.

Les théâtres de banlieue

[redacted] Centre [redacted] Neruda, 20 h. 30 : [redacted]

Gennevilliers, Théâtre [redacted] Grésillons, 20 h. 45 :
Ivry, Studio, 21 h. : [redacted] Eden.
Saint-Denis, Théâtre Gérard-Philipe, [redacted] 30 : la [redacted] réparation. — [redacted] salle, [redacted] h. 30 : François Béranger.

Les [redacted]

Théâtre Montparnasse, [redacted] h. 30 : S. Maroto, guitare.
Théâtre Récamier, [redacted] h. 30 : G.R.M.-I.N.A. Soirée [redacted] films Aperghis, J.-P. Drouet.
Palais [redacted] congrès, 18 h. 30 : Trio Rouvier, Kantarov, Muller (Schubert).
Salle Rossini, [redacted] h. 30 et 21 h. : Quatuor Lœwenguth (Beethoven).
[redacted] culturel suédois, 20 h. 30 : [redacted] Nystrom, piano (Kartoff, Matschalariani, [redacted] Mihalovici, Gavrilin).
Salle Gaveau, [redacted] h. 30 : T. Santos et O. [redacted] guitare (Scheidler, Cimarosa, [redacted] Brouwer, Bartok, Albeniz, de Falla).
Eglise Saint-Séverin, 20 h. 45 : Concert Orpheus (Vivaldi).
Porte de [redacted] 20 h. 45 : Stalder Quintett (Janacek - Mozart, Lehmann - Villa-Lobos, Wilberger).
American Center, 21 h. : Marendra Bataju, [redacted] Govinda (musique indienne).
[redacted] supérieure de commerce, 21 h. : Quatuor Bernède, [redacted] Duboc, [redacted] (Mozart, Brahms, [redacted]sy).

Jazz, pop' et rock

Campagne - Première, 22 h. [redacted] : K. [redacted] E. Louiss, J. Gourlay.
Théâtre [redacted] 18 [redacted] 30 : Rock.
Théâtre Mouffetard, 22 h. : Groupe [redacted]

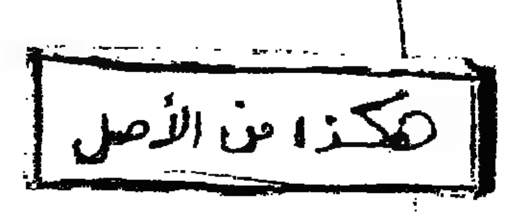
La danse

Palais [redacted] : Rudolf Noureev [redacted] national du [redacted]
[redacted] de la Tempête, [redacted] h. [redacted] : Alefa.
Studio Chardon, 21 h. : Tulipe [redacted] nuit.

SPECTACLES POUR ENFANTS

(du 9 [redacted] 15 février)

Cirque [redacted] l'ancienne [redacted] Carré, [redacted] Emile-Chautemps [redacted], mer., [redacted] dim., 15 h [redacted]
Cirque d'Hiver (700-12-25), mer., 15 h. ; sam., 14 h et dim., 14 h. et 17 h.
Cirque de [redacted] Belle-Epine (686-69-84), mer., [redacted] dim., [redacted] h. 30 et 16 h. [redacted]
Marionnettes André [redacted] 05-99), [redacted] mer., 14 h. 30 : la Ferme du bonheur.
Marionnettes André Verdun, Vin[redacted] (782-19-60), [redacted] Crusoé
Marionnettes du Jardin d'acclimatation (637-07-87), t. l. j., 15 h. 15 : Guignol.
[redacted] jardin [redacted] Tuileries (076-05-19), mer., [redacted] et dim., 15 h [redacted]
Marionnettes du Luxembourg (326-46-47), mer., [redacted] dim., 14 h. [redacted] et 16 h. 30 : le [redacted] Chaperon rouge.
[redacted] du parc Montsouris (273-39-56), mer., [redacted] dim., 15 h. : Guignol.
Au Bec fin (203-34-49), mer., [redacted] : les Animaux malades de la peste (+ treize ans).
Au Petit Casino (747-62-75), mer., 14 h. 30 et dim., 15 h. : le Pays des galipettes.
Les Blancs-Manteaux (277-42-5) et 887-97-58), mer et sam., 14 h. 30 : le Rêve de M. Gabiolo.
Café d'Edgar (326-13-68), [redacted] 14 h. [redacted] ; sam., 15 h. : Pierre et Félicia ; mer., 14 h. [redacted] 16 [redacted] : [redacted]liers
Musée [redacted] enfants [redacted] moderne) (723-70-94), tous les jours, sf mardi, 10 h. à 17 h. : Peaux de vaches et Folle gabarre.
Pavillon royal (500-51-00), mer. et dim., [redacted] h. : le Carnaval des animaux.
[redacted] de l'Atelier (606-87-64), t.l.j., [redacted] dim., [redacted] 14 h. 30 : le Roman de [redacted]
[redacted] Aydar (878-33-47), [redacted] 10 [redacted] 11, [redacted] h. 30 : le [redacted] mouni.
[redacted] Jardin (624-10-80), le 12, à 15 [redacted] : [redacted] pour piano et violon.
Théâtre [redacted] internationale [redacted], le 13, à [redacted] h. : [redacted]
Théâtre du Livre-Vivant (033-33-81), mer., 14 h. 30, dim., [redacted] 30, le Coq [redacted] pâte.
[redacted] du Manitout (325-60-13), mer. [redacted] dim., 15 h.
Théâtre Montparnasse, [redacted] dim., 14 h. 30 : les Fourberies de [redacted]
Théâtre [redacted] (336-02-87), mer. et sam., 14 h. 30 : Max le Siffleur.
Théâtre [redacted] Petit-Monde (700-23-77), [redacted] Cendrillon.
Théâtre [redacted] la Plaine (250-15-65), mer., 15 h. : [redacted]
[redacted] Vieille Grille (707-60-93) sam. et dim., 15 h. : Contes en poudre.
[redacted] — Le label Chouette [redacted] attribué par le secrétariat d'Etat à la culture : (enfants) Cocorico M. Poulet, la Panthère rose, la Rose et la Flèche, le Jouet, l'Aile ou la Cuisse, le Voyage au bout du monde, Chantons sous la pluie ; (adolescents) le Prête-Nom, le Désert des Tartares, le [redacted] campires, Barry Lyndon, [redacted] Curevos, [redacted] nous sommes tant aimés, l'Affiche rouge, Un [redacted] se trompe énormément, [redacted] Uzala, Ambulances [redacted] King Kong, l'Esprit de la ruche, [redacted] dit « le Shériff », Raid sur Entebbe, la Revanche d'un [redacted] nommé Cheval.



هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03



emplois internationaux — emplois internationaux — emplois internationaux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois internationaux

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Cabinet de Conseils Juridiques
recrute pour PARIS

conseil juridique

spécialité : Droit des Affaires
(contrats, litiges et règlementation économique).

conseil juridique

spécialité : Droit Fiscal.

Statut salarial.

Envoyer C.V. et prétentions : [redacted] LAMY, Mme Brou, 155 bis, rue Legendre, 75017 PARIS.

Groupe [redacted] INTERNAT. Aromates, épices, adjuvants rech. VENDEURS EXCLUSIFS visitant salaisonniers [redacted] cants de charcuterie, région parisienne + Nord. Adr. C.V. man. + photo à EREL CONSEIL qui [redacted]. sous réf. 220 A/77, B.P. [redacted] 57011 METZ CEDEX.

COURTIER DE BANQUE sur marché monétaire recherche : COLLABORATEUR expérimenté. Adresser C.V. et prétentions sous nº 92.687 B à : BLEU Publicité, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes.

Etablts. second. privé laïque proche banlieue Nord, recherche pour le 1er mars un ou deux professeurs d'anglais temps complet ou partiel pour les classes de 4, 3, 2, 1re terminales. Ecr. nº 566.271, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur-2e.

Société française recherche

JEUNE ANALYSTE SYSTEME

pour réseau Benelux, expérience réseaux de télé interrogations mitra appréciée, anglais nécess. Envoyer C.V. + prétentions à nº T 098.194 M, Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE
proche BANLIEUE OUEST
recherc[redacted] pour [redacted] département
PNEUMATIQUE HAUTE PRESSION

INGÉNIEUR ÉTUDES

Les candidats devront :
— être âgés de 35 minimum,
— avoir une expérience confirmée dans le domaine industriel,
— écrire et parler anglais courant.

Adresser C.V. détaillé, photo [redacted] prétentions à nº 97.533, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

FABRICANT FRANÇAIS
COMPOSANT ÉLECTRONIQUE
LEADER DANS [redacted] SPECIALITE
[redacted]

1 CADRE TECHNICO-COMMERCIAL

— Basé Région parisienne + déplacements province une à deux semaines par mois (Sud, Sud-Ouest).
— [redacted] électronique.
— Bon niveau [redacted] expér. [redacted]
— 30 ans minimum.

[redacted] C.V. + photo ± prét. [redacted] réf. 1.586 [redacted] INTER P.A., [redacted]P. 368, 75066 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.



emplois régionaux

Une première expérience dans la fonction Personnel [redacted] milieu industriel vous a permis, [redacted] aborder tous les aspects,

[redacted] équipe jeune [redacted] active, [redacted] avant tout [redacted] HOMME de contact, capable de METTRE EN PLACE [redacted] PROMOUVOIR [redacted] fonction de

RESPONSABLE des relations sociales

dans notre société (300 personnes) située à 80 km Ouest de Paris.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. photo et prétentions sous No [redacted] PUBLICITE, 20, [redacted] l'Opéra, 75040 [redacted] 01 q.tr.

BRAUD & FAUCHEUX, Manitou

recherche

Pour l'Est et le Nord

DEUX ANIMATEURS COMMERCIAUX

ayant déjà l'expérience [redacted] produits identiques, [redacted] qui [redacted] résider dans le secteur d'activité.

Adresser curriculum vitae manuscrit avec photo et prétentions :

ZONE INDUSTRIELLE - 44150 ANCENIS

Banque Populaire Bretagne Atlantique

recherche pour son siège à Nantes.

UN CHEF DE SERVICE CRÉDITS AUX PARTICULIERS

- Son activité s'exercera sur la promotion et les prêts immobiliers, l'étude de produits nouveaux, l'organisation [redacted] contrôle d'une quinzaine de personnes.
- Ses connaissances seront attestées par une formation universitaire juridique ou économique et une expérience [redacted] guichet et du crédit.

Adr. C.V. détaillé et [redacted] B.P.E.A. [redacted] 3X - 44040 Nantes [redacted]

Adresser C.V. détaillé et photo [redacted] B.P.B.A. Service recrut' - 3X - 44040 - Nantes Cedex

---

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE
DES MATIÈRES NUCLÉAIRES (COGEMA)
GROUPE C.E.A.
ETABLISSEMENT DE MARCOULE
RECHERCHE

DES CHEFS DE QUART

responsables [redacted] équipe d'exploitation :

— possédant très bonne expérience dans l'industrie pétrochimique ou chimie (minimum : 5 [redacted]
— [redacted] on ENP, BTS ou DUT [redacted] spécialités : ELECTROTECHNIQUE, ou CHIMIE, ou MECANIQUE ;

— aptitude au commandement.
— TRAVAIL EN SERVICE CONTINU.
— AVANTAGES SOCIAUX.
— TRANSPORT.
— [redacted]STAURANT D'ENTREPRISE.

Adresser candidature [redacted] curriculum [redacted] dét., à : COGEMA - B.P. 170 - 30200 BAGNOLS-sur-CEZE.

FABRICANT D'ENGRAIS

recherche pour région

HAUTE NORMANDIE - PICARDIE

[redacted] DES VENTES

- *Formation supérieure commerciale et agricole.*
- *Capable d'entretenir et de développer un réseau de [redacted].*
- *Devant manager une équipe de [redacted] à 8 représentants.*

SALAIRE : 80.000 F + primes d'objectifs + frais de route.

Merci d'envoyer [redacted] C.V. dét. [redacted] ph. [redacted] 8.887.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris

Fabricant de produits [redacted] pour l'industrie pharmaceutique et cosmétique cherche pour Lyon [redacted] jeune

pharmacien

diplomé [redacted] de préférence

Après quelques mois de formation complémentaire, il sera CONSEILLER TECHNIQUE pour :

- assister les laboratoires français et étrangers dans les mises au point et formulation des produits
- informer les milieux professionnels et universitaires [redacted] le souci [redacted] détecter de nouvelles applications ou [redacted] nouveaux produits

[redacted] fonction nécessite fréquents déplacements.

Les [redacted] confidentiellement [redacted]

[redacted]
conseil [redacted] recrutement
52, rue molière [redacted] Lyon

[redacted] À LYON, nous [redacted] d'Ingénieurs-Conseils [redacted] loppement nous [redacted] à compléter notre équipe par

2 INGÉNIEURS EN ORGANISATION

a) FINANCE, GESTION

ayant l'expérience [redacted] conception et de la mise en place de systèmes de gestion dans les entreprises (*comptabilité analytique, gestion prévisionnelle, budgets, [redacted] de bord*) et de [redacted] sances [redacted] moyens de traitement [redacted] l'information.

b) MARKETING et DEVELOPPEMENT des ENTREPRISES

possédant [redacted] à [redacted] ans d'expérience en entreprise dans des fonctions commerciales ou d'organisation générale acquise de préférence [redacted] produits industriels.

Ces postes (basés à Lyon) seront confiés à des hommes jeunes et diplômés d'une grande Ecole de Commerce ou d'Ingénieurs.

Merci d'adresser votre C.V. et photo à nº 8.885.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris

SOCIETE INDUSTRIELLE
MATÉRIEL POUR BATIMENT
recherche pour région
[redacted] France

DIRECTEUR RÉGIONAL

[redacted] minimum [redacted] ans.
Expérience commerciale indispensable.
Ecr. avec C.V. et prétentions à HAVAS LYON, [redacted] 5.874.

[redacted] LYON-[redacted]
rech. [redacted]

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Format. [redacted] expér. gestion mini. [redacted] matériel IBM 370 et [redacted]

Ecr. av. C.V. man. détail. à nº 566.193 M, Régie-Presse, 85 bis, r. [redacted] q. t.

---

etap

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (C.A. 230 MILLIONS) AFFILIÉE A PUISSANT GROUPE - RENFORCE SON ÉQUIPE DE DIRECTION [redacted] LE CADRE DE SON EXPANSION ET RECHERCHE

CADRE SUPÉRIEUR FINANCES ET ADMINISTRATION

IL S'AGIT D'UN POSTE IMPORTANT, AVEC DE RÉELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE, IMPLIQUANT LA RESPONSABILITÉ

- de la comptabilité ;
- de l'informatique ;
- [redacted] ;
- de l'administration du personnel ;
- du juridique.

Ce poste [redacted] à candidat diplômé grande école commerciale ou juriste, [redacted] de bonnes connaissances juridiques et solide expérience en finances et comptabilité, témoignant [redacted] qualités [redacted] d'organisation, de synthèse et de co[redacted]

Logement assuré ville EST FRANCE.

ORDRE DE GRANDEUR DE RÉMUNÉRATION 130.000 F +

Ecrire sous référence OW [redacted]

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE - 1 000 PERSONNES - PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS EN PROVINCE
recherche pour siège PARIS (Etoile)

CADRE DE PERSONNEL

CHARGÉ D'ASSURER AU SEIN DE [redacted] DIRECTION DU PERSONNEL ET DES AFFAIRES SOCIALES

[redacted] et des [redacted] de réglementation [redacted] (classification, [redacted] participation, plan de carrière, questions sociales, etc.), ainsi qu'une participation effective [redacted] gestion [redacted] personnel.

Le titulaire du poste devra dispo[redacted] :
- d'une formation supérieure, licence en droit ;
- d'une expérience de 5 à 8 ans acquise au sein d'une direction de personnel et des relations sociales.

POSTE INTÉRESSANT POUR CANDIDAT QUALIFIÉ

Ecrire sous référence NX 365 AM.

GRANDE FIRME EUROPÉENNE [redacted] ÉLECTRO-ACOUSTIQUES HI-FI - MARQUES RENOMMÉES INTERNATIONALES
recherche pour PARIS

RESPONSABLE VENTE ET MARKETING FRANCE

[redacted] minimum, solide formation et expérience vente domaine constructeurs et distributeurs chaînes et compacts haute fidélité.

SITUATION ÉVOLUTIVE ET AVENIR POUR HOMME JEUNE ET DYNAMIQUE PASSIONNÉ HI-FI

Premier temps (maxi un an) activité autonome exercée de son domicile pour prises de contacts clientèle existante et élargissement.

Deuxième temps évolution vers constitution et direction société filiale, bureaux, magasins, stocks...

Ecrire sous référence OY 366 AM.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS MINÉRAUX - FILIALE PUISSANT GROUPE CRÉE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION DEUX POSTES A PARIS

ATTACHÉ COMMERCIAL

CHARGÉ D'ACCROITRE LES VENTES D'UN PRODUIT DESTINÉ AUX INDUSTRIES MINIÈRES

Le candidat disposera d'une bonne formation technique et aura l'expérience des industries minières, soit en ayant travaillé dans celles-ci, soit en leur ayant vendu du matériel. Il témoignera de réelles aptitudes commerciales, il mènera avec dynamisme et autonomie toutes actions visant à la promotion de son produit (contacts, essais chez les clients, négociations).

Ecrire sous référence LV 363 AM.

INGÉNIEUR DES VENTES

CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS FINEMENT [redacted] DESTINÉS [redacted] DES INDUSTRIES VARIÉES

Il s'agit de développer des [redacted] et de [redacted] possibilités d'applicati[redacted] nouvelles.

Le candidat sera un ingénieur chimiste diplômé, il [redacted] une expérience industrielle. Il témoignera de qu[redacted] ques lui permettant d'être un interlocuteur valable pour [redacted] techniques [redacted] le laboratoire de la société [redacted] qualités commerciales lui permettant [redacted] négocier et promouvoir ses produits. Il [redacted] de bonn[redacted] anglais.

Ecrire sous référence MW 364 AM.

GROUPE INDUSTRIEL (5 000 PERSONNES - SECTEUR TERTIAIRE) METTANT EN ŒUVRE IMPORTANTS MOYENS EN MATÉRIELS ET PERSONNELS - OFFRE DANS LE CADRE D'UN FORT DÉVELOPPEMENT POSTES DE

RESPONSABLES DE MARKETING

Formation supérieure, ayant 2 à 3 ans d'expérience commerciale ou marketing de préférence au sein d'entreprises. Ils[redacted] chargés d'activités d'études, promotion, relations publiques dans un secteur en fort développement.

Postes villes de province. Une certaine mobilité géographique est possible.

Ecrire sous référence IZ 360 AM.

CHEFS D'EXPLOITATION

chargés de diriger des activités faisant appel à des effectifs importants (de 200 à 400 personnes) ainsi qu'à des matériels et des techniques à mise en œuvre diversifiée.

Postes pouvant convenir à des ingénieurs ayant une expérience professionnelle solide et impliquant COMMANDEMENT ET ORGANISATION.

Postes villes de province.

Ecrire sous référence JT 361 AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS discrétion absolue

IMPORTANTE SOCIETE
SECTEUR ALIMENTAIRE
15 ETABLISSEMENTS
recherche pour son Siège Social
proche Banlieue Sud

ASSISTANT OPERATIONNEL DIRECTION DU PERSONNEL ET DES RELATIONS SOCIALES

Pour liaisons perman[redacted] production. Expérience en usine indispensable. 3 [redacted] minimum, avec diplôme d'enseignement supérieur ou expérience 10 ans dans la fonction.

Adresser [redacted] C.V., photo [redacted] prétentions sous No96613, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

RANK XEROX

recherche
pour son Centre Informatique

UN ANALYSTE CONTROLE QUALITE

Mission :
Assumer une fonction de contrôle qualité sur tous les projets informatiques de la Société, dès leur conception, *et durant leur exploitation.*

L'homme :
Un analyste confirmé intéressé par les problèmes d'exploitation, de formation *supérieure, ayant 5 ans d'expérience* dans l'analyse et la conception d'applications informatiques.
Une expérience d'Audit Informatique serait particulièrement appréciée.
Anglais souhaité.

Lieu de travail : AULNAY [redacted]

Merci d'adresser votre candidature avec C.V., sous réf. C. 10, à Catherine RAFFIT - Service Recrutement

RANK XEROX B.P. 63 93602 - Aulnay s/Bois

LEADER EUROPÉEN
DU DIAGNOSTIC AUTOMOBILE
recherche

2 CADRES EXPORT

FONCTION :
— animation des agents et filiales de vente à l'étranger ;
— suivi [redacted] sur le terrain ;
— extension [redacted] réseau et recherche de nouveaux débouchés.

EXPERIENCE :
— connaissance [redacted] marché automobile ;
— formation [redacted] acquise dans le secteur [redacted] ou électronique.

Angiais courant obligatoire, allemand souhaité.

Adresser C.V., photo et prétentions à SOURIAU, 11, rue Galliéni, 92103 BOULOGNE.

Importante Société Importation
branche loisirs
recherche

CHEF DE GROUPE DE PRODUITS

spécialiste Extrême-Orient

Anglais courant indispensable.
30 ans minimum.

Adresser C.V. manuscrit + photo à : Eudico, réf. 3065, 1, rue Bourdaloue, 75009, Paris, qui transmettra.

REPRODUCTION INTERD[...]

[...] régionaux

PARIS
LYON MARSEILLE

[...]recteurs [...]gences

[...]IONS DE HAUT NIVEAU

[...] responsable production

[...] responsable études nouveaux produits

offres d'emploi

La Cie de Construction Mécanique

SULZER

PARIS 14e

recherche pour son

département Montage

UN INGÉNIEUR
ou
UN TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Le [redacted] :
- conduite de c[redacted] de [redacted] à l'étranger pour le montage et les essais [redacted] matériels destinés à l'industrie pétrochimique, de génie chimique ou similaires (chaudronnerie, tuyauterie, manutention) ;
- relations avec les clients, marketing pour travaux de montage, préparation de dossiers et de comptes rendus de chantiers.

Le candidat :
- âge minimum : 30 ans ;
- quelques années d'expérience [redacted] également, [redacted] préférence, [redacted] ou [redacted] fabrication ;
- [redacted] en [redacted] : pratique de la langue indispensable à partir de 1979.

Écrire avec [redacted] à C.C.M. SULZER, 51, [redacted] Brune, [redacted] Paris-Brune.



le centre d'études de prévention

Département «CONTROLE CONSTRUCTION»

recherche

POUR LA REGION PARISIENNE

1) INGENIEURS GRANDE ECOLE

com[redacted] technique et expérience en mécanique des sols, géologie, infrastructure pour contrôle documents techniques et [redacted] de fondation de bâtiments, connaissance [redacted] structures appréciée.

2) INGENIEURS

ayant longue expérience [redacted] bâtiment [redacted] contacts [redacted] et Maître [redacted] pour prospection [redacted] haut niveau.

POUR LA REGION DU NORD (Lille)

3) INGENIEURS GRANDE ECOLE

C.H.E.B.A.P. [redacted] compétence en [redacted] armé, [redacted] oeuvre [redacted] techniques du [redacted] Evolution rapide vers [redacted] en fonction [redacted]

Ces postes néc[redacted] aptitu[redacted] relations humaines [redacted] pour les postes 1 [redacted] 3 d'importantes [redacted] plan technique.

Adresser CV détaillé et prétent. à la Direction administrative en rappelant le poste souhaité au CEP 34, rue Rennequin Paris 17e sous référ. -DCCY Discrétion assurée.



et... si vous commenciez à vivre...

Les enfants [redacted] élevés ou presque. Un vide se [redacted] l'on ne vous [redacted] appris [redacted] combler. La sous-information [redacted] environne, [redacted] parce que l'on n'a [redacted] cherché [redacted] vous éclairer, à prévoir le [redacted] où, [redacted] jeune [redacted] pourriez aspirer [redacted] - enfin par vous-même -, soit parce que sur-occupée [redacted] la tâche écrasante [redacted] choisie, [redacted] ne perceviez même [redacted] l'information timide qui [redacted] était [redacted]

Pourtant des opportunités existent. Nous ne sommes pas les [redacted] à [redacted] offrir. Mais, nous sommes préparés [redacted] le faire.

Nous possédons le cadre pédagogique et matériel, l'ambiance compréhensive [redacted] la patience indispensable [redacted] l'épanouissement

des jeunes femmes

qui se sentiraient [redacted] par [redacted] annonce.

- Une occupation lucrative,
- Une véritable carrière [redacted] encore possibles avec nous.

AGP
Expansion

[redacted] ans au moins, une [redacted] formation générale, [redacted] volonté réellement affirmée, suffiront [redacted] doute à déclencher le déclic de la découverte d'une personnalité que vous n'appréhendiez peut-être plus : la vôtre.

Envoyer lett. [redacted] AG 301 13, [redacted] Marivaux, 75002 [redacted] qui [redacted] *(Merci [redacted] préciser la référence)*

CHARGÉ D'ÉTUDES DE MARCHÉ

VEPRO/CONSEIL recherche un collaborateur de premier plan, capable de prendre en charge la réalisation des études de marché [redacted] avec [redacted] clientèle (enquêtes semi-[redacted] quantitatives et [redacted]

Pour réussir, il faudrait avoir une formation universitaire supérieure, une expérience minimum de 3 ans dans un Cabinet d'Études de marché.

Ce poste offre la possibilité de collaborer au sein d'une équipe marketing performante.

Envoyer C.V., photo [redacted] rémunération [redacted] à :

VEPRO/CONSEIL - Mme LEGRAND
38, rue Boissière,
75116 PARIS.

offres d'emploi

Très importante Société

INDUSTRIE ALIMENTAIRE, [redacted] CRETEIL, [redacted] pour son [redacted] TECHNIQUE

ingénieur

1 [redacted] 2 ans d'expérience

engineering

bureau [redacted]

[redacted] lui [redacted] la responsabilité [redacted] loppement technique [redacted] nos équipements [redacted] futurs : projets, [redacted] de marchés, réalisation et mise en route, en liaison [redacted] bureaux [redacted] spécialisés et four-[redacted]

[redacted] un ingénieur :
- diplômé d'une grande [redacted] AM, ICAM, IDN, ENSI [redacted] équivalent,
- [redacted] après une première expérience pro-[redacted] d'élargir le champ [redacted] responsabilité et [redacted] le [redacted] d'une [redacted] dominante technique [redacted] aspects économiques [redacted] de l'entreprise,
- ayant le goût [redacted] et de [redacted] négociation,
- [redacted] entreprise ayant - du [redacted] développement - d'importantes [redacted] en projet.

Les [redacted] leur CV, [redacted] photo et prétentions au Service 11.765 M [redacted] CONTACT 156, Boulevard Haussmann, [redacted] PARIS



EUREQUIP

jeunes ingénieurs

Pour contribuer [redacted] actions diversifiées [redacted] personnel (ouvrier [redacted] maîtrise) d'unités industrielles [redacted] P.V.D. [redacted] appelés à effectuer, [redacted] recherchons de jeunes ingénieurs.

Diplômés [redacted] grandes écoles, [redacted] déjà [redacted] première expérience (industrie [redacted] coopération), parleront anglais ou espagnol [redacted] pas rebutés par [redacted] de [redacted] parfois difficiles.

Une formation préalable aux méthodes EUREQUIP leur sera assurée. Après quelques années [redacted] évolution de carrière pourra être envisagée [redacted] résolution de problèmes plus globaux d'organisation [redacted] de structures des entreprises.

Les candidatures seront étudiées [redacted] les plus brefs délais par Michel GIRARDOT, Directeur [redacted] Personnel d'EUREQUIP afin que les engagements [redacted] effectués [redacted] plus tard fin mars. Ecrivez [redacted] sous réf. [redacted]6-M [redacted] P. 6 - 92420 Vaucresson.



MATRA

développe [redacted] Activités Industrielles [redacted] recherche [redacted] projet [redacted]

INGENIEUR ELECTRONICIEN
Grande Ecole : ESE - INPG - ENSEEIHT

— Il participe à [redacted] essais du système de contrôle [redacted] et [redacted] en laboratoire d'intégration.
— Il [redacted] en étroite collaboration avec [redacted] groupe projet et [redacted] à avoir [redacted] extérieurs.
— Le profil [redacted] un ingénieur ayant une expérience [redacted] 1 à [redacted] connaissances en calculateur [redacted] réel.
— La maîtrise [redacted] l'anglais est indispensable. Réf. A

AGENT TECHNIQUE

[redacted] programmer [redacted] mini-calculateur temps [redacted] le développement et [redacted] mise au point des [redacted] de tests.
— La connaissance [redacted] langage Assembleur [redacted] indispensable. Réf. B

[redacted] C.V., rémunération [redacted] en indiquant [redacted] référence [redacted] 190 (A ou B)

MATRA [redacted] BP. n°1 [redacted] VÉLIZY

CARRIERE BANCAIRE CHANGE

- Vous avez acquis, au cours de vos deux premières années de banque, une [redacted] connaissance [redacted] opérations de change.
- Vous [redacted] vous perfectionner dans le métier de *CAMBISTE.*
- Votre excellente maîtrise de [redacted] et parlé vous permet de communiquer [redacted] correspondants anglo-saxons.
- L'expansion de notre [redacted] de Change entraîne la création d'un poste susceptible de vous intéresser.

[redacted] C.V. ss référence 2352/F A.M.P. 40, R. Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra (Discrétion assurée)

offres d'emploi



La Société du Groupe CAP-SOGETI spécialisée dans le Logiciel de Base et les systèmes Temps Réel

LOGICIEL

ANALYSTES - PROGRAMMEURS

[redacted] IUT, 2 ans d'expérience, désirant s'orienter vers la réalisation de logiciels d'application et de système, intégrés [redacted] des [redacted] matismes industriels.

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

2 ans d'expérience minimum, de préférence chez un constructeur ou dans l'équipe système d'un utilisateur (DOS, OS, GECOS 3, SIRIS 7-8)

INGÉNIEURS SPÉCIALISTES TÉLÉTRAITEMENT

Expérience dans les domaines suivants : transmissions, réseaux, émulation de procédures, terminaux, programmables, connexion, liaison.

Envoyer C.V., photo, prétentions à :
CAP-SOGETI
LOGICIEL
5, rue Louis-Lejeune,
92128 MONTROUGE
CEDEX



CAP SOGETI SELECTION

GCT recherche

INGENIEUR ou TECHNICIEN SUPERIEUR

ELECTROMECANICIEN EXPERIMENTE

pour suivi de développement et gestion de dossiers techniques d'appareils mécaniques.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Possibilité de voyages à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétent. sous réf. 04 à CIE GENERALE DE CONSTRUCTIONS TELEPHONIQUES - Service du Personnel 251 rue de [redacted] 75740 PARIS [redacted] 15

IMPORTANTE SOCIETE D'ASSURANCES DU MARCHE COMMUN recrute pour son service :

MÉTHODES ORGANISATION
JEUNE COLLABORATEUR

MISSION :
— travaux d'organisation ;
— études de circuits ;
— mise [redacted] place et contrôle de procédures administratives en collaboration [redacted] les [redacted]

PROFIL :
— 25 [redacted]
— [redacted] supérieures [redacted] de préférence vers l'organisation ;
— expérience adéquate [redacted] ;
— [redacted] de [redacted] langue [redacted] appréciée.
13e mois et [redacted] - Restaurant d'entreprise.

Envoyer curriculum vitae détaillé et prétentions annuelles à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann, 75008 PARIS, sous référence 33.462.

directeur des ventes

150 000 F +

CONSTRUCTEUR AUTOMOBILES

Nous [redacted] un [redacted] premiers constructeurs internationaux, largement présents [redacted] le marché français.

Rattaché au Directeur commercial, l'[redacted] que nous recherchons aura [redacted] d'animer les [redacted] de [redacted] par régions (effectif : 100 personnes). Il devra être capable d'envisager une politique de vente à long terme pour orienter l'action des Directions régionales vis à vis des concessionnaires.

Ce poste ne peut convenir qu'à un professionnel de l'automobile [redacted] prouvé ses qualités [redacted]

Envoyer C.V., photo [redacted] actuelle sous la réf. 701121/M [redacted] mentionner sur l'enveloppe) à [redacted] PERCHE, responsable [redacted] industrie.

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, [redacted]

SOCIETE INTERNATIONALE D'ENGINEERING PETROCHIMIQUE recherche

INGÉNIEUR INSTRUMENTATION

[redacted] implicant [redacted]

[redacted] détaillé [redacted] prétentions, à : RÉGIE-PRESSE, [redacted] 85 [redacted] Réaumur - 75002 [redacted]

offres d'emploi

Premier Fabricant Européen d'Aliments du Bétail

SANDERS

recherche

pour postes technico-commerciaux, [redacted] régions, [redacted] large délégation de responsabilités au niveau du développement [redacted]

2 VÉTÉRINAIRES

ayant le goût [redacted] le [redacted] contacts [redacted]
- Formation technique complémentaire [redacted] par l'entreprise.
- [redacted] de développement de [redacted] suivant aptitudes.
- Activité au [redacted] d'une équipe dynamique.

[redacted] photo à :

SANDERS S.A.
[redacted] du Personnel
17, quai [redacted] l'Industrie
[redacted] ATHIS - [redacted]

[redacted] Réparation de Moteurs d'Avions proche [redacted]

recherche [redacted] son département [redacted]

UN ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

Formation Ingénieur, spécialité aéronautique ou mécanique (ENICA - ENSM - ETACA...) ayant [redacted] ans d'expérience technique.
Il [redacted] chargé [redacted] :
— la définition [redacted] conditions [redacted]
— la prospection [redacted] clientèle
— la négociation [redacted]
Forte motivation commerciale [redacted]
Formation commerciale [redacted]
Connaissance [redacted] l'Anglais [redacted]
Voyages à l'Etranger fréquents [redacted] durée. Réf. [redacted]

UN ATTACHE COMMERCIAL

Formation Supérieure Sciences Economiques, ou [redacted] Supérieure [redacted] ayant 3 [redacted] minim. d'expérience professionnelle.
Il [redacted] :
— des [redacted] économiques [redacted] statistiques sur les ventes, les prix de vente et de revient
— de [redacted] et [redacted] la mise [redacted] forme [redacted] plans de charge.
Connaissance de l'Anglais souhaitée. Réf. 3536/2

Adresser C.V. [redacted] prétentions [redacted] précisant la référence [redacted] poste souhaité à PARFRANCE P.A. 4, [redacted] Robert Estienne [redacted] qui [redacted]



Depuis 7 ans minimum. Vous travaillez dans la Construction, l'immobilier ou l'urbanisme où vous avez des responsabilités importantes.

Vous avez une solide formation supérieure.
Vous avez l'expérience de l'animation de groupe.
Nous sommes devenus en 2 ans, le 1er organisme de formation dans la Construction.
Nous vous offrons de rejoindre une équipe de professionnels de très haut niveau comme

animateurs stages

Disponibilité souhaitée 2 à 7 jours par mois.
Rémunération élevée selon connaissances pédagogiques et techniques.
Si votre expérience professionnelle a eu lieu en BET ou chez un MAITRE D'OUVRAGE, nous vous offrons de rejoindre notre équipe dirigeante où nous [redacted] le poste de

responsable stages bâtim-construction

Position cadre supérieur.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous [redacted] 72882 [redacted] à plein emploi, 10, rue du Mail, PARIS 2e

IMPORTANT GROUPE CHIMIQUE recherche pour son département POLYMERES TECHNIQUES

UN JEUNE TECHNICO-COMMERCIAL

Secteur Région Parisienne et Province ayant [redacted] expérience commerciale [redacted] une [redacted] formation technique.

Poste intéressant pour un homme dynamique [redacted] NEGOCIATEUR, désirant se créer [redacted] situation dans [redacted] groupe international

Adress. C.V. manuscrit, prétent., et photo [redacted] A.M.P. No 2350/F 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra

Totale discrétion [redacted] réponse assurées

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

offres d'emploi

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES

OCDE OECD

PARIS

Poste vacant [redacted] la

DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES DE [redacted] MAIN D'OEUVRE ET DE L'EDUCATION

pour *effectuer* [redacted] travaux portant sur les indicateurs sociaux et sur l'analyse des problèmes de politique sociale qui se posent dans ce domaine. [redacted] travaux, qui auront trait à une [redacted] gamme de problèmes *sociaux, seront essentiellement axés sur la* [redacted] économique des [redacted] la santé, les conditions de travail ainsi que sur la répartition [redacted] chances sur [redacted] plan économique et social.

Qualifications recherchées : diplôme universitaire de niveau supérieur en sciences économiques ; expérience considérable [redacted] l'analyse empirique appliquée [redacted] l'élaboration de comptes rendus [redacted] recherches ; excellente *connaissance de l'une des langues officielles* (français [redacted] anglais) [redacted] aptitude à bien rédiger dans [redacted] langue (bonnes notions [redacted] l'autre).

Engagement [redacted] deux ou trois ans ; rémunération, [redacted]nérée d'impôts, entre 83.000 et 104.000 francs français par an (marié résident).

Candidatures accompagnées d'un C.V. [redacted] rédigé en français ou en anglais, et portant la mention «SME», à adresser à Division du Personnel, [redacted], rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

IMPORTANT GROUPE INTERNATIONAL
[redacted]
pour [redacted] département
INSTRUMENTATION MEDICALE

CHEF DU SERVICE APRÈS-VENTE

35 [redacted] minimum

Formation technique, électronique ou électromécani[redacted] expérie[redacted] gestionnaire nécessaires.

Chargé [redacted] formation [redacted] l'animation d'une équipe [redacted] régionaux et de l'harmonisation entre [redacted] les impératifs du commercial.

IL [redacted] AVOIR :
- une expérience confirmée dans l'organisation et la gestion d'un service analogue ;
- une aptitude [redacted] techniques [redacted] pointe ;
- [redacted] bonne faculté d'adaptation ;
- [redacted] qualités de négociateur ;
- une connaissance de l'anglais parlé.

Si vous répondez à ces critères, écrivez [redacted] C.A.P.I.C., 18, rue Volney, PARIS-2e en env. C.V., références et prétentions [redacted] 77.022.

Discrétion absolue [redacted]

SOCIETE D'INGENIERIE ET DE CONSTRUCTION NUCLEAIRE

nous créons des postes

INGENIEURS D'AFFAIRES

au sein de notre service

ELECTRICITE ET INSTRUMENTATION

- pour [redacted] fonctions [redacted] coordination et [redacted] techniques [redacted] nos clients [redacted] four[redacted] pour [redacted] affaires [redacted] France [redacted] à l'exportation.
- pour [redacted] études et développement dans [redacted] "Installation [redacted] Electrique" MT, BT.

[redacted] ingénieurs [redacted] nous recherchons doivent posséder [redacted] en centrales thermiques et/ou nucléaires.

Ecrire à [redacted] Publicité, 20 av. [redacted] l'Opéra, [redacted] 01 qui [redacted]

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

1) INGÉNIEUR DE PROJETS

Ayant une expé[redacted] minimum [redacted] ans en commutation et transmission de données, intéressé par les contacts commerciaux.

2) INGÉNIEURS TECHNICO COMMERCIAUX

en [redacted] transmission [redacted] de téléinformatique.

3) INGÉNIEURS D'ÉTUDE

traitement du signal, commutation, [redacted] de données.

[redacted] C.V. et prétentions à : T.R.T., 5, av. Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

---

futur chef de vente PARIS

SOCIETE ALIMENTAIRE [redacted] niveau [redacted] péen, [redacted] développement vers les [redacted] CADRE DE VENTE.

28 ans minimum, [redacted] formation commerciale et qui, après une expérience réussie [redacted] les produits [redacted] - dont [redacted] sur collectivités, restauration - [redacted] un poste de responsabilités, comportant l'animation d'une équipe.

Rémunération [redacted] avec possibilité ultérieure [redacted] participation aux [redacted]

Adresser lettre manuscrite, C.V. [redacted] prétentions [redacted] réf. 6883-M à I.C.A. qui transmettra. Réponse et [redacted] assurées.

I.C.A. Internat[redacted]ssified Advertising [redacted]ILLE - 75010 - PARIS

---

beicip
DIVISION
des ETUDES INDUSTRIELLES
recrute

INPECTEUR MATERIEL PETROCHIMIE

Formation : [redacted] ingénieurs

Connaissances nécessaires en :
- [redacted]
- *soudure*
- *métallurgi[redacted]*

Le candidat devra justifier d'une expérience professionnelle [redacted] moins 5 [redacted] dans un [redacted] Inspection [redacted] pétrole [redacted] pétrochimique [redacted] pratique [redacted] l'anglais [redacted] :

Bureau [redacted] Industrielles et de Coopération de l'INSTITUT [redacted] DU PETROLE [redacted], avenue [redacted] RUEIL-MALMAISON

GROUPE [redacted] ([redacted] personnes) quartier [redacted], recherche

Attaché de Direction

- [redacted] département des affaires générales, dépendant de la [redacted] des services financiers du groupe ;
- chargé de participer [redacted] à la révision [redacted] des [redacted], et [redacted] bilans ;
- [redacted] 25 ans minimum, le candidat sera diplômé [redacted] (HEC, ESSEC, ...) ou [redacted] complétée par un DECS ;
- il aura acquis [redacted] d'expérience [redacted] un poste [redacted] ou [redacted] adjoint [redacted] responsable d'un [redacted] comptable.

La fonction nécessite :
- esprit d'analyse et de synthèse ;
- grandes capacités de rédaction ;
- qualités d'adaptation ;
- sens des [redacted] humaines.

Env. C.V. détaillé + photo + prét. sous n° 58.988, J.R.P. 39, rue [redacted] l'Arcade, 75008 Paris (qui transmettra).

Très Importante Société de Services
[redacted] pour son siège social [redacted] PARIS

Assistant de Direction

Administrative et Comptable

Agé de 35 ans au moins, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, IEP), et ayant une réelle pratique administrative et comptable, il sera chargé dans un premier temps de missions et d'études ponctuelles en position fonctionnelle. Le poste, évolutif, fait appel au sens de l'équipe et à l'esprit d'initiative dans un contexte de grande rigueur intellectuelle.

Toutes informations sur cette offre seront données confidentiellement au téléphone du lundi au vendredi



9 h à 12 h 30 - 13 h 30 à 18 h par Information Carrière SVP 11.11 qui donnera un rendez-vous aux candidats concernés. On peut aussi [redacted] son dossier, [redacted] 947. 65, avenue de Wagram 75017 Paris

---

INGÉNIEUR AGRONOME STAGIAIRE

[redacted] sommes une société [redacted] produits chimiques [redacted] l'agriculture d'envergure internationale

[redacted] un ingénieur agronome stagiaire :
- Ayant une [redacted] l'Anglais ou [redacted] l'Allemand écrit et parlé.
- Diplômé [redacted] supérieure d'agronomie ou [redacted] de diplômes [redacted] équivalents.
- [redacted] se [redacted] à la pratique [redacted] problèmes [redacted] développement [redacted] produits [redacted]

Ce stage peut déboucher sur un poste TECHNICO-COMMERCIAL au [redacted] société.

Ecrire avec C.V. à CHEVRON CHEMICAL COMPANY SAF, [redacted] du personnel, [redacted]



Instruments de musique
135-139 rue de Rennes - 75006 Paris

Recherchent :

1 ATTACHE COMMERCIAL
(Vente pianos)

1 VENDEUR CONFIRME
(Autres instruments)

Bonne rémunération selon expérience
Références exigées
Tél. Mme Gentils - 544.38.66

CENTRE HOSPITALIER GÉNÉRAL
97480 SAINT-JOSEPH
ILE [redacted] LA REUNION
[redacted]
pour ses services de chirurgie et de maternité

UN CHIRURGIEN

[redacted] préférence [redacted] plein. Avantages accessoires. [redacted] hospitalier [redacted] joindre C.V.

Le Directeur administratif [redacted] financier d'un important groupe de distribution (Siège Social Banlieue Sud) recherche pour étoffer son équipe

CADRE JURIDIQUE ET FISCAL

DE HAUT NIVEAU

Afin de lui confier les missions d'assistance et de contrôle des entités juridiques du groupe en ce qui concerne l'ensemble des questions fiscales et juridiques des sociétés.

Les candidats devront être âgés de 34 ans minimum, posséder une formation supérieure (Droit, ESC ou équivalent) complétée par une [redacted] expérience en matière de Droit fiscal et [redacted] Droit des sociétés, acquise [redacted] un Cabinet d'Expertise, [redacted] en Entreprise [redacted] poste identique.



[redacted] CV, photo et rém. act. s/réf. 327M à Cabinet Jean-Claude MAURICE - Conseil en gestion [redacted] personnel 42, rue Legendre 75017 PARIS

Cabinet International de Recrutement
recherche

COLLABORATEUR

Le poste conviendra à une personne avec [redacted] qualifications [redacted] :
- [redacted] universitaire ou grande école ;
- goût pour les contacts humains ;
- quelques années d'expérience industrielle ou commerciale ;
- [redacted] l'anglais.

Une expérience préalable [redacted] recrutement [redacted] obligatoire car [redacted] sélection [redacted] plutôt [redacted] les qualités personnelles du [redacted] plus [redacted] période de formation [redacted] prévue. Salaire [redacted] départ intéressant et [redacted] perspectives d'avenir.

[redacted] C.V. dét. sous numéro 97.520, [redacted] P., 20, av. [redacted] l'Opéra, [redacted] PARIS, qui [redacted]

Banque Européenne de [redacted]
(The Fidelity Bank France)
recherche, pour s'intégrer à l'équipe chargée de l'étude des risques d'entreprises françaises et de crédits internationaux,

analyste de crédit

Débutant

H.E.C. - E.S.S. - E.S.C.P. - SC. ÉCO. ou équivalent.

Très bonnes connaissances comptables (D.E.C.S.) et pratique courante [redacted] l'anglais.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo au Service du Personnel B.E.F. 104, Champs-Elysées, 75008 Paris.

COMMISSIONNAIRE AGRÉÉ
BOURSE DE COMMERCE DE PARIS
recherche pour son département [redacted] privée :

HOMME ou FEMME (minimum 25 ans)

ayant le sens du contact commercial et possédant de préférence une expérience boursière ou bancaire. Le (ou la) candidat (e), après une période de formation intensive, [redacted]tionnée par un examen officiel, pourra [redacted] à une [redacted] de tout premier ordre :

REMISIER :

un métier neuf et passionnant, rémunéré [redacted] la [redacted]

Ecrire av. C.V. détaillé et photo ss référence 1.026 G [redacted] N.S. et ASS., 44, r. Lamarck, 75018 Paris, qui tr.

AMPEX

leader mondial de l'enregistrement magnétique
[redacted] rue [redacted] Dôme - 92100 Boulogne
recherche

INGENIEUR TECHNICO-CCIAL

pour son département
BANDES MAGNÉTIQUES

Formation Ingénieur Electronicien, expérience enregistrement vidéo BROADCAST appréciée.
Anglais lu et parlé nécess[redacted].
Envoyer C.V., photo [redacted] prétentions.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ PÉTROLE
recherche

CADRE D'EXPLOITATION

[redacted] technique de [redacted] lui permettant après stage de formation complémentaire d'assurer en France la gestion d'un centre de livraison.

Ce poste implique [redacted] qualités d'organisation du travail, le goût des contacts commerciaux, le sens du commandement et une [redacted] intensité de travail.

Il conviendrait à un jeune Officier de Marine qui souhaiterait changer d'orientation.

Connaissance de l'anglais appréciée.

[redacted] C.V. et photo sous n° 97.243 [redacted] Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

MATRA

recherche pour son département informatique équipé d'un ordinateur 370/158 avec télétraitement

2 ANALYSTES

Le premier poste [redacted] un Ingénieur débutant [redacted] un an d'expérience ayant [redacted] formation supérieure [redacted] informatique (MIAGE - IIE...) Réf. A

Le deuxième poste [redacted] un Analyste confirmé [redacted] une expérience minimum [redacted] 4 ans sur [redacted] applications de gestion [redacted] justifiant d'une [redacted] connais[redacted] matériel I.B.M. Réf. B

PROGRAMMEURS débutants

de formation [redacted] ou DUT informatique pour travailler [redacted] applications [redacted] gestion. Réf. [redacted]

Adresser C.V., [redacted] souhaitée [redacted] indiquant la référence [redacted] (A, B, [redacted] C.)

MATRA Monsieur KORFAN BP n° 1-78140 VELIZY

BRAUN FRANCE
recherche

CHEF DE PRODUIT

collaborateur du [redacted] Marketing, il sera chargé, [redacted] une ligne [redacted] fort développement :
- De définir et mettre en œuvre les plans de marketing ;
- D'élaborer et suivre [redacted] promotionnelles [redacted] publicitaires ;
- De [redacted] en [redacted] l'évolution des marchés et [redacted] la distribution afin d'être [redacted] des recommandations de produits nouveaux.

[redacted] à un [redacted] (ou femme) [redacted] supérieure [redacted] 2 [redacted] 3 [redacted] d'expérience professionnelle [redacted] grande consommation, équipements [redacted].

L'expansion [redacted] groupe, son [redacted] international offrant d'intéressantes possibilités de carrière [redacted] un candidat (e) entreprenant et actif.

[redacted] bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

[redacted] (C.V. et [redacted] être rapidement [redacted] REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e), qui tr. Une discrétion totale est assurée.

SOCAMETT

[redacted] de caution mutuelle, nouvellement créée, [redacted] pour renforcer son équipe

auditeur interne

- dont [redacted] mission [redacted] sur [redacted] adhérentes ou postulantes dans les domaines suivants :
  - *analyse financière,*
  - *contrôle du respect des règles sociales et fiscales,*
  - *détermination et révision des garanties.*
- Formation souhaitée : ESC, DECS ou équivalent.
- Expérience cabinet d'audit souhaitable.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à : M. JHOUDA[redacted] SOCAMETT 87 rue St-Lazare 75009 [redacted]

INFORMATIQUE - ORGANISATION

Le Service Méthodes [redacted] d'un Etablissement Financier [redacted] recherche :

CHEF DE PROJET TECHNIQUE

- pour [redacted] la [redacted] en [redacted] (dimensionnement des configurations, [redacted] des réseaux, choix [redacted] plans informatiques, salles [redacted]) ;
- animer des groupes [redacted] travail siège-agences province ;
- diriger 3 à 5 ingénieurs

[redacted] 5 ans d'organisation ou [redacted] de préférence [redacted] la Banque.

Très nombreux déplacements en province.

Envoyer C.V. + salaire à [redacted] COFAP, [redacted] rue [redacted] Chabrol, [redacted] qui transmettra.

GROUPE EUROPÉEN
[redacted]

CHEF DES VENTES

POUR RESEAU NATIONAL
[redacted] EXPERIENCE DANS [redacted]
PEINTURES ET ENDUITS
POUR BATIMENT - T.P.

NOUS [redacted] :
- position [redacted] confirmé [redacted] Direction Générale ;
- rémunération importante [redacted] divers [redacted] à cette position.

[redacted] PROPOSONS : une situation avantageuse [redacted] un candidat capable de s'intégrer à une équipe jeune et dynamique et possédant esprit de collaboration.

[redacted] assurée.

Adr. votre candidature avec C.V. et photo à n° 8.840 COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris, qui transm.

Société filiale d'un des 10 plus grands groupes français fabriquant et commercialisant des biens d'équipements industriels recherche, pour son siège parisien

RESPONSABLE SERVICE EXPORTATION

formation Sup. de [redacted], ESSEC, ou HEC.
30-35 ans, parfaitement trilingue anglais-allemand.
Son [redacted] à animer et développer [redacted] secteur européen et international nouvellement créé.
La situation implique des possibilités [redacted] intérieure dans [redacted] groupe.

Adresser CV et prétentions sous réf. 2054
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

offres d'emploi

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE
recherche
2 Jeunes Ingénieurs diplômés
disponibles pour déplacements à l'étranger de durée variable.
[redacted]
Adresser lettre manuscrite [redacted] C.V. [redacted] sous nº 96.837 [redacted] PUBLICITE [redacted] de l'Opéra. 75040 [redacted] CEDEX [redacted] qui tr.

[redacted] de renom international recherche pour PARIS
responsable logistique
(Transports et Dépôts)
L'importance des affaires traitées par ce poste [redacted] une formation supérieure complétée par une expérience concrète [redacted] les domaines [redacted] :
• transports [redacted] internationaux,
• Douane,
• [redacted] de dépôts,
• [redacted] avec l'informatique.
La [redacted] l'Allemand [redacted] impérative
Nous n'envisageons pas de [redacted] candidats dont la rémunération [redacted] est inférieure à [redacted] F/an.
[redacted] de [redacted] sont à adresser s/réf. 5193 [redacted] P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois [redacted] 02 qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE DE PRESSE PARIS
Recherche pour poursuivre le développement de ses activités un
JEUNE CADRE MARKETING
ayant 2 à [redacted] ans d'expérience.
Il sera chargé de concevoir et de mettre en [redacted] la politique de promotion de la diffusion [redacted] plusieurs revues spécialisées. Une bonne connaissance [redacted] techniques de mailing sera appréciée.
Envoyer C.V. et prétentions à : S.P.M. Madame PASCAL 17, rue d'Uzès - [redacted]

CONSULTANT SENIOR
100 000 F — PARIS
Un [redacted] plus importants [redacted] d'entreprises [redacted] intégrer au sein de son équipe [redacted] consultants en Ressources Humaines un homme ayant acquis une solide expérience du [redacted] de cadres et de la gestion de personnel, soit en entreprise, soit chez un conseil.
Autonome, dans une [redacted] décentralisée, ce [redacted] entreprises [redacted] à définir et mettre en place les hommes et les structures adaptés à leur développement.
Adresser C.V., photo sous la référence no 4152 :
SPERAR PUBLICITE 12, [redacted] Jean - Jaurès [redacted] qui [redacted]

BANQUE PRIVEE
filiale importante banque internationale *recherche pour son service* CREDIT
JEUNE CADRE
chargé de l'étude des dossiers [redacted] aux entreprises. Il est demandé :
— diplôm[redacted] Supérieures
— 3 ans [redacted] d'expérience [redacted] dans [redacted] des [redacted] prises
— goût [redacted] travail en équipe
— sens du risque, esprit de synthèse.
Possibilité d'évolution pour candidat de valeur.
Envoyer CV, photo et salaire annuel désiré sous référence [redacted]
QP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS QUI TRANSMETTRA

SINTRA
recherche
PROGRAMMEURS
niveau [redacted] D.U.T.
Pratique langage [redacted] exigée.
Envoyer curriculum vitae, prétentions à la Direction du Personnel. 26, rue Malakoff - 92600 ASNIERES. 92600 ASNIERES.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
PARIS [redacted]
1° **ASSISTANT D'EXPERT-COMPTABLE**
[redacted] **RÉVISEURS COMPTABLES**
3° **COMPTABLE CONFIRMÉ**
minimum 2e ÉCHELON
[redacted] fonction des [redacted] capacité, [redacted] 9.000 F/mois.
Envoyer C.V. [redacted] photo [redacted] réf. 697/M [redacted] SWEERTS, B.P. [redacted] 75424 [redacted] qui [redacted]

GIXI filiale du groupe CISI
recherche
INGÉNIEURS COMMERCIAUX
pour [redacted] des [redacted] commercialisation de systèmes de gestion clés [redacted] main, BASES SUR MINI-ORDINATEURS :
• FORMATION [redacted] ;
• [redacted] D'EXPERIENCE TECHNIQUE [redacted] INFORMATIQUE ;
• EXPERIENCE [redacted] - [redacted] AUX [redacted] MOYENNES [redacted]
Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions et date de disponibilité, G.I.X.I. S.A., 20, [redacted] Saarinen, [redacted] 226 SILIC, [redacted]
ingéniérie informatique

CABINET DE [redacted] PUBLIQUES - [redacted] pour [redacted] mars
UN (E) CHARGÉ (E)
RELATIONS PUBLIQUES ET PRESSE
Dynamique et méthodique. Très bon rédacteur (trice). Sens de l'organisation.
Ecrire lettre man. avec C.V. et photo indispens. [redacted]
Réponse [redacted]
[redacted] « le [redacted] » [redacted]
5, rue [redacted] - [redacted] qui [redacted]

Organisme public [redacted] un [redacted]
Niv. D.U.T. ou D.E.U.G.
connaiss. STATISTIQUES ou (et) INFORMATIQUE, [redacted] d'un [redacted] sur la [redacted] tion. [redacted] à plein temps. Tél. au 738-12-12, poste 31-04.

SOCIÉTÉ PARIS (13e)
recherche
COLLABORATEUR ADMINISTRATIF
DISPONIBLE IMMEDIATEM. [redacted] MINIMUM : 35 ANS. Autorité, excellent dynamisme pouvant justifier solide [redacted]ERIENCE. Adresser C.V. [redacted] détaillé, PHOTO et PRETEN[redacted] à : B.P. nº [redacted] M. [redacted] PARIS CEDEX 13.

SOCIETE RECH. POUR SON DEPARTEMENT MARKETING
JEUNE CADRE INFORMATICIEN
pour la mise en œuvre d'un système [redacted] synthèse des informations intérieures et [redacted] l'entreprise. (SUR IBM [redacted])
Ecr. ss référ. 2979 [redacted] BAUTRON 29, rue Rodier, [redacted] PARIS.

— [redacted] et problèmes financiers.
— Vous voulez créer et suivre une [redacted] particulière.
HOMMES ou FEMMES
[redacted] de [redacted]
— [redacted] sur commission.
Envoyer C.V. [redacted] se présenter M. LEFORT, Sté CICOMAP, 4, av. [redacted], 75008 [redacted]

IMPTE BANQUE PRIVEE recherche
UN RÉDACTEUR
[redacted] ETUDES DE BILANS et DOSSIERS DE CREDIT. Expérience bancaire confirmée. Poste à pourvoir à PARIS. Adress. C.V. avec référ. à SWEERTS, B.P. [redacted] 75424 Paris [redacted] 09 s/réf. 692/M, q. tr.

[redacted] recherche [redacted] de la France
CADRE
[redacted] gestionnaire, [redacted] ccial, [redacted] ou hôtellerie. Format. continue assurée. Possib. [redacted] rapide. Plan de carrière [redacted] terme France-Etranger. [redacted] souhaitée. Ecr. nº T [redacted] M, [redacted] bis, [redacted] Paris-2e.

M.I.T. INFORMATIQUE
[redacted]
ANALYSTES PROGRAMMEURS PL 1
Connaissances IMS - PL 1 souhaitées.
[redacted] prés. 5, r. [redacted] Helder, 7500[redacted], [redacted] tél. pour r.-vs : 770-95-49.

Mensuel fé[redacted] à diffusion nationale [redacted] 2 [redacted] cherche :
1. [redacted] rédactrice spécialisée pr ses pages pratiques (bricolage, mode, cuisine, beauté, etc.) Expér. ds [redacted] rubriques. Age souhaité : [redacted] a. minimum.
2. Un rédacteur-reporter. Emploi temporaire 7 mois. Expér. prof. Age [redacted] haité : 35 a. minimum. Env[redacted] C.V. et prétentions au nº [redacted] « le Monde » Pub., 5, r. [redacted] 75427 Paris-9e.

[redacted] recherche :
ÉDUCATEUR
pouvant encadrer enfants difficiles mais intelligents. [redacted] rience demandée. - INSTITUT PSYCHOPEDAGOGIQUE, 60740 [redacted] - Téléph. : 455-66-10.

[redacted] 140 M.F. [redacted] d'affaires, spécia[redacted] dans le développement et la fabrication de systèmes techniquement évolués recherche
INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
EXPERIMENTE (SUPELEC ou niveau)
— Il est demandé au candidat : une expérience de 10 ans dans l'étude et le développement d'électronique [redacted] pour système [redacted] : amplificateurs - réseaux correcteurs - calculs analogiques [redacted]
— Une connaissance au moins théorique d'électronique numérique. Ap[redacted] une [redacted] d'adaptation à l'entreprise, ce poste peut déboucher sur la responsabilité technique pour l'ensemble de [redacted] des études et développements en électricité et électronique.
[redacted] avec C.V. et prétent. à [redacted] TESSE Publicité, 20, av. de [redacted], Paris (1er), qui [redacted]tra.

Nous sommes une [redacted] française [redacted]
Nous [redacted]
[redacted]
PERSONNES DE CARACTÈRE
[redacted] après un STAGE RE[redacted] mois UN SALAIRE de 4.000 à 6.000 F [redacted]
Nous leur offrons :
— une [redacted]
— [redacted]
— [redacted]
Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »
Ecrivez [redacted] C.V. et [redacted] nº 7.687, Publicités Réunies, 112, bd V[redacted] - [redacted]
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :
— SOIT de bonnes études,
— SOIT [redacted] preuve de [redacted] personnalité.

STE RECH JEUNE HOMME
pr [redacted] ico-Commercial. [redacted] min. 25 [redacted] Secteur imprimerie parisienne. Fixe + % + frais. Ecrire C.V. sous le numéro 57.504, à J.R.P. 39, rue de l'Arcade, Paris 8e.

CABINET IMMOBILIER Rech. J. F., av. voit. pour [redacted] vente, achat, apparts. Pourcent. 40 %. Tél. [redacted]

Clinique MCO, Porte des Lilas, recherche - urgent : [redacted] D.E. jour ; Aide-soignante jour ; 2 Aides-soignantes certifiées nuit. — Téléphoner ce jour : 203-94-76, poste 224.

[redacted] recherche pour son [redacted] équipe [redacted]
UN [redacted]
dipl. IUT, [redacted] et FORTRAN. Adr. C.V. + prét. à M. Forest, Sté Delattre, Bezons, Centre Paris [redacted], Tour Ouest. 93521 SAINT-DENIS - CEDEX.

Recherchons : BIBLIOTHÉCAIRE ENS Fontenay-aux-Roses remplacement maternité C.A.F.B. ou équivalence. [redacted] - [redacted] 228.

Société Internationale Courtage Tourteaux - Céréales Graines oléagineuses recherche :
COLLABORATEUR, 30 ans env.
Anglais parfait, pratique indiscutable des négociations clientèle France-Europe pour développer ses activités. Non spécialisé s'abstenir. Sérieuses références professionnelles et morales exigées.
Ecr. man. C.V., prét. Régie Pr., [redacted] 85 bis, r. Réaumur-2e.

STE [redacted] ET [redacted] recherche
JEUNE INGÉNIEUR
CELIBATAIRE [redacted] obligations militaires
— [redacted] électricité
— Anglais parlé et [redacted]
— Pour un premier [redacted] de 2 [redacted] environ, prendre responsabilités entretien hôtels et villages-hôtels hors [redacted] France, puis dans une [redacted] la [redacted] et travaux pour la réalisation des villages-hôtels [redacted] travers le monde.
Env. C.V. avec photo d'identité [redacted] référence nº 7.401, à L.T.P. 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS qui transmettra

MEASUREX
filiale société internationale américaine (systèmes de contrôles industriels par ordinateur) recherche pour PARIS
COMPTABLE QUALIFIÉ
[redacted], âgé d'au [redacted] ans, doit détenir [redacted] formation du [redacted] ou Ecole supérieure de commerce et posséder une très bonne formation comptable. Il devra nécessairement avoir acquis une expér. de la comptabilité américaine. Anglais courant exigé. Ces tâches seront très variées : mise comptabilité sur ordinateur, préparation du budget, réalisat. bilan, statistiques, liaisons avec bureaux anglais et américains, déclarations diverses. Entreprise en expansion, très bon climat de travail, évolution [redacted]
Adr. [redacted] + photo + prétentions, sous [redacted]. 704 M à SODECI, 18, rue Violet, 75015 [redacted]

IMPTE STE D'AUTOMATISME recherche
INGÉNIEURS
[redacted]
PDP 11 - T 2000 SIEMENS
Pour postes :
CHEF DE PROJET
Env. C.V. man., photo et prét., à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS CEDEX 09, s/réf. 701, qui transmettra

COM[redacted] A[redacted]ANCES [redacted] SERVICE SINISTRES
RÉDACTEUR SINISTRES
TRES AU COURANT RISQUES CONSTRUCTION
Ecrire sous référ. 5.447, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02.

ETABL. PUBLIC NATIONAL recherche
COMPTABLE (H. ou F.) B.T.S.C
même débutant
Ecrire avec C.V., à [redacted] 66, avenue du Maine, 75682 PARIS CEDEX 14

FILIALE PETROLIERE D'UN GROUPE INDUSTRIEL [redacted] MINIER recherche pour ses bureaux à PARIS-MONTPARNASSE,
UN COMPTABLE DÉBUTANT
diplômé B.E.P. + ou B.T.S.
Libéré des obligations militaires, et ayant des notions d'anglais.
Il travaillera au sein d'un petit [redacted] très opérationnel.
Adresser C.V. explicite et [redacted] sous référence FR/CD [redacted] CETAGEP [redacted] avenue Amiral-Lemonnier, 78160 [redacted]

[redacted] J. F. [redacted] PAIR Nourrie, logée pour garder 2 enfants. 4 ans et 10 mois (le matin). Tél. [redacted]-07 (L'après-midi).

VIGILE 2001 RECRUTE :
— 1 Dir[redacted] Régional ;
— 8 V.R.P.
Coupons-réponses, fort %. Envoyer curriculum vitae au : 41, rue IBRY - 92521 NEUILLY.

COMPAGNIE D'[redacted]ANCES QUARTIER [redacted] recherche
TECHNICIEN D'ACTUARIAT AFFIRMÉ ASSURANCE DE GROUPE
([redacted] TARIFICATION)
Ecrire nº 5.445, L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, [redacted] PARIS CEDEX [redacted]

IMPORTANTE SOCIETE (Paris-La Dé[redacted]) recherche pour son INFORMATIQUE DE GESTION
des ANALYSTES-PROGRAMMEURS
(D.U.T. ou équivalent)
Adresser C.V. à Mme VALLET, B.P. 108, 92405 COURBEVOIE CEDEX.

[redacted] MAILLARD GENEALOGISTE (recherche d'héritiers) 3 bis, rue de l'Alboni (16e), 224-97-64, rech., urgent,
JEUNE LICENCIÉ
[redacted] droit privé, excellente pré[redacted] De [redacted] célib., [redacted] voyager. Adresser C.V. manuscrit, photo, et prendre rendez-vous. Situation intéressante.

Métro [redacted]
UNE MECANOGRAPHE FACTURIERE sur machine L 4000 Burroughs
UNE AIDE-COMPTABLE DACTYLO
Emploi stable
40 h. semaine - 13e mois
Ecr. nº 6432 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

IMPORTANTE SOCIETE recherche
HOMME JEUNE
minimum 30 ans
Bonnes connaissances générales désirant se spécialiser [redacted]
Tél. pour rendez-vous : 770-64-30

secrétaires

[redacted] Porte Maillot [redacted] du Marketing [redacted]
SECRÉTAIRE BILINGUE
expérimentée, anglais parfait.
Doit pouvoir travailler avec minimum de supervision.
Contacter Corning Glass International S.A., 251, bd Pereire, [redacted]

représent. offre

Important cartonnage [redacted] recherche Collaborateur (trice) exclusif ou, éventuellement, multicartes pour développer ses ventes à clientèle industrielle Paris et Région. — Contacts à hauts [redacted] — Expérience cartonnage et impression [redacted] —
[redacted] manuscrite avec curriculum [redacted] : [redacted] AVIGNON, sous [redacted] 2.671.

proposit. com. capitaux

Hypothèque PRETS tous besoins RAPIDE F.P. 14 %. 770-44-59. C.F.C., [redacted] fg Poissonnière-10e.

[redacted] DES ENSEMBLES comp. les [redacted] :
— TO[redacted]
— SOUDURE
— PEINTURE
— MECANIQUE
— ELECTRONIQUE
(mise au point, industrialisation, fabricat., contrôle S.a.V.), rech.
ALLIANCES OU CONTRATS
pr MARCHES MEME IMPORT.
Adressez correspondance : COGEFI 92081 PARIS LA DEFENSE - CEDEX 9.

cours et leçons

Anglais par profess. d'origine. Résultat garanti, 233-37-81, mat.

Professeur CHINOIS [redacted] cours particuliers - [redacted]

propositions diverses

ENTRAIDE CADRES
AIDE EFFICACEMENT
DEMANDEURS EMPLOIS
Adresser lettre + C.V. + grande enveloppe retour rédigée. ECIT - 132, rue de la Gare, 95120 ERMONT PARIS

occasions

A VENDRE : [redacted] classeurs [redacted] ROTET R, comprenant [redacted] containers de chacun 4 bacs amovibles. P/Fiches de 410 × 300. - Faire offre [redacted] URSSAF, 85030 La ROCHE-SUR-YON. 37-60-95.

autos-vente

le meilleur rapport QUALITE-PRIX Automobiles mazda Garantie 1 an, P. et M.O Livraison immédiate PAN-CARS ETO.02.11 380.10.11 14, Avenue Carnot 17e

[redacted] Concessionnaire MERDECES AUTO LUX 583.05.20 [redacted] rue de Tolbiac 13ème

FIAT-LANCIA Neuves - Disponibles Occasions Toutes Marques LAOS 96, Av de Suffren [redacted]

MERCEDES-BENZ LAOS PARIS 96, av de Suffren 567.79.20

LANCIA AUTOBIANCHI 13, Bd Ex[redacted]mans 16e OUVERT SAMEDI TOUTE LA JOURNÉE [redacted]24-50-30

boxes-autos

MONTPARNASSE PARKINGS A vendre parkings 1er sous-sol. Livrable mars 1977. 71, r. Froidevaux ou t. 329-39-27.

PARIS (11e) Investissement 1er ordre : Lot 59 parkings sous magasin [redacted] surface - VIP, 567-54-56.

demandes d'emploi

VENDRE, [redacted] COMMUNIQUER
je sais vendre, je sais communiquer.
VENDRE, C'EST TRAVAILLER EN EQUIPE SUR DES OBJECTIFS PRECIS
je [redacted] vendre [redacted] avec la collaboration [redacted] tous, [redacted] les surpasser.
HOMME DE MARKETING DE VENTE ET DE [redacted]TION « STAFF et ON LINE »
je peux aider par mon action et mes [redacted] à [redacted] vos projets.
L'homme [redacted] tête [redacted] aimer les chiffres, je les [redacted] je les respecte
sans eux pas de preuves,
sans eux pas de progression.
Je peux [redacted] combattre pour un idéal, une idée, un produit, un [redacted] triompher des [redacted] de la conjoncture [redacted] concurrence.
POUR UN PREMIER [redacted] ET C.V. SANPERA 747-49-11 ou écrire sous référ. 714 M REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

UN AMERICAIN A [redacted]
INFORMATICIEN
PROBLEM - SOLVING
[redacted] EMPLOI [redacted]
EX-UNESCO, ISUP, [redacted] IRIA, INSEAD, FAO, PRINCETON
20 ANS EXPERIENCE
TÉL : 525-55-18

RELATIONS INTERNATIONALES
DIPLOMÉ SCIENCES ÉCO. - INSTITUT R.I.
TRILINGUE
[redacted] ORIENTALE :
Japonais (fac. Tokyo)
[redacted] (fac. Innsbruck)
Anglais.
Cherche poste [redacted] société ayant service [redacted] au [redacted].
Ecrire nº 320 « [redacted] Monde » Publicité, 5, [redacted] - [redacted] PARIS-9e.

[redacted] P.-D. G. de [redacted]
Collaboratrice haut niveau, 20 ans expéri[redacted] Polyvalente spécialisée [redacted], édition, contentieux, assurances, gestion personnel. Dynamique, créative, bonne gestionnaire, libre rapid., [redacted] :
— Responsab. bureau parisien firme province.
— Adj. au P.-D. G. d'une P.M.E.
— Adj. [redacted] G. multinationale.
— [redacted] service imprimés.
Ecr. nº 368 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J. F. cherche emploi HOTESSE D'ACCUEIL expérience hôtesse dans syndicat d'initiative. PARLANT COURAMMENT FRANÇ., ESPAGN., ITALIEN. Ecr. nº 6.400 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

[redacted] ans, dynamique, expér. [redacted] ciale et vente par correspond[redacted] rech. [redacted] stable, étudie ttes propositions. Tél. 236-02-26, M. J. Salliard, [redacted] r. Poirier, 94160 St-Mandé.

J. F., 27 ans LICENCIÉE ESPAGNOL connaissant anglais, [redacted] allemand, cherche [redacted] ENSEIGNEMENT ESPAGNOL traductions littér. et tech. Ecr. nº T 098139 M, Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

J. H., 24 a., D.U.T. [redacted] comptabilité, ch. 1er emploi. Ecr. : Nicolas Philippe, Plaine-St-Pierre, 34500 Béziers.

GESTIONNAIRE Homme, 30 ans, 4 ans expér. lic. D.E.S., Sc. [redacted] D.E.C.S. rech. poste organisme but non lucratif. Ecr. [redacted] 8.353 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

DOCTEUR 3e CYCLE, agr. de math., ens. [redacted] supér., exp. sac., form. [redacted] rédac. scient. Etudie [redacted] collab. extér. Ecr. nº 339 « le Monde » Pub., 5, r. [redacted] Italiens, [redacted] Paris-9e.

TECHNICO-COMMERCIAL Caractère, dynamisme. H. 29 a., format. T.P. Eyrolles. 4 A. EXP. T.P. Etudes de prix, contact [redacted] conduite chantier, séminaires exploit. et [redacted] 3 A. EXP. BANQUE, Vente de h[redacted] niveau. [redacted] invest. [redacted] partic. + [redacted] rech. poste opérationnel à responsab. Etud. ttes prop. sér. en rapport compétences. Région indiffér. Dispon. rapide. Ecr. nº 329 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Ing. 35 a., I.A.E., C.P.A., rech. RESPONSABILITE D'UNITE ou conduite de P.M.E. Ecr. nº 373, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Homme 37 ans, D.E.C.S. + C.S. juridiq. [redacted] fiscal + C.S. [redacted] nisation [redacted] gestion, 10 ans expérience entreprise et 4 ans expérience cabinet expertise, recherche poste à responsabilité en rapport avec capacité et expérience acquise. Ecrire nº 97.609, [redacted] PUBLICITE, [redacted] av. de l'Opéra, PARIS (1er).

CADRE COMMERCIAL GRANDE EXPER. AFRIQUE négociateur haut niveau, spécialité électro-mécanique, électro-ménager, matériels [redacted] triels et automobiles, recherche situat. AFRIQUE francophone. Etudie toutes propositions. Ecr. nº T [redacted] M, Régie-Pr., 85 bis, [redacted] Réaumur, PARIS-2e.

J.F. 30 [redacted] présent., [redacted] trilingue angl., al[redacted] 4e échelon, grande expérience, [redacted] emploi respons. serv. télex. Ecr. nº T 098 188 M, Régie-Pr., 85 bis, rue [redacted]aumur, PARIS-2e.

INGENIEUR 27 ans 3 ans expérience installations thermiques, cherche situation [redacted] rémunérée. Ecrire nº T 098.187 M, Régie-Pre[redacted], 85 bis, rue Réaumur, [redacted]

J.F. 27 ans, excellente présentation, grande expérience [redacted] par téléphone, notamment dans les P.A.T., cherche poste [redacted] lutif, stable, rémunérateur. [redacted] nes conditions travail exigées. Ecr. nº T 098.197 M, Régie-Pr., 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2e.

Spécial. commerce international minerais, mét., prod. chimiq., E.S.C., bil. angl., esp., not. all., expér. gestion, ch. poste en rap. Etud. ttes prop. France ou étr. Ecr. nº 370, « le M[redacted]e » Pub., 5, r. [redacted] Italiens, 7[redacted] Paris-9e.

J.H. 30 [redacted] Sc. [redacted], Eco-Fi, lic. [redacted]gl., D.E.S. droit privé [redacted], étudie toutes proposit. P. DION, 30, rue [redacted]ie, PARIS (8e).

[redacted] DIRECTION BANQUE [redacted] expérience dépa[redacted] étranger, [redacted] sation. Rompu aux [redacted] financières, possédant relations privées et commerciales conséquentes. Souhai[redacted] poste à responsabil. et [redacted] banque [redacted] dynamique. Ecrire nº T [redacted] M, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, [redacted]

J.H. 22 a., dég. O.M., diplômé E.C.C.I.P. [redacted] Paris) ch. poste ds sté commer[redacted] Représentation exclue. — DENIS Didier, 1, r. [redacted] 92600 ASNIERES, Tél. [redacted]

SECRETAIRE DE REDACTION J.F. 28 [redacted] 5 [redacted] expér. [redacted] et édition, cherche place stable [redacted] jours [redacted] 5) Paris. [redacted]

J.H. [redacted] ans, format. littéraire, expér. approfondie des problèmes de recrutem. (en particulier par voie d'agence), ch. p. ADJOINT AU CHEF [redacted] PERSONNEL Paris ou proche banlieue. Libre sous 2 mois. Prétentions 5.000 F mens. Ecr. nº 97.642, Contesse, 20, av. de l'Opéra, PARIS (1er).

J. fme ital., part. bil., ch. pl. stable d'interprétariat ou empl. qualifié France ou Italie. Que me proposez-vous ? 3.200 F min. [redacted] nº 366, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

J.F. 26 a., maîtr. E.N.S. philo, bnes not. doc., ch. empl. mi-tps, excel. prés., étud. ttes propos. Tél. 527-23-96, Mlle Villeroux.

INGENIEUR ELECTRONICIEN [redacted] a., 8 a. [redacted] industr. circuits et systèmes anal. et [redacted] Libre de suite. Ecr. 66, av. de Breteuil, [redacted]

VOUS : PDG [redacted]gé [redacted] prise expansion. MOI : de[redacted] 10 a. chef d'ét.-major admin. et ccial imp. aff. indu[redacted]tr., 43 [redacted], ESC, Sc. Po., [redacted] et souple, quittant 71 pr rais. famil., prop. ma collab. Paris, France Ouest. Ecr. : De Carne, 12 bis, r. des Prés, 71300 MONTCEAU-LES-MINES.

Secrét. [redacted] assurerait travaux [redacted] traductions, [redacted] comptes, [redacted] partiel. Ecr. à 348 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 7427 Paris-9e.

H., 30 ans, [redacted] emploi PROGRAMMEUR GAP II. [redacted] ans exp. IBM 3/10. Lib. sous 1 mois, [redacted] ou [redacted] Ecr. [redacted] 0.316, « le [redacted] » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris[redacted]

DIRECTEUR [redacted] d'un important groupe imm[redacted]r et banc., 31 a., rech. poste de conseil financier à mi-temps. Ecr. nº 0.318, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

CADRE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL P.M.E. format. supér., référ. 1er [redacted]
● Longue expér. import-export textile, alimentation, etc.
● Gestion Personnel.
● Contentieux client.
● All., angl., hollandais cour., cherche poste [redacted]
Ecr. T 098.130 M Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, Paris (2e)

Française, 30 ans, ch. emploi dynamique, non commercial, à [redacted] Ecr. [redacted] REGIE-PRESSE, [redacted] bis, r. Réaumur, Paris-2e.

J.F., bac, [redacted] ANGLAIS, active, bon contact, intéressée par fonction RELATIONS PUBLIQUES [redacted] formation complémentaire [redacted] société commerc.. Publicité. Ecr. à 94.830 CONTESSE P., 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

CADRE MARKETING
32 ans (diplômé 76 « GESTION ») 10 a. de responsabilités en POLITIQUES MARKETING, ETUDES COMMERCIALES, GESTION PUBLICITE... ch. poste ccial sédentaire à responsabilités. Toutes régions. DEMOLLIERE, 14 pl. du Marché 78600 MAISONS-LAFFITTE

E.C.S. 1re année, 25 a. titulaire DECS, expérience fiduc. 7 ans, stage mi-t[redacted]s dans cabinet [redacted] de révision. Ecr. à 332 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Voir la suite des [redacted] d'emploi en [redacted] 27

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	45,76
"Placards encadrés" 2 col. et + [redacted] ligne colonne)	42,00	48,04
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,29
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
[redacted] encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA [redacted] MONDE	28,00	32,03

L'immobilier

[redacted] vente

Paris Rive [redacted]

Sur PLACE [redacted] RAVISS. APPT 200 m2 [redacted] Soleil. T. : [redacted]

PORTE DAUPHINE
Beau [redacted] P. 246 m2, 5e ét., balc., asc., bel [redacted] pierre de taille. Pptaire direct. Visit[redacted] : mardi, mercredi, [redacted] 14 h. 30 à 18 h. 16, [redacted] SPONTINI - 723-86-70.

RAYNOUARD - Imm. standing Rez-ch., 2 p., bns, 45 m2, remis neuf. 220.0000 F - 539-67-52.

Dans bel imm. tt cft, liv. dble, 2 chbres, 2 bains, 120 m2, belle décoration, chambre personnel. Visite : mercredi de 14 à 17 h. : 1, SQUARE VILLARET-DE-JOYEUSE

RAYNOUARD - Bel immeuble pierre de t., 5/6 p., tt cft, chbre service. Professions libérales. MARTIN, Dr Droit : 742-99-09.

Métro PARMENTIER
Except. 5 pces, neuf, 130 m2 + 82 m2 terrasse, 7e ét., cuisine et dressing équipés. VIP, 567-54-56.

RIVOLI, PRES CHATELET
IMM. CARACT. Studio et 2 pces en duplex, cuisine, bains. C. MAHOUT. - 563-11-59.

BD FLANDRIN - 2/3 p., cuis., [redacted] cft. Tél. [redacted] F. CH. [redacted] T - 563-11-59.

EXCEPTIONNEL
BUTTES-CHAUMONT - 4 PCES 78 m2, tt cft, [redacted] récent, [redacted] étage. Parking. [redacted] 320.000 - FONCIAL, [redacted]

GEORGES-MANDEL
Immeuble récent, grand luxe. [redacted] 74 m2 + balcon., 6e, [redacted] sans vis-à-vis. [redacted] F - FONCIAL, [redacted]

MAINE-MONTPARNASSE
[redacted] + [redacted] tt cft, 65 m2 + gde cave. 280.000 F. 12/17 h. : 1, RUE ASSELINE

ETOILE, 15, rue LAURISTON
Pptaire vend gd séj., 1 [redacted] cft, décorat. raffinée. [redacted] voir : lundi et mardi, de 14 à 17 h.

MARAIS - BASTILLE
Imm. pierre de taille, 15 Appts du stud. au [redacted]lex, terrasses. Fin 77. Loyer S.A. - 277-97-26.

Me VILLIERS, pour placement, 2 p., cuis., wc, bains, chauff. central. Loué : 820 F mensuel. Pr[redacted] F - 255-66-18.

PRES CENTRE BEAUBOURG
Beau [redacted] + chbre, cuis., [redacted] REFAIT NEUF [redacted] F - 704-88-16

16e Imm. anc. pierre de taille S/place et jardin
APPT d'angle [redacted] 6 P. 2 bains. [redacted] serv. 2 caves. Chauff. [redacted] gaz. - Tél. LAB. 45-52.

[redacted]. 5 p. tt conft + [redacted] serv. - 125 m2, 3 chbres sur jard. Soleil. 2e ét. - 553-34-24 matin. - 233-84-16 l'après-midi.

PRES MONCEAU
7 PCES Elégant et lumineux [redacted] sanitaires, service. Impeccable. 878-93-93 mat. [redacted]

PARC MONCEAU Imm. gd LUXE
220 [redacted] 7 P. grande hauteur sous plafond
ZANNETTACCI 296-17-01 poste 210

CHAMPS-ELYSEES [redacted]
IMM. PIERRE de T. RAVALE
5e ETAGE - ASC. - BALCON
5 P. cuisine, 2 bains, TEL. moquette, chauffage
REFAIT NEUF. PROF. LIBER.
PRIX 750.000 F
Mardi, mercredi, 14 h à 18 h :
11 BIS, RUE DU COLISEE ou Tél. 723-96-05

AV. P.-DOUMER (Près)
5, SQUARE MIGNOT,
dans bel immeuble [redacted] étage, dble living + ch., hall [redacted] bains, c[redacted] tt cft. Sur place mardi, mercredi, 14-18 h., ou [redacted]

17e - ATELIER ARTISTE
3e ETAGE, 124 M2.
SEJOUR avec LOGGIA, 2 CH., bns, cuis., TEL., chauf. central. 522-65-33.

HOTEL DE SAENS
16, rue Charlemagne, 3 pièces, entrée, cuis., sal. de bains, tél., soleil. 280.000 F. Sur pl. mardi, mercredi, de 14 hres à 18 hres.

17e - RÉSIDENTIEL
5 pces 150 [redacted] tout confort. Bel imm. pierre [redacted] standing. [redacted] chambres [redacted] service. CALME. 880.000 F. — 373-04-52.

PLACEMENT
11e, PERE-LACHAISE
Petit immeuble [redacted] studios, 2 pces, 3 pces, [redacted] 720 - 38 - 67.

16e - BORD DE SEINE
3 pces, clair, confort, balcons. C.I.B., 355-34-85.

Paris Rive gauche

7e - 25, QUAI VOLTAIRE
Beau Duplex [redacted] m2. Soleil. Calme. Prix 42[redacted] F. Visites : tous les après-midi.

7e QUAI VOLTAIRE
IMMEUBLE XVIIIe [redacted]
6-7 PIECES : 220 m2
5-6 PIECES : 170 m2
2 PIECES : 70 m2
TOUT CONFORT
EMPLAC. ET VUE EXCEPT.
JOUBERT ET ANDR[redacted] 5, rue Alph.-de-Neuville, [redacted] PARIS.
766 - 04 - 17
227 - 55 - 17 — 227 - 54 - 74

[redacted]ments vente

ECOLE - MILITAIRE
Dans imm. [redacted] Appt : 110 m2 au 6e ét. av. terrasse : 70 m2. PL. [redacted]UD, gd liv., 2 ch., 2 bains, tél. Gar. poss. S/pl. : 13, r. Chevert, lundi, mercredi, 14 h. 30 à 18 h. 30 - 292-28-51.

ECOLE - MILITAIRE
13, rue Chevert
PLUSIEURS STUDIOS
et 2 PIECES de différentes surfaces sur rue et cour-jardin.
Immeuble 1930 en cours de restauration, tt cft par imm. Garage possib. Vis. lundi, mercredi, vendredi 14 h. 30-18 h. 30.

MONTPARNASSE - Stud. calme, conft. Prix 120.000 - 326-08-94.

PROX. ODEON - ODE. 95-10
170 m2, RE[redacted] LUXE.
ASCENSEUR FINITIONS GRE ACHETEUR - CARACTERE

BD ARAGO Immeuble neuf MAGNIFIQUE
[redacted] P., park. + gd balcon, tél. Prix 350.000 F. - SEG[redacted] 36-17.

Duplex 100 m2 + balcon [redacted] m2, gd confort. - Tél. 542-40-90.

METRO ODEON 4, RUE CREBILLON
DUPLEX SALON, LOGGIA, CUIS., S. d'EAU,
w.-c., tél., s/rue. Imm. CARACT. MARDI-MERCREDI, 14-17 H.

PANTHEON STUDI[redacted] 30 m2. Tél. [redacted] jours, après [redacted] 329-53-52.

Immeuble neuf tt [redacted]
PORTE DE VERSAILLES
376, rue de Vaugirard
Beau studio 38 m2 + balcon-loggia, 6e étage, tél., cave, park. S/place mercredi, 10-15 h. Renseign. SEICAP, OPE. 73-45.

Près PARC MONTSOURIS
3 P. 68 m2, immeuble 1961. [redacted] F - [redacted]

RUE MONGE BEL IMM. AU CALME
LIVING + 2 CHB., w.-c., bains, luxueux tél., chauff. - [redacted]

[redacted] R. A.-MOUCHEZ 185.000
Charmant 2/3 P. confort, parfait état, [redacted] sur cour, 2e étage. - [redacted]

15e RECENT - PRES [redacted]
4 p., cuis., bains, terrasse Tél. Park. 480.000 F. 577-74-38.

CARDINAL-LEMOINE
SUR COUR-JARDIN
DANS IMMEUBLE RESTAURE
DUPLEX [redacted] M2 environ [redacted] PIECES, [redacted] s. d'eau, [redacted]
ENTIEREMENT AMENAGE
Très calme, plein [redacted]
Renseignements et [redacted] : 755-98-57 ou 227-91-45

PASTEUR Profession libérale Libre de suite
3 p., standing (85 m2), 2 l. tél. Prix total 240.000 F. Pr 13 ans ou location-vente
[redacted] Vaugirard (1er étage [redacted]rdi, merc., 13-16 h.

Me M[redacted]RNASSE. Charmant [redacted] séjour, 2 ch. tout confort [redacted] Soleil, calme. Après-midi 277-63-37, le matin 346-58-86.

XVe r. Général-Estienne, no 2. Sél. + 2 ch. tt cft., imm. récent P.D.T., parkg. tél. Vis. mercr., jeudi 14 à 16 h. 30 ou 742-99-09.

VIe
BELLE DEMEURE XVIIIe S.
élégant appart. de réception 250m2 sur rue et cour CALME étage noble, parkg. T. 742-02-44.

XVe [redacted]RARD 842-57-00.
Petit [redacted] de luxe.
LIVRAISON AVRIL 1977
2 p. 46m2 à partir de 304.000 F.
3 p. 69m2 à partir [redacted] 424.000 F.

CARDINAL-LEMOINE
dans bel imm., studio, c[redacted] équipée, bains, W.-C., Px : 96.000 F. T. : 325-40-66.

SAXE jamais habité. LUXUEUX STUD. 2 et 3 P. en DUPLEX. Sur pl. mercredi 14 h. à 17 h. 14, AVENUE DE SAXE.

SAINT-MICHEL/LUXEMBOURG
65 m2 [redacted] + 2 P.. CALME. SOLEIL [redacted]

UNIQUE PROF. LIBERALE
2 p. tr. gd standing, [redacted]e-Ch. Bd des Invalides, BA[redacted] 41-21.

[redacted]
[redacted] appartement [redacted]ng [redacted], 6e asc., 2 chbres de service. Très bon état. Prix : 1.200.000 F. Téléph. : 548-67-61 et 222-70-63.

[redacted]
Petite [redacted]
[redacted]
[redacted]ux 3 pièces, double exposition. confort exceptionnel. Prix définitifs [redacted] partir [redacted] m2. [redacted] sur place, 71, rue Froi[redacted] [redacted]éphoner [redacted] apparts [redacted]

[redacted] 14e, Me ALESIA, classique [redacted] p. en 90 m2, lumineux, état rare, 470.000 F. ODE. T. : [redacted]

[redacted] FINLAY [redacted] 4-5 [redacted] tt cft, 11e ét., soleil, [redacted] standing. Px [redacted] F. T. : bur. 588-01-87.

STUDIOS tout [redacted] 65.000 F. « FAC » [redacted]

LACEPEDE/CONTRESCARPE
100 m2, [redacted] P., SOLEIL, CALME SANS VIS-A-VIS. ODE. 42-70.

MAZARINE. Splendide grenier 80 m2. Imm. 17e siècle. tt cft, Tél. UNIQUE. Tél. : 580-01-20.

NOTRE-DAME. Pptaire vd ds imm. caract. STUDIOS, décorat. raffinée. T. 734-93-36, hres bur.

7e, [redacted]AI VOLTAIRE
A saisir [redacted] rénovation bel appt [redacted] ét., [redacted] au Louvre, possib. parking. [redacted] F. Vis. ts les ap.-midis.

[redacted] D'ALESIA. Imm. [redacted] stdg, 5 p. 135 m2 + balc., 6e ét., [redacted] neuf, 834.000 F. Tél., cave, [redacted] Téléphone : 222-27-97.

VAL-DE-GRACE
STUDIO, [redacted] 75.400 F.
2 pièces plein [redacted] 170.000 F.
MEL, 325-60-80.

Région parisienne

MAISONS-ALFORT
VETERINAIRE - [redacted] étage [redacted] studio tout cft. Parking. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09

RER, VINCENNES FONTENAY GD LIV. + 3 CH., 2 sanit. Grd BALC. S/BOIS. TEL. Parking. Parf. ét. 780.000, Créd. vendeur possible - 325-89-90.

FONTENAY-LE-FLEURY
(5 km Versailles) - Appt 6 p. 112 m2, 2e et dernier étage, Sud-Ouest. Calme. 390.000. 955-06-41.

MEUDON-LA-FORET - [redacted] LAC, Part. [redacted] Part. [redacted] lux., 4 ch. Séj., s. de bns, [redacted] d'eau, cuis. + [redacted] séchoir, loggia. Vue tr. [redacted] s/parc et pièces d'eau. [redacted] F - Tél. : 631-71-42.

(78) PLAISIR
Particulier vend appartement 4 pces, cuisine équipée, salle de bains, dressing. 190.000 F dont 33.000 F Crédit foncier. Téléphone : 055-59-77

P. à P., 2' gare de Melun, 30' Paris gare de Lyon, Appt 80 m2 + grand balcon. [redacted]ve. Box. IMM. GRD STANDING, [redacted] 300 m forêt de Fontainebleau. Téléphone : 437-49-51

Calme - Verdure
NEUILLY - BAGATELLE
119-121, rue de Longchamp
Liv. + [redacted] + [redacted] Parking. [redacted] 9-2, [redacted] h. Claude ACHARD - [redacted]

NEUILLY (pr. Me) - Dans imm. en rénovation, SURFACES AMENAGEABLES, [redacted] 100 m2. CH. MAHOUT - [redacted]

SCEAUX - Vue panoramique, dans petit imm. neuf, Duplex : 130 m2 AVEC TERRASSES 52 m2 avec TERRASSE PROMOTEUR : 224-95-27

COURBEVOIE
Pont de Levallois - Imm. récent, [redacted] ét., 3 pièces tout cft, 68 m2, [redacted] F. [redacted] 14/17 h. : [redacted] BD G.-CLEMENCEAU

FONTAINEBLEAU, pr. [redacted] Imm. grand standg, APPT EXCEPTIONNEL 166 m2, luxueus. aménagé, hall d'entrée, cuisine moderne, réception en L, 55 m2, belle cheminée, 4 ch., gde roberie, 2 s. de bains douche, cab. de toil., 2 wc, 2 garages. Caves. Jdin privatif 400 m2 env. arbres décor., pelouses. Ecr. : S.M.P., no 3.936, B.P. 34 77302 FONTAINEBLEAU Cedex.

BOULOGNE, 200 m Me Pte-St-[redacted], dans imm. constr. 76, sd cft, reste quelques très beaux studios, cuis. équipée, belle s. de bains. Moquette. A partir de 157.000 F. ROUSSEL, 825-86-49.

SAINT-CLOUD (Gare)
(SOMPTUEUSE RESIDENCE)
4-5 P. Très beau - Tt conft Sur gd parc - Parkg. 266-16-65

NEUILLY face Bois 350 m2
Imm. très gd standing. Appart. exceptionnel - 567-22-98.

NEUILLY Me PONT-DE-NEUILLY
STUDIO DE [redacted] 33 m2 loggia 8 m2. [redacted], calme. 260.000 F. - 331-69-46.

BOULOGNE [redacted] Longs-Prés
[redacted] calme, soleil, téléph. 5 PCES, 90 M2, DBLE LIVING 35 M2. TRES BON ETAT. Prix 430.000 F. - Tél. 874-70-47.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
Dans maison caractère avec jardin, séjour dbe, 3 ch., 120 m2, jolie décorat. 963-29-02.

VERSAILLES
Immeuble façon château
Appt 135 m2, liv. + 3 ch., 2 bs, gde cuis., chbre serv. Parking. Terrasse 120 m2. S/parc privatif. Immeuble 2 ha 1/2. — 704-82-43.

SAINT-CLOUD
Appartement 120 m2 (refait), séjour, 3 chambres, sal. de bains, cabinet toilette, cuisine aménagée, cave, parking, étage élevé.
J.A. TIFFEN
766 - 04 - 66.

Province

SKI en HAUTE-SAVOIE 74 à CHATEL
Dans CHALET savoyard au pied des pistes. Exposition plein sud. Stud. 115.000 F, av. 23.000 cpt, 2-3 p. RENTABILITE ASSUREE. ERIGE 524-66-87.

COTE BASQUE superbe STUDIO avec terrasse plein sud dans ré[redacted] [redacted]ge. Sacrifié [redacted] départ. [redacted] 110.000 F. LE [redacted]MENT, 2, [redacted] Verdun, Biarritz.

AVORIAZ (Morzine)
A vendre studios, 2, p., 3 p. PRIX INTERESSANTS. SONGIP, 13, bd de Levallois, 92200 NEUILLY. Téléph. 637-04-15, 722-36-19.

VOTRE
STUDIO, appartement au bord
LAC LÉMAN
est au bout de votre téléphone
887-43-40
[redacted] bd Sébastopol (3e).

appartem. achat

ANNICK REGY [redacted] comptant [redacted] surf. 15e - 16e - 7e. [redacted] bd [redacted] Grenelle - [redacted]

Urgent, rech. pour Stés apparts PARIS, BOULOGNE, NEUILLY. TEL. : 265-53-94.

RECH. PR PLACEM. 2 ou 3 p. vides ou occupées, bon XVIIIe. Tél. : 255-66-18, heures bureaux.

DISPOSE PAIEMENT COMPT CHEZ NOTAIRE, [redacted] urgent 1 à 2 [redacted] PARIS, p[redacted] 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e. Tél. : 873-23-55.

Ach. di[redacted] COMPTANT URGENT 2 à [redacted] PARIS. [redacted] rence pr. FACULTE. [redacted]

Rech., PARIS-15e, [redacted] arrdt, pour bons clients, appts ttes surfaces et immeubles. Paiement compt. Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15e). T. 566-00-75.

maisons individuelles

GARONS - NIMES - [redacted] VENDRE [redacted] LOTISSEMENT 2e TRANCHE
PAVILLONS 5 et 6 PIECES PRIME P.I.C. — VISITE SUR PLACE, rue des Alizées, de 9 à 12 heures. Samedi et dimanche de 9 à 12 heures [redacted] de 14 à [redacted] heures. Téléphone : [redacted]

Dans village [redacted] 8 km. de Nice : [redacted] maison caractère : [redacted] F. — Téléphone : (93) 80-18-72 ou 844-26-34 Paris.

immeubles immeubles

[redacted] AV. FRIEDLAND
A VENDRE
Petit immeuble commercial libre
Elégante construction 1930
Très clair. Bon état
600 M2 sur 6 NIVEAUX
Sous-sol - Terrasse - Ascenseur
[redacted] bonne utilisation
[redacted] — [redacted]

HOUILLES, 13' ST-LAZARE
[redacted] studios, [redacted] caves, 24 parkings à terminer : 1.150.000 F. ou terminer : 2.250.000 F. Sélection immob. Tél. 962-94-97.

CLICHY PORTE - IMM. récent loué
4.181 m2 [redacted] 2.000 le m2. 75 % comptant, solde long terme, intérêt de 4,25 %. C.M., 2, r. La Boétie. 265-62-41.

COPROR
94, rue LAURISTON, Paris-16e, rech. TTE URGENCE imm. partiellement vides ou hôtels 500 m2 environ - 894-96-20.

locations non meublées Offre

Paris

ORSAY 20' DENFERT - Dans parc privé, neuf, tt cft, tél., park. 4 P., 84 m2. 1.400 F + ch. : 99, r. de PARIS Lundi, mercredi et samedi, de 14 à 17 h, ou ALM. 13-72.

Hôtel particul. 5-6 p., grand cft refait neuf, 4.000 F mois, 125m2. « FAC » 337-69-89.

AVENUE D'IÉNA
BEL APPT 460 M2, tout conft. Possibilité professionnel. 7.500 F + charges. — 266-16-80.

PASSY
5 p., clair, tout confort, téléph., chambre service. CIB, 700-84-70.

Région parisienne

APPARTEMENT A LOUER SANS INTERMEDIAIRE
MASSY [redacted]
4 pièces 90 [redacted] 1.225 [redacted] charges [redacted] F.
5 pièces, 105 m2, [redacted] 1.422 F. charges 3[redacted]
S'adresser au gardien : 1, avenue Nationale, Massy. Tél. : 920-48-90/920-48-92 [redacted] le matin.

NEUILLY 60 m2 professionnel, 2 p., 3 lignes tél., jardin privé, 1.500 F C.C., reprise 15.000 F. Tél. : 277-92-53.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE lux. 3-4 PIECES, 130 m2, dans parc. 3.200 ch. compr. T. : 963-28-02.

BOURG-LA-REINE, prox. Métro imm. neuf. STUDIOS 2 et [redacted] P. [redacted] Immédiatement. SOGECIM [redacted]

locations non meublées Demande

Paris

Part. à part. ch. appart 4-5 [redacted] Ouest ou Centre de préférence, 2.800 F environ. Mai 77, toutes garanties. Téléph. : 224-96-7[redacted] [redacted] heures ou apr. 19 heures.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavillons, ttes banl. Loy. garanti 4.000 [redacted] T. 283-57-02.

locations meublées Demande

Paris

INTERNATIONAL HOUSE ch. APPARTEMENTS ET VILLAS POUR [redacted] OU DIPLOMATES. GARANTIE PAR SOCIETE OU BANQUE. DUREE 1 à 3 ANS. T. [redacted]

Région parisienne

Couple sans enfant., sér. référ., rech. pour avril location longue durée, luxueux meublé 2 pièces c., bs, T., pkg, Neuilly, 16e, 17e. Ecrire no 371, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Immobilier (information)

LOCATIONS SANS AGENCE
OFFICE DES LOCATAIRES
[redacted] la Michodière. Mo Opéra. [redacted] frais 300 F - 742-78-93.

locaux indust.

A louer, 25 km d'Avignon, ancienne usine, superficie couverte 3.100 m2, possibilité de séparation de locaux, 3 bureaux, chambre froide, surface terrain clôturé de 8.300 m2, accès facile, conviendrait pour petite usine ou dépôt régional. Pour tous renseignements, écrire « le Monde » Publicité, no 6.422, qui transm., 5, r. [redacted] Italiens, 75427 [redacted]

STÉ ACH. USINE
Libre de suite 500 [redacted] 1.000 m2, [redacted] facile camions. 387-96-50.

constructions neuves

SUISSE. Station été, hiver. A vendre du studio au 5 pièces + chalets. Grand confort. Cré[redacted] - Autorisation étranger. - Renseignements : [redacted]

9, rue Geoffroy-St-Hilaire - 5e
LE GEOFFROY SAINT-HILAIRE
Imm. de qualité, façade classée. D[redacted]ponible 12 appts luxueux : [redacted] la chambre au 4 pièces
Livraison : fin 1er trimestre 1977
PRIX FERME ET DEFINITIF
Visite sur place tous les jours de 14 à 19 h (sauf mardi).
SAGE - 874-49-32

TROCADÉRO
48, r. de Longchamp, Paris-16e
Disponible : 9 appart. luxueux, du studio au 3 pièces. 1 triplex 5 pièces, terrasse. Prix ferme et définitif. Livraison 1er trimestre 1977. [redacted] tous les jours, de [redacted] 19 h., [redacted] dimanche.
SAGE - Téléph. : 874-49-32

hôtels-partic.

PASTEUR - Maison d'artiste, LIVING, 2 CHBRES, atelier, bains, 120 m2, IMPECCABLE. [redacted] 120 m2. Tél. RIC. [redacted]

20e HOTEL PARTIC. 1926, 8 P. PRINC., 2 s. bns + toil. Chauf. central, garage, cour. 490.000 F. F. CRUZ. 265-69-98.

TROCADÉRO
Hôtel particulier 500 m2 habitables parfait état. 567-22-08.

échanges

13e. - Immeuble neuf, échange 2 appts 2+3 p. contre 5 pièces cft Paris. 580-90-57, H. Repas.

bureaux

LA DEFENSE. Propriétaire loue 1 à 5 burx neufs, ent. équipés. Permanence téléphonique. Possib. service secrétariat. Libres immédiatement, parking assuré. - T. 776-16-42.

Mo MONTMARTRE (angle boulevard), étage élevé. Cède bail bureaux (310 m2), impeccables. MARTIN, Dr Droit - 742-99-09.

1 à 20 BURX. Tous quartiers, à partir de 400 F par mois. AGENCE [redacted] - 293-45-55.

PARIS XVIIe
NEUF - Grand STANDING
A LOUER Bail NEUF 3, 6, 9 ans
290 m2 décorés, climatisés [redacted] lignes [redacted]
Loyer annuel 120.000 H.T. Rens. poste 212 - 266-56-50

8e - SAINT-AUGUSTIN
A LOUER
dans [redacted] grand standing
BUREAUX
Climatisation Parkings - Tél. 293-62-52

BOISSY-SAINT-LÉGER
Face au R.E.R.
125 m2 bureaux neufs, standing, équipés. Téléphone. 4 parkings. Location immédiate 3, 6, 9. [redacted] au 526-36-03 ou 05.

PROPRIÉTAIRE
loue 1 ou plusieurs bureaux dans immeuble neuf - Tél. : 758-12-40.

PARIS EST
METRO PORTE-BAGNOLET
Bureaux de 120 à 1.200 m2 à louer entièrement équipés et cloisonnés. Restaurant. TELEPH. : [redacted]

8e Proximité SAINT-LAZARE Ds imm. grand standing
A LOUER 800 m2
répartis en 32 bureaux sur UN SEUL NIVEAU 293-62-52

fonds de commerce

Vds tr. belle affaire fleurs ou autre commerce, 73 m2, haut. plaf. 4 m., 3 vitrines, sous-sol 73 m2, appt 3 P., cft, cuis., S. de B. Téléphoner pour rendez-vous au : 236-05-69 (Paris - 1er).

8e Grande artère commerçante Prix très intéressant Libre, superbe MAGASIN 150 m2 Grande façade. — Tél. 551-68-39.

MADELEINE Cause maladie [redacted]
BRASSERIE-BAR sup. affaire à [redacted] - 551-68-39.

RESTAURANT PARIS
quartier affaires
370 m2, 120 places, terrasse 15 m2, [redacted] et matériel neufs. Prix justifié. [redacted] RUCHE, 33, r. Vivienne-2e.

AUBERGE RENOMMEE, [redacted] Paris par autoroute Cède, urgent, avec 250.000 cpt. T. 663-60-08 ou le soir 682-92-58.

locaux commerciaux

BAGNOLET 600 m2 en 2 niveaux, 6.000 F par mois, sans reprise - DID.54-99.

Chelles. Pav. comm. 90 m2 en 2 niveaux, cft, tél., 1.800 F par mois sans reprise - 345-89-38.

VENTE d'un pas-de-porte, CENTRE
VILLE D'ANNECY
2 MAGAS. de 200 m2 chacun, SUPERFICIE STOCKAGE, avec POSSIBILITE D'EXPOSITION ENVIR. 600 m2 + bur. 100 m2, av. parkg. 16. (50) 57-42-12, H.B.

Boutiques

PRES MOUFFETARD murs
[redacted] boutiq. 45 m2 + sous-sol 20 m2. 220.000 F. Tél. [redacted]

pavillons

CLAMART. Vieux pavillon 1930, 6 Pièces, tout confort, garage, [redacted] 430 m2 environ. — MARTIN, [redacted] droit. 742-99-09.

LE PERREUX
SPLENDIDE HOTEL PARTIC. EPOQUE ARCHITECTURE 1880
Présentation exceptionnelle
Dans cadre résid. 1er ordre : 10 p., réception. Parc 2.500 m2.
AG. REGNIER
254, av. Pierre-Brossolette, 94-LE PERREUX - T. 324-17-63

RUEIL - 10' R.E.R.
L[redacted] ch., [redacted] jardin. 550.000 F - 967-62-03

RUEIL - 13' R.E.R.
Belle Maison, séj., 4 cham[redacted] tout cft. Beau jardin 1.480 m2. 840.000 F -, 967-62-03

maisons [redacted] campagne

AGENCE SAN PEYRE
84-MENERBES. T. (90) [redacted]
LUBERON
MAS à restaur., [redacted] tr. [redacted] volumes, ttes poss[redacted] bien expo., 2 hectares. Prix : 490.000 francs.

TERRAIN 4.500 m2
au village, site protégé, tr. belle vue, certificat d'urbanisme. Prix [redacted] 130.000 F.

VAISON-LA-ROMAINE
HT VILLAGE. Mais. de caract. entièrem. rest., [redacted] Pièces, chff. centr., jard. + [redacted]ras., solarium, vue [redacted]onnelle. PRIX : [redacted] FRANCS.

terrains

Urgent. [redacted] terrain lot 320 m2, 77-Villep[redacted] 344-77-89.

REGION ETAMPES. Beau ter[redacted] [redacted] ha [redacted] loisir. Viabi[redacted] panorama. Tél. : 225-66-10.

ROYAN (20 km) En pleine forêt TERRAIN 3 ha constr. (C.U.) Accès direct. R.N. 150. 6 F le m2, possib. EXTENSION. PROMOTEL S.A. « Le Seillery » LA CLISSE 17600 SAUJON - Tél. : (46) 93-28-08 - 93-28-01

CROISSY-SUR-SEINE Calme Beau
TERRAIN 910 m2, gde façade d'angle, entièrement viabilisé. PRIX T.T. COMPR. AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET - 976-85-90

L'ÉTANG-LA-VILLE
Terrains viabilisés
Lots de 1.000 à 1.400 m2
430 F le M2
Vendus en toute propriété dans FORET DE MARLY
Pour R.-V. : F.P.I., 976-07-06.

viagers

Vendez rapidement en viager : Conseil - Expertise - [redacted] gratuit. Discret. Etude LODEL, 35, bd Voltaire. - Tél. : 700-00-99.

PIGALLE 4 pièces, 80 m2, calme, soleil.
87 ans. Direct. propr. : 633-81-54.

Bd PEREIRE. Beau studio cft, 2e ét., asc. Occupé 1 tête 73 ans. Cpt 7.500 F. Rente 1.100 mensuel
LE VIAGER 130, rue de Rivoli 233-85-75

Pte Champerret. Gd 5 p. tt cft. 168.000 + 500 F. Occupé 68 ans.
F. CRUZ 8, rue La Boétie 266-19-00.

Vendez aux meilleures conditions
FONCIAL 36 ans d'expérience Expertise gratuite
[redacted] - 266-32-35

RECHERCHE VILLA
COTE D'AZUR
EN VIAGER - COMPTANT + RENTE MENSUELLE.
LIBRE JUILLET ET AOUT OU AOUT SEULEMENT.
AGENCE S'ABSTENIR.
Ecr. [redacted] T [redacted] M, Régie Pr., 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

villégiatures

En ROUSSILLON, à Port-Barcarès, mer, soleil, loisirs, louez à la semaine votre appartement neuf tout équipé. Documentation gratuite. - PORT-BARCARES Vacances, 66420 Port-Barca[redacted]

propriétés

[redacted] 2 km. mer propriété 60 ha qualité, avec château [redacted]IIe - Prix : [redacted] F. Agence du PORT, 11210 PORT-LA-NOUVELLE Tél. (68) 33-23-19.

VILLE-D'AVRAY. Sur 2.300 m2, 12 Pièces, 4 garages, possibilité division : 2.000.000 F. 950-00-23.

HOTEL PARTICULIER HISTORIQUE XVIIIe SIECLE
restauré et décoré 1972 sur parc, lisière forêt DE LOUVECIENNES
piscine, tennis, pavillon invités, 6 garages, surface habitable de 750 m2 dont réception de 150 m2.
Demeure d'exception conviendrait ambassade.
F.P.I. M. BOUVET : 976-07-06.

A VENDRE, PRES DE [redacted] : PROPRIETE [redacted] un manège couvert pour chevaux, carrière, boxes, [redacted] + 10 ha prés. PRIX 1.000.000 F. S'adr. Cabinet GRUAT-BELEY, [redacted] rue [redacted] SAUMUR. Tél. 51-84-65

ROYAN SAINTONGE
ROYAN (15 km) Bords Gironde SITE CLASSE
CASTEL XVIIe-XIXe, [redacted] partie restaur., parc 1 [redacted] 70.
LA ROCHELLE (20 km) Maison charent. ancien.
SAINTES (15 km) Bourg tous commerces - Maison bourgeoise, pierre de taille, 6 p. Tout confort. - Parc 3.000 m2. PROMOTEL S.A. (Le Seillery) LA CLISSE 17600 SAUJON Tél. : (46) 93-28-08 - 93-28-01.

18 km MER CALVADOS Rég. HOULGATE
BELLE MAISON NORMANDE
Séjour, chambre, cuisine, w.-c. Garage. Jardin. Prix 175.000 F. Avec 60.000 compt. — 887-55-16.

PROVENCE - ALPILLES
Bastide XVIIIe, située dans site protégé. Jardin de pins, cyprès, lavande. 10 hectares de bois et terres. Ag. E. GARCIN, 8, bd Mirabeau, 13210 SAINT-REMY-de-PROV. (90) 92-01-58.

TRÈS RARE
45 km. de Paris, ancien relais de chasse, sur
SUR 2 ha 6 DE PARC
traversé par l'Essonne.
Prix : 1.700.00 0F.
Tél. 871-36-96, de 15 à 18 h.

RUEIL-MALMAISON
de parc privé de la Malmaison propriété de caract. restaurée, récept. dble et bur., 5 chbres, 2 s. bs, cab. toil., cuis., sous-sol, chbre domestique. Sur 5.800 m2 env. de parc av. riv.
J.A. TIFFEN
174, bd Haussmann, 8e. 766-04-66.

villas

VAUCRESSON, propriété (1930), 200 m2 hab., séj., S. à M., cuis. + 4 ch. + 2 ch. serv., 2 S. de B., 1 dche, envir. except. Calme. Parc [redacted] m2. Prix 1.050.000 F. J.M.B. : 970-79-79.

ST-CLOUD. Propriété caractère, rénovée, 300 m2 habit., 1.500 m2 terr. Partie compt. 1.400.000 F, partie viager 3.650 F/mois une tête 74 ans. J.M.B. : 970-79-79.

PART. [redacted] ou terrain, VAR, proche [redacted], max. 400.000. Téléphone : (16-1) 928-18-93.

ST-GERMAIN-EN-LAYE
Belle maison 7 [redacted]
Jardin - Garage - 963-28-02

CROISSY-SUR-SEINE [redacted]
VILLA ANCIENNE - Réception 45 m2, 2 ch., cuis., s. bains. Grand grenier. [redacted] 450 [redacted] AGENCE DE LA TERRASSE LE VESINET - [redacted]

« MEW[redacted] »
[redacted] à la [redacted]
[redacted]
[redacted] m2 habitables
858 m2 [redacted] : [redacted] F.
[redacted] m2 jardin : [redacted] F.
Parc de MAISONS-LAFFITTE F.P.I., M. MASSON, 976-07-06.

châteaux

Château (Var), parc 4.600 m2. Prix 650.000 F. Possible 110 ha. Tél. : 329-33-33 ou (91) 52-64-65.

Etudes de Mes Baudet, Beillard et Raux, notaires associés, 45, r. de la Bretagne, 14-Bayeux, Tél. (31) 92-80-40 : à vendre, entre Caen et Bayeux, un château de 26 Pièces, entièrement rénové, tout confort, tennis. parc 5 ha 58 a. — S'adresser à l'étude.

fermettes

REGION LE GRAND-LUCE (7[redacted]
2 km bourg - Fermette 2 pces, dépend. attenantes aménageabl. S/2.000 m2 terrain. Eau. Electr. 90.000 F - S'adresser S.A. IND. VENDOMOIS 41-VENDOME - T. [redacted] 77-35-91.

chalets

STATION DES ORRES
Au soleil des Alpes du Sud, CHALET LUXUEUX, pr. piste, 5 p., mezz., 2 s. bs, 2 wc, cheminée centrale, 125 m2 de surf. hab. + ss-sol aménageable. C. HEYSER (92) 44-01-38. Transimo. Bureau de vente du PIC VERT, 05200 Les ORRES.

les annonces classées du
Monde
sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 h. à 12 h. 30 - de 13 h. 30 à 18 h.
au 233-44-21
postes 392 et 364

[redacted]mandes d'emploi

J. H., [redacted] ans, Dég. O.M.
MAITRISE ÈS SC. BIOCHIMIE
ch. pl. rég. parisienne, début. industrie aliment. ou pharmaceutique. Allemand courant. Ecr. no T 98.104 M. Régie-Presse 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris

RÉDACTEUR EN CHEF
[redacted] économique [redacted] PREMIER [redacted] étud. [redacted] propositions presse, relations publiques, etc. Ecr. no 253 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

ARCHITECTE URBANISTE
FRANÇAIS, 36 ANS
11 ANS D'EXPÉRIENCE
DONT 7 AU LIBAN
aimerait revenir travailler à BEYROUTH, position cadre expatrié [redacted] société ou Groupe français.
Ecr. no E - 5114 Havas 31002 TOULOUSE CEDEX.

CADRE DIRECT. COMMERC.
49 a. Dipl. gde école, technico-commercial, très bien introduit milieu constructeurs automobiles et assimilés, exp. administrative (prix de rev., budgets). Contact France, étranger. Rech. poste similaire. Déplacem. acceptés. Ecr. no 6.436 « le Monde » Pub., 5, rue des Italiens, 75427 [redacted]

CONSEIL EN GESTION EXPERT-COMPTABLE
DIPLOME
se pr[redacted] à temps partiel pour assistance [redacted] FINANCIERE OU GENERALE P.M.E. sur [redacted] ou rég. paris. Ecr. no T 9[redacted] Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, [redacted] Paris.

CADRE SUPÉRIEUR EXPORT
POSTE A L'ETRANGER
E.S.C.P. 40 a. 5 ann. résidant étranger comme direct. bureau industr. et ccial de gde sté fcse indust. mécan. ds gde ville étrang., rech. poste similaire ds secteur indust., ccial ou tertiaire ds gde ville U.S.A., Canada, pays de langue anglaise ou éventuellement espagnole. Anglais courant Etudes espagnol
Ecr. no 365 « le [redacted] » Publ., 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

PROJETEUR - Routier
33 ans [redacted] 10 ans d'expérience, [redacted] l'étranger. - Etudes [redacted] routes [redacted] autoroutes, contrôle de travaux routiers, topographie, métrés, recherche poste à Paris avec possibilité courts déplacements en province ou à l'étranger. — M. REMY, 19, avenue du Docteur-Calmette, 92140 CLAMART. - Tél. 644-50-17.

GRADE IV
Grande expérience et poste de responsabilité dans grande banque de dépôts, étudie toutes propositions pour poste à l'étranger, pays indifférent. Libre rapidement.
Ecr. no 323 « le Monde » Pub., 5, r. [redacted] Italiens, 75427 Paris-9e.

TECHNICIEN SUPERIEUR
INDUSTRIES ALIMENTAIRES
Titul. du D.U.T., dipl. CNPTC ENSIA. Expérience : mise en route d'usine jus de fruits et encadrement de la production. Dégagé O.M. Ch. place stable France ou étranger. Libre suite. Ecr. Dumartin Patrice, 5, rue du Parc, [redacted]

DIRECTEUR CCIAL
[redacted], spécialiste [redacted] grand public.
[redacted] ANS EXPERIENCE
[redacted] directe V.P.C., coupons [redacted] géré, recruté, force de vente, [redacted] équivalente dans société française ou [redacted]ère, faire offres : [redacted] JABOUR, 13, [redacted] des BATIGNOLLES, 75008 Paris

information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

Le CIDEM [redacted] d'information sur l'emploi, ass[redacted] sans but lucratif) vous propose GUIDE COMPLET (230 pages). [redacted] du sommaire :
- [redacted] types [redacted] C. V. : rédaction, exemples, [redacted] à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'actions détaillées.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.

Pour informations, écr. CIDEM, 6, sq. Monsigny, 78-Le Chesnay.

travail à domicile

Demande

H., lic. droit pub.+DES droit privé, 10 a. [redacted] prof. postes [redacted] responsab., [redacted] recher[redacted] c[redacted] collaboration, enseign. par corresp. ou édition. Ecr. à 364, « le Monde » [redacted] 5, r. [redacted] Italiens, 75427 [redacted]

SECRETAIRE BILINGUE
[redacted] travaux français, angl. [redacted]

traductions

Demande

TRADUCTRICE RUSSE
J.F. orig. [redacted] études sup., université [redacted], rech. toutes traduct. (techn., jurid., comm.) franç.-russe-franç., angl. - russe. Ecr. Svetlana Mailhot, 85, rue H.-Khan, [redacted] Villeurbanne.

ÉDITION

Le livre [redacted] son avenir

(Suite de la première page.)

Voilà expliqué par Gilles Plazy, Odile Van de Walle [redacted] Serge Gévin — [redacted] équipe qui s'y connaît, — [redacted] ce qu'il faut savoir de l'existence d'un livre, [redacted] naissance à sa mort, de l'autographe raturé, *manière Proust*, [redacted] la [redacted] du pilon qui, pour certains, existe aussi. Il [redacted] a ce qui n'a pas changé [redacted] que l'on voudrait voir changer. Il y a les courants [redacted] qu'ils [redacted] ceux [redacted] la littérature féminine [redacted] syndi[redacted] d'écrivains. Place [redacted] ce qui, aujourd'hui, n'est sûrement [redacted] littérature ou [redacted] pur, mais [redacted] bel [redacted] bien livre : [redacted] multitude [redacted] documents [redacted] inspirés par l'actualité, ani[redacted] par le vedettariat, facilités par le magnétophone. Sans qu'il soit [redacted] mettre [redacted] points [redacted] les i, on comprend vite la part prise par la distribution [redacted] la diffusion, [redacted] prix d'un ouvrage ; l'imprimeur, l'éditeur, l'auteur, la T.V.A., la publicité se partagent ce qui [redacted].

[redacted] situation commencent à s'inquiéter nombre d'auteurs, mais [redacted] de lecteurs — on l'a [redacted] A Beaubourg, [redacted] public [redacted] encore très bien habitué à [redacted] qu'on lui laisse, heureux et perdu à la fois. A Nanterre, il s'agissait pour lui [redacted] parler, de questionner, [redacted] qu'il le voulait, les écrivains qui étaient là pour lui répondre.

Des [redacted] débats proposés, « Littérature et [redacted] », « Femmes et écriture de [redacted] », « Roman historique », « L'avant-garde aujourd'hui », « Littérature et régions », « [redacted] présent », les deux premiers ont [redacted] assurément les plus [redacted]. C'était prévisible. Ce public [redacted] Nanterre avait [redacted] à dire. Cependant, [redacted] l'affirma[redacted] Jean Thibaudeau [redacted] qui étaient [redacted] face de lui : « Il n'y a pas de différence [redacted] vous [redacted] » et la constatation [redacted] responsable de comité d'entreprise rappelant qu'il est bien difficile [redacted] lire après [redacted] journées [redacted] le travail [redacted] le transport occupent dix heures, on mesurait quand même, non [redacted] fossé, [redacted] l'inévitable distance.

[redacted] ces dialogues, [redacted] lutte [redacted] devait pas [redacted]. Au total, [redacted] a plus posé [redacted]tions qu'apporté de réponses. C'est le propre [redacted] telles [redacted]. A quoi sert-il de lire un livre [redacted] qu'est-ce [redacted] que lire un livre ? On pourrait [redacted] variantes à l'infini. Est-ce l'enseignement, l'école, qui permettrait [redacted] rendre « lisibles » [redacted] à qui il fut, à l'occasion, reproché [redacted] point l'être ? Et qui apaisera jamais l'angoisse de [redacted] écrivains demandant à [redacted] : « Que représentons-nous pour vous ? » Du moins pouvait-on [redacted] retrouver pour déplorer [redacted] tous [redacted] n'aient [redacted] la même chance [redacted] mettre en accusation [redacted] critères commerciaux [redacted] l'exposition [redacted] Beaubourg fait, elle aussi, apparaître. Convenait-il d'en faire porter la responsabilité [redacted] Jean Ferniot, qui, [redacted] écrivain, s'est [redacted] soudain [redacted] de privilégier dans son émission [redacted] TF 1 [redacted] ou [redacted] catégorie de livres ?

On n'a [redacted] pu dire [redacted] davantage [redacted] netteté s'il y avait [redacted] non [redacted] écriture féminine. Il semble seulement qu'on [redacted] soit retrouvé [redacted] proclamer que la création était une, sinon indivisible.

En allant d'une [redacted] à l'autre, d'un [redacted] à un autre, [redacted] pourtant s'est imposée : ce public, ces écrivains dans leur diversité, s'accordaient finalement pour demander [redacted] la littérature, [redacted] pour commencer au roman, d'être un reflet de la [redacted] de même [redacted] contribution à l'histoire.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

PRESSE

Nouvelles actions judiciaires engagées contre [redacted] Hersant

La C.F.D.T. a réuni, lundi 7 février, [redacted] conférence de presse consacrée aux problèmes de l'information. M. Maire, secrétaire général, [redacted] dénoncé [redacted] *l'opé[redacted]ation politique que recouvre l'action engagée par Robert Hersant* » et le danger qu'il y aurait à l'« enterrer ». « *En ce qui concerne la presse*, a-t-il précisé, *Robert Hersant est* [redacted] *Chirac ce que, sur le plan des libertés, Poniatowski est à Giscard.* » (Nos dernières éditions [redacted].)

Il [redacted] annoncé que sa confédération [redacted] en 1977, de mettre [redacted] problème de l'information [redacted] d'organiser, à la fin de l'année, un colloque public.

Répondant à une question rela[redacted] monopole [redacted] C.G.T., M. [redacted] qu'il y avait [redacted] *une contradiction* [redacted] *de la C.G.T. entre ses déclarations de principe en faveur* [redacted] *liberté* [redacted] *l'application qui en était faite* [redacted] ajoutant aussitôt cependant : « *L'émulation a beaucoup de vertus.* »

Le secrétaire général a souligné qu'il ne fallait [redacted] « *dissocier le règlement des problèmes de l'emploi dans la presse et le type de produit fabriqué* ».

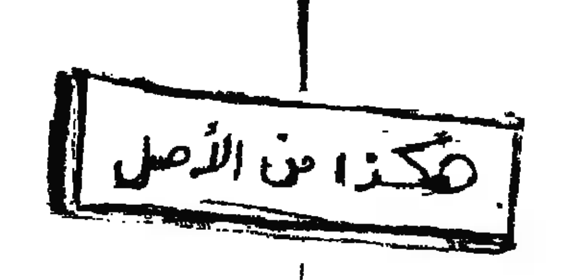
Se référant [redacted] l'exemple [redacted] *Chili et* [redacted] *Portugal*, M. [redacted] considère [redacted] le rôle joué par l'information risque d'être décisif [redacted] la réussite [redacted] l'échec [redacted] gouvernement de gauche [redacted] qu'à [redacted] égard « *l'entreprise Hersant aboutit à* [redacted] *dégradation* [redacted] *qualité de l'information* ».

Après l'intervention [redacted] M. Syl[redacted] Gilloire, au [redacted] *du Livre* C.F.D.T., [redacted] Monier, secrétaire général [redacted] syndicat [redacted] journa[redacted] C.F.D.T., [redacted] annoncé qu'une plainte contre X..., [redacted] constitu[redacted] partie civile, appuyée [redacted] la C.F.D.T., allait [redacted] déposée par les syndicats de journalistes S.N.J. (autonome), C.F.D.T. [redacted] F.O. pour non-respect par [redacted] Hersant [redacted] l'ordonnance [redacted] : interdiction d'utiliser [redacted] prête-noms, [redacted] diriger plus d'un quotidien...

Rappelons [redacted] le syndicat [redacted] journalistes C.G.T. a déjà déposé, [redacted] janvier, [redacted] plainte [redacted] M. Hersant [redacted] per[redacted] fondée [redacted] motifs. Il a adressé [redacted] levée d'immunité parlemen[redacted] de M. Hersant.

Pour [redacted] *Maire, le non-respect* [redacted] *entraîner le* [redacted] *groupe* [redacted] *et* [redacted] *mise* [redacted] *séquestre* [redacted] *ce* [redacted] *redistribution* [redacted] *publications, étant* [redacted] *celles-ci doivent* [redacted] *paraître* [redacted] Il [redacted] indispensable, a-t-il ajouté, d'établir un [redacted] l'entreprise de [redacted] qui assure l'indépendance [redacted] l'information.





Europa Le Monde LA STAMPA THE TIMES DIE WELT

LA VIE ÉCONOMIQUE

Les prévisions des instituts

UN ASSEZ SOMBRE TABLEAU

Le tableau des perspectives *économiques des mois* à venir brossé par les prévisionnistes européens est sombre. Non que le *noir y prédomine, mais les plages* claires restent rares sur notre continent. Tout le [redacted] *d'accord* [redacted] *qu'en* [redacted] *la* production évoluera plus lentement qu'en 1976, [redacted] que l'an*née dernière* [redacted] *pourtant* [redacted] été précisément une [redacted]ée d'expansion. Le problème principal, celui [redacted] *chômage*, reste entier, *une croissance réelle de 3 % pour* la Communauté, telle que la pré*voit la Commission de Bruxelles,* ne pouvant suffire à abaisser le nombre de chômeurs.

Les mouvements économiques et en premier lieu les activités d'investissement sont trop faibles pour maintenir la reprise amorcée l'année [redacted] (il [redacted] être question [redacted] la renforcer). La moindre croissance du [redacted] mondial, l'augmentation moins rapide [redacted] la [redacted]n privée et publique, les stocks [redacted] nouveau importan[redacted] en sont [redacted]. L'année dernière, la reconstitutino des stocks avait été, au contraire, une source importante d'impul[redacted] de croissance ; [redacted] n'existe plus.

Pour la Communauté, la situa[redacted] plus [redacted] que les différences [redacted] deviennent de plus [redacted] plus marquées. Les [redacted] prévoient ainsi [redacted] réelle allant de 4 [redacted] pour la Répu[redacted] d'Allemagne à seu[redacted] pour [redacted]. Quant [redacted] prix, la [redacted] trait [redacted] 4 % [redacted] la République [redacted] pour l'Italie.

Disparités croissantes

■ POUR L'ALLEMAGNE, [redacted] ministère de [redacted] est plus optimiste [redacted] Bruxelles. [redacted] rapport annuel prévoit [redacted] croissance réelle [redacted] en 1977, [redacted] hausse des prix contenue au-dessous de 4 % et une baisse du taux de [redacted] 4,6 % [redacted] moins de 4 %). Ces chiffres se recoupent à peu près avec les [redacted]*imations de l'Institut* allemand [redacted] recherches économiques de Berlin (Deutsches Institut *für Wirtschaftsforschung), comme* le monrte le [redacted]. Le chômage restera en tout cas élevé. Le programme [redacted] investissements publics, qui sera arrêté au cours des semaines prochaines, *porterait sur un volume de 12* milliards [redacted] DM et s'étendrait sur une période [redacted] quatre ans.

● EN FRANCE, la Banque de France aussi bien que l'INSEE *s'attendent,* d'après [redacted] rapports [redacted] la conjoncture pour la [redacted] jusqu'au prin[redacted] *prochain, que* le niveau actuel de l'emploi soit maintenu. Mais, il y a un mois, les d[redacted] or*ganismes s'exprimaient en* [redacted] encore plus pessimistes. La Chambre de commerce et d'indus*trie de Paris prévoit,* pour sa part, un nombre [redacted] chômeurs supérieur [redacted] celui [redacted] Etant *donné* [redacted] pleines » sont actuellement [redacted] d'un emploi, il faudrait en [redacted] *que* l'économie française [redacted] de 6 à 7 % pour que le chômage n'augmente [redacted], ce qui apparaît impossi[redacted] actuels.

● [redacted] GRANDE-BRETAGNE, l'espoir du Trésor britannique [redacted] voir la croissance atteindre 2,3 % [redacted] partagé par [redacted] expe[redacted] en prévision. D'après ceux-ci, [redacted] d'expan[redacted] infé[redacted] à 2 % ; [redacted] chô[redacted], qui a [redacted] record, [redacted] 1,4 million, [redacted] dimi[redacted] guère. Cependant, la hausse des prix (+ [redacted]) s'accen[redacted]. Après [redacted] promesse[redacted] crédits, [redacted] prévisible [redacted] postes [redacted] la balance [redacted] paiements [redacted] couvert. Pour la [redacted] moitié de l'année, [redacted] durable [redacted] annoncé.

● EN ITALIE, en revanche, le gouvernement [redacted] trou[redacted] toujours [redacted] prises [redacted] déséquilibres profonds. Pour des raisons [redacted] balance des paiements, [redacted] zéro » est souhaitable. [redacted] envisage-t-on [redacted] réduire le pouvoir [redacted] en relevant les impôts. Pour l'instant, le produit [redacted] brut continue à monter et, avec lui, le [redacted] *commerce extérieur.* Ce n'est que si le [redacted] des prix pouvait être freiné que les me*sures d'encouragement des expor*[redacted] deviendraient efficaces. Le gouvernement va [redacted] tout [redacted] au*toriser le travail à temps partiel :* actuellement, le nombre de chômeurs est de 740 000 environ.

HANS JURGENS MAHNKE.

LES PRÉVISIONS POUR 1977 (par rapport à 1976)

	Allem. fédérale (1)	France (2)	Grande-Bretagne (3)	Italie (4)	Japon (5)	Etats-Unis (6)
Produit national brut	+ 5,5 %	+ 3 %	+ 2,2 %	— 2,5 %	6,7 %	4,2 %
Consommation privée	+ 4,5 %	+ 3,2 %	— 1 %	— 0,25 %	13,7 %	8,9 %
Investissements	+ 8 %	—	+ 1,8 %	— 4,75 %	12,2 %	11,9 %
Exportations	+ 9,5 %	+ 8 %	+ 8,3 %	+ 7,25 %	11,9 %	—
Importations	+ 9 %	+ 5 %	+ 4,3 %	— 1,25 %	16,1 %	—
Prix à la consommation	+ 4 %	+ 9,5 %	+ 15 %	+ 20,5 %	7,7 %	4,9 %
Salaires	Env. 7 %	—	—	+ 24 %	—	—
Chômeurs	900 000	1 000 000	—	—	1 200 000 1 300 000	—

[redacted] Deutsches [redacted] Berlin (janvier).
[redacted] économique [redacted] la [redacted] commerce [redacted] d'industrie [redacted] (décembre).
[redacted] Trésor (décembre).
[redacted] O.C.D.E. (décembre).
[redacted] Economic Planning Agency [redacted] (janvier) [redacted] l'exercice fiscal (30 mars - 1er avril).
(6) Manufacturers Hanover Trust (décembre).
(—) Les [redacted] de renseignements [redacted] ici ne [redacted] d'indications à ce sujet.

CONJONCTURE

Le climat des affaires s'est amélioré

estime le C.N.P.F.

« [redacted] *qui* [redacted] *le mieux* [redacted] *décrire* [redacted] *de l'*[redacted] *française* [redacted] *ce* [redacted] *Le* [redacted] *affaires, qui* [redacted] *dégradé à l'automne,* [redacted] *pu* [redacted] *observateurs »,* écrit le Conseil national du patronat français dans sa dernière [redacted] conjoncture.

« [redacted] *certains points,* [redacted] *économique* [redacted] *été plus satisfaisante que prévu.* [redacted] *semble que la* [redacted] *manifesté en fin* [redacted] *au* [redacted] *janvier une* [redacted] *fermeté, en* [redacted] *avec* [redacted] *léger* [redacted] *de l'épargne.* [redacted] *part, la baisse* [redacted] *nière,* [redacted] *gistrée pendant* [redacted] *période* [redacted] *fêtes,* [redacted] *autant d'ampleur qu'on pouvait le* [redacted] *constate qu'aucune* [redacted] *enregistrée* [redacted] *stocks,* [redacted] *montant* [redacted] *vent considéré comme légèrement supérieur* [redacted] *leurs,* [redacted] *prises se sont encore resserrées,* [redacted] *d'investissement* [redacted] »

« *Le changement d'appréciation sur la situation économique s'explique avant tout par* [redacted] *de* [redacted] *lutte contre l'inflation. Le rythme d'augmentation des prix* [redacted] *infléchi, ce qui rend possible un ralentissement* [redacted] *rémunérations* [redacted] *des coûts. Les* [redacted] *commerce extérieur et* [redacted] *franc* [redacted] *marché* [redacted] *permettent d'espérer une* [redacted]*tion progressive du déficit* [redacted]*mercial.* »

Les premiers résultats du plan Barre

« *L'année 1977 devrait permettre à l'économie française de retrouver* [redacted] *modérée* [redacted] *de 3 %, accompagnée d'un* [redacted] *grands équilibres »,* a, de son coté, [redacted] M. Arrighi de Casanova, directeur général [redacted] la chambre [redacted] commerce et d'industrie [redacted] Paris, au cours de l'assemblée générale des délégués consulaires de la même [redacted] commerce. L'accroissement de la co[redacted] volume devrait, en 1977, se situer entre 2,5 et 4 %, tandis que les investissements devraient croître de 3 % [redacted] volume). Le commerce extérieur, dont le déficit s'est élevé à 20,5 milliards en 1976, ne [redacted] année, être défi[redacted] plus de [redacted] à 10 [redacted].

[redacted] *Casanova,* [redacted] premiers [redacted] plan Barre [redacted] se faire sentir. [redacted] du rythme [redacted] des prix — qui ne [redacted] pas dépasser en moyenne 0,5 % par mois au premier trimestre, — l'encadrement [redacted] salaires *(« L'Etat donne l'exemple »),* la « [redacted] *syndicale »,* l'[redacted] la dégradation des taux de [redacted] (qui, [redacted] 1976, [redacted] été responsable [redacted] % de hausse des prix, maintenant stoppée), devraient permettre à l'économie française de retrouver une croissance modérée mais durable à long terme.

M. Durafour, ministre délégué [redacted] l'économie et aux finances, [redacted] déclaré, au [redacted]urs de la [redacted] assemblée : « *Relancer aujourd'hui* [redacted] *impossible.* [redacted] *ne* [redacted] *vent prendre que deux formes :* [redacted] *l'épargne* [redacted] *productifs, notam*[redacted] *en* [redacted] *l'augmentation* [redacted] *entreprises* [redacted] *secteurs* [redacted] *difficulté.* »

Répondant à M. Thèves, président de la [redacted] commerce, qui [redacted] le retour à la [redacted] des prix, M. Durafour [redacted] déclaré : « [redacted] *une période d'inflation, la liberté complète* [redacted] *prix* [redacted] *salaires ne peut que se traduire par une* [redacted]*renchère des uns et des autres. Seule* [redacted] *discipline* [redacted] *tanée des prix comme* [redacted] *nous permettra* [redacted] *une situation où la liberté sera* [redacted] *nou*[redacted] *la condition* [redacted] *l'efficacité.* »

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● AUGMENTATION DU CAPITAL DE L'IDI. — L'Institut [redacted] développement industriel (IDI) [redacted] procéder en 1977 à [redacted] émission d'obligations [redacted]. D'un montant global [redacted] 300 [redacted] de francs, cette opération s'étalera en fait sur quatre années, la première tranche, de 100 millions [redacted] francs, étant émises en [redacted].

● [redacted] SOCIETE [redacted], premier [redacted] français d'horlogerie de gros volume (réveils, pendules), vient de [redacted] un important contrat avec le principal distributeur mondial, la firme américaine Sears Roebuck [redacted], portant sur la livraison de vingt mille réveils électroniques.

■ LE GROUPE CERABATI [redacted] racheter la [redacted] des actions de la société de *porcelaine Theodor Haviland,* [redacted] plus anciennes [redacted] plus importantes entreprises de *Limoges.*

Étranger

● FLAMBEE DES [redacted] EN GRANDE-BRETAGNE. — La [redacted] 3,25 [redacted] janvier, ce qui constitue le [redacted] le plus élevé enregistré depuis deux [redacted]. En un an, l'indice — qui s'est établi à 244,9 en janvier (base 100 en 1970) — [redacted] augmenté de 19,6 [redacted]. — *(A.F.P.)*

Commerce

● [redacted] *PREMIERE CHAMBRE* REGIONALE DE L'ENTREPRISE INDEPENDANTE vient d'être [redacted] le [redacted] à l'initiative du CID-UNATI. M. André [redacted] la chambre de commerce et d'industrie de Dunkerque, en a été [redacted] président. Les partisans de M. Gérard Nicoud reprochent aux industriels de la région *une* [redacted] sectaire qui les empêche de [redacted] à des propositions constructives.

Pour fonctionner, la [redacted] à la chambre de commerce une contribution proportionnelle [redacted] celle versée par les ressortissants du CID-UNATI. — *(Corresp.)*

Industrie

■ C.D.F.-CHIMIE, filiale des Charbonnages de France, [redacted] la société d'Etat [redacted] Companhia Nacional de Petroquimica (C.N.P.) *ont décidé* [redacted] débloquer les crédits [redacted]écessaires [redacted] la construction du complexe *pétrochimique* de Sines (200 kilomètres au sud de [redacted]). [redacted] en mars [redacted] que les deux firmes avaient [redacted] l'accord relatif à [redacted] ce complexe. [redacted] montant des investissements [redacted] time-t-on, à 800 millions [redacted] francs. L'allocation de ces crédits, dont [redacted] déblocage reste encore soumis à l'approbation des gouvernements français et portugais, se fera à hauteur des participations détenues par C.d.F.-Chimie (28 [redacted]) et la C.N.P. (72 %) dans [redacted] filiale commune créée pour construire et exploiter le complexe de Sines.

DES AUTORISATIONS D'IMPORTATION DE FUEL LOURD VONT ÊTRE ACCORDÉES A UNE VINGTAINE DE GRANDS CONSOMMATEURS

Le [redacted] des ministres du mercredi 9 février devrait, en principe, approuver un projet de décret, présenté par le ministre [redacted] et [redacted] recherche, [redacted] une vingtaine d'entreprises [redacted] (E.D.F., [redacted] *quatre* [redacted] rurgiques, [redacted] à importer directement [redacted] fuel lourd.

Ce décret, approuvé [redacted] le Conseil d'Etat, [redacted] directe[redacted] prises au *printemps dernier* [redacted] pou[redacted] publics [redacted] « libéraliser » [redacted] du fuel lourd [redacted]. *Les prix de ce produit étaient* libérés, mais en contrepartie les com[redacted]ies pétrolières perdaient leur [redacted] d'intermédiaire privilégié pour l'importation [redacted] tion [redacted] ce produit. En juillet, qua[redacted] chimiques [redacted] PUK [redacted] Rhône-Poulenc) [redacted] l'autorisation [redacted] lourd [redacted] naphta [redacted] marché européen.

[redacted] entreprises auront [redacted] droit d'acheter autant [redacted] qu'elles le [redacted] sur le marché européen [redacted] Rotterdam). [redacted] la condition qu'elles respectent certaines normes (capacité de stockage d'au moins trois mois de consommation ; obligation d'utiliser les pavillons français pour leurs importations de fuel lourd). Le cas d'E.D.F. est un peu particulier. L'établissement public consommant chaque année 11 mil[redacted] fuel lourd, il [redacted] exclu qu'elle importe directement [redacted] telles quantités.

En fait, [redacted] spé[redacted] un [redacted] théorique. Elles [redacted] *juridique.* Les entreprises qui en bénéficient décideront si elles les utilisent ou *non, en fonction de l'évolution* [redacted] prix du marché. Actuellement, les tarifs du fuel lourd en France — *bloqués dans le cadre* [redacted] plan Barre — sont [redacted] d'environ 80 F à ceux pratiqués sur [redacted] marché européen.

AFFAIRES

CENTRALE NUCLÉAIRE CONTRE PÉTROLE [redacted]

La société [redacted] *négocie depuis plusieurs mois la fourniture à* [redacted] *centrales nucléair*[redacted] *paiera-t-il* [redacted] *pétrole ?*

M. Etemad, [redacted] *de l'énergie atomique,* [redacted] *laissé entendre. Le* [redacted]*gramme nucléaire* [redacted] *prévoit* [redacted] *Megawatts, représente un* [redacted] *estimé* [redacted] *près* [redacted] *de F. Compte* [redacted] *difficultés financières* [redacted] *Téhéran,* [redacted] *que* [redacted] *envisagent* [redacted] *de troc,* [redacted] *leur permettraient de surcroît d'écouler* [redacted] *brut.*

[redacted] *négociateurs français,* [redacted] *prudents quant à* [redacted] *discus*[redacted] *qu'un* [redacted] *formule* [redacted] *effec*[redacted] *envisagée.*

LA VIE ÉCONOMIQUE

La bataille commerciale entre les Neuf et le Japon

([redacted] de [redacted] première page.)

Lors de [redacted] précédente [redacted]sion, le [redacted] janvier [redacted] Bruxelles, les ministres [redacted] constaté qu'aucune réponse [redacted] n'était encore [redacted] de Tokyo [redacted] ils [redacted] invité [redacted] Commission [redacted] sa pression [redacted] le Japon.

La [redacted] annoncée, lundi, par la Commission d'appliquer une taxe antidumping de 20 % sur les importations [redacted] roulements [redacted] en prevenance du Japon démontre que la [redacted] en garde [redacted] la Communauté ne [redacted] prise à la légère. D'autres mesures protectionnistes risquent fort d'être arrêtées si Tokyo ne [redacted] un [redacted] pour *tempérer* [redacted] ses exportateurs.

[redacted] efforts non négligeables

Des engagements non négligea[redacted] ont [redacted] pris par le Japon, [redacted] ce qui concerne [redacted] exportations [redacted] produits sidérurgiques [redacted]

■ SIDERURGIE. — [redacted] Japonais *ont* accepté, en [redacted] dernier, [redacted] plafonner [redacted] d'acier [redacted] niveau [redacted] *1,4 million* [redacted] 1,2 million [redacted] tonnes [redacted] premier lieu, un fort dépassement [redacted] exportations japonaises [redacted] enregistré [redacted] productions « *indépendantes* », qui ne s'étaient [redacted] considérées [redacted] par l'accord signé [redacted] six grands [redacted] l'acier nippon.

Pour y remédier, le MITI (ministère [redacted] japonais) [redacted] la formation d'un cartel d'exportateurs regroupant les grands [redacted] les [redacted]pendants. [redacted] lieu, [redacted] compromis [redacted] la [redacted] s'applique [redacted] « périphériques », [redacted] Suisse, l'Es[redacted] l'Autriche, etc., [redacted] vis-à-vis desquels [redacted] livraisons japo[redacted] connu [redacted] progression spectaculaire, considérée parfois [redacted] « suspecte ».

Ainsi, [redacted] reçu en [redacted] 450 000 [redacted] nippon, [redacted] lesqu[redacted] 80 000 [redacted] *sont restées sur* [redacted] *helvétique*, [redacted] reste [redacted] réexporté.. [redacted] ce point précis, [redacted] Japonais [redacted]t de même accepté de faire [redacted] concession, promettant de limiter [redacted] 300 000 tonnes [redacted] 1977 leurs [redacted] vers [redacted] pays.

● AUTOMOBILE. — A la suite des discussions engagées depuis octobre 1975 entre la Commission de [redacted] et les [redacted] japonaises, celles-ci ont accepté [redacted] demandes européennes ; les voitures européennes disposeront d'un délai de [redacted] ans [redacted] aux normes antipollution qui [redacted] vigueur [redacted] Japon en 1978 ; une partie des [redacted]logation seront effectués par des [redacted] européens agréés ; enfin, le Japon [redacted]verra en Europe [redacted] experts qui procéderont [redacted] place [redacted] examens d'homologation.

Au cours du premier semestre [redacted] ventes européennes [redacted] Japon ont [redacted] unités, alors que [redacted] constructeurs nip[redacted] ont vendu en Europe 243 000 véhicules, [redacted] environ 8,3 % du *marché* européen *total*. Pour le moment, la C.E.E. n'a [redacted] négociations [redacted] le Japon en [redacted] d'une auto-limitation [redacted] exportations d'au[redacted] japonaises en Europe. [redacted] plupart [redacted] européennes espèrent que [redacted] problème [redacted] abordé [redacted] négociations du « Tokyo [redacted] », engagées [redacted] sein [redacted] GATT. Plutôt que sur [redacted] limitation quanti[redacted] exportations, [redacted] dis[redacted] porteraient d'ailleurs [redacted] le [redacted] la C.E.E. à l'égard [redacted] japonaises [redacted] réévaluation [redacted] du [redacted]

■ CHANTIERS NAVALS. — Mardi 8 [redacted] mercredi 9 février [redacted] Paris, [redacted] l'O.C.D.E., la « [redacted] *la* [redacted] *chance* » pour essayer d'aboutir à un accord entre l'Europe et le Japon sur la construction navale : 93 % des commandes de navires des [redacted] de l'O.C.D.E. [redacted] prises [redacted] Japon [redacted] troisième tri[redacted] quasi-mono[redacted] est [redacted] par [redacted] pays européens « *inacceptable* ».

La [redacted] européenne [redacted] demandé aux Japonais [redacted] réduire leur capacité de production jusqu'à [redacted] % du marché mondial puis, dans un second temps, à 40 %, pour que la [redacted] équitablement répartie dans le monde. Mais jusqu'à [redacted] gou[redacted] constructeurs nippons [redacted] sourde oreille [redacted] ces propositions.

[redacted] milieux pro[redacted] européens que [redacted] ce point critique qu'il [redacted] que [redacted] gouvernements [redacted] la commission de [redacted] prennent d'urgence [redacted] mesures [redacted] de [redacted]vegarde [redacted] leurs entreprises, essentiellement [redacted] aides [redacted] chantiers et [redacted] incitations financières aux [redacted]péens. Parmi [redacted] chantiers européens [redacted] plus [redacted] terme figurent [redacted] entreprises néerlandaises.

D'autres pays que le Japon (par exemple l'Espagne, la [redacted] du Sud e tles pays de l'Est) [redacted] aussi [redacted] marché mondial [redacted] redoutable [redacted]

[redacted] gères [redacted] pour*suivre* [redacted] thème, relevant, lui aussi, d'un certain protectionnisme, [redacted] savoir la mise en place [redacted] politique [redacted] pêche. Après [redacted] l'Union soviétique [redacted] Royaume-Uni, [redacted] actuelle[redacted] présidence [redacted] Neuf, qu'elle était prête [redacted] négocier un [redacted] point [redacted] Communauté, celle-ci [redacted] préciser, selon quelles [redacted] pourront s'engager [redacted] pourparlers. La Pologne a [redacted] aux Neuf qu'elle [redacted] disposée [redacted] négocier.

[redacted] point [redacted] l'ordre [redacted] jour, mais [redacted] le [redacted] important : [redacted] C.E.E. peut-elle [redacted]visager [redacted] avec [redacted] Portugal ? L'objectif [redacted] *position* [redacted] capitales [redacted] entreprendre M. [redacted] à [redacted] mi-février.

AGRICULTURE

LE CAFÉ A PLUS DE 3 000 LIVRES LA TONNE

Après trois semaines de répit, une nouvelle poussée de fièvre a saisi le marché du café. Pour la première fois, les cours ont franchi les 3 000 livres sterling la *tonne*, lundi 7 *février*, à *Londr*[redacted] une hausse [redacted] plus [redacted] par [redacted] aux cours [redacted] du vendredi 4. La hausse a été vive également à New-York, [redacted] les cours sont [redacted] l'ordre de 2,36 dollars [redacted] livre, [redacted] Paris, où [redacted] à 2 550 [redacted] le quintal.

« Achetez français »

L'ÉTAT DONNE-T-IL LE BON OU LE MAUVAIS EXEMPLE ?

M. Jean Kiffer (C.N.I.P.), député réformateur de la [redacted] demande, [redacted] question [redacted] au premier [redacted] s'il est exact que l'E.D.F. [redacted] de passer [redacted] grosse commande de camions Mercedes et que 50 % des uniformes français sont importés d'Espagne [redacted] d'Algérie.

Se référant aux déclarations [redacted] président de la République incitant à la consommation de produits français, le député mosellan interroge : « *Ne pensez-vous pas, monsieur le premier ministre, qu'il appartient à l'administration* [redacted] *aux entreprises nationalisées de donner l'exemple ?* » Il ne faut pas [redacted], poursuit M. Kiffer, dans un [redacted] de protectionnisme, mais « [redacted] *la chasse* [redacted] *« bidon »* [redacted] *prétendent fabriquer du* [redacted] *français alors qu'elles* [redacted] *sur* [redacted] *intérieur* [redacted] *importé* ». A titre d'exemple, [redacted] député [redacted] cite [redacted] glissières [redacted] sécurité pour [redacted]

A L'ÉTRANGER

UNE NOUVELLE « AFFAIRE » INDONÉSIENNE ?

Le prix du téléphone à [redacted]

De notre correspondant

New-York. — La [redacted] américaine, qui [redacted] la [redacted] torale [redacted] déroulant en Indonésie, [redacted] de rapporter une nouvelle « affaire » qui, s'ajoutant aux malheurs de Pertamina (1), ne [redacted] pas amél[redacted] l'image [redacted] marque du [redacted] malgré les louables efforts déployés par plusieurs ministres pour assainir la situation (2).

L'Indonésie [redacted] la mise en place [redacted] système [redacted] communi[redacted] par satellites destiné [redacted] relier [redacted] indonésiennes, qui [redacted] environ 5 000 [redacted]. Coût : [redacted] millions [redacted]. Plusieurs officiels de [redacted] rang [redacted] maintenant [redacted] « pots-de-vin » [redacted] la [redacted] Telephon [redacted] Electronics Corporation, numéro 2 [redacted] télécommunications. [redacted] officiels auraient demandé qu'on leur [redacted] 40 millions de dollars en espèces. Refus de la General Telephon. [redacted] revanche, Hughes Aircraft Com[redacted] plus [redacted]préhensive [redacted] aurait [redacted] 12 mil[redacted] formellement.

Le [redacted] est, [redacted] Indonésie, [redacted] réservé [redacted] général Soehardjono, qui [redacted] général [redacted] spécialistes américains [redacted] investi 840 millions [redacted] son programme [redacted] intérieures, sans qu'il y [redacted] eu [redacted] *la capitale* ». La [redacted] place des [redacted] contrôle [redacted] conjointement [redacted] Hughes Aircraft Company, [redacted] Philco-Ford et [redacted] une filiale d'I.T.T. Philips [redacted] Fabrik [redacted] 200 millions [redacted] pour [redacted] mise [redacted] place du système [redacted]phonique [redacted] Djakarta, [redacted] Bell Telephon Manufacturing [redacted] Bruxelles (filiale d'I.T.T.) [redacted] obtenu un [redacted] millions pour une [redacted] du [redacted] à Java.

Ces [redacted] n'ont pas [redacted] sérieu[redacted] examinés ni contrôlés, [redacted] en croire [redacted] *New-York* [redacted]. Le gouvernement indonésien a [redacted] qu'il demanderait [redacted] journal de lui livrer [redacted] sur lesquels il s'appuie pour porter ces [redacted] ni l'am[redacted] américaine [redacted] Djakarta ni le *New-York* [redacted] jusqu'à *présent* [redacted] de [redacted] du gou[redacted] indonésien.

Le *New-York Times*, citant [redacted] sources indonésiennes, [redacted] que le gouvernement s'efforcera d'étouffer [redacted] nouvelle [redacted] incidences pourraient être gênantes le 2 mai, [redacted] élec[redacted] pouvoirs publics [redacted] d'autant plus [redacted] que [redacted] avaient [redacted] été signalés récemment. Le premier [redacted] relatif au programme [redacted] la [redacted] du riz : 15 millions de dol[redacted] détournés par [redacted] des [redacted] personnelles ; [redacted] deuxième [redacted]cernait [redacted] emprunt effectué par la banque Bumidaya, contrôlée par le gouvernement : [redacted] millions [redacted] subtilisés. Tous les membres [redacted] d'administra[redacted] donné leur [redacted] depuis.

LOUIS WIZNITZER.

(1) *Le Monde* du [redacted]

(2) La [redacted] qui avait [redacted] en [redacted] a été excédentaire en [redacted] de 1,5 milliard de dollars. La balance des comptes, déficitaire en 1975, a été excédentaire de 732 millions de dollars l'année dernière. Les réserves de devises du pays, qui étaient passées de 1,5 milliard de dollars à la fin de 1974 à 400 millions de dollars au début de 1976 sont revenues à 1,5 milliard de dollars à la fin de l'année dernière.

SOCIAL

LA POLITIQUE A L'ENTREPRISE

Très faible participation au débat organisé à la SNECMA

Une vingtaine [redacted] personnes, représentant [redacted] (P.[redacted] et P.C.), des syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.), des magistrats et des avocats, [redacted] présence de jo[redacted] participé à la conférence de presse-débat organisée par le comité d'établissement de la SNECMA (Société nationale d'étude et de construction de matériel aéronautique), à Suresnes, lundi 7 février, entre 12 et 14 heures. Le tribunal de grande instance de Nanterre avait autorisé cette réunion, estimant [redacted] « *ne* [redacted] *pas,* [redacted] *des* [redacted], *le caractère d'une* [redacted] *de propagande politique,* [redacted] [elle] *illicite* ».

[redacted] cœur [redacted] la discussion, s'est [redacted] cas de [redacted] Jean-Louis [redacted], délégué syndical, renvoyé par la [redacted] introduit dans l'entreprise, en [redacted] 1976, M. Aubry, sénateur (communiste) des Hauts-de-Seine. A cette époque, le personnel poursuivait [redacted] fut finalement sans résultats) des mouvements de grève pour obtenir l'application d'un accord [redacted] les [redacted]fications professionnelles (conclu entre F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C. et l'organisation patronale U.I.M.M.). Les syndicats firent des démarches auprès des groupes parlementaire, et seul M. Aubry répondit à leur invitation.

L'inspection du travail s'étant opposée au licenciement de M. Cailloux, la [redacted] néanmoins gain de cause, en no[redacted] auprès [redacted] Beullac, [redacted] du travail. L'affaire doit incessamment venir [redacted] le tribunal administratif. Au[redacted] syndicalistes [redacted] sont [redacted] contre « *la poli*[redacted] *gouvernementale* [redacted] *patronale qui refuse aux travailleurs le droit* [redacted] *entreprise* », [redacted] repris [redacted] par [redacted] Dominique Frelaut, député (commu[redacted] *Hauts-de-Seine*, Mar[redacted] Caille, [redacted] confédéral C.G.T., J.-C. Fontaine (C.F.D.T.), Reboulet (F.O.), etc., M. J.-P. Rosenczveig, [redacted] Syndicat de la magistrature, souligna de son côté combien la loi « *est incertaine* ».

Les salariés de l'entreprise n'ont participé qu'en peti[redacted] au débat : à peine [redacted] dixième des cinq cent cinquante [redacted] l'usine. Ils craignaient, [redacted] syndicalistes, [redacted] l'objet [redacted] plus ou [redacted] mouflées.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES	Dollars		Deutschemarks		Fr. suisses		Fr. français	
[redacted]	4 [redacted]	5 1/8	3 1/2	4 1/2	1/2	1 1/2	9 3/4	9 7/8
1 mois ..	4 [redacted]	5	4	4 1/2	1 1/8	1 3/8	10 1/8	[redacted]
[redacted] ..	4 [redacted]	5 1/4	4 1/8	4 5/8	1 1/4	1 3/4	[redacted]	11 1/8
[redacted] ..	[redacted]	5 3/4	4 3/8	4 7/8	1 1/2	2	11 1/4	11 [redacted]

CONFLITS

GRÈVE MAINTENUE A LA R.A.T.P. MERCREDI

[redacted] organisations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de [redacted] R.A.T.P. [redacted] confirmé lundi soir [redacted] mot d'ordre de grève de vingt-quatre heures pour le mercredi 9 février, après l'échec d'une deuxième [redacted] la direc[redacted] sur l'évolution des salaires en [redacted] ces syndicats — qui représentent ensemble quelque 30 % des trente-six mille agents de la R.A.T.P., — la direction [redacted] tient à sa position première : ajustement trimestriel des salaires si la hausse des prix ne dépasse pas 6,5 %, mais suppression [redacted] provisions [redacted] par anticipation au début [redacted] chaque trimestre.

La [redacted] sui-vie par [redacted] conduc[redacted] d'autobus. [redacted] trafic du métro sera [redacted] perturbé puisque [redacted] des [redacted] rames sont [redacted] à l'organisa[redacted] qui ne font [redacted] grève. Quant [redacted] la C.F.T.C., elle [redacted] son attitude mardi soir à l'issue de la réunion annuelle du conseil national de son syndicat R.A.T.P.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION [redacted] GARANTIE

BANQUE PARISIENNE DE CRÉDIT

56, rue de Châteaudun, [redacted]

La Société ECAP, Société d'étude [redacted] la propriété, [redacted] capital [redacted] 200 000 F, [redacted] 72, [redacted] de Sébastopol, [redacted] (2e), ayant [redacted] activité, [redacted] dont elle bénéficiait [redacted] le 1er février 1973 pour les [redacted] !

[redacted] immeubles [redacted] fonds de commerce visées par la loi du 2 janvier 1970 cessera trois jours francs ap[redacted] la publication du présent avis.

En raison de la [redacted] de la Société ECAP, les [redacted] s'il [redacted] existe, devront être produites [redacted] siège de la Banque parisienne de crédit, 56, rue de Châteaudun, dans les trois mois [redacted] cette insertion.

SOCIÉTÉ D'ÉPARGNE MOBILIÈRE

Le conseil, [redacted] janvier sous [redacted] présidence [redacted] M. Louis Decoster, président-directeur général, [redacted] approuvé [redacted] de l'exercice [redacted]

Il [redacted] proposé [redacted] la prochaine assemblée générale, qui sera [redacted]quée pour le 30 mars, la mise en distribution d'un dividende net de 7,30 F, assorti d'un impôt payé d'avance (crédit d'impôt) de [redacted] F, [redacted] respectivement 7,30 F et 1,56 F [redacted] titre [redacted] l'exercice 1975, [redacted] un dividende global [redacted] F comparé à 8,86 F.

[redacted] le [redacted] s'élevait à [redacted] F [redacted] 187.903.300 F au 31 [redacted] 1975. Aux mêmes dates, la valeur liquidative de [redacted] s'élevait respectivement à [redacted] F et [redacted]

LES MARCHÉ[S]

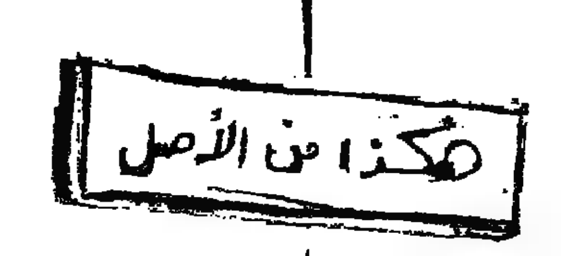
PARIS 7 FÉVRIER

La baisse s'accélère

LONDRE[S]

BOURSE DE PARIS - 7 FÉVR[IER]

هكذا من الأصل



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
7 FÉVRIER

La baisse s'accélère

La semaine a plutôt [illegible] ce [illegible] à la Bourse de Paris où les valeurs françaises ont subi une baisse sensible, les différents indices [illegible] près de 2 % en moyenne.

Aucun [illegible] échappé au [illegible] général, les plus touchés étant la construction électrique, la métallurgie, les magasins, les pétroles, les chimiques et, dans une moindre mesure, la [illegible] et le bâtiment.

[illegible] points de fermeté [illegible] relevés aux établissements de crédit (B.C.T., U.F.B.) [illegible] (Béghin-Say), où la majorité [illegible] cependant [illegible].

Les reculs les plus [illegible] enregistrés par U.C.B. (— 4,5 %), Certificat Aquitaine (— 4 %), Institut Mérieux (— 4,5 %), Roussel-Uclaf (— 3 %), Michelin (— [illegible] %) et L.M.T. — 3,5 %).

Si beaucoup, sous les colonnes du palais Brongniart, ne s'attendaient pas à une séance particulièrement ferme, la profondeur de la baisse et l'étendue des dégâts [illegible] tout de même légèrement surpris. Tout en soulignant l'extrême maigreur des échanges, certains spécialistes avançaient que l'agitation sociale du moment pouvait avoir provoqué quelques dégagements de précaution. L'absence [illegible] a fait le reste.

Aux valeurs étrangères, les américaines [illegible] irrégulières [illegible] pétroles [illegible] d'or et métalliques se sont [illegible].

Sur le marché de l'or, le lingot (50 [illegible] échangées) s'est [illegible] à 21 495 francs après [illegible] francs [illegible] 21 440 francs et le napoléon a coté 234,80 francs en hausse de 0,20 franc. Le volume des transactions est [illegible] très [illegible] millions de francs.

COURS DU DOLLAR A TOKYO	7/2	[illegible]
1 dollar (en yens) ...	287 875	287 40

LONDRES

Le repli des cours s'est sensiblement accentué mardi matin, après l'annonce d'une forte hausse des prix de [illegible] en janvier. Peu après l'ouverture, l'indice des industrielles accusait une [illegible] de 6,4 points, à 391,1. [illegible] des pétroles [illegible] fonds d'Etat, mais [illegible] mines d'or.

[illegible] (ouverture) (dollars) : 135 .. contre 134 [illegible]

VALEURS	CLOTURE 7/2	[illegible] 8/2
War Loan 3 1/2 %	28 3/4	28 3/4
[illegible]	412	406
British Petroleum	930 ...	918
Shell	518 ...	511 1/2
Vickers	158 ...	156
Imperial Chemical	348 ...	343 1/2
Courtaulds	104 ...	[illegible]
De Beers	202 ...	200 1/2
*Western Holdings	11 ...	11 1/4
Rio Tinto Zinc Corp.	184 ...	[illegible] ...
*West Driefontein	13 7/8	14 ...

(*) En livres.

Taux du marché monétaire
Effets [illegible] .... 9 13/16 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

S.C.O.A. — Pour l'exercice [illegible] le 30 septembre 1976, le groupe a réalisé un bénéfice [illegible] de [illegible] millions de francs contre [illegible] millions. Le résultat net de la société-mère s'établit à 26,5 millions de francs contre 24,07 millions. Le [illegible] global [illegible] fixé [illegible] F [illegible] 6,75 F.

SOCIETE [illegible] LIERE. — Le dividende global de l'exercice [illegible] s'élève à 8,03 F [illegible] 8,86 F.

SOLEX. — Les résultats bénéficiaires des filiales en 1976 permettent d'envisager la reprise d'un dividende global du [illegible] ordre [illegible] celui de l'exercice [illegible] (4,50 F).

CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN. — Le bénéfice net de l'exercice 1976 atteint 9,06 millions [illegible] 18,14 millions [illegible] 1975. [illegible] dividende [illegible] dollars [illegible] pour 1975.

[illegible] ALUMINIUM LTD. — Un dividende [illegible] cents [illegible] sera [illegible] 10 cents pour le trimestre précédent et 20 cents pour la période correspondante de 1975.

INCO LTD. — Bénéfice [illegible] pour l'exercice 1976 : 196,8 millions de dollars U.S. (2,64 dollars par action) [illegible] millions (2,51 dollars). Le chiffre d'affaires s'élève à [illegible] milliards de dollars contre 1,7 milliard. Ces bons résultats sont attribués à l'augmentation des livraisons durant le quatrième trimestre.

NEW-YORK
Irrégulier

Une [illegible] de reprise a tourné [illegible] lundi et, à [illegible] d'une séance marquée par une tendance assez irrégulière, l'indice Dow Jones a finalement fléchi de 1,58 point [illegible] à [illegible] après [illegible] de [illegible] millions de titres seulement contre 23,13 millions précédemment.

Bien que le [illegible] ait perdu [illegible] points au cours des cinq dernières semaines, les opérateurs restent préoccupés par les conséquences du mauvais temps sur la conjoncture économique.

La [illegible] forte augmentation du volume des crédits à la consommation en décembre dernier, la plus forte enregistrée [illegible] juillet 1973, a cependant incité nombre d'opérateurs à prendre quelques timides initiatives.

[illegible] valeurs traitées, 725 se [illegible] inscrites [illegible], 830 en [illegible] sont [illegible] inchangées. Pour la troisième [illegible] consécutive, la valeur la plus active a été Gulf and Western Industries.

Il [illegible] également [illegible] de [illegible] que soixante-quinze [illegible] se [illegible] inscrites [illegible] plus [illegible] niveaux depuis [illegible] contre 13 seulement à leurs plus bas.

Indices Dow Jones : transports, 228,19 (+ 0,4) ; services publics, 109,47 (+ 0,29).

VALEURS	COURS 4/2	[illegible] 7/2
[illegible]	51 1/2	52 ...
A.T.T.	63 1/2	63 1/2
Boeing	39 5/8	40
Chase Manhattan Bank	31 3/4	31 5/8
Du Pont de Nemours	130 3/8	129 3/4
Eastman Kodak	72 ...	71 ...
Exxon	53 ..	53 1/2
Ford	58 7/8	58 5/8
General Electric	51 1/8	50 7/8
General Foods	32 1/8	32 ...
General Motors	[illegible]	74 7/8
Goodyear	22 3/4	22 1/4
I.B.M.	268 1/4	270 1/8
I.T.T.	33 3/4	33 7/8
Kennecott	27 5/8	27 5/8
Mobil Oil	66 7/8	66 3/4
Pfizer	27 1/8	27 ...
[illegible]berger	63 3/8	62 5/8
[illegible]	28 3/4	28 5/8
U.A.I. Inc.	23 ...	[illegible]
Union Carbide	57 1/4	[illegible] 1/4
U.S. Steel	[illegible]	[illegible]
Westinghouse	17 7/8	17 1/2
Xerox	52 3/4	[illegible]

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, [illegible] 100 : [illegible])

	4 févr.	7 févr.
Valeurs françaises	96,4	95,2
Valeurs étrangères	98	98,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 [illegible] 1961.)

Indice général	63	62,4

BOURSE DE PARIS - 7 FÉVRIER - COMPTANT

*Cours précédent

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

[illegible] c : coupon détaché ; d : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7.2	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 978	4 977	4 93
Canada ($ can. 1)	[illegible] 877	4 875	4 86
Allemagne (100 DM)	205 800	205 370	204 50
Autriche (100 sch.)	28 820	[illegible]	28 15
Belgique (100 F.)	13 427	[illegible]	13 30
Danemark (100 krd)	84 100	83 670	83 50
Espagne (100 pes.)	7 221	7 221	7 02
Grande-Bretagne (£ 1)	8 540	8 550	8 58
Italie (1 000 lires)	5 664	5 647	5 450
Norvège (100 k)	93 790	93 420	93 50
Pays-Bas (100 fl.)	197 055	196 805	195 [illegible]
Portugal (100 esc.)	15 440	15 398	14 25
Suède (100 krs)	116 780	116 450	115 [illegible]
Suisse (100 fr.)	198 100	197 275	197 75

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7.2
Or fin (kilo en barre)	21400 ..	21495 ..
Or fin (kilo en lingot)	21440 ..	21495 ..
Pièce française (20 fr.)	234 40	[illegible]
Pièce française (10 fr.)	204 50	[illegible]
Pièce suisse (20 fr.)	204 ..	203 70
Union latine (20 fr.)	186 90	185 20
Souverain	214 80	[illegible]
Pièce de 20 dollars	999 60	[illegible]
Pièce de 10 dollars	527	525 ..
Pièce de 5 dollars	347 50	.. ..
Pièce de 50 pesos	876 ..	870 50
Pièce de 10 florins	283 ..	283 [illegible]

Le Monde

UN JOUR [redacted]ANS LE MONDE

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

LIRE ÉGALEMENT

Le numéro du « Monde » daté 8 février 1977 a été tiré [redacted] 606 406 exemplaires.

A B C D E F G

FAISANT L'OBJET DE POURSUITES DISCIPLINAIRES

Mlle Joly, juge à Douai, comparaîtra devant le Conseil supérieur de la magistrature

Juge d'instance au tribunal de Douai, Mlle Claude Joly a été informée officiellement que, [redacted] l'objet [redacted] poursuites disciplinaires (*le* [redacted] du [redacted] février), [redacted] traduite devant le Conseil supérieur [redacted] la magistrature.

Ces poursuites disciplinaires en[redacted]gées contre Mlle Joly continuent de provoquer de nombreuses réactions. En effet, en réponse à [redacted] lettre [redacted] au *Monde* par M. Henri Dontenwille, directeur des services judiciaires au ministère de la justice — lettre dans laquelle M. Dontenwille, après [redacted] démenti [redacted] la procédure engagée contre Mlle Joly [redacted] motivée par la nature de certaines [redacted] par ce juge d'instruction, se refusait à faire état [redacted] réels retenus, par respect [redacted] l'obligation [redacted] réserve [redacted] du secret qui s'attache aux procédures disciplinaires (*le Monde* du 5 février), le Syndicat de la magistrature a publié [redacted] suivant : « *(...) Le S[redacted] magistrature dénonce [redacted] M. Dontenwille qui, pour « mieux informer le public », s'abrite der[redacted] le secret [redacted] réserve.*

« *Il affirme pour sa part que le* [redacted] *de profiter* [redacted] *personne poursuivie, nuit à une in[redacted] « obje[redacted] »* [redacted] *peut même être propice à certaines manipulations.*

« *Il constate en tout cas qu'aujourd'hui le secret permet au* [redacted] *justice de prétendre que Claude* [redacted] *n'est pas poursuivie pour son activité juridic[redacted], sans s'expliquer pour* [redacted] *présence* [redacted] *dossier* [redacted] *de quatre-vingts jugements sur les deux cent quarante pièces que compte celui-ci.* »

[redacted]déral de la C.G.T. déclare dans une lettre adressée au Syndicat de la magistrature que « *la traduction de Mlle Joly devant le Conseil supérieur* [redacted] *la magistra*[redacted] *constitue une grave atteinte à* [redacted] *des magistrats et aux libertés syndicales. Tout* [redacted] Lomet, secrétaire confédéral, *que cette* [redacted] *liés à des pressions* [redacted] *politique. La C.G.T. sera au côté du Syn*[redacted] *magistrature* [redacted] *pour que soit rapportée cette décision scandaleuse* ».

Enfin, M. Roland [redacted] à la cour de Paris, commentant cette [redacted] au cours d'une réunion organisée lundi 7 février à Douai par le Syndicat [redacted] magistrature, [redacted] élevé « *contre une situation jamais vue depuis* [redacted] *Empire,* [redacted] *bien l'indépendance du magistrat qui* [redacted] *le sens de ses décisions. On reproche à Mlle Joly*, a-t-il ajouté, *de ne pas être assez producti*[redacted] *(...) En fait, on lui reproche sur*[redacted] *d'appliquer une justice qui s'oppose* [redacted] ».

WASHINGTON N'ENTEND PAS RENVERSER M. SMITH affirme M. Young

Le [redacted] dimanche 6 [redacted] des guérilleros nationalistes, de sept missionnaires rhodésiens (« le [redacted] » [redacted] 3 février) suscite de [redacted] Paul VI a « [redacted] » lundi cet « acte de [redacted] », tandis que M. Waldheim, secrétaire général [redacted] a condamné le même jour « [redacted] tuerie insensée ».

Le [redacted] Dunston Meyrscough, [redacted] catholique blanc et unique [redacted] de la tuerie [redacted] a affirmé lundi qu'elle était l'œuvre de « la guérilla nationaliste africaine ». « Il n'y a aucun doute dans mon esprit », a-t-il dit.

Les [redacted] une vaste opération de recherche dans la région. Un porte-parole de la police a affirmé que les meurtriers appartenaient au ZANU (Union nationale [redacted] du [redacted] de M. [redacted] Le [redacted] patriotique, dont ce dernier est l'un des dirigeants, a dénoncé lundi « ce crime ignoble », qu'il attribue à des sup[redacted] de l'armée [redacted]

Avant de quitter Nairobi pour Lagos, où il est arrivé lundi soir, M. Young, représentant [redacted] à l'ONU, a affirmé que les États-Unis n'entendaient pas en Afrique australe « renverser les personnalités au pouvoir ». « Les États-Unis s'intéres[redacted] davantage au [redacted] noir, a-t-il précisé, mais ils ne veulent en aucun cas assumer la [redacted] du fardeau. Si on veut mettre fin à la guerre, il faut parler avec les gens qui [redacted] des fusils, c'est-à-dire avec [redacted] patriotique [redacted] avec M. Smith. » — (A.F.P., Reuter.)

A l'exclusion des pays de [redacted]

Boeing s'est assuré en 1976 plus de 72 % du marché mondial

Le [redacted] américain Boeing s'est assuré, l'an dernier, près des trois quarts des ventes d'avions commerciaux [redacted] réaction [redacted] monde, [redacted] l'exclusion [redacted] soviétiques aux pays de [redacted] Cette estimation [redacted] d'une étude établie par [redacted] publication spécialisée en [redacted]sse, *Interavia air letter*, [redacted] partir [redacted] ventes annoncées [redacted] 1976 par les différents construc[redacted] Occident.

A lui seul, le constructeur américain Boeing a vendu, l'année [redacted] avions commerciaux à réaction de tous les modèles, tandis que le reste [redacted] industriels [redacted]utiques, en France, aux États-Unis, en Grande-Bretagne [redacted] États-Unis, ont reçu commande de 66 exemplaires au total. Boeing a [redacted] plus de 73 [redacted] marché.

[redacted] Boeing en 1976 se sont réparties ainsi : 114 moyen-courriers triréacteurs Boeing-727, [redacted] qui porte [redacted] le nombre de ces avions commandés à ce jour dans le monde ; 39 court-courriers biréacteurs Boeing-737, soit 502 exemplaires vendus au total ; 14 quadriréac[redacted] Boeing-[redacted] grande [redacted]cité, ce qui porte à 315 exemplaires [redacted] nombre global [redacted] ventes, et [redacted] quadriréacteurs intercontinentaux Boeing-707, [redacted] 920 [redacted] au total.

[redacted] estimer, dans [redacted] conditions, que chacun des quatre grands [redacted]grammes [redacted] Boeing [redacted] atteint ou dépassé le [redacted] de la rentabilité, puisque les experts considèrent que le lancement d'un *avion* [redacted]*vil* est[redacted] après [redacted] exemplaires.

Le quasi-monopole acquis par Boeing, du moins dans [redacted] marché [redacted] non socialistes, [redacted] de préoccupant qu'il a été obtenu non seulement *aux dépens de la* construction française ou britannique par exemple, mais surtout [redacted] détriment [redacted] industriels américains. En effet, la société McDonnell-Douglas a dû se contenter [redacted] vendre, en [redacted] 25 moyen-courriers biréacteurs DC-9 et [redacted] triréacteurs DC-10, et Lockheed seulement 8 triréacteurs Tristar.

A elle seule, l'industrie aéronautique américaine aura conquis, l'an [redacted] environ [redacted] du marché [redacted] non socialiste.

DEUX COSMONAUTES SOVIÉTIQUES VONT REJOINDRE LA STATION SALIOUT-5

[redacted] cosmonautes soviétiques, Victor Gorbatko et Youri Glazkov ont été lancés dans l'espace, lundi 7 février, [redacted] 17 h. 12 (heure française) [redacted] bord de Soyouz-24 ; [redacted] doivent rejoindre [redacted] station orbitale Saliout-5, s'y [redacted] y faire un séjour dont la durée [redacted] précisée. Il y a quelques jours, rappelons-le, les Soviétiques ont fait retomber vers le Pacifique la station orbitale Saliout-4 et ont signalé que [redacted] sa mission.

Victor Gorbatko est un vétéran de l'espace. Né en 1934, il fit partie [redacted] premier contingent [redacted] monautes soviétiques. Le 19 octobre 1969, il participa au vol conjoint de trois vaisseaux Soyouz. En 1965, il était le remplaçant éventuel d'Alexis Leonov, qui fut le premier « piéton de l'espace ». Il est président [redacted] Fédération soviétique de parachutisme.

L'ingénieur [redacted] bord, Youri Glazkov en est, lui, à son premier vol. Agé de trente-sept ans, il est [redacted] depuis [redacted]

La dernière mission Soyouz fut un échec. En octobre 1976, Soyouz-23 n'a pu s'amarrer sur Saliout-5 et revint précipitamment sur terre. Les raisons pré[redacted] de [redacted] n'ont jamais [redacted] annoncées. Ce n'était probablement pas la station Saliout-5 qui était [redacted] cause, puisque [redacted] responsables soviétiques renvoient vers elle [redacted] équipe de cosmonautes.

AVANT L'EXAMEN DU DOSSIER PAR LE GOUVERNEMENT

L'UNAF et la Fédération de l'éducation nationale se prononcent sur les rythmes scolaires

[redacted] conseil des ministres, qui devait entendre, [redacted] février, des communications de M. [redacted] Haby, ministre [redacted] l'éducation, sur les programmes des collèges et les rythmes scolaires, et de M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'État à la jeunesse [redacted] aux sports, sur la politique sportive [redacted] les loisirs des jeunes, n'a pas [redacted] reporté au 23 février, comme n[redacted] l'avons écrit dans *le Monde* [redacted] 8 [redacted] sur la foi d'[redacted] au secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports. Il aura lieu à une [redacted] qui n'a pas encore été [redacted], a précisé, lundi [redacted], l'Élysée. Ce conseil sera précédé d'un conseil [redacted] prési[redacted] par M. Giscard d'Estaing, qui attache à la question des rythmes scolaires « [redacted] *portance particulière* » [redacted] l'indique [redacted] l'Élysée.

[redacted] part, M. [redacted]ne Lagarde, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public, [redacted] être [redacted] ce mardi 8 février après-midi par le premier ministre.

L'Union [redacted] tions familiales (UNAF) a pris position, lundi, sur cette question. Observant que certains pa[redacted] « *gèrent mieux que la France le temps de leurs enfants, sans que leurs* [redacted]*rmances économiques, cultu*[redacted] *politiques soient inférieures* », l'UNAF préconise un [redacted]ngement de l'année scolaire et [redacted] meilleure organisation de celle-ci. Elle regrette en particu[redacted] les perturbations provoquées par les exam[redacted] troisième trimestre.

L'UNAF s'oppose [redacted] la suppres[redacted] cours le samedi matin et demande la limitation du repos du mercredi à une demi-journée. Elle préconise un allégement des programmes et la réduction à quarante-cinq minutes de la durée des cours pour les plus jeunes élèves.

L'UNAF s'est fixé, en outre, trois « *orientations prioritaires* » pour les deux années à venir : 1) obtenir l'autonomie d'un certain nombre d'établissements scolaires afin de se servir de ceux-ci comme « *pôle d'entraînement et de diff*[redacted]*formes* » ; 2) accroître le pouvoir des parents et des élèves dans les lycées et les collèges ; 3) réduire progressi[redacted]ment les cours magistraux consacrés « *à la seule transmission des connaissances* [redacted] ».

La [redacted] de [redacted] nationale, [redacted] sa part, [redacted] ces réformes [redacted] respecter [redacted] rythme biologique et [redacted] de formation des jeunes ainsi [redacted] leur développement [redacted]

La FEN [redacted] pendant le temps [redacted] travail des pa[redacted] : [redacted] sportives [redacted] préscolaires, [redacted] de [redacted], etc. Elle réclame, comme l'UNAF, [redacted] maintien des cours le samedi matin, sans exclure toutef[redacted] expériences « [redacted]*iquement* [redacted] » [redacted] des [redacted]ves ce jour-là. La [redacted] pro[redacted] la généralisa[redacted] la [redacted] mercredi.

Sécurité sociale

PARTICIPATION FINANCIÈRE ACCRUE DES ASSURÉS POUR LES SOINS PARAMÉDICAUX ET LES TRANSPORTS

Un décret paru au « Journal officiel » du 5 février modifie les conditions de remboursement par la Sécurité [redacted] certains frais de santé. Il augmente [redacted] ticket [redacted] (participation financière) [redacted]rés (qui passe de 25 [redacted] à 35 [redacted]) pour les soins dispensés [redacted] auxiliaires [redacted] (kinésithérapeutes, [redacted] pédicures, orthoptiens). Il institue en outre un [redacted] (*[redacted]* %) *pour les frais* [redacted] *à l'exception* [redacted] *ceux* [redacted] le déplacement d'un établissement [redacted] soins [redacted] un [redacted] que l'état de l'hospitalisé [redacted] ce transfert.

Ces [redacted] qui ont [redacted] annoncées en septembre dernier (« le Monde » du 25 septembre) à l'occasion du plan Barre, doivent aboutir [redacted] une [redacted] pour la [redacted] sociale, en année [redacted] de 80 mil[redacted] de [redacted] pour les [redacted] para[redacted] et de [redacted] millions de francs pour [redacted] frais de [redacted]

L'Académie des sciences élit deux membres à sa section de mécanique

[redacted] du lundi [redacted] février, [redacted] des sciences a élu deux nouveaux membres à sa section des sciences mécaniques : MM. Robert Dautray et Alexandre Favre. Candidats de première ligne et élus au premier tour (il y avait soixante-treize votants et huit procurations), ces deux scientifiques sont autant des théoriciens que des praticiens et des animateurs, puisque le premier a des responsabilités au Commissariat à l'énergie [redacted] (C.E.A.) et le second est di[redacted]ur, depuis 1960, de l'Ins[redacted] de mécanique statistique de la [redacted] (I.M.S.T.), à [redacted]seille.

M. ROBERT DAUTRAY

[M. Robert [redacted] est né le 1er février 1928, à Paris. Agé de quarante-neuf ans, il satisfait aux nouvelles normes visant à rajeunir l'Académie. Sorti major de la promotion 1949 de l'École polytechnique, il y enseigne les mathématiques appliquées depuis 1967 ; il est ingénieur en chef des Mines depuis 1967. Mais toute sa carrière s'est déroulée au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), où ses travaux et ses responsabilités lui ont fait jouer un rôle important [redacted] la [redacted] des deux premières bombes thermonucléaires françaises qui ont explosé dans le Pacifique, en 1968.

M. Alain Peyrefitte, qui [redacted] cette époque ministre de la recherche scientifique, rappelle dans son dernier livre, *le Mal français*, que, fils de juifs d'origine russe — son père était mort à Auschwitz, — M. Robert Dautray avait dû, pendant la guerre, abandonner ses études [redacted] gagner sa [redacted] berger. Il [redacted] seul son baccalauréat, en [redacted] avant d'entrer, l'année suivante, premier à [redacted] des arts et métiers.

Jusqu'en 1967, M. Dautray a été affecté à la direction des études de piles où il a eu la responsabili[redacted] la circulation de l'hexafluorure dans l'usine de séparation isotopique de Pierrelatte. Il fut aussi chef du [redacted] réacteur [redacted] très [redacted] franco-allemand de Grenoble. Depuis 1967, et encore à l'heure actuelle, il est directeur scientifique de la direction des applications militaires de l'énergie atomique, poste créé pour lui. M. Dautray est lauréat de l'[redacted] sciences.]

M. ALEXANDRE FAVRE

[*M. Alexandre Favre est né le* 23 février 1911 à Toulon. Licencié ès sciences, diplômé de l'E[redacted] d'ingénieurs (1932), il est docteur ès sciences physiques en 1938. D'abord chargé de conférences de mécanique de l'atmosphère, météorologie, calcul des probabilités et statistiques de la faculté des sciences de Marseille, il y est successivement maître de conférences, puis professeur titulaire (depuis 1951). Mais on le connaît surtout en tant que fondateur et directeur depuis 1960 de l'Institut de mécanique statistique de la turbulence.

Son [redacted] l'aile [redacted] paroi mobile et du compresseur centrifuge à diffuseurs séparés ont eu d'impor[redacted] applications [redacted] de la navigation aérienne et dans celui de l'énergie nucléaire pour l'enrichissement de l'uranium. Ses recherches [redacted] mécanique statistique [redacted] turbulents [redacted] permis [redacted] applications. Lauréat de [redacted] en 1960 [redacted] correspondant pour la section de mécanique depuis 1971, M. Favre est [redacted] plusieurs sociétés [redacted]vantes [redacted] française [redacted] physique, Société mathématique [redacted] France). Il est, depuis 1947, conseiller scientifique au C.E.A. [redacted] responsable [redacted] cycle de mécanique [redacted] l'université [redacted] Provence et de l'université d'Aix-Marseille depuis 1978.]

NOUVELLES BRÈVES

● *Trois enfants ont été enlevés,* [redacted] *février,* [redacted] un [redacted] de nomades situé à Pontoise (Val-d'Oise). C'est sous la menace de son arme que M. Cerbon Selimovic a fait irruption à l'intérieur de la caravane des époux Kouacs, entraînant à sa suite les trois enfants du couple, [redacted] de six, cinq [redacted] quatre ans. [redacted] Selimovic se déplacerait à bord [redacted] DS portant de numéros trafiqués, [redacted] une caravane [redacted] l'intérieur [redacted] laquelle se trouveraient les enfants. Il pourrait s'agir d'un règlement de comptes.

● *Disparition d'un enfant de six ans à Lyon.* — Le petit Yves Bert, six ans, demeurant à Lyon, a disparu jeudi [redacted] février à la sor[redacted] de son école. En dépit [redacted] l'étroite collaboration de la po[redacted] de la population lyonnai[redacted] aucune piste, aucun témoignage positif, [redacted] découvert en [redacted] jours d'enquête. Un [redacted] portant la photographie [redacted] l'enfant doit être tiré [redacted] plusieurs milliers d'exemplaires [redacted] distribué dans les boîtes à lettres du quartier [redacted] Villette.

Les parents du petit garçon ont lancé pour leur part, lundi 7 février, un [redacted] éventuels [redacted] : « *Quels que soient les motifs des personnes qui* [redacted] *raient enlevé Yves, si notre enfant est retrouvé sain et sauf, nous ne déposerons pas plainte.* [redacted] *qui le détiennent* [redacted] *qu'à l'abandonner* [redacted] *un lieu* [redacted] »

● *Le marché Decaux contrôlé.* — M. Michel Hamaide, *président* du [redacted] de la signalisation et des équipements routiers urbains (S.S.E.R.U.), vient de demander au préfet [redacted] Paris, M. [redacted] la résiliation [redacted] la [redacted] entre la Ville [redacted] Paris et la société Jean-Claude Decaux et portant sur la fourni[redacted] mille [redacted] signa[redacted] à la Ville de [redacted] du 30 juin 1976).

A « TÉLÉ-7 JOURS » VAGUE DE LICENCIEMENTS

[redacted] *Télé-7 jours* et du magazine *Parents* a informé les comités d'entreprise de ces deux publications que q[redacted] vingt-six licenciements sont envisagés, annonce la section syndicale C.F.D.T. Ces compressions de personnel, qui frapperaient notamment le [redacted]toire photo, [redacted] consécutives aux opéra[redacted] *Paris-Match* par Hachette, au groupe Filippachi (Cogedipress). De nombreux salariés [redacted]hés au titre *Paris-Match* — qui regroupait [redacted] *Télé-7 jours* et *Parents* — n'auraient pas été repris en compte [redacted] M. Filippachi.

[redacted] C.F.D.T. [redacted] deux magazines [redacted] requête auprès [redacted] départemental du travail et de la main-d'œuvre et « *se réservent le dr*[redacted] *d'engager* [redacted] *autre procédure juridique ou syndicale* [redacted] *cas* [redacted] *cette démarche n'aboutirait pas* ».

M. de Guiringaud sera le « bienvenu » en Israël les 30 et 31 mars

l'Union soviétique et l'Esp[...] leurs relatio[ns] rompues

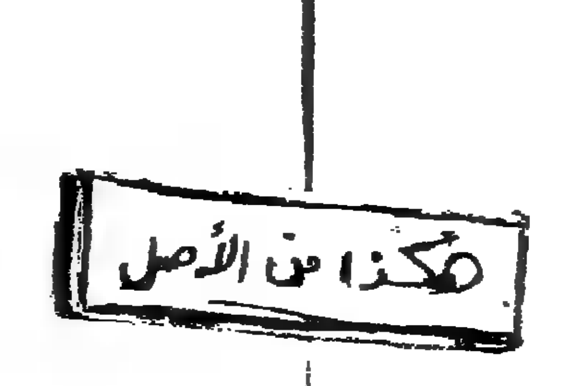
Deux grands pas en même temps

Madrid adopte un[...] pour la recon[...]

Pour arrêter la course aux armements M. CARTER PROPOSE DES INITIATIVES SOVIÉTO-AMÉRICAINES







BY AIR

TRENTIÈME ANNÉE (1977) — N° 1 475 SÉLECTION HEBDOMADAIRE DU JEUDI [redacted] FÉVRIER AU MERCREDI 9 FÉVRIER

DIRECTEUR : Jacques FAUVET
FONDATEUR : Hubert BEUVE-MÉRY

DIRECTION
RÉDACTION ET ADMINISTRATION
5, RUE DES ITALIENS, [redacted] PARIS

TÉLÉPHONE : 246-72-23
Adresse télégraphique : JOURMONDE PARIS



Le Monde

N° 1475

ABONNEMENT : Six mois Un an
France .... F 35 F 60
[redacted] .... [redacted] F 85
(Tarifs avion page 6.)
CHEQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

EMPIRISME ET REFUS DES GRANDS CHOIX

Le malaise italien

Voilà sept mois bientôt que M. Giulio Andreotti tient la gageure [redacted] la politique italienne en faisant de la « non-défiance » le principe du [redacted] parlementaire. Le concept est simple: la démocratie chrétienne, seule, appuie le gouvernement ; les autres partis constitutionnels (ce qui exclut les néo-fascistes) s'abstiennent de voter contre, choisissent rarement de voter pour, et le plus souvent déposent des bulletins blancs. Ainsi se compose une majorité qui inclut les communistes en fait, mais pas encore en droit.

Aucune stratégie à long terme ne guide M. Andreotti, et c'est grâce à cet empirisme qu'il a pu durer. Comme les précédentes, la troisième phase de son plan de réformes économiques, qu'il vient de publier, se borne à des procédés techniques : augmentation de la T.V.A. et coups de pouce à l'échelle mobile. Tous les partenaires sociaux, syndicats et patronat, ont été consultés, comme les « non-défiants » politiques, et ont apporté une contribution sérieuse à la préparation des différentes mesures.

Si M. Andreotti et ses ministres ont pourtant décidé seuls, ils s'appuient moins sur le consentement que sur la peur [redacted] vide que créerait la chute du cabinet. Bien des forces souhaitent la fin [redacted] l'actuelle formule, mais leurs motifs sont trop divers pour permettre une alliance [redacted] temporaire. [redacted] pas, certes, une mise en minorité par surprise.

Ainsi, du sein de la démocratie chrétienne, le pr[redacted] du conseil est-il surveillé sans que ses adversaires se découvrent encore. Autant que le refus plus ou moins catégorique d'une évolution qui conduirait à gouverner avec les communistes, c'est la conservation, sinon l'élargissement, des réseaux de clientèles et de l'appareil du pouvoir à tous les échelons qui importe aux dirigeants. Chez les socialistes, la guerre interne a repris contre le secrétaire général, M. Bettino Craxi, mais s'agit-il seulement d'un combat d'idées sur l'opportunité d'une union de la gauche ?

Les dirigeants communistes sont-ils, quant à eux, aussi impatients de participer au pouvoir que le prétendent leurs adversaires ? C'est précisément parce qu'ils ne sont pas dans une situation d'opposition radicale qu'ils viennent de relancer un débat fondamental qui vaut pour toute l'Europe : celui de la nécessité de l'« austérité ». On a vite fait de l'attribuer au puritanisme de M. Enrico Berlinguer. Il s'agit surtout de poser encore une fois la question d'une stratégie du développement et de ses fins.

Mais qui est disposé à partager cette vue des choses ? Derrière les mécanismes classiques de la gestion du pouvoir, on a le sentiment que les forces qui, depuis 1969, ont alimenté en Italie la « stratégie de la tension » poursuivent leur dessein, même si les concours étrangers semblent leur faire défaut : elles cherchent à susciter la « déstabilisation » de la société italienne. L'attentat manqué sur le train Naples-Milan aurait pu concrétiser une peur diffuse, mais surtout provoquer à l'intérieur de la fragile majorité gouvernementale une cassure irrémédiable. Provocation organisée par certains services gouvernementaux ou agissements de petits groupes de « desperados » ?

Dans de telles conditions, combien de temps sera-t-il possible encore de prendre l'empirisme quotidien pour règle de gouvernement ? La « question communiste » n'est pas moins actuelle que la « question démocrate-chrétienne ». La lutte contre l'inflation elle-même ne saurait se séparer longtemps d'un choix clair sur l'orientation des investissements ou d'une politique pour le Midi.

[redacted] des [redacted] que la gestion du pouvoir en Italie [redacted] consisté à repousser les grands choix en évitant cependant d'aller jusqu'au pied du [redacted] Suffit-il d'être habile pour survivre ?

(Mardi [redacted] février.)

Une nouvelle politique militaire est mise au point à Pékin

D'importantes réunions consacrées à la défense nationale viennent d'avoir lieu à Pékin. Elles ont porté sur le développement des industries [redacted] la modernisation de l'armée, deux aspects essentiels de la politique militaire de [redacted] nouvelle direction [redacted]

La presse, d'autre part, demande d'approfondir la dénonciation de la « bande des quatre » et invite chaque citoyen à « se mettre au pas ».

De notre correspondant

Pékin. — Après la *conférence* sur l'agriculture, qui s'est tenue en décembre [redacted] sur l'industrie, prévue pour mars, un ensemble de réunions [redacted] crées à la *défense nationale* viennent d'avoir lieu à Pékin. Leur importance est soulignée par la cérémonie au cours de laquelle [redacted] ont été reçus, le samedi [redacted] février, non seulement par M. Hua Kuo-feng, mais aussi par tous les membres du bureau politique résidant [redacted] à Pékin. *Le Quotidien* [redacted] a consacré, dimanche 6 février, une large place à l'[redacted], rompant ainsi avec une longue tradition selon laquelle les divers [redacted] nationale [redacted] publicité, [redacted] moins sur le moment.

[redacted] en question se décomposait en quatre « réunions » [redacted] à l'échelle nationale, et concernant respectivement la défense aérienne, le « *troisième ministère des industries mécaniques* », c'est-à-dire, croit-on savoir, la construction aéronautique, — la planification [redacted] la recherche scientifique. Huit cents personnes ont participé [redacted] discussions, qui, d'après [redacted] Chine nouvelle, ont porté sur le développement des [redacted] militaires et la modernisation de la défense. Si l'on ne sait rien des décisions et des orientations [redacted] il est certain que ces [redacted] ont eu pour objet de définir deux aspects essentiels de la poli[redacted] militaire de la nouvelle [redacted]tion : quels objectifs précis les forces armées doivent-elles se fixer en matière de « modernisation », particulièrement en ce qui concerne les forces aériennes et sans doute les fusées ? Quelle part des ressources nationales peut leur être consacrée pour cette tâche ?

Pour M. Hua Kuo-feng, il s'agit [redacted] qu'économiques et militaires. Le [redacted] président du P.C. doit trop à l'armée, qui lui a accordé son soutien lors de son accession et de sa confirmation au pouvoir, pour ne pas [redacted] l'oreille la plus attentive aux [redacted] des [redacted]bles militaires. S'il s'y refusait, ses partenaires militaires risqueraient de compliquer la [redacted] du problème posé par la réintégration [redacted] Teng Hsiao-ping, qui passe pour bénéficier de solides amitiés dans l'armée. Le rôle croissant joué depuis peu de temps par le maréchal Yeh Chien-ying, ministre de la défense et [redacted] personnage du [redacted], indique en [redacted] qu'on ne laissera pas au [redacted] désigné de Mao Tsé-toung le loisir d'oublier ce [redacted] de [redacted].

En toute hypothèse, des choix difficiles se présentent à propos des dépenses d'intérêt militaire : de leur volume d'abord, et les signes sont clairs — en particulier le discours de Mao de 1956, qui sert aujourd'hui de texte d'orientation — que M. Hua Kuo-[redacted] souhaite se conformer à un ordre de priorités qui fait passer les armements après l'agriculture et les industries [redacted] ce qui concerne la [redacted] des crédits, la question des effectifs des forces armées pourrait être posée parallèlement à celle de la qualité des armements. Le débat sur ce point n'est pas simple, même parmi les chefs *militaires*, les partisans [redacted] « gros [redacted]lons » pouvant avoir un point de vue différent de celui des chercheurs nucléaires ou des experts en balistique.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 3.)

La bataille commerciale s'intensifie entre les Neuf et le Japon

[redacted] commerciale entre les grands pays industrialisés connaît cette semaine des rebondissements multiples. A Bruxelles, les neuf ministres des affaires étrangères de la C.E.E. ont examiné, le mardi 8 février — outre [redacted] relations entre la Communauté [redacted] Portugal, — la définition d'une nouvelle politique commune de la pêche et l'attitude à adopter [redacted] l'égard des pratiques commerciales japonaises.

On apprenait le [redacted] février [redacted] Tokyo que le gouvernement japonais [redacted] la Cour internationale de justice de la décision prise [redacted] d'appliquer une taxe antidumping de 20 % sur les importations de roulements à billes japonais, jugées par les Neuf contraires aux règles [redacted]tionales sur le [redacted].

[redacted] japonais — concernant la construction navale cette fois — était examiné les 8 et 9 [redacted] l'O.C.D.E. Il s'agissait de [redacted] si les chantiers navals nippons, qui ont [redacted] jusqu'à 90 [redacted] des commandes de navires des pays [redacted], accepteront [redacted] limiter leur part à 50 [redacted] total.

La décision prise lundi [redacted] février par la Commission européenne de [redacted] les importations de roulements [redacted] billes japonais a été annoncée la veille du jour où se réunissent à Bruxelles les minis[redacted] étrangères [redacted] Neuf. Le fait est révélateur du souci qu'a la commission de renforcer ses mises en garde au Japon. Cette taxe antidumping de 20 % [redacted] douane normal de [redacted] %.

Cette [redacted]ment de l'enquête effectuée par les services bruxellois depuis novembre, à la [redacted] des industriels [redacted] arrivée [redacted] y avait effectivement dumping de la part des exportateurs japonais. Les importations de roulements à billes japo[redacted] dans la C.E.E. ont beaucoup progressé au cours des dernières années, passant de 5 500 tonnes en 1968 à 15 600 tonnes en 1974 et à 19 000 tonnes en 1975. Cette tendance s'est poursuivie en 1976.

Il en est résulté une réduction de l'ordre de 10 % de la production communautaire entre 1974 et 1976. Pourtant [redacted] part des importations japonaises, qui était déjà de 16,1 % en 1972, n'a pas dépassé 16,2 [redacted] en 1976. La décision de la commission est [redacted] pour trois mois : ce sera ensuite au conseil des ministres des Neuf de décider quelles mesures définitives doivent être prises. En ce qui concerne deux firmes exportatrices japonaises, la taxe antidumping est limitée à 10 % : les services de la Commission ont, en effet, constaté que le dumping pratiqué par ces deux firmes était moins accentué que dans le cas des autres entreprises de ce pays.

On affirmait, mardi [redacted] février, [redacted] Tokyo que le Japon allait faire appel de la décision européenne devant [redacted] Cour internationale de justice de La Haye. L'association japonaise des constructeurs de [redacted] avait annoncé la veille qu'après consultation du gouvernement elle allait porter l'affaire devant [redacted] tribunal.

C'est sur cette toile de fond que les ministres des [redacted] étrangères de la C.E.E. devaient entendre le mardi 8 février un rapport de la [redacted] sur les différentes discussions en cours [redacted] le Japon. [redacted] Conseil européen de la fin novembre à La Haye, les chefs de gouvernement, constatant « *la détérioration rapide de la situation des échanges entre la Communauté et le Japon* », avaient mis l'accent sur [redacted] consentir d'urgence « *des efforts particuliers (...) afin de remédier à cette situation* ».

Le conseil européen avait précisé qu'il escomptait « *que des progrès notables auraient été accomplis avant sa prochaine réunion* ».

Lors de leur précédente session, le [redacted] janvier [redacted] Bruxelles, les ministres avaient [redacted] qu'aucune réponse satisfaisante n'était encore venue de Tokyo et ils avaient invité la Commission à [redacted] le Japon.

(Lire la suite page 8.)

La tentation du protectionnisme

Ce n'est pas encore la guerre commerciale ; mais de nombreux pays industriels se livrent, depuis déjà plusieurs mois, à de sérieuses escarmouches, se reprochant mutuellement d'user de méthodes déloyales pour la conquête des marchés. Devant la persistance d'un chômage élevé, chacun s'efforce, pour faire tourner ses [redacted], d'accroître [redacted] ventes [redacted] l'étranger, tout en limitant ses achats.

Ce n'est pas encore le protectionnisme ; mais des mesures sont prises ici ou là pour se protéger des produits étrangers qui mettent à mal des industries nationales. Ainsi, dans le duel qui oppose le Japon et la Communauté européenne, la Commission de Bruxelles vient, face à l'« offensive » nippone, de monter une nouvelle parade : une taxe exceptionnelle de 20 % a été instaurée pour trois mois sur les importations de roulements à billes japonais.

Cette mesure constitue un avertissement sérieux. Elle est intervenue — ce qui n'est évidemment pas fortuit — à la [redacted] conseil des ministres à [redacted] et de [redacted] à Paris. Au cours d'une réunion sur la construction navale, [redacted] de la « dernière chance », qui se tient au siège de l'O.C.D.E., les Européens vont à nouveau demander aux Japonais de réduire leur capacité de production à 50 % du marché mondial.

La décision de Bruxelles [redacted] d'ores et déjà provoqué le mécontentement des responsables japonais du ministère des affaires étrangères et de celui du commerce [redacted] l'industrie. Tokyo regrette qu'un tel pas ait été franchi sans que les Neuf aient eu pleinement recours [redacted] des consultations gouvernementales. [redacted] professionnels nippons évoquent, quant à eux, des motivations politiques.

En cette année qui doit voir [redacted] des négociations commerciales multilatérales à Genève, la tension monte dangereusement dans le monde occidental. Insidieusement, la tentation du protectionnisme gagne les industriels et les gouvernements.

En France, le président du patronat, M. Ceyrac, vient de dénoncer les « excès de la concurrence sauvage ». M. Ceyrac ne s'en est pas tenu au cas du Japon. Il a reproché aux uns de laisser « volontairement ou involontairement » leur monnaie se déprécier, aux autres de bénéficier d'un niveau de salaires très bas, à d'autres, enfin, comme les pays de [redacted] d'exporter à des prix inférieurs à leurs coûts de revient. Le paradoxe n'est-il pas, dans ce dernier cas, que les produits concurrents puissent venir, directement ou indirectement, des usines livrées par les industriels occidentaux ? Cet effet de boomerang se fait d'ailleurs aussi sentir dans les pays en développement.

Face à cette concurrence, les divers gouvernements mettent en avant leurs problèmes de l'emploi, et demandent aux consommateurs, de façon plus ou moins feutrée, d'acheter les produits nationaux. Le président de la République française vient de lancer en Bretagne un appel à cet effet. Au Royaume-Uni, le premier ministre, M. Callaghan, a demandé, lui aussi, aux armateurs de réserver leurs commandes de nouveaux navires aux chantiers britanniques.

Une telle attitude risque, de proche en proche, d'entraîner plus de dommages que d'avantages. Fascinés depuis des années par la nécessité d'exporter, les responsables prennent aujourd'hui conscience du choc en retour des importations. Il serait certes naïf de ne pas se prémunir contre les abus ; mais il serait dangereux de procéder à des ripostes au coup par coup. Les pays de l'O.C.D.E. ne se sont-ils pas engagés solennellement, il y a trois ans, à ne pas recourir à des mesures entravant la liberté des échanges internationaux ?

(Mercredi 9 février.)

A PROPOS D'UN SONDAGE

L'IMAGE DU FRANÇAIS

par ALAIN DUHAMEL

Il va falloir [redacted] idées reçues et changer de mythologie. La France n'est plus une société [redacted]. Le « mal français » n'est pas incurable. Notre pays ressemble de moins en moins [redacted] cette nation archaïque où les sociolog[redacted] anglo-saxons discernaient un [redacted] politique permanent, [redacted] pétrifiée, corsetée par une guerre idéologique inexpiable et surtout brisée en deux camps fratricides. Cette [redacted] d'avant-hier, elle [redacted] en train de disparaître. Le consensus n'est pas introuvable, il n'est que clandestin. Dans ses ressorts [redacted] profonds, la France est en voie de modernisation et même de « social-démocratisation ». Voilà ce que révèle un sondage de la SOFRES publié dans *l'Expansion* de février.

D'abord, [redacted] patrie [redacted] La France passe, hors de nos frontières, pour un pays volontiers nationaliste, parfois cocardier, toujours susceptible. L'histoire de la Vᵉ République y a sans doute aidé. C'est pourtant une erreur : le sondage révèle un patriotisme sincère mais tranquille, profond mais ouvert ; 86 % des Français, s'ils avaient pu choisir leur nationalité de naissance, auraient opté pour l'Hexagone. Certes, 68 % (contre 8 %) considèrent qu'aujourd'hui l'idée de patrie a moins d'importance [redacted] 50 % [redacted] que ce jugement global correspond bien à leur cas particulier. Mais c'est tout simplement que ce patriotisme ne se [redacted] plus menacé, qu'il [redacted] plus européen. [redacted] immense [redacted]jorité (67 % contre 9 %) ne voit aucune contradiction entre le patriotisme et le fait d'être favorable à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct. Georges Marchais et Michel Debré seront peut-être déçus : c'est aussi le cas de la plupart des électeurs communistes ou R.P.R. Mais l'ancien premier ministre aura une consolation, [redacted] général du P.C. va avoir un autre motif de désenchantement : 53 % des Français (contre 29 %) pensent également que l'existence de la force de dissuasion nucléaire est une bonne chose (et cette fois la clientèle du P.C. est d'un autre avis).

La conclusion est simple. Les Français savent bien que l'unité nationale est irréversible, qu'elle est solidement garantie, que les mouvements autonomistes ou régionalistes ne la menacent pas profondément. Comme ils sont sans crainte, ils s'ouvrent vers l'extérieur.

Civisme et classes

Et puis le Français se révèle bon citoyen et, somme toute, très *attaché* à *ses* libertés *et* à ses prérogatives. Il y a du Suisse dans ce Gaulois-là. On le décrivait classiquement sceptique et frondeur. Ce n'est pas si simple : 87 % des Français proclament qu'il est important d'être un bon citoyen. Mais — ce qui est plus intéressant — le premier critère du sens civique c'est, à ses yeux, de chercher à s'informer sur la vie du pays. On disait que le Français est le type même du citoyen passif. C'est moins vrai. Il est pénétré (dans 81 % des cas) de l'idée que chaque vote a son importance et peut changer le résultat des élections. Le couce [redacted] coude de [redacted] majorité et de l'opposition [redacted] est sans doute pour quelque chose, mais l'intérêt est là. Qui l'aurait prédit à ce point ?

Bien plus, les Français ne tiennent pas seulement à leurs droits acquis. Ils ne veulent pas qu'on touche à la Sécurité sociale, naturellement, mais ils tiennent aussi à chaque droit politique, et à la liberté de fonder une entreprise et de choisir celle où ils travaillent. Souci sans doute un peu théorique, par les temps qui courent, mais révélateur d'un goût pour l'initiative qui n'était pas évident.

Le pourcentage de ceux qui pensent que l'État doit savoir « *demander des sacrifices pour améliorer la vie des générations futures* » passe, de 1970 à 1976, de 28 à 38 %, les Français persuadés qu'il faut d'abord s'occuper de ceux qui vivent aujourd'hui reculant dans une proportion comparable. L'égoïsme n'est plus sacré. Autre cliché suranné.

Enfin, [redacted] Français ont le sentiment que les distances sociales tendraient plutôt à se réduire. Bien sûr, les Français interrogés par la SOFRES pour l'[redacted] le sentiment — le plus souvent (68 % contre 26 %) — d'appartenir à une classe sociale. C'est le contraire qui serait étonnant. [redacted] conscience [redacted] habituelle chez les ouvriers et les paysans, on peut d'ailleurs relever que deux artisans et petits commerçants sur trois se rangent dans les classes moyennes, mais le troisième dans la classe ouvrière ; qu'un employé sur deux [redacted] le [redacted] d'appartenir au prolétariat et l'autre aux classes moyennes ; plus curieusement, que plus d'un cadre moyen sur quatre se range lui aussi dans la classe ouvrière ; qu'enfin moins d'un cadre supérieur, d'un membre de profession libérale ou d'un industriel sur trois se déclare bourgeois et que les autres se situent, eux aussi, dans la classe moyenne.

Mais le fait nouveau, c'est qu'une majorité estime que la possibilité de s'élever dans l'échelle sociale augmente (57 % contre 34 %), et c'est l'avis de presque un ouvrier sur deux, et que l'accès à l'Université, notamment dans les milieux populaires, permet d'accélérer le brassage social. Le sentiment général est que, chez les jeunes, les différences sociales tendent à se réduire. Optimisme inhabituel qui débouche sur l'idée bien acceptée, par trois sur quatre des Français, que peu à peu ouvriers et employés s'intégreront, avec d'autres, dans une classe moyenne élargie. La nature des sondages, c'est vrai, ne met pas en valeur les phénomènes d'exclusion. C'est le règne des majorités qui y triompha. Mais il est bien clair que le guesdisme vieillit et que l'idée d'une démocratisation progressive de la société progresse.

Reste tout de même un sujet sur lequel le consensus, loin de s'imposer, reculerait plutôt : c'est l'image du président de la République. 69 % des personnes interrogées contre 26 % estiment que de Gaulle était plus le président de tous les Français que du seul camp qui avait voté pour lui ; la balance demeure positive (51 % contre 41 %) pour Georges Pompidou ; elle [redacted] brutalement (30 % contre 60 [redacted]) pour M. Valéry Giscard d'Estaing. Il est vrai que le consensus rétrospectif est toujours ambigu, surtout pour une personne de la taille du général. Il est vrai que le sondage a été fait [redacted] la première semaine de décembre, quand [redacted] popularité du président actuel était au plus bas. Il n'empêche : le chef de l'État, qui, dès qu'il [redacted] de politique étrangère, incarne la France aux yeux de ses citoyens (64 % contre 25 %), est manifestement perçu comme le [redacted] de file d'un camp en politique intérieure.

De ce sondage, qui prend tant [redacted] à rebrousse-poil, il ressort que les clivages politiques prospèrent et s'épanouissent sur ce socle social plus cohérent et plus solide qu'on ne se le figurait. Tout se passe comme si les batailles politiques de plus en plus acharnées et équilibrées cachaient un consensus social se renforçant discrètement. On peut considérer que les deux phénomènes sont en contradiction. On peut imaginer aussi qu'ils forment, au contraire, un couple naturel et que l'alternance ne pouvait cesser d'être une hypothèse improbable qu'à condition que la société française ait d'abord renforcé sa cohésion. Une telle explication n'est évidemment pas très marxiste. Mais c'est en somme ce qui se passe dans toutes les social-démocraties européennes.

(Mardi 8 février.)

…EW-YORK ?

…on fédérale … sa position

GRÈVE PROBABLE A LA R.A.T.P. MERCREDI 9 FÉVRIER

M. EDMOND SIMEONI TEND LA MAIN AUX CONTINENTAUX RÉSIDANT DANS L'ÎLE

LE CONSEIL DES MINISTRES CONSACRÉ AUX RYTHMES SCOLAIRES EST REPORTÉ AU 25 FÉVRIER



ASIE

Inde

Mme Gandhi et son fils

A peine a-t-elle annoncé la tenue [redacted] générales, [redacted] prochain, [redacted] Mme Gandhi fait face [redacted] une nouvelle [redacted] cette fois au [redacted] parti, le Congrès. Pour la première fois depuis [redacted] proclamation de l'état d'urgence, en juin [redacted], une personnalité dirigeante parmi les plus influentes, M. J. Ram, quitte [redacted] éclat à la [redacted] la formation gouvernementale [redacted] le [redacted] Mme Gandhi, dont, [redacted] l'âge [redacted] *soixante-huit ans, il* [redacted] *le* doyen. Ministre [redacted] l'agriculture [redacted] l'irrigation, poste important [redacted] Inde — il avait [redacted] également ministre [redacted] la [redacted] au moment du conflit indo-pakistanais [redacted] 1971, — M. Ram [redacted] lancer [redacted] un violent réquisitoire contre le régime, dénonçant [redacted] « tendances inquiétantes » [redacted] toritarisme et la « concentration du pouvoir [redacted] d'une coterie, ou même d'une personne ».

[redacted] *routier* [redacted] *la politique* indienne, [redacted] de trouver [redacted] appuis, [redacted] auprès [redacted] nombreuses *communautés des* intouchables (*plus* du septième [redacted] la population) [redacted] minorités [redacted] le principal représentant au Parlement, M. [redacted] a attendu l'annonce [redacted] pour [redacted] part [redacted] sa [redacted] Mais la [redacted] depuis plusieurs mois, surtout depuis la fulgurante ascension — phénomène unique dans [redacted] l'Inde contemporaine — [redacted] cadet du premier ministre, M. San[redacted] Gandhi. [redacted] c'est avant tout l'héritier présomptif du premier ministre qui [redacted] visé [redacted] véritable déclaration de guerre lancée [redacted] ministre démissionnaire. A travers ce geste, c'est un conflit de générations plus qu'une crise idéologique qui éclate [redacted] grand jour.

Les membres [redacted] la vieille [redacted] du [redacted] et à plus [redacted] raison ses dirigeants [redacted] longue [redacted] comme M. Ram, [redacted] nostalgie de l'époque [redacted] ils tiraient les ficelles du jeu politique. Ils n'ont accepté qu'à contrecœur, [redacted] en [redacted] l'« esprit de discipline » imposé [redacted] d'urgence, [redacted] « [redacted] » par un nouveau venu, [redacted] fils de Mme Gandhi et le petit-fils [redacted] Nehru. [redacted] en avant par [redacted] mère, et [redacted] plus puissant qu'un ministre, [redacted] qu'il ne [redacted] l'élu du peuple (il se présentera [redacted]ment aux prochaines élections), M. [redacted] Gandhi, [redacted] trente ans, a joué ces derniers [redacted] un [redacted] premier plan [redacted] nationales. Le premier [redacted] n'a [redacted] politique [redacted] assurant [redacted] ne serait pas appelé [redacted] de [redacted]

Il ne fait pas de doute non plus que [redacted] nombreux parle[redacted] du mouvement national pour l'indépendance, et qui règnent comme [redacted] potentats sur leurs fiefs électoraux depuis [redacted] ans, éprou[redacted] le sentiment que leur autorité [redacted] battue en brèche par la montée [redacted] jeunes aspirant au changement, et qui adhèrent par millions, [redacted] New-Delhi, au mouvement de jeunesse animé [redacted] M. Sanjay Gandhi. [redacted] jeunes voient en lui un dirigeant [redacted] complexe qui [redacted] un programme simple mais audacieux, puisqu'il prévoit notamment l'abolition [redacted] *et* [redacted] la [redacted] Mme Gandhi souhaite que cette puissante [redacted] fond favorise un renouvellement [redacted] un rajeunissement de sa majorité parlementaire.

[redacted] Mme Gandhi [redacted] nouvelle épreuve ? [redacted] étant levée, l'événement ne manquera [redacted] d'apparaître [redacted] tout Indien comme un [redacted] pour le [redacted] du gouvernement. M. Ram demande la [redacted] de l'état d'urgence, [redacted] finalement le retour [redacted] la [redacted]*tion qui prévalait* [redacted] qu'il [redacted] imposé. [redacted] nombreuses lois d'exception entravent [redacted] libertés fondamentales.

La démission de M. Ram rend *plus délicate* encore [redacted] bataille que le premier ministre va devoir livrer [redacted] cours [redacted] prochaines [redacted]

(Vendredi [redacted] février.)

L'AFGHANISTAN EN QUÊTE D'UNE RÉPUBLIQUE

De notre envoyé spécial

Kaboul. — Dans les grandes artères de [redacted] capitale, un cortège s'avance, un peu fantomatique, au milieu des bourrasques [redacted] neige. Deux [redacted] mille personnes défilent [redacted] criant, sans [redacted] conviction, [redacted] en pashtoum : « *Vive* [redacted] *République !* » ou « *Vive la Grande* [redacted] ». Elles portent des [redacted] rouges exaltant « *l'uni*[redacted] *nationale* » et arborent, à des dizaines d'exemplaires, un portrait fleuri. Cet homme aux traits lourds [redacted] au [redacted] *l'image — répandue dans* [redacted] lieux publics [redacted] boutiques [redacted] l'Afghanistan — [redacted] surveiller les allées et [redacted] chacun, [redacted] le « [redacted] » le ci-devant [redacted] (prince) Mohammed Daoud, président de la République [redacted] après avoir [redacted] pendant dix ans, [redacted] régent du royaume.

La petite troupe des manifestants est composée, pour l'essentiel, d'hommes, habillés à l'occidentale. La foule des [redacted] qui contemple le [redacted] compte, elle, davantage [redacted] portant [redacted] *tchapan* [redacted] *turban,* [redacted] *du* [redacted] noir ou [redacted] ciel, qui [redacted] la [redacted] pieds. [redacted] familiers [redacted] boul [redacted] s'y [redacted] : [redacted] manifestants transis [redacted], pour l'essentiel, des fonctionnaires des ministères de l'intérieur et des finances, descendus dans la rue en [redacted] commandé.

[redacted] que le cortège s'écoule, [redacted] l'Etat apparaît [redacted] nue dans [redacted] bourrasque, tenant [redacted] la main [redacted] étonnamment hum[redacted] fort [redacted] l'Afghanis[redacted] l'ovationnent.

Les manifestations auxquelles a donné [redacted] « campagne » pour la [redacted] de la [redacted] Assemblée ne pouvaient guère avoir un [redacted] politique précis : [redacted] quelques jours [redacted] séance inaugurale de cette *loya jirgah*, chargée d'approuver la première [redacted] républicaine de l'Afghanistan, nul ne pouvait encore donner la moindre indication sur ce texte, élaboré dans le plus [redacted] secret, des mois durant, par une [redacted] de vingt [redacted] le [redacted] par le chef [redacted] On ne [redacted] même pas [redacted] compte[redacted] !

Une [redacted] *certitude* : [redacted] des quelque trois [redacted] d'une cinquantaine de personnalités siégeant ès-qualité — ministres, membres du [redacted] central de la [redacted], membres de la Cour suprême et du [redacted] *de rédaction de la* [redacted] — des civils et des militaires désignés par le président de la République participent aux travaux de la *loya jirgah*. Ainsi M. Daoud a-t-il entendu [redacted] tude pesant sur [redacted] composition de l'Assemblée.

[redacted] *relative,* [redacted] Les représentants du peuple, [redacted] effet, n'ont pas été élus selon le mode occidental, [redacted] désignés par acclamations à [redacted] d'assemblées de villages ou de quartiers : dans ces circons[redacted] *la notoriété compte* évidemment [redacted] davantage que [redacted] opinions. Sur [redacted] plan idéologique, [redacted] pouvait manquer [redacted] donner [redacted] assemblée fortement [redacted] imprégnée [redacted] toutes [redacted] nuances de l'esprit islamique, parfois progressiste chez [redacted] urbains [redacted] le plus souvent rétrograde.

Le « leader de la révolution », [redacted] *président* [redacted] a-t-il [redacted] rétablir l'équilibre par [redacted] « injection » massive [redacted] l'Assemblée [redacted] militaires [redacted] civils progressistes désignés par ses [redacted] Bien que [redacted] *loya jirgah* ne [redacted] nullement, dans la tradition historique afghane, une institution de nature démocratique (1) [redacted] ne souhaitait [redacted] prêter [redacted] *aux accusations* [redacted] « *manipulation* » ou [redacted] « *pseudo*[redacted] » que [redacted] intérieurs [redacted] observateurs étrangers [redacted] décidés [redacted] lui [redacted] « *démocratisation* » [redacted] n'était-elle [redacted] — [redacted] la [redacted] corruption — un [redacted] objectifs annoncés [redacted] la « *révolution* » du 17 juillet [redacted] !...

Mais, surtout, l'homme que [redacted] anglo-saxonne [redacted] guère surnommé « *le prince* [redacted] » n'est peut-être [redacted] présence d'une « cham[redacted] introuvable ». M. [redacted] porté [redacted] le [redacted] de [redacted] une poignée [redacted] jeunes *officiers* progressistes, voire communisants, [redacted] conjura[redacted] avait peut-être un peu [redacted]ment [redacted] qui, ne sachant trop quoi [redacted] du pouvoir, [redacted] au plus prestigieux [redacted] afghans (2). Or, [redacted] plusieurs mois, [redacted] nouvel [redacted] fort [redacted] entrepris [redacted] l'écart les [redacted] les plus avancés. Des ministres, des gou[redacted] militaires, ont, ainsi, [redacted] se retirer.

Sur le plan institutionnel, [redacted] manifestée, assez rapidement, par [redacted] mise en veil[redacted] mystérieux [redacted] cen[redacted] — [redacted] conseil [redacted] la révolution, composé [redacted] douzaine de jeunes officiers — au profit du gouvernement, et surtout du président. Celui-ci, qui cumule les [redacted] de [redacted] l'Etat et du gouvernement, de ministre des armées et des affaires étrangères, *dirige désormais* le pays avec une équipe de conseillers et de jeunes ministres dont il exige le dévouement à sa personne plutôt que des brevets de progressisme.

construisant des routes [redacted] infrastructures de toute nature, offrant ses [redacted]pétences en ma[redacted] de planification économique [redacted] prospection géologique, dé[redacted] sur [redacted] de techniciens... Bien [redacted] gouvernement qui [redacted] sont [redacted] à Kaboul [redacted] eu à cœur [redacted] faire également contribuer l'Occident — et notamment [redacted] Etats-Unis [redacted] *l'Allemagne* [redacted] — *au dé*veloppement du pays, le poids de la présence soviétique [redacted] pouvait qu'inquiéter ce [redacted] sourcilleux [redacted] demeure, par-delà les changements [redacted] régime, M. Daoud. Il s'efforce, aujourd'hui, d'échapper [redacted] relative « finlandisation » [redacted] son [redacted] en [redacted] un [redacted] candidat [redacted] l'hégémonie dans [redacted] continent *asiatique, l'Iran.* [redacted] *président* afghan [redacted] obtenu des prêts [redacted] importants du chah [redacted] Téhéran [redacted] supplanté Moscou comme premier bailleur de fonds [redacted] Kaboul.

[redacted] l'on ajoute [redacted] amé[redacted] depuis longtem[redacted] médiocres, [redacted] l'Afghanistan [redacted] le Pakistan (3), [redacted] président [redacted] donc quelques succès [redacted] son actif.

Il [redacted] *quelques mois,* [redacted] *mon*naie [redacted] réévalu[redacted] par rapport... au dollar. [redacted] d'avoir [redacted] l'afghani la devise... la plus [redacted] monde qui donne [redacted] M. Daoud la certi[redacted] qu'il jouit [redacted] confiance [redacted] ses concitoyens ? [redacted] étrangères, bien [redacted] ce [redacted] peut [redacted] : [redacted] envois de [redacted] près d'un million de [redacted] afghans émigrés — [redacted] en Iran, [redacted] dans [redacted] Golfe, [redacted] Inde ; [redacted] la [redacted] comptes, et, enfin, les bénéfices, moins avouables, [redacted] au [redacted] du pavot vers les [redacted] voisines : autant [redacted] pour l'Afghanistan.

[redacted] la prospérité [redacted] ses [redacted] L'Afghanistan fait partie [redacted] vingt-cinq [redacted] *plus* [redacted] *monde,* [redacted] 80 [redacted] tête. Quatre [redacted] ont quelque peu [redacted] le [redacted] la famine [redacted] ce peuple [redacted] paysan à 80 [redacted] (4). [redacted] *sait, ici, qu'un* [redacted] neige ou un printemps [redacted] pluie provoquerait une catastrophe comparable [redacted] Or [redacted] peu a [redacted] fait, depuis trois ans et demi que la République a été instaurée, pour améliorer le *sort des Afghans.* Kaboul se modernise, mais les [redacted] irriguées [redacted] de routes asphal[redacted] s'allonge, [redacted] emploi [redacted] n'a été [redacted] Ce régime, comme le précédent, semble hésiter [redacted] donner le coup de pouce qui ferait [redacted] de sa torpeur quasi [redacted] prudence, sera[redacted] tenté [redacted] un pays sans [redacted], sans [redacted], sans [redacted] déplorable « [redacted]sation » et sans cette [redacted] de la [redacted] de la part des riches qui [redacted] le lot [redacted]naire des pays lancés [redacted] un *développement trop rapide. Voici* un pays où [redacted] *société* [redacted]nelle, paternaliste, protège, relativement, les plus faibles...

Tout changer pour tout garder

Est-ce à dire que le président afghan a mis au rencart un de ses objectifs proclamés, [redacted] était de faire des « *réformes* » ? Les quelques *mesures importantes* [redacted] en 1974 et en 1975 — [redacted]tion des banques et des compagnies d'assurances, [redacted] agraire — demeureront-elles sans suite ? [redacted] créditent, au contraire, l'actuel [redacted] *intentions.* [redacted] la ligne [redacted] mo[redacted] qui, au [redacted] ce siècle, cherchèrent à moderniser le pays. Il semble, pourtant, [redacted] décla[redacted] *éco*[redacted] » s'espacent. [redacted] *pourraient* [redacted] proclamations en faveur d'un [redacted] « *islamique* » — pavillon [redacted] recouvrir [redacted] plus [redacted]

M. [redacted] — unanimement [redacted] connu comme un politicien [redacted] et [redacted] fin [redacted] la [redacted] pays — cherche, sans trop [redacted] dogmatisme, à naviguer entre [redacted] se [redacted] brisés, [redacted] un demi-[redacted] d'intervalle, [redacted] *afghans :* [redacted] « *volon*tarisme », qui [redacted] roi Amanoullah [redacted] brûler, entre [redacted] et 1929, [redacted] la réforme, [redacted] lui [redacted] milieux traditionalistes musulmans, et, finalement, le peuple [redacted] entier ; [redacted] *l'immobilisme, qui* [redacted] *par per*dre [redacted] Zaher Shah, [redacted] avec lui, la [redacted]

La monarchie, [redacted] la [redacted] royale ! [redacted] chute du [redacted]verain, [redacted] 1973, a [redacted] à peu près unanimement applaudie par [redacted] Afghans.

[redacted] ceux-ci avaient-ils pris [redacted] que [redacted] pouvoir [redacted] remis à un homme rien moins que « neuf » ? [redacted] Nader Shah — vainqueur [redacted] Anglais [redacted] 1919, [redacted] national, [redacted] *1929* à [redacted] père [redacted] déposé en 1973 ; membre du clan pashtoun [redacted] Mohammedzai, qui régnait sur l'Afghanistan depuis 1836 ; [redacted] surcroît [redacted] premier ministre, et, en quelque sorte, « régent » du pays de 1953 à 1963 : pouvait-on penser que M. Mohammed [redacted] — [redacted] savait, [redacted], qu'il [redacted] son [redacted] — [redacted] convertirait sans arrière-pensée [redacted] *l'idée républicaine ?* Tou[redacted] que les personnes [redacted] la lignée roy[redacted] ont, dans l'ensemble, gardé les positions qu'elles occupaient avant le coup d'Etat : que l'ancien [redacted] reçoit, [redacted] son exil romain, une [redacted] civile, [redacted] confortable ; et que [redacted] les chances de [redacted] pouvoir du général Abdul Wali, ancien bras [redacted] *de Zaher* [redacted] coup d'Etat et libéré il y a quelques mois — une remarquable intelligence politique, dit-on, [redacted] aussi cousin germain de l'ancien roi... et de l'actuel président. Dans [redacted] italienne, [redacted] Shah [redacted] *peut-être sur ce précepte* du « *guépard* » [redacted] l'écrivain Lampedusa : « *Tout changer,* [redacted] *garder !* »

Le surnom [redacted] « *prince* [redacted] » avait, [redacted] partie, [redacted] donné [redacted] M. [redacted] en [redacted] politi[redacted] étrangère [redacted] La conclusion, [redacted] 1964, [redacted] le vœu [redacted] Kaboul, du [redacted] militaire [redacted] Bagdad, [redacted] partie l' « [redacted] *héréditaire » pakistanais ;* le refus [redacted] Washington [redacted] moderniser [redacted] afghane : autant de rai[redacted] qui l'avaient alors poussé [redacted] au non-alignement rigoureux [redacted] il [redacted] réclamait, [redacted] tourner [redacted]

L'Union soviétique n'avait guère [redacted] à répondre [redacted] l'invite, équipant [redacted] suréquipant l'armée.

Le président Daoud est [redacted] bout de cinq [redacted] « complots » — disqualifiés comme « réactionnaires » — depuis son retour au pouvoir [redacted] Le dernier remonte [redacted] pseudo-[redacted] qu'il a [redacted] de [redacted] prédécesseur, au [redacted] Kaboul, il ne paraît guère [redacted] rumeur [redacted] qui montent [redacted] : notables empê[redacted] faire [redacted] mesures « socialisantes » prises ces dernières années ; Kabouli victimes [redacted] la rénovation urbaine ; paysans [redacted] plus [redacted] plus à l'étroit [redacted] terres ; [redacted] jeunes [redacted] rêvant [redacted] peuple... Il est à craindre [redacted] la *loya jirgah* [redacted] pas l'écho [redacted] ces protestations.

JEAN-PIERRE [redacted]

(Jeudi [redacted] février.)

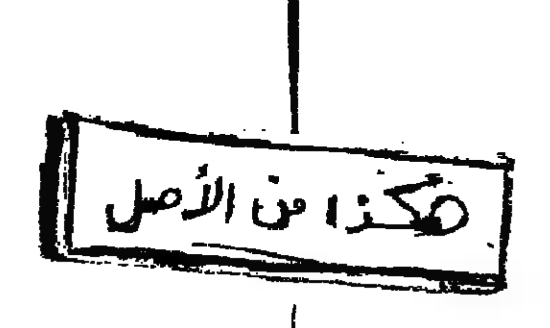
(1) La « loya jirgah » est, [redacted] l'ori[redacted] l'assemblée [redacted] tribus [redacted] dominant [redacted] sud [redacted] convoquée [redacted] nom[redacted] reprises [redacted] de l'Afghanistan, [redacted] plus [redacted] pour confirmer [redacted] d'un [redacted] der[redacted] traditionnelle [redacted] en 1964. [redacted] approuvé la Constitution octroyée par [redacted] qui prévoyait [redacted] d'un Parlement. L'un des premiers [redacted] M. [redacted] juillet 1973, [redacted] Par[redacted]

(2) [redacted] Daoud [redacted] chef [redacted] afghane. De surcroît, comme [redacted] ministre, il s'était particulièrement intéressé à la modernisation [redacted] militaires du pays.

(3) L'Afghanistan ne [redacted] tracé de [redacted] frontière [redacted] Pakistan, [redacted] « ligne Durand-Mor[redacted] » qui [redacted] à [redacted] époque [redacted] la colonisation anglaise aux [redacted] avait, [redacted] surcroît, [redacted] protectorat [redacted] Il ne [redacted] revendiquer le droit à l'autodétermination [redacted] provinces [redacted] *peuplées* [redacted] Pathans, qu'il englobe sous l'ap[redacted] « [redacted] ».

(4) [redacted] estimations [redacted] faisant [redacted] 18 millions d'ha[redacted] paraissent [redacted] « [redacted] étrangères, [redacted] population serait [redacted] 12 millions de [redacted] à [redacted] nomades. Un [redacted]ment, le premier [redacted] est en préparation sous l'égide [redacted] Nations [redacted]

هكذا من الأصل



ASIE

Chine

Une nouvelle politique militaire est mise [redacted] point [redacted] Pékin

(Suite de la première page.)

[redacted] première vue, [redacted] nature des organisations [redacted]tées aux réunions qui viennent de se tenir à Pékin — comme les trois expériences nucléaires réalisées depuis la mort de Mao — laissent sup[redacted] que [redacted] nouveau pré[redacted] du P.C. [redacted] ceux qui l'entourent sont prêts à donner l'avantage à la mise au point et à la production d'armements modernes, et perfectionnés, plutôt qu'à l'entretien indéfini de troupes innombrables dotées d'un équipe[redacted] élémentaire, sinon désuet. Tous les chefs de l'armée, y compris ceux à qui le commandement d'importan[redacted] garnisons donne une [redacted] politico-géographique rien moins que négligeable, s'ac[redacted]t-ils de ce choix ?

La publicité exceptionnelle donnée à cette rencontre [redacted] dirigeants politiques et les hauts responsables de la défense nationale est sans doute destinée à créer une impression d'harmonie dans les instances les plus élevées du régime, [redacted]re que de [redacted]aves q[redacted]ions d'« *organisation* [redacted] restent en suspens. Pour s'en tenir au domaine militaire, le poste de chef d'état-major général des forces armées — *occupé par M. Teng Hsiao-ping* jusqu'à sa destitution, en avril — reste sans titulaire.

Parallèlement, la campagne de condamnation de la « *bande des quatre* » donne des signes d'essoufflement. Dans son numéro de *samedi, le Quotidien du Peuple* a reproduit un article du dernier numéro du *Drapeau rouge* critiquant « *certains camarades* » « *qui n'ont pas une compréhension suffisante de la gravité de cette lutte* » et « *sous-estiment l'influence néfaste exercée par les inepties révisionnistes contre-révolutionnaires de la « bande des quatre »*. L'organe du P.C.C. revient à la charge sur le même thème, ce lundi 7 février, avec un éditorial — conjoint au *Drapeau rouge* et au journal de l'armée, *Libération* — qui précise le sens de ces mises en garde. Ce texte, curieusement, ne dit mot de [redacted] classes, [redacted] parle beaucoup de la lutte de lignes. S'ap[redacted] une citation de Mao suivant laquelle « *la compréhen[redacted] progressive de [redacted] tion [redacted] socialisme et capita[redacted]* » [redacted] « *le* [redacted] *principal* » et l'« *axe* », [redacted] auteurs affirment : « *Approfondir notre dénonciation* [redacted] « *la bande des quatre* », [redacted] *à l'heure* [redacted] *notre sujet principal* [redacted] *axe.* »

[redacted] la dénonciation [redacted] « quatre » et de leurs méfaits n'est p[redacted] que [redacted]mme un moyen d'att[redacted] objectifs « *de stabilité et* [redacted] » [redacted] par le président Hua, [redacted] réaliser les [redacted] de [redacted] économique. [redacted] lancé [redacted] la discipline, [redacted] les cadres sont invités à « *prend[redacted] leurs responsabilités* », à « *participer personnellement au travail* » et à « *renforcer le travail idéologique et politique de manière convaincante et concrète* ».

Sans doute ces consignes de discipline et d'unité — chaque *citoyen chinois* est *littéralement* prié [redacted] *mettre au pas* » — sont-elles en partie destinées à conjurer les tensions sous-jacentes au sein du régime. Elles paraissent surtout répondre à des manifestations de lassitude dans le développement de la campagne en cours. Ces manifestations sont d'autant plus préoccupantes qu'elles risquent de faire tourner court l'opération de mobilisation des énergies lancée à partir de la critique et de la dénonciation des dirigeants déchus. En bref, le danger pour M. Hua Kuo-feng [redacted] plus ni moins [redacted] voir l'appel qu'il a lancé [redacted] un [redacted] exceptionnel pour la [redacted] tâches énumérées dans son discours à la conférence nationale sur l'agriculture, se heurter à la force d'inertie d'une société fondamentalement paysanne, peu encline au changement.

ALAIN JACOB.

(Mardi [redacted] février.)

PROCHE-ORIENT

Égypte

Un texte renforçant l'arsenal répressif sera soumis à référendum le 10 février

Violente attaque de M. Sadate contre les nassériens

De notre correspondant

Le Caire. — Pendant la retransmission [redacted] radio-télévisé [redacted] cent dix minutes pro[redacted] le jeudi [redacted] février [redacted]ar le p[redacted] le chef de l'État égyptien [redacted] décret [redacted] au [redacted] 10 [redacted] le [redacted] par lequel les [redacted] invités à [redacted] un [redacted] aggravant les peines prévues en cas [redacted] manifestations ou [redacted] fraude. [redacted] seront [redacted] rétro[redacted]. Dans [redacted] conjoncture actuelle, [redacted] au premier chef les [redacted] nassériens [redacted] marxistes.

[redacted] plan [redacted] n'a [redacted] qu'une seule [redacted] portée pratique. [redacted] concerne la majorité des Egyptiens : à l'avenir, les exploitants possédant moins de 3 feddans (1 hec[redacted] un [redacted] contribuables ayant un [redacted] annuel inférieur à l'équivalent [redacted] F [redacted] plus d'impôts.

Prononcée deux semaines après les troubles qui ont ébranlé les villes égyptiennes et fait quatre-vingts morts, l'allocution présidentielle a été écoutée plus qu'aucune autre depuis le conflit de 1973. La vigueur extrême avec *laquelle le Raïs a critiqué le nassérisme* a stupéfié nombre d'Egyptiens, mais elle a levé définitivement une ambiguïté que M. Sa[redacted] jusqu'ici.

Désormais on saura qu'aux yeux du président [redacted] « *il n'y a plus de* [redacted] *les communistes* [redacted] *les héritiers de* [redacted]. Mieux [redacted] : « *Il n'y a plus de nassériens, mais seulement des rancuniers.* » « *Nasser*, a-t-il dit encore, [redacted] *mort lors* [redacted] *1967.* »

En dénonçant les nassériens et en les associant à ses pires ennemis, les communistes, M. Sadate, qui ne peut ignorer que, politiquement ou sentimentalement, [redacted] bonne partie [redacted] restés attachés au souvenir [redacted] premier Raïs, risque de grossir [redacted]angs de ses détracteurs. Mais [redacted] clarification [redacted] du régime égyptien, [redacted] propos du président portant en fl[redacted] une inimitié [redacted] plus [redacted] plus vive [redacted] l'endroit [redacted] Soviétiques, plairont en Occident, et surtout dans les cours de la pénin[redacted] Arabique. L'accentuation de l'anticommunisme est aussi de nature à apporter au Raïs le soutien non négligeable de divers courants islamiques intégristes qui, jusqu'à présent, se sont montrés *réservés ou hostiles à son* égard.

A partir de maintenant, les personnes participant à des « *grèves, manifestations, destructions ou occupations de biens* » ou appartenant à des « *organisations secrètes* » seront passibles des travaux forcés à perpétuité. La même peine, mais à [redacted] sera infligée aux fraudeurs fiscaux. Tout Égyptien a trois mois pour informer l'État de tout ce qu'il possède. « *Accapareurs* » et « *éléments subversifs* » seront sanctionnés.

Dans l'immédiat, ce sont essentiellement *les militants nassériens* ou marxistes qui sont visés. Selon le Raïs, le Rassemblement progressiste (quatre députés au *Parlement) de M. Khaled Mohieddine* a été seulement « *utilisé* » par les « *comploteurs* ». Mais dans son emportement M. Sadate a regretté de ne pas avoir [redacted] la [redacted] la [redacted] politique lors des événements de mai 1971, qui furent suivis de l'arrestation des principaux dirigeants nassériens [redacted] de [redacted] ont [redacted] libérés depuis, [redacted] [redacted]tre eux.)

Aujourd'hui, la gauche légale, malgré la suspicion du chef de l'État à son égard, est en principe assurée de pouvoir survivre, puisque celui-ci « *ne reviendra ni sur la liberté ni sur la vie démocratique* ». Comment, en effet, rendre crédible le retour au multipartisme sans une formation de gauche ?

Dès l'avant-veille du discours, on savait que l'expérience de libéralisation en cours ne serait pas remise en question : une rencontre entre le Raïs et des étudiants, au cours de laquelle ceux-ci s'en prirent avec une violence inouïe à l'ensemble de la politique du régime, a été, à l'étonnement général, intégralement radiotélévisée.

Le contraste entre la volonté de restaurer le pluralisme et la décision d'alourdir l'arsenal répressif a été illustré par cette formule du [redacted] aux étudiants : « [redacted] *aura des dents.* »

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

(Samedi 5 février.)

Israël

La rencontre à Genève entre MM. Rabin et Houphouët-Boigny est présentée comme un important succès diplomatique

D[redacted] [redacted] correspondant

Jérusalem. — « *Un mini-Entebbe électoral !* » C'est en ces termes que beaucoup d'Israéliens *ont commenté, dès qu'ils en eurent* connaissance, [redacted] vendredi après-midi 4 *février*, la rencontre que venait d'avoir, à Genève, M. Itzhak Rabin avec le président de la Côte-d'Ivoire, M. Félix Houphouët-Boigny.

La rencontre, qui avait [redacted] *secrète*, a, [redacted], été [redacted] comme [redacted] opération militaire. Les membres du gouvernement n'en ont été informés que dans l'après-midi de jeudi, alors que, deux semaines plus tôt, le directeur du cabinet du premier ministre avait mis au point, avec un proche collaborateur du président ivoirien, les détails de l'entrevue. C'est en décembre que M. Houphouët-Boigny avait exprimé le souhait de s'entretenir avec M. Rabin.

La rupture de 1973

Le président [redacted] conseil israélien, accompagné d'un nombre très réduit [redacted] collaborateurs, avait *quitté l'aéroport Ben-Gourion* à 2 heures du matin dans la nuit de jeudi à vendredi, à [redacted] d'un pet[redacted] avion de [redacted]lienne. A 10 [redacted] il était accueilli par [redacted] président Houphouët-Boigny [redacted] la [redacted] ivoirien, [redacted] banlieue de Genève. Le [redacted] général adjoint du [redacted] israélien des [redacted] étrangères, M. Moshe Allon, a servi d'interprète. Les deux interlocuteurs se sont séparés à 13 heures, après avoir apposé leur signature sur un communiqué commun.

Une partie seulement de ce document, qui constitue une adhésion de la Côte-d'Ivoire aux thèses de Jérusalem sur les conditions dans lesquelles devrait s'engager la négociation de paix, a été révélée de source israélienne. On indique, à Jérusalem, que MM. Houphouët-Boigny et Rabin estiment, dans leur communiqué, que cette négociation doit être fondée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, lesquelles [redacted] prévoient pas la participation de l'O.L.P. aux négociations de paix.

Telle qu'elle a été présentée aux Israéliens, la rencontre de vendredi à Genève marquerait un important succès diplomatique puisque la Côte-d'Ivoire, qui entretenait naguère des rapports très amicaux avec [redacted] au [redacted] arabe, comme la plupart des [redacted] du tiers-monde, lors [redacted] la guerre d'octobre 1973, [redacted] rompu ses relations diplomatiques avec Jérusalem.

Des entretiens sont prévus avec d'autres chefs d'État africains

L'entretien [redacted] de [redacted] *pourrait donc marquer une évo[redacted]* favorable des rapports [redacted], mais M. Rabin [redacted] tenu [redacted] préciser, [redacted] retour en Israël, qu'il [redacted] fallait [redacted] s'attendre à une reprise immi[redacted] diplomatiques. Cependant, a-t-il indiqué, [redacted] se multiplier [redacted] niveaux, [redacted] surtout aux [redacted]. Prenant [redacted] parole [redacted] une [redacted] kibboutz, [redacted] la nuit [redacted] vendredi, [redacted] premier [redacted] a annoncé [redacted] contres avec [redacted] chefs [redacted] africains [redacted] prévues, [redacted] moindre pré[redacted] *sur* [redacted] *futurs* interlocuteurs ni [redacted] les [redacted]

Les [redacted] par M. Rabin [redacted] en lumière les [redacted] deux plus impor[redacted] dirigeants [redacted] l'Afrique noire francophone [redacted] le conflit du [redacted]. Une divergence semble [redacted] se des[redacted] : alors que M. Senghor, qui a ren[redacted] à Paris des représentants [redacted]l israélien pour la paix israélo-palestinienne, et des délé[redacted] l'O.L.P., paraît soutenir une participation pal[redacted] aux pourparlers de paix, M. Houphouët-Boigny, en se référant aux résolutions 242 et 338, et en choisissant de s'entretenir avec M. Rabin, paraît se rallier à la thèse du gouvernement israélien.

M. Rabin a toutefois laissé entendre que le président ivoirien ne lui avait pas paru insensible à l'« ensemble » des arguments arabes. M. Houphouët-Boigny avait rencontré récemment à Genève une [redacted] de [redacted]

ANDRÉ SCEMAMA.

[redacted] 7 [redacted]

[N.D.L.R. — C'est [redacted] dernier que M. Houphouët-Boigny a rencontré à Genève le Dr Issam Sartaoui, chargé par M. Arafat des contacts secrets avec les Israéliens. On apprenait alors de bonne source que le [redacted]t ivoirien avait assuré le [redacted] de l'O.L.P. que les relations [redacted] ne seraient [redacted] entre Abidjan [redacted] salem avant [redacted] M. Rabin [redacted] une « attitude positive » [redacted] l'égard du problème palestinien.]

AMÉRIQUES

Pérou

Des élections générales pourraient avoir lieu en 1980

Le gouvernement [redacted] *Lima a publié*, [redacted] dimanche 6 février, un plan de quatre ans qui évoque la [redacted] « d'institutionnaliser [redacted] réformes du régime » et prévoit des élections générales [redacted] une date qui n'est cependant pas précisée. On [redacted] dans [redacted] milieux politiques que [redacted] *pourrait avoir lieu* [redacted] 1980. Les réformes envisagées par le plan quadriennal sont d'autre part plus techniques que structurelles, ce qui confirme l'influence grandissante [redacted] conservateurs [redacted] armées.

De notre correspondant

Lima. — Les militaires péruviens ont-ils l'intention de remettre le pouvoir aux civils ? Cette question fait aujourd'hui l'objet des conversations politiques à Lima. Les indices d'une évolution en ce sens existent. La presse évoque la perspective d'élections municipales cette année. Répondant, à la fin de l'année dernière, lors d'une conférence de presse, à une question du correspondant du *Monde* à Lima, le président Fran[redacted] que, dans un [redacted] de trois à qua[redacted] ans, le gouv[redacted]t ferait « *participer progres[redacted]* *civils du pays* » au pouvoir politique en vue de « *le leur remettre* ». Il annonçait également qu'une commission composée de *militaires terminait l'élaboration* d'un « *plan politique* ».

L'idée d'un retour aux casernes a, récemment, [redacted]é du terrain au sein même des forces [redacted] A [redacted] du pr[redacted] Alvarado, [redacted] concept [redacted] « *é*[redacted] » étai[redacted] l'objet de [redacted]thèmes. Pour [redacted] ciers radicaux, la « *démocratie représentative* » — fréquemment interrompue, d'ailleurs, par des *coups d'État* — [redacted] limitée, [redacted] Pérou, à une [redacted] douteux [redacted] appareils [redacted] partis [redacted] coupés [redacted] réa[redacted]. Soumises à l'influence des « [redacted] » locaux, les élections [redacted] qu'apparemment démocratiques : [redacted] la [redacted] consultation [redacted] en 1963, il y avait à peine deux millions de [redacted]tants, pour une population estimée alors à 13 millions. Seules les [redacted] armées, poursuivaient-ils, [redacted] à même de réaliser [redacted] réformes dont [redacted] pays [redacted] besoin.

Les termes du [redacted] changé. D'une part, les militaires aux commandes depuis plus de huit ans doivent faire face à l'usure, classique, du pouvoir. De plus, le gouvernement des forces armées, face à la crise économique, cherche, désormais, avant tout, à retrouver la confiance des investisseurs, nationaux et étrangers. Ces officiers ont, il y a quelques mois, demandé et obtenu, le départ de ministres radicaux qui faisaient, estimaient-ils, obstacle à la nouvelle stratégie économique. Ils vont, désormais, *au bout de* leur raisonnement : ils affirment que seul le retour des civils au pouvoir restaurera la *confiance* des milieux financiers. Ils soulignent, également, que la permanence des militaires au gouvernement risque de mettre en péril l'unité des forces armées à une heure où le pays fait face, à ses frontières, à une situation délicate.

Mais de quelle façon transférer le pouvoir ? Le président Morales a exclu des « *élections traditionnelles* ». Il voudrait « *commencer à essayer* » des formules nouvelles « *au niveau local* ».

Ballons d'essai

[redacted] militaires sont-ils unis sur [redacted] question ? [redacted] n'est [redacted] sûr, bien que la nécessité de trou[redacted] une solution [redacted] de tous. Le pr[redacted] Bermudez, le général Arbulu, premier ministre, [redacted] plusieurs [redacted] régions militaires devraient q[redacted] le [redacted] à [redacted] fin de [redacted]

Le gén[redacted]nera-t-il le pouvoir l'année prochaine ? Des ballons d'essai sont parfois lancés en faveur de l'élection d'une Assemblée constituante et de la nomination à la présidence d'un militaire à la retraite. *L'actuel chef de l'État* serait un candidat tout indiqué. Mais d'autres généraux retraités n'hésitent pas à affirmer, en privé, que, dans ce cas, on les trouverait sur les rangs.

Sur quelles forces pourrait s'appuyer l'actuel [redacted] ? En autorisant le retour au Pérou de plusieurs personnalités conservatrices liées [redacted] régime [redacted] qui [redacted] en exil, [redacted] permettant la déportation [redacted] radicaux « vélasquistes », en remettant en cause plusieurs réformes de la « *première phase de la révolution* », le général Morales Bermudez semble avoir délimité un espace politique. Mais de quelle marge disposera-t-il face aux officiers « durs » qui contrôlent des postes importants au sein du gouvernement ou à la tête de régions militaires ?

On estime souvent à Lima que l'expulsi[redacted] d'[redacted] généraux « vélasq[redacted] » a été décidée [redacted] majorité au sein des forces armées, sans que le président ou le premier ministre [redacted]ment approuvée. Bien que cédant progressivement aux pressions des officiers les plus conservateurs, le chef de l'État ne serait pas prêt, pour autant, à *s'aligner sur eux* en acceptant le démantèlement de la « révolution », et une « remise en [redacted] » inspirée de l'exemple de *certains* pays du [redacted] du continent.

Les secteurs centristes de l'époque « vélasquiste », quant à eux, n'excluent *pas* un rapprochement avec l'APRA. *La* vieille Alliance pour la révolution américaine apporterait, dans l'opération, son *poids* électoral. *Elle* apparaîtrait, ainsi, plus acceptable aux yeux d'une armée anti-apriste depuis 1932. Une telle formule, qualifiée de « *rassemblement de la droite populiste* » par ses adversaires et d'« *ébauche d'un mouvement social-démocrate* » par ses promoteurs constituerait l'alternative à un « front des gauches », que la crise économique réunira vraisemblablement. Le général Mercado Jarrin, autre *militaire à la retraite*, qui avait été premier ministre de 1973 à 1975, pourrait en prendre la tête.

Chacun se place donc en vue d'une éventuelle consultation électorale ; mais [redacted] organisation n'a encore rendu public un programme susceptible [redacted] venir [redacted] bout de la crise économique — problème évidemment prioritaire. Dans les états-majors des formations de droite, on se contente d'affirmer que le retour des civils au pouvoir « *restaurera la confiance* » du secteur privé. Les milieux industriels, qui, après huit ans de « *processus révolutionnaire* », paraissent *n'avoir rien* [redacted] oublié, réclament un [redacted] quasi [redacted] réformes d[redacted] antérieures. Un tel pas en arrière aurait sans doute pour conséquence un regain de l'agitation sociale et de la répression, comme dans d'autres pays de la région. Face à une droite réactionnaire, à des partis sans imagination, à une gauche atomisée, à une crise économique dont personne — et surtout pas l'opposition — ne voit comment sortir, les [redacted] armées sont, aujourd'hui, elles-mêmes très perplexes.

THIERRY MALINIAK.

(Mardi [redacted] février.)

D'UNE SEMAINE A L'AUTRE...

LUNDI 31 JANVIER

LONDRES. — *Les* [redacted] *affaires étrangères des Neuf* [redacted] *une position commune sur le Proche-Orient et les suites de la conférence d'Helsinki.*

MOSCOU. — *Selon des témoins suédois, un homme se suicide par le feu sur la place Rouge. Cette information sera démentie plus tard par les autorités soviétiques.*

PRAGUE. — *Les* [redacted] *affirment* [redacted] *77.*

SALISBURY. — *Quatre cents écoliers noirs rhodésiens sont enlevés par des maquisards nationalistes au cours de la nuit du 30 au 31 janvier et acheminés sur le Botswana.*

MARDI 1er FÉVRIER

PARIS. — *Mort* [redacted] *Mgr Rodhain, président du* [redacted] *catholique français. Il* [redacted] *de* [redacted] *dix-sept ans.*

— *M. Giscard d'Estaing juge avec sévérité l'attitude de Jacques Chirac qui vient de repousser les propositions de M. d'Ornano visant à constituer, à Paris, des listes d'union* [redacted] *la maj*[redacted]

— *L'ancien ambassadeur de France au V*[redacted] *M.* [redacted] *tue sa femme et ses deux enfants avant de se livrer à la police.*

DILI. — *Un diplomate australien affirme que près de cent mille personnes auraient été massacrées par les forces indonésiennes lors de l'annexion de Timor oriental par l'Indonésie.*

FREETOWN. — [redacted] *d'urgence est proclamé et le couvre-feu est imposé sur* [redacted] *la* [redacted] *Leone après des affrontements entre manifestants progouvernementaux et* [redacted] *la* [redacted] *du* [redacted]

MERCREDI 2 FÉVRIER

KHARTOUM. — [redacted] *l'aéroport* [redacted] *Sud-Soudan.*

NEW-DELHI. — *M. Jag*[redacted] *de l'agriculture,* [redacted] *avec* [redacted] *du gouvernement et du parti* [redacted] *Congrès.*

JEUDI 3 FÉVRIER

[redacted]-ABEBA. — [redacted] *opposés au Conseil* [redacted] *provisoire (DERG) déclenchent une épreuve de force dans les quartiers militaires du* [redacted] *tentative de coup d'État* [redacted] *par les éléme*[redacted] *les* [redacted] *radicaux de la junte, qui prennent le pouvoir.* [redacted] *général Teferi* [redacted] *président* [redacted] *DERG,* [redacted]

DAR-ES-SALAAM. — *M. Young, rep*[redacted] *Etats-Unis à l'ONU, arrive dans la capitale tanzanienne, première* [redacted] *voyage en Afri*[redacted]

MADRID. — *Le secrétaire gé*[redacted]*al du parti* [redacted] *espagnol,* [redacted] *Carrillo,* [redacted] *par* [redacted] *démocratique dans l'une* [redacted] *négocier directement avec* [redacted]

MOSCOU. — *M. Alexandre Guinzbourg, qui gère en Union soviétique un fonds d'aide aux familles de détenus politiques ou d'opposants privés de travail, est arrêté par le K.G.B.*

VENDREDI 4 FÉVRIER

PARIS. — [redacted] « [redacted] » *franco-allemand* [redacted] *veille. M. Giscard* [redacted] *que Paris et Bonn renforceront désormais leur coopération dans le domaine de la conjoncture économique grâce à une concertation périodique, « par exemple trimestrielle ».*

Une déclaration commune sur les problèmes monétaires et énergétiques est adoptée, affirmant notamment l'intention des deux gouvernements de faire au conseil européen, avant la fin de 1977, des propositions tendant à harmoniser les politiques économiques des États membres de la Communauté.

[redacted] *Bonn* [redacted] *leur* [redacted] *commune* [redacted] *ne* [redacted] *favoriser la prolifération* [redacted] *nucléaires » et de* [redacted] *leur échange* [redacted] *vues à* [redacted] *sujet.*

GENÈVE. — *La conférence des Nations unies sur le droit d'asile territorial se sépare sur un constat d'échec après plus de trois semaines de débats.*

— *Entretiens « secrets » entre le président du conseil israélien, M. Rabin, et le président de la Côte-d'Ivoire, M. Houphouët-Boigny.*

MOSCOU. — *M. Georges Krimsky, l'un des quatre journalistes de l'agence américaine Associated Press en poste à Moscou, est expulsé par les autorités soviétiques. M. Carter demande un rapport sur cette affaire au département d'État.*

PRAGUE. — *On apprend qu'une liste de deux cent huit nouveaux signataires de la Charte 77 vient d'être diffusée dans la capitale tchécoslovaque.*

SALISBURY. — *M.* [redacted] *Smith, premier ministre rhodésien,* [redacted]*e toute négociatio* [redacted]*c les nationalistes, « instruments* [redacted] *l'impérialisme soviétique », et lance un nouvel appel aux États-Unis.*

WASHINGTON. — [redacted] *le métro de Chicago : onze morts et plus de deux cents blessés.*

SAMEDI 5 FÉVRIER

DAMAS. — *M. Waldheim, secrétaire général des* [redacted] *M. Arafat. Il quitte le lendemain matin la Syrie pour l'Arabie Saoudite — où il s'entretient* [redacted] *le roi Khaled — avant de poursui*[redacted] *sa tournée au* [redacted] *demeurera toute la* [redacted] *du* [redacted] *février.*

WASHINGTON. — [redacted]*ment américain expulse un correspondant de l'agence Tass.*

DIMANCHE 6 FÉVRIER

DAR-ES-SALAAM. — *Aux cérémonies marquant la naissance du* [redacted]*veau parti unique* [redacted] *révolutionnaire, M. Young, ambassadeur des États-*[redacted]*is à l'ONU, invité par le chef de l'*[redacted]*, M. Nyerere,* [redacted] *M.* [redacted] *hors-la-loi* [redacted] *Le président zambien, M. Kaunda, dema*[redacted] *Washington de reprendre l'initiative d'une négociation de paix* [redacted] *le problème rhodésien.*

SALISBURY. — [redacted] *catholiques blancs sont* [redacted] *cours de la nuit par des* [redacted] *nationalistes.*

LUNDI 7 FÉVRIER

PARIS. — *M.* [redacted] *entreprend* [redacted] *Bretagne pour « confirmer* [redacted] *caractère de priorité qui s'attache au développement de cette région ». La veille, deux attentats à l'explosif, revendiqués par le Front de libération de* [redacted] *Bretagne - Armée républicaine bretonne (F.L.B.-A.R.B.) avaient été commis* [redacted] *Redon.*

GENÈVE. — *Ouverture* [redacted] *trente-troisième* [redacted] *de la* [redacted] *droits* [redacted] *de* [redacted]. *Un nouveau membre : l'Ouganda — à propos d*[redacted] *un rapport d'Amnesty International, publié la veille, rappelle que depuis l'arrivée au pouvoir de M. Idi Amin Dada, les exécutions sommaires ont fait des dizaines de milliers de victimes.*

La révolution pétrolière en Arabie Saoudite

III. - Le Coran et le cimeterre

De notre envoyé spécial ERIC ROULEAU

Bien [redacted] l'Arabie [redacted] dispose de revenus fabuleux, la mise en œuvre de son plan quinquennal [redacted] heurte [redacted] de nombreuses *difficultés*, [redacted] tamment la pénurie de main-d'œuvre. Les principaux bénéficiaires de la révolution pétrolière sont les firmes étrangères et la grande bourgeoisie saoudienne, mais d'autres couches [redacted] la population, en particulier la [redacted] moyenne, profitent également de la prospérité. (Notre précédent numéro.)

Ryad. — *L'étranger* qui prendrait la peine de se rendre avant midi au gouvernorat de Ryad, vieux palais situé sur la place *centrale de la capitale*, serait le témoin d'un spectacle insolite pour lui, coutumier pour les Saoudiens. Il pourrait assister, [redacted] la moindre vérifica[redacted]tité, au *majliss* (conseil quotidien [redacted] tient le prince Sattam Ben Abdel Aziz, vice-gouverneur de la ville, l'un des nombreux demi-frères du roi Khaled.

[redacted] d'apparat [redacted] tient [redacted] une [redacted] au plafond [redacted] par de gigantesques [redacted] cristal; le [redacted] riches tapis d'Orient ; les fauteuils dorés, style XVII[e] siècle, alignés le long des murs, [redacted] de [redacted] soyeux. Plusieurs dizaines d'hommes se tiennent assis ou debout, vêtus à la manière traditionnelle : longue robe blanche (le « *thawb* ») recouverte d'un manteau noir en forme de cape (le «*michlah*»), la tête enveloppée du «*ghoutra*», châle à carreaux *noirs ou rouges* retenu par le « *ogal* », un tour de tête noir en cordon tressé; le sabre ou le poignard recourbé suspendu à la *taille est serti ou non de pierres* précieuses, selon le statut social de celui qui le porte.

A son arrivée, le prince salue l'un après l'autre ses visiteurs, qui lui baisent l'épaule ou [redacted] front ou, plus familièrement, le nez. Pour la plupart de simples citoyens — Bédouins venus de la steppe ou petits boutiquiers de Ryad, agriculteurs, manœuvres ou fonctionnaires, — *ils sont* venus présenter une doléance, demander une faveur, une aide financière ou seulement se rappeler au bon souvenir du vice-gouverneur. Telle est la coutume tribale observée par les responsables de tout rang, en commençant par le roi, les princes et les ministres, qui règlent au jour le jour [redacted] problèmes que posent *leurs administrés.*

Entouré de [redacted] principaux collaborateurs, le prince Sattam — la quarantaine, la moustache bien taillée, portant des lunettes d'écaille — écoute patiemment ses visiteurs, qui se présentent à tour de rôle, parcourt les documents qu'ils lui remettent, donne de brèves instructions à un secrétaire qui prend des notes. « *Est-ce une forme de démocratie directe ?* », demandons-nous au prince. « *Non, c'est* [redacted] *de l'Islam* », répond-il d'un ton [redacted] *comme si le mot de démocratie* l'avait irrité. Eduqué dans une université catholique des Etats-Unis, notre interlocuteur ajoute dans un anglais parfait : « *Notre système de gouvernement est le meilleur du monde ; il mériterait d'être appliqué dans tous les pays et à toutes les époques.* »

De même, les lois en vigueur, inspirées du Coran *ou* de la tradition, lui paraissent exemplaires : le consommateur d'alcool pris [redacted] flagrant délit est flagellé avant d'être emprisonné, le voleur récidiviste est amputé de la main, l'assassin est décapité à l'aide d'un cimeterre, la femme adultère — *qui n'a pas droit à une mise à mort aussi « noble »* — est lapidée. Il est vrai que ces sanctions, appliquées pour l'exemple sur la place publique, [redacted] gouvernorat, sont infligées de plus en plus rarement.

[redacted] est midi, la voix tonitruante du muezzin appelant les fidèles [redacted] la prière résonne dans la ville. Le vice-gouverneur, [redacted] fonctionnaires et de ses visiteurs, se [redacted] pour accomplir ses dévotions dans une pièce aménagée à cet effet, comme dans toutes les autres administrations de l'Etat. *Les rues perdent de leur animation.* [redacted] « *moutawaoun* [redacted] les gardiens de la foi, sorte de police des mœurs, courent la badine à la *main*, hurlant « *salat ! salat !* » (prière), pour inciter les commerçants à fermer boutique, les piétons à presser le pas pour se rendre à la mosquée la plus proche.

La société saoudienne est un univers d'hommes. La ségrégation des sexes empêche la femme d'exercer la quasi-totalité des métiers. Il lui est interdit de *conduire une voiture, de se montrer* sans raison valable. Cloîtrée chez elle, elle ne sort, le plus souvent accompagnée par un mâle *de sa famille*, que pour faire ses emplettes. Vêtue de noir de la tête aux pieds, on l'aperçoit dans les souks soulevant un coin d'un voile épais (le *hegab*) pour examiner de [redacted] — coquetterie oblige ! — un tissu ou un bijou. *Pour éviter toute promiscuité*, les étudiantes, voilées dès la puberté, suivent les cours de leur professeur sur un écran de télévision.

L'islam puritain des Wahabites aurait-il réussi à figer la société saoudienne dans sa physionomie du dix-huitième siècle ? Rien n'est moins sûr. Si l'on se contente d'observations superficielles, les entorses aux mœurs risquent de paraître futiles : les autorités tolèrent la mise en vente de revues étrangères exhibant des photos de femmes légèrement *vêtues*, autorisent les magasins de confection à présenter des mannequins dans les vitrines et — suprême audace — exigent depuis peu que les passeports de femmes soient munis de photos d'identité.

Bien plus significative est l'évolution des mentalités. L[redacted]tion [redacted] premières [redacted] de filles, [redacted] provoqué [redacted] soulèvements armés, et celle d'un [redacted] de télévision, en 1965, [redacted] émeutes populaires. Aujourd'hui, plus [redacted] cinq [redacted] mille filles, presque aussi nom[redacted] que [redacted] fréquen[redacted] de tous cycles, et rares sont les foyers qui ne disposent [redacted] petit écran. Mieux, l'emploi de speakerines *dévoilées*, la diffusion [redacted] films dans lesquels figurent des femmes qui [redacted] sont également, ont cessé d'indigner les foules. Certes, les *cinémas* sont toujours [redacted] mais les [redacted] « clan[redacted] » se multiplient dans les villes. La consommation de l'alcool en privé est tolérée, encore [redacted] privilégiés peuvent [redacted] luxe [redacted] le whi[redacted] au marché noir, au prix [redacted] 300 à 500 francs la bouteille.

Modernistes et traditionalistes

Rares sont ceux qui doutent que le développement économique ne finira pas par miner les structures de la société saoudienne. L'urbanisation accélérée a déjà fait tomber en désuétude une *institution* pourtant authentiquement islamique : la polygamie. Les travailleurs des villes, déra*cinés du désert* [redacted] *de la campagne*, n'ont plus la [redacted] d'entretenir deux épouses, encore moins quatre, comme les y autorise le Coran. L'afflux d'ouvriers étrangers, inaccoutumés au rigorisme de l'islam wahabite, vivant dans la promiscuité et souvent dans le besoin, a eu comme effet de favoriser la délinquance juvénile, voire la dissolution des *mœurs.*

C'est précisément pour résorber la pénurie de main-d'œuvre que la bourgeoisie saoudienne, surtout la grande, qui vit « à l'européenne » dans ses foyers, appelle de ses vœux l'émanci*pation de la femme. Est-il logi*que de condamner la moitié de la population au chômage alors que des centaines de milliers d'ouvriers étrangers ne suffisent pas à nos besoins, est-il logique d'éduquer des centaines de milliers de filles pour leur interdire ensuite toute activité ? écrivait en substance, il y a quelques mois, le quotidien *Oukaz.*

Ce journal qui, autrefois, publiait une docte étude « démontrant » que la terre était plate et immobile, tandis que [redacted] soleil tournait autour de notre planète, s'est fait, depuis lors, le porte-parole [redacted] l'impulsion de son nouveau directeur, le cheikh Ali Chaboukchi, riche hommes d'affaires, et de son rédacteur en chef, M. Rida Larry. Cibles d'une virulente campagne dans le journal *Al Madina*, qui avait exigé leur arrestation pour « *incitation à la débauche* », inju*riés par des prédicateurs du haut* des chaires des mosquées, ils n'ont pas été pour autant inquiétés. Et pour [redacted] : ils bénéficient de la sympathie [redacted] moitié des [redacted]inistres — comme eux roturiers éduqués à l'étranger. Le clan « moderniste » au sein de [redacted] famille royale, le prince héritier Fahd en tête, en butte à l'aile « traditionaliste » de la dynastie, a *adopté dans la polémique une* attitude « neutre », d'autant plus significative qu'elle est rare dans un pays où la presse est tenue en tutelle.

Le récent épilogue de « l'affaire Hoda », qui a divisé l'opinion en déclenchant les passions, illustre bien le délicat équilibre qui prévaut au sein du régime. Répondant, en 1972, à un questionnaire d'un magazine, une fillette, alors âgée de douze ans, prénommée Hoda, avait eu le malheur d'écrire qu'elle « aimait » (sous-entendu, *sa voix*) *le grand chanteur populaire* Talal Maddahe. Le cheikh Nasser ben Rached, directeur de l'éducation féminine, la couvrit d'opprobre pour son « impudeur », avant de la mettre sur la liste noire de tous les établissements scolaires du royaume. Hoda dut changer de nom et de ville, afin de pouvoir poursuivre ses études.

Quand elle voulut, récemment, s'inscrire [redacted] fit appel [redacted] l'aide du rédacteur en chef de l'*Oukaz*, M. Larry, qui prit publiquement sa défense en dénonçant *l'« obscurantisme » du* vénérable cheikh Nasser, lequel riposta avec la même vigueur dans le quotidien *Al Madina*. La contreverse s'envenima, enflamma les milieux religieux. Saisi de l'*affaire*, le conseil des ministres décida de « réhabiliter » Hoda en lui permettant de s'inscrire à l'université sous son vrai nom. Le rédacteur en chef d'*Oukaz* a été arrêté pour « *outrages* » à un haut fonctionnaire, et relâché une semaine plus tard sans autre forme de procès. Ce « match nul », *apparemment fantaisiste*, a permis en réalité de sauver tout à la fois les apparences et la cohésion de l'équipe dirigeante.

Si des *lézardes* sont apparues dans l'édifice de la société traditionnelle, les fissures dans celui des institutions, tout aussi anciennes, sont à peine perceptibles à l'œil nu. La presse observe à cet égard un silence, si l'on peut dire, religieux. Il est malséant ici d'évoquer l'absence de Constitution alors que le royaume, vous fera-t-on remarquer sèchement, *est doté de la meilleure du* monde : le Coran. Tout au plus des éléments éclairés consentent-ils à parler d'une « *charte fondamentale* » qui s'inspirerait des livres saints, pour codifier les droits et les devoirs des citoyens, les rapports entre ceux-ci et les gouvernants.

Telle est, depuis les années 50, la principale revendication politique d'une bourgeoisie qui espère, par ce biais, s'associer à un pouvoir qui lui échappe largement.

Il [redacted] vrai que la disparition du *nassérisme*, [redacted] *tant que* [redacted] po[redacted] Proche-Orient, [redacted] fantastique [redacted] la bourgeoisie, [redacted] de faveurs, une meilleure intégra[redacted] ses représen[redacted] [redacted] décision économique, notamment dans l'administration, ont eu [redacted] de désarmer les contestataires issus de [redacted] rangs. Le prince Talal, qui avait, [redacted] 60, [redacted]dard [redacted] la révolte en [redacted] république parlementaire, avant de se réfugier au Caire, [redacted] aujour[redacted] l'un [redacted] *plus grands* [redacted] d'affaires de Ryad. Réintégré, sinon récupéré par le système, il déclare [redacted] qui veut bien l'entendre, qu'il « *ne fait plus de politique* ». Après avoir connu [redacted] période de turbulences, la monarchie saoudite est aujourd'hui l'un des très rares régimes du Proche-Orient qui ne se heurte à aucune opposition organisée, publique ou clandestine, [redacted] on [redacted]

Le fonctionnement du régime, incarné dans la famille régnan[redacted] *seule à détenir les leviers de com*mande, demeure largement un mystère. L'une des rares parties visibles de l'iceberg est le conseil des ministres, qui constitue plutôt un rassemblement de technocrates. L'émir Fahd, prince héritier et vice-président du conseil, est le véritable chef de l'exécutif. Il dispose vraisemblablement du consensus [redacted] milliers de princes pour [redacted] ses décisions par le roi Khaled, monarque débonnaire qui lui a délégué l'essentiel de ses prérogatives [redacted] au [redacted] en mars 1975.

Le prince Fahd est également le chef d'un clan, celui des « sept frères Sudeiri » — fils du fon[redacted] du roya[redacted] le roi Ibn Saoud, et de la même mère, issue de la famille Sudeiri, — qui contrôle, entre autres, le ministère de l'intérieur et de la défense nationale. Si cette faction « moderniste » de la famille régnante a le soutien de l'armée régulière, recrutée dans les milieux urbains, les « *traditionalistes* » s'appuient sur la « garde nationale » constituée *intégralement de Bédouins* originaires de tribus connues pour leur loyalisme à la dynastie. Son commandant en chef est le prince Abdallah, partisan d'un conservatisme intégral. Divisés sur une foule de questions, les princes Al Saoud sont cependant « *unis comme les doigts d'une main* », [redacted]-t-on partout, quand il s'agit [redacted] problèmes mettant en jeu [redacted] régime.

[redacted] qu'il [redacted] le système [redacted] plus à [redacted] la [redacted] en gesta[redacted] « *[redacted]* [redacted] un majliss *quoti[redacted] pour résoudre les menus problèmes des citoyens* », nous a dit un ministre. « *Le gouvernement n'a plus les moyens d'exercer tout à la fois les pouvoirs législatif et exécutif ; il est indispensable que nous nous dotions d'institutions à la hauteur des tâches qu'exige une économie en pleine croissance* », nous a dit un autre membre du cabinet.

[redacted] du [redacted] l'appareil de l'Etat. [redacted] plupart [redacted] devant les échéances, [redacted] que la [redacted] réforme n'entraîne l'écroulement non [redacted] du [redacted] des structures [redacted] lesquelles repose le pouvoir de la famille [redacted]

([redacted] janvier.)

IV. — La Mecque du monde arabe

Ryad. — Les sirènes hurlent ; une auto-mitrailleuse bondée de soldats en kaki et béret rouge de la garde royale et une escouad[redacted] de motards précédant en trombe une Cadillac [redacted] autres voitures officielles arborant [redacted] se succèdent. [redacted] remue-ménage [redacted] suscite qu'indifférence dans la foule bigarrée *de piétons et de badauds* qui grouillent dans ce quartier. Deux conférences arabes, au niveau ministériel, sont en cours simultanément à Ryad. Deux de plus. Autrefois simple bourgade, élevée à la dignité de capitale par le fondateur [redacted] la dyn[redacted] le roi Ibn [redacted] Ryad est depuis [redacted] point de ralliement du monde arabe dans [redacted] ses composantes.

Deux [redacted] ont contribué [redacted] donner le rôle de vedette à l'Arabie Saoudite : la [redacted] régimes [redacted] après la guerre de six jours, en 1967, lui a permis de poser sa candidature à la succession de l'Egypte en tant que leader [redacted] monde arabe ; l'affrontement de 1973, en suscitant le quadruplement du prix du « brut », lui [redacted] les [redacted] de [redacted] politique.

Dep[redacted] ministres, [redacted] d'Etat ou de gouvernement, des leaders de partis, accourent à Ry[redacted] en quête de soutien politi[redacted] ou d'aide financière. Si l'organisme spécialisé créé en 1974 pour financer à l'étranger les projets dignes d'intérêt tarde à accorder ses faveurs, le représentant de tel ou tel pays ou formation viendra plaider sa cause. Il *repartira* les *mains* pleines le plus [redacted] s'il a su prendre les engagements po[redacted] priés auprès du roi Khaled ou, mieux encore, du prince [redacted] vice-président du [redacted] dont l'un des deux « domaines réservés » est la diplomatie, l'autre étant le pétrole. La somme dé[redacted] *pourrait ne pas figurer* dans la [redacted] nationale. Les fonds secrets [redacted] l'Etat et [redacted] caisses privées des trois ou quatre [redacted] qui détiennent les rênes du pouvoir [redacted] pourvus pour répondre aux besoins de solliciteurs soucieux de discrétion.

Des chiffres précis sur l'assistance étrangère ne sont donc pas disponibles. Ceux qui *nous ont été* fournis par le ministère des finances sont déjà d'un ordre de grandeur impressionnant : les subventions [redacted] préférence sur la base d'accords bilatéraux, [redacted] plutôt [redacted] la [redacted] prêts [redacted] faible intérêt que de dons, [redacted] un bond de 65 millions de dollars en 1972, [redacted] la veille du renchérissement du pétrole, à *1,7 milliard* [redacted] en [redacted] soit 13,8 % du produit intérieur brut (PIB). La totalité de l'aide consentie aux [redacted] en voie de *développement*, de 1973 à 1975, *soit* en trois ans, [redacted] été supérieure [redacted] 11 milliards de [redacted] alors qu'elle n'avait [redacted] années précédentes (1967-1972), [redacted] 0,7 milliard [redacted]

Le [redacted] donne [redacted] des ambit[redacted] du royaume sur [redacted] scène internationale : la trentaine de pays assis[redacted] vont du [redacted]ad à l'Equateur, de la Corée du Sud au Mali, de l'Ouganda à la *Chine* nationaliste. Berceau de l'islam et site des Lieux saints, l'Arabie Saou*dite donne tout naturellement la* préférence aux populations musulmanes qui lui permettent d'entretenir un rayonnement planétaire. Mais [redacted] privilégiés se [redacted] surtout [redacted] le [redacted] arabe, [redacted] royaume.

La diplomatie du pétrodollar

[redacted]yad comble [redacted] déficits budgétaires, finance généreusement les [redacted] à la [redacted] projets de développement, investit davantage dans les [redacted] à [redacted] spéculatif. Mais [redacted] du gain [redacted] par rapport aux objectifs politiques : [redacted] royaume waha[redacted] entend combattre partout le « communisme », affaiblir l'influence soviétique au bénéfice de celle des Etats-Unis dans la région, [redacted] la « libéralisation » des économies de « frères égarés » *qui ont* opté pour le socialisme, consolider les régimes qui se situent dans la mouvance saoudienne.

Les pétrodol[redacted] *disséminés* avec discernement ont porté leurs fruits, dans un [redacted] de temps étonnamment court, dans [redacted] réputés naguère « progressistes ». L'Egypte a expulsé quelque vingt mille conseillers [redacted] avant de rompre virtuellement avec Moscou ; les relations [redacted] la Syrie [redacted] l'U[redacted] au plus bas depuis *que* l'armée du président [redacted] s'est chargée, avec l'appui de Ryad, de mettre au pas, au Liban, le *front* de la gauche et les *organisations palestiniennes*. Les deux camps dans la guerre civile libanaise ont bénéficié des libéralités du royaume wahabite : [redacted] — selon les milieux [redacted] bien informés de Ryad — ont reçu, entre autres, *des hélicoptères et des armes* ; les formations musulmanes [redacted] vement conservatri[redacted] et l'aile droite de l'O.L.P. ont [redacted] droit, pour leur part, [redacted] un soutien multiforme, dont des fonds considérables. Le comportement saoudien est, malgré les apparences, [redacted] : [redacted] la dimension confessionnelle du conflit libanais, somme toute secondaire, [redacted] *dirigeants* [redacted] ne [redacted] de [redacted] que l'essentiel, pour [redacted] de combattre [redacted] « rouges » que [redacted] chrétiens, musulmans ou pa[redacted]

[redacted] fois [redacted] derniers vaincus militairement, le [redacted] Khaled [redacted] principaux intéres[redacted]sés, le président syrien Assad et M. [redacted] Arafat, chef de l'O.L.P., *en* [redacted] *d'interrompre im*[redacted] Les flammes de la guerre civile, que personne n'avait réussi à maîtriser [redacted] dix-huit mois, se sont éteintes, comme par enchantement, quelques jours après le « [redacted] » [redacted] Ryad du 18 octobre dernier...

A l'occasion, [redacted] diplomatie [redacted] royaume [redacted] avec plus de subtilité. Ai[redacted], *l'Arabie Saoudite* subventionne-t-elle la guerre menée par le sultan d'Oman [redacted] maquisards marxisants du [redacted] en [redacted] ment [redacted] de [redacted] derniers, [redacted] gouvernement « athée » de la République démocratique et populaire du Yémen, malgré [redacted] privilégiées que celle-ci [redacted] avec [redacted] capitales communistes. Le gouvernement de Ryad vient, en effet, de verser 50 millions [redacted] Aden, après [redacted], en mars 1976, des [redacted] *diplomatiques* avec un régime qu'il refusait de reconnaître depuis 1967. D[redacted] cette affaire encore, les résultats [redacted] *probants : les responsables yéménites* ont diminué considérable[redacted] aux guérilleros dhofaris, et ont cessé de dénoncer les « réactionnaires » et les « sup[redacted] de l'impérialisme » qu'étaient pour eux [redacted] dirigeants [redacted] bites : le sultan Qabous [redacted] pas la moindre protestation quand il apprend que l'Arabie Saoudite [redacted] fait établir unilatéralement un nouveau tracé de frontières privant Oman d'une partie de son territoire...

Cependant, le « grand dessein » *de la diplomatie saoudite se situe* ailleurs. Si paradoxal que cela puisse paraître, l'objectif prioritaire des dirigeants wahabites [redacted] de hâter l'avènement de la paix au Proche-Orient. « *Nous la voulons pour 1977* », [redacted] sur tous *les tons*, les responsables. *Le* roi [redacted] malgré ses préoccupations [redacted] idéologi[redacted] qui confinaient [redacted] l'obsession, ne recherchait [redacted] d'autre [redacted] finançant [redacted] guerre d'octobre. Il accueillit avec le même empresse*ment, mais* avec plus de discrétion que MM. Sadate et Assad, la conférence de Genève et la diplomatie dite « des petits pas » de [redacted] Kissinger.

Mais le vieux monarque indispo[redacted] l'ancien secrétaire d'Etat américain [redacted] répétant que [redacted] qui comptait pour lui, c'était la « [redacted] » [redacted] Jérusalem « [redacted] *sainte de l'Islam* », où il espérait accomplir ses [redacted] avant [redacted] mourir. [redacted] irritait surtout le chef [redacted] la diplomatie américaine en [redacted] de le [redacted] laquelle « *le communisme a été engendré par le sionisme* [redacted] *dial* ». (Le roi [redacted] croyait au « complot juif », mais il avait le tact de ne pas l'évoquer explicitement en présence de M. [redacted], que les [redacted] israéliens, par [redacted] péjorativement de « jew boy »).

Deux mois à peine après l'assassinat du roi Fayçal, en mars 1975, les no[redacted] s'appliquaient à apporter des retouches à leur image de marque, en [redacted] précisant les [redacted] Le roi Khaled déclarait, dès la fin de mai, au *Washington Post*, que l'Arabie [redacted] disposée à [redacted] de 1967, [redacted]n que [redacted] au peuple palestinien. Depuis on [redacted] peu moins du [redacted] Jérusalem — encore [redacted] le communiqué franco-saoudien *y* ait fait allusion — et il [redacted] jamais plus [redacted] question, comme le soulignent complaisamment des diplomates en poste [redacted] Djeddah, « *ni de la mère*, [redacted] *de* [redacted] *fille* » (sionisme et communisme sont, en arabe, du genre *féminin*). En outre, tous les exemplaires des *Protocoles des Sages* [redacted] — faux antisémitique commis par la police tsariste [redacted] les autorités saoudiennes n'avaient pas hésité à distribuer aux journalistes français qui accompagnaient M. Michel Jobert lors de la visite, en 1973, [redacted] l'ancien chef de la diplomatie française — ont été brûlés.

La plupart des journaux du royaume évoquent [redacted] nom de l'Etat d'Israël, sans plus le faire suivre, comme naguère, d'adjectifs péjoratifs ; [redacted] lecteurs de l'évolution du conflit d'une manière étonnamment *sereine. Les contacts secrets israélo-palestiniens*, qui ont [redacted] lieu [redacted] à [redacted] ont [redacted] rapportés. « *La dimen*[redacted] *passionnelle du conflit s'estompe* nous [redacted] dit à ce [redacted] un membre du gouvernement *c'est un signe* [redacted] *part*, [redacted] *à pré*[redacted] *opinion* [redacted] *un proche règlement.* »

Pourquoi cette hâte d' « *en finir une* [redacted] *toutes avec* [redacted] *conflit* » ? Les [redacted] officiellement, selon lesquelles Ryad cherche à prévenir une nouvelle effusion de [redacted] et [redacted] le fardeau financier des Etats arabes belligérants, ne sont [redacted] une préoccupation majeure que [redacted] personnalité proche du pouvoir : « *Une impasse persistante*, nous a-t-elle confié, *mettra en péril tous les régimes modérés de la région. Après la guerre d'octobre, nous avons fait pression sur d'autres pays arabes pour lever l'embargo sur le pétrole afin de ne pas indisposer les Etats-Unis ; nous avons poussé l'Egypte et la Syrie* [redacted] *se* [redacted] *l'U.R.S.S. et* [redacted] *accepter* [redacted] *M. Kissinger ;* [redacted] *récemment, à* [redacted] *conférence* [redacted] *l'OPEP, nous* [redacted] *gnation de la plupart des pays membres en nous opposant à la hausse du prix du brut. Là encore, nous avons suggéré que notre modération nous vaudra* [redacted] *compréhension* [redacted] *Washington dans le* [redacted] *israélo-arabe.* [redacted] *gain* [redacted] *au Proche-Orient* [redacted] *L'opinion* [redacted] *comprendrait plus la confiance* [redacted] *Américains...* »

La présence américaine

La [redacted] *la diplomatie* [redacted] Ryad serait [redacted] plus mani[redacted] que [redacted] ne pourra pas [redacted] *embargo sur* [redacted] *pétrole.* Car [redacted] éventualité, [redacted] interlocuteur, « *la saisie de nos avoirs à l'étranger, en guise de riposte, voire un débarquement américain dans nos champs pétrolifères* [redacted] *vue* [redacted] *l'esprit* ».

On imagine mal, cependant, [redacted] épreuve de [redacted] les [redacted] et l'Arabie [redacted] stratégies au Proche-Orient [redacted] à [redacted] royaume, qui [redacted] un tiers [redacted] pétroli[redacted] du [redacted] *le premier* [redacted] l'Amérique en hydrocarbures [redacted] baril [redacted] quatre importés), l'un [redacted] et [redacted] un grand pourvoyeur de fonds [redacted] banques [redacted] On estime [redacted] 30 milliards de dol[redacted] les surplus monétaires [redacted] diens placés aux Etats-Unis.

[redacted] et la [redacted] du royaume [redacted] la pérennité [redacted] relations privilégiées [redacted] avec Washington. Son pétrole est [redacted] *commercial*[redacted] par [redacted] *sociétés* [redacted]-Atlantique ; son plan quinquennal a é[redacted] experts d[redacted] Stanford : [redacted] ses centrales électriques, [redacted] grands complexes industriels, sont construits pour une [redacted] part [redacted] à [redacted] technologie et aux équipements [redacted] La [redacted]pagnie Saudi Airlines est gérée par la T.W.A. ; la Bendix Corporation [redacted] chargée [redacted] *régul*[redacted] ; la garde na[redacted] d'armes exclusivement américaines, est entraînée par la Vinnel Corporation, et les gardes-côtes le sont *par l'Avco* Corporation ; la société Raytheon [redacted] de fusées, tandis [redacted] assure [redacted] Au [redacted] une [redacted] milliers [redacted] cinq [redacted] le royaume. *Leur* nombre [redacted] dans [redacted] deux proc[redacted] années. Les dirigeants [redacted] s'en [redacted] : la plupart d'entre eux, formés aux Etats-Unis, ne tarissent pas d'éloges [redacted] les qualités technologiques, politiques [redacted] humaines de [redacted]

C'est dire à quel point les responsables de Ryad redoutent les conséquences d'une impasse prolongée dans le conflit du Proche-Orient. Déjà ils s'inquiètent de la crise que traverse le régime égyptien, des difficultés grandissantes que connaît la Syrie du président Assad. A n'en pas douter, l'avenir du royaume wahabite se joue davantage sur la scène arabe qu'à l'intérieur de ses frontières.

FIN

([redacted] 27 janvier.)

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Le dénouement de l'affaire Claustre renforce l'influence de la Libye

[redacted] mardi 1er février, [redacted] 17 h. [redacted] l'aéroport de Toulouse-Blagnac, M. [redacted] ont [redacted] été conduits [redacted] centre hospitalier Purpan, où [redacted] ont [redacted]

Notre correspondant [redacted] Alger, [redacted] Balta, [redacted] géopolitique [redacted] lequel s'insère [redacted] dénouement [redacted] Les négociations ayant [redacted] à la [redacted] deux otages ont fourni au [redacted] Kadhafi, [redacted] de [redacted] libyen, [redacted] de renforcer son [redacted] auprès de la [redacted] dienne.

De notre correspondant

Alger. — Le Dr Abba-Sidick a suivi avec « *détachement* » [redacted] rendus « *dithyrambiques* » [redacted] la presse française [redacted] la libé[redacted] de Mme [redacted] à Tripoli. « *Au lieu d'une* [redacted] *appel de* [redacted] *odieux, indignes d'un mouvement* [redacted] *organisé* [redacted] *de* [redacted] *affaire s'apparente, en fait,* [redacted] *une prime* [redacted] *prise* [redacted] *ga* », nous [redacted] le [redacted] du Frolinat (Front [redacted] libération [redacted] du Tchad), le mardi 1er [redacted]

En ce qui [redacted] « *prétendu* [redacted] », [redacted] duquel, selon [redacted] *en provenance* [redacted] Tripoli, [redacted] déroulée la [redacted] Claustre, [redacted] Abba-Sidick a [redacted] que celui-ci « *n'existe que* [redacted] *l'esprit de* [redacted] *invente* » ; il [redacted] ligne en [redacted] que M [redacted] « *n'a* [redacted] *Frolinat* » et que « [redacted] *en* [redacted] *Habré, il* [redacted] *entré* [redacted] *dissidance* [redacted] *Frolinat* » (1).

Pour [redacted] qui ont [redacted] d'Alger [redacted] de [redacted] l'ethnologue [redacted], son [redacted] politico-diplomatique comporte plusieurs zones d'om[redacted]. En recoupant [redacted] provenant [redacted] plusieurs sources diplomatiques ainsi [redacted] trois questions se po[redacted] : [redacted] aussi [redacted] qu'il [redacted] ? A-t-il agi [redacted] son propre chef ou [redacted] qu'un pion [redacted] une [redacted] complexe dont [redacted] données lui échappent ? Enfin, pourquoi M. [redacted] considéré comme la clé [redacted] l'énigme [redacted] brusquement [redacted] ? En [redacted] au [redacted] du colonel Kadhafi [redacted] cette région frontalière qui constitue [redacted] la Libye [redacted] de [redacted] importante [redacted] l'Afrique [redacted]

[redacted] comprendre [redacted] jeu libyen, il [redacted] savoir [redacted] l'un [redacted] grands [redacted] président [redacted] d'ins[redacted] points [redacted] : [redacted] à [redacted] frontière égypto-soudanaise, à [redacted] à la frontière [redacted] et au [redacted] Aozou, [redacted] du [redacted] tcha[redacted] occupée depuis [redacted] les troupes libyennes.

Dans [redacted] libyenne, on [redacted] prévaut, pour justifier [redacted] présence, [redacted] janvier [redacted]

[redacted] et [redacted] par lequel la France, qui occupait [redacted] Tchad [redacted] l'Italie, qui occupait la Libye *ses droits* [redacted] ritoire. En fait, [redacted] par [redacted] Chambre [redacted] députés, n'a jamais [redacted] par [redacted] fran[redacted] plus, lorsque [redacted] France en [redacted] l'accord [redacted] que d'autres [redacted] franco-italiennes ont [redacted] que [redacted]

[redacted] depuis [redacted] la Libye [redacted] au sujet [redacted] qui [redacted] partie [redacted] B.E.T [redacted] Enedi-Tibesti). Il [redacted] que, [redacted] un premier temps, [redacted] Libyens [redacted] l'accord [redacted] l'ancien *président Tombalbaye* [redacted] insurgé [redacted] le gouvernement [redacted] N'Djamena, [redacted] l'État [redacted] depuis par [redacted] général Malloum, [redacted] nel [redacted] milliards [redacted] C.F.A. (100 [redacted] fran[redacted] C.F.A [redacted] millions [redacted] français) pour le prix [redacted] son [redacted]

[redacted] son [redacted] M. Habré aurait accepté [redacted] accompli, en exigeant [redacted] la Libye n'aille [redacted] plus loin qu'Aozou. [redacted] a [redacted] rompue en [redacted] lorsque [redacted] libyennes, [redacted] de [redacted] chir la [redacted] M. Habré, [redacted] sont heurtées [redacted] de [redacted] dernier [redacted] Aozou et [redacted]. Au [redacted] l'engagement, [redacted] Libyens au[redacted] au dix morts et dix-sept pri[redacted] : [redacted] également *perdu un important matériel*. M. Goukouni, qui [redacted] Tripoli, [redacted] négocié pour la Libye [redacted] libération [redacted] prisonniers, [redacted] *également* [redacted] ».

Un scénario complexe

[redacted] dans le front Habré-[redacted] Libyens. [redacted] qu'ils [redacted] M. Habré, ils ont [redacted] leur fusil d'épaule [redacted] renforcer à [redacted] M. [redacted] Ils [redacted] sur plusieurs [redacted] : [redacted] bande d'Aozou, [redacted] pression [redacted] le [redacted] Malloum, tout [redacted] poursuivant [redacted] tactique [redacted] nir [redacted] Frolinat en [redacted] enfin, [redacted] à M. Jacques [redacted] à Tripoli, [redacted] — et en [redacted] en [redacted] *d'un* [redacted] France. Ce geste [redacted] le « [redacted] » du gouvernement fran[redacted] à la construction [redacted] projetées [redacted] Tripoli pour *prendre la* [redacted] *du pétrole.*

[redacted] la capitale algérienne, M. [redacted] apparaît [redacted] comme un « [redacted] politique » [redacted] *du* [redacted] qui [redacted] sur pied. [redacted] la [redacted] libyenne, un [redacted] *national* [redacted] avec la participation [redacted] dissidents du Frolinat, [redacted] M. Mariani, qui se présente [redacted] le [redacted] de « [redacted] du [redacted] », au [redacted] L'épisode [redacted] qu'un [redacted] d'un scénario [redacted] tégico-politique [redacted] complexe. [redacted] qui aurait [redacted] de [redacted] volonté [redacted] M [redacted] d'entrer dans [redacted] la Libye. Le [redacted] vrai, n'aurait [redacted] pour [redacted] son objectif : [redacted] au [redacted] du [redacted] quelque [redacted] millions [redacted] mille [redacted] pour qu'il [redacted] Mme [redacted] Tripoli [redacted] éga[redacted] une façon [redacted] ayant disparu [redacted] libérer [redacted] l'ethnologue *française* [redacted] machination tribale [redacted] M. Goukouni, [redacted] réfugié [redacted] d'origine. [redacted] *Anakaza* [redacted] trouverait, [redacted] la région de Largeau.

D'autre part, [redacted] le Frolinat, [redacted] *commandant Galopin* [redacted] brûlé [redacted] un [redacted] le 16 [redacted] 1974, [redacted] non [redacted] avril [redacted] comme [redacted] l'a [redacted]

PAUL BALTA.

(Jeudi [redacted] février.)

---

(1) *Les représentants* [redacted] à Alger [redacted] mercredi 10 novembre, [redacted] M. Goukouni Oueddei, qui avait [redacted] « IIe armée » [redacted] au [redacted] mouvement et [redacted] ce dernier [redacted] un « révolutionnaire [redacted] » qui [redacted] par M. [redacted]

« DISCRÉTION »

M. et Mme [redacted] ont [redacted] dans la soirée du jeudi 3 [redacted] l'hôpital Purpan de [redacted] Ils [redacted] subi [redacted] examens, pour une « destination inconnue ». Ils [redacted] pouvoir, comme ils [redacted] le proposaient, « retrouver [redacted] des [redacted] anonymes ».

Toutefois, ce souci bien compréhensible après une telle épreuve n'explique [redacted] entièrement un silence persistant [redacted] du mutisme. [redacted] tre, qui exprima naguère son « amertume » et sa « rancœur » à l'égard du gouvernement [redacted] lui mesure l'expression [redacted] remer[redacted] chaleureux [redacted] au colonel Kadhafi font, par effet [redacted] paraître [redacted] la [redacted] de la « persévérance » [redacted] l'ethno[redacted] a [redacted] au [redacted] le président de la République [redacted] la [redacted] déclaration lue le 3 février à Toulouse.

M. [redacted] Claustre [redacted] dis[redacted] crétion ? Ou préfèrent-ils, de leur propre gré, le silence [redacted] qui pourraient [redacted] sinon [redacted] « Jamais je n'aurais [redacted] que [redacted] gouvernement français soit [redacted] lâche ! » s'écriait l'otage [redacted] de télévision qui, le 12 septembre 1975, [redacted] la France. Les efforts déployés [redacted] Paris [redacted] libération l'ont-ils fait revenir [redacted] jugement ? — P.-J. F.

(Samedi 5 février.)

LES ÉVÉNEMENTS D'ADDIS-ABEBA

Le chef de l'État éthiopien [redacted] été tué dans les affrontements

[redacted] éthiopiennes contrôlent [redacted] Addis-Abeba, [redacted] la [redacted] appelé, [redacted] février, [redacted] un [redacted] militaire administratif [redacted] (DERG), au [redacted] sanglants [redacted] éthiopienne. Sept [redacted] DERG, [redacted] président, [redacted] civil, [redacted] organisme.

[redacted] publiée jeudi 3 au soir par le DERG, des officiers préparaient un « coup d'État [redacted] » avec [redacted] rassemblant le parti éthiopien révolutionnaire du peuple (PERP), marxiste ; l'Union démocratique éthiopienne [redacted], formation de droite, [redacted] le Front de libération de l'Erythrée [redacted], qui [redacted] armée [redacted] la province septentrionale. [redacted] affronte[redacted] de la junte semble avoir éliminé des « modérés » au profit [redacted] éléments les plus [redacted]

L'élimination des « modérés »

Pour [redacted] fois en moins de [redacted] d'être le cadre d'un règlement de [redacted] sanglant.

En [redacted] géné[redacted] Aman [redacted] en [redacted] temps qu'une [redacted] personnalités [redacted] appartenu [redacted] régime. En juillet 1976, le [redacted] com[redacted] chef de [redacted] de [redacted] la [redacted] de laquelle il [redacted] placé [redacted] application de la loi [redacted] fut « [redacted] troupes » [redacted] moment où, affirment [redacted] d'Addis-[redacted] il s'apprêtait [redacted] perpétrer un [redacted] février, [redacted] qui, [redacted] de [redacted] d'armes, [redacted] où il venait, [redacted] son tour, [redacted] vouloir renverser ses collègues [redacted] la junte.

[redacted] différentes [redacted] présentent un point commun. Elles ont [redacted] à l'élimination progressive de la plus grande partie des élé[redacted] éthiopienne [redacted]. Avec le [redacted] Teferi [redacted] l'un des [redacted] de la [redacted] militaire au sein du Derg. Diplômé [redacted] l'École de Harrar, [redacted] de [redacted] régime [redacted] officier [redacted] resta pendant [redacted] un simple porte-parole, apparemment *dépourvu de tout pouvoir réel*. Mais, ayant joué habilement [redacted] tendances qui existent au [redacted] de la junte, et notamment [redacted] la gauche [redacted] derrière le lieutenant-colonel Mengistu [redacted] Mariam et la droite, plus proche [redacted] lieutenant-colonel [redacted] Abate, il [redacted] un [redacted] ascendant au cours [redacted] derniers mois.

En voulant mettre [redacted] sinon éliminer, la petite équipe [redacted] civils qui donnait au Derg son [redacted] marxiste-léni[redacted], le général Teferi [redacted] a [redacted] la crise [redacted] éléments [redacted] plus intransigeants ont [redacted] le prétexte de la « [redacted] » qu'il [redacted] sur [redacted] pour prendre *totalement en* [redacted] *la situation.*

L'aggravation [redacted] en Erythrée ne va guère [redacted] des [redacted] dirigeants [redacted] de la [redacted] continue du climat [redacted] dans la plupart [redacted] provinces. Il [redacted] vrai [redacted] Afar qu'au Tigré et au Godjam, on assiste à un clivage [redacted] plus en plus prononcé au [redacted] ré[redacted] deux tendances : [redacted] première, régionaliste [redacted] fois même tribaliste ; la [redacted] idéologique, orientée à gauche [redacted] une action [redacted] avec le [redacted] du peuple (PERP). [redacted] de [redacted] dance [redacted] d'apper[redacted] aux offi[redacted] qui ont éliminé le général [redacted] Bante [redacted] amis.

Si les [redacted] de jeudi [redacted] au sein du Derg et [redacted] la désagré[redacted] l'ex-empire éthiopien, ils [redacted] aussi [redacted] d'une [redacted] des esprits, notam[redacted] dans [redacted] exigeant une pro[redacted] réforme agraire [redacted] en importance.

Il faudra [redacted] quelque [redacted] avant de [redacted] pro[redacted] la [redacted] les aptitudes [redacted] de l'équipe qui a confisqué le pouvoir en Éthiopie. La [redacted] alliances à l'étranger pour[redacted] précieuse. Les États-Unis, qui ont amorcé un étroit rapproche[redacted] avec le Soudan, [redacted] de fournir leur [redacted] financière [redacted] si la junte, à l'autorité déjà contestée, devait s'orienter [redacted] à gauche ?

(Samedi 5 février.)

Le lieutenant-colonel Mengistu Hailé Mariam invite la population à « combattre la terreur par la terreur »

Addis-Abeba (*A.F.P.*). — [redacted] vendredi 4 février, [redacted] de milliers [redacted] personnes réunies [redacted] la place [redacted] la [redacted] lieutenant-colonel Mengistu Hailé [redacted] principal dirigeant du conseil militaire administratif provisoire (Derg), a déclaré : « *La révolution éthiopienne va passer de la défensive à l'of*[redacted] » [redacted] il a [redacted] compa[redacted] « *combattre* [redacted] ».

Le [redacted] Hailé Mariam a [redacted] « *royalistes* » d'Arabie S[redacted]dite et la « *direction petite-bourg*[redacted] » [redacted] fourni [redacted] armes [redacted] l'organisa[redacted] pienne [redacted] droite, [redacted] démocratique éthiopienne (EDD), [redacted] aux sépara[redacted] de libération de l'Erythrée, [redacted] le but de « *démembrer* [redacted] *nation éthiopienne* » Il a souligné que « *la volonté et l'unité* » du peu[redacted] éthiopien seraient [redacted] mises à l'épreuve dans l'avenir, et a admis que, dans [redacted] région, [redacted] le Sud-Yémen [redacted] avec le régime.

Au [redacted] de la manifestation, [redacted] Parti éthiopien [redacted]utionnaire du peuple (PERP), clandestin, a été violemment dén[redacted] pour [redacted] « [redacted]*pagne de terreur* ». Dans la [redacted]le, les banderoles proclamaient : « [redacted] *gaspillez pas de munitions pour* [redacted] *opportunistes, pendez-les !* ».

Plusieurs hauts fonctionnaires ont été arrêtés, notamment au ministère [redacted] étrangères. [redacted] Tesfay Tadesse, secrétaire per[redacted] ministère [redacted] l'infor[redacted] na[redacted]tionale, a été appréhendé. Il serait apparenté [redacted] colonel [redacted], président [redacted] la commission de l'information au sein du Derg, [redacted] pendant [redacted] fusillade du jeudi 3 février.

[redacted] part, M. Fidel [redacted] a envoyé [redacted] un message au [redacted] Mengistu [redacted] Mariam, le [redacted] de jeudi. [redacted] premier ministre cubain a [redacted] la première [redacted] nalité étrangère [redacted] parvenir un tel [redacted] aux dirigeants [redacted]

([redacted] 7 février.)

Le champion d'un « socialisme » radical

Le [redacted] Mengistu Hailé Mariam [redacted] depuis plus de [redacted] ans, [redacted] l'« homme fort » du régime [redacted] En effet, lors [redacted] massacre, en novembre 1974, d'une soixantaine [redacted] de [redacted] famille impériale et [redacted] hauts dignitaires de l'empire, ce premier vice-président [redacted] Derg, qui n'était encore que comman[redacted], avait acquis une [redacted] considérable [redacted] le [redacted] au premier plan de la [redacted]

Officier sorti du rang, s'appuyant sur le courant nationaliste le plus [redacted], champion du maintien de l'unité territoriale [redacted] contre les séparatistes érythréens, il fut l'âme [redacted] mouvement qui conduisit au ren[redacted] de Hailé [redacted] Décidé à promouvoir rapidement les nombreuses [redacted] qui lui semblaient [redacted], il fut l'un des [redacted] à préconiser des méthodes radicales pour parvenir à cette fin.

Le [redacted] Mariam s'attaqua résolu[redacted] à la réorganisation [redacted] l'en[redacted] militaire en Erythrée, [redacted] notamment, [redacted] discipline qui [redacted] beaucoup [redacted] les rangs d'une [redacted] livrée à elle-même. Simultanément, il [redacted] appliqué, avec [redacted] farouche, à engager l'Éthiopie sur la [redacted] socia[redacted] développement. « [redacted] *une* [redacted] *Éthiopie, une* [redacted] *socialiste* », déclarait en février 1975 celui qui pas[redacted] déjà [redacted] le [redacted] la junte [redacted]

Pourtant, l'autorité [redacted] bénéfi[redacted] derniers événements [redacted] contestée par [redacted] collègues. En octobre et novembre [redacted] il demeurera [redacted] plusieurs semaines à [redacted] de [redacted] politique : [redacted] ne [redacted] plus mentionné [redacted] officiels [redacted] il n'apparut plus [redacted] public. Le 23 septembre [redacted] il échappa [redacted] à un [redacted] alors qu'il [redacted] son domi[redacted] dans la [redacted]

La profonde réorganisation [redacted] fit l'objet [redacted] Derg [redacted] du [redacted] Mariam [redacted] la junte. En [redacted], un rôle politique [redacted] *plus* [redacted] lui [redacted] pairs, [redacted] il fut chargé [redacted] ministres.

[redacted] quarante [redacted] a *suivi* [redacted] *cours* [redacted] d'officiers [redacted] à [redacted] pienne. Il [redacted] semble-t-il, [redacted] Harrar, [redacted] de [redacted] 3e [redacted] Il y fut officier d'or[redacted], avant [redacted] au comité de [redacted]tion des forces armées, à la fin [redacted] juin 1974. Porté en[redacted] à la présidence [redacted] ce comité [redacted] coordination, il [redacted] cette fonction jusqu'au renversement de [redacted] Hailé [redacted] le 12 [redacted] même [redacted] — Ph. D.

(Samedi 5 février.)

République Sud-Africaine

DANS LE PREMIER RÉCIT DE SON INTERVENTION EN ANGOLA

Pretoria affirme sa supériorité militaire sur « les communistes africains et les Cubains »

De notre correspondante

Johannesburg. — « *La décision du retrait des troupes sud-africaines en Angola n'a pas été prise pour des motifs militaires,* [redacted] *considérations purement politiques* », ont expliqué, jeudi 3 février, six officiers [redacted] de [redacted] africaine. Selon eux, au moment [redacted] retrait, le 22 janvier 1976, « *le conflit était à son point* [redacted] *troupes sud-africaines ne comptaient que deux mille hommes. Mais elles auraient pu conquérir tout l'Angola* ». Ces révélations interviennent après la publication [redacted] *Sunday* [redacted] de Londres d'un article sur les « *faits d'armes* » sud-africains.

« *Fin janvier*, a déclaré le porte-parole des [redacted] *consistait à nettoyer l'Angola* [redacted] *tous les moyens* [redacted] *l'armée, ou à se* [redacted] *Parce que l'Afrique du Sud n'était pas prête à se battre seule jusqu'au dernier homme au nom* [redacted] *l'Occident, il a été décidé de se retirer.* »

Bien que les États-Unis n'aient été mentionnés à aucun moment, c'est bien un reproche qui leur est implicitement adressé, pour avoir [redacted] les Sud-Africains s'engager dans le conflit et les avoir rapidement abandonnés par la suite.

D'après [redacted] officiers, M. [redacted] toujours opposé à la conquête de l'Angola. « *Le chaos et la confusion qui régnaient dans le sud de l'Angola ont obligé l'armée sud-africaine à intervenir. Il s'agissait alors de protéger les travailleurs des complexes hydro-électriques de Ruacana et Calueque.* » [redacted] *cours d'opérations* [redacted] poursuite au-delà de la frontière que les Sud-Africains auraient découvert que des Cubains se trouvaient aux *côtés du M.P.L.A.* « *Cela a éclairé d'un jour nouveau la situation en Angola, et* [redacted] *complexes hydro*[redacted] *sont* [redacted] *plan. Entre-temps, F.N.L.A. et UNITA nous ont demandé de les aider à lutter contre l'infiltration communiste en Angola. Les* [redacted] *occupaient* [redacted] *de l'Angola.* »

Compte tenu [redacted] de [redacted] Savimbi de rester [redacted] zone d'influence, l'armée [redacted] n'apporter qu'une [redacted] un [redacted]. Le plan [redacted] reconquérir [redacted] « [redacted] » du F.N.L.A. et de [redacted] comprenait [redacted]. La première [redacted] à [redacted] le [redacted] de l'Angola, la seconde à se [redacted] villes de Benguela [redacted]

Les [redacted] supérieurs ont fait [redacted] de [redacted] du [redacted] expéditionnaire. « *Le 11 novembre,* [redacted] *ligne* [redacted] *de Lobito,* [redacted] *et l'est de Luso* [redacted] *le Nord...* [redacted] *après concertation,* [redacted] *africaine,* [redacted] *comprenait* [redacted] *instructeurs,* [redacted] *de* [redacted] *antichars,* [redacted] *stoppé* [redacted] *pour* [redacted] *une solution pacifique.* »

« *Après l'indépendance,* [redacted] *et une* [redacted] *l'Angola.* » L'Afrique du Sud a, [redacted] son [redacted] ».

[redacted] ont [redacted] donné un [redacted] bataille du 9 [redacted] 1975, qui vit [redacted] « [redacted] » [redacted] l'objet d'un [redacted] Afrique [redacted] Sud.

« [redacted] *espérant* [redacted] *solution pacifi*[redacted] *l'O.U.A.,* [redacted] *l'O.U.A. à régler* [redacted] *situation,* [redacted] *sud-africaines,* [redacted] *l'exception* [redacted] *limité,* [redacted] *le 22 janvier 1976.* »

Si [redacted] rendu hommage au [redacted] de l'UNITA, il n'en a pas été [redacted] même [redacted] chef du F.N.L.A., M. [redacted] Holden. « *Roberto,* [redacted] *avec ses* [redacted] »

« De la chair à pâté... »

[redacted] aux [redacted] « [redacted] *avons trouvé de* [redacted] *eux* », [redacted] raconter l'histoire de [redacted] qui [redacted] attaqué un [redacted] « *avec leurs* [redacted] ».

Ce récit [redacted] sud-[redacted] Angola [redacted] diffusé au [redacted] où le premier [redacted] ne [redacted] la population blanche « *qu'en cas d'agression* [redacted] *dre* » [redacted] à une campagne [redacted] au [redacted] nombre [redacted] qui [redacted] au [redacted] de [redacted] d'importants pouvoirs.

Il [redacted] *à rapprocher des critiques régulières de la* [redacted] Etats-Unis, [redacted] leur nouveau président [redacted] du [redacted] à l'ONU, M. Andrew Young, auquel le [redacted] a [redacted] « *d'oublier qu'il est Noir* ».

[redacted] soir, la [redacted] nationale sud-africaine diffusait le [redacted] suivant : « *Les États* [redacted] *car ils* [redacted] *vainqueurs — imbat*[redacted] *en fait* — [redacted] *camp* [redacted] *L'importance* [redacted] *qu'en* [redacted] *Sud-Africains* [redacted] *un* [redacted] *salutaire. Il y* [redacted] Africains en [redacted] : *un expert* [redacted] *sud-africain,* [redacted] *Gann,* [redacted] *l'Afrique du* [redacted] *pourrait aligner* [redacted] *mille* [redacted] »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

(Samedi [redacted] février.)

La vie reprend en Irlande du Nord, où la situation politique [redacted] bloquée

Mercredi soir 2 février, le directeur de l'usine Dupont de Nemours à *Londonderry*, M. Jeffrey Agate, [redacted] été tué de plusieurs coups [redacted] feu devant [redacted] domicile. La veille, [redacted] *Dublin*, l'IRA *provisoire* avait annoncé une nouvelle offensive [redacted] les objectifs économiques [redacted] militaires [redacted]

C'est la première fois depuis [redacted] disparition, il y a trois [redacted] de M. Niedermayer, directeur de l'usine Grundig à Belfast, qu'une personnalité importante du monde des affaires est victime du terrorisme en Irlande du Nord.

Belfast. — Que se passe-t-il en Irlande du Nord ? Mais se passe-t-il vraiment quelque chose ?

Pour qui ne l'a pas vue depuis un an, Belfast paraît changée. Les pans de murs noircis, les fouilles minutieuses à l'entrée des magasins, les patrouilles militaires armées jusqu'aux dents sont toujours là. Mais le « bâtiment » va, alors que depuis quatre ans il languissait : plusieurs luxueux immeubles [redacted] b[redacted] ban[redacted] aux verrières provocan[redacted] ont surgi autour [redacted] riennes du City Hall, la rénovation urbaine a repris entre le centre et le « ghetto » catholique des Falls, la nouvelle gare de chemin de fer est ouverte sur le pont Albert, et l'Opéra, qui pansait ses blessures depuis quatre [redacted] reprendre ses activités [redacted] l'occasion du Festival de Belfast, qui prouvera, du 8 au 31 mai, que l'Irlande [redacted] Nord s'entête [redacted] vivre « normalement ».

Pourtant [redacted] 1976 a été la plus sanglante depuis 1972 : trois cents morts, d'innombrables atten[redacted] [redacted] l'explosif. Mais [redacted] extrémistes des deux communautés paraissent à court d'initiatives politiques. Du côté protestant, le pasteur Paisley est étrangement silencieux. Les mauvais esprits assurent qu'il ne brille que dans l'anathème et que le « vide » dans lequel flotte la province depuis de longs mois lui a ôté ses arguments préférés. Du côté catholique, l'horrible assassinat de la vice-présidente du Sinn Fein provisoire, Maire Drumm, tuée le 28 octobre sur le lit d'hôpital où elle se remettait d'une opération de la cataracte, a privé les « provos » d'une oratrice de choc, même si toutes ses initiatives n'étaient pas toujours du goût de ses troupes.

En mettant fin, en décembre 1975, [redacted] l'internement [redacted] jugement des suspects, le gouvernement britannique a, en fait, privé l'IRA provisoire d'un argument de poids auprès de l'opinion nord-irlandaise. Les « provos » réclament maintenant le rétablissement du statut politique pour leurs *prisonniers* — un *statut* qui n'a jamais existé en Grande-Bretagne et qui a été supprimé en Irlande du Nord au printemps dernier — mais cette bataille-là est visiblement moins populaire que la précédente.

S.A.S. ou lapin ?

La frontière des deux Irlandes est plus calme. Dans le sud du comté d'Armagh — le « Provoland », — après la tuerie de janvier 1976, au cours de laquelle dix ouvriers protestants qui revenaient en bus de leur travail furent massacrés, les attentats et les escarmouches ont diminué.

Vigilance accrue des policiers de la République ou activité *occulte des hommes du* Special Air Service (S.A.S.) de l'armée britannique, capables, dit-on, de vivre comme le légendaire poisson dans l'eau au milieu de la population locale ? Aucune information précise ne filtre, mais Londres vient d'annoncer à grand bruit que le S.A.S. opérerait désormais dans toute la province. Comme l'expliquent certains officiels, ce qui compte, ce n'est pas que le S.A.S. soit vraiment présent partout, mais que, lorsqu'un « provo » voit bouger quelque chose dans une haie, il pense que ce peut être un homme du S.A.S. plutôt qu'un lapin...

La surprenante démission du président de la République d'Irlande, M. O. Dalaigh, en octobre, après qu'il eut [redacted] insulté par son ministre de la défense pour avoir hésité à entériner les nouvelles lois anti-terroristes, a pourtant rappelé à ceux qui auraient pu l'oublier la sensibilité des Irlandais du Sud à tout ce qui touche la « légende de l'IRA ».

En attendant de trouver une *issue* [redacted] *la crise* politique, *le* « gouvernement » de Belfast multiplie les initiatives économiques. Plus durement encore affectée par [redacted] récession que la Grande-Bretagne, l'Ulster compte 10,4 % de chômeurs sur sa population active, avec des « poches » de plus en plus importantes au fur et [redacted] mesure qu'on se déplace d'est en ouest de la province ; le chômage [redacted] 26,7 % dans la ville frontière de Strabane, près de Londonderry. Pourtant, l'Ulster avait connu un véritable « boom » industriel au début du siècle. Mais, meur[redacted] par la « partition » de [redacted] handicapée par une forte immigration mal compensée par l'un des taux de naissances les plus élevés d'Europe, la province s'est retrouvée, au lendemain de la dernière guerre, parmi les régions défavorisées du Royaume-Uni. Au début des années 60, elle avait bénéficié d'un vaste programme de rénovation industrielle. Plusieurs firmes américaines et allemandes, parmi lesquelles Ford, Goodyear, Du Pont de Nemours et Grundig, y avaient alors investi. Mais, dès le début des « troubles » en 1968, et surtout en 1969, cette relance a été freinée. Les investisseurs étrangers se sont découragés.

De notre envoyée spéciale

Pour tenter [redacted] relancer l'économie, le gouvernement appâte les capitaux. Il accorde 30 à 40 [redacted] [redacted] à fonds perdus pour la *construction* des bâtiments et [redacted] équipements (contre [redacted] dans les [redacted] régions défavorisées du Royaume-Uni), verse des prêts im[redacted] pour [redacted] cadres supérieurs, [redacted] de réduction des impôts fonciers [redacted] bâtiments industriels, paie des primes de formation professionnelle [redacted] 12 à [redacted] livres par semaine et par [redacted]

La chasse aux investisseurs

En concurrence avec la République d'Irlande, qui, elle aussi, « chasse » les capitaux étrangers, qui n'a pas — ou peu — de « troubles » et qui offre, de surcroît, de généreux dégrèvements fiscaux, l'Ulster contre-attaque en faisant valoir la qualification de sa main-d'œuvre, son taux de productivité « *supérieur à celui de la Grande-Bretagne* », l'excellence de son climat *social* et quelques atouts non négligeables comme la splendeur de sa campagne. Des bureaux de propagande ont été ouverts à Bruxelles, au Canada, au Japon, en Amérique latine.

Le fait est qu'une longue tradition industrielle met le nord de l'île dans une meilleure position que le sud rural dans la course aux capitaux. Il est vrai aussi — on ne peut pas avoir tous les malheurs — que les relations entre le patronat et les syndicats y sont exceptionnellement bonnes. Enfin, nous avons rencontré un certain nombre de « managers » heureux, comme ce directeur de l'usine Goodyear, dans la ville nouvelle de Craigavon, qui passe ses week-ends à chasser, pêcher et faire du bâteau en famille, « *comme il n'aurait aucune chance de pouvoir le faire ailleurs dans l'Europe surpeuplée* ».

Les avantages économiques, le calme relatif qui règne dans la province et l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun ont fait revenir certains investisseurs sur leurs préventions à l'égard de l'Ulster : depuis deux ans, l'usine Ford de Belfast, qui *emploie 1 250 personnes, a ainsi* procédé à deux extensions de ses installations et créé 400 emplois.

L'attitude des responsables de l'économie à l'égard des « troubles » reste assez ambiguë. Nombre de P.D.G. tentent de les minimiser. L'un d'eux nous a ainsi affirmé qu'il ne se passe « *vraiment rien de très particulier en Irlande du Nord* », si ce n'est que « *la presse exagère, comme d'habitude* »... D'autres, plus francs, admettent qu'ils prennent quelques précautions, « *bien que l'Ulster soit très loin d'être aussi dangereux que certaines grandes villes d'Europe ou d'Amérique* » : ils évitent de circuler la nuit dans Belfast, ou de faire de longs trajets seuls en voiture. La plupart ont fait installer un système de surveillance électronique à l'entrée de leur maison.

Dans « les beaux quartiers », la vie est peu perturbée par les attentats qui ont lieu, pour la plupart, dans les « ghettos » catholiques ou protestants de Belfast. Dans les jolis cottages des banlieues campagnard[redacted] de vieilles dames à [redacted] paisiblement leurs rosiers pendant que leur époux fait sa partie de golf hebdomadaire.

Mais [redacted] prennent [redacted] précautions. Les chefs de personnel avouent d'ailleurs qu'ils sont soumis [redacted] des pressions. Chez Ford, à Belfast, par exemple, on veille à respecter [redacted] l'usine la répartition confessionnelle du [redacted]tier : 60 % de [redacted]testants, [redacted] de catholiques [redacted] admet d'ailleurs que les premiers fournissent surtout [redacted] la main-d'œuvre semi-qualifiée ; les employés appartiennent aux deux confessions, mais les manœuvres sont pour la plupart catholiques. Les délégués d'ateliers — les tout-puissants shopstewards — sont en majorité protestants. Nouvelle preuve du retard politique et *culturel de la communauté minoritaire*...

La nouvelle loi sur l'égalité des chances dans la vie professionnelle qui vient d'être adoptée par les Communes et entre cette année en application devrait simplifier la vie des entreprises en Irlande du Nord.

Essentiellement destinée, au départ, [redacted] empêcher la discrimination [redacted] sexuelle [redacted] ethnique dans le travail, elle s'attaque aussi, en Ulster, aux discriminations confes[redacted] Nul ne [redacted] plus, [redacted] exemple, comme cette firme de Londonderry, qui [redacted] d'ailleurs plastiquée deux jours plus [redacted] publier [redacted] d'emploi préci[redacted] « *protes*[redacted] ».

Le gouvernement britannique indemnise rapidement, et en principe totalement, les particuliers ou les entreprise, qui ont pâti du terrorisme. Selon les derniers chiffres officiels, le montant *de ces « compensations »* s'est élevé à quelque 50 millions de livres en 1976 (400 millions de francs). Le gouvernement couvre, par ailleurs, 75 % des frais enga*gés par les entreprises pour assu*rer leur [redacted] (équipements d'alerte, gardes, chiens, etc.). Tout cela ne représentant qu'une petite partie des quelque 600 millions de livres que les « troubles » d'Irlande du Nord coûteront cette année au gouvernement de Londres.

La diminution des dépenses publiques annoncée à grand bruit par le chancelier de l'Echiquier, M. Healey, lors de la phase terminale [redacted] négociations avec le *F.M.I.*, [redacted] *d'ailleurs* [redacted] *très peu* touché l'Ulster.

A quelle fin Londres continue-t-il à investir ainsi massivement en [redacted] Nord, [redacted] que [redacted] situation politique paraît plus [redacted] que jamais ?

La réponse de certains observateurs est assez surprenante, mais peut-être assez proche de la [redacted] Il s'agirait [redacted] prouver aux Irlandais du Nord [redacted] s'ils persistent [redacted] le partage du pouvoir [redacted] les deux communautés — seule solution [redacted] par Londres, — [redacted] « direct rule », le gouvernement direct de [redacted] province [redacted] le [redacted] Westminster, se poursuivra pen[redacted]

La « [redacted] rule » a été rétablie au printemps [redacted] Convention [redacted] chargée [redacted] une solution [redacted] actuelle, [redacted] une [redacted] plus ajournée sans résultat. Pour [redacted] hommes politiques [redacted] province, privés [redacted] leur prestige d'élus au [redacted] (Parlement de Belfast), [redacted] parler d'un traitement non [redacted]geable, [redacted] fin [redacted] influence [redacted] « gou[redacted] » provincial, jadis [redacted] par un « premier [redacted] » assisté d'un « cabinet », appar[redacted] maintenant à [redacted] ministre nommé par Londres, M. Roy *Mason, ancien ministre de la* défense, assisté de deux secrétaires d'Etat et [redacted] sous-secrétaires d'Etat. M. Mason et ses quatre adjoints se comportent *depuis* quelques *mois* en responsables dynamiques, ne négligeant jamais d'intervenir à la radio et à la *télévision*. Ils agissent en « patrons », comme si les hommes politiques locaux étaient renvoyés pour longtemps aux oubliettes.

Une leçon de courage et de lucidité

Au moment où des conversations peut-être décisives s'engagent pour une certaine dévolution de pouvoirs à Edimbourg et à Cardiff, il paraît pour le moins paradoxal que l'Irlande du Nord, *qui bénéficiait bien avant l'Ecosse* et le Pays de Galles d'un statut d'autonomie, se retrouve sous la coupe étroite de Londres.

Curieusement, c'est le Mouvement des femmes pour la paix qui polarise [redacted] l'attention [redacted] milieux politiques [redacted] province. Non [redacted] le Mouvement paraisse prêt [redacted] s'engager, ni que le gouvernement britannique veuille — ouvertement, du moins — tenter d'y jouer le moindre rôle. Mais ses six mois d'activité ont prouvé deux choses importantes : le gros de la population nord-irlandaise est excédée de la violence des deux communautés, et il est possible de s'opposer aux fauteurs de troubles.

En défilant par milliers, avec maris et enfants, dans les rues des deux Irlandes et de Grande-Bretagne, les femmes d'*Ulster* ont donné une leçon de courage et de [redacted] Elles ont [redacted] beaucoup embarrassé les hommes politiques de la province, les catholiques [redacted] comme les « loyalistes » [redacted] fanatiques. Comment dire « *non* » à [redacted] qui [redacted]clament : « *Nous* [redacted] *une* [redacted] *non* [redacted] *contre la violence. Nos seules armes sont le dévouement, le courage, la lucidité, la pitié pour les victimes...* » ?

Partout ailleurs qu'en Irlande, ce message lyrique [redacted] du Mouvement, M. [redacted] journaliste, pourrait [redacted] hausser [redacted] ou ricaner. Mais [redacted] avec une [redacted]tion que cet [redacted] nord-irlandais, d'ordinaire peu porté à l'enthousiasme, nous a déclaré : « *Le Mouvement des femmes pour la paix est l'événement le plus important survenu en Ulster depuis* [redacted] *années.* »

NICOLE BERNHEIM.

([redacted] 4 février.)

LES MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1596

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I					■				
II								■	
III			■						
IV							■		
V			■			■			
VI					■				■
VII		■				■			
VIII	■			■					
IX					■				
X				■					
XI							■		■

HORIZONTALEMENT

I. Consiste à donner sans compter ; A écraser ! — II. Chaudes quand elles sont vives. — III. Une infime partie du Transsibérien ; A fuir ! — IV. Elément d'un clavier ; En partie ruiné. — V. Symbole ; S'opposent ; Il s'agit ici de vivre et de voir. — VI. Aurait fait une vivante publicité pour un institut de beauté ! ; Monnaie. — VII. Trop connu ; Fin de participe. — VIII. Manquèrent d'objectif (épelé) ; Se sépare de sa sœur dans la joie la plus totale. — IX. Fragile asile de fleurs agonisantes ; Cela prouve quelque chose. — X. Préfixe ; Très fine. — XI. Ne balançai pas.

VERTICALEMENT

1. Bien [redacted] quand [redacted] une [redacted] Distingua. — 2. Donnent plus de prix à un rameau d'olivier ; Ennuie fort. — 3. La moitié de la Saxe ; Est familiarisé de bonne heure avec la langue maternelle. — 4. Nous trompions. — 5. Physiquement dévalué ; Chef d'élite ; Se mirait dans les eaux du Nil. — 6. Passe difficilement ; Joue un beau rôle. — 7. Invite à aller de l'avant ; Pas nécessairement joyeuses. — 8. Bien connu. — 9. Si on le siffle, c'est qu'on l'apprécie ; Certains attendent pour l'aborder.

Solution du problème n° 1595

Horizontalement

I. Elan ; RA. — II. Cou ; Eider. — III. Ustensile. — IV. Aorte ; Ut. — V. Ensuite. — VI. S. G. ; Dessus. — VII. Emir ; Ur. — VIII. Ualté. — IX. Testera. — X. Ages ; AL. — XI. Uns ; Prise.

Verticalement

1. Ecu ; Es ; Unau. — 2. Losanges ; GN. — 3. Autos ; Mites. — 4. Erudites. — 5. Entières. — 6. Bisets ; Ter. — 7. Di ; Exule. — 8. Relu ; Ur ; Ras. — 9. Arêtes ; Rala.

GUY BROUTY.

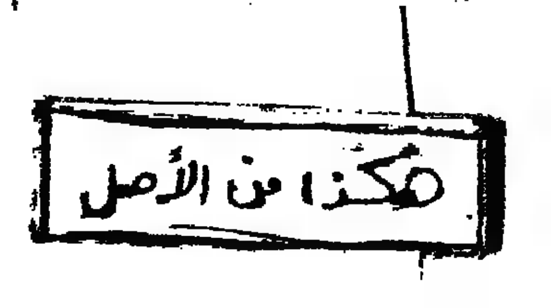
TARIF [redacted] ABONNEMENTS [redacted] AVION

([redacted] *prix* [redacted] sont [redacted] et ne peuvent en aucun [redacted] majorés.)

	6 mois	[redacted]
	(F.F.)	
Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, [redacted]	[redacted]	108
[redacted] Cameroun, [redacted]frique, Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas	[redacted]	105
T.O.M. (sauf T.F.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat Comorien	73	136
Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie	[redacted]	122
Birmanie, Brunei, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Thaïlande, Viet-nam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge	93	175
Canada, Amérique du Nord, Amérique Centrale, Amérique du Sud, autres [redacted] Afrique, d'Amérique [redacted] d'Asie	82	153

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « le Monde ».

Nous leur serions reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.



هكذا من الأصل

LES VINGT-CINQ ANS DE RÈGNE D'ELIZABETH II

La monarchie britannique : un point fixe dans la tourmente

De notre correspondant

Londres. — *Lorsque Elizabeth II* [redacted] au [redacted] le 6 février 1952, les [redacted] annoncèrent une nouvelle « époque élizabéthaine » appelée à rivaliser avec celle qui a donné au monde Shakespeare, Francis Bacon et Ben Jonson. [redacted] le quart de [redacted] qui [redacted] écoulé [redacted] lors a amené plus [redacted] déceptions et [redacted] que [redacted] succès. Si [redacted] Britanniques [redacted] tiennent encore quelques rêves [redacted] grandeur. [redacted] attendent un pactole de la mise en exploitation des pétroles de la mer du Nord.

Au début du règne, l'empire britannique pouvait [redacted] faire illusion. Le peuple [redacted] le rationnement. [redacted] par les [redacted] économiques [redacted] du premier [redacted] ment travailliste. Après [redacted] expérience, [redacted] ingrats pour [redacted] Churchill, en 1945, le réinstallèrent à Downing Street.

[redacted] du couronnement, [redacted] laissait [redacted] *un avenir radieux* [redacted] Bretagne [redacted] nucléaire. [redacted] aéronautique rivalisait avec [redacted] Son économie, enfin libérée [redacted] séquelles de [redacted] était en expansion. [redacted] niveau [redacted] vie [redacted] Britanniques, [redacted]

[redacted] *vingt-cinq* [redacted] changé. [redacted] Parlement, [redacted] revendiquent l'invention, [redacted] perdu beaucoup [redacted] son prestige. [redacted] sont [redacted] L'Eglise ne survit qu'en s'ouvrant au [redacted] n'roll. Une [redacted] permissive [redacted] morales. Mais [redacted] monarchie, elle, n'est [redacted] en question. Et l'on peut [redacted] *qu'elle* [redacted] tourmente. [redacted] nationalisme [redacted] répètent qu'ils [redacted] maintenir la [redacted] indépendant dont ils rêvent, [redacted] ne [redacted] Westminster qu'un seul député, un Ecossais, prêt à se déclarer « républicain ». Mais si personne ne reproche à M. William Hamilton, homme de cœur dont la sincérité est indéniable, [redacted] critiques à [redacted] famille royale, on le classe facilement dans la catégorie de ces *personnages « excentriques » dont* la Grande-Bretagne s'est fait depuis longtemps une spécialité.

M. Hamilton concentre ses attaques sur le train de vie de la famille royale, extravagant et injustifié, dit-il. Il a [redacted] de mettre en cause les châteaux, les carrosses, les écuries, le yacht royal et la fortune personnelle et secrète de [redacted] souveraine, [redacted] *doute l'une des plus importantes* du monde.

Mais la reine coûte à l'Etat britannique moins que bien des présidents à leurs pays.

Et si les défilés sur le Mall ou la parade des Horse Guards relèvent du music-hall autant que de la démonstration militaire, ce sont les mêmes hommes qui, se débarrassant de leurs tuniques écarlates ou de leurs cuirasses, [redacted] retrouveront, six [redacted] plus tard, aux commandes d'un char de l'armée du Rhin ou sous le feu des terroristes de Belfast.

En [redacted] des [redacted] considérables avaient campé [redacted] nuit glaciale sur le parcours que devait suivre le cortège du couronnement. Chacun voulait voir la souveraine de près, accrocher son regard ou simplement toucher le cheval d'un cavalier de l'escorte. [redacted] ce moment-là, il est vrai, la télévision n'en était qu'à ses dé[redacted] Aujourd'hui, [redacted] suffit [redacted] presser un bouton.

[redacted] d'établir un contact avec la souveraine soit devenu moins vif ? Ce n'est pas ce qui ressort de [redacted] lecture de la presse populaire dont les [redacted] *chef connaissent* [redacted] leur clientèle. Un journal [redacted] le [redacted] *Mirror*, dont les sympathies [redacted] sont connues, n'est pas le moins attentif à défendre l'image de [redacted] famille royale.

Jusqu'au lendemain de la guerre, [redacted] la mo[redacted] soutenaient que la [redacted] donnait aux citoyens *l'exemple* [redacted] *vertus* et *de la vie familiale*. Il y fallait un certain goût du paradoxe, pour ne pas dire plus, quand on songe aux frasques d'un Edouard VII [redacted] aux aventures d'un Edouard VIII qui renonça au trône plutôt que [redacted] sacrifier son bonheur privé.

Si l'actuelle famille royale a également dû affronter quelques « crises » qui ont fait le bonheur *des journaux à sensation, ce que* l'on attend d'elle est différent. La cour a d'ailleurs compris, et parfois même devancé, cette évolution. Il n'est plus question aujourd'hui de « présenter » à la souveraine toutes les jeunes *filles* [redacted] monde [redacted] avant leurs « débuts » dans la société. Les rapports de la reine avec ses su[redacted] se sont à la fois élargis et simplifiés. La plupart des vieilles barrières se sont abattues, mais la reine n'en est pas encore à inviter à sa table les éboueurs du quartier de Buckingham, ni même à aller seule faire ses achats, fût-ce chez Harrods. Mais combien de Britanniques souhaiteraient-ils une démocratisation aussi étendue ? Bagehot, le célèbre *théoricien de la monarchie* mort il y a tout juste cent ans, disait déjà : « *On peut avoir une cour splendide ou pas de cour du tout, mais rien ne saurait justifier une cour médiocre.* » En tout état de cause, [redacted] *stimulent le tourisme à Londres*, et les fêtes du « jubilé d'argent » devraient sérieusement ajouter, cette année, aux réserves de la Banque d'Angleterre.

Comme un écolier consciencieux

[redacted] la royauté bénéficie d'un [redacted] plus [redacted] quartiers populaires [redacted] londonien que [redacted] certains [redacted] huppés [redacted] End, [redacted] ridiculisent les [redacted] de la cour. Pourquoi les nouveaux *ministres* [redacted] *peuvent-ils prendre* leur poste [redacted] symboliquement la main [redacted] Pourquoi un membre [redacted] peut-il [redacted] à [redacted] souveraine qu'en se présentant comme son « [redacted] » ? [redacted] milieux, l'opinion a [redacted] en faveur [redacted] Le [redacted]tergate [redacted] pour quelque [redacted] Beaucoup d'intellectuels britan[redacted] à se dresser « contre le [redacted] » [redacted] compris [redacted] la chute du [redacted] Nixon mettait en cause l'autorité [redacted] le prestige dont doit [redacted] tête de l'Etat.

A [redacted], un premier ministre convaincu de forfaiture pourrait [redacted] éliminé en [redacted] heures [redacted] que la [redacted] essentielle du pays soit mise en discussion. Dans la jungle de la politique moderne, une couronne *n'est donc pas toujours inutile.*

La grande question demeure de savoir si le trône exerce encore une influence politique. C'est sans [redacted] Sir Harold Wilson qui a apporté sur [redacted] point le [redacted]gnage le plus intéressant, en même temps que le plus élogieux [redacted] la souveraine. L'ancien chef du cabinet travailliste souligne que la reine connaît personnellement tous les chefs d'Etat du Commonwealth et de la plupart [redacted] autres pays. Les observations qu'elle formule [redacted] leur égard seraient toujours « *pertinentes* ». Elle [redacted] « *ses* [redacted] » [redacted] un [redacted] Harold [redacted] reconnu qu'il [redacted] est [redacted] ressentir une certaine humiliation en [redacted] un jour, que la [redacted] mieux [redacted] dossiers du gouvernement que lui-même. Aussi, la visite que le « premier » britannique [redacted] à *Buckingham Palace* se[redacted] Il [redacted] indispensable, selon Sir Harold, que le [redacted] puisse s'entretenir avec quelqu'un qui est tout [redacted] fait au courant des affaires mais qui se [redacted] la mêlée ».

Théoriquement, la reine ne peut guère se permettre que de formuler des avertissements ou *d'exprimer* [redacted] *encourage*[redacted] Un dignitaire de l'Eglise a révélé que la souveraine [redacted] qui on deman[redacted] lui serait [redacted] s'opposer [redacted] la nomination d'un évêque recommandé par le premier ministre, a répondu : « *Constitutionnellement, je ne peux rien faire. Mais il ne m'est pas interdit de dire que je désirerais un supplément d'informa*[redacted] *C'est là une* [redacted] *qui n'échappe* [redacted] *aucun premier* [redacted]*nistre.* »

Quel est donc le « *secret* » qui permet à la monarchie britannique de survivre ? Les meilleurs esprits se bornent à constater, comme l'écrit *le Guardian* dans un supplément consacré au « *jubilé d'argent* », qu'en Grande-Bretagne « *la forme primitive et semi-religieuse de la royauté se maintient toujours avec plus de force qu'on ne le suppose* ». Il reste aussi que, en dépit — ou peut-être à cause — de sa propre évolution, la monarchie britannique est restée aux yeux des citoyens, l'un des rares points fixes au sein d'une société plongée dans la tourmente.

JEAN WETZ.

(Lundi 7 février.)

DIPLOMATIE

Paris et Bonn veulent redevenir le « moteur » de la construction européenne

La France et l'Allemagne [redacted]rale vont tenter de relancer avant la fin de l'année l'Union *économique et monétaire européenne*, en panne depuis plusieurs années. Tel est le principal résultat du « sommet » franco-allemand des *3 et 4 février, exprimé dans une* déclaration commune. Il a été rendu possible par une certaine réduction des disparités entre les *économies des deux pays*. Le gouvernement français reconnaît désormais sans réserves que l'union monétaire, « *point de passage obligé* » sur la voie de l'union européenne (que les Neuf se sont fixée comme objectif en 1972), n'est pas possible sans une « *harmonisation effective* » des politiques économiques. La France et l'Allemagne fédérale ont donc décidé, d'une part, que leurs ministres des finances se réuniraient périodiquement — sans doute tous les trois mois — pour « *coordonner* » les objectifs et les moyens de leur politique économique à court terme ; d'autre part, elles feront avant la fin de l'année des propositions communes à leurs partenaires pour harmoniser les politiques économiques des Etats de la Communauté.

Sans doute ne s'agit-il encore que d'une louable intention. Mais l'expérience a montré qu'une entente franco-allemande était la *condition nécessaire à tout progrès* de la construction européenne. Accusera-t-on Paris et Bonn de faire cavalier seul et de vouloir construire une Europe à deux à l'intérieur de la Communauté des Neuf ? Les deux gouvernements répondront qu'ils prétendent seulement donner une impulsion nouvelle et qu'ils entendent placer leur action dans le cadre communautaire. La coordination de leurs politiques à court terme devra être conforme aux « *orientations fixées par les institutions de la Communauté* » et les propositions qu'ils feront pour l'harmonisation des politiques s'adresseront à l'Europe des Neuf dans son ensemble.

La [redacted] partie de la déclaration franco-allemande porte sur la politique nucléaire. Si les deux gouvernements se refusent à favoriser la prolifération des armes nucléaires, ils se prononcent sans ambages pour le développement de l'énergie nucléaire pacifique par les pays qui en ont besoin pour leur industrialisation. Le ton de la déclaration donne l'impression que ni Paris ni Bonn ne sont décidés à céder aux *pressions américaines* pour l'annulation des contrats de vente d'usines de retraitement du combustible nucléaire au Pakistan et au Brésil. « *Je ne vois pas de pression américaine* », a répondu à une question M. Grunewald, porte-parole du chancelier, sans doute pour indiquer que son gouvernement voulait les ignorer.

Une « fermeté » commune

Le gouvernement français comprend l'attitude du gouvernement allemand à propos des contrats passés — puisqu'il se trouve dans la même situation que lui. Il souhaiterait en revanche que *Bonn s'aligne* sur sa propre position pour ce qui concerne les contrats à venir. La France s'est engagée à ne plus exporter d'installations aussi dangereuses que les usines de retraitement. Rien n'indique encore que l'Allemagne fédérale soit disposée à en faire autant.

Peu d'indications ont été données sur la préparation du « sommet » des grandes puissances économiques — prévu pour le début [redacted] mai [redacted] Londres, — qui a cependant occupé, d'après M. Giscard d'Estaing, une place impor[redacted] conversations [redacted] M. Schmidt. En fait, il n'y a pas [redacted] à *désaccord : le* [redacted] comme le [redacted] de [redacted] et [redacted] président [redacted] serait [redacted] d'[redacted] *rencontre* des seuls responsables des principales puissances industrielles occidentales, qui limiteraient leur discussion aux grands problèmes [redacted] miques mondiaux. Cependant, [redacted] Allemands [redacted] le disent pas ouvertement. Seul M. Lecat, porte-[redacted] l'Elysée, a indiqué qu' « *un accord très* [redacted] *tait entre les deux pays sur la composition* [redacted] » *et son* [redacted] *du jour* ».

On a donc assisté, au cours de la réunion de Paris, à un double phénomène : d'une part, un rapprochement de la France et de l'Allemagne fédérale, qui vont tenter de redevenir le « moteur » de la Communauté, comme aux temps héroïques de la construction européenne ; d'autre part, un raidissement des deux [redacted] vis-à-vis [redacted] Etats-Unis, au moment [redacted] ces [redacted] sont [redacted] quelques [redacted] britanniques à [redacted] la Communauté. [redacted] se manifeste [redacted] divers [redacted] dans [redacted] préparation du « [redacted] » [redacted] en [redacted] qui concerne l'Allemagne, par le refus *de prendre des risques inflationnistes* pour favoriser le redresse[redacted] des [redacted]

Au cours des entretiens ministé[redacted] en [redacted] « [redacted] », [redacted] ministres [redacted] MM. Poniatowski et Maihofer, ont signé un accord de coopération sur la protecti[redacted] civile, la répression du trafic [redacted] drogues [redacted] police [redacted] Le ministre français délégué auprès [redacted] premier ministre, M. Durafour, et le ministre [redacted] finances, M. Apel, ont [redacted] pro[redacted] fonctionnement des *fonds communautaires*. Les [redacted] la [redacted] ils [redacted] rendent compte que la France [redacted] plus le grand [redacted] *fonds agricoles*. [redacted] ministres de l'aménagement du territoire, MM. Lecanuet [redacted] Ravens, ont [redacted] la politique *régionale* [redacted] *l'implantation* [redacted] Rhin. Les ministres des affaires étrangères, MM. de Guiringaud et Genscher, ont examiné la prépa[redacted] la [redacted] Belgrade sur la sécurité et la coopé[redacted] en Europe.

Le ministre français du [redacted]merce extérieur, M. Rossi, et le ministre allemand de l'économie, [redacted] discuté des problèmes [redacted] de [redacted] Communauté. M. Rossi [redacted] la Communauté se montre « [redacted] » dans ses discussions commerciales avec [redacted] Japon, [redacted] quoi, a-t-il [redacted] certains [redacted] économiques européens comme [redacted] navals subi[redacted] « [redacted] *dommages irréparables* ». Enfin, au cours [redacted] brève discussion sur l'énergie [redacted] les porte-parole n'ont pas mentionnée), MM. Giscard d'Estaing [redacted] Schmidt ont eu des mots [redacted] pétroliers de la mer du Nord qui envisage[redacted] de [redacted] pays arabes dans [redacted] la hausse.

MAURICE DELARUE.

(Lundi 7 février.)

EN EXPULSANT UN JOURNALISTE SOVIÉTIQUE

Le président Carter entend montrer que [redacted] détente ne peut être [redacted] sens unique

De [redacted] correspondant

[redacted] — [redacted] n'a pas perdu de temps ; il a décidé, dès le samedi 5 [redacted] d'expulser un correspondant [redacted] annoncée la veille d'un [redacted] *de* [redacted] Associated Press [redacted] Moscou. En [redacted] cette décision, le porte-parole du département d'Etat a regretté qu'il ait fallu prendre cette mesure contraire aux [redacted] définis à Helsinki concernant « *l'amélioration des conditions de travail des journalistes... et une diffusion plus libre des informations...* ». Après avoir consulté M. Carter et son [redacted] M. Brzezinski, le [redacted] d'Etat, M. Vance, avait, dès le 4 février protesté auprès de l'ambassadeur soviétique et demandé que le gouvernement de Moscou annule [redacted] l'expulsion, jugée non justifiée, du correspondant américain.

Les officiels du [redacted] d'Etat se [redacted] d'illusions sur les résultats de cette démarche qui [redacted] d'autant moins de chance d'aboutir qu'elle laissait peu [redacted] temps à Moscou pour reconsidérer sa [redacted] En fait, *le gouvernement américain* [redacted] fermement décidé à prendre des mesures immédiates de rétorsion. D'abord parce que, à tort ou à raison, il a considéré l'expulsion du correspondant américain comme un geste délibéré visant à « tâter » la réaction officielle américaine. Ensuite, pour bien démontrer *de nouveau à l'opinion* américaine que M. Carter, fidèle à ses promesses, n'accepterait jamais sans réagir une violation [redacted] principes d'Helsinki. D'ailleurs, le département d'Etat envisagerait dans les prochains jours de rendre publique une déclaration sur la détention d'Alexandre [redacted] (1).

Cette fermeté a été encouragée par les réactions du Congrès, où le sénateur Byrd, leader de la majorité démocrate, avait immé*diatement demandé des mesures* de représailles contre un journaliste soviétique. Le gouvernement devrait pouvoir compter sur le soutien du Congrès pour reprendre et [redacted] à bien la négociation difficile avec Moscou sur [redacted] limitation des armements stratégiques. Dans cette perspective, il ne peut se permettre d'apparaître trop « mou » en se rendant complice par son silence des atteintes aux droits de l'homme [redacted] aux principes d'Helsinki. La [redacted] d'autant plus [redacted] la veille du débat au Sénat sur la [redacted] de M. Warnke comme principal négociateur avec Moscou.

Néanmoins, l'attitude de la Maison Blanche n'est pas dictée par l'opportunisme. M. Carter a souligné à plusieurs reprises que la défense des droits de l'homme était un des piliers de la politique étrangère américaine. Plus cyniquement, certains officiels estiment que le gouvernement américain ne peut tout de même pas être *moins critique des actions* du gouvernement soviétique dans ce domaine que ne le sont les dirigeants des partis communistes européens.

La mesure de représailles contre le journaliste soviétique illustre l'évolution de la pensée officielle à propos des relations Est-Ouest. Le Département d'Etat estime que la décision est conforme aux idées du conseiller présidentiel : la détente, pour être acceptée par l'opinion américaine, doit être réciproque et non à sens unique. En même temps, on rappelle que M. Vance a rejeté la conception d'un marchandage global et celle d'un lien obligatoire à établir entre les problèmes divisant Soviétiques et Américains.

En d'autres termes, l'expulsion du journaliste soviétique, la dénonciation des atteintes aux droits de l'homme en U.R.S.S., ne doivent pas, dans l'esprit de M. Vance, affecter la négociation fondamentale avec Moscou sur la limitation des armements stratégiques. On affirme toujours que chaque problème doit être envisagé, et éventuellement réglé, séparément.

HENRI PIERRE.

(Mardi [redacted] février.)

(1) A Moscou, l'académicien André Sakharov a affirmé dimanche : « *Nous avons toutes les raisons de penser que l'arrestation de Guinzbourg s'inscrit dans une série d'actions répressives prévues avant la conférence de Belgrade (...) L'ampleur de ces actions répressives dépendra des réactions de l'opinion publique en U.R.S.S. et dans le monde aux premières arrestations.* »

LES ACCORDS D'HELSINKI ET LA PRESSE

Les deux mesures que vient de prendre le Kremlin revêtent un caractère différent en apparence, mais l'effet recherché est identique. Alexandre Guinzbourg a été arrêté parce qu'il gérait un fonds d'aide aux détenus politiques, mais aussi parce qu'il était, avec quelques autres « contestataires » courageux, une des sources d'information sur les méthodes de répression employées. Le journaliste américain George Krimsky a été expulsé parce qu'il recherchait et véhiculait cette information avec un peu trop de zèle au gré des *autorités*. Celles-ci, dans un cas comme dans l'autre, escomptent un répit pour régler plus tranquillement leurs comptes avec ce qu'il faut bien appeler une opposition de plus en plus déterminée et coordonnée.

Les mesures d'expulsion ou de représailles prises à l'encontre des journalistes ne sont évidemment l'apanage ni d'un seul pays ni d'un seul système politique. Amnesty International publiait en mai dernier une liste de soixante-sept journalistes emprisonnés pour délit d'opinion dans dix-sept pays, de l'U.R.S.S. au Chili, de Cuba à l'Indonésie.

Les expulsions de correspondants ou d'envoyés spéciaux ne se comptent plus dans de très nombreux pays du tiers-monde, sans parler des *Etats qui résolvent* encore plus radicalement le « problème » en n'admettant aucun journaliste sur leur sol — c'est le cas, notamment, du Cambodge, — en n'ouvrant leurs portes qu'à des « délégations » *soigneusement encadrées, ou en* interdisant totalement la diffusion [redacted] tel ou tel journal [redacted]ger.

Devant ces atteintes portées au droit [redacted] l'information, il serait plus logique [redacted] plus rapide de dresser *l'inventaire* [redacted] *pays où l'information* authentique, c'est-à-dire pluraliste, contradictoire et relativement ouverte, peut être recueillie et diffusée : la liste n'excède certainement pas la trentaine, encore que dans de nombreuses [redacted] « exemplaires » la liberté de la presse, [redacted] peu près complète vis-à-vis du pouvoir politique, [redacted] dangereusement vis-à-vis du pouvoir de l'argent.

L'U.R.S.S. se trouve aujourd'hui dans une position plus délicate que d'autres pays. Sans doute ses dirigeants continuent-ils de professer une conception « monolithique » [redacted] l'information, [redacted]mer le primat de l'Etat — ou du parti — sur l'individu. Mais ils ne s'en sont pas moins engagés *en juillet 1975, en signant l'acte* final de la conférence d'Helsinki, [redacted] « faciliter une diffusion plus libre et plus large de l'information de *toute nature* », à améliorer les conditions de travail des journalistes, qui « ne sauraient être expulsés ni pénalisés de quelque autre manière du fait de l'exercice légitime de leur activité professionnelle ». Mieux encore, ils promettaient d' « améliorer l'accès du public aux publications importées ». Or on est toujours aussi loin du compte à cet égard : « le Monde », pour ne prendre que cet exemple, est vendu en quantités limitées mais appréciables dans quelques pays de l'Est, mais à 25 exemplaires seulement dans toute l'U.R.S.S. (auxquels s'ajoutent 232 abonnements), tandis qu'un pays comme la R.D.A. ne reçoit, en tout et pour tout, que trois numéros sur abonnement !

L'expulsion de M. Krimsky [redacted] première qui survient en U.R.S.S. depuis la signature des accords d'Helsinki (la dernière en date, qui visait un journaliste suédois, remonte à 1973), alors qu'aucun correspondant soviétique [redacted] *expulsé* [redacted] *Etats-Unis* depuis 1970. La décision [redacted] donc un peu un défi [redacted] M. Carter, qui a montré l'intérêt que l'on sait pour la protection des droits de l'homme, mais dont certaines maladresses ont pu fournir l'occasion d'un test au Kremlin.

(Samedi 5 février.)

EUROPE

Portugal

Le gouvernement décrète une remise en ordre de la presse nationalisée

De notre correspondant

Lisbonne. — Suspension pour quatre-vingt-dix jours du quotidien [redacted] ainsi que de trois hebdomadaires appartenant au même groupe de [redacted] : *O Seculo Ilustrado*, *Vida* [redacted] et [redacted] Fin de [redacted] participa[redacted] le quotidien *Comercio* [redacted] *Porto* [redacted] retour [redacted] privé du quotidien [redacted] *de* [redacted] gestion [redacted] par [redacted] société constituée, d'une part, [redacted] particuliers qui [redacted] une partie du capital [redacted] l'entreprise et, d'autre part, [redacted] travailleurs organi[redacted] coopérative [redacted] principales [redacted] concernant la [redacted] annoncées dimanche [redacted] février [redacted] M. Alegre, [redacted] l'information.

« [redacted] *fête* [redacted] *finie : l'heure* [redacted] *vérité* [redacted] », [redacted] Alegre [redacted] donner [redacted] pré[redacted] sur la [redacted] financière [redacted] journaux nationa[redacted] Selon M. Alegre, ceux-ci coûteraient [redacted] l'Etat 50 [redacted] (7,5 millions [redacted] les [redacted] : per[redacted] excédentaire, cumul d'emplois, [redacted] administration, [redacted] tirage, augmentation [redacted] de fabrication, [redacted] du prix du papier, [redacted] publicité, dettes [redacted] nationalisation...

Le gouvernement [redacted] prêt [redacted] prendre [redacted] de [redacted] le [redacted] d'emplois, [redacted] imposer [redacted] minimaux prévus [redacted] limiter [redacted] embauches, [redacted] provoquer [redacted] départs [redacted] la [redacted] l'usage [redacted] supplémentai[redacted] pourcentages d'invendus et [redacted] nombre [redacted] pages imprimées. Un [redacted] national [redacted] messageries [redacted] prochainement. Sans avoir le monopole [redacted] la distribution, il permettra [redacted] réduire les dépen[redacted] de distribution. On envisage [redacted] imprimeries des journaux nationalisés.

Le gouvernement serait, d'autre part, [redacted] venir en aide aux journaux [redacted] nationalisés. Outre la gratuité [redacted] courrier pour [redacted] — qui [redacted] effective depuis l'été [redacted] — d'autres [redacted] indiquées [redacted] d'Etat permettraient [redacted] « sauver » des entreprises [redacted] : [redacted] d'une taxe pré[redacted] pour [redacted] téléphones et [redacted] en charge par [redacted] d'une partie des frais [redacted] aux [redacted] où [redacted] venant [redacted] l'impôt [redacted] publicité [redacted] qui appartiennent [redacted] journaux.

Enfin, [redacted] *la* [redacted] nationales [redacted] réorganisées. Une loi pour la radio est déjà en préparation. M. Alegre [redacted] en termes très [redacted] le style [redacted] qui [redacted] bleraient, [redacted] lui, [redacted] « *pro*[redacted] ». Mais de [redacted] qui ?

JOSÉ REBELO.

([redacted] 7 février.)

ÉCONOMIE

La bataille entre les Neuf et le Japon

(Suite [redacted] première page.)

[redacted] décision annoncée, [redacted] 7 février [redacted] la Commission d'appliquer une taxe antidumping [redacted] % sur les importations de rou[redacted] du Japon [redacted] que la mise [redacted] la [redacted] ne doit [redacted] prise à [redacted] légère. [redacted] me[redacted] protectionnistes risquent fort d'être arrêtées [redacted] ne consent [redacted] un [redacted] tempérer le zèle de ses exportateurs.

Des engage[redacted] non [redacted]bles [redacted] déjà été [redacted] par le Japon, en ce qui conce[redacted] exportations de produits [redacted]rgiques [redacted] d'automobiles.

[redacted] SIDÉRURGIE. — Les Japonais ont accepté, en [redacted]bre dernier, [redacted] plafonner leurs ventes d'acier [redacted] Neuf au niveau de 1,4 million [redacted] contre 1,2 [redacted] de [redacted] en 1976. Deux [redacted] subsisté. En premier lieu, un fort dépassement des exportations japonaises vers la CECA [redacted] enregistré en 1976, du [redacted] productions « *indépendantes* » qui [redacted] s'étaient [redacted] comme liées par l'accord signé avec [redacted] grands [redacted] nippon.

[redacted] y remédier, le [redacted] (ministère [redacted] japo[redacted] la formation [redacted] d'exportateurs [redacted] les grands et les [redacted]pendants. En [redacted] lieu, le compromis passé [redacted] s'applique pas aux [redacted] « périphériques », comme [redacted] Suisse, l'Espagne, l'Autriche, etc., pays vis-à-vis desquels [redacted] japo[redacted] ont connu [redacted] progression spectaculaire, [redacted] parfois [redacted] « [redacted] ».

Ainsi, la Suisse [redacted] reçu [redacted] 1976 450 000 [redacted] d'acier nippon, [redacted] lesquelles 80 000 [redacted] seulement [redacted] le [redacted]tique, [redacted] reste étant réexporté... [redacted] point précis, [redacted] Japonais [redacted] accepté [redacted] une [redacted] à 200 000 tonnes en [redacted] exportations [redacted] ce petit pays.

[redacted] AUTOMOBILE. — A la [redacted] engagées depuis [redacted] la [redacted] japo[redacted], celles-ci ont accepté [redacted] européennes : [redacted] vol[redacted] européennes disposeront [redacted] délai de [redacted] ans pour se [redacted] aux normes antipollution qui entreront [redacted] vigueur au Japon en 1978 ; une partie [redacted] d'homologation [redacted] effectués [redacted] organismes européens agréés ; enfin, le Japon [redacted] Europe [redacted] experts qui procéderont sur p[redacted] aux [redacted] d'homologation.

[redacted] cours [redacted] premier [redacted] les [redacted] européennes au Japon [redacted] unités, [redacted] constructeurs nippons [redacted] en Europe [redacted] véhicules, [redacted] environ [redacted] marché européen [redacted] Pour [redacted] moment, [redacted] C.E.E [redacted] pas [redacted] de négociations avec le Japon en [redacted] d'une auto[redacted] exportations d'au[redacted] japonaises en Europe. [redacted] la plupart [redacted] firmes [redacted]péennes espèrent que le problème [redacted] abordé [redacted] cadre [redacted] négociations [redacted] « Tokyo [redacted] », engagées [redacted] sein du GATT. Plutôt [redacted] sur [redacted] limitation quanti[redacted] des exportations, les discussions porteraient d'ailleurs sur le maintien des droits de douanes de la C.E.E. à [redacted] des automobiles japonaises et sur une [redacted]luation [redacted] yen.

● CHANTIERS NAVALS. — Mardi 8 et mercredi 9 février se tient à Paris, à l'O.C.D.E., la « *réunion de la dernière chance* » pour essayer [redacted]aboutir à un accord entre l'Europe et [redacted] Japon sur la [redacted] : 93 [redacted] des commandes de navires des pays de l'O.C.D.E. ont été prises par le [redacted] au troisième [redacted]mestre de 1976. Ce quasi-monopole est jugé par tous les pays européens « *inacceptable* ».

Trois propositions de Tokyo

La Commission européenne [redacted] demandé aux [redacted] de réduire leur capacité [redacted] production jusqu'à [redacted] marché mondial puis, [redacted] un second [redacted] 40 %, pour que la crise soit équitablement répartie [redacted] monde. Dans [redacted] matinée du 8 février, [redacted] Japon [redacted] propositions :

[redacted] Tokyo augmentera [redacted] prix [redacted] l'exportation [redacted] navires. [redacted] mesure, qui [redacted] limitée jusqu'à présent [redacted] d'un tonnage supérieur [redacted] 2 500 tonneaux [redacted] jauge brute, s'appliquera dé[redacted] aux [redacted] ty[redacted] en vigueur jusqu'au 31 [redacted]

● [redacted] la [redacted] période, [redacted] gouvernement japonais [redacted] aux chantiers [redacted] d'adopter [redacted] de diminuer [redacted] exportations [redacted] européens [redacted] plus [redacted]

● [redacted] Japon [redacted] ses chantiers, [redacted] leur part du marché mondial dépasse la [redacted] performances passées.

[redacted] affaires étrangères [redacted] poursuivre le 8 février [redacted] sur un [redacted] thème, relevant, [redacted] protectionnisme, [redacted] en place [redacted] politique commune [redacted] pêche. Après [redacted] l'Union soviétique a fait [redacted] au Royaume-Uni, pays [redacted] actuellement la présidence [redacted] Neuf, qu'elle [redacted] prête à négocier un [redacted] sur ce point [redacted] la [redacted] pré[redacted] quelles [redacted] pour[redacted] pourparlers. La Pologne a également fait [redacted] aux Neuf qu'elle [redacted] disposée [redacted] négocier.

Dernier point à [redacted] du jour, [redacted] non [redacted] moins important : [redacted] C.E.E peut-elle [redacted]visager [redacted] relations [redacted]tugal ? L'objectif [redacted] définir une position commune [redacted] la [redacted] capitales du [redacted] commun que [redacted] entreprendre M. [redacted] à la mi-février.

(Mercredi 9 février.)

FRANCE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

La gauche s'achemine vers un accord [redacted] Paris

Les délégués [redacted] fédérations parisiennes du P.C.F., du P.S. [redacted] du Mouvement des radicaux de gauche se sont retrouvés pour une nouvelle [redacted] négociations le mardi après-midi [redacted] février. Compte tenu du fait que les socialistes ont renoncé [redacted] revendiquer la conduite [redacted] éventuelles listes d'union dans les onzième et dix-huitième arrondissements, un accord [redacted] envisagé. Restent toutefois [redacted] régler des problèmes [redacted] répartition entre les diverses composantes de [redacted] gauche.

[redacted] Henri Fiszbin, député [redacted] file [redacted] candidats communistes au Conseil [redacted] Paris, [redacted]laré, lundi 7 [redacted] le [redacted] obstacle [redacted] un [redacted] la [redacted] la capitale tenait [redacted] l'exigence [redacted] P.S. de remplacer MM. Maurice Berlemont [redacted] Louis Baillot, conseillers communistes de Paris, par MM. George Sarre et Claude Estier, [redacted] la [redacted] 11e [redacted] 18e [redacted] « [redacted] ré[redacted] *tions de Sarre et Estier*, a-t-il ajouté, *permettent d'espérer* [redacted] *cet obstacle pourra* [redacted] *Nous irons* [redacted] *réunion* [redacted] *ferme* [redacted] *faire* [redacted] *rapide*[redacted] »

M. Georges Sarre n'a pas du [redacted] apprécié les critiques qui lui ont [redacted] côté socia[redacted] *qu'il a* [redacted] négociations en [redacted] la [redacted] formation [redacted] qu'il [redacted] mener [redacted] 11e [redacted] *fédération* [redacted] ». En [redacted] les [redacted] per[redacted] du P.S. résultent en [redacted] partie des luttes [redacted] partisans [redacted] se sont livrées [redacted] les [redacted] pour tenter d'obtenir le plus grand nombre [redacted] candi[redacted]

[redacted] dant leur unanimité pour souli[redacted] qu'en [redacted] le P.S. n'a [redacted] se plaindre de [redacted] négociation sur [redacted] Alors qu'en 1971 toutes [redacted] listes [redacted] conduites par le P.C.F., [redacted] seront [redacted] principe, [redacted] année, [redacted] jeu dans neuf secteurs, [redacted] P.C.F dans sept, [redacted] de liste [redacted] à [redacted] radicaux [redacted] gauche, P.S.U., [redacted] d'opposition [redacted] autres personnalités. Sur [redacted] 109 [redacted], la répartition politique [redacted] la suivante : 43 P.C.F., 39 P.S., 16 M.R.G., 11 [redacted] (P.S.U., gaullistes...)

En réalité, [redacted] négociation [redacted] ainsi. Les secteurs [redacted] ont [redacted] divisés en [redacted] catégories : [redacted] cinq [redacted] la [redacted] (11e, 13e, 18e, 19e et 20e), les cinq qu'elle peut espérer [redacted]porter (1er-4e, 2e-3e, 10e, 12e et 14e), [redacted] autres. [redacted] ce niveau, [redacted] le P.C.F. conserve [redacted] des [redacted] dans les [redacted] où la gauche est sortante, [redacted] P.S obtient [redacted] têtes de [redacted] dans les secteurs « gagnables ». Il devrait conduire la liste [redacted] le 14e arrondissement [redacted] le suffrage universel l'a placé en tête, mais il a, en outre, obtenu le 2e-3e et le 10e — ou le 12e — arrondissement.

Si les cinq [redacted] « jouables » basculaient à gauche, les partis signataires [redacted] programme commun [redacted] majoritaires dans [redacted] capitale.

Bien [redacted] Poniatowski [redacted] affirmé [redacted] la [redacted] M. Chirac qu'il n'existe [redacted] « *danger* [redacted] *gauche* » [redacted] Paris, M. Pierre-Christian Taittinger, secrétaire [redacted] du ministre des affaires étrangères, candidat [redacted] le 16e arrondissement sur [redacted] M. d'Ornano, a fait [redacted] lundi une [redacted] laquelle [redacted] *récents sondages confirment la poussée* [redacted] *socialo-communiste dans* [redacted] *capit*[redacted] ». Ce [redacted] majorité se [redacted] les neuf secteurs où « *le danger* [redacted] *peut a*[redacted] *comme une probabilité dangereuse* ». *Une victoire* [redacted] permettrait [redacted] la gauche d'emporter [redacted] sièges [redacted] majorité au Conseil [redacted] Paris.

[redacted] 57 sièges que M. Taittinger juge [redacted] portée [redacted] la gauche sont, [redacted] ceux qu'elle détient [redacted] 2e-3e, 10e, 12e [redacted] 14e [redacted] l'heure actuelle, en [redacted] de [redacted] d'union [redacted] la gauche, ces [redacted] répartiraient de la manière suivante : 27 P.C.F., [redacted] P.S., 7 M.R.G., 4 personnalités. Ni [redacted] communistes [redacted] l'union de la gauche socialiste et démocrate (qui [redacted] le P.S. et [redacted] radicaux [redacted] gauche) ne seraient donc assurés d'une majorité pour enle[redacted] le poste [redacted] maire, d'autant que le candidat [redacted] peut [redacted] absolument [redacted] les suffrages [redacted] radicaux [redacted] gauche. Un contentieux [redacted] le M.R.G. et [redacted] CERES. Les radicaux [redacted] gauche [redacted] en [redacted] présenter M. Luchaire, membre [redacted] leur [redacted] national, [redacted] arrondissement, sur le contingent U.G.S.D. Or, [redacted] candidatures socialistes dans ce secteur ont [redacted] attribuées [redacted] CERES.

En définitive, dans l'hypothèse d'une victoire [redacted] gauche [redacted] neuf [redacted] jouerait [redacted] niveau du choix du maire sur le vote [redacted] quatre personnali[redacted] qui doivent [redacted] principe venir [redacted] P.S.U. [redacted] gaullistes d'opposition. Compte tenu [redacted] l'enjeu d'un [redacted] *choix*, il paraissait [redacted] probable [redacted] la gauche [redacted] aller, le 8 février, au-delà [redacted] sur [redacted] *répartition* [redacted] des têtes [redacted] entre [redacted] familles politiques impliquées dans [redacted] négociations. [redacted] réunion, [redacted] doute [redacted] pour préciser l'éventuel accord [redacted] principe, notamment au sujet [redacted] choix de ces personnalités.

THIERRY PFISTER.

(Mercredi 9 février.)

Les Français vus par eux-mêmes

par PIERRE VIANSSON-PONTÉ

TOUT [redacted] sur la performance [redacted] M. [redacted] d'Estaing à la télévision, celle [redacted] dernier aux « [redacted] l'écran », bien sûr, puisque l'on voit [redacted] souvent le président [redacted] République sur [redacted] temps-ci que l'on risque [redacted] s'y perdre un [redacted]. Il s'agit bien de [redacted] extraordinaire partie de chaises musicales à laquelle s'est [redacted] l'Etat dans une émission qui aurait [redacted] s'appeler « L'incollable » ou « Réponse [redacted] tout ».

[redacted] que [redacted] a moins dit, semble-t-il, [redacted] qui paraît cependant [redacted] de l'événement, c'est que les Français, ce soir-là, se sont, par millions, regardés [redacted] eux-mêmes. Puisque [redacted] soixante participants [redacted] un [redacted] scientifique[redacted] représentatif [redacted] de la population, qu'ont-ils vu ? Comment [redacted] vus ?

***

Sur la composition de [redacted] lui-même, [redacted] donc, en principe, de la population [redacted] entière, quelques [redacted] de retraités, plus de femmes au foyer qu'exerçant un métier, [redacted] peu de jeunes : [redacted] on ne l'ignore pas, les tables démographiques, les [redacted] le disent. Mais [redacted] est de le savoir, une autre de [redacted] voir de [redacted] yeux en passant d'un [redacted] à l'autre. Un pays qui [redacted] est un pays où la [redacted] — *et* [redacted] fut [redacted] d'ailleurs [redacted] plusieurs [redacted] — reste la cellule [redacted] de la vie sociale, sa pierre d'angle.

Toute appréciation, [redacted] jugement [redacted] un tel rassemblement de soixante personnes, [redacted] environ se sont exprimées, est [redacted] subjectif. Qu'on admette simplement [redacted] s'exprie ici une subjectivité désintéressée. Essayons de rechercher [redacted] saillants du tempérament [redacted] qu'on [redacted] a [redacted] à [redacted] ces hommes [redacted] ces femmes.

L'allure, l'attitude, le comportement, d'abord. Ils ont, [redacted] l'ensemble, [redacted] bonnes têtes, [redacted] visages [redacted] en bonne santé physique [redacted] morale : [redacted] même celui [redacted] un grand malade respirait [redacted] force [redacted] la [redacted]. Presque [redacted] semblaient, [redacted] l'on [redacted] dire, bien [redacted] leur peau.

Pour venir [redacted] l'Elysée [redacted] paraître [redacted] la télévision, presque tous [redacted] un effort [redacted] : cravates, [redacted] fleuries, [redacted]tumes de [redacted] qui [redacted] parfois un peu gauche. Personne [redacted] l'impression de misère, ni même de médiocrité.

La [redacted] règle, unanimement observée, même par ceux qui sans ambages [redacted] adversaires. Et [redacted] en [redacted] vu plus d'un parmi ceux-ci qui [redacted] surprenait, ayant [redacted] son mieux, à [redacted] la [redacted] pour approuver, [redacted] chaleur [redacted], la réponse qui lui [redacted] faite. Et il n'y a [redacted] eu, comme [redacted] s'y attendre, le moindre échange polémique, fût-ce d'un mot, [redacted] participants : [redacted] communauté [redacted] destin, en [redacted] solennelle, engendrait déjà, par-delà [redacted] frontières [redacted] d'opinions, un [redacted] de [redacted] Quand la réponse n'avait pas satisfait, [redacted] prenait [redacted] Un peuple pour lequel [redacted] est vertu.

Aucune [redacted] apparente, [redacted] moins chez ceux qu'on a entendus : et, [redacted] trac, [redacted] ne se voyait pas. C'est [redacted] peine parfois [redacted] désignait son voisin [redacted] lui offrant [redacted] parler [redacted] la politesse, là encore, [redacted] avoir plus [redacted] part dans [redacted] hésitations [redacted] l'embarras. [redacted] citoyens [redacted] et conscients, à peine [redacted] d'être [redacted] leur affaire, [redacted] complexes.

[redacted] *plus incisifs, les plus documentés, les plus précis*, [redacted] loin, [redacted] parti communiste, qui, tous, [redacted] présentèrent [redacted] tels, à visage découvert. Tous aussi, à l'exception d'un seul, lisaient, parfois pesamment, [redacted] questions [redacted] ils n'étaient visiblement pas [redacted] auteurs, qui avaient sans [redacted] en réunion de cellule puis supervisées [redacted] quelques responsables. [redacted] militants [redacted] qui ont su [redacted] tailler dans [redacted] débat une place plus que proportionnelle à leur pourcen[redacted] En [redacted] temps, [redacted] leurs questions qui passaient [redacted] bien à l'antenne. A l'un [redacted] militants, chargé d'interroger sur [redacted] libertés, [redacted] réplique [redacted] tellement [redacted] attendue — Quel [redacted] opposant peut dialoguer ainsi avec [redacted] chef de l'Etat à la [redacted] ? — qu'on s'étonnait [redacted] choix. C'était oublier que, pour lui [redacted] son parti, ce n'était pas la réponse qui importait, mais la question.

Le charme présidentiel opérait [redacted] coup férir. Est-ce une illusion, toutefois ? On [redacted] l'impression que [redacted] y suc[redacted] facilement que les hommes ; qu'elles étaient moins aisément séduites, [redacted] leur âge.

Enfin, il [redacted] clair que nous adorons la [redacted]. Plus d'un, après un départ difficile, voire [redacted] peu confus, se rassurait [redacted] sa propre voix, s'assurait en [redacted] voyant écouter avec tant d'attention, et [redacted] se [redacted] de mots [redacted] il ne contrôlait plus la force ni le débit. Venus [redacted] comme du Midi, et de Bretagne comme d'Auvergne, oui, [redacted] sommes des Latins et nous avons la [redacted] politique. [redacted] avons [redacted] recettes, comme le viticulteur de Jacou qui offrait [redacted] projet [redacted] réforme [redacted] M. Barre, [redacted] l'archi[redacted] qui entamait [redacted] conférence [redacted] H.L.M. Le système D [redacted] « nyako » [redacted] les deux mamelles [redacted] notre éloquence. Et nous [redacted] malins : témoin l'excellente femme qui essayait [redacted] caser sa fille [redacted] chômage ou l'agriculteur qui réclamait [redacted] pour son village. Après tout, on [redacted] sait jamais ; et, puisque l'occasion se présente, pourquoi [redacted] pas essayer d'en profiter ?

***

Les questions elles-mêmes, par leur objet, par la façon [redacted] posées, par ce qu'elles [redacted] et ce qu'elles sous-entendaient, [redacted] évidemment l'élément le [redacted] et [redacted] plus intéressant [redacted] la [redacted]

[redacted] questions étaient, [redacted] fond, de trois ordres :

— Des inquiétudes et des curiosités étroitement catégorielles, ayant [redacted] à [redacted] personnelle de travail, de salaire, de logement, d'éducation des enfants, de retraite, etc. ;

— Des exaspérations ou, [redacted] moins, [redacted] critiques provoquées par la bureaucratie, les [redacted] de la loi, les [redacted] du fisc, les [redacted] de [redacted] de la protection [redacted] par [redacted] aux citoyens, [redacted] soupçons qui [redacted] sur [redacted] politiques, etc.

— [redacted] problèmes de fond et de principe : [redacted] peine de mort, [redacted] collectivisme, l'union [redacted] la majorité, le jeu [redacted] institutions [redacted] de la gauche, l'avenir...

[redacted] partir de la subjectivité toujours, cinq impressions dominantes :

1) Les Français [redacted] beaucoup de choses. Certes, nul n'était [redacted] au dépourvu, [redacted] la plupart [redacted] questions [redacted] préparées [redacted] même méditées. Mais la gamme [redacted] sujets abordés était finalement [redacted] large [redacted] témoignait, dans l'ensemble, d'une [redacted] information ;

2) Les Français [redacted] modérés, quelle [redacted] leur option politique, mesurés [redacted] jugements, relativement tolérants — [redacted] c'est une [redacted] surprise ! — [redacted] systématiques [redacted] Cependant, ils croient [redacted] classes sociales et entendent que chacun [redacted] dans la sienne, [redacted] parle que pour [redacted] Ils demeurent particularistes [redacted] farouchement individualistes. Certain clivage, en particulier une sourde opposition entre les plus âgés [redacted] plus jeunes, [redacted] apparu nettement à plusieurs reprises ;

[redacted] *Paradoxalement, l'exigence la plus largement exprimée* [redacted] aspiration [redacted] l'égalité plus encore qu'à la justice. [redacted] qu'on [redacted] s'y [redacted] pas : l'égalité, estime chacun, doit être réalisée [redacted] niveau supérieur au [redacted] que j'y [redacted] enfin. Quant [redacted] la liberté, elle n'est évoquée qu'au plan formel, [redacted] titre d'argument polémique, [redacted] fraternité, [redacted] solidarité, [redacted] même [redacted] prononcés. On [redacted] retirer l'impression [redacted] Français, quoi qu'ils [redacted] disent, [redacted] sentent libres, [redacted] la [redacted]dication très générale [redacted] progrès [redacted] promotion [redacted] fortement [redacted] ;

4) Il [redacted] frappant que [redacted] grande actualité, dite populaire, [redacted] que la conçoivent et la présentent la télévision, [redacted] bonne partie de la [redacted] n'ait pratiquement pas [redacted] évoquée. [redacted] un mot sur l'affaire [redacted] Broglie, sur Abou Daoud, [redacted] il a fallu que [redacted] Joseph Pasteur qui parle [redacted] Mme Claustre. Au [redacted] majeures, [redacted] la politique étrangère, [redacted] problème nucléaire — [redacted] compris les centrales : l'écologie [redacted] encore du chemin [redacted] faire, — [redacted] tiers-monde, la défense, [redacted] monnaie, pour laquelle on [redacted] fait absolument [redacted] liaison [redacted] l'économique [redacted] social ; enfin, ce qui [redacted] plus étonnant, la régionalisation. [redacted] a parlé [redacted] querelle de Paris et des élections municipales, c'était [redacted] que l'occasion était trop politique pour négliger [redacted] sujets qui paraissent tenir tant [redacted] cœur au président ;

5) Enfin, [redacted] a éprouvé fortement [redacted] sentiment que [redacted] Français ne se jugent pas malheureux mais qu'ils ont peur [redacted] l'avenir, qu'ils s'accrochent volontiers au passé, qu'ils [redacted] une [redacted] nostalgie de la petite maison, [redacted] la petite boutique, de la petite exploitation agricole, du petit bonheur calme [redacted] prudent d'autrefois. Était-ce dû [redacted] l'âge [redacted] élevé, [redacted] intervenants ? Faut-il y [redacted] au contraire une preuve [redacted] d'un peuple [redacted] qu'il se méfie instinctivement [redacted] ceux qui [redacted] conduisent, mais qui grogne volontiers et porte au débit du gouvernement tout ce qui [redacted] pas, y compris ses propres fautes ?

En [redacted] cas, de cette étrange soirée d'introspection, on retirait l'impression que, avec tous leurs défauts et leurs [redacted] qualités, [redacted] quelque bord qu'ils appartiennent, [redacted] Français [redacted] plutôt de [redacted]

(Lundi 7 février.)

Les sites des centrales nucléaires
... refroidissement sans ...
... une révolution écologique

XAVIER WEEGER.

(Samedi 29 janvier.)

Les sites des centrales nucléaires

Un procédé de refroidissement sans eau ouvre la voie à une révolution écologique

L'Electricité de France justifie le choix des sites des centrales nucléaires qu'elle veut *construire par la nécessité* de disposer d'importantes quantités d'eau. Ainsi, les réacteurs électronucléaires sont-ils installés au bord de la mer, ou sur le bord des rivières.

Y a-t-il une alternative à cette politique ? Une étude réalisée en 1975 par le ministère de la qualité de la vie semble le confirmer. *Un nouveau procédé de refroidissement permettrait, selon cette étude, de se dégager presque totalement de cette « contrainte eau »* à un prix de revient compétitif, et de choisir plus judicieusement les sites.

« *Les centrales nucléaires ont besoin d'eau* » Comme toutes les centrales thermiques, elles ne transforment en électricité que le tiers environ de l'énergie produite. Jusqu'à présent, les techniques adoptées par l'E.D.F. pour évacuer le surplus de calories, tout en assurant un refroidissement correct de l'installation, sont de deux types pour les installations électronucléaires.

Il peut s'agir d'une réfrigération en circuit ouvert : l'eau captée dans la *mer* ou dans *une* rivière passe dans le système de *refroidissement*, où elle s'échauffe avant d'être rejetée. Les besoins en eau sont alors *importants puisque, pour quatre* réacteurs de 900 MWe, il est nécessaire de disposer d'environ 150 mètres cubes d'eau par seconde.

La deuxième solution consomme moins d'eau. *Elle* utilise des aéroréfrigérants, qui peuvent se présenter *soit* comme de gigantesques batteries de ventilateurs (aéroréfrigérants à tirage forcé), soit comme d'immenses tours *dépassant couramment* 100 mètres de hauteur (aéroréfrigérants à tirage naturel) ; l'eau n'y est plus seulement échauffée, elle est vaporisée. Pour quatre tranches de 900 MWe, la quantité d'eau consommée est d'environ 2,2 mètres cubes par seconde, auxquels il faut ajouter 5 mètres cubes d'eau restitués à la mer ou à la rivière de *manière* à éviter un encrassement des circuits de refroidissement. Enfin compte tenu des normes appliquées aux rejets radioactifs, 3,5 mètres cubes d'eau par seconde sont nécessaires pour chaque tranche de 900 à 1 000 MWe, afin d'obtenir une *dilution correcte des effluents radioactifs* Lorsque l'équipement des berges de la Loire, à Dampierre et à Saint-Laurent-des-Eaux, sera achevé, le débit d'eau utilisée (évaporation plus dilution des sels et des effluents) sera d'un peu plus de 30 mètres cubes par seconde.

Le plan d'installation des centrales nucléaires d'E.D.F. obéit strictement *à ce précepte selon lequel « Il faut de l'eau pour une centrale »* : il conduit à l'installation de réacteurs sur le bord de la mer *ou le long des* rivières d'importance suffisante, pour éviter un réchauffement excessif des eaux.

Une technologie déjà éprouvée

Sur la Loire, il sera même nécessaire, pour avoir tout le long de l'année un débit d'étiage suffisant, de régulariser les eaux du fleuve par des *barrages* situés en amont (barrage de Naussac par *exemple*). *A l'influence écologique* néfaste que peut avoir la construction de telles retenues, il faut ajouter *les* conséquences *encore mal* connues du réchauffement des eaux : à l'aval du chapelet de centrales *qui* vont *border ses rives, la température du Rhône pourra atteindre 30 °C.*

Selon l'étude réalisée en 1975 par le ministère de la qualité de la vie, il est possible de se dégager de cette servitude par l'utilisation d'aéroréfrigérants « secs », utilisant l'air *seul* pour refroidir la vapeur de la centrale servant à *faire tourner la* turbine électrique. Le circuit d'eau est totalement fermé : il n'y a ni emprunt ni restitution au milieu naturel. Un tel procédé de refroidissement est déjà utilisé assez largement dans diverses industries, chi*miques par exemple, elles aussi* soucieuses aujourd'hui de limiter leur consommation d'eau. Il ne s'agit donc pas d'une *révolution technique*, mais de l'adaptation d'une technologie éprouvée à des contraintes particulières et à de grandes puissances.

Selon l'étude, l'utilisation des aéroréfrigérants « secs » entraînerait un coût supplémentaire d'environ 5 % par *rapport* aux procédés actuels. Les calculs ont été faits avec l'aide de Creusot-Loire, qui s'estime capable de réaliser une telle installation. *Ce coût supplémentaire, estiment les* spécialistes du ministère de la qualité de la vie, *n'est pas un obstacle insurmontable*, puisque l'« indépendance » par rapport à l'eau autorise une politique plus judicieuse *dans* le choix des sites. L'étude montre ainsi qu'il serait possible d'installer des centrales de ce nouveau type en Champagne crayeuse, région « *stratégique* » puisqu'elle *elle est située* à proximité des centres de grande consommation d'électricité que sont la *Lorraine*, le *Nord* et la région parisienne. De plus, la construction pourrait se faire au voisinage immédiat de « *couloirs de transport* » d'électricité : les prochaines centrales, notamment en bord de *mer*, donc le plus souvent en « bout de ligne », exigent la mise en place de grandes longueurs de lignes et ont l'inconvénient de provoquer d'importantes pertes en cours de transport. En Champagne, ces problèmes disparaîtraient, et, selon l'étude, l'économie réalisée compenserait le coût supplémentaire des aéroréfrigérants « secs ».

L'étude du ministère de la qualité de la vie, intitulée « *Pour une stratégie d'implantation des centrales nucléoélectriques* », *propose*, d'autre part, dans sa première partie, l'installation de centrales nucléaires au bord des grandes chaînes de barrages comme celle qui est en place sur la haute Dordogne. Le propos, ici encore, est de nature *écologique. Dans le premier cas, il* s'agissait d'éviter un gaspillage de l'eau. Ici, les techniciens du ministère proposent, schématiquement, de « *compenser une pollution par une autre* ».

Les barrages hydroélectriques, ont, *en effet, l'inconvénient grave, et mal* connu — outre la modification totale du régime d'une rivière — de lâcher *une eau très froide et pauvre en* oxygène. Les couches profondes de la *retenue* de Bort-les-Orgues (Corrèze) sont, été comme hiver, à une température qui varie entre 4 et 6 °C. Lors des lâchers, souligne le rapport, l'eau de la Dordogne peut *varier brutalement de plus de 10 °C.* C'est ce que les spécialistes appellent un « choc thermique ».

Les conséquences en sont importantes, puisqu'elles ont conduit à *une modification de la faune aquatique* et que, sur certaines parties du cours de la *rivière*, on assiste, aujourd'hui, à une intense prolifération d'algues. Dans les plaines alluviales, *la culture du melon, par exemple*, a disparu.

L'étude propose donc d'installer des centrales *nucléaires* au bord des *barrages* : elles *pourraient, en utilisant* judicieusement les différentes sources d'eau froide disponibles, *parvenir à régulariser le régime thermique des eaux*, et à *rétablir* quelque peu *l'équilibre* original du cours d'eau.

Les alternatives proposées par l'étude sont-elles vraiment crédibles ? Les spécialistes d'E.D.F. n'ont pas, *loin de là, négligé de les étudier.* Depuis longtemps, ils mettent, à Champagne-sur-Oise, un banc d'essais à la disposition des constructeurs désireux de tester le matériel pouvant servir à *construire* des aéroréfrigérants. On reconnaît même, à E.D.F., *que l'étude du ministère de* la qualité de la vie a le mérite de proposer des solutions *quelque peu provocatrices*, ou du moins « stimulantes ». Mais les spécialistes qui y étudient la question jugent aujourd'hui *que cette étude* est à la fois *un peu dépassée* et en avance, puisque, affirment-ils, ils envisagent de mettre en œuvre *la technique des* aéroréfrigérants « secs » d'ici une dizaine d'années, pour la « deuxième génération » de centrales nucléaires.

Sur ce procédé, leurs objections sont de deux ordres : l'utilisation d'air comme fluide de refroidissement conduirait à une modification importante des turbines à vapeur, qu'on essaie aujourd'hui de construire en série pour abaisser les coûts : et, surtout, le problème des effluents *radioactifs reste posé ; on ne sait* pas encore, affirment-ils, se passer de quantités importantes d'eau pour les évacuer. *Quant* à l'installation de centrales sur le bord des retenues d'eau pour rétablir un équilibre écologique, les spécialistes de l'E.D.F ont *tendance à y voir « un pavé pour écraser une mouche »*

Les associations de défense de la nature, qui connaissent ce *rapport*, ne *devraient* pas *tarder* à se manifester sur ce terrain. Mais leur action, pour justifiée et efficace qu'elle puisse être, ne *compensera* pas l'absence d'un débat national sur l'installation des centrales *nucléaires*. Certes, les populations locales sont invitées, dans le cadre des enquêtes d'utilité publique, à émettre une opinion sur l'installation d'une centrale. Mais n'est-il pas vrai, comme le dit un spécialiste, que « *l'implantation d'une centrale à Flamanville n'intéresse pas seulement les habitants de Flamanville* ? »

XAVIER WEEGER.

(Samedi 29 janvier.)

LA COMMUNICATION ENTRE L'HOMME ET LA MACHINE

De la prose pour l'ordinateur

DES fragiles lampes qui constituaient les premières « machines à calculer électroniques » aux armoires bourrées de circuits intégrés qui sont le cœur des grands systèmes actuels, le progrès est trop évident pour n'être pas immédiatement perçu. Moins sensible est *le fait que ce progrès des machines est* parallèle à un progrès encore plus important dans leur utilisation. L'essentiel n'était sans doute pas que les ordinateurs *soient de plus en plus puissants*, mais qu'on sache leur demander de plus en plus de choses, et que ce soit à la portée de plus en plus de gens. *Il fallait* pour cela *faciliter* la communication entre l'homme et la machine. Cela s'est fait en créant des langages que la machine peut comprendre, et qui sont à la fois de plus en plus complexes et de plus en plus proches de notre mode naturel d'expression.

Cette tâche n'est pas finie, mais on en imagine la fin. La fin, ce serait que chacun puisse s'adresser dans sa langue naturelle à l'ordinateur, et dire tout ce qu'il veut dans cette prose qui ravissait tant M. Jourdain. C'est beaucoup, et sans doute trop demander. Mais si l'ordinateur* est au service de l'homme, il serait bon que l'homme puisse demander ce service sans posséder aucune connaissance préalable, sans avoir appris aucun langage. Il ne s'agit plus ici de dire n'importe quoi, mais seulement ce qui est utile au demandeur et utilisable par la machine. Compte tenu de ces restrictions, et en admettant que, dans une petite proportion des cas, la machine ne comprenne pas, ou comprenne « de travers », le problème devient *soluble. Et la solution n'est plus éloignée, tant sont grands les progrès actuels.

DEPUIS que *l'ordinateur existe, se pose un problème* de communication. Un ordinateur ne fait rien sans programme et sans données ; il faut donc les lui fournir.

La question est différente pour le programme et pour les données. Ces dernières sont en *général* abondantes, mais peu *variées* : un élément de structure simple est répété en *un très grand* nombre d'exemplaires. Personne ne demande à un *ordinateur de faire une multiplication.* Si on lui en demande cent mille, il faut lui fournir au moins cent mille nombres. Si l'on veut qu'un ordinateur de gestion établisse la paye du personnel, il devra consulter un fichier comportant des dizaines ou des centaines d'articles — un par *personne — sur lesquels il répétera* un même traitement simple. La masse des données est telle que leur collecte et leur organisation est un travail de spécialiste, utilisant pour cela des outils appropriés.

Il n'en est pas de même de la programmation. *Il* existe de gros problèmes, comme le calcul de la trajectoire d'un satellite, qui demandent *une analyse mathématique* complexe et sont donc aussi l'affaire de spécialistes. Mais il y a, en revanche, beaucoup de questions simples, formulables par n'importe qui, auxquelles l'ordinateur peut répondre : un chef d'entreprise *peut avoir inopinément besoin d'une information* sur tel stock, telle facture ; c'est une simple consultation de fichier — mais dans la mesure où ce fichier est accessible via un ordinateur, il faut savoir communiquer avec ce dernier.

Au cours des années, cette communication est devenue de plus en plus aisée. Elle n'est pas encore à la portée de tout le monde. A l'époque héroïque, il fallait programmer directement en *langage machine*, présenter à l'ordinateur une suite de *nombres binaires, 0 et 1, soit* en appuyant sur des touches, soit en faisant « lire » une carte perforée — *le trou étant interprété comme 1 et* l'absence de trou comme 0. Très vite sont venus les *langages d'assemblage* : à chaque instruction machine correspond un code mnémotechnique ; de plus, l'utilisateur donne un nom arbitraire à chaque zone de *mémoire qu'il utilise. Un programme* de facturation contiendra vers la fin une instruction du genre ADD TVA, bien plus « lisible » que la suite de 0 et de 1 qui est son équivalent en langage machine. Le programme qui traduit le langage d'assemblage en *langage machine fait* du pur mot-à-mot. Il remplace ADD par le code binaire de l'opération d'addition, et TVA *par* l'adresse de la mémoire où a été précédemment rangé le montant de la taxe.

Une lettre qu'on pourrait écrire

Plus tard sont venus les *langages évolués*, le premier étant *FORTRAN*, qui date de 1945. Ils rompent la correspondance *précédente entre* instruction du langage et instruction machine. La traduction n'est plus du mot à mot, elle suppose une analyse syntaxique : le sens des mots dépend de leur fonction dans la phrase.

Apparaît alors un risque grave : l'ambiguïté des langages évolués. A une instruction de ce langage doit correspondre une suite bien définie d'ordres pour la machine, sinon le « compilateur » — le programme qui *fait la traduction* — se *trouverait* devant une alternative. Les langages évolués de programmation obéissent à des règles grammaticales très strictes, afin d'éliminer toute ambiguïté. Ce n'est pas une tâche aisée : le langage *ALGOL 60* laissait subsister, *lors de sa première publication*, une ambiguïté que n'avaient pas vue ses créateurs.

Les langages évolués sont d'un apprentissage facile. *FORTRAN* a un vocabulaire de cinquante mots, dont *trente d'usage courant, ALGOL, PL/1*, sont plus riches, mais le vocabulaire vraiment utile s'y réduit aussi à quelques *dizaines* de mots. *Avec un peu de pratique*, n'importe qui peut écrire un programme simple. Le problème est justement qu'il *y faut un peu de pratique*, et que beaucoup d'utilisateurs potentiels de l'ordinateur ne l'utiliseront qu'en de *rares* occasions et n'auront donc jamais ce minimum de pratique.

C'est pourquoi beaucoup d'efforts sont actuellement consacrés à la communication « en langage naturel ». *Il serait tellement agréable de parler* à l'ordinateur — ou plutôt de lui écrire, car il est encore loin de comprendre la voix humaine — sans s'imposer aucun apprentissage préalable.

« *Mon cher ordinateur. Auriez-vous l'obligeance de calculer le montant de mes impôts ? Vous trouverez les renseignements nécessaires dans le fichier V.X. 71. Veuillez agréer, etc.* »

Aucun ordinateur n'est actuellement programmé pour répondre à *cette lettre, et aucun ne le sera peut-*être jamais. Pourtant, une telle programmation est dès à présent envisageable.

Quelles sont les difficultés pour faire comprendre à une machine le langage dit naturel ? Il y en a essentiellement deux : la richesse du vocabulaire et l'ambiguïté de sens des mots et des phrases. Dans la *lettre précédente*, « *mon cher ordinateur* » ne signifie pas « *mon ordinateur coûteux* ».

Ces difficultés ne sont pas insurmontables. Le vocabulaire peut être limité. Après tout, on ne va pas s'adresser à l'ordinateur pour dire n'importe quoi. On veut lui confier une tâche prise dans un ensemble assez restreint. Un *ordinateur de gestion devra sans doute comprendre* les mots « ventes, stocks, salaires, factures ». Mais il pourra ignorer en toute sécurité « *mansarde, mansuétude, manteau et mantille* », pour ne citer que ces quelques *mots* relevés *dans la même* page d'un dictionnaire. Et, bien entendu, quand on s'adressera à lui, il ne sera question ni de « cher ordinateur » ni de « veuillez agréer ». Le vocabulaire est d'autant plus restreint qu'un utilisateur occasionnel de *l'ordinateur* ne va pas construire une programme complexe. La lettre qui précède ne dit pas comment calculer les impôts. Elle suppose qu'un programme existe déjà pour ce calcul, programme bâti par un *spécialiste usant d'un langage approprié.* Le temps n'est plus où chaque utilisateur avait son propre programme. De plus en plus, *l'ordinateur* — il serait plus correct de parler de système informatique — est muni d'une « bibliothèque » contenant une grande variété de programmes. *Il suffit* de les appeler et de leur fournir quelques indications. Cela n'exige ni un vocabulaire étendu ni des phrases compliquées.

La syntaxe et la sémantique

Cependant, les phrases les plus simples sont bien souvent ambiguës, et cette ambiguïté n'est souvent guère perceptible. M. René Moreau, *responsable du développement scientifique* d'I.B.M.-France, cite la phrase « *la belle ferme la voile* » ; elle paraît bien un peu étrange au premier abord ; mais on ne se rend pas compte tout de suite qu'on peut lui donner trois significations différentes suivant qu'on fait de « *ferme* » un nom, un verbe ou un adjectif.

Le remède existe en partie. L'*informatique est de plus en plus* « conversationnelle » : l'utilisateur frappe ses instructions sur une machine à écrire et reçoit les réponses à ses demandes sur cette même machine ou par tout autre moyen. Si l'ordinateur décèle une ambiguïté — ou un mot inconnu, — il peut alerter l'utilisateur. Mais le remède n'est pas total, et les expériences *actuelles montrent que, fréquemment*, l'ordinateur ne décèle pas l'ambiguïté et comprend mal ce qu'on lui demande.

Comment l'ordinateur peut-il « comprendre une phrase » ? La technique n'est pas fondamentalement différente de celle qu'on utilise pour les langages de programmation. Il y a forcément analyse syntaxique et *consultation du dictionnaire. Mais on* peut privilégier *plus* ou moins chacune de ces étapes, ce qui permet deux approches, souvent appelées syntaxique et sémantique.

L'approche syntaxique dérive en droite ligne des travaux sur les grammaires de Noam Chomsky et de quelques autres linguistes. En appliquant — ou plutôt en tentant d'appliquer — *à une phrase toute une série* de règles de grammaire, on reconstruit progressivement sa structure, on identifie les fonctions (verbe, adjectif...) de chaque mot ou groupe de mots. C'est, d'une certaine façon, l'approche du bon latiniste en face *d'un texte de Cicéron. Cela fait, il* n'a plus guère de problème dans le choix du sens des mots.

Très prisée vers la fin des années 60, cette approche est maintenant en défaveur. L'exemple de « la belle ferme... » montre bien que toutes les ambiguïtés ne sont pas levées. L'approche syntaxique bute *souvent sur les tournures elliptiques*, très courantes dans le langage usuel, où une partie de la phrase manque parce que l'auditeur la rétablira aisément : « *Combien y a-t-il d'habitants à Reims et à Châlons ? — Zéro* », répondra sans doute l'ordinateur, qui cherchera les personnes habitant simultanément ces deux villes, sans comprendre qu'on lui a, en réalité, *posé deux questions*.

Aussi se tourne-t-on vers une approche plus sémantique, où l'es*sentiel est de repérer les mots* « forts » de la phrase ; ensuite, on devine quelle est la question d'après le sens de quelques mots. C'est évidemment une démarche de mauvais latiniste, mais l'expérience montre que les chances de succès sont *bonnes pour les phrases simples* les plus courantes. Bien entendu, une analyse syntaxique reste nécessaire, mais elle ne joue plus le *rôle principal*.

Des chercheurs, principalement américains, *ont ainsi mis au point* plusieurs programmes qui permettent, chacun dans un domaine limité, de « converser » avec un ordinateur. Les auteurs ont publié des dialogues d'une complexité impressionnante, mais il *faut considérer qu'ils montrent plus volontiers leurs succès* que leurs échecs. Il est fréquent qu'une simple interversion de mots rende *incompréhensible pour l'ordinateur* une phrase qui ne lui posait pas de problème auparavant. Il reste beaucoup de progrès à faire. Mais *les années passées ont montré que* l'informatique progresse souvent plus vite que ne le pensaient les optimistes. Ceux-ci estiment que, vers 1980, les recherches actuelles sur la communication en langage naturel trouveront de larges champs d'application. *Cela* ne paraît pas déraisonnable.

MAURICE ARVONNY.

(Mercredi 26 janvier.)

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 31 JANVIER AU 4 FEVRIER 1977

ENLISEMENT

AU terme d'une quatrième semaine consécutive de baisse à la Bourse de Paris, les indices ont encore perdu plus d'un pour cent. Malade de la politique, insensible aux résultats parfois encourageants en provenance de l'économie, le marché parisien de valeurs mobilières paraît s'être profondément endormi. Sous les colonnes du palais Brongniart de plus en plus nombreux sont les opérateurs prêts à parier qu'il ne s'éveillera plus avant les élections municipales du *mois prochain*...

Rarement pari aura été engagé avec autant de chances de gain. Certes, la Bourse peut encore ouvrir un œil de temps à autre pour saluer un bon résultat d'entreprise ici, accuser une mauvaise performance économique là. Mais ce seront surtout les sondages politiques, plus nombreux sans doute au cours des prochaines semaines, qui polariseront l'attention des milieux boursiers. La règle est simple, chacun la connaît : si la gauche paraît avoir le vent en poupe, les cours baissent... et le contraire est vrai. Au moins les chroniqueurs boursiers auront-ils quelque chose à écrire...

Décrire aujourd'hui, comme nous le faisons ici traditionnellement, le déroulement de chacune des séances de la semaine, s'avérerait fastidieux, tant ces dernières furent constantes *dans la médiocrité. Bien sûr, la prestation télévisée*, le 1er février, du président de la République n'est pas vraiment passée inaperçue dans les milieux financiers. De fait, le seul *mini-redressement* enregistré cette semaine l'a été le lendemain de cette « grande première mondiale ». Mais peut-on parler d'un redressement significatif quand les cotations sont expédiées en trois quarts d'heure, faute d'ordres ? De même, le recul parfois appréciable, subi par les titres des entreprises françaises à la veille du week-end ne peut revêtir une réelle importance, lorsque 26 millions *de francs d'actions françaises seulement* changent de propriétaires sur une capitalisation boursière globale qui atteint encore près de 120 milliards de francs. Le premier ministre a déclaré dimanche 30 janvier à Europe N° 1, que « le marché financier devait être satisfaisant, les entreprises ayant besoin de procéder à des augmentations de capital ». L'an dernier, leurs appels à l'épargne publique, déjà très réduits, sont tombés de 3,6 milliards de francs à 1,6 milliard de francs. A l'heure actuelle, bien rares sont les sociétés qui viennent encore émettre des actions, ou plutôt des obligations convertibles, sur un marché qui n'est plus, pour l'instant, qu'une simple chambre d'enregistrement.

Aux valeurs étrangères, bien que l'indice global calculé par l'INSEE se retrouve, à la veille du week-end, au niveau atteint huit jours plus tôt, la tendance a été très irrégulière, notamment pour les américaines. Les allemandes étaient plutôt soutenues tandis que les mines d'or ont subi d'importants dégagements.

PATRICE CLAUDE.

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Très calme

Le plus grand calme a régné cette semaine sur les marchés des changes, où les cours se retrouvent, à peu de chose près, à leurs *niveaux de la semaine précédente.*

Tout au plus a-t-on enregistré un fléchissement du DOLLAR pendant les deux premiers jours au profit du DEUTSCHEMARK, la situation se renversant par la suite.

Les 31 janvier et 1er février le DOLLAR, très ferme à la veille du week-end, se mettait à baisser vis-à-vis des monnaies fortes : les cambistes attribuaient ce repli aux craintes suscitées par la vague de froid aux Etats-Unis, dont l'ampleur risque de faire monter les prix alimentaires et de freiner la reprise économique. La monnaie américaine tombait même à Francfort un peu au-dessous de 2,40 DM, mais se redressait les jours suivants, les cambistes estimant que l'on avait été un peu trop loin et que le effets réels de la vague de froid avaient été surestimés.

Le même phénomène était enregistré en sens inverse sur le DEUTSCHEMARK, qui se raffermissait d'abord aux dépens du *dollar, pour fléchir ensuite.* L'annonce le 3 février d'une forte poussée du chômage en Allemagne fédérale a jeté un léger froid, mais sans conséquence réelle pour la tenue du DM, du moins pour l'instant.

Le FRANC FRANÇAIS a suivi plus ou moins fidèlement le DOLLAR dans ses oscillations. En fait, très soucieuses de maintenir une parité « acceptable » avec la monnaie américaine pour ne pas aggraver le déficit du commerce extérieur, notamment par le paiement des achats de pétrole, les autorités monétaires ont « encadré » le DOLLAR entre 4,9850 F et 4,9650 F, achetant à la baisse et vendant à la hausse. Elles ont semblé moins attentives à la tenue du FRANC vis-à-vis du DEUTSCHEMARK : après tout il s'agit de déterminer les priorités, même si l'Allemagne fédérale est notre premier partenaire commercial.

La LIVRE STERLING a peu varié, la Banque d'Angleterre continuant à intervenir pour empêcher sa hausse, notamment après l'annonce d'une augmentation de 3 milliards de dollars des réserves britanniques, dont 1,5 milliard provenant de ventes de sterling. Les réductions successives du taux d'escompte officiel ont à peine affecté la LIVRE, qui se maintient à un demi-point au-dessous de 1,72 dollar.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once a évolué entre 131 et 133 dollars dans le plus grand calme.

F. R.

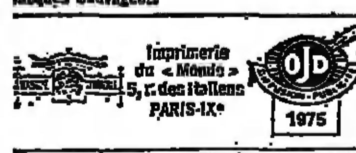
Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres..		1,7145	8,5296	4,3128	4,1516	63,6079	4,3342	1512,18
	—	1,7150	8,5278	4,3089	4,1485	63,6779	4,3406	1512,63
New-York.	1,7145		20,1005	39,7535	41,2967	2,6954	39,5569	0,1133
	1,7150	—	20,1106	39,8009	41,3393	2,6932	39,5100	0,1133
Paris.....	8,5296	4,9750		197,77	205,45	13,4097	196,79	5,6485
	8,5278	4,9725	—	197,91	205,56	13,3921	196,46	5,6377
Zurich....	4,3128	2,5155	50,5638		103,8818	6,7803	99,5033	2,8520
	4,3089	2,5125	50,5279	—	103,8652	6,7667	99,2690	2,8486
Francfort.	4,1516	2,4215	48,6733	96,2631		6,5269	95,7671	2,7454
	4,1485	2,4190	48,6475	96,2786	—	6,5149	95,5748	2,7426
Bruxelles.	63,6079	37,1000	7,4572	14,7485	15,3210		14,6756	4,2063
	63,6779	37,1300	7,4670	14,7781	15,3493	—	14,6700	4,2097
Amsterdam	4,3342	2,5280	50,8140	100,4969	104,3981	6,8140		2,8662
	4,3406	2,5310	50,8999	100,7363	104,6300	6,8185	—	2,8696
Milan.....	1512,18	882,00	177,28	350,62	364,23	23,7735	345,89	
	1512,63	882,00	177,37	351,04	364,61	23,7542	348,47	—

Nous reproduisons dans ce tableau les cours pratiqués sur les marchés officiels des changes. En conséquence, à Paris, les prix indiqués représentent la contre-valeur en francs de 1 dollar, de 1 livre, de 100 deutschemarks, de 100 florins, de 100 francs belges et de 1 000 lires.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Commission paritaire des journaux et publications n° 57 460.

SPORTS

RUGBY

LA VICTOIRE DE LA FRANCE SUR LE PAYS DE GALLES

Comment partir à quinze et gagner à huit

Pour son premier match dans le Tournoi des cinq nations, l'équipe de France de rugby a battu le Pays de Galles par 16 points à 9. Les Français ont marqué deux essais par Skrela (50e minute) et Harize (56e minute), deux buts de pénalité et une transformation par Romeu (30e, 51e et 79e minute), Fenwick a réussi trois buts de pénalité (32e, 44e et 59e minute).

A 16 h. 35, l'ombre éteignit la ligne de but galloise sur laquelle campaient depuis un quart d'heure les avants français déchaînés. Les dernières forces des hommes en rouge s'éteignaient avec le doux soleil qui avait enchanté l'après-midi. Le match était fini.

Le système solaire passe pour rigoureux. Il ne l'était pas plus, cet après-midi-là, que l'inexorable rouleau compresseur dirigé vers les buts gallois par le petit Fouroux. Et toute la clarté dispensée par l'art, l'intelligence, la technique des gens du pays des mines ne pouvait prévaloir contre l'ouragan musculaire lancé contre eux par les hommes qui, depuis quinze ans, s'ingénient à modeler le rugby français à leur lourde image.

Alors « on » a gagné ! Alors « on » est les plus forts, les plus musclés ! Où trouver plus de kilos, de courage physique et d'abnégation collective que dans le commando savant qui balaya quatre-vingts minutes durant la pelouse — enfin praticable ! — du Parc des Princes ? Qui résisterait à cette furia inlassable, à ce rugby de « para » ! En quittant le stade, nous évoquions les grands packs de nos souvenirs, celui de Mias et celui de Crauste, celui de Whineray ou celui de Lochore ! C'est plutôt du côté sud-africain qu'il faut chercher, vers les meutes de molosses rassemblées voici une vingtaine d'années autour de Hennie Muller ou de Frik du Preez. Au temps de Jean Prat et des Boniface, le rugby français avait du style.

Pour se régénérer, après la décadence de la fin des années 60, il aurait pu choisir la greffe néo-zélandaise ou la cure galloise. On a *préféré lui inoculer des hormones venues* de Pretoria. Et le voilà, tout bardé de muscles et fier de ses kilos, parti pour accomplir les travaux d'Hercule — un héros qui n'a jamais prétendu déchiffrer les énigmes du Sphinx.

Il ne s'agit pas de confondre le rugby avec les échecs, pas plus qu'avec la guerre. Laissons Pétrossian à ses figures, Clausewitz à ses cartes. Mais ce qui fait la beauté du rugby, c'est à la fois ce qu'il a de collectif et ce qu'il a de total, ce en quoi il exprime un groupe et rend vaine la performance de pure virtuosité, *et ce en quoi il intéresse la* totalité des moyens de l'individu, des talons aux cheveux.

Ce qui irrite, dans cette équipe-Goliath, porteuse des couleurs tricolores, ce n'est pas seulement qu'on lui fasse jouer un rugby à huit (à huit et demi, le demi de mêlée de poche étant chargé d'importantes responsabilités vocales et de l'inévitable introduction du ballon en mêlée), c'est que ces huit magnifiques joueurs soient voués à une seule et unique tâche : conquérir le ballon, moins *pour en jouer que pour le confisquer* aux autres. On connaît la boutade de Pierre Danos, divisant les joueurs en deux catégories, ceux qui déménagent le piano et ceux qui en jouent. Le 5 février, pendant cinquante minutes, on eut l'impression que les Français étaient surtout venus pour tirer le piano jusque dans les coulisses. Tant pis pour les pianistes gallois.

Les beaux feux d'autrefois

Toute la première mi-temps fut un non-match entre ceux qui manipulaient le ballon sans trop savoir qu'en faire et ceux qui tentaient vainement de s'en emparer pour en jouer. Autant opposer une carpe à un lapin, un catcheur à un bridgeur. La mi-temps passée, les costauds venus d'outre-Rhône et Garonne s'avisèrent que, pour gagner, il vaut tout de même mieux porter de temps en temps le ballon de l'autre côté de la ligne adverse. Ils frappèrent par deux fois.

La première dans le style fantassin qu'on leur impose aujourd'hui, l'autre dans le style cavalier qui fut celui de leurs aînés. Très bien chaque fois : car on ne prétend pas ici que la poussée anonyme et collective d'une meute d'avants soit moins belle et surtout moins riche de signification qu'une galopade capricieuse d'ailiers aux cheveux fous. L'essai en force de la cinquantième minute vaut bien celui, aérien, de la cinquante-cinquième. Il n'y a pas de hiérarchie entre les composantes *d'une équipe : il n'y en a qu'entre un* rugby total et un jeu mutilé.

Ce rugby total, les Gallois, qui l'avaient encore joué l'an dernier à Cardiff contre les mêmes adversaires, ne purent le ressusciter le 5 à Paris. D'abord, parce que leurs avants privés du grand Mervyn Davies n'étaient plus de taille à endiguer la grosse vague d'assaut française ; ensuite, parce que leurs maîtres à jouer ont pris de l'âge. Depuis le *temps qu'il promène sur les terrains* de jeu sa tête byronienne, Gareth Edwards a perdu un peu de cette force de perforation, de cet élan de fauve qui trouait les défenses. John Williams a toujours autant de goût à se jeter dans la fournaise des mêlées, mais il le fait maintenant avec plus de furie romantique que d'efficacité.

Peut-être avons-nous fait, le 5, nos adieux à une grande équipe, la meilleure de sa génération. Mais n'oublions pas que les moments de grâce et d'intelligence qui scandèrent ce match mal noué furent presque tous dus aux hommes en habit rouge, et que, avant d'être pris au collet par Rives, Skrela ou Bastiat, fantastiques de présence et de puissance, les Bennett et les Davies avaient allumé sur l'herbe du Parc les beaux feux d'autrefois.

Quelque chose d'excessif

Pourquoi faire la moue devant une très régulière victoire sur les maîtres gallois, une victoire qui ouvre la voie *à d'autres succès ? Parce qu'il y a* quelque chose d'excessif, presque d'inhumain, à faire ainsi assumer tout un match à huit hommes sur quinze, ne serait-ce que pour raison d'équilibre physique.

L'état d'épuisement où nous voyions *ce soir-là des joueurs comme* Skrela ou Cholley est un signe de ce qu'a de boiteux le système de jeu qu'on leur impose ainsi et de dangereux la performance que l'on exige de ce commando de pointe. Et aussi parce que cette stratégie du *« tout au pack »*, qui n'est pas moins dangereuse que dans d'autres domaines, plus graves — le *« tout au pétrole »* ou le *« tout au nucléaire »*, — n'est pas une improvisation destinée à pallier un manque de grandes attaques.

Il s'agit d'un choix ancien, déterminé, d'une politique de jeu méditée et préparée de longue date par ceux qui gèrent, chez nous, le jeu à quinze. En voilà le résultat, tonitruant, et qui fermera la bouche à la majorité : « *Vous voulez des artistes ? Nous avons préféré des combattants. N'avions-nous pas raison ?* »

Qui dira que ce paquet d'avants musculeux, écrasant la pelouse du Parc et les champions gallois de leur piétinement fraternel et de leurs *charges lourdes n'avait pas sa* beauté ? Qui n'aurait acclamé leur vitalité, leur abnégation, l'élan qui les unit et qui les porte ? Voilà bien le pack le plus imposant et le plus efficace qui ait jamais porté les couleurs françaises. Mais pourquoi les lui faire porter seul ?

JEAN LACOUTURE.

NATATION

L'évolution prévisible des records

Les entraîneurs les plus réputés, et en premier lieu les Américains, indiquent régulièrement ce que sera, selon leurs prévisions à court ou à moyen terme, l'évolution de la natation de compétition.

Cette fois, ce sont les experts de la République démocratique allemande qui se sont livrés au jeu de la prospective. Ils l'ont fait par ordinateur, en pensant aux Jeux de 1980. Les données fournies ont tenu compte de la progression régulière des performances et des références *concernant tous les aspects de la* natation moderne.

La réussite de la natation de la R.D.A. donne une bonne crédibilité à ces prévisions qui annoncent pour l'olympiade un bouleversement comparable à ceux qui ont transformé, ces dix dernières années, la nage de compétition. Au demeurant, les chiffres qui suivent correspondent, à peu de chose près, aux estimations américaines, de sorte que, par recoupement, il semble logique de prendre au sérieux les conclusions de l'ordinateur. Le premier temps annoncé est celui que le *champion olympique à Moscou* est censé accomplir, le deuxième fait état du record du monde actuel, le troisième est un rappel du temps réalisé par le champion olympique aux Jeux de Munich, en 1972.

MESSIEURS

100 mètres : 48 sec. - 49 sec. 44 - 51 sec. 22 ;
200 mètres : 1 min. 47 sec. 60 - 1 min. 50 sec. 29 - 1 min. 52 sec. 78 ;
400 mètres : 3 min. 43 sec. 60 - 3 min. 51 sec. 93 - 4 min. 0 sec. 27 ;
1 500 mètres : 14 min. 38 sec. - 15 min. 2 sec. 40 - 15 min. 52 sec. 58 ;
100 brasse : 1 min. 1 sec. 50 - 1 min. 3 sec. 11 - 1 min. 4 sec. 94 ;
200 brasse : 2 min. 11 sec. - 2 min. 15 sec. 11 - 2 min. 21 sec. 55 ;
100 dos : 54 sec. - 55 sec. 49 - 56 sec. 58.
200 dos : 1 min. 55 sec. 50 - 1 min. 59 sec. 19 - 2 min. 2 sec. 82 ;
100 papillon : 52 sec. 90 - 54 sec. 27 - 54 sec. 27 ;
200 papillon : 1 min. 56 sec. 10 - 1 min. 59 sec. 23 - 2 min. 0 sec. 70 ;
300 m. 4 nages : 2 min. 3 sec. - 2 min. 6 sec. 08 - 2 min. 7 sec. 17 ;
400 m. 4 nages : 4 min. 16 sec. - 4 min. 23 sec. 68 - 4 min. 31 sec. 98.

DAMES

100 libre : 53 sec. 50 - 55 sec. 65 - 58 sec. 59 ;
200 libre : 1 min. 55 sec. - 1 min. 59 sec. 26 - 2 min. 3 sec. 56 ;
400 libre : 4 min. 2 sec. 22 - 4 min. 9 sec. 89 - 4 min. 19 sec. 04 ;
800 libre : 8 min. 22 sec. - 8 min. 37 sec. 14 - 8 min. 53 sec. 68 ;
100 brasse : 1 min. 8 sec. 70 - 1 min. 10 sec. 86 - 1 min. 13 sec. 58 ;
200 brasse : 2 min. 28 sec. 80 - 2 min. 33 sec. 35 - 2 min. 41 sec. 05 ;
100 dos : 58 sec. 50 - 1 min. 1 sec. 51 - 1 min. 5 sec. 78 ;
200 dos : 2 min. 6 sec. - 2 min. 12 sec. 47 - 2 min. 19 sec. 19 ;
100 papillon : 57 sec. 50 - 1 min. 0 sec. 13 - 1 min. 3 sec. 34 ;
200 papillon : 2 min. 6 sec. 70 - 2 min. 11 sec. 22 - 2 min. 15 sec. 57 ;
200 m. 4 nages : 2 min. 11 sec. 70 - 2 min. 17 sec. 14 - 2 min. 23 sec. 07 ;
400 m. 4 nages : 4 min. 32 sec. - 4 min. 42 sec. 77 - 5 min. 2 sec. 97.

On note que toutes les améliorations prévues des records du monde féminins devraient être plus importantes que celles des records masculins, quelquefois de beaucoup, à l'exception du 400 m. nage libre. L'écart pour les messieurs ressort à 8 sec. 03, pour les dames à 7 sec. 77.

FRANÇOIS JANIN.

LES RÉSULTATS

Automobilisme

CHAMPIONNAT DU MONDE DES MARQUES
24 HEURES DE DAYTONA
(Floride)

1. Graves - Haywood - Helmick (Porsche-Carrera) ; 2. Finotto - Facetti - Romeo (Porsche Turbo 935) ; 3. Wollek - Joest - Krebs (Porsche Turbo 935), etc.

Basket-ball

Championnat de France de première division
(Vingt et unième journée.)

Villeurbanne bat *Clermont.. 96-87
Caen bat *Antibes 104-88
Orthez bat *Le Mans 87-85
*C.R.O. Lyon bat Berck.... 87-75
Bagnolet bat *Valenciennes.. 104-99
Nice bat *S.F. Evry........ 91-80
*Challans bat Tours........ 92-81
*Tarare bat Monaco.......... 82-77.

Classement. — 1. Villeurbanne : 57 ; 2. Caen : 55 ; 3. Nice : 49 ; 4. Le Mans et Berck : 43 ; 6. Tours et Antibes, Orthez, Bagnolet : 45 ; 10. Monaco : 41 ; 11. Challans : 39 ; 12. Clermont : 37 ; 13. C.R.O. Lyon : 35 ; 14. S.F. Evry : 31 ; 15. Valenciennes : 26 ; 16. Tarare : 25.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(vingt-quatrième journée)

Menés à Angers par deux buts à zéro à treize minutes de la fin du match, les Nantais ont réussi à égaliser « in extremis » sur un coup franc contesté. Ce match nul leur permet de conserver deux points d'avance sur Lyon, vainqueur de Bordeaux (1 à 0) et trois points sur Lens, qui s'est imposé à Lille (1 à 0), et sur Bastia, qui a nettement dominé Paris-Saint-Germain (5 à 2).

Le titre ne devrait pas échapper à l'une de ces quatre équipes puisque Nice, le cinquième, compte six points de retard sur Nantes. Après trois matches et trois victoires consécutives à domicile, Saint-Etienne a renoué avec son inefficacité à Sochaux, où les champions de France ont été battus (4 à 0). Les Stéphanois sont, avec les Lillois et les Rennais, les seuls à ne pas avoir gagné à l'extérieur cette saison.

*Angers et Nantes 2-2
*Bastia bat Paris-Saint-Germain 5-2
Lens bat *Lille 1-0
*Lyon bat Bordeaux 1-0
Nice bat *Nancy 4-1
*Sochaux bat Saint-Etienne .. 4-0
*Troyes bat Metz 3-2
*Nîmes et Reims 1-1
*Marseille bat Laval 2-1
Valenciennes bat *Rennes 2-0

Classement. — 1 Nantes, 34 pts ; 2. Lyon, 32 ; 3. Bastia et Lens, 31 ; 5. Nice, 28 ; 6. Paris-Saint-Germain, 27 ; 7. Nancy, 26 ; 8. Saint-Etienne et Metz, 25 ; 10. Reims, 24 ; 11. Bordeaux et Laval, 23 ; 13. Nîmes et Marseille, 22 ; 15. Sochaux et Angers, 21 ; 17. Valenciennes et Troyes, 20 ; 19. Lille, 13 ; 20. Rennes, 12.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIEME DIVISION
(vingt et unième journée)

GROUPE A

*Béziers b. Toulon 2-1
*Auxerre b. Martigues 2-1
Fontainebleau b. *Toulon 4-0
Red Star b. *Bourges 2-1
Gueugnon b. *Paris F.-C. 3-2
*Cannes b. Monaco 3-1
*Avignon b. Angoulême 3-0
*Ajaccio et Sète 1-1
*Arles b. Tavaux 2-0

Classement. — 1. Auxerre, Toulon et Gueugnon, 28 pts ; 4. Avignon, 25 ; 5. Monaco, 24 ; 6. Martigues et Béziers, 23 ; 8. Angoulême, 22 ; 9. Fontainebleau, Cannes et Red Star, 21 ; 12. Arles et Ajaccio, 20 ; 14. Paris F.-C. et Toulouse, 19 ; 16. Tavaux, 13 ; 17. Sète, 11 ; 18. Bourges, 10.

GROUPE B

Strasbourg b. *Besançon 3-0
Lucé b. *Chaumont 2-1
*Rouen b. Hazebrouck 2-1
*Brest et Châteauroux 1-1
*Saint-Dié b. Dunkerque 2-1
*Amiens b. Epinal 4-0
*Tours b. Lorient 2-1
*Nœux b. Boulogne 1-0
*Caen-Quimper, match arrêté.

Classement. — 1. Strasbourg, 30 pts ; 2. Lucé, 27 ; 3. Rouen et Châteauroux, 25 ; 5. Besançon, 24 ; 6. Quimper et Tours, 22 ; 8. Brest, 21 ; 9. Saint-Dié et Chaumont, 20 ; 11. Boulogne, Lorient et Epinal, 19 ; 14. Dunkerque, Amiens et Nœux, 18 ; 17. Caen, 15 ; 18. Hazebrouck, 14.

Handball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(Treizième journée)

POULE A

*Stade marseillais UC b. Dijon 23-20
*Saint-Maur b. Ivry 23-19
Gagny b. *Nîmes 20-19
*ASEA Toulouse b. Colombes 23-21
*ASU Lyon b. Toulouse UC .. 25-20

Classement. — 1. Stade marseillais U.C., 37 pts ; 2. Saint-Maur, 36 ; 3. Dijon, 36 ; 4. Gagny, 27 ; 5. ASEA Toulouse, 24 ; 6. Ivry, 22 ; 7. ASU Lyon, 22 ; 8. Nîmes, 21 ; 9. Toulouse UC, 16 ; 10. Colombes, 16.

POULE B

ASPTT Metz b. * Paris UC .. 14-11
*Strasbourg et Voltaire 14-14
*Altkirch b. Gonfreville 21-18
Mulhouse b. *APAS Paris .. 17-14
*Stade Messin EC b. Nancy .. 17-15

Classement. — 1. ASPTT Metz, 37 pts ; 2. Strasbourg, 33 ; 3. Paris UC, 28 ; 4. Altkirch, 28 ; 5. Gonfreville, 27 ; 6. Mulhouse, 25 ; 7. Nancy, 23 ; 8. Voltaire, 21 ; 9. Stade Messin EC, 21 ; 10. APAS Paris, 17.

Rugby

TOURNOI DES CINQ NATIONS

*France bat Pays-de-Galles.... 16-9
Angleterre bat *Irlande...... 4-0

Classement provisoire. — 1. Angleterre (2 m.), 4 pts ; 2. France (1 m.) et Galles (2 m.), 2 pts ; 4. Ecosse (1 m.) et Irlande (2 m.), 0 pt.

Prochains matches. — 19 février : Angleterre contre France ; Ecosse contre Irlande ; 5 mars : France contre Ecosse ; Galles contre Angleterre ; 19 mars : Irlande contre France ; Ecosse contre Galles.

A Grenoble, l'équipe de France A' a battu l'Italie par 10 à 3. A Glasgow, l'équipe de France B s'est imposée devant l'Ecosse B par 19 à 16.

Ski

Le slalom de l'Arlberg-Kandahar, disputé sous des chutes de neige à San-Anton (Autriche), a vu la victoire du Suédois Ingemar Stenmark devant le nouvel espoir tyrolien Klaus Heidegger (vingt ans). Franz Klammer, qui a terminé trente-quatrième, conserve ses chances dans la course de descente qui a dû être reportée.

SKI DE FOND

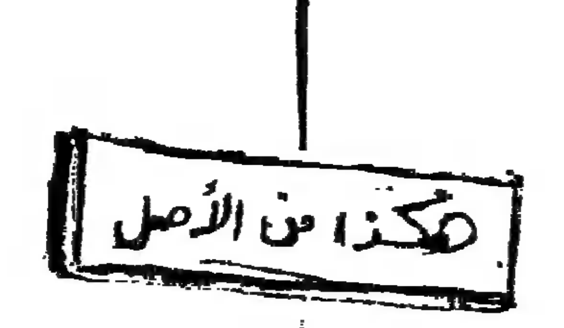
Le « fondeur » Jean-Paul Pierrat a remporté à Autrans son second titre de champion de France en enlevant l'épreuve des 15 kilomètres et a participé à la domination de l'équipe des Vosges sur celle du Jura dans le relais 4X10 kilomètres.

Volley-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION
(Treizième journée)

*Racing C.F. b. Grenoble ...... [illegible]
*Saint-Maur b. P.T.T. Montpel. [illegible]
*Montpellier U.C. b. Asnières .. [illegible]
Tourcoing b. * Tours .... [illegible]
*Cannes b. Clamart .... [illegible]

Classement. — 1. Racing C.F., 25 pts ; 2. Montpellier U.C., 24 ; 3. St-Maur, 23 ; 4. Cannes, 21 ; 5. Asnières, 20 ; 6. Tourcoing, 19 ; 7. Clamart, 19 ; 8. Grenoble, 17 ; 9. P.T.T. Montpellier, 14 ; 10. Tours, 13.



L'INAUGURATION DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Une technosphère pour la culture

PARIS compte donc un nouveau monument, dans la lignée des plus grands et des plus controversés, lignée qui passe par le béton « scandaleux » de Notre-Dame-de-Montmartre et le fer boulonné « outrageant » de la tour Eiffel. Il s'est installé dans le site, encore neuf et déjà incrusté. De loin, sa toiture que couronnent les réservoirs ventrus de réfrigération se mêle aux tours de Notre-Dame. La pierre de Dieu rejoint le fer peint de la nouvelle « usine culturelle ».

L'idée était bonne de l'inaugurer le soir. A la lumière électrique, Beaubourg se présente sous son meilleur jour, devient une maison de cristal et se « lit » esthétiquement. Les lourdes structures d'acier prennent alors leur envol et inscrivent dans l'espace leur jeu d'ombres et de lumières. Une superbe chronique du fer. Sur la façade, la « machine urbaine » est en mouvement, irriguée par le serpent des escalators transparents qui la gravissent et des coursives qui la longe. Beaubourg a un très « bon profil » : de trois quarts, côté nord, sur la rue Rambuteau et sur la place. Une façade de parade, vraiment impressionnante, où circulent les gens, et une façade de service, sur la rue du Renard, le long de laquelle *montent toutes les circulations de fluides* qui l'alimentent.

Elles sont à l'échelle des 100 000 mètres carrés de culture *climatisée, éclairée et irriguée.* Beaubourg, qui a mis son équipement dehors comme une parure, est arrogant.

C'est une machine nue qui nous redonne une complexité que l'architecture contemporaine, carénée *et simplifiée*, a perdue.

Beaubourg a été réalisé comme on fait un bateau, une machine-outil, sans concession pour le geste esthétique gratuit de l'architecte démiurge. Plutôt qu'un *créateur*, on sent bien que des centaines de créateurs — *architectes, ingénieurs, industriels*, entrepreneurs — ont apporté leur contribution à cette entreprise collective. Qui a construit Concorde, quel est l'architecte de Notre-Dame ? Beaubourg appartient à la tradition des grandes productions industrielles et en même temps renoue avec le système constructif de l'architecture gothique. Comme une cathédrale de fer, il montre l'effort des poutres portées par des colonnes et en fait un système ornemental. Les formes fonctionnelles sont belles.

La rigueur mécanicienne qui *mène jusqu'au bout ses conséquences*, comme si telle forme était inévitable, n'empêche nullement qu'au passage les architectes, *car ils sont bien là* — Renzo Piano et Richard Rogers, — se fassent plaisir en dessinant avec sophistication ces énormes rotules d'acier qui s'articulent sur des poteaux porteurs larges de 80 centimètres. Le rationalisme mis en avant et le parallèle de la machine rejoignent ainsi tout de même une certaine quête irrationnelle du beau. Sauf qu'elle se veut aussi pragmatique : les formes *fonctionnelles* sont belles !

C'est sans doute en raison de son caractère rationnel et ouvert que ce projet avait été choisi parmi les six cent quatre-vingt-une propositions du concours. De tous, il avait le meilleur rapport de surfaces *construites permettant de loger* tous ces programmes qui rattraperaient le retard de l'équipement culturel parisien (musée *d'art moderne, bibliothèque, etc.*) et, également, de laisser assez d'espace libre pour ménager une place, comme le parvis d'une cathédrale.

En maquette, le projet apparaissait comme l'architecture la moins monumentale qui soit. La *surprise a été* la complexité de l'ensemble, des façades tridimensionnelles, qui, au lieu d'être une peau dissimulatrice, est un contenant avec ses machineries exhibées comme un décor.

Les architectes sont conscients d'avoir eu avec les patrons du *centre animé* par M. Robert Bordaz le client idéal qui leur a permis de réaliser eux aussi un rêve. Et même d'influencer un destin. Ainsi, *le programme initial* avait une conception traditionnelle de la culture. C'est peu à peu qu'est apparue la philosophie de « *maison du peuple* » *ouverte* à tous, et d'université culturelle, pour le jeu et pour l'information. Le parti pris architectural d'ouverture, de *flexibilité* et *de non-référence* à la culture architecturale traditionnelle illustre concrètement une position engagée de la culture. Comme si les structures transformables programmaient d'avance les changements qui pourraient survenir.

Pour Renzo Piano, qui sait par expérience qu'en Italie, d'où il vient, les prises de conscience culturelles commencent à l'usine, Beaubourg est pensé comme un lieu de rencontre et d'échanges, de culture active et de participation. Pour lui, il y a autant de différence entre « *culture passive* » et « *culture active* » qu'il en existe entre « *architecture monumentale* » et « *architecture instrumentale* ».

Ce parti pris a déterminé l'image architecturale d'un édifice fabriqué dans l'usine et monté au fur et à mesure sur le chantier. Pour ces espaces ouverts à l'échelle d'un bâtiment où transitera tous les jours la population d'une petite ville, il fallait recourir aux techniques des ponts. Le centre est un pont à cinq étages de 160 mètres de longueur, 50 mètres de largeur et reposant sur des poteaux d'acier de 45 mètres *de hauteur*. Une *seconde* structure, fragile d'apparence, contrevente l'ensemble par d'élégants et fins croisillons tenus en porte à faux. *Le plus fragile tient* le plus lourd. Si les croisillons venaient à faire défaut, l'ensemble de la structure risquerait de se coucher *sous son propre poids, comme une* cage d'oiseau qui perdrait ses assises.

La structure de Beaubourg est *le triomphe de l'acier moulé*, comme la tour Eiffel celui de l'acier boulonné et les structures de Mies Van Der Rohe, de l'acier *soudé*. Cette *technique dispendieuse* permet l'« ouverture » totale des étages, sans point d'appui, et l'aménagement des grandes *nefs d'acier tenues par des poutres* triangulées de 50 mètres de long d'un seul tenant.

Le fait d'avoir rejeté les « circulations » techniques à l'*extérieur* est le subterfuge qui a fait gagner une place considérable. Si elles avaient été réunies à l'intérieur comme cela se pratique dans l'architecture moderne, l'ensemble des gaines auraient occupé 20 % de la surface et déterminé son organisation.

Dissimuler la machinerie donnée en spectacle sur la rue du Renard par une seconde façade aurait demandé beaucoup d'argent et de *place*. Et, selon l'esprit du projet, aurait été mensonger. On en a fait un décor, coloré, baroque, plutôt délirant, qui transgresse involontairement la rigueur logique d'un système sans concession. La couleur et les dimensions aberrantes de certains conduits, comme ces pipes d'aération de super-conteneur de 100 000 tonnes, donnent à ce bâtiment, d'autre part sérieux et grave, une ambiguïté salutaire et ironique où le fonctionnalisme frise l'exhibitionnisme.

Du fer, rien que du fer. Et du verre. Rien ici qui soit combustible dans la construction. Partout l'obsession du feu. On parle de transparence mais la boîte de verre initiale est devenue en fer : la façade est constituée pour 50 % de panneaux métalliques opaques coupe-feu. Au fer et au verre, il faut ajouter l'eau : toute la structure en est irriguée. Les colonnes portantes sont creuses et pleines d'eau, avec une pompe sur le toit qui ferait circuler l'eau et déclencher les gicleurs pour « refroidir » la machine si d'aventure elle commençait à chauffer.

L'architecte donne le volume. Les utilisateurs l'aménagent. Sous ces grandes nefs de 7,50 mètres *de haut, c'est peut-être le musée* qui en tire *le* parti qui apparaîtra le plus acceptable. Il est le plus traditionnel. *Grâce à ses cimaises-bungalow* qui ont la blancheur neutre du musée moderne, il est presque en contradiction avec la *technosphère* à laquelle il se soustrait en quelque sorte. La bibliothèque, elle, est en plein dedans. Sous l'espace de cathédrale de fer, les alignements d'étagères un peu de guingois ne parviennent pas à se mettre à l'échelle de l'architecture.

Qu'on ne s'en étonne guère, les salles sont inachevées. Il y manque les « mezzanines » suspendues, qui jouent un rôle structurant dans ces espaces distendus, incomplètement occupés en hauteur, comme le montre l'unique mezzanine réalisée pour l'entrée du musée, sur les cinquante prévues *à travers l'ensemble du* bâtiment. Restrictions budgétaires : chacune des mezzanines représente une dépense de 700 000 F. Autre économie d'importance qui diminue les moyens du Centre, l'ajournement de l'installation du « mur d'images » qui devait faire de Beaubourg une cathédrale électronique illuminant la place.

On avait vu très grand et on a dû réduire, temporairement on l'espère, les équipements, ce qui appauvrit l'originalité du Centre. Cependant, si l'ensemble du projet avait été moins important, si on n'avait pas tenu à y mettre tant de choses comme pour tout régler d'un coup, il est à parier que le bâtiment aurait été plus fin, plus subtil et transparent, avec un rez-de-chaussée ouvert entre la place et la rue du Renard. En un mot, il aurait été moins écrasant et écrasé. En architecture, passé un certain seuil, les grandes portées accroissent les coûts et les efforts de structure dans des proportions *géométriques*. *Les colonnes* de soutien deviennent trop grosses, les gaines d'alimentation monumentales et innombrables. La prouesse est certes accomplie. Mais reste à vivre avec et à la faire vivre.

JACQUES MICHEL.

(Mardi 1er février.)

Une bibliothèque ouverte

L'une des causes de la faible *fréquentation* des bibliothèques par le public populaire est qu'il s'agissait, pour la plupart d'entre elles, les plus anciennes, de lieux fermés, intimidants.

La bibliothèque Beaubourg, elle, est ouverte. Il ne faut pas chercher *ailleurs que dans cette intention* la raison de cette approche par des escaliers extérieurs, transparents. La foule se précipiterait sans doute moins dans les manèges des fêtes foraines si ceux-ci étaient enterrés. La foule attire la foule. Et Beaubourg, *qui se veut populaire*, se devait d'attirer le peuple par la vue du peuple.

Que Beaubourg, avec ses tuyauteries, ses cheminées, ses passerelles, ressemble à un vaisseau, et chaque étage de la bibliothèque à *une soute, n'a rien non plus qui puisse contrarier*. Les soutes dans un navire ne sont-elles pas l'endroit le plus chaud, le plus vital et le plus précieux par la cargaison qu'elles recèlent, les bagages qu'elles transportent.

Voyons ce bagage.

On entre dans la bibliothèque proprement dite, qui s'étage sur trois niveaux, par le second. Pourquoi *le second ? Parce que, j'imagine,* il est celui de l'accueil, de l'orientation (celui des bureaux, de l'administration aussi) et que, malgré les élévateurs roulants qui vont de l'un à l'autre, il est plus expéditif, pour l'usager comme pour le cerveau, *de n'avoir qu'un étage* à franchir, plutôt que deux. Il est aussi celui de l'iconographie et de la documentation (300 000 diapositives, 45 000 microfiches, 14 000 microfilms, 10 000 disques, 1 500 films). Une salle de projection et de conférences, *des salles de réunions, complètent* ce dispositif d'embarquement pour les hautes terres de la culture.

Les rayonnages sont verts, d'un joli vert Véronèse *apaisant pour les nerfs*. Les tables de lecture (1 300 places *pour la bibliothèque*, 150 pour la *salle d'actualité*) sont blanches, du blanc de l'Immaculée Création.

On retrouvera cette symphonie de bleus durs, de verts doux et de blancs latents dans les deux autres étages (le *premier* et le troisième) consacrés aux livres et à leur lecture. Ceux-ci (300 000 pour l'inauguration, 1 000 000 dans la perspective) *sont classés par thèmes*, selon la classification *décimale* universelle.

Au premier étage sont les arts, loisirs, sports, les religions, la philosophie, les langues et les littératures. Une médiathèque de langues de 40 *places* équipées de magnétophones à cassettes ou de postes de télévision, pour la réception de documents vidéo, facilitera l'approche des méthodes d'apprentissage, à leurs différents niveaux : de l'initiation à la spécialisation. Le troisième étage est consacré aux sciences et techniques, aux sciences sociales et à l'histoire et géographie.

L'accès à la bibliothèque, ouverte de 10 heures à 22 heures tous les jours, *sauf* le mardi (encore une *innovation* dans la lecture publique), est libre et gratuit. Pas d'inscription. Pas de carte. Seule, la *sortie* est contrôlée... électroniquement. Une pastille magnétisée apposée sur le livre permet de détecter le contrevenant.

Il s'agit, répétons-le, d'une bibliothèque d'information, et non de prêt. A Beaubourg, on entre, *on s'assoit, on lit, mais* on n'emporte pas. Plus tard, à proximité de *la* Piazza centrale, on projette d'édifier une bibliothèque centrale de prêts qui complétera le dispositif. On aura dès lors en mains, *dans ce quadrilatère autrefois voué* aux nourritures du corps, toute la gamme des opérations qui président à la nourriture de l'esprit : de la simple consultation d'un livre à sa plus ample connaissance, pour s'achever peut-être en librairie par sa totale possession et sa conservation jalouse. De toute façon, Beaubourg ne devrait pas être concurrentiel des bibliothèques municipales. Elle y conduit. Elle y prépare.

La consultation, elle est l'apanage *de la salle d'actualité, qui,* elle, réside au rez-de-chaussée, dans des tons provisoirement *rouges*, aptes à exciter la curiosité et éveiller l'intérêt. Elle est l'antenne de la bibliothèque, sa vitrine, son hall d'exposition, sa *parade foraine. son instrument de* propagande, sa galerie. Si, à la bibliothèque, on s'assied et on lit, à la salle d'actualité, on feuillette, on picore, mais on ne s'installe pas (naturellement, on peut quand même s'asseoir, c'est plus pratique *et il y a cent cinquante places pour* le faire). La fonction principale de *la salle d'actualité* est de présenter au public un grand choix de nouveautés du disque et du livre parues en France au cours des six derniers mois dans tous les domaines de la connaissance et des loisirs. Un premier succès à son actif : elle a obtenu l'accord de la plupart des éditeurs pour que ceux-ci *envoient un exemplaire de* leurs principales nouveautés.

Un choix de deux cent vingt titres de journaux et revues constituant un panorama représentatif de la presse française et étrangère, un fonds de référence et d'information *composé d'environ trois mille* ouvrages (encyclopédies, dictionnaires, annuaires professionnels et guides divers), *compléteront* ce fonds mouvant et vivant de connaissances, égayé par tout un appareillage technique audiovisuel, et *étayé par un programme* de rencontres hebdomadaires autour d'un thème, d'un auteur, d'un interprète, sous forme d'expositions, de débats, d'interviews.

Une bibliothèque pour enfants, de plain-pied sur la piazza elle aussi, achèvera bientôt de doter l'ensemble, sans précédent jusqu'ici dans le monde — et cela vaut bien qu'on s'y arrête, — des moyens *de sa vocation plénière : donner* à lire, à méditer, à apprendre et à comprendre, à tous les âges de la vie et à tous les degrés du *développement*.

Une telle entreprise ne peut aller sans controverses ni contestations. Elles en sont la rançon et peut-être même la raison d'être. Les premiers résultats en dehors de l'intérêt de curiosité ne pourront *sans doute pas être enregistrés* avant la rentrée d'automne. Il faudra laisser passer l'orage des batailles politiques et la ruée vers l'or des plages.

C'est alors — alors seulement — que l'on saura si, à l'image du *paquebot* « *France* », *cet* ouvrage ambitieux aurait mieux fait de ne pas sortir de ses épures ou si, au contraire, par son obstination à vaincre avaries, retards et mauvais temps, oppositions et humeurs, il ne mérite pas d'être qualifié de « *Paquebot Tenacity* ».

PAUL MORELLE.

(Mercredi 2 février.)

HENRI TROYAT, artisan de la plume

« Le Front dans les nuages » « Un si long chemin »

Par **Bertrand Poirot-Delpech**

Il y a un phénomène, un miracle Troyat.

Chaque matin que Dieu fait, ce colosse taillé pour hanter le Caucase à cheval rêve devant sa rame de papier. « Ce serait une quinquagénaire osseuse, a-t-il songé ces derniers mois ; elle porterait un béret mauve, elle habiterait avec une amie un rez-de-chaussée à jardinet, un jeune homme ferait tressaillir leurs cœurs assoupis, le petit drame bizarre qui s'ensuivrait me dégourdirait de mes fresques tsaristes... » Et ces conditionnels d'où est né *le Front dans les nuages*, on peut déjà parier que, comme pour les cinquante autres livres de Troyat parus depuis 1935, des dizaines, des centaines de milliers de fidèles ne vont demander qu'à y croire, les yeux fermés !

« Pas étonnant, bougonnent les grosses têtes agrégées, quand on s'en tient à des péripéties, à de la psychologie et à un vocabulaire basique qui ne dérangent aucune habitude ! » Peut-être ; mais cette lisibilité, outre qu'elle exige plus de talent et d'effort que les tables rases pour initiés, n'explique pas tout. Les lecteurs qui échappent encore au terrorisme de l'obscur n'accorderaient pas une telle confiance à Troyat si, au plaisir bien légitime de comprendre ce qu'ils lisent, ne s'ajoutait un charme secret. *Comme* si l'auteur leur transmettait le doux engourdissement où, à en croire les confidences d'*Un si long chemin*, le plongeaient les récits de sa mère dans sa Russie natale.

Deux vieilles filles, donc. L'une a divorcé et l'autre a perdu un fiancé à la guerre, mais le temps leur a rendu leur virginité, comme le sable referme les estuaires, et a tissé dans leur espèce de ménage son réseau habituel de chipotages, *mis pour autre chose de révolu ou* d'indicible.

On a jugé, il y a vingt ans, un couple de ce genre, en plus fruste. L'une avait discrètement coupé son mari en rondelles ; l'autre s'en était aperçue et, tout en continuant de partager la verveine-biscotte d'après dîner, avait potassé le code pénal, pour, finalement, dénoncer sa copine à quelques jours de la prescription. Pas par méchanceté ; faute de voies plus douces pour tenir l'autre à merci ; sans comprendre sa rage de trahir : par amour, eût-on dit.

Marguerite et Germaine, puisque ainsi se prénomment, typiquement, les héroïnes du *Front dans les nuages*, n'atteignent pas à cette monstruosité ni seulement à l'acrimonie qu'inspirent aux vieilles *Bernardini* de Suzanne Prou les relations de patronne à dame de compagnie. L'avantage que Germaine, rancie dans l'import-export, tire de la propriété des lieux, Marguerite *le compense par sa fantaisie de slavisante*, férue d'un certain général Davydoff (1784-1839).

L'irruption d'un tout jeune sous-locataire favorise brusquement la plus artiste des deux. Autour d'un pigeon malade et de divers travaux ménagers, une complicité amoureuse s'installe entre l'adolescent fantasque et Marguerite. Germaine en prend ombrage, et gifle sa compagne. Mais sa violence *la surprend elle-même jusqu'à lui* causer un infarctus. A son retour de l'hôpital, elle ne pourra que constater les progrès de l'idylle et succomber à un souper dont on ne saura jamais si les tourtereaux voulaient qu'il marque sa guérison ou qu'il hâte sa fin.

Ce mystère n'est pas le seul à s'insinuer dans un récit d'apparence limpide. Quand le jeune homme s'envole, aux dernières pages du livre, non sans avoir administré à la mourante une dose fatale de calmants, on se prend à douter qu'il ait existé autrement que dans l'imagination de Marguerite, dont il aurait incarné, à travers Davydoff, les ultimes fantasmes, les adieux définitifs à l'amour.

***

Le trouble est jeté si naturellement, *si innocemment, qu'on se réjouit* de voir paraître, en même temps que le roman, l'entretien d'*Un si long chemin*, où, exceptionnellement, Henri Troyat accepte de livrer à Maurice Chavardès ses secrets de fabrication : saura-t-on enfin comment il crée le rêve, en distillant le doute ?

Pas vraiment. De bonne foi, l'auteur le plus fécond de sa génération dit ignorer lui-même ce qui se passe quand il crée. Il n'est pas de ces romanciers, s'il en existe, qui bâtissent en toute *lucidité* les soubassements de leurs personnages. Il ne comprend rien aux thèses qu'on tire de ses inventions et craint comme la peste les clefs de la psychanalyse. Qu'il tourne longtemps autour de ses créatures, comme dans les « cycles » longs, ou qu'il les suggère par quelques traits allusifs, comme dans le roman court et isolé que voici, il s'agit pour lui de *« donner vie aux fantasmes de son cerveau... »*, en leur conservant leurs contradictions insaisissables et en ne s'y retrouvant pas lui-même. L'écrivain doit être encore plus effacé que Stendhal promenant son fameux miroir le long du chemin. Il lui faut seulement *« donner l'impression de regarder le réel par une fenêtre »*, comme disait Zweig de Tolstoï.

Il admet le roman plus intellectuel et clairvoyant, mais doute de sa réussite et *le redoute pour son compte. Le fait de* trop connaître ses personnages, *a fortiori* de les juger, représente, selon lui, le plus grand risque de rompre la vraisemblance et le charme du vécu. Trop d'esprit critique et de lectures paralysent, font craindre que tout n'ait été dit, et mieux.

Cette sorte d'obscurantisme volontaire ne suffit d'ailleurs pas à le rassurer. Malgré sa production et ses tirages prodigieux, malgré le Goncourt et l'Académie, Henri Troyat retrouve à chaque entreprise nouvelle les angoisses du petit Léon Tarassof fuyant l'Arménie avec ses seuls souvenirs pour bagage, ou du débutant mal accueilli par Paulhan. Il ne se sent pas plus assuré du succès que de la vie même, cette précaire location. Le moindre paragraphe le replace devant le « désert de l'inexprimable », sujet aux sautes d'enthousiasme dont se sont plaints les artistes les plus inquiets, toujours neuf devant la souffrance du mot juste qui se dérobe, toujours soumis à l'âpre « bataille de l'écriture ».

« Mon prochain livre sera d'un débutant », conclut Troyat, qui ajoute : *« Un artisan de la plume, voilà ce que je suis ! »*

***

A une époque où le dernier des novices prétend réinventer le langage et passionner les foules par son seul « moi » de génie, où le *style*, *qu'il soit hurlé*, ourlé, ou les deux — « Céline plus Gracq », claironnera l'éditeur ! — s'apparente au clinquant des claquettes, tant de modestie paraît plus qu'étonnante, un rien suspecte.

Même « artisan », le père de centaines de personnages ne peut méconnaître tout à fait ce que ceux-ci empruntent les uns aux autres et à sa propre vie. Il n'a pu lui échapper que la situation du *Front dans les nuages* reproduisait tant soit peu celle du *Vivier*, une de ses premières nouvelles, où une vieille dame, déjà, en torturait une autre sous le regard d'un *joli* neveu. *A de nombreuses reprises*, dans *Anne Prédaille* notamment, le rôle de révélateur a été confié à un jeune homme, et ce n'est évidemment pas un hasard si le dernier en date place des photocopieuses quand on sait qu'Henri Troyat a fait de même, à ses débuts, avec du papier carbone !

Certains détails n'ont manifestement pas surgi sans raison, tant ils sont symboliques ou symptomatiques, au sens freudien refusé par l'auteur. C'est le cas du pigeon apprivoisé, substitut lumineux de la sensualité dont se défend Marguerite, ou du doigt de Germaine coincé dans un transat, geste manqué où se lisent en clair les affrontements inconscients.

Mais l'auteur ne triche pas quand il affirme ne pas raisonner trop profond sur les inventions qui lui viennent. Le roman qu'il pratique n'ayant jamais autant resplendi que quand *le* romancier assistait au bal de son imagination sans moyen ni envie de soulever les masques, c'est pour lui une question de vie ou de mort de se couper de son temps, et de rester délibérément ingénu.

Ce faisant, il se rattache à la grande tradition de l'analyse d'âme à la Mauriac, mais aussi au behaviorisme à la Green, et au-delà — qui en eût douté ? — à la manière russe. Il y a du Tchékhov, celui des nouvelles, dans sa façon de suggérer l'ambiguïté des êtres à l'aide de subtilités de peintre, ici un violet pâle, là un vert Nil.

On dit que si le roman russe supplée à la métaphysique par le sentiment, et au sentiment par l'objet qui le reflète, c'est que le génie de la langue l'y incline. Plus elle colle à l'objet, plus elle est sonore, juteuse, suggestive, chargée de rêve.

De là vient sans doute le secret de notre « artisan ». Dépouillé des abstractions et des joliesses dont il se pare souvent, le français retrouve, avec lui, le lisse des outils familiers, des contes maternels. Et le lecteur y gagne le droit béni de songer, comme naguère l'auteur, pelotonné au milieu d'écheveaux de laine multicolores...

(Vendredi 4 février.)

★ *Le Front dans les nuages*, d'Henri Troyat, Flammarion, 232 pages, 32 F.
★ *Un si long chemin*, conversations d'Henri Troyat avec Maurice Chavardès, Stock, 260 pages, 36 F.

LES SOUVENIRS DE MAURICE DUVERGER

« L'AUTRE COTÉ DES CHOSES »

Une enfance classique, catholique, bordelaise et mauriacienne, sinon maurrassienne. Détail pourtant : pas d'études chez les bons pères. Mais d'autres prêtres ont veillé sur l'éducation de l'enfant Duverger, plus ouverts, plus relaxés sans doute que ne l'étaient, dans la seconde décennie du vingtième siècle, les membres de la Compagnie de Jésus, avec leur trop rigide souplesse. Au sortir du collège, ces Mémoires que constitue *l'Autre côté des choses* nous parlent d'un jeune homme droitier, populiste, antiparlementaire, corporatiste. Il se *régale*, comme on dit dans son Midi, des discours du Philippe Henriot des années 30 : cet Henriot-là n'est encore qu'un des brillants orateurs de la droite. Nul ne sait qu'il va *devenir le haut-parleur numéro un* des forces d'occupation, dix ans plus tard et jusqu'à sa mort violente.

De Philippe Henriot, nous sautons à Jacques Doriot, au char duquel Duverger attache, pendant deux années, sa fragile fortune : à dix-neuf ans, il adhère au P.P.F (Parti populaire français), en 1936. Le Doriot de cette première période garde encore quelques traits du communiste déçu qui souffla jadis à Maurice Thorez certaines idées qui feront le succès du Front populaire. Du P.P.F. doriotiste dans lequel il entra, s'imaginant rompre ainsi avec le milieu familial, notre auteur retient, sur le moment, l'image (qu'il découvrira mensongère) d'un parti qui n'est ni fasciste, ni franquiste, ni antisémite. Et qui le deviendra par la suite. Une fois de plus, on est bien forcé d'admettre que l'avenir (tel qu'il s'incarnera dans l'odieux P.P.F. de la seconde guerre mondiale) n'était pas écrit par avance dans le présent de 1936-1937, dans ces années terminales et tragiques de la III[e] République : tant de gens alors s'illusionnaient et dupaient les autres à qui mieux mieux ; une certaine droite encensait Mussolini, voire Hitler ; une certaine gauche encensait Staline... Comme l'écrit Duverger, lucide sur ce point, *« je me suis trompé bien des fois depuis ; et plus gravement que ça »*.

Surviennent la guerre et l'occupation. Duverger se considère comme « plutôt vichyssois »... En 1942, jeune juriste, il visite le ghetto de Paris où l'étoile jaune est partout visible. Il réalise, bien tard, la dimension tragique du problème juif et du fascisme. Il publie, un an plus tard, une études sur les Constitutions françaises *dans laquelle il prend ses distances* d'avec le régime de Vichy. La milice de Darnand persécutera ce livre.

Une triple tendance

1944 : changement de décor. Le jeune professeur à la faculté de droit de Bordeaux *mène* l'aimable vie d'un provincial de trente ans : ciné-club, théâtre, mer, forêt et science politique. L'initiative d'un dominicain bordelais, engagé dans la résistance, très lié avec Beuve-Méry, et son propre talent lui valent d'entrer au *Monde*. A partir de 1950, il y joue un rôle non négligeable pour le maintien d'une ligne « neutraliste », non atlantique. Ce rôle s'exalte, lors de la crise « antibeuveméristé » de 1951. Crise racontée par le menu dans ce livre : un peu longuette à mon gré. Duverger fonde donc, en 1951, pour défendre Beuve-Méry menacé, des comités de lecteurs du journal. Sans adopter les vues strictement fédéralistes de Jean Monnet, il contacte ce « père de l'Europe » pour l'amener à faire pression sur Beuve-Méry et obtenir le retrait de sa démission de directeur du *Monde*.. *Bien vivante, l'ombre amicale* de Beuve est partout présente dans ce livre. *Bref, le Monde* d'aujourd'hui, non conformiste et académique, irritant et magistral, séditieux et séduisant, est-ce un peu à Duverger qu'on le doit ?

Cet événement « matrice » de 1951 préfigure, en tout cas, ce que sera la carrière intellectuelle et parisienne de Duverger. Triple tendance : neutraliste, décolonisatrice, présidentialiste. Tout cela, *grosso modo*, va classer notre homme, assez loin de ses origines, dans une gauche œcuménique et gaullienne : elle n'a rien à voir, je m'empresse de le dire, avec le gaullisme de gauche. Neutraliste, Duverger conserve une invincible méfiance à l'égard de « l'impérialisme américain ». Est-ce un reliquat de son nationalisme français d'avant-guerre ? Je constate, en tout cas, que cet anti-américanisme *préférentiel l'amène par moments à* d'inutiles indulgences pour l'autre et plus dangereux impérialisme, celui de « l'Est ». Quand Duverger écrit, par exemple (p. 172), qu' *« aucun conditionnement ne peut mobiliser des esclaves pour malmenir leur esclavage »*, *il* semble oublier que ce genre d'opération esclavagiste, acceptée par une partie des victimes, a fort bien réussi à Staline et à quelques autres.

Décolonisateur courageux, dans l'importante période de la guerre d'Algérie et de *l'Express*, Maurice Duverger entre à part entière dans la grande fraternité des plastiqués de l'O.A.S., ces médaillés militaires de l'intelligentsia de gauche autour de 1960. Mais son détachement humoristique à l'égard du double plastiquage qui le frappa n'est nullement l'indice d'une indifférence aux victimes des bombes... Duverger, du reste, ne bascule pas dans l'extrémisme ; ce n'est pas ou ce n'est plus sa manière. Il sait maintenant qu'en tapant trop fort sur certains clous, on risque de se taper sur les doigts. Il s'en prend donc assez vertement, en vertu d'une « communauté nationale » qui demeure l'une des constantes de sa pensée, au « réseau Jeanson » et autres « porteurs de valise » du F.L.N...

Présidentialiste, et même « républicano-monarchiste » (autre continuité personnelle), Duverger anticipe sur certains aspects du gaullisme et de la V[e] République. Entre 1950 et 1962, il dégage peu à peu deux fils conducteurs pour sa réflexion d'écrivain et d'enseignant. Soit : la nécessité d'une bipolarisation des partis ; et l'élection du chef de l'Etat (ou du premier ministre) au suffrage universel.

La bipolarisation implique qu'un jour ou l'autre la gauche accède au pouvoir. Dans la mesure du possible, elle implique aussi que le parti communiste français change de nature et de structure ; on lui demande d'accepter vraiment, du fond du cœur, les règles du jeu démocratique et de l'alternance. Sur ce point, *Duverger semble penser* que l'évolution positive du P.C.F. est presque chose faite. Il a peut-être raison. Mais qui pourrait trancher ? Jean Kanapa lui-même est incapable de nous garantir une guérison totale de ses camarades quant aux péchés mignons d'un certain passé.

Surgit mai 1968. Le chapitre consacré à cet épisode affirme un paradoxe que faisait pressentir l'évolution précédente de l'auteur. Partisan de la bipolarité, ennemi de tous les lecanuettismes et autres formules « centristes », Duverger, dans sa propre université, exalte par-delà mai 68 la vocation d'un « juste milieu ». Le voilà lui aussi « centriste ». A égale distance des braillards gauchistes et des brahmines d'extrême droite de l'ex-faculté de droit. De 1968 à nos jours, Duverger s'ouvre, comme professeur, à tout ce qui est « médian » ; il est l'homme d'une gauche modérée et respectueuse, intellectuellement prudente, trop prudente parfois ; elle a fondé, avec des socialistes, des communistes et bien d'autres, l'université de Paris-I.

L'Autre côté des choses met à profit ce paragraphe « académique » pour faire quelques suggestions sur un difficile problème du monde étudiant : il s'agit, en l'occurrence, de la sélection. Duverger propose, en ce domaine, la création d' « unités de premier cycle » ; elles laisseraient trois sorties aux étudiants débutants : l'échec pur et simple ; l'entrée dans la vie avec le DEUG ; la poursuite des études supérieures.

Au terme de ces deux cents trente-trois pages, vite écrites, vite lues, je suis simultanément charmé et irrité. J'ai aimé cette vie placide de professeur et de fonctionnaire, où l'on attend la retraite, en homme d'entreprise, d'influence et de pensée, sans qu'il se passe grand-chose de spectaculaire. C'est la vie de l'anti-héros, ou de l'anti-Malraux : prototype de l'existence *réelle* de millions de nos contemporains, membres des professions à « col blanc ». Témoignage *riche aussi sur l'itinéraire intellectuel* d'une génération : depuis le Front populaire jusqu'à mai 68, en passant par Vichy et par le gaullisme, ces deux frères ennemis.

Les racines d'une culpabilité

Je suis déçu pourtant par certains aspects de cette œuvre, trop lisse et trop belle pour être tout à fait la réalité. A l'heure où fleurissent les autobiographies, à l'heure où les anciens staliniens, comme Pierre Daix et Dominique Desanti, s'arrachent littéralement les tripes, se rongent les entrailles et cherchent dans leurs mauvais livres d'autrefois (qu'ils vomissent) les racines d'une culpabilité de type janséniste et chrétien, à cette heure-là on est en droit d'attendre *d'un homme qui fut doriotiste* puis vichyssois, et qui devient aujourd'hui l'une des vaches sacrées de notre établissement de la gauche intellectuelle, une lucidité déchirante sur lui-même et sur son temps.

Si l'avais eu personnellement à écrire ce livre, j'aurais commencé par mettre davantage encore les points sur les i : *« J'ai été fascinant, je suis devenu aujourd'hui le plus gaullien des professeurs de la gauche française. Pourquoi, comment ai-je suivi cette route en épingle à cheveux ? »* Duverger, avec cet *Autre côté*, a publié un livre courageux, sensible et tendre, qui se lit comme du bon pain. Mais il n'a pas écrit l'ouvrage cruel qui nous manque, et qui ferait mieux comprendre comment l'Hexagone pétainiste de 1940 est devenu (peut-être) la France mitterrandiste de 1978. A *l'image de Maurice Duverger*. Homme de droite de jadis, mais qui ne se prenait pas, dit-il, pour tel. Homme de gauche d'aujourd'hui, dont on peut se demander s'il l'est vraiment.

EMMANUEL LE ROY LADURIE.

★ Albin Michel, 39 F.

(Mercredi 2 février.)

LA MORT D'ÉRIC WEIL

Un philosophe de la raison

On présente souvent Hegel comme le dernier philosophe systématique. C'est oublier Eric Weil, qui vient de mourir à Nice. Il a poussé à l'extrême la notion de système, développant un système circulaire qui, comme il l'a écrit lui-même, se termine en retournant à son commencement. L'homme est à la fois nature, c'est-à-dire violence, et raison, c'est-à-dire liberté, compréhension et dialogue, en un mot *sens*. Là où manque la circularité, la pensée n'est pas arrivée à maturité : il faut élaborer toutes les catégories dans leur pureté, chacune ne pouvant être qu'une reprise particulière du sens. L'homme a toujours le choix entre le sens et le non-sens, entre la liberté qui est choix de la raison et la violence qui la refuse. La plupart du temps l'homme s'arrête à telle ou telle forme limitée du sens. Le philosophe est celui qui développe tout le circuit du sens et choisit la liberté et la raison, la *sagesse*. Mais la sagesse est pratique autant que théorique. Le discours sensé du philosophe, son discours circulaire qui rejoint le sens à son départ ne saurait rester théorique et abstrait : il s'incarne dans la vie et l'action. Alors, l'action, qui unifie la théorie et la pratique, la vérité et la liberté, devient la véritable catégorie suprême.

Ce système circulaire est exposé dans *Logique de la philosophie*. Il est complété par deux autres livres, *Philosophie morale*, l'éthique étant la réalisation du discours cohérent, et *Philosophie politique*, la politique étant la « morale en marche ». Parce qu'il vit en société, l'homme est un être fondamentalement moral. Mais il ne vit guère que des morales concrètes, particulières. Kant a bien vu que la catégorie essentielle de la morale était celle du devoir, qui est avant tout refus de la violence, volonté de bonheur pour soi-même et autrui. Mais le bonheur n'est pas satisfaction. Il laisse place à l'inquiétude et à l'insatisfaction, car il consiste à vivre parfaitement selon la raison, ce qui n'est jamais pleinement atteint. Dans *Problèmes kantiens*, Eric Weil montre combien Kant *a été souvent mal compris*. On prend, en effet, les choses-en-soi pour des choses, des en-soi, des sortes d'objets au-delà de nous-mêmes. En réalité la chose-en-soi kantienne c'est le sujet-pour-soi, dans l'homme, qui se détermine par la raison. C'est l'élan inspirateur, la puissance créatrice. A la différence de Descartes, ce sujet kantien ne se connaît pas, mais il peut se penser comme la force libre et volontaire, productrice de nous-mêmes et de nos actes.

Kant dépassé

La politique c'est l'histoire, l'effort historique par lequel lentement la morale s'efforce de se réaliser. Elle ne se comprend que du point de vue de celui qui agit. Aussi doit-on juger un gouvernement d'après lui-même et son projet, non d'après l'opposition : il faut se mettre à sa place. Aujourd'hui les individus et les Etats particuliers et souverains s'opposent. Le progrès moral ne peut se réaliser que par la constitution d'un Etat constitutionnel mondial. Celui-ci ne devrait pas devenir un empire mondial, mais permettre et faciliter la « satisfaction des individus à l'intérieur d'Etats particuliers libres », grâce à une égalisation des niveaux de vie. Dans la société actuelle, l'individu ne peut guère que critiquer l'Etat particulier, souverain, auquel il appartient et qui brime les individus. L'universel et le sens, le sens de l'universel, voilà le but de la vie, la destinée de l'homme, mais cette universalité s'exprime et s'incarne dans des particularités. L'Etat mondial favorise l'universalité en maintenant les diversités nécessaires.

D'origine allemande, devenu français, Eric Weil avait été formé par la tradition germanique. Dans sa petite thèse sur *Hegel et l'Etat*, il découvre dans Hegel celui qui, par-delà l'Etat prussien, prévoit et prépare la réconciliation de l'homme avec lui-même dans l'universalité concrète de l'organisation raisonnable. Sous l'influence de Cassirer, il voit dans l'action le lieu où se réalise la *« totalité de l'homme »*. Il utilise et dépasse Kant. Sa *philosophie* du système est *en* même temps une philosophie de la destinée. Il a été ce qui n'existe plus guère : un philosophe de la raison.

JEAN LACROIX.

(Vendredi 4 février.)